DICTIONNAIRE
DE LA
POLITIQUE
FRANÇAISE

DICTIONNAIRE
DE LA
POLITIQUE
FRANÇAISE

Edition de l'an 2000

DERNIERS OUVRAGES PARUS DU MEME AUTEUR

Les Financiers qui mènent le monde (1re édition) (Diffusion : La Librairie Française).
Traduit en espagnol : *Con Dinero se rueda el Mundo* (Samaran Ediciones, Madrid).
Les Financiers qui mènent le monde (nouvelle édition revue et augmentée, illustrée par Chard, 24e édition).
La Haute Banque et les trusts (La Librairie Française).
Le retour des « 200 Familles » (La Librairie Française).
L'Europe des banquiers (La Libraire Française).
Traduit en espagnol : *La Europa de los Banqueros* (Librerio Editorial Argos, Barcelone).
Dictionnaire des dynasties bourgeoises (Alain Moreau, éditeur).
Les 200 Familles au pouvoir (Diffusion : La Librairie Française).
La Conjuration des Illuminés (Publications Henry Coston).
Ce qu'il faut savoir quand on publie un livre (Publications Henry Coston).
La fortune anonyme et vagabonde (Publications Henry Coston).
Dictionnaire des pseudonymes, tomes I, II et III (Publications H. Coston).
Nouveau dictionnaire des pseudonymes (Publications Henry Coston).
Le Veau d'or est toujours debout (Publications Henry Coston).
Procès de Louis XVI et de Marie-Antoinette (Publications Henry Coston).
Le traquenard européen de Jean Monnet (Publications Henry Coston).
L'Argent et la politique (Publications Henry Coston).
« Tous pourris ! » (Publications Henry Coston.
L'âge d'or des années noires (Publications Henry Coston).
Antoine de Rivarol et l'émigration (Publications Henry Coston).
Signé : Drumont (Publications Henry Coston).
Les Infiltrations dans la Droite nationale et populaire (Publications Henry Coston).

En collaboration avec Gilberte Coston

L'A.B.C. du journalisme (Clubinter-Presse).
Le Journalisme en 30 leçons (Lectures Françaises).

Avec divers collaborateurs

La France à l'écran (Lectures Françaises).
La République du Grand Orient (Lectures Françaises).
La Haute Finance et les révolutions (Lectures Françaises).
Traduit en italien : *L'Alta Finanza e le rivoluzioni* (Ediz. di Ar, Padoue).
Les technocrates et la synarchie (Lectures Françaises).
Partis, journaux et hommes politiques (Lectures Françaises).
Le Secret des Dieux (Lectures Françaises).
Traduit en espagnol : *El Secreto de los Dioses* (Editorial Almena, Buenos Aires).
Onze ans de malheur (Lectures Françaises).
Dictionnaire de la politique française, tomes I, II, III et IV (Publications Henry Coston).
Les causes cachées de la Seconde Guerre mondiale (Lectures Françaises).
Les Guillotinés de la Terreur (Publications Henry Coston).
La guerre de cent ans des sociétés secrètes (Publications Henry Coston).
Mon vieux Paris, par Edouard Drumont, nouvelle édition préfacée par Henry Coston, avec 100 dessins de Gaston Coindre.

Toute communication à propos de ce livre est à adresser à HENRY COSTON, B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

DICTIONNAIRE
DE LA
POLITIQUE
FRANÇAISE

EDITION DE L'AN 2000

publié sous la direction de

HENRY COSTON

PUBLICATIONS HENRY COSTON

DIFFUSION : *SARL Diffusion et Editions Henry Coston*
B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE : CINQUANTE EXEMPLAIRES SUR VÉLIN BLANC NUMÉROTÉS DE I A L, TROIS CENTS EXEMPLAIRES SUR REGISTRE NUMÉROTÉS DE 1 A 300 PLUS MILLE EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS DE 301 A 1300, RÉSERVÉS AUX SOUSCRIPTEURS AINSI QUE QUELQUES EXEMPLAIRES HORS COMMERCE H.C., LE TOUT CONSTITUANT L'EDITION ORIGINALE

Imprimé en France
© 2000 by Henry Coston, Paris
Tous droits réservés pour tous pays.

A Ginette et Sybille, Jean, François et Alain sans qui ce livre n'aurait probablement pas vu le jour, toute ma reconnaissance et mon affection.

H.C.

5 mai 1986

14 MAI 1986

Cher Henry COSTON,

J'ai bien reçu votre Dictionnaire des dynasties bourgeoises et vous en remercie. C'est là un monde qui m'est bien étranger, vous le savez, mais qu'on ne peut ignorer et j'admire la somme de travail que vous avez investie dans cette oeuvre comme dans les précédentes. Bon courage et tous mes voeux pour la continuation.

De mon côté, je poursuis le Dictionnaire, les Dictionnaires serait plus exact. Dans quelques jours sera publié le tome 2 de Grande-Bretagne et j'ai tenté, avec R. Gallissot, un Maghreb sans parler des tomes 27 et 28 du Dictionnaire France que nous aurons fin 1986 et dont je corrige les épreuves. Je serai toujours heureux de vous faire parvenir tel ou tel volume que vous souhaiteriez posséder.

Avec mes voeux de santé et mon bien cordial souvenir.

J. Maitron

AVERTISSEMENT

En créant ce *Dictionnaire de la Politique Française* en 1967, je voulais doter mes amis de droite et mes lecteurs de gauche d'un ouvrage réunissant les informations disséminées dans cent œuvres différentes et souvent occultées par des auteurs soucieux de ne dire que ce qui sert leurs idées personnelles ou les intérêts de leur camp. Les encouragements qu'ont prodigués des hommes de gauche à l'homme de droite que je suis resté prouvent que mon initiative et sa réalisation ont convenu aux plus loyaux de mes confrères de l'autre bord. Je ne citerai qu'un nom : celui d'un adversaire qui a utilisé mon *Dictionnaire* et rendu hommage à mon souci d'être vrai : Jean Maitron, l'auteur du *Dictionnaire du monde ouvrier,* un maître en la matière. Adversaire de mes idées, il rendait justice à mon œuvre dont il saluait l'absence de sectarisme.

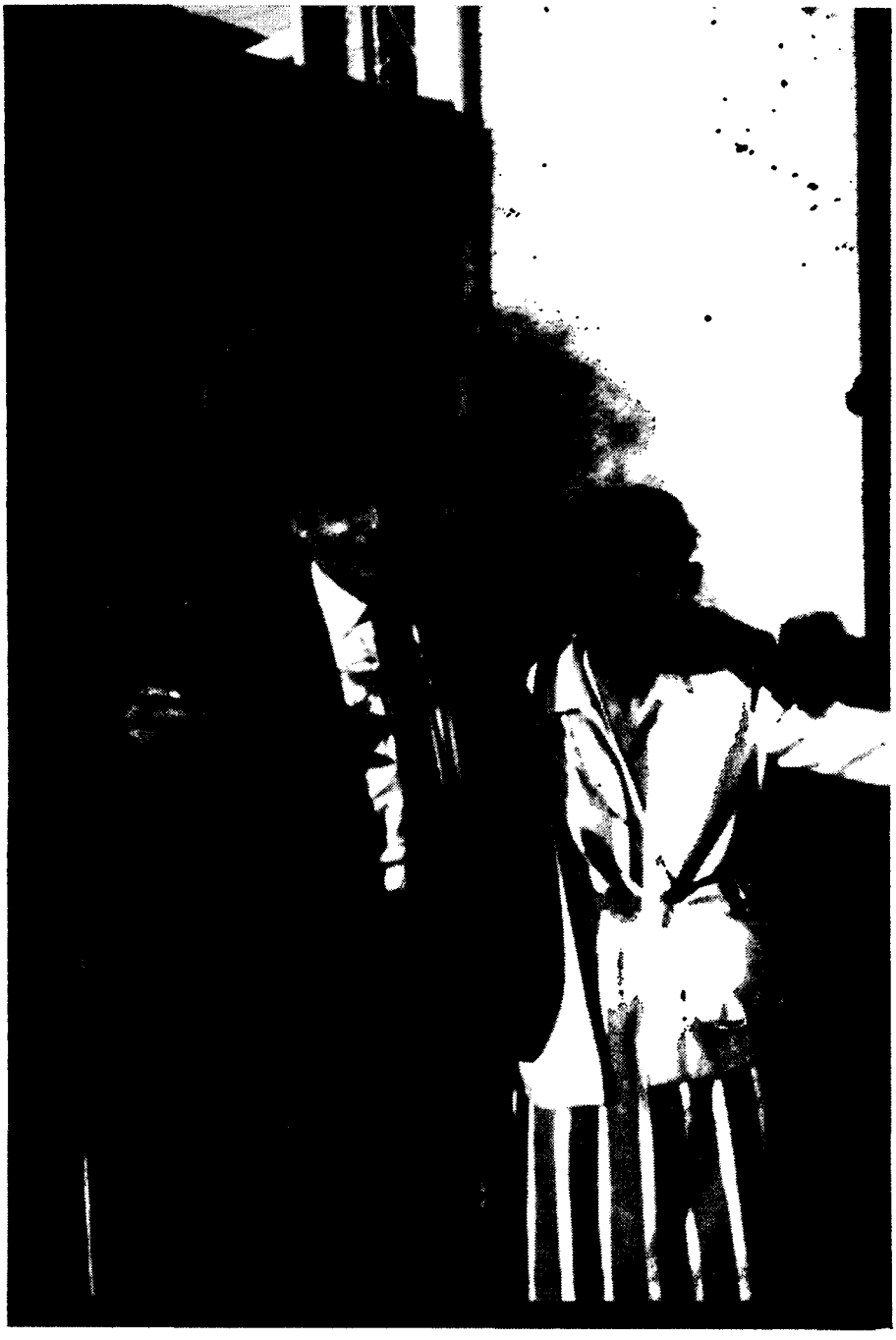
Je ne dirai rien des propos que m'a tenus, un jour que j'avais été consulter les archives d'un très grand quotidien, la bibliothécaire furieuse contre les rédacteurs du journal qui empruntaient les exemplaires du *Dictionnaire* et oubliaient de les rendre.

— *Je suis obligée d'en racheter à chaque instant, car c'est le plus consulté.*

Et comme je marquais mon étonnement, elle ajoutait :

— *Vous ne vous en êtes pas aperçu parce que l'on vous pille sans jamais vous citer.*

De nos jours, le sectarisme de certains va jusqu'à extraire des documents de mes livres en omettant systématiquement de mentionner la source. Voulez-vous un exemple ? Il date de quelques années. Je n'aurai pas la cruauté de citer un nom. Vous le reconnaîtrez, peut-être, au passage quand je vous aurai dit qu'il s'agissait de son livre sur François Mitterrand. Il avait réalisé une œuvre remarquée sur le président de la République et parmi les « découvertes » qu'il avait faites, il y avait la décoration reçue du maréchal



Henry et Gilberte Coston
les fondateurs du *Dictionnaire* en 1967.

Pétain. Jusqu'aux années qui précédèrent la mort de Mitterrand, on cachait soigneusement son appartenance à la cohorte des « Franciscains », à laquelle j'appartenais moi-même. Ce délicat confrère se décida à franchir le pas après les deux visites qu'il me fit, chez moi, boulevard Ornano, et au bureau, que je possédais au pied du Sacré-Cœur. Je ne saurai donner une date, mais je me souviens que ce confrère était venu, le lendemain de l'incendie criminel qui avait ravagé son garage. Il semblait ému par cette atteinte directe à ses biens. Qu'aurait-il fait s'il avait été agressé, en plein boulevard, comme je l'ai été il y a dix ans, par un « photographe » qui me frappa avec son lourd appareil parce que je refusais de le laisser prendre des clichés de ma personne. Ma chute eut des conséquences : une fêlure du fémur gauche, cinq opérations chirurgicales (dont la première « loupée »), une invalidité à 80 % et, depuis quelques mois, le recours à un déambulateur pour circuler dans l'appartement. Naturellement la police ne découvrit jamais le coupable, Mme la juge d'instruction ne l'ayant pas autorisée à aller perquisitionner au bureau d'un hebdomadaire soupçonné d'avoir payé pour accomplir cet exploit :

— *Ils sont trop puissants,* dit-elle à mon ami Christian de La Mazière qu'elle avait consenti à recevoir — sinon à interroger — comme témoin involontaire d'une conversation de confrères au courant de l'opération qui se préparait. Femme avant tout, elle était curieuse de voir en chair et en os cet ancien combattant antibolchevique qui revendiquait, dans *Le Chagrin et la pitié,* le droit d'aller combattre les « bolchos » jusque dans leur tanière glacée.

Revenons à la Francisque de Mitterrand : c'est en 1958 que, dans *Cet homme est dangereux,* je faisais connaître le fait. L'auteur de la biographie de l'ancien président de la République, reproduisit mot à mot un passage de mon livre, dans le sien, sans me nommer, bien qu'il ait reçu, de ma bouche, confirmation de l'honneur que lui avait fait le Maréchal. Ce sont les mœurs de notre époque, hélas !

Je n'ai pas encore pu m'y faire : pardonnez-moi et ne me demandez pas d'adopter cette manière de procéder, même à l'égard d'un adversaire politique. Vous l'avez probablement constaté à la lecture de mes autres livres, ce n'est pas à mon âge que je changerai.

Chaque fois que c'est nécessaire, je cite mes sources. Qu'elles soient marxistes, capitalistes ou nationalistes. De même, je ne tiens aucun compte de l'appartenance politique des personnalités ou des militants pour décider de la publication de leur biographie. Aucun ostracisme ne préside à mon choix : je laisse cette manière de procéder aux grands dictionnaires biographiques, français ou américains, qui ont supprimé ma *bio* pour complaire aux lobbies dont j'ai, dans *Les Financiers qui mènent le monde,* notamment, révélé les agissements.

Dans le livre que je vous soumets aujourd'hui, je me suis efforcé de combler le vide qu'a provoqué, en n'éditant pas, les quatre ou cinq *Dictionnaires* qui auraient dû paraître au cours de ces dix-huit années de boycott [1]. Pour ne pas obliger le lecteur à acquérir les tomes précédents (parus en 1967, 1972, 1979, 1982), j'ai fait des « rappels » — principalement historiques — qui m'ont paru indispensables. Sauf peut-être celle du premier volume, qui est une somme, je ne prévois pas la réédition. Les 12 500 exemplaires du tome Ier, tirés en trois fois, chez trois imprimeurs successifs, sont déjà répartis dans les bibliothèques publiques ou privées : on est assuré d'y trouver ce que, d'ordinaire, les historiens bien en cour, évitent d'évoquer, pour ne pas risquer les ennuis que connaîtraient des auteurs trop peu conformistes. Toutes les vérités, pensent-ils, ne sont pas bonnes à dire.

Peut-être — si Dieu me prête vie — aurai-je la possibilité de donner un complément au présent volume, qui est lui-même un complément aux 3 000 pages des précédents tomes. Mais je publierai d'abord, les trois volumes de *Souvenirs* que j'ai annoncés. D'une certaine manière, ils illustreront l'œuvre tout entière en faisant connaître des militantes et des militants qu'il serait injuste et maladroit d'oublier, leur participation plus discrète à la défense de leur idéal étant tout aussi méritoire et efficace que celle des hommes publics ou des journalistes qui connaissent la célébrité. La participation des « sans grade » est souvent plus déterminante qu'on le suppose : ce sont ces militantes et militants discrets ou obscurs que je compte présenter dans mes *Souvenirs*. Naturellement, il s'agit des femmes et des hommes que j'ai connus comme militant de la cause nationale depuis l'âge de seize ans. Je n'ai jamais changé de camp depuis 1926, date de mon adhésion à *L'Action Française* : de droite je suis, de droite je reste. Je ne peux parler que de ce que je connais. Un hommage, même tardif à ces modestes me paraît nécessaire : ils font partie, eux aussi, de notre histoire. La publication toute récente du livre de Benoît Lœuillet : *Pierre-Antoine Cousteau, journaliste engagé* [2] — et méconnu, la gloire, c'était pour son frère, le commandant, pas pour lui — m'incitera à imiter ce jeune professeur d'histoire dont la thèse sur mon cher PAC fait mon admiration.

---

1. Je dis bien *boycott*. Comment appeler autrement le comportement de cet imprimeur limousin qui ne fit rien à partir de 1982 ? (sauf ouvrir une souscription, encaisser les chèques reçus et... ne plus donner signe de vie). Il n'exécutait plus les commandes des libraires, comme si le stock était épuisé alors qu'on a découvert, dans ses caves, des centaines de *Dictionnaires* intacts. A moins de vouloir la disparition d'une œuvre, cette attitude est incompréhensible. Ajoutez à cette situation particulière, la trahison du *diffuseur* que j'avais alors, qui se plaignait des façons de l'imprimeur limousin et qui participe, aujourd'hui, à la vente des éditions sauvages et clandestines.

2. *Diffusion et Editions Henry Coston* (S.A.R.L.), B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18 (120 F)

Le *Dictionnaire de l'an 2000* que je vous offre aujourd'hui est, comme les précédents, œuvre de bonne foi. Je m'engage donc à rectifier, dans la réédition prévue, les erreurs qui me seront signalées [3]. Dans un ouvrage comme celui-ci, elles sont inévitables.

28.XI.2000

H.C.

---

3. Je suis toujours heureux de recevoir de la part de mes lecteurs, des observations et des suggestions. Les conséquences de l'agression dont je vous parle plus haut ne me permettent pas — sauf cas exceptionnels — de recevoir, comme je le faisais naguère, mes lectrices et mes lecteurs. Il faut bien se rendre compte que je suis infirme : la tête marche, mais plus les jambes. D'où un désordre accru dans mon appartement : je ne peux plus reclasser moi-même les pièces que j'emprunte à mes dossiers, ni replacer ceux-ci sur les rayonnages.

Dans la mesure du possible et selon les demandes, sera réédité en premier le tome 1er du Dictionnaire **(plus de mille pages), qui est épuisé comme le sont les autres tomes.**

LES NÉCESSITÉS DE LA MISE EN PAGE NOUS ONT CONDUITS A PUBLIER EN FIN DE VOLUME DEUX ANNEXES IMPORTANTES :

- **UNE DYNASTIE : DEUX PRÉTENDANTS**
- **UN IDÉAL : DEUX MOUVEMENTS**

A

AARON Jean-Claude, promoteur, né le 2 août 1916 à Marseille. Fils de Raoul Aaron, président du « Syndicat des courtiers de valeurs », et de Jeanne Reinach, parente de Salomon Reinach, membre de l'Institut, et du député de Chambéry Salomon Reinach. Membre, pendant l'Occupation, du réseau *Masséna,* membre, à la Libération, de l'état-major de la *Direction générale des études et recherches.* Fonde la *Société financière et de réalisation immobilière* et l'*UCIP,* banque dont les actionnaires sont des promoteurs immobiliers (1955). De 1964 à 1968, président de la *Fédération nationale des constructeurs-promoteurs,* il joue également un rôle de premier ordre à la direction d'*Immofile* (consortium de financement immobilier à long terme), à l'*Union internationale immobilière* qui supervise le holding du groupe *Balkany.* Administrateur de l'*Union financière de participation,* de la *Société nouvelle de participation,* de la *Compagnie générale des banques,* de la *Barclay's Bank,* Jean-Claude Aaron bâtit, entre autres édifices, la tour Maine-Montparnasse, Bercy-Expo, l'ambassade soviétique de Paris, l'hôtel *Cosmos* à Moscou. Lors de la campagne présidentielle de 1974, il soutient François Mitterrand, met ses locaux à la disposition de celui-ci, puis aide ensuite Jacques Chirac à conquérir la mairie de Paris, avant d'appuyer de nouveau Mitterrand au cours de la Présidentielle de 1981. Actionnaire pour 25 % du *Parisien Libéré,* Jean-Claude Aaron fut administrateur des *Nouveaux Constructeurs,* la compagnie d'Olivier Mitterrand, neveu de François, vice-président de *Drouot-Assurances* et de *La Vie Nouvelle* (1982-1990), président du conseil de surveillance *Magnan* (fin 1989). En 1990, il acquit, non loin de la bordure du boulevard périphérique parisien, 80 ha de terrain à bâtir. Membre de la loge *Eole* (*Grand Orient de France*), il est aussi affilié au *Siècle,* le fameux club secret politico-ploutocratique.

ABADIE François, ancien maire de Lourdes, ancien ministre, né le 19 juin 1930 à Lourdes (Hautes-Pyrénées), ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 11 mars 1973, réélu les

19 mars 1978 et 21 juin 1981). Elu sénateur des Hautes-Pyrénées le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Affilié à la Franc-Maçonnerie, il est aujourd'hui membre du groupe *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

ABEILLE (L'). Hebdomadaire lié à *l'Echo des Vosges,* tirant l'un à 10 000 exemplaires, l'autre à 12 000 exemplaires par semaine, dirigés tous deux par Alain Thirion (6, rue Jean-Viziot, 88000 Epinal).

ABEILLE DE LA TERNOISE (L'). Hebdomadaire départemental (13 700 exemplaires) dirigé par Stéphane Rohart (B.P. 20036, 62165 Saint-Pol-sur-Ternoise Cedex).

ABELIN Jean-Pierre, directeur adjoint de service à la Banque de France et conseiller général, né le 3 septembre 1950 à Poitiers (Vienne). Ce démocrate-chrétien fut élu député *UDF* de la Vienne le 19 mars 1978, il fut réélu les 16 mars 1986, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

ABITBOL William, homme politique, né le 6 septembre 1949 à Paris, au sein d'une famille israélite nord-africaine. Militant d'extrême-droite, bien qu'accueilli fraîchement par les antisémites, nombreux dans le mouvement *Occident,* il a évolué habilement vers le libéralisme. Proche de Pasqua, il s'est fait élire député européen en 1999, sur la liste du *Rassemblement pour la France* (R.P.F.), parti dirigé par Pasqua et de Villiers dont il est le porte-parole.

ABIVEN Yvon, professeur, conseiller général et maire de Saint-Thégonnec, né le 14 avril 1948 à Plounefour-Trez (Finistère). Il devint député du Finistère et fut apparenté au groupe *socialiste,* le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Marlyse Lebranchu, nommée membre du gouvernement.

ABRAHAM Claude, ingénieur, né le 7 avril 1931 à Pont-Saint-Vincent. Ancien élève des Ponts-et-Chaussées, il est successivement chargé de mission auprès du Directeur des routes (1957), conseiller technique à l'Equipement (1966-1967), directeur-adjoint du ministre de droite des Transports Jean Chamant (1967-1968). Directeur-adjoint des transports aériens jusqu'en 1974, Claude Abraham devint successivement chef de cabinet du secrétaire d'Etat aux Transports Marcel Cavaillé, directeur des transports aériens (1975-1976), directeur-général de l'aviation civile (1976-1982), et président de la *Compagnie générale maritime et financière* (1982). En outre, il présida la compagnie maritime *Société nationale Corse-Méditerranée* (1988-1992). Démissionnaire de la *Compagnie générale maritime et financière,* Claude Abraham fut, à la prière du *Crédit de France* local, désigné comme président de la société marseillaise du tunnel *Prado-Carénage.* Il est affilié au *Siècle.*

ABRAMOWICZ Manuel, animateur social, né en 1967 à Uccle (Belgique), auteur d'*Extrême droite et antisémitisme en Belgique de 1945 à nos jours.* Il participe à la rédaction de *Regards,* hebdomadaire sioniste belge d'extrême gauche, financé par le milliardaire David Susskind, et dont le rôle est de diffuser dans les pays de langue française, les idées de la *Licra-Belgique* et du *B'naï B'rith.*

Numéro 2562 - 54e année — Du 3 au 23 août 2000 - 20 FF - 3,25 CAD - 142 FB

L'ACTION FRANÇAISE 2000

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

Aspects de la France

La France se disloque

VITE... LE ROI !

L'éditorial de Pierre PUJO (page 3)

PROCHAIN NUMÉRO DE L'A.F. 2000 le 24 août

RÉVISION DE LA LOI VEIL

Deux semaines de plus pour tuer...

par Michel FROMENTOUX (page 5)

Notre dossier

REVISITER PARIS

par David SELLOS, Madeleine GAUTIER, Michel FROMENTOUX (pages 7 à 10)

- **HOMMAGE** — Justice rendue au Shah d'Iran — par Jacques CEPOY (page 2)
- **ANJOUAN** — Le combat continue — par Pierre PUJO (page 4)
- **M.-G. BUFFET** — « À moi, la jeunesse ! » — par Philippe ALEYRAC (page 5)
- **CAMP DAVID** — Le Proche-Orient vers l'explosion — par Pascal NARI (page 6)
- **RÉGIONS** — Il y a 80 ans, les Éditions du Pigeonnier — par Michel FROMENTOUX (page 16)

M 1093 - 2562 - 20,00 F

TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE

16, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris - Téléphone : 01-40-39-92-66 - Télécopie : 01-40-26-31-63

Pierre Pujo poursuit l'œuvre de son père, Maurice Pujo, compagnon de Charles Maurras.

L'«EXCEPTION D'EUTHANASIE»

ÉCOLOGIE et MONDIALISME
DEUXIÈME PARTIE :
LA SUBVERSION

FATIMA :
UNE CONSÉCRATION INSUFFISANTE

LE CD-ROM A.F.S. :
MODE D'EMPLOI

action familiale et scolaire

Avril 2000 **148** ISSN 0152-1977
Bimestriel

ABRIOUX Jean-Claude, inspecteur honoraire de la SNCF et maire d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), né le 1er décembre 1931 à Aulnay-sous-Bois. Ayant éliminé au premier tour le député socialiste sortant Jacques Delhy grâce aux subsides (444 500 F) d'une quinzaine de firmes, Jean-Claude Abrioux fut élu *RPR* de Seine-Saint-Denis le 28 mars 1993, et fut réélu le 1er juin 1997.

ACCOYER Bernard, médecin spécialiste et maire d'Annecy-le-Vieux, né le 12 août 1945 à Lyon (Rhône). Elu député *RPR* de la Haute-Savoie le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

ACHARD Pierre, inspecteur des Finances, né le 27 décembre 1934 à Paris. Successivement chargé de mission au *Comité interministériel pour les questions de coopération économique en Europe* (1960), chargé de mission par le ministre de l'Agriculture Michel Bonnet (1974-1975), ensuite par le ministre de la Coopération Jean de Lipkowsky (1976). Pierre Achard fut directeur de cabinet du ministre du Commerce extérieur André Rossi, de 1976 à 1978, et, de 1978 à 1979, conseiller financier à Bonn pour la RFA et les Pays-Bas. De 1979 à 1981, revenu à Matignon, il devint conseiller financier de Raymond Barre, dont les attaches avec la *Trilatérale* sont connues, avant d'occuper un poste analogue à Rome (1983). Il est affilié au *Siècle.*

ACTION CATHOLIQUE OUVRIERE. Groupement dont le but est de véhiculer l'action catholique dans les milieux ouvriers et se faire connaître à travers la publication de *Témoignage ACO.* Pierre Flament, comptable, né le 11 août 1946 à Saint-Denis, est président du bureau ; Marie-Madeleine Marcy, née le 9 septembre 1938 à Nîmes, en est la présidente ; Christine Isturiz, postière, née le 26 août 1960 à Mauléon, la secrétaire ; Lucie Landeau, aide-comptable, née le 4 août 1946 à Montfort-le-Gesnois, la trésorière.

ACTION FAMILIALE ET SCOLAIRE. Unique en son genre, cette publication catholique et nationale est animée par Arnaud de Lassus, un fin connaisseur des manigances des ennemis sournois du monde catholique. Cette entreprise possède sa propre maison d'édition et de diffusion de livres. Pour faciliter la tâche du lecteur qui est aussi un militant de la cause, la revue présente chaque étude qu'elle publie sur un papier de couleur différente. Etre pratique pour rester efficace... (31, rue Rennequin, 75017 Paris).

ACTION FRANÇAISE (L'). Pour bien marquer le lien existant entre le mouvement maurrassien d'avant-guerre et celui d'aujourd'hui, le titre d'*Action Française* (qui avait couvert les activités royalistes des fidèles du duc d'Orléans (mort en 1926), du duc de Guise et de son fils le comte de Paris) a été repris par le journal de la *Restauration Nationale :* d'*Aspects de la France,* il devint *L'Action Française Hebdo* (10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris).

ACTION FRANÇAISE HEBDO. Parmi les journaux nationalistes les plus anciens vient en tête : *Aspect de la France et du monde,* devenu *L'Action Française Hebdo.* Le journal est dirigé

DREUX

14 juillet

Une Fêt Nat haute en couleurs

(pages centrales)

DREUX

Jets de pierres

Deux jeunes interpellés

(p.4)

L'ACTION républicaine

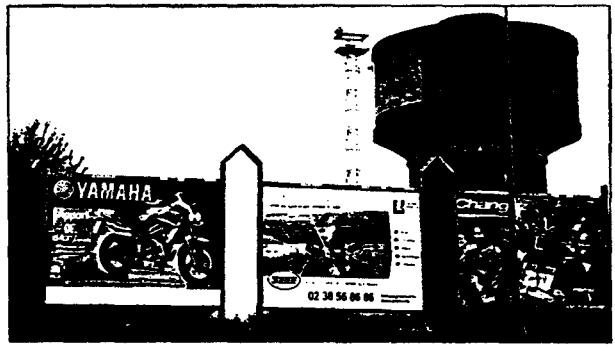
DREUX ET SA REGION 5,50F

Mardi 18 juillet 2000 123ème année Commission paritaire N°0305C79484 - Nouvelle série N°4414 - Tél. 02.37.64.88.88

Dreux - Vernouillet

PUBLICITÉ : STOP AU N'IMPORTE QUOI !

Dreux et Vernouillet sont les premières communes du département à s'être dotées d'un règlement local de publicité. Outre la loi du 29 décembre 1979, ce règlement local vise à faire le ménage dans les rues envahies par des panneaux aux couleurs agressives. *(p.7)*



Dreux

Médailles du travail

Le personnel de Philips EGP récompensé

(p.8)

Boissy-en-Drouais

Michel Etienne-Augustin plébiscité par les habitants

(p.10)

Vernouil-sur-Avre

Faits-divers

Le voleur prend la place de la conductrice

(p.4)

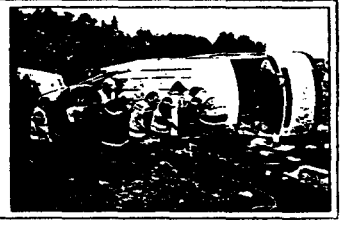
Dans les cantons

Un 14 juillet, tout feu, tout flamme

RN 12 - GOUSSAINVILLE

Une conductrice blessée dans une collision

(p.3)



par Pierre Pujo que seconde Michel Fromentoux, secrétaire de rédaction, et Hugues Michel, secrétaire général. Les collaborateurs du journal sont des fidèles de Maurras, qui a donné aux nationalistes intégraux leur doctrine. Les événements qui ont provoqué le malaise dans la Droite actuellement ont, sans doute, également éprouvé la traditionnelle *A.F.* Mais Pierre Pujo est un caractère qui ne se laisse pas impressionner par les difficultés du pouvoir. Il sait ce qu'il veut (10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris).

ACTION RÉPUBLICAINE (L'). Bihebdomadaire fondé en 1902 par des hommes de gauche. Lié présentement au trust Hersant, il est dirigé par André Eustache (9, place Doguereau, 28100 Dreux).

ACTUALITÉS DE L'ARIÈGE ET DES HAUTES-PYRÉNÉES. Hebdomadaire catholique lié à *la Croix du Midi* et dirigé par Jean-Pierre Vitu de Kerraoul (B.P. 503, 31011 Toulouse Cedex).

ACTUALITÉ JUIVE. Cet hebdomadaire de la communauté juive est dirigé par Serge Benattar, rédacteur en chef, assisté par un comité de rédaction composé de : Claude Meyer, Stéphane Szios-Godien et Catherine Garzon. Le journal est la propriété de la Société *A.J. Presse,* S.A.R.L. au capital de 5 000 F, fondée par Serge-Simon Benattar (né le 23 avril 1948 à Oran) et Alain-Norbert Bezenzon (né le 2 janvier 1954 à Paris XIIe). Jacqueline Landesberg et Lydia Berenzo, épouse Benattar, sont également associées. C'est cette dernière qui était gérante au début ; elle fut remplacée par Serge Benattar. Après les difficultés financières qui amenèrent les dirigeants à envisager la suspension, de mystérieux subsides permirent à *Actualité Juive* de prendre un essor exceptionnel : le journal paraît maintenant sur 48/52 pages et occupe la première place dans la presse juive et sioniste en France (14, rue Raymonde-Salez, 93200 Les Lilas).

ACT UP. Association extrémiste qui proclame le manifeste *Nous sommes la gauche* et participe à la rédaction de *Golias.* Elle diffuse, en outre, *Action,* sa *lettre* à laquelle participent Philippe Manegot, Robin Campillo, Stany Grelet, François Bès, Chantal Rivet, Yves Tévessin, Marc Nectar. Les principaux membres de son bureau sont : Marc Nectar (président), Thomas Doustaly (trésorier), Alain Gravelet (secrétaire général), François Houyez (communication), Arlindo Constantino et Emmanuelle Cosse. Parmi leurs violentes prises de position, il faut citer la diffusion de 180 000 exemplaires d'*Evangelium Vitae,* illustrés de photos de Jean-Paul II et du fameux slogan : « *Ce pape est un assassin ; oui aux capotes, non aux sermons.* »

ADEVAH-POEUF Maurice, dirigeant de sociétés et maire de Thiers, né le 27 mars 1943 à Larodde (Puy-de-Dôme). Elu député *PS* du Puy-de-Dôme le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Mais en 1993, il avait été battu par Jean-Marc Chartoire, *UDF.*

ADNOT Philippe, agriculteur et président du Conseil général, né le 25 août 1945 à Rhèges (Aube). Elu sénateur *Non Inscrit* de l'Aube le 24 septembre 1989, il a été réélu le 27 septembre 1998.

Actualité Juive HEBDO

LIBERTÉ POUR LES 10 JUIFS D'IRAN

10 Francs
1,52 Euro

L'HEBDOMADAIRE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE FRANCE

14 Rue Raymonde Salez 93260 Les Lilas
Tel.: 01 43 60 20 20 - Fax.: 01 43 60 20 21 - email: A.J.Presse@wanadoo.fr

N°668 - JEUDI 27 JUILLET 2000 - 24 TAMOUZ 5760

Echec à Camp David

La descente du sommet

Visites

Un été juif à Paris

Quand le rabbin rit

ADEC

nº 2 - juillet 2000

ASSOCIATION DE DÉFENSE DE L' ECOLE CATHOLIQU

La vie de l'association

- Nouvelles de l'association

PAGE 2

Editorial

- L'année scolaire s'achève

PAGE 3

L'éducation moderne

- Des écoles pseudo-libres à la sauce marxiste
- En bref...

PAGE 4

Documents

- Souvenir de tournée

PAGE 5

Nos écoles

- L'Étoile du matin
- 50 ans d'histoire
- La stabilité dans la réussite

PAGES 6 ET 7

l'Etoile du Matin

depuis 50 ans

AÉDOS. Publication trimestrielle fondée en 1997 par Pierre Petitjean, qui la dirige depuis. Principaux collaborateurs : Pierre d'Embessy, Robert Dun et E. du Teroil (BP 5, 58660 Coulanges-les-Nevers).

AFFICHES DE GRENOBLE ET DU DAUPHINÉ (Les). Hebdomadaire alpin diffusé à 15 000 exemplaires, dirigé par Jean-Claude Cellard, secondé par Elisabeth Lebeault, secrétaire générale de la rédaction (BP 295, 38009 Grenoble Cedex 1).

AF-PICARDIE. Organe des Picards royalistes, liés à la Restauration Nationale et à *l'Action Française Hebdo* (BP 06, 80017 Amiens).

AFRIQUE RÉELLE (L'). Périodique non-conformiste sur les problèmes posés par l'indépendance des peuples noirs. Directeur : Bernard Lugan (BP 06, 03140 Chauroux).

AGENAU Robert, directeur de la maison d'éditions *Karthala* (rouge-chrétienne spécialisée dans le domaine de l'Afrique et du Tiers-Monde). Elle publie de nombreuses revues, comme *Politique africaine*, et édite les collections *Les Afriques, Economie et développement, Méridiens, Hommes et sociétés, Gens du Sud, Chrétiens en liberté* et enfin *Contes et légendes.*

AIGRAIN Pierre, professeur, né le 29 septembre 1924 à Poitiers. Tour à tour attaché au *Centre d'études et de recherches* de la marine nationale (1948-1950), maître-assistant au Collège de France (1950-1951), professeur d'électronique générale à la Faculté des Sciences et directeur scientifique des recherches au ministère des Armées (1961-1965), délégué à la recherche scientifique et technique (1968). Devenu directeur technique général chez *Thomson* (1974-1978), il fut ensuite (1978-1981), secrétaire d'Etat à la Recherche dans le gouvernement Barre. Il retourna chez *Thomson* (1983) comme directeur-général scientifique et technique. Pierre Aigrain a été président du *Synchrotron* (1986-1988) et du conseil scientifique de l'Institut national de recherche en informatique et automatisme. Il est affilié au *Siècle.*

AIGUEPERSE Henri, instituteur, né le 23 novembre 1902 à Saint-Méard (Haute-Vienne), mort le 22 février 1989 à Bois-le-Roi. Membre de la Fédération socialiste *SFIO* de la Haute-Vienne, il devint secrétaire du *Syndicat National des Instituteurs* de ce même département et affirma son hostilité à la guerre que d'aucuns souhaitaient dans les années 1935-1939. « *On ne sauve pas la paix par la guerre* », disait-il publiquement. Mais cédant à son entourage, il évolua plus tard, par hostilité aux communistes moscoutaires qui acceptaient le Pacte germano-soviétique et sabotaient la défense nationale. Il participa, pendant l'Occupation, à la Résistance, au sein des *Mouvements unis de la Résistance* (*M.U.R.*). Après la guerre, il fut membre du *Comité départemental de Libération* (1944-1945) et participa à la création de la *Mutuelle générale de l'Education Nationale,* dont il fut vice-président. Luttant contre l'envahissement de la *CGT* par les communistes, il participera alors au courant de *Force Ouvrière.* Son expérience malheureuse à la tête du *SUDEL,* maison d'édition coopérative, l'amènera à écrire un livre intitulé *Cent ans de syndicalisme* et à poursuivre des études économiques au

Français d'abord

Organe de combat
du Front National de la Jeunesse
NUMÉRO SPÉCIAL
1er MAI 2000/Université d'été 2000

AGIR

Pour faire front

HONNEUR ET FIDÉLITÉ

édito
OFFENSIVE et... DISCIPLINE

PAR
ERWAN
LE GOUËLLEC

DIRECTEUR
NATIONAL
DU FNJ

Chers camarades,

Au sein d'un mouvement politique comme le Front National impliquent que l'on respecte sa hiérarchie et ses mots d'ordre. Tout comme la logique de combat qui doit être constructive, réfléchie et performante.

Je ne m'attendais pas à succéder à Guillaume, encore moins par la force des choses.

Être directeur national du FNJ, c'est d'abord savoir rendre des comptes à ses troupes, ainsi qu'à ses cadres, avant d'entreprendre quoi que ce soit ! C'est aussi être dépositaire d'un grand mouvement de jeunesse que nos prédécesseurs ont mis 25 ans à ériger, et que l'on ne peut prendre en otage au motif de quelques déceptions personnelles.

Roger Holeindre et Jean-Marie Le Pen le rappellent bien souvent, Honneur et Fidélité ne sont pas de vains mots.

Je souhaite ainsi transmettre toutes nos félicitations à l'ensemble des cadres et militants du mouvement pour leur extraordinaire mobilisation du 1er mai. La mésaventure de la veille prouve encore s'il le faut, qu'on ne progresse que dans l'adversité.

Militer au FNJ, vous le savez, c'est avant tout un acte de volonté qui résulte d'une éducation et d'une formation telles qu'au milieu des épreuves physiques ou morales, on refuse d'abandonner ses convictions et de s'avouer vaincu.

Nous recherchons l'excellence pour agir et subsister.

La volonté et la foi, en dépit de la faiblesse humaine, doivent permettre de se dépasser et d'offrir à la France une relève digne de ce nom.

Le FNJ est une grande famille, respectueuse des traditions et ambitieuse pour sa nation.

Je compte ainsi sur vous pour être présents à notre université d'été, car, pour vaincre il faut s'instruire !

Je vous prie de croire en toute mon amitié et à toute ma détermination ❐

Centre de recherches et d'études sociales tout en participant aux réunions du *Syndicat des Instituteurs* et de la *F.E.N.*

AILLERET François, ingénieur, né le 7 juin 1937 à Neuilly-sur-Seine. Chargé des travaux d'aménagement de l'aéroport Charles-De-Gaulle-Roissy (1967-1970), ensuite de l'exploitation de celui-ci (1971-1978). Il poursuivit sa carrière à l'EDF, où il fut directeur-adjoint de la production et du transport (1980), directeur de distribution (1982), directeur-général-adjoint (1987) et, enfin, directeur-général délégué (1991). Il est membre du Conseil Economique et Social. C'est un affilié au *Siècle.*

AINARDI Sylviane, Hélène, éducatrice, née le 19 décembre 1947 à Ugine (Savoie). Educatrice spécialisée (depuis 1994), ancien membre du conseil régional de Midi-Pyrénées, ancienne conseillère municipale de Toulouse, membre du bureau national du *Parti communiste français,* élue le 18 juin 1989 au Parlement européen, le 12 juin 1999, et le 13 juin 1999, vice-présidente de l'intergroupe Ciel et Espace européen et du groupe parlementaire pour l'Espace.

AIROLDI Julien, Jérôme, ouvrier ajusteur, né le 27 mai 1900 à Delouz (Doubs), mort le 3 décembre 1974 à Saint-Genis-Laval (Rhône), où il militait pour le *Parti communiste.* Membre du Comité central du P.C., il fut député du Rhône de 1946 à 1950.

AISNE NOUVELLE (L'). Journal paraissant trois fois par semaine, sous la direction de Jean-Louis Prévost, P.-D.G., et Noël Jeunot, directeur général.

ALAIN AYACHE (Groupe). Sous la direction du journaliste-homme d'affaires, Alain Ayache paraissent plusieurs publications fort répandues : *le Meilleur,* hebdomadaire populaire, *Spécial Dernière, Réponse à tout !, Questions de Femme,* etc. (117, rue de la Tour, 75116 Paris).

ALAIZE Stéphane, professeur de lettres, conseiller général et maire d'Aubenas, né le 16 mars 1964 à La Tronche (Isère). Il fut élu député *PS* de l'Ardèche le 1er juin 1997.

ALARY Damien, technicien en agriculture, conseiller général et maire de Pompignan (Gard), né le 19 janvier 1951 dans cette localité. Il fut élu député *PS* du Gard le 1er juin 1997.

ALBERT André, employé de commerce, né le 31 juillet 1900 à Bordeaux. Militant communiste, il combattit en Espagne dans les *Brigades internationales* et fut commissaire politique au bataillon Henri-Barbusse.

ALBERT Michel, inspecteur des Finances, né le 25 février 1930 à Fontenay-le-Comte. Exerce d'abord plusieurs responsabilités importantes au Maroc, où il occupe, entre autres postes, celui de directeur-général-adjoint de la *Banque nationale pour le développement,* et s'intègre ensuite à la direction des Affaires Economiques et Financières de la CEE. Administrateur de *L'Express,* le journal fondé par les Servan-Schreiber (1969-1971), directeur-général de l'*Union d'études et d'investissement* (1972), commissaire-général (1976), puis directeur général au Plan (1978), Michel Albert obtient, après avoir quitté le Plan (1981), la direction des *AGF,* la fameuse compa-

gnie d'assurances (1982), direction qu'il assumera jusqu'en décembre 1993. En 1994, il siège au Conseil de politique monétaire de la *Banque de France*. Administrateur de nombreuses sociétés, dont le *Crédit Foncier, Frandev, Paribas, Cerus, Schneider,* la *Société générale,* Michel Albert corédigea le *manifeste du Parti Radical* : « Ciel et Terre », avec Jean-Jacques Servan-Schreiber (1970) et signa, sous le pseudonyme de *C. Bruclain* et parfois en collaboration avec d'autres journalistes économistes, de nombreux essais d'économie et de prospective. Cet européiste inconditionnel est membre de la *Trilatérale,* de la *Fondation Saint-Simon* et de l'*Institut français des relations internationales* ; il est, aussi, affilié au *Siècle.*

ALBERTINI Georges, Charles, Claude, enseignant, né le 13 mai 1911 à Chalon-sur-Saône, mort le 30 mars 1983 à Paris. Il occupa pendant de longues années la scène politique, d'abord au *Parti socialiste SFIO,* à l'*Institut supérieur ouvrier,* à la *C.G.T.* (1936-1939). puis au parti de Marcel Déat, le *Rassemblement National Populaire* (1942-1944). Condamné à la Libération, il connut en prison le banquier Worms, qui le fit libérer et facilita sa réinsertion dans la vie politique. Albertini devint l'animateur du *Centre d'archives et de documentation,* qui éditait la revue antisoviétique *Est et Ouest,* soutenue par Emile Roche, ancien collaborateur des *Nouveaux Temps* pendant la guerre, mais habilement « dédouané » par ses frères ∴, à la Libération, devenant président du Conseil économique et social sous la IVe République. Après sa mort, Georges Albertini fut présenté dans la presse comme l'éminence grise d'Edgar Faure, de Georges Pompidou, d'Antoine Pinay et même de Jacques Chirac.

ALBERTINI Pierre, professeur des universités et maire de Mont-Saint-Aignan, né le 22 novembre 1944 à Batna (Algérie). Elu député *UDF* de Seine-Maritime le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

ALEZARD Gérard, syndicaliste, né le 7 janvier 1936 à Dreux (Eure-et-Loire). Désigné par la *CGT,* il occupe la vice-présidence du Conseil Economique et Social et la présidence du groupe cégétiste de ce Conseil.

ALGARRON André, directeur de *Radio Patrie* à Bad-Mergenstheim (voir : *Sigmaringen*).

ALIAS. Périodique fondé en 1999 et diffusé en France par abonnement et, naturellement, en Suisse où il paraît sous la direction administrative de Marie-Suzanne Truffer (CP 71, 1951 Sion, Suisse) et sous la direction rédactionnelle d'Eric Bertinat (CP 59, 1637 Charmey, Suisse). Principaux collaborateurs : Hans Fehr, conseiller national, Yves Chiron, historien, etc.

ALLÈGRE Maurice, ingénieur, né le 16 février 1933 à Antibes. Après avoir travaillé au service des recherches à la Direction des Hydrocarbures (1957), ce polytechnicien diplômé de l'Ecole Nationale Supérieure des Pétroles et des Moteurs fut directeur des mines à l'Organisation Saharienne d'Alger (1962-1964). Puis il devint conseiller technique de Valéry Giscard d'Estaing (1964-1966), conseiller technique de Michel Debré (1966-1971), délégué à l'Information (1968-1974). Maurice Allègre occupa également le poste de

Alias
N° 4 – 8 avril 2000
L'actualité en revue

Editorial

par *Eric Bertinat*

Racisme ordinaire

Le 16 mars 2000, à la une du quotidien *Le Matin*, on pouvait lire : « **Exclu de l'école parce qu'il était Noir** ». Selon la journaliste, **Marie-José Brélaz**, une cabale, provoquée par des « parents bien-pensants » qui voulaient « protéger leurs enfants » parce qu'un jeune angolais mettait en péril « l'harmonie entre les élèves », a provoqué le renvoi de ce dernier du collège de La Sarraz (VD). Et de crier au racisme...

Voici 2 ans,ce jeune demandeur d'asile, orphelin et âgé de 12 ans, est arrivé seul (?) en Suisse. Placé dans une famille d'accueil, il s'intègre bien – selon la journaliste – jusqu'au moment où les « géniteurs bien-pensants » n'acceptent pas de voir les « pauvres chérubins » insultés par « un étranger, noir de surcroît. Quelle horreur ! ». Il est désormais « un élève au chômage » ! Toutes ces citations sont tirées de l'article de Mme Brélaz.

Voilà pour le premier volet de cette affaire de racisme ordinaire en Suisse rapportée par *Le Matin*.

Mais le second volet révèle une surprise de taille. Des membres de la *Société pédagogique vaudoise* et du personnel enseignant de La Sarraz (APELS) descendent à Lausanne le 20 mars pour protester devant les locaux du *Matin* : « **Non, l'école n'est pas raciste !** » peut-on lire sur les banderoles agitées pour l'occasion. Et d'entrer dans le hall d'Edipresse pour dire ce qu'ils pensent du journal vitaminé ! Les échanges ont, paraît-il, été vifs. Et c'est ainsi que l'on apprend qu'« il a fallu prendre des mesures face à la violence d'un élève ». Selon l'APELS, avec 26% d'étrangers, l'école de La Sarraz fait un maximum pour l'intégration sociale et culturelle de tous.

suite page 2

© KEYSTONE

Le parti socialiste amnésique ?

Depuis des décennies, l'Internationale socialiste ne cesse d'insulter tous ceux qui s'opposent aux vieilles lunes marxistes. Une technique relativement simple, celle de l'insulte systématique, qui lui a plutôt bien réussi. Mais cette technique ne sert pas seulement à chasser l'adversaire du terrain politique. Elle sert aussi à détourner les yeux du public d'un passé... franchement sombre.
Petit rappel historique en page 3.

« *Gros problèmes d'intendance !* »

directeur général adjoint de l'*Institut Français du pétrole* (1976), le poste de directeur du développement scientifique à l'Industrie de 1981 à 1984 et présida parallèlement *Antar*. Il remplit ensuite, au *Bureau de Recherches Géographiques et Minières*, les fonctions de directeur général, de président (1988-1992), et présida l'*Agence Nationale pour la Gestion des Déchets radio-actifs* à partir de 1993. Promu ministre de l'Education nationale par le Premier ministre Lionel Jospin (1997), les réformes qu'il engagea lui aliéna le corps enseignant et il perdit son maroquin lors du remaniement ministériel du mois de mars 2000. Il est affilié au *Siècle*.

ALLIANCE DES CHRÉTIENS EN POLITIQUE (L'). Il s'agit là d'une association — le plus souvent désignée sous l'abréviation de *ACEP* — qui a été créée en novembre 1996 à l'initiative d'Isabelle Deschard (actuelle présidente) et de Guy Loheac (actuel vice-président). « *Au-dessus des partis politiques et indépendant des institutions religieuses, le mouvement* ACEP *entend contribuer au bien commun selon les principes du droit naturel et chrétien. L'*ACEP, *qui respecte les diversités politiques et sociales, est un réservoir d'hommes et de femmes qui partagent les mêmes valeurs fondamentales. Ces hommes et ces femmes veulent mettre leurs talents au service de la politique en vue de participer à sa réhabilitation et à l'avènement d'une société plus juste et digne de l'homme.* » Le bulletin de l'*ACEP*, destiné à ses adhérents, fait l'objet d'une publication semestrielle et son site Web, qui existe depuis le mois d'août 2000, peut être consulté à l'adresse : www.acep.asso.fr (*ACEP*, BP 17, 75723 Paris Cedex 15).

ALLIOT-MARIE Michèle, universitaire, conseillère générale et maire de Saint-Jean-de-Luz, née le 10 septembre 1946 à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne). Elue député *RPR* des Pyrénées-Atlantiques le 16 mars 1986, elle démissionna le 1er avril 1986 avant d'être réélue les 12 juin 1988, 28 mars 1993, 17 septembre 1995, en raison de la démission de Daniel Poulou, et 1er juin 1997. Depuis peu, elle est présidente du *RPR* où elle entend appliquer une discipline dont le maire de Paris, Jean Tiberi, semble être la première victime.

ALLOUCHE Guy, conseiller pédagogique en éducation physique et sportive, vice-président du Sénat, né le 27 octobre 1939 à Constantine (Algérie) au sein d'une famille juive. Elu sénateur du Nord le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe *socialiste*.

ALPHANDERY Claude, président de sociétés, né le 29 novembre 1922 à Paris. Fils du trésorier-payeur Pierre Lévy-Alphandéry, il eut l'autorisation de s'appeler uniquement Alphandéry par décret du 13 décembre 1937. Résistant de gauche, Claude Alphandéry est attaché de presse à Moscou de 1944 à 1946, puis entre à l'*ENA*. Devenu administrateur civil des Finances, il milite au *Club Jean Moulin*. Ayant choisi de suivre une carrière dans le privé, Claude Alphandéry fut président-directeur général de la *Banque de la construction et des travaux publics* (1963-1979), de l'*Immobilière construction de Paris* (1972-1985), de la *Société française de contrôle et de gestion immobilière* (1979-1984) et, à partir de 1979, vice-président de la

ALSACE IDENTITE
OberElsass

MNR 68

Journal du Mouvement National Républicain du Haut-Rhin – Numéro 3.

Edito

Gérard FREULET et Bruno MEGRET à Strasbourg le 22 mai contre la mosquée.

L'élection législative partielle du 18 juin 2000 a été considérée par tous les observateurs comme un test important, à moins d'un an des municipales et des cantonales, puisque la 6eme circonscription comprend **le canton nord de** Mulhouse que j'ai gagné de haute lutte pour la droite nationale en 1997, à la majorité absolue. La gauche dure comme la droite molle espéraient que la crise du front National survenue entre-temps entraînerait notre affaiblissement. Malheureusement à ces adversaires naturels s'ajoutait une candidate parachutée par le FN résiduel en dernière minute qui entreprenait une campagne de diffamation contre moi pour le seul plaisir de jouer contre son propre camp.

ET Bien, ces espérances comme ces manœuvres ont lamentablement échoué. N'en déplaise à MM. Spiegel et Buttazzoni, la droite nationale a encore progressé, dépassant les 26% sur la circonscription et les **40% à Mulhouse Nord**. Et dans la lutte interne que nous a imposée Le Pen le **MNR** l'a largement emporté, avec un **triomphe à** Mulhouse nord (30% contre 10 % à la parachutée). La défaite de Le Pen est d'autant plus cinglante qu'il avait fait de cette bataille une affaire personnelle. Se déplaçant à Illzach, où une foule en délire de 53 supporters (dont 10 de Franche-Comté et une dizaine de Paris)l'attendait (contre 100 contre-manifestants et 200 CRS), finançant, comme nous vous l'annoncions dans notre précédent numéro, des équipes de mercenaires en provenance de Paris pour des opérations de collage sauvage, d'autocollants et d'affiches dégradant notre environnement, jouant à son habitude contre son camp avec une jouissance non dissimulée, l'ombre de ce qui fut un chef a voulu un **match LePen-Freulet**. Vous connaissez son score. Arrivant dans sa 73ème année, que restera t-il de son action quand Le Pen aura définitivement quitté la scène politique ?

Lamentable aura aussi été le comportement des deux stratèges de salon en culottes courtes qui ne doivent leur titre de conseillers régionaux qu'à la tête de liste **Gérard Freulet** et qui passent aujourd'hui leur temps à tenter de détruire au lieu de construire. Pour notre bonheur, leur incompétence égale presque leur vanité. Ne reculant pas même devant la diffamation, ce qui ne restera pas sans suites judiciaires, le FN résiduel n'a rien compris au sens de l'action politique. L'idolâtrie d'une étiquette ne peut remplacer la compétence et l'enracinement d'un homme. La mathématique électorale, n'en déplaise à certains est têtue. Leur plan visait à montrer leur capacité de nuire lors des échéances municipales. Avec 10% dans le meilleur canton pour nos idées, ce plan est déjoué. Les électeurs auront compris qu'en votant pour une hypothétique liste du FN résiduel, ils perdraient leur voix. **La dynamique va** donc jouer à plein pour nous et accroître nos chances de victoire y compris aux cantonales de Mulhouse où je m'engagerai derrière chaque candidat du **MNR**.

Accueillons dans nos rangs les futurs ex-lepénistes que cette campagne aura éclairés. Etoffons notre équipe de travail pour les municipales, sortons de leur morosité compréhensible nos compatriotes réfugiés dans l'abstention. Pour ma part mon labeur au service de mes concitoyens justement écœurés par la décadence de leur pays, se poursuivra inlassablement et les misérables embûches n'entameront en rien ma détermination à œuvrer pour les idées nationales.

Gérard FREULET.

Midland Bank. Administrateur de nombreuses sociétés, il soutint de façon officielle François Mitterrand durant la campagne présidentielle de 1974, et alimenta, pense-t-on, les caisses du *Parti Socialiste*. Il est affilié au *Siècle*.

ALPHANDERY Edmond, professeur de sciences économiques, né le 2 septembre 1943 à Avignon. Issu d'une vieille famille venaissine (« Juif du pape »), il succède à l'Assemblée Nationale à son beau-père Philippe Rivain, député gaulliste de 1958 à 1971. Conseiller général depuis 1976 et, depuis 1994, président de l'*UDF-CDS*, député *UDF-Force Démocrate* du Maine-et-Loire (1978), maire de Longué-Jumelles. A compter de 1989, Edmond Alphandéry fut vice-président du *Centre des Démocrates Sociaux*, président de la *Caisse Nationale de Prévoyance*, puis vice-président du conseil de surveillance de *CNP-Assurances*. De nouveau député en mars 1993, il fut promu par Edouard Balladur, ministre de l'Economie. Président d'*EDF* (1995) en remplacement de Gilles Ménage. Il est affilié au *Siècle*.

ALSACE (L'). Quotidien (120 000 ex.) dirigé par Jean-Dominique Pretet assisté de Jean-Marie Haeffelé, directeur de rédaction, et Raymond Chaudepierre, secrétaire général à la rédaction (18, rue de Thamm 68945 Mulhouse Cedex 9).

ALTAIR POÉSIE ET TRADITION. Publication trimestrielle fondée en 1974 par Jean-Pierre Hamblenne qui en est le directeur-rédacteur en chef. Bernard Mengal, Yves Yven, Juliane Quinot, Roch Mars, Joël Laloux, Varland Kielsen sont les principaux collaborateurs. Dans le n° 40 de la revue, l'histoire d'Altaïr est racontée avec brio : ce sont des « *années de poésie pour une Europe authentique* ». (BP 19, 1420 Braine L'Allend, Belgique).

ALTERNATIVE NATIONALE (L'). Enregistrée auprès de la préfecture de Lot-et-Garonne en décembre 1998, cette association a d'abord eu pour fonction d'être un relai entre adhérents (essentiellement aquitains) du *Front National* et le siège national. Après la création effective de son mouvement par Bruno Mégret, l'*Alternative Nationale* est devenue une association nationale qui regroupait des adhérents du *MNR* partisans de l'adoption d'une ligne nationaliste identitaire sans ambiguïté et d'un discours radical. L'enjeu était de faire apparaître le *MNR* comme une force politique nouvelle et non plus une simple reproduction du *FN*. Les membres de l'*Alternative Nationale* pensaient alors que le *FN*, par son abandon définitif de schémas nationalistes authentiques (ethnistes) et son acceptation d'une société multi-raciale, dégageait un vaste espace politique favorable à la naissance d'un mouvement nationaliste identitaire. Ils regrettaient l'adoption d'une ligne « national-conservatrice » par l'état-major mégrétiste qui ne pouvait ouvrir d'autre espace politique que celui déjà occupé par Pasqua, de Villiers et Le Pen. Bruno Mégret, malgré les demandes répétées, refusant tout débat interne, Eddy Marsan a commencé à diffuser la *Lettre de l'Alternative Nationale* auprès de tous les cadres du *MNR* dès le mois de novembre 1999. Blâmé par Bruno Mégret pour avoir réclamé un débat et avoir fait ouvertement état des positions de l'*Alternative Nationale*, il a été exclu pour « récidive ». Aujour-

d'hui, l'*Alternative Nationale* a les statuts d'un mouvement politique de plein exercice. Elle entend être le fer de lance d'un « pôle de la radicalité » et préparer les élections législatives de 2002. Face à la lutte fratricide que les « frères ennemis » se livrent, « *l'enjeu est de préparer l'émergence politique nationaliste nouvelle, qui dépassera les clivages imposés par les uns et les autres à la famille nationaliste en France.* (Adresse : président Eddy Marsan, conseiller municipal, Mairie d'Agen.)

ALTERNATIVES NON VIOLENTES. Revue publiée à Montrond (42), antimilitariste et antinucléaire prônant la non-violence active. En 1983, son directeur de publication était l'abbé Christian Delorme ; son successeur est aujourd'hui le père jésuite Christian Mellon, secrétaire de la Commission *Justice et Paix* de l'Eglise de France. Ce chrétien de gauche, à l'origine du Mouvement pour une alternative non-violente, ancien rédacteur en chef de la revue *Projet,* a publié *La Non-violence* (collection *Que sais-je ?*) et *Chrétiens devant la guerre et la paix.*

AMAND Désiré, René, ouvrier métallurgiste, né le 7 avril 1906 à Iteuil (Vienne), mort le 15 novembre 1942 à Auschwitz. Fils d'un tueur aux abattoirs de Poitiers, qui était un militant révolutionnaire, affilié au *Parti socialiste,* René Armand, alors commis charcutier, épousait les opinions de son père et alla jusqu'au bout de ses idées : après avoir milité au *Secours Rouge International,* il adhéra au *Parti communiste* en 1935 et devint l'un de ses dirigeants poitevins. Entré dans la Résistance, il appartint à l'Armée secrète et fut arrêté par l'Occupant et déporté au KZ d'Auschwitz-Birkenau en juillet 1942 ; il y est mort quatre mois plus tard.

AMAUDRUZ G.-A., journaliste, né à Lausanne (Suisse) le 21 décembre 1920. Ses débuts dans la presse politique remontent à 1946 : c'est au *Courrier du Continent* qu'il donna ses premiers « papiers » ; mais il collabora, aussi, épisodiquement à la plupart des feuilles nationalistes d'Europe. Auteur de plusieurs ouvrages, il est le secrétaire du *Nouvel Ordre Européen.* Le *Courrier du Continent* (fondé en 1946), après une interruption de plusieurs années, reparaît en Suisse (C.P. 2428, CH 1002 Lausanne).

AMAURY (Groupe). Depuis la mort accidentelle d'Emile Amaury, l'un des premiers hommes de presse de la IVe République et des débuts de la Ve (voir tome 1er du *Dictionnaire*), c'est son fils Philippe Amaury qui est devenu le « patron » du groupe. Autant Emile Amaury était hostile au Grand Capital cosmopolitique, autant Philippe Amaury est amical à son égard. Finies les campagnes de presse de *Carrefour,* l'hebdomadaire cher à Emile Amaury, contre *Hachette ;* son fils est même associé au *trust vert* dans *le Parisien* et *Aujourd'hui en France.* Le groupe publie également *l'Equipe,* le quotidien des sportifs, *France Football, Vélo Magazine* et *Tennis de France* (25, avenue Michelet, 92408 Saint-Ouen Cedex).

AMELINE Nicole, directrice territoriale, ancienne ministre et conseillère régionale, née le 4 juillet 1952 à Saint-Vaast-en-Auge (Calvados). Elue le 5 juin 1988 et devenue député du Calvados le 9 mars 1991, en rem-

Les 37 000 exemplaires de cet hebdomadaire catholique sont diffusés dans toute l'Alsace.

HENRI

BERAUD

JEAN BUTIN

LUGD

Le grand pamphlétaire disparu reste au premier rang des journalistes de la IIIe République grâce à son jeune confrère Francis Bergeron.

placement de Michel d'Ornano, décédé, elle fut réélue les 28 mars 1993, 17 décembre 1995, par suite de la démission d'Yves Boisseau, et 1er juin 1997. Elle appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

AMERIQUE CENTRALE. Revue rouge-chrétienne publiée par la *Coordination francophone* des Comités Nicaragua, traitant de l'actualité du Nicaragua et des pays d'Amérique Centrale, et s'interrogeant sur leurs perspectives d'avenir.

AMI DU PEUPLE HEBDO (L'). Lié à *l'Ami des Foyers chrétiens,* ce journal catholique, tirant à 37 000 exemplaires, est dirigé par Bernard Deck (30, rue Thomas, 67082 Strasbourg Cedex).

AMIS D'HENRI BÉRAUD (Les). Association rétaise, animée par le journaliste et écrivain Francis Bergeron, pour perpétrer la mémoire du grand écrivain. Le président d'honneur de l'association n'est autre que le biographe de Henri Béraud, le professeur Jean Butin. Au comité de parrainage figurent, notamment, Alain de Benoist, Michel Déon, Geneviève Dormann, Jean Dutourd, Louis Guitard et son épouse Ginette Guitard-Auviste, Marc Laudelout, Jean Mabire, Philippe Lejeune, Jean Raspail, Jacky Redon et Jacques Vergès. Certaines rééditions d'œuvres du grand écrivain (à tirage limité) sont réservées aux seuls membres des « *amis* ». Chaque année, l'association organise une petite cérémonie sur la tombe de Béraud, malgré l'hostilité des autorités ; en 2000, celles-ci ont paru moins acharnées. La mémoire de l'illustre écrivain est occultée du mieux qu'il le peut par le détenteur des droits d'auteur. Les œuvres d'Edouard Drumont et de Henri Massis ont connu de semblables désagréments (Association rétaise des Amis d'Henri Béraud, BP 3, 17111 Loix-en-Ré).

AMOUROUX Henri, journaliste et historien, né le 1er juillet 1920 à Périgueux. Rédacteur durant l'Occupation à *La Petite Gironde* de Bordeaux, il poursuit ensuite sa carrière à *Sud-Ouest,* et y assume les responsabilités de directeur général. Dirige *France-Soir* de 1975 à 1981. Admirateur de Raymond Barre, il se brouille avec des confrères de droite pour les beaux yeux de cet affilié de la *Trilatérale.* Il s'oppose à la main-mise socialiste sur la Presse, et fonde le *Conseil National pour la liberté de la Presse écrite* (1983). Détenteur d'une chronique à *France-Inter,* collaborateur de diverses revues, Henri Amouroux est l'auteur d'une série d'ouvrages historiques sur la période de l'Occupation lesquels, à la lumière d'une foule de documents inédits, contredisent les thèses que soutiennent les historiens de la gauche. Sa tendresse pour les sociétés discrètes (*Trilatérale,* notamment) explique son affiliation au *Siècle,* où il retrouve plus de « gros » que de modestes adhérents.

ANCELLE André, ouvrier métallurgiste, né le 10 mai 1908 à Paris XIVe, fusillé par les Allemands le 23 octobre 1943. Militant des *Jeunesses communistes,* puis du *P.C.* et de la *C.G.T.U.,* la confédération communiste du travail. Gravissant les échelons communistes, il devint secrétaire du 8e rayon du Parti. Fiché par la police comme agitateur communiste, après plusieurs arrestations, il fut emprisonné dès 1929. Après sa libération

des geôles de la République, il suivit, à Moscou même, les cours de l'Ecole léniniste internationale. C'est lui qui organisa le Congrès du *P.C.* à Ivry-sur-Seine le 6 février 1934 ; il entraîna les congressistes place de la Concorde (pour y manifester « contre les voleurs »). Aucun d'eux n'y fut blessé, d'où la discrétion du Parti sur cette échappée en « milieu fasciste ». Compromis dans la tentative d'assassinat de l'ancien communiste Marcel Capron pendant la guerre, il fut fusillé par les occupants. Il était alors un des plus actifs FTP de la région parisienne. Son ami Albert Ouzoulas parle de lui dans son livre *Les Bataillons de la Jeunesse*, édité par les *Editions sociales* en 1972.

ANDRE Pierre (d'). Le décès de Pierre d'André, survenu le 30 décembre 1999, a profondément affecté la Droite traditionaliste. Né en 1914, ce militant de la France chrétienne avait quatre-vingt-cinq ans, et il dirigeait la revue *ROC*, guide précieux pour tout ce qui concerne le cinéma, la radio et la TV. Avant de choisir cette voie, Pierre d'André avait été avocat à la Cour d'Appel de Paris. Pendant des lustres, il aura été le conseiller et le guide de plusieurs milliers de téléspectateurs, de cinéphiles et d'auditeurs attachés aux traditions chrétiennes. Il fut le critique de films du quotidien *Ouest-France* et il présida la *Centrale Catholique du Cinéma, de la Radio et de la Télévision.* Il fonda, également *VOX* — association nationale catholique des auditeurs et spectateurs de la radio, du cinéma et de la TV — dont il fut le secrétaire général pendant onze années. Défenseur des idées nationales, il se heurta souvent à des confrères ou collègues acquis au modernisme et au mondialisme. Cela le conduisit à quitter *VOX* pour fonder *ROC*, un périodique fort prisé des militants de la droite nationale et populaire. Il était également l'auteur de trois livres très utiles : *Qui ? Quoi ? Comment ?* (1955), *Dieu, est-ce bien raisonnable ?* (1981) et *Hôte ou intrus*, guide pratique de TV (1993) à l'usage des familles chrétiennes. Son épouse, Violette d'André, fut, des années durant, la proche collaboratrice de Pierre d'André ; elle est l'auteur de petits livres qui complétaient le périodique *Réflexions Chrétiennes* qu'elle dirigeait. Son fils, Jean-Louis d'André, anime *Le National Mantais. ROC*, privé de son fondateur, poursuit sa publication.

ANDRÉ Pierre, directeur général de Chambre de commerce et d'industrie, maire de Saint-Quentin, né le 29 juin 1947 à Buire (Aisne). Membre du *RPR*, il a été élu sénateur de l'Aisne le 27 septembre 1998.

ANDRÉ René, avocat et maire d'Avranches, né le 3 juillet 1942 à Quintin (Côtes-d'Armor). Il devint député *RPR* de la Manche le 8 février 1993, à la suite du décès d'Emile Bizet, et il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 25 mai 1997.

ANDRIEUX-BACQUET Sylvie, cadre commercial et conseillère régionale, née le 15 décembre 1961 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elle fut élue député *PS* des Bouches-du-Rhône le 1er juin 1997.

ANDY Léo, enseignant, né le 9 décembre 1938 à Capesterre-Belle-Eau (Guadeloupe). Il fut député de la Guadeloupe (apparenté au groupe *socialiste*), le 22 janvier 1995, en remplacement

d'Edouard Chammougon, déchu de plein droit par décision du Conseil constitutionnel du 3 novembre 1994. Le *socialiste* Andy fut réélu le 1er juin 1997.

ANGOT André, vétérinaire, conseiller général et maire d'Edern, né le 28 avril 1947 à Saint-Sauveur-de-Pierrepont (Manche). Elu député *RPR* du Finistère le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

ANGOULVENT Pierre, éditeur, né le 1er février 1928 à Paris. Etudie à l'Université de Washington, puis entre, en 1952, aux *Presses Universitaires de France,* les célèbres *PUF* du quartier Latin. Il y présidera le directoire à partir de 1968 avant d'en devenir le président-directeur général des imprimeries (1970). Pierre Angoulvent est membre du conseil de surveillance de la *Compagnie interprofessionnnelle de participation et d'épargne.* Il est affilié au *Siècle,* tout en affichant un réel esprit d'indépendance dans sa profession.

ANGREMY Jean-Pierre, diplomate, et homme de lettres (sous plusieurs pseudonymes, surtout sous celui de Pierre-Jean Rémy), né le 21 mars 1937 à Angoulême. Le quai d'Orsay l'affecte d'abord à l'ambassade de Pékin (1964), ensuite à l'ambassade de Londres, comme premier secrétaire (1969), puis, après qu'il ait été directeur-adjoint de l'*ORTF* de 1973 à 1975, comme conseiller culturel (1976). Directeur du théâtre et des spectacles au ministère de la Culture de 1979 à 1981, Jean-Pierre Angremy gère les relations franco-américaines au quai d'Orsay de 1983 à 1984, occupe le poste de consul général de France à Florence (1985), s'occupe des relations culturelles (1987), est ambassadeur de France à l'*UNESCO* (1990-1993). Depuis 1993, il dirige la Villa Médicis à Rome. Auteur de plus d'une trentaine d'ouvrages, Jean-Pierre Angremy fut élu au fauteuil de Georges Dumézil à l'Académie Française (1986). Il a reçu le Prix Renaudot (1971) et le Grand Prix du Roman de l'Académie Française (1986). Il est affilié au *Siècle.*

ANTAIOS. Revue semestrielle d'études polythéistes, fondée en 1993 par Christophe Gérard qui reprit la suite de E. Jünger et M. Eliade (162, rue Washington, B. 1050 Bruxelles).

ANTISÉMITISME (L'). Dans notre édition de 1967, rompant avec le conformisme, nous donnions cette définition : « *Doctrine et attitude de ceux qui s'opposent à l'influence des Juifs pour des motifs économiques ou politiques, religieux ou raciaux.* » Et nous rappelions que Bernard Lazare (Nîmes 1865-Paris 1903), l'un des grands journalistes israélites à la fin du XIXe siècle, avait écrit un livre : *L'Antisémitisme.* A la lecture de cette œuvre originale et documentée, on comprenait que Drumont ait fondé *La Libre Parole.* Les excès abominables survenus pendant la guerre ont transformé l'antisémite en bourreau, et c'est cette signification qui est aujourd'hui seule retenue.

APPEL DE DOUAUMONT (L'). Fondé en 1972 et entièrement consacré à la défense de la personne et à l'œuvre du maréchal Pétain, *l'Appel de Douaumont* est un bulletin édité par R. de Perier. Du maréchal, le directeur R. de Perier écrit : « *Ses états de service, son prestige lui avaient conféré cette auto-*

Ce grand magazine est en tête des publications de Bretagne.

rité qui lui fit recevoir en priorité la charge du pouvoir suprême, quasi royale, et lui a donné une légitimité qui ne venait pas d'en bas, du peuple, mais d'en haut, de Dieu, de Jésus-Christ lui-même » (octobre 1997) (13, rue du Roi Albert Ier, 44000 Nantes).

ARCHAMBAULT François, directeur financier, né le 10 septembre 1938 à Tours. Fils de Pierre Archambault, le directeur de *La Nouvelle République du Centre-Ouest* à Tours, il fut, de 1965 à 1973, le secrétaire-général de ce journal. En 1977, François Archambault entra au Conseil national du *Parti Républicain* et au service de presse de l'Elysée. Affilié au *Siècle* et co-fondateur des *Clubs Perspectives et Réalités,* il est attaché à la direction générale de l'*Oréal* depuis 1982, et, depuis 1991, chargé des relations financières de cet énorme trust créé par Eugène Schueller, co-fondateur avec Deloncle du *Mouvement Social-Révolutionnaire* (1940-1944), père de « *la plus riche des Françaises.* »

ARCHAMBAULT Pierre, patron de presse, né le 24 février 1912 à Tours, décédé le 8 septembre 1988. Ancien de *Libération-Nord,* il assuma durant de longues années la direction du quotidien *La Nouvelle République du Centre-Ouest.* Affilié au *Siècle,* Pierre Archambault présida, à partir de 1951, le puissant *Syndicat national de la Presse,* et, à partir de 1971, la *Confédération de la Presse Française.*

ARCHE (L'). Revue juive mensuelle dirigée par Meir Waintrater (39, rue Broca, 75005 Paris).

ARDENNAIS (L'). Quotidien fondé le 4 septembre 1944, dont Pierre Dedry fut le P.-D.G. Son directeur actuel est Jean Allard et le rédacteur en chef, Michel Grenouilloux (36, Cours Aristide-Briand, 08102 Charleville-Mézières).

ARIES Paul, membre du Centre d'études et de recherches de l'Institut d'études politiques de Lyon, ce politologue est également coresponsable du Conservatoire de la mémoire militante et président de la branche française du *Centre Europe-Tiers-Monde* (*Cetim*). Il a signé de nombreux articles et dossiers à *Golias,* notamment sur l'Eglise dans ses rapports avec les sectes ou la pédophilie. Il a publié divers ouvrages tels que *Les Fils de McDo, la McDonaldisation du monde, Le Retour du diable* et *Déni d'enfance.*

ARMOR MAGAZINE. Avec un tirage de 40 000 exemplaires, ce mensuel se trouve dans la cohorte de tête des publications bretonnes, celles qu'on se passe de main en main. Yann Poilvet, journaliste connu, est le directeur de la publication ; Anne-Edith Poilvet est rédactrice en chef (B.P. 419, 22404 Lamballe).

ARNAULT Bernard, président de sociétés, né le 5 mars 1949 à Roubaix. Fils d'un centralien d'origine australienne qui, à partir de 1959, dirigea l'entreprise de construction et de travaux publics *Fenet-Savinel* (*Ferinel*) qu'avait fondée dans les années 20 son beau-père Etienne Savinel. Il devint directeur général de l'entreprise familiale en 1977, et la présida de 1978 à 1984, l'axant sur la promotion immobilière. En 1981, Bernard Arnault tenta de créer une filiale de sa société aux USA (Floride) ; ayant

échoué, il revint en France (1983) où l'un de ses amis, haut-fonctionnaire du *CIRI* (restructurations industrielles) le mit discrètement en rapport avec les frères Willot vendeurs des ultimes vestiges de l'empire Boussac (15 000 salariés, 400 millions de déficit). Alors son propre groupe, constitué de seulement six cents salariés, réalise 1 milliard de chiffre d'affaires annuel, et, en 1984, jouissant du soutien de Pierre Mauroy, puis de Laurent Fabius, tous deux socialistes, il détient les rênes de l'ancien empire Boussac. Ensuite, fort de l'aide de l'influent associé-gérant de la *Banque Lazard,* Antoine Bernheim, et du *Crédit Lyonnais,* ce « raider » obtient de gros crédits, licencie la moitié de ses salariés, supprime les branches non-rentables de sa firme, et cette féroce politique de réforme lui permettra, au bout d'une douzaine d'années, de mettre ses griffes sur le marché mondial du luxe. En 1989, Bernard Arnault s'attaque au groupe *Louis-Vuitton-Moët-Hennessy* ; grâce à l'appui de la société *Guiness,* de la banque *Lazard,* de puissants hommes politiques tel le socialiste Michel Rocard, il en acquiert 12 % des actions et finit par le présider. Aujourd'hui, le groupe *Louis-Vuitton-Moët-Hennessy* se situe, parmi les entreprises françaises, autour du cinquantième rang. Il fait un chiffre d'affaires de 30 milliards (83 % à l'étranger), et représente la deuxième capitalisation boursière après *ELF.* Quoique ayant moins de 2 % des actions, Bernard Arnault, par un système de sociétés-gigognes, possède la majorité de son groupe qui, entre autres, est propriétaire de *Dior,* de *Guerlain,* de *Kenzo,* de *Givenchy,* de *Céline,* de *Fred* (joaillier), de *Franck et Fils,* de *Moët et Chandon,* de *Lanson,* de *Pommery,* de *Ponsardin,* de la *Veuve Clicquot,* du *Bon Marché.* Il contrôle de même le quotidien économique *La Tribune Desfossés.* Sa fortune est l'une des dix premières de France. Il est, naturellement, affilié au *Siècle.*

ARNOULT Eric, dit **Erik ORSENNA,** homme de lettres et maître de requêtes au Conseil d'Etat, né le 12 mars 1947 à Paris. Maître de conférences à l'Ecole des Sciences Politiques (1975-1980), à l'Ecole Normale Supérieure (1977-1981), maître-assistant à Paris-I (1978-1981). Ce futur affilié au *Siècle* est militant du *PSU* à l'âge de dix-huit ans. Il rejoint en 1969 le *Parti Socialiste,* et, adhérent du groupe d'écrivains qui soutiennent François Mitterrand, il est promu, en 1981, conseiller technique au cabinet du ministre de la Coopération et du Développement, Jean-Pierre Cot, poste que le successeur de celui-ci, Christian Nucci, lui conservera. Chargé de mission à l'Elysée (1985), Eric Arnoult fut l'un des principaux, sinon le principal « nègre » de François Mitterrand. Maître de requêtes au Conseil d'Etat (1986), il eut, au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, la responsabilité des relations Nord-Sud. Eric Arnoult rédigea le fameux discours que prononça François Mitterrand à La Baule en 1990, discours où le président associait l'aide au développement des pays du Tiers-Monde à l'idée de démocratie. Il obtint le Prix Roger-Nimier (1977) et le Prix Goncourt (1986).

ARPAILLANGE Pierre, magistrat, né le 13 mars 1924 à Carleix. De 1949 à 1959, successivement juge suppléant à Orléans, à Meaux, à Versailles, à Paris. Secrétaire de la commission sur

la torture en Algérie (1959), il déposa des conclusions hostiles à l'armée française, quoique favorables à De Gaulle. C'est alors que sa carrière prit un nouvel essor. Pierre Arpaillange devint secrétaire général du parquet de la Cour d'Appel de Paris et de la Cour de Cassation en 1962, conseiller du garde des Sceaux Jean Foyer en 1965, puis de Louis Joxe, et, de 1973 à 1974, de Jean Taittinger, autre ministre de la Justice. En 1968, au moment de l'affaire Markovitch, il prévint Georges Pompidou de la cabale dont celui-ci risquait d'être la victime. L'avertissement lui vaudra la protection du futur président de la République. Directeur des Affaires criminelles et des grâces de 1968 à 1974, Pierre Arpaillange suivit une politique voisine de celle que prônait le très gauchisant *Syndicat de la Magistrature*. Giscard d'Estaing élu à la présidence suprême, Arpaillange sera « exilé », nanti de la fonction de conseiller à la Cour de Cassation et s'y opposera résolument à la loi Sécurité-Liberté d'Alain Peyrefitte. Malgré tout, Pierre Arpaillange soutint, comme directeur de campagne, la droitière Marie-France Garaud durant la présidentielle de 1981, pensant qu'elle était susceptible d'amenuiser le score de Giscard. Au second tour, il appela néanmoins le corps électoral à « voter Mitterrand ». Après la victoire du candidat socialiste (décoré de la Francisque par le maréchal Pétain), le ministre de la Justice, Robert Badinter, le nomma procureur général près de la Cour d'Appel de Paris et, en 1984, procureur général près de la Cour de Cassation. En 1988, le Premier ministre Michel Rocard le promut garde des Sceaux. Pierre Arpaillange présida la Cour des Comptes de 1990 à 1993. C'est un affilié discret du *Siècle*.

ARRIGHI DE CASANOVA Emile, professeur de droit, né le 21 octobre 1920 à Bastia. Chargé de conférences à la faculté d'Aix en 1942, professeur de droit à Paris de 1947 à 1951. Ce chef de cabinet de plusieurs ministres de la IVe République fut directeur du Commerce extérieur de 1951 à 1959, directeur de l'Expansion industrielle de 1959 à 1965, s'occupa de la Chambre de Commerce de Paris de 1965 à 1977. Emile Arrighi de Casanova détint aussi le poste de président-directeur général de la *Société d'exploitation du Palais des Congrès,* celui de président de la *Semmaris* (marché d'intérêt national des halles de Rungis). Conseiller d'Etat en service extraordinaire de 1976 à 1979, il assuma la présidence du *Comité économique et social de la Corse* de 1974 à 1983, et la vice-présidence du *Groupement national des hypermarchés* de 1989 à 1991. Il est affilié au *Siècle*.

ARTE (2a, rue de la Fonderie, 67080 Strasbourg Cedex). C'est le journaliste bien connu Georges Fillioud qui préside l'assemblée générale.

ARTHUIS Jean, expert-comptable, né le 7 octobre 1944 à Saint-Martin-du-Bois. Ce directeur d'un important cabinet d'expertise entre au *Centre Démocrate* en 1967 et, en 1969, crée à Château-Gonthier la *Jeune Chambre économique*. Maire de Château-Gonthier en 1971, fonction où, d'abord sous l'étiquette centriste, puis sous celle de *CDS-Force Démocrate*, il fut constamment réélu, Jean Arthuis devint conseiller général de cette commune (1976), vice-président (1982) et président du Conseil Général de la Mayenne (1992). Sénateur *Union Centriste* en 1983, Jean Arthuis abandonna

cette charge en 1986 pour prendre, de 1986 à 1987, le poste de secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, et, de 1987 à 1988, celui de secrétaire d'Etat à la Consommation et à la Concurrence. Secrétaire général-adjoint du *CDS* (1984), hostile à tout accord avec le *Front National,* il fut réélu sénateur en 1988, en 1992, et fut rapporteur du Budget à la Haute Assemblée jusqu'en 1995. Jacques Chirac le nomma ministre du Développement économique et du Plan, et il remplaça Alain Madelin, démissionnaire, comme ministre de l'Economie, des Finances et du Plan. Il est affilié au *Siècle.*

ARTICLE 31. A la suite du *Bulletin des amis d'Henri Curiel,* cette revue d'extrême gauche, rédigée par Maurice Barth, Bernard Boudouresque, Christion Delorme (*Cimade*), François Fournier (*Culture et foi*), Georges Montaron (*Témoignage chrétien*) et Jacques Nadin (*CFDT*), se spécialise dans l'accusation des militants nationaux et leurs mouvements. La publication fut successivement dirigée par le père Maurice Barth, Dominique Eluard et P. Giraud. Après sa fusion avec le journal belge d'extrême gauche *Celsius,* seule *La Lettre d'Article 31* de P. Giraud et François Moreau reste épisodiquement publiée.

ASCHIERI André, enseignant et maire de Mouans-Sartroux (Alpes-Maritimes), né le 8 mars 1937 dans cette localité. Il fut élu député *Radical, citoyen et vert* des Alpes-Maritimes le 1er juin 1997.

ASENSI François, dessinateur industriel et maire de Tremblay-en-France, né le 1er juin 1945 à Santander (Espagne). Elu le 19 mars 1978, il devint député *PC* de Seine-Saint-Denis le 27 janvier 1981, après le décès de Robert Ballanger. Il fut élu le 21 juin 1981, et réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 (mais cette élection fut annulée par décision du Conseil constitutionnel du 26 novembre 1988), 29 janvier 1989, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il fut l'un des rares candidats que les firmes capitalistes n'honorèrent pas de leurs subsides en 1993...

ASPECTS DE LA FRANCE (voir *Action Française Hebdo*).

ASSOCIATION DES CHRETIENS POUR L'ABOLITION DE LA TORTURE. Abordant l'immigration dans une optique chrétienne, ce groupement, dont le président est Joseph Fino, participe à toutes les actions en faveur des immigrés. Il a diffusé sa *Lettre ouverte aux parlementaires* demandant que les cartes de séjour et la nationalité française leur soient plus facilement accordées.

ATGER Philippe, journaliste, né le 29 août 1928 à Anduze. Il fut chargé de mission puis chef-adjoint du cabinet d'Edouard Bonnefous (ministre du Commerce en 1952, des P. et T. en 1955), chargé de mission du ministre des Affaires étrangères Maurice Faure en 1956, du ministre de l'Economie Jean Masson en 1957, chef de cabinet de François Missoffe (ministre du Commerce extérieur en 1961, du Rapatriement en 1964), chargé de mission auprès du ministre de l'Education nationale, Christian Fouchet, de 1964 à 1966, chef de cabinet de François Missoffe devenu ministre de la Jeunesse et des Sports (1966-1968), puis celui de Philippe Dechartre (ministre

de l'Enseignement en 1969, ministre du Travail en 1972). Passant pour franc-maçon, le gaulliste Philippe Atger écrivit dans divers journaux, dont *La Nation,* fut membre de la *Société Générale de Presse* de 1958 à 1960. Vers la fin des années 70, il occupa la fonction de délégué général du *Centre d'information et de documentation jeunesse,* et celle de président des *Maisons internationales des jeunes.* Il est affilié au *Siècle.*

ATTILIO Henri (d'), cadre retraité, conseiller général et maire de Châteauneuf-les-Martigues, né le 4 février 1927 dans cette localité. Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 juin 1988, réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997), il a été élu sénateur des Bouches-du-Rhône le 27 septembre 1988 et est membre du groupe *socialiste.*

AUBERGER Philippe, inspecteur des finances honoraire, conseiller général et maire de Joigny, né le 15 décembre 1941 à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Elu député *RPR* de l'Yonne le 16 mars 1986, il fut réélu les 16 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

AUBERT François (d'), conseiller à la Cour des Comptes, né le 31 octobre 1943 à Boulogne-sur-Seine. Membre du cabinet du secrétaire d'Etat aux Immigrés, Paul Dijoud, en 1974, de celui du ministre de l'Equipement, Robert Galley, en 1975, de celui du Premier ministre, Raymond Barre, de 1977 à 1981, il échoua, candidat sans étiquette, aux élections législatives de 1977. François d'Aubert rejoignit alors les rangs de l'*UDF.* Elu député de la Mayenne en 1978, il le resta toujours depuis. Conseiller général de la Mayenne, admirateur de Barre, il a été l'un des trois membres de l'Assemblée nationale rappelés à l'ordre pour avoir osé mettre en cause l'attitude de François Mitterrand durant l'Occupation. François d'Aubert appartint au bureau politique du *Parti Républicain* jusqu'en 1988, et, devenu l'un des principaux responsables de la politique audiovisuelle, soutint la privatisation de *TF1,* d'*Havas,* mais se montra l'adversaire déterminé de *Canal Plus* et de *La Cinq.* Réprouvant le traité de Maastricht, il est l'un des spécialistes des enquêtes relatives à la corruption, et a dénoncé, dans un livre intitulé *L'Argent sale,* les scandaleuses relations qu'entretiendrait le *Crédit Lyonnais* avec le mafieux transalpin Giancarlo Paretti. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants* et est affilié au *Siècle.*

AUBERT Marie-Hélène, enseignante, documentaliste, née le 16 novembre 1955 à Nantes (Loire-Atlantique). Elle fut élue député *Radical, citoyen et vert* d'Eure-et-Loir le 1er juin 1997.

AUBRON Jean-Marie, technicien sidérurgiste et conseiller général, né le 30 décembre 1937 à Villedieu-la-Blouère. Il fut élu député *PS* de Moselle le 1er juin 1997.

AUBRY Martine, maître des requêtes au Conseil d'Etat, née le 8 août 1950 à Paris, fille de l'ancien ministre Jacques Delors. Directeur des relations au travail au ministère du Travail de 1975 à 1980, rapporteur au Conseil d'Etat de 1980 à 1981. Après l'arrivée au pouvoir de la Gauche, Martine Aubry fut directeur-adjoint du cabinet du ministre du Travail Jean

Auroux, et probablement le principal rédacteur des *Lois Auroux,* puis chargée des Affaires sociales et de la Solidarité nationale dans le cabinet Mauroy (1982-1984), directeur des Relations du travail au ministère de l'Emploi (1985-1987), poste qu'elle put conserver grâce au soutien du vice-président du *CNPF,* Yvon Chotard (l'animateur de *France Empire,* maison d'édition cataloguée à droite). De 1989 à 1991, directeur de *Péchiney,* Martine Aubry s'occupa des Affaires sociales, supervisa le département nucléaire et, la socialiste Edith Cresson devenue Premier ministre, devint ministre de l'Emploi (1991), fonction où la reconduisit le socialiste Pierre Bérégovoy. Partie du gouvernement, cette socialiste catholique de gauche créa la *Fondation Agir contre l'exclusion,* fondation qui rassemble en son sein douze grands patrons, dont ceux de *Renault,* de *Darty,* de la *Lyonnaise des Eaux,* du *Club Méditerranée,* lesquels fournissent l'essentiel du budget (approximativement 3 millions annuels). Affiliée au *Siècle,* Martine Aubry est le premier adjoint du maire de Lille, Pierre Mauroy ; l'on pense qu'elle lui succédera comme premier magistrat de la ville. Ministre du Travail du gouvernement Lionel Jospin (1997-2000), elle convoite la mairie de Lille.

AUBRY Pierre, directeur de sociétés en retraite, conseiller général et maire de Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), né le 28 mars 1931 dans cette localité. Il fut élu député du Val-de-Marne le 1er juin 1997, et s'est apparenté au *RPR.*

AUCLAIR Jean, agriculteur, conseiller général et maire de Cressat, né le 3 mai 1946 à Vigeville (Creuse). Elu député *RPR* de la Creuse le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

AUDINOT Gautier, administrateur de sociétés, né le 6 octobre 1957 à Chartres (Eure-et-Loir). Fils d'André Audinot, député de la Somme et président du *Figaro* et de la *Soc presse.* Appelé le 2 avril 1986 à remplacer Alain Carignon, démissionnaire, il fut ensuite élu député *RPR* de la Somme le 5 juin 1988 et réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

AUJOURD'HUI EN FRANCE (voir *le Parisien*).

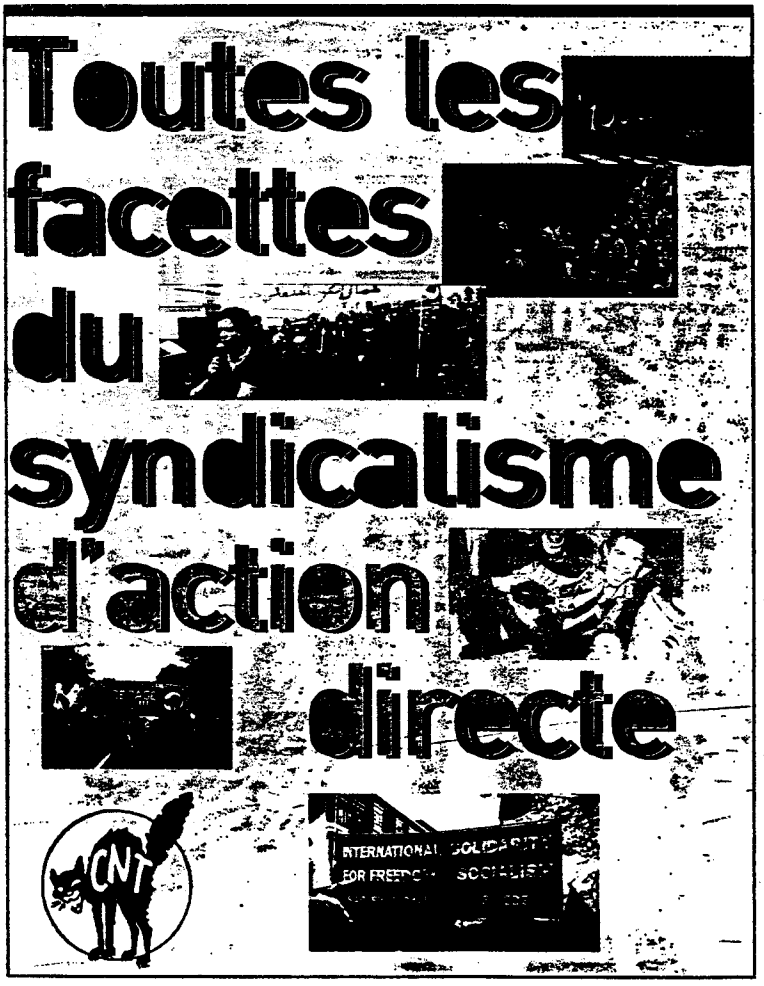
AURILLAC Martine, attachée d'administration centrale et conseillère de Paris, née le 28 avril 1939 à Strasbourg (Bas-Rhin). Elue le 21 mars 1993, elle devint député *RPR* de Paris le 2 mai 1993, en tant que remplaçante de Michel Roussin, nommé membre du gouvernement ; elle fut réélue le 1er juin 1997.

AURILLAC Michel, avocat, né le 11 juillet 1928 à Marseille. Auditeur au Conseil d'Etat (1953), conseiller technique au cabinet du secrétaire d'Etat à l'Algérie (1957-1958), directeur du cabinet du ministre conseiller pour les Affaires culturelles et scientifiques Léopold Sedar Senghor (1958-1959), président de la section du contentieux à la Cour Suprême du Sénégal (1960-1963), conseiller technique du Premier ministre Georges Pompidou. Préfet de l'Indre en 1968, Michel Aurillac devint secrétaire général de la préfecture de l'Ile-de-France, puis préfet de l'Essonne en 1969, préfet de la région Picardie en 1973. D'abord chargé de mission du Premier ministre Pierre Messmer en 1974, il dirigea le

autreFutur

25 avril - 2 mai 2000 — 10 Francs

Toutes les facettes du syndicalisme d'action directe



Social
Nettoyeurs
Fnac
Droit

Médias
Précarité
Censure

Culture
Théatrer
Cinéma
Photos
Musiques

Inter-
national
Turquie
Espagne
Sibérie
Bangladesh

Une publication non-conformiste de gauche
éditée par la *Confédération Nationale du Travail.*

N°15. IIIe année.
Août 2000. 75 F.

L'AUTRE HISTOIRE

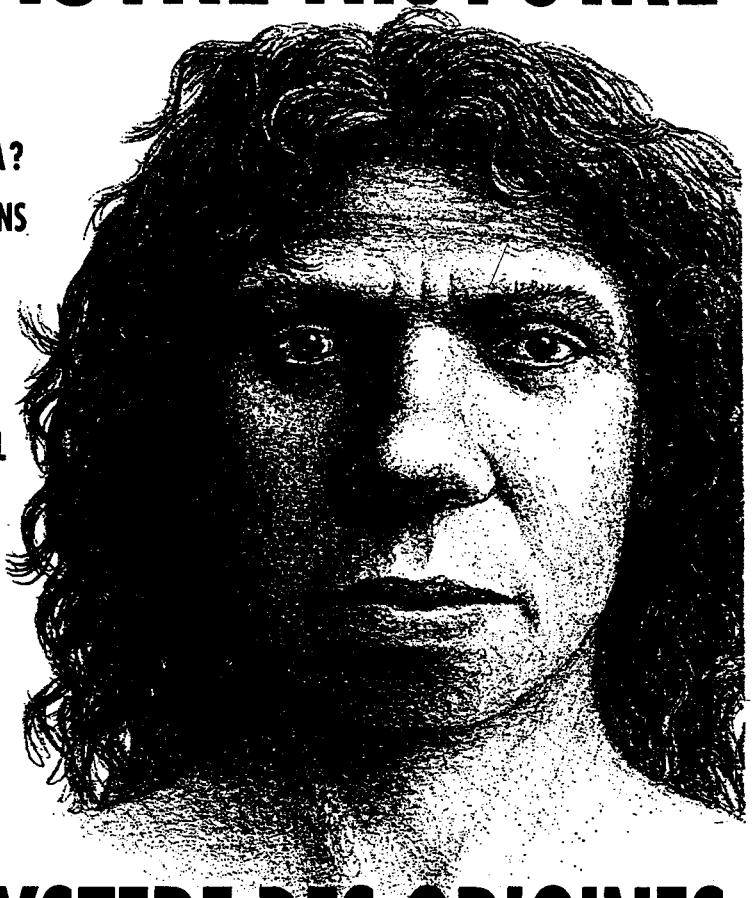
QUEL AVENIR ETHNIQUE POUR LES USA ?

LES EXÉCUTIONS BARBARES DES ALLIÉS

LES GUERRES AFRICAINES DU PORTUGAL

CHARLES X LE ROI MÉCONNU

EXCLUSIF : LE NOUVEAU LIVRE DE NORMAN FINKELSTEIN



LE MYSTERE DES ORIGINES

L'*Homo antecessor*, l'hominidé évolué le plus ancien ayant vécu en Europe, serait âgé d'un million d'années. Cette stupéfiante découverte a été faite à Atapuerca en Espagne. La polémique fait rage parmi les anthropologues

C'est l'envers de notre Histoire que présente cette revue encore peu connue des *non-conformistes* et des *anti-Système*.

cabinet du ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski en 1976 avant d'être nommé préfet de la région PACA. Membre du comité central du *RPR* en 1978, Michel Aurillac fut élu la même année député, entra au conseil politique du parti gaulliste en 1982, quoique n'ayant pu conserver son siège à l'Assemblée après les élections de 1981. Fondateur du *Club 89*, l'un des plus importants clubs de l'opposition libérale, il fut conseiller général de Châteauroux (1985). De nouveau député en 1986, Michel Aurillac démissionna presque immédiatement pour être ministre de la Coopération. A ce poste, il découvrit, et mit sur la place publique, le scandale du *Carrefour du Développement*. Michel Aurillac quitta la vie politique lorsqu'il fut battu aux élections législatives de 1991. Il est affilié au *Siècle*.

AUSSET SAINT EUDE Denis, directeur de publication, né le 14 janvier 1920 à Boisset-et-Gaujac (Gard). Mécanicien de l'Armée de l'Air, il a débuté dans le journalisme en 1963. C'est, en effet, cette année-là qu'il lança sa pittoresque revue *Idées pour tous* dont les feuillets séparés permettent la constitution de précieux dossiers. Ses abonnés sont des amis « *idéistes* ». Impartial, ennemi de tout sectarisme, le directeur d'*Idées pour tous* doit subir les persécutions de l'administration qui veut traiter cette publication originale comme n'importe quelle publication (*Idées pour tous*, 178, route de Bagard, 30140 Boisset-et-Gaujac).

AUTAIN François, médecin, ancien ministre, né le 16 juin 1935 à Luché-sur-Brioux (Deux-Sèvres), ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 19 mars 1978 et réélu le 14 juin 1981), questeur du Sénat. Elu sénateur de Loire-Atlantique le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe *socialiste*.

AUTANT-LARA Claude, cinéaste, (Lagarches 1901-Cannes 1999). Fils d'Edouard Autant (1872-1964), architecte, et de Mme, née Louise Larapidie de L'Isle, sociétaire de la Comédie-Française sous le nom de Louise Lara. Etudes : Lycée Janson-de-Sailly à Paris, Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, Ecole des beaux-arts, Mill Hill School (Londres). Débute au cinéma comme décorateur (en 1919) de films de Marcel L'Herbier et de Jean Renoir, assistant de René Clair dans plusieurs films, réalisateur de films d'avant-garde, *Faits divers* (1923), *Construire un feu* (1925). Met au point, à Hollywood, le procédé de doublage de plusieurs films en version originale (1930-1932) ; réalise à Hollywood : *Buster se marie* (1931), *le Plombier amoureux, l'Athlète incomplet* (1932) ; et en France de nombreux films (à partir de 1927) : *Ciboulette* (1932), *le Mariage de Chiffon* (1941), *Sylvie et le Fantôme, Occupe-toi d'Amélie, Douce* (1943), *le Diable au corps* (1946), *l'Auberge rouge* (1951), *le Bon Dieu sans confession* (1953), *le Blé en herbe, le Rouge et le Noir* (1954), *les Sept péchés capitaux, Marguerite de la nuit* (1955), *la Traversée de Paris* (1956), *En cas de malheur, le Joueur* (1958), *la Jument verte, les Régates de San Francisco* (1959), *le Bois des Amants* (1961), *Tu ne tueras point* (en Yougoslavie), *Vive Henri IV-Vive l'amour, le Comte de Monte-Cristo, le Meurtrier, le Magot de Joséfa* (1963), *le Journal d'une femme en blanc* (1965), *le Nou-*

AUTREMENT

Autrement dit

HEBDOMADAIRE / PARAÎT LE VENDREDI

SOCIÉTÉ

Prisons Des réalités accablantes

POLITIQUE

La fin politique du versant Nord-Est

ÉCONOMIE

L'industrie veut séduire les jeunes

ENSEIGNEMENT

Les nouvelles formations de la rentrée 2000

SOCIÉTÉ

L'enfant face aux troubles obsessionnels compulsifs

ÉCONOMIE

Euralille allume le 2e décollage

NORD • PAS DE CALAIS • PICARDIE • BELGIQUE • KENT

veau Journal d'une femme en blanc (1966), *le Plus Vieux Métier du Monde* (1967), *le Franciscain de Bourges* (1968), *les Patates, Gloria* ; réalisateur pour la télévision du feuilleton *Lucien Leuwen* (1973). Il préside le Syndicat des techniciens du cinéma, puis la Fédération nationale du spectacle, membre de l'Institut (Académie des beaux-arts) (1988). Considéré comme un homme de gauche, il rallie le mouvement national et est élu député européen sur la liste lepeniste le 18 juin 1989 (démissionnaire en septembre de la même année). Il développe ses idées dans divers ouvrages fort bien accueillis par les militants nationaux. Son œuvre a obtenu plusieurs prix : Grand prix de la Critique internationale (1947), Grand prix du Cinéma français (1954), Victoire du cinéma (1954, 1955 et 1957), prix Fémina belge du cinéma (1965), prix Europa 1974 de la ville de Rome.

AUTRE FUTUR. Journal anarchiste publié par la *Confédération Nationale du Travail* à l'intention des non-syndiqués, à qui il fait connaître le syndicalisme non-marxiste. Sa direction revendique sa place légitime à la Bourse du Travail de Paris dont « *les locaux appartiennent historiquement à l'ensemble des travailleurs* ». C'est, en fait, un supplément hors-série du *Combat syndicaliste* (voir à ce nom).

AUTRE HISTOIRE (L'). Cette publication existe depuis plusieurs années. Elle intéresse les amoureux de Clio, soucieux de se faire une opinion fondée sur les événements des années 1939-1945 ; l'Histoire non-conformiste est son souci permanent (BP 3, 35134 Coësmes).

AUTREMENT DIT. Hebdomadaire tirant à 25 000 exemplaires dont Jean-Claude Branquart est le directeur de la rédaction en chef (B.P. 1353, 59015 Lille Cedex).

AVENIR DE L'ARTOIS (L'). Hebdomadaire (21 500 exemplaires) dirigé par Marguerite Deprez-Audebert (B.P. 21, 62401 Béthune Cedex).

AVEYRONNAIS (L'). Hebdomadaire lié à *Centre Presse* (voir à ce nom).

AYRAULT Jean-Marc, professeur d'allemand maire de Nantes, né le 25 janvier 1950 à Maulevrier (Maine-et-Loire). Elu député *PS* de la Loire-Atlantique le 16 mars 1986, il fut réélu les 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

AZÉMA Jean, journaliste, originaire de la Réunion, passé de l'*Action Française* (Maurras) au *P.P.F.* (Doriot), interné pendant trois mois en 1944 pour un article de *Au Pilori* hostile à Pierre Laval (voir : *Sigmaringen*).

B

BACHELOT-NARQUIN Roselyne, docteur en pharmacie et conseillère régionale, née le 24 décembre 1946 à Nevers (Nièvre). Elue député *RPR* du Maine-et-Loire le 12 juin 1988, elle fut réélue les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Elle aussi encaissa, notamment en 1993, de grosses sommes de firmes industrielles et financières (*Labo Arkopharma, ALD, Laboratoires pharmaceutiques de France,* etc.).

BACQUET Jean-Claude, médecin généraliste et maire de Coudes, né le 11 mars 1949 à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Il fut élu député *PS* du Puy-de-Dôme le 1er juin 1997. C'était une revanche : en 1993, le *PS* avait dû abandonner tous ses sièges, y compris Clermont-Ferrand, fief marxiste jugé inexpugnable.

BADINTER Robert, avocat, né le 30 mars 1928 à Paris. Promu garde des Sceaux en 1981 par François Mitterrand, il supprima la Cour de Sûreté de l'Etat (4 août 1981), abolit la peine de mort (9 octobre 1981), révoqua les tribunaux permanents des forces armées (27 juillet 1982), abrogea le délit d'homosexualité (4 août 1982) et les peines non-privatives de liberté tels les travaux d'intérêt général (18 juin 1983), réforma l'instruction judiciaire (2 octobre 1985), élargit le droit d'action des associations pro-immigrés (3 janvier 1986). Président du Conseil Constitutionnel de 1986 à 1995, Robert Badinter continua néanmoins à siéger au comité directeur de la *Licra,* d'*Amnesty International,* du *Fonds social juif unifié* et au *Conseil représentatif des institutions juives de France* (*CRIF*). Il a été élu sénateur des Hauts-de-Seine le 24 septembre 1995 et fut membre du groupe *socialiste.* Gendre de feu Marcel Bleustein-Blanchet, il est donc l'époux de la patronne de *Publicis,* n° 2 de la publicité en France, l'une des femmes les plus fortunées du pays. Badinter est, naturellement, affilié au *Siècle.* (Voir aussi *Ch. Bonnet.*)

BAERT Dominique, directeur-adjoint à la Banque de France, né le 24 octobre 1959 à Tourcoing (Nord). Il a été élu député *PS* du Nord le 1er juin 1997.

BAEUMLER Jean-Pierre, principal de collège et maire de Thann, né le 1er juillet 1948 à Oberbruck (Haut-Rhin). Elu député *PS* du Haut-Rhin le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997.

BAGOT Jean-Pierre, prêtre, né le 11 décembre 1927 à Paris. Ce docteur en philosophie est aussi vice-président de l'association *Nous sommes l'Eglise*. Auteur du missel *Emmaüs* et de *Psychanalyse et morale,* il traduit également les œuvres (à l'index) du théologien Eugen Drewermann, au sujet duquel il organise un colloque à Nantes en 1993 avec Yvec Burdelot.

BAGUET Pierre-Christophe, conseiller en communication, né le 11 mai 1955 à Paris. Il fut élu député *UDF* des Hauts-de-Seine le 1er juin 1997.

BAIL René, reporter et écrivain, né le 4 août 1931 à Bar-sur-Aube. Il entre dans la Marine à 17 ans, après avoir été l'élève indiscipliné d'une école religieuse à Dunkerque et cultivé le goût de la mer, avec un grand-père officier de la marine marchande hollandaise et pilote du Rhin. Il s'orienta ensuite vers la photographie et suivit les étapes de la décolonisation, en Afrique. En 1964, il quitta la Marine pour le reportage dans le monde, avant de s'adonner à sa passion pour l'histoire contemporaine, en travaillant dans l'édition. Ce journaliste a signé une douzaine d'ouvrages parmi lesquels *Corsaires en béret vert, Commandos-Marine, Hélicoptères et commandos Marine en Algérie* et *Les Combats de l'impossible : Indochine, 1953-1954.*

BAILLEUL Michel, syndicaliste, né le 20 décembre 1947 à Honfleur (Calvados), secrétaire général de l'Union départementale de la *CGT-FO* du Calvados. Désigné par *Force ouvrière,* il siège au Conseil Economique et Social.

BAILLY Jean-Paul, président de société, né le 29 novembre 1946 à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais). Il préside la *RATP* et appartient au bureau du Conseil Economique et Social.

BALDUYCK Jean-Pierre, employé, maire de Tourcoing (Nord), né le 15 mai 1941 dans cette cité ouvrière. Elu député *PS* du Nord le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997. A l'élection précédente, il avait été battu malgré l'appui financier de plusieurs grandes firmes qui, ensemble, lui avaient versé 225 000 F pour sa propagande électorale.

BALIGAND Jean, président de sociétés, né le 7 avril 1950 à Villefranche-sur-Saône. Il préside *Groupama* et siège au Conseil Economique et Social.

BALLADUR Edouard, conseiller d'Etat, né le 2 mai 1928 à Smyrne (Turquie). Chargé de mission (1964), puis conseiller technique au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou (1966-1968). Président, de 1968 à 1980, de la *Société française pour la construction et l'exploitation du tunnel sous la Manche*, Edouard Balladur devint successivement secrétaire général-adjoint (1969) et secrétaire général de l'Elysée (1973-1974), poste que Giscard d'Estaing lui retira. De 1977 à 1986, président-directeur général de la *Générale de service informatique,* de 1980 à 1986, président de la *Compagnie européenne d'accumulation,* il fut l'un des principaux conseillers de Jacques Chirac ; c'est lui qui le persuada

Dualpha

Revue politique, historique et littéraire

Paraît tous les deux mois

SOMMAIRE

☞ **Politique**

- Feydeau ? Non, D'Follamour !
- Le national-populisme

☞ **Tribune libre**

- Protections rituelles contre forfaiture politique

☞ **Entretiens**

- L. Cordier
- F. Bergeron
- B. Marillier

☞ **Histoire**

- L'épuration, arme politique

☞ **Témoignage**

- La bataille de Dakar et La Force Y

☞ **Konk**

- Le rêve d'Icare

Maurice Bardèche, le père de nombreux rebelles

Adresse pour toute correspondance :
Centre MBE 302
69, boulevard Saint-Marcel
75013 Paris

de la bienfaisance de la cohabitation. Elu député de Paris en 1986, Edouard Balladur fut alors promu par Jacques Chirac ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation ; il poursuivit une politique libérale bien qu'imposant des « *noyaux durs* » lors de la privatisation de nombreuses banques et entreprises, « *noyaux durs* » réservés aux capitalistes proches du pouvoir. Réélu député de Paris (1988 et 1993), il fut Premier ministre de François Mitterrand (mars 1993), et procéda, singulièrement sur les ménages, à une quantité de ponctions financières, initiative qui n'empêcha pas le déficit de s'accroître. Toutefois, cet ancien protégé de Michel Jobert, parvint, mais en augmentant le chômage, à relancer l'économie et à maintenir la monnaie. Candidat à l'élection présidentielle de 1995, avec le soutien des *Centristes*, Edouard Balladur dépensa vainement 90 millions de francs durant sa campagne : J. Chirac recueillit six cent mille voix de plus que Balladur qui se désista en faveur de celui-ci. Réélu député *RPR* du XIVe arrondissement de Paris (septembre 1995), Edouard Balladur publia divers essais dont *Deux ans à Matignon*. Ses liens d'affaires sont connus : il fut même en rapports étroits avec le *CFR* (avril 1989), considéré comme la synarchie américaine, et avec la Trilatérale à laquelle il apporta une collaboration épisodique. Il est aussi affilié au *Siècle*.

BALLAYER René, né le 2 mars 1915 à Andouillé (Mayenne). Elu sénateur de Mayenne le 22 septembre 1974, il a été réélu les 25 septembre 1983 et 27 septembre 1992. Il est membre de l'*Union Centriste*.

BALLIGAND Jean-Pierre, président du Conseil général et maire de Vervins, né le 30 mai 1950 à Neuville-les-Dorengt (Aisne). Elu député *PS* de l'Aisne le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BAPT Gérard, médecin cardiologue, conseiller général et maire de Saint-Jean, né le 4 février 1946 à Saint-Etienne (Loire). Elu député *PS* de Haute-Garonne le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981 et 28 septembre 1986. Il avait auparavant été proclamé élu le 16 mars 1986, mais cette élection avait été annulée par décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986. Il fut à nouveau réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

BARATTE Gaston, postier, né le 18 septembre 1886 à Caen, mort le 20 août 1944 à Bailleul (Orne). Militant communiste depuis les débuts du parti, il était, dans la clandestinité, le secrétaire de l'Union départementale de la C.G.T. dans le Calvados. Il fut tué dans les bombardements alliés près de Trun, dans l'Orne, où il s'était réfugié avec les siens après le débarquement anglo-américain de Caen.

BARBARA Noël, ecclésiastique, né le 25 décembre 1910 à Hippone, actuelle Annaba (Algérie), d'un père pied-noir. Après sa mobilisation pendant la Deuxième Guerre mondiale, il fut secrétaire de l'évêque de Constantine et directeur des œuvres. A la mort du prélat, il retourna à Alger où il devint le collaborateur du R.P. Roustand, qui y prêchait les Exercices spirituels de Saint Ignace de Loyola. Il entra ensuite, en 1955, chez les Pères de Chabeuil. D'abord en France puis en Suisse, il fut envoyé à la demande de

Mgr Lefebvre au Sénégal. Il quitta sa congrégation en pleine crise intérieure en 1960 et s'installa dans le diocèse de Tours. Fondateur du *PERC* à Rome, le secrétariat international des résistants aux nouveaux catéchismes et à la nouvelle messe, il fut un des premiers prêtres français à manifester son opposition à Vatican II. Il a publié, aux éditions *Forts dans la Foi,* la célèbre *Catéchèse catholique du mariage,* mais aussi le *Bréviaire latin-français,* les ouvrages *Signe pour les Nations* et *La Bergerie du Christ ou la fondation de l'Eglise à la seule lumière des Ecritures.* Il est également à l'origine de la revue *Forts dans la Foi.*

BARBE Jean-Christian, président de sociétés, né le 25 décembre 1920 à Paris. Responsable de l'*UNR* gaulliste et chargé de mission par De Gaulle de 1947 à 1950, directeur des relations publiques de *Sud-Aviation* de 1955 à 1958, chef-adjoint du service de presse de De Gaulle en 1958, président du *Centre d'information civique* en 1960, chef de mission pour l'aviation du ministre de l'Information Louis Terrenoire de 1960 à 1962, directeur général de *Sud Radio* de 1964 à 1967, président-directeur général de *Technisonor* de 1967 à 1981. Délégué général du *Syndicat national pour la vente et le service à domicile* de 1982 à 1985, Jean-Christian Barbe fut secrétaire général du comité national de *Défense-Armée-Nation,* et, à compter de 1986, conseil en relations publiques et en communication audiovisuelle. Il est affilié au *Siècle.*

BARDÈCHE Maurice (1907-1998). Ce très grand écrivain brisa prématurément sa carrière littéraire en prenant avec énergie la défense de son beau-frère Robert Brasillach, fusillé le 6 février 1945. Oubliés son « Proust », son « Balzac » pour ne parler que de ces chefs-d'œuvre. Au point que dans leur « *Dictionnaire des intellectuels français,* Jacques Julliard (du *Nouvel Observateur*) et Michel Winoch ont supprimé toutes les œuvres littéraires de Maurice Bardèche pour ne citer que ses livres politiques. Ces derniers sont nombreux. Outre une *Histoire de la Guerre d'Espagne* écrit avec Robert Brasillach, il a publié, seul : *Lettre à François Mauriac* (1947), *Nuremberg ou la terre promise* (1948), *Nuremberg II ou les faux-monnayeurs* (1952), *Qu'est-ce que le fascisme ?* (1961) et plusieurs autres moins connus, tels que *L'Œuf de Christophe Colomb* et *Les Temps modernes.* Politiquement « en dehors », il ne fit partie d'aucun mouvement, sauf le *Mouvement Social Européen* dont il est co-fondateur, mais cette organisation se mit bientôt en sommeil, les circonstances rendant impossible cette sorte de parti d'opposition radicale reposant sur des principes différents de ceux qui avaient été instaurés en 1945 par les vainqueurs. Il allait, cependant, tous les ans, avec les *Amis de la Commune,* au Père Lachaise, s'incliner devant le mur des fédérés. Il y prit même la parole pour revendiquer ces Communards compromis par les communistes. (Lire la biographie parue dans le tome Ier de notre *Dictionnaire,* pages 89 et 90.)

BARDET Jean, professeur de médecine et conseiller régional, né le 22 juin 1941 à Paris. Appelé le 30 septembre 1986 à remplacer Hélène Missoffe, démissonnaire, il fut ensuite élu député *RPR* du Val-d'Oise le 28 mars 1993, avec l'appui financier de *Colas, Physto*r, etc. (qui lui versèrent 160 000 F

pour payer sa campagne électorale) et il fut réélu le 1er juin 1997.

BARDOU Janine, agent général d'assurances en retraite, président d'honneur du Conseil général de la Lozère, président du Syndicat Départemental d'Electrification et d'Equipement de la Lozère, née le 16 septembre 1927 à Nîmes (Gard). Elle est devenue sénateur de la Lozère le 10 septembre 1949 à la suite du décès de Joseph Caupert et s'est inscrite au groupe des *Républicains et Indépendants.*

BARIVAULT Alexandre, directeur d'école et musicologue, né le 9 décembre 1937 à Marseille. Il est l'auteur du recueil d'aphorismes *Considérations désobligeantes* et a participé à la rédaction du *Dictionnaire du Jazz* d'Hugues Panassié. Il a également signé de nombreux articles dans le *Bulletin du Hot Club de France, le Point du Jazz, Jazz-Panorama, Jazz-Chorus, Bloyana* et *la Tradition catholique.* Depuis 1983, et sous le pseudonyme de Hervé de Saint-Méen, il est chroniqueur à *Présent,* à *Itinéraires* et aux *Ecrits de Paris.*

BARNIER Michel, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 19 mars 1978, réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986 et 5 juin 1988), président du Conseil général et président de l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe, né le 9 janvier 1951 à La Tronche (Isère). Elu sénateur de la Savoie le 24 septembre 1995, il a été réélu le 21 septembre 1997, à la suite de la démission de Jean-Pierre Vial. Il est membre du *RPR.*

BAROIN François, journaliste, ancien ministre, maire de Troyes, né le 21 juin 1965 à Paris. Elu député *RPR* de l'Aube le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

BARRAU Alain, administrateur au Parlement européen, né le 17 février 1947 à Paris. Elu député *PS* de l'Hérault le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

BARRE François, haut-fonctionnaire, né le 18 janvier 1939 à Paris. Chargé de l'Asie et de l'Océanie à la direction du département des Affaires politiques du quai d'Orsay, François Barre travailla ensuite, de 1966 à 1969, au cabinet du maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas. Directeur-adjoint du *Centre de création industrielle* (1969), il démissionna de ce poste (1976) à la suite d'une grève. Fondateur de la revue *Traverses,* cet énarque en fut le rédacteur en chef (1975-1977) avant d'occuper le même poste (1977-1978) à *Architecture d'aujourd'hui.* De 1978 à 1980, conseiller pour la communication et la politique architecturale de la *Régie Renault,* il fut le promoteur de la politique d'achat d'art contemporain qu'engagea la firme (confisquée à son fondateur Louis Renault à la Libération). Maître d'œuvre du Parc de la Villette de 1981 à 1990, en 1985 directeur général de la Grande Halle, François Barre assuma tour à tour la présidence du *Centre national des Arts plastiques* (1990-1993) et celle du *Centre national Georges Pompidou* (1993-1996). Le ministre de la Culture Philippe Douste-Blazy le nomma directeur du département de l'Architecture (1996). Il est affilié au *Siècle.*

BARRE Raymond, professeur d'université, ancien Premier ministre, ancien ministre et maire de Lyon, né le

12 avril 1924 à Saint-Denis (La Réunion). Apparenté à l'*UDF*, il fut élu député du Rhône le 12 mars 1978 et réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Ainsi qui cela fut révélé, alors qu'il était au pouvoir, Raymond Barre est un haut dignitaire de la *Trilatérale* et de *Davos*, assemblées politico-financières rappelant la Synarchie. Sa santé paraît le conduire à limiter son activité politique, notamment sur le plan municipal à Lyon.

BARROT Jacques, avocat, né le 3 février 1937 à Yssingeaux. Député *Centre démocrate* à l'Assemblée nationale (1966), fonction qu'il conservera toujours. Jacques Barrot fut, de 1974 à 1978, secrétaire d'Etat au Logement, de 1978 à 1979, ministre du Commerce et de l'Artisanat, de 1979 à 1981, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Secrétaire général du *Centre des Démocrates Sociaux* (1976-1977, 1983-1992) qu'il rapprocha des Giscardiens, cet ancien séminariste et militant de la *JEC*, préside, depuis 1976, le Conseil général de la Haute-Loire. Jacques Barrot soutint successivement Alain Poher (1969), Valéry Giscard d'Estaing (1981), Raymond Barre (1988) et la liste européenne de Simone Veil. Il fut président du Conseil général et maire d'Yssingeaux. Elu député *UDF* de la Haute-Loire le 12 mars 1967, il fut réélu les 30 juin 1968, 4 mars 1973, 12 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Il occupa la présidence du groupe *Union du Centre* à l'Assemblée nationale (1991) et celle de la Commission des Finances (1993-1995). Lors de l'élection présidentielle de 1995, après avoir été favorable à Edouard Balladur, Jacques Barrot rallia brusquement Jacques Chirac. Promu ministre du Travail, du Dialogue social et de la Participation dans le cabinet Juppé, il tenta de modifier de fond en comble le régime de la Sécurité sociale, ce qui déclencha la grande grève de 1995. Il est affilié au *Siècle*.

BARTH Maurice, religieux. Théologien à l'index (selon *Golias*), alias Bernard Paris, né le 8 mars 1916 à Mulhouse. Cadet de Saumur en 1940, il étudie ensuite la théologie à la faculté des dominicains d'Etiolles. Membre du mouvement clandestin *Solidarité* aux côtés de Henri Curiel en 1962, il dirigea la publication du *Bulletin Henri Curiel* après l'assassinat du militant extrémiste. En 1974, il est arrêté pour sa participation à l'occupation de l'ambassade d'Haïti et adhère, au fil des ans, à toutes les associations anti-Pinochet. Membre de l'Eglise de France et directeur de la revue *France Terre d'Asile*, ce chrétien d'extrême-gauche adhère aussi successivement au *Conseil Mondial du Mouvement de la Paix*, à *Solidarité avec les Travailleurs Immigrés*, à la *Ligue des Droits de l'homme* et à *Amnesty International*. Il est enfin président du *Centre de recherches, d'information et de documentation antifasciste* fondé en 1995.

BARTHÉLEMY Victor, secrétaire général du *Parti Populaire Français* (voir : *Sigmaringen*).

BARTOLONE Claude, né le 29 juillet 1921 à Tunis, de parents italiens (son nom se prononce : Bartoloné), il a épousé en 1979 Giulletta Luvisutti, dont il a deux enfants. Cadre dans un laboratoire pharmaceutique, il « entra en politique » en devenant assistant

LE LIBRE JOURNAL

de la France Courtoise

Directrice : Danièle de Beketch

Colonel Jean Bastien-Thiry
Assassiné sur ordre de DeGaulle le 11 mars 1962

N° 203

Décadaire
de résistance française
et catholique

10 Mars 2000. Prix au numéro 50 francs

- Les quêtes de carême financent l'invasion.
- L'Ordre Mondial engendre la coorruption.
- Jospantin n'a pas volé sa volée de pierres.
- Enfin, on va enseigner la *Shoah* a l'école !
- Un conte désolant (mais si vrai...) de R.G.

Bastien-Thiry demeure un héros pour les anciens de l'Algérie Française.

parlementaire (1980), puis chef de cabinet d'un secrétaire d'Etat (1981). Elu municipal, puis maire (1985-1988) du Pré-Saint-Gervais ; il était entré au Conseil général de la Seine-Saint-Denis (1979) et en fut vice-président (1981-1982), ainsi que député socialiste (1981-1998) de ce département et conseiller régional d'Ile-de-France (1981-1998). Changeant de circonscription, il fut conseiller municipal des Lilas. Il fit une brillante carrière au *PS* (comité directeur, secrétaire national à la Jeunesse, aux Relations extérieures et aux élections). Sa réputation d'homme madré lui a valu un portefeuille ministériel « à la ville » (1998).

BASCOU Jacques, directeur de cabinet de mairie, né le 31 mars 1953 à Castelnaudary (Aude). Il fut élu député *PS* de l'Aude le 1er juin 1997.

BASSOT Sylvia, conseillère générale, née le 18 décembre 1940 à Paris. Veuve d'Hubert Bassot, éditeur d'*Esprit public* et pro-Algérie française. Elue député de l'Orne le 31 mars 1996, en remplacement de Jean-Luc Gouyon, déchu de plein droit par décision du Conseil constitutionnel du 6 février 1996, elle fut réélue le 1er juin 1997. Elle appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

BATAILLE Christian, professeur de lettres, conseiller régional et maire de Rieux-en-Cambrésis (Nord), né le 13 mai 1946 à Rieux-en-Cambrésis. Elu député *PS* du Nord le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. La générosité des firmes « capitalistes » (comme *Tison, Colas, Entreprise Bernard,* etc.), n'est pas étrangère à ce succès.

BATAILLE Georges, écrivain, né le 10 septembre 1897 à Billom (Puy-de-Dôme), mort le 28 juillet 1962 à Paris. Après le séminaire de Saint-Flour, dans le Cantal, il fit l'Ecole des Chartes et fut archiviste paléographe à la Bibliothèque Nationale. Il collabora à *La Révolution surréaliste,* dont il devint, un peu plus tard, le secrétaire général. Il fut, aussi, le secrétaire général de la revue *Documents,* de Carl Einstein. Mais c'est sa collaboration au pamphlet de Robert Desnos qui le fit connaître du public étroit de cette mouvance anti-André Breton (le livre était signé également par Jacques Prévert). Ayant flirté avec l'occupant, il retourna sa veste promptement après la victoire des Alliés et accentua le philo-soviétisme affiché par la majorité de l'intelligentsia, allant jusqu'à encenser le grand Staline lors de l'affaire Kravchenko.

BATEUX Jean-Claude, professeur retraité et maire de Pavilly, né le 26 mai 1939 à Mont-Saint-Aignan (Seine-Maritime). Elu député *PS* de Seine-Maritime, le 21 juin 1981, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BATTUT Catherine, journaliste syndicaliste, née le 27 juin 1930 à Pontlevoy (Loir-et-Cher). Rédactrice en chef de l'*Action périodique* de la *CFDT.*

BAUDIS Dominique, journaliste, né le 14 avril 1947 à Paris. Fils d'un parlementaire de droite, il dirigea le *Mouvement des Jeunes Démocrates* (1966), fut présentateur du journal télévisé de *TF1* (1978-1980), puis de celui de *FR3* (1980-1982). En 1982, ce responsable du syndicat *Force Ouvrière* fut démis de son poste, chargé

des relations avec le Sénat et, optant alors pour une carrière politique, se fit élire maire de Toulouse (1985), fonction où il succédait à son père. Dominique Baudis fut parlementaire européen de 1984 à 1988, conseiller général de 1985 à 1989, député de la Haute-Garonne en 1986 (mais il démissionna), président du Conseil régional Midi-Pyrénées de 1986 à 1989, de nouveau député de la Haute-Garonne de 1988 à 1994, et conduisit la liste *UDF-RPR* lors des élections européennes de juin 1994. Mais il vient de renoncer à la politique... Toutefois, il est affilié au *Siècle*.

BAUDOIN Jacques, conseiller d'Etat, né le 16 septembre 1924 à Paris. Directeur de cabinet du gouverneur de la Polynésie française de 1956 à 1960, maître des requêtes au Conseil d'Etat en 1962, directeur des hôpitaux de 1970 à 1976. Jacques Baudouin fut le directeur de cabinet du Franc-Maçon Robert Boulin (qui trouva la mort dans une flaque d'eau), le chargé des relations avec le Parlement de 1976 à 1977, puis, en 1979, assuma la fonction de directeur général de l'*Agence Nationale pour l'Emploi*. Après la victoire de la Gauche, il revint au Conseil d'Etat en tant que président de sous-commission. Il est affilié au *Siècle*.

BAUMEL Jacques, médecin, né le 6 mars 1918 à Marseille. Secrétaire général des *MUR* (*Mouvements Unis de la Résistance* (1943), membre du comité directeur du *MLN* (1944), membre de l'Assemblée consultative provisoire (1944-1945). Député de la Moselle (1945), puis de la Creuse (1946) à l'Assemblée constituante, Jacques Baumel présida le groupe *UDSR* à cette assise. En 1950, délégué (pour la région parisienne) du *Rassemblement du Peuple Français,* il devint secrétaire général-adjoint de l'*UNR* en 1958 avant d'en être le secrétaire général de 1962 à 1967. Maire de Rueil-Malmaison, sénateur de la Seine de 1959 à 1967, ce gaulliste fidèle fut également député des Hauts-de-Seine, et successivement conseiller général, vice-président, président du Conseil général de ce département. Secrétaire d'Etat auprès de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre de 1969 à 1971, il ne joua ensuite qu'un rôle secondaire parmi les responsables du mouvement gaulliste, s'y spécialisant dans les questions relatives aux nouveaux médias et à la prospective. Affilié au *Siècle,* Jacques Baumel préside la Fondation du Futur. Ce gaulliste fidèle ne refusa pas les 548 000 F que lui ont versé, pour son élection en 1993, *Cogedim, Watelet,* l'*Omnium plastic* et autres firmes.

BAYARD PRESSE. Groupe de journaux et périodiques, autrefois connu sous le nom de *Bonne Presse,* dirigé par Alain Cordier, président du directoire, et Didier Robillard, directeur de la communication. Edite ou contrôle *la Croix,* quotidien catholique fortement influencé par les démocrates-chrétiens, ainsi qu'une multitude de périodiques à gros tirage comme : *les Dossiers de l'Evénement, la Documentation catholique, Panorama, la Voix du Jura, Pèlerin Magazine* (le fameux *Pèlerin*), *Notre Temps, le Chasseur Français, l'Ami des jardins* (3-5, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 08).

BAYLET Jean-Michel, président-directeur général du groupe de presse de *la Dépêche du Midi* — où il a succédé à sa mère, héritière d'une famille juive

de Constantine — ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 19 mars 1978), président du Conseil général et maire de Valence-d'Agen, né le 17 novembre 1946 à Toulouse (Haute-Garonne). Elu sénateur *Radical de gauche* du Tarn-et-Garonne le 28 septembre 1986, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du groupe *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

BAYROU François, professeur, né le 25 mai 1941 à Bordères. Chargé de mission (en réalité « nègre ») du ministre de l'Agriculture Pierre Méhaignerie, et rédacteur en chef de *Démocratie,* l'hebdomadaire du *Centre Démocrate* (1979), il fut ensuite membre du secrétariat national (1980), puis secrétaire général-adjoint de ce parti (1986-1994), lequel prendra le nom de *Force Démocrate* en 1995. François Bayrou assume la présidence de ce parti depuis 1994, après en avoir été le délégué général de 1989 à 1991, chargé de mission au cabinet d'Alain Poher. Secrétaire général de l'*UDF* de 1991 à 1994, tour à tour conseiller général, conseiller régional (1982), François Bayrou fonda l'*Union pour le développement de l'Aquitaine* avec Jean-François Poncet (1983). Il fut conseiller de Pierre Pflimlin à Strasbourg (1984-1986), député des Pyrénées-Atlantiques (1986, 1988, 1993) et présida le conseil régional. Cet ancien adhérent du groupe de *Lanza del Vasto,* appartint au mouvement des *Rénovateurs,* dirigea la campagne européenne de Simone Veil, occupa quelques mois la fonction de délégué général de l'*UDF.* Le Premier ministre Edouard Balladur le promut ministre de l'Education nationale (1993-1995), poste où Jacques Chirac le maintint, lui confiant en outre l'Enseignement supérieur, la Recherche, l'Insertion professionnelle. Ministre de l'Education nationale, François Bayrou ne réalisa aucune des réformes qu'avait projetées ses amis. Jouant les indépendants, François Bayrou n'en est pas moins affilié au *Siècle.*

NB. — Elu député des Pyrénées-Atlantiques (avec 901 000 F versés par des firmes dans sa caisse électorale), il démissionna le 21 décembre 1999. Ce *démocrate-chrétien* travaille à la consolidation de son parti en le rapprochant d'éléments de droite et de libéraux.

BAZARD Saint-Armand, fondateur du mouvement Saint-Simonien, né le 18 septembre 1791 à Paris, décédé le 29 juillet 1832, à Courtry, près de Montfermeil (Seine-et-Oise). Enfant adultérin, abandonné à lui-même, il se distingua en 1814 dans la lutte armée contre l'invasion de Paris ; il fut nommé capitaine de la Garde nationale et décoré de la Croix d'Honneur pour son héroïsme ; commis de l'octroi parisien, farouchement républicain, il fonda diverses sociétés (dont *Philomedicos*) et il fut l'un des créateurs de la Loge des *Amis de la Vérité* (avec Nicolas Joubert, le fils du conventionnel), laquelle ne semble avoir réuni dans son sein que des étudiants et de jeunes révolutionnaires. Bazard en fut le vénérable. Déçu par l'insuccès de cette loge, il décida avec ses amis de constituer une Charbonnerie française, inspirée par les Carbonari italiens. Créée le 1er mai 1821, il en prit aussitôt la direction. Les conspirateurs carbonari français ayant échoué dans l'action clandestine, Bazard rallia le saint-simonisme ; il en fut, avec Enfantin, le principal dirigeant. Après la scission du 11 novembre 1831, il rom-

pit avec la Charbonnerie française, et mourut l'année suivante.

BAZIN Jean, René, enseignant, né le 24 mai 1914 à Pougny (Nièvre). Syndicaliste, il participa aux grèves des instituteurs parisiens à l'automne 1947 et anima le *S.G.E.N.* dont le nombre d'adhérents doubla en six ans. Les ennuis que son père, cheminot, avait eus parce qu'il avait adhéré à la *C.F.T.C.* (*Confédération Française des Travailleurs Chrétiens*), l'incitèrent à s'écarter de ce que les sectaires du *S.G.E.N.* considéraient comme un mauvais lieu.

BAZIRE Nicolas, banquier, né le 13 juillet 1957 à Fort-de-France. Jean-Marie Messier le remarqua en 1988 alors qu'après avoir été officier de marine il siégeait à la Cour des Comptes, et le présenta aussitôt à Edouard Balladur. Nicolas Bazire dirigea la petite équipe qui entoura ce dernier le lendemain de l'échec de Jacques Chirac (1985) et, de 1991 à 1993, fut chargé de mission auprès du secrétaire général du groupe *Thomson,* Pierre Cabannes. Secrétaire général de l'*Association pour le libéralisme populaire* d'Edouard Balladur, il se trouva être, en 1993, le plus jeune directeur de cabinet (à Matignon) de la Ve République, et travailla en étroite collaboration avec Nicolas Sarkozy à Bercy. Directeur de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur (1995), Nicolas Bazire fonda, une fois consommée la défaite de celui-ci, l'*Association pour la réforme,* association de laquelle il demeure toujours le président. Il rejoignit, comme associé-gérant, la banque *Rothschild* (1er janvier 1996). Quoique le *Siècle* eut inexplicablement refusé son adhésion, il figure au nombre des invités de cette nouvelle Synarchie.

BEAU Louis, secrétaire adjoint du *P.P.F.* de Jacques Doriot (voir : *Sigmaringen*).

BEAUCHAUD Jean-Claude, professeur retraité et maire de Gond-Pontouvre (Charente), né le 21 septembre 1936 à Gond-Pontouvre. A la surprise générale, cet ancien suppléant de l'escroc J.-M. Boucheron (maire d'Angoulême, qui s'était enfui en Argentine) fut élu député *PS* de Charente le 28 mars 1993, et réélu le 1er juin 1997.

BEAUMESNIL Michel (de), agriculteur, né le 17 avril 1946 à Luzy (Nièvre). Désigné par la *FNSEA,* il est membre du groupe de l'agriculture du Conseil Economique et Social.

BEAUX Gilberte, née **LOVISI,** le 12 juillet 1929 à Paris, banquier. Responsable du crédit-export à la banque du groupe *Simca* (1956-1962) après avoir été fondée de pouvoir à la banque *Seligman,* directeur de l'*Union financière de Paris* (1963-1967), elle poursuivit sa carrière comme directeur de la *Générale Occidentale* et comme président-directeur général de la *Banque Occidentale pour l'industrie et le commerce* (1976-1981). Gilberte Beaux, désignée « femme d'affaires de l'année 1987 », créa, pour son propre compte, le cabinet de conseil et de participation *Efficacité-Finance-Conseil* (1987) qui entra dans le capital de *BTFGMB,* siégea au conseil de surveillance d'*Adidas,* devint conseillère de Bernard Tapie, présida le directoire d'*Adidas* (1993), société dont 5 % des parts lui appartenait, ainsi que le *Basic Petrolum Limited.* Elle tint éga-

BEC ET ONGLES

Les documents de presse
I.DEGRELLE

Janvier
2000

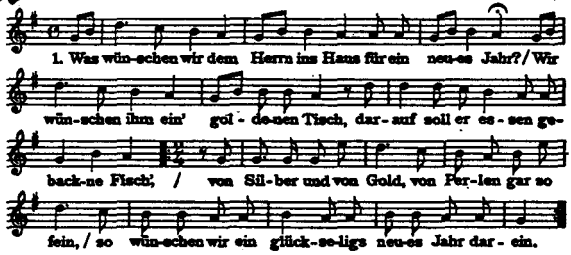
bureau de dépôt : - Bruxelles - 1050 Bruxelles 5

Meilleurs voeux pour l'année nouvelle!

Onze beste wensen voor het nieuwe jaar!

Was wünschen wir dem Herrn ins Haus?

Leben Jahr und Tag



2. Was wünschen wir der Frau ins Haus für ein neues Jahr?
Wir wünschen ihr ein Wiegelein,
darin soll sie wiegen ihr Kindelein.

3. Was wünschen wir dem Sohn ins Haus für ein neues Jahr?
Wir wünschen ihm eine Feder in die Hand,
damit soll er schreiben ein Brieflein über Land.

4. Was wünschen wir der Tochter ins Haus für ein neues Jahr?
Wir wünschen ihr ein RÄdelein,
darauf soll sie spinnen ein FÄdelein.

5. Was wünschen wir der Magd ins Haus für ein neues Jahr?
Wir wünschen ihr ein' Besen in die Hand,
damit soll sie kehren die Stuben und den Gang.

6. Was wünschen wir dem Knecht ins Haus für ein neues Jahr?
Wir wünschen ihm ein' Peitschen in die Hand,
damit soll er fahren über Feld und über Land.

Aus Franken. Quelle: Erk und Böhme. Keralied der Unterstufe.

II **BEC ET ONGLES** II

Bulletin périodique mensuel d'information de " **L'extrême**

E. Robe - Rue du Page 61 - 1050 Bruxelles, Belgique

ABONNEZ - VOUS

aujourd'hui encore!

La revue mensuelle du journaliste Robe commence à être connue en Europe.

lement un rôle important sur la scène politique. Premier conseiller financier de Raymond Barre, depuis la fin des années 1970, elle fut candidate (malheureuse) à Paris lors des élections législatives de 1986 (liste de Marie-France Garaud). Elle dirigea la trésorerie principale de la campagne présidentielle de Raymond Barre (1988), trésorier du *GESEC*, groupe qui rassemblait les puissances financières liées à Raymond Barre. Gilberte Beaux travailla, Raymond Barre battu, à la formation de la *Confédération libérale européenne et sociale*, une structure barriste. Membre du Conseil économique et social depuis 1989, elle y est rapporteur. C'est, naturellement, une affiliée au *Siècle*.

BEBEAR Claude, directeur de sociétés, né le 29 juillet 1935 à Issac. Fils d'un instituteur périgourdin. Sorti de Polytechnique, il fait carrière dans l'assurance et se prétend aujourd'hui avec *AXA* le N° 1 mondial des assurances, en fait l'un des plus puissants « super-capitalistes » de la planète. Entré en 1958 aux *Ancienne Mutuelles d'Elbœuf*, alors vingt-quatrième groupe d'assurances français, futures *Mutuelles Unies*, il en prit la direction et la présidence générale quinze années plus tard. Claude Bebear contrôla le holding *Révillon* à partir de 1997, le groupe de presse *Cino del Duca* à partir de 1978, le groupe *Drouot* à partir de 1982. La dernière opération le mit à la tête du premier groupe français d'assurances privé et du deuxième non-privé derrière *UAP*. Son ascension ne cessa plus. Il racheta la compagnie *Présence* (1986), enleva la *Compagnie du Midi* à son rival Bernard Pagezy (1988), implanta la compagnie *Equitable life* aux Etats-Unis (1992) — le septième assureur des USA —, la *Cie National Mutuel* en Australie — le deuxième assureur de ce continent —, prit également pied au Japon, et obtint de l'assureur italien *Generali* les 10,8 % d'actions que celui-ci détenait chez *Axa* (1996) mettant ainsi fin aux relations qui unissaient les deux groupes depuis 1989. Président-directeur général d'*Axa*, Claude Bebear siège au conseil d'administration de *Paribas*, dont *Axa* est le principal actionnaire, de *Casino*, de *Rhône-Poulenc*, de *Schneider*, de la *Société Générale*, de la *Sovac*. Il est affilié au groupe de *Bildeberg*, au *Club des Cent* et au *Siècle*. De plus, il préside l'*Institut du Mécénat humanitaire* et finance la fondation *Agir* de Martine Aubry. Il est un magnat très influent du club patronal *Entreprise et Cité*. Avec 151 milliards de chiffre d'affaires en 1995, les deux tiers réalisés à l'étranger, Claude Bebear est l'un des premiers assureurs mondiaux, probablement le quatrième (après les Japonais) et ses sociétés représentent les tentacules de la pieuvre qui enserrent les sociétés nationales.

BEL Jean-Pierre, fonctionnaire territorial et conseiller général, né le 30 décembre 1951 à Lavaur (Tarn). Il a été élu sénateur *PS* de l'Ariège le 27 september 1998.

BELLANGER Serge, banquier, né le 30 avril 1933 à Vimoutiers. Directeur-adjoint de la *City Bank* (1968-1969), vice-président de celle-ci à New York (1972-1973), directeur général du *CIC-Union Européenne* à New York, délégué général du groupe *CIC* aux Etats-Unis à partir de 1979, conseiller du commerce extérieur français depuis 1971. Aux USA, Serge Belliard pré-

side depuis 1984 la Chambre de commerce franco-américaine, et, depuis 1991, la Chambre de commerce européenne. Il est membre de nombreux organismes commerciaux franco-américains. Il est affilié au *Siècle*.

BELLEFOND Anne-Monique (de), journaliste à *Golias* jusqu'en 1991. Dans sa propre famille elle est considérée comme une « *rouge chrétienne* ».

BELLIARD Jean, diplomate, né le 22 mars 1919 à Colmar. Attaché à l'ambassade de France à Washington (1945), il travailla, de 1949 à 1951, à l'OTAN, fut consul à Detroit, directeur-adjoint du service de presse du quai d'Orsay (1955), consul à Chicago. Directeur général de *Radio-Monte-Carlo* en 1964, Jean Belliard dirigea, deux ans plus tard, le service de presse de l'ambassade de France à Washington, puis devint successivement consul général de France à New York (1968-1969), directeur de la presse au quai d'Orsay (1969-1973), et, après avoir été ambassadeur au Mexique (1973-1977) et au Brésil (1977-1981), il acheva sa carrière comme représentant de la France au Canada. Il est affilié au *Siècle*.

BELLO Huguette, directrice d'école maternelle, née le 24 août 1950 à Ravine-des-Cabris (La Réunion). Elle fut élue député *Radical, citoyen et vert* de La Réunion le 1er juin 1997.

BELORGEY Gérard, préfet, né le 27 novembre 1933 à Paris. Il fut chargé de mission au secrétariat général du gouvernement (1961), et tour à tour directeur de cabinet et chargé de mission de Jacques Chirac (1967-1969). Après avoir été sous-préfet de Palaiseau (1967-1973), cet énarque appartint au cabinet du Premier ministre Pierre Messmer en tant que conseiller technique. Successivement directeur de cabinet du préfet de la région parisienne (1974), préfet de Loir-et-Cher (1975), préfet de la Dordogne (1977), Gérard Belorgey intégra le privé comme secrétaire général du groupe *Hachette* (1981), devint directeur général-adjoint (1982), puis directeur général (1984) de *Boussac-Saint-Frères*. Chargé de mission sur l'emploi des jeunes par le ministre du Travail Michel Delebarre, de ses observations aboutit la création des Travaux d'utilité collective. Délégué à l'Emploi, d'abord auprès de Michel Delebarre, ensuite auprès de Philippe Seguin, il dirigea les affaires sociales de *Sacilor-Usinor* (1986-1987), présida le *Groupe des entreprises sidérurgiques,* et fut responsable des affaires économiques, sociales et culturelles de l'Outre-Mer (1988). Directeur du *Syndicat national de l'édition* de 1991 à 1994, Gérard Belorgey le fut également de *Radio-France-Outre-Mer* (1994). Il occupa aussi la prestigieuse fonction de commissaire des chasses de Chambord, et se présenta aux élections législatives de Blois en 1981, mais n'obtint que 14 % des voix. Plus heureux au *Siècle,* il en est devenu l'un des affiliés.

BELOT Claude, professeur d'université, président du Conseil général, président du Syndicat Intercommunal à vocation multiple du Canton de Jonzac, président de la Communauté des communes de la Haute-Saintonge et maire de Jonzac (Charente-Maritime), né le 11 juillet 1936 dans cette ville. Elu sénateur de Charente-Maritime le 24 septembre 1989, il a été réélu le

27 septembre 1998. Il est rattaché administrativement au groupe de l'*Union Centriste.*

BENAYOUN-NAKACHE Yvette, secrétaire médicale au CHU de Toulouse (Haute-Garonne), née le 2 décembre 1946 dans cette ville. Elle fut élue député *PS* de Haute-Garonne le 1er juin 1997.

BENNAHMIAS Jean-Luc, secrétaire national des *Verts*, né le 2 décembre 1954 à Paris, XIIe. Il siège, pour les *Verts,* au Conseil Economique et Social.

BENOIST Henri (de), agriculteur, né le 18 novembre 1938 à Bouconville-Vauclain (Aisne). Président de l'*Association des producteurs de blé,* il siège au Conseil Economique et Social.

BERARD Marie-Hélène, née **GENSTEIN** le 13 novembre 1947 à Paris, haut-fonctionnaire. Administrateur civil au ministère du Budget en 1972, elle fut, de 1976 à 1978, chargée de mission au cabinet du ministre de la Santé, Simone Veil, avant d'être successivement chef de bureau à la direction du Budget jusqu'en 1981, chargée de mission auprès du Premier ministre Raymond Barre, en tant que conseiller pour les Affaires sociales et culturelles, et, de 1982 à 1986, responsable d'une sous-direction à la direction du Budget. Durant la première cohabitation, cette femme de gauche, membre de *SOS-Racisme,* obtint du Premier ministre Jacques Chirac de nouveau le poste de conseiller pour les Affaires sociales, puis occupa, un court moment, celui de délégué général chargé des Affaires sanitaires et sociales à la mairie de Paris (1988). Ayant rejoint le privé, Marie-Hélène Bérard devint directeur délégué général de *Marceau Investissement* (1988-1989), et, en 1990, conseiller à la direction générale chargé des relations avec les pays de l'Est du *Crédit Commercial de France.* Elle est affiliée au *Siècle.*

BÉRARD-QUÉLIN (Groupe). Ensemble de publications formant un véritable trust, fort utile aux usagers, créé après la Libération par Georges Bérard-Quelin, qui fut secrétaire général de la rédaction de *La France au Travail,* paraissant à Paris en 1940-1941. Emmanuel Ratier a consacré une étude documentée à cet homme de presse peu banal. Outre le *Bulletin quotidien,* véritable index de la presse française, le groupe comprend *Correspondance de la presse* (fondée en 1941), *Correspondance de la Publicité, Correspondance économique, Documentation permanente, Société générale de presse.*

BERCHET Georges, conseiller régional de Champagne-Ardenne et maire honoraire de Chaumont, né le 13 juin 1926 à Annecy (Haute-Savoie). Elu sénateur de la Haute-Marne le 22 septembre 1974, il a été réélu les 25 septembre 1983 et 27 septembre 1992. Il est membre du groupe *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

BERCOFF André, journaliste. Rédacteur à *Jeune Afrique, L'Express, Le Matin, Les Nouvelles littéraires, Elle, Actuel.* Il est connu sous le pseudonyme de *Caton* dans *Passages.* Né en 1941 à Beyrouth, il est le fils d'un père juif russe et d'une mère hispano-turque, juive pratiquante. Ce « chrétien de gauche » fut également rédacteur en chef (*L'Orient, Lui*) et directeur

littéraire (*Belfond, Robert Laffont*). Il a signé divers ouvrages parmi lesquels *La Révolution de 1980* et, avec Jacqueline Chabridon (sous le pseudonyme collectif : Philippe de Commines), *Les 180 jours de François Mitterrand*. Véritable auteur de l'autobiographie de Bernard Tapie (« *Gagner* ») il est également le *nègre* d'Emile Zuccarelli, président du *MRG*, pour son livre sur la Corse. Agnostique, il publie *Le Nouveau Catéchisme veut-il tuer l'Eglise ?* Soutien du *Réseau Voltaire*, il signe la pétition contre l'interdiction du Minitel rose.

BEREGOVOY Pierre, fonctionnaire, né le 23 décembre 1925 à Déville-lès-Roue, décédé le 1er mai 1994. Adhérent de *FO* en 1947 avant de l'être de la *CFDT*, cet ancien fraiseur-ajusteur fut très tôt membre de la *SFIO* où il remplit, à Rouen, la fonction de secrétaire de la section locale ; mais, favorable au *FLN*, il quitta ce parti et participa, en 1958, à la fondation du *Parti socialiste autogestionnaire*, de l'*Union de la gauche socialiste*, du *PSU*. Mis en minorité au *PSU*, Pierre Bérégovoy créa son propre club en 1967, rejoignit la *FGDS*. Acquis aux thèses du nouveau *Parti socialiste* depuis la naissance de celui-ci, il y fut membre du comité directeur et du bureau exécutif (1969-1981, 1986-1988), secrétaire national aux Affaires sociales (1973-1975), aux Affaires extérieures (1975-1977), et, bien que battu à chaque élection législative, fut placé, en 1978, au Conseil économique. En 1981, Pierre Bérégovoy dirigea la campagne présidentielle de François Mitterrand. La victoire de ce dernier le fit tour à tour secrétaire général de l'Elysée (mai 1981), ministre des Affaires sociales et de la solidarité nationale (1982-1984), ministre de l'Economie, des Finances et du Budget (1984-1986). Il devint également maire de Nevers (1983), conseiller général (1985) et député de la Nièvre (1986). Une seconde fois directeur de la campagne présidentielle de François Mitterrand (1988), Pierre Bérégovoy occupa ensuite de nouveau le poste de ministre de l'Economie, des Finances et du Budget. C'est, ayant sous son autorité le Budget, l'Industrie, le Commerce, le Commerce extérieur, qu'il succéda comme Premier ministre à Edith Cresson au mois d'avril 1992, fonction dont le destitua l'échec de la gauche (mars 1993). Soupçonné d'avoir été mêlé à de louches intrigues d'ordre financier, Pierre Bérégovoy se suicida d'une balle de revolver (du moins selon la thèse officielle). Il était affilié au *Siècle*.

BERÈS Pervenche, Madeleine, Agnès, femme politique, née le 10 mars 1957 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle fut : administrateur des services de l'Assemblée nationale au secrétariat de la délégation pour les Communautés européennes (1981-1983), au secrétariat de la commission des Affaires étrangères (1983-1988), chargée de mission puis conseiller technique au cabinet de Laurent Fabius (président de l'Assemblée nationale), secrétaire nationale du Parti socialiste (1993-1995), membre du bureau national du Parti socialiste (depuis 1993), élue le 12 juin 1994 au Parlement européen, réélue le 13 juin 1999, présidente de la délégation française au sein du groupe des socialistes européens. Elle est la fille de l'éditeur Pierre Berès, né le 18 juin 1913 à Stockholm (Suède), au foyer de Gré-

goire Berestov, industriel, licencié ès lettres et en droit. Expert en livres et manuscrits anciens (depuis 1931), directeur général (1956-1958) puis président-directeur général (depuis 1958) des *Editions scientifiques Hermann.*

BERGE Pierre, président de sociétés, né le 14 novembre 1930 à l'île d'Oléron. En 1949, il milita au *Rassemblement contre la guerre,* fonda le périodique *La Patrie mondiale,* assura le secrétariat particulier et le courtage de Bernard Buffet. Cet ami intime de Jean Cocteau créa, onze ans plus tard, avec son compagnon Yves Saint-Laurent, la maison de couture homonyme de celui-ci, société dont il devint d'abord directeur général, ensuite président-directeur général (1971), fonction qui fut également la sienne à *Yves Saint-Laurent-Parfums* (1987). Pierre Bergé occupe depuis 1974 le poste de président de la *Chambre syndicale du prêt-à-porter, des couturiers et des créateurs de mode,* ainsi qu'à l'*Institut français de la mode* depuis 1985. Lui et Yves Saint-Laurent ont cédé le contrôle de leur firme à *Elf-Aquitaine.* Quoique en 1995 momentanément favorable à Jacques Chirac, Pierre Bergé a toujours témoigné d'un ardent mitterrandisme. Il finance *SOS-Racisme,* les *Assises de la laïcité,* la *Fondation* de Danielle Mitterrand *France-Libertés,* la revue *Globe* de Georges-Marc Benhamou, le magazine homosexuel *Têtu.* Protégé de François Mitterrand, Pierre Bergé fut le président de l'Opéra-Bastille de 1988 à 1994. Il est affilié au *Siècle.*

BERGÉ-LAVIGNE Maryse, institutrice, née le 29 janvier 1941 à Pamiers (Ariège). Elue sénateur de la Haute-Garonne le 24 septembre 1989, elle a été réélue le 27 septembre 1998. Elle est membre du groupe *socialiste.*

BERGELIN Christian, transporteur, ancien ministre, conseiller général et maire de Gray (Haute-Saône), né le 15 avril 1945 dans cette ville. Elu député *RPR* de la Haute-Saône le 21 juin 1981, il fut réélu le 16 mars 1986, mais il démissionna le 1er avril 1986, avant d'être à nouveau élu les 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

BERGERON Francis, directeur des Ressources humaines d'une multinationale, né le 27 juin 1952. Expulsé d'URSS en 1975 pour avoir distribué des Bibles et des romans de Soljenitsyne, il lutta en 1976 aux côtés des chrétiens libanais. Collaborateur de *Présent* dès l'origine, il écrit aussi pour *Famille chrétienne, la France catholique, Ecrits de Paris, l'Astrobale* ou encore *Reconquête.* Président de l'association *Maintenance du Berry,* il est également membre actif de diverses associations culturelles. Il est l'auteur de *Vade Mecum du voyageur de la liberté, Le Goulag avant le Goulag, Itinéraire d'un chrétien progressiste, Guide des citations de l'homme de droite* et *Le Syndicat du Livre ou la mainmise communiste sur la presse.* Il a également signé *Les droites dans la rue ; nationaux et nationalistes sous la IIIe République* avec Philippe Vilgier ainsi que des romans pour enfants avec Alain Sanders. Il est l'animateur des *Amis de Henri Beraud* et il a réédité plusieurs livres rares de l'ancien *leader* de *Gringoire.*

BERNARD Claude. Ce compositeur de chants liturgiques, adhérent du groupement *Ministères,* compte parmi ceux

qui signèrent « l'*Appel aux Catholiques* ». S'il participe à la rédaction de *Temps présent,* c'est surtout dans un article paru dans *La Croix* qu'il affiche ses idées — qui sentent le soufre — sur le mariage des prêtres. Qu'une vingtaine d'évêques reprennent et approuvent dans un livre les opinions qui avaient valu à Jacques Gaillot sa condamnation pour avoir clamé publiquement ce que pensent la plupart des délégués synodaux, telle est l'idée de ce chrétien de gauche.

BERNARD Jean, docteur vétérinaire, né le 17 octobre 1924 à Villotte-devant-Louppy (Meuse). Il a été élu sénateur *RPR* de la Marne le 27 septembre 1992.

BERNARD Jean-Louis, chirurgien et conseiller général, né le 31 mai 1938 à Saulieu (Côte-d'Or). Elu député *UDF* du Loiret le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

BERNARD Jean-René, directeur de banque, né le 1er décembre 1922 à Metz. Inspecteur des Finances (1958), conseiller technique de Pierre Sudreau, puis, en 1962, de Louis Joxe qui le présenta, la même année, à Georges Pompidou. Chargé de mission par celui-ci de 1962 à 1968, il fut secrétaire général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1967-1977), conseiller technique chargé des problèmes économiques (1969), secrétaire général-adjoint de la présidence de la République (1973-1974), ambassadeur au Mexique (1977-1982), administrateur de la *Compagnie financière de la CCF* (1985), administrateur de la délégation financière de la *Commission intergouvernementale de la liaison Trans-Manche* et du *Consortium français de participation bancaire* (1986). Jean-René Bernard conduisit les négociations avec la société *Walt Disney* lors de la création, à Marnes-la-Vallée, du parc d'attraction *Eurodisneyland* (1986), et fut nommé président du *CIC-Paris* (1987). Il est affilié au *Siècle.*

BERNARDIN Pascal, enseignant en informatique, né le 11 décembre 1960 à Paris. Spécialisé dans l'étude du mondialisme, des organisations internationales et de la doctrine de la *perestroïka,* il prépare un ouvrage sur la subversion écologique.

BERNARD-REYMOND Pierre, homme politique, né le 16 janvier 1944 à Gap. Membre du cabinet de Joseph Fontanet en 1971, Pierre Bernard-Reymond fut élu député *CDP* des Hautes-Alpes la même année, puis réélu à ce siège en 1973, devint vice-président à l'Assemblée du groupe *Union-Centristes* et porte-parole du *CDP* dont il occupa ensuite la charge de secrétaire général-adjoint. Ce sociologue « giscardien de gauche » coanima le *Groupe d'animation et de proposition* (1976) fondé par Jean-Pierre Soissons, fut secrétaire d'Etat au Budget (1977), secrétaire d'Etat aux Affaires européennes (1977-1981). Battu lors des élections législatives de 1981, Pierre Bernard-Reymond siégea en revanche au Parlement européen de 1984 jusqu'à sa démission deux années plus tard, fut réélu député à l'Assemblée nationale en 1986 et en 1988. Maire de Gap en 1990, Pierre Bernard-Reymond, farouche partisan du traité de Maastricht, assuma la présidence, à partir de 1992, du groupe des dé-

putés français membres du *PPE* au Parlement européen. Il est affilié au *Siècle*.

BERNHEIM Antoine, banquier, né le 4 septembre 1924 à Paris. Il a d'abord travaillé, de 1952 à 1967, dans l'entreprise immobilière familiale, la société *Bernheim Frères,* y gagna une fortune considérable, puis géra le département immobilier de la banque *Lazard* et innova là le système des fusions associations d'entreprises. Antoine Bernheim devint président-directeur général d'*Euromarché* en 1981 ; mais sa gestion se révéla désastreuse et *Carrefour* racheta cette société. Après avoir été vice-président de *Mediobanca* (1988), la plus importante banque d'Italie, il fut, malgré son échec à *Euromarché,* vice-président de *LVMH* (1992), président de la compagnie d'assurances italienne *Generali,* la deuxième d'Europe, avec un chiffre d'affaires de 100 milliards de F et une capitalisation identique. Aujourd'hui, Antoine Bernheim est président-directeur général de *La France SA,* de *La France-Iard,* de *La France-participation et gestion,* administrateur d'*Albatros,* d'*André,* d'*Axa,* de *Bolloré-Techno,* des *Ciments français,* de *Concorde-assurances,* d'*Eridiana-Begin-Say* (une société de produits agro-alimentaires), de la *Financière,* d'*Agache,* de *Gaz et Eaux,* de *Generali-France,* de *LVMH* ; il siège, côte à côte avec David de Rothschild et Robert Badinter, au conseil de la Fondation du Judaïsme français. Selon *Le Point* (26 février 1994), Antoine Bernheim, qui détient, de manière officieuse, 16 % des actions de la banque *Lazard,* apparaît comme « *l'un des hommes les plus riches de France* ». Il est affilié au *Siècle*.

BERNHEIM Pierre-Antoine, homme d'affaires. Banquier chez *Lazard Frères,* il est aussi directeur littéraire aux *Editions Noêsis.* Né en 1952 d'une famille juive peu pratiquante, il dit souffrir de l'antisémitisme chrétien. Petit-neveu d'Edmond Fleg, il est l'auteur de *Paradis, paradis, Cannibales* et *Jacques, frère de Jésus,* ce dernier — selon sa déclaration dans *Golias* n° 52 — lui ayant permis de concilier son intérêt pour Jésus avec son héritage juif.

BERNIÉ Jean-Louis, homme politique, né le 22 avril 1953, élu député européen sur la liste du *C.P.N.T.* en 1999.

BERRY RÉPUBLICAIN (Le). L'état-major de ce quotidien se compose principalement de : Jean-Pierre Caillard, P.-D.G., directeur de la publication, Guy Dugne, directeur, Bernard Stephan, rédacteur en chef — qui dirige aussi la rédaction de l'hebdomadaire *Le Berry Républicain-Dimanche* (1-3, place du Berry, 18023 Bourges Cedex).

BERTHELOT Chantal, exploitante agricole, née le 12 septembre 1958 à Mana (Guyane), elle siège au Conseil Economique et Social.

BERTHOL André, notaire et conseiller général, né le 10 novembre 1939 à Poitiers (Vienne). Elu député *RPR* de Moselle le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BERTHOLET Henri, professeur et maire de Romans, né le 26 janvier 1946 à Pont-de-Beauvoisin (Isère). Il fut élu député *PS* de la Drôme le

1er juin 1997 ; il avait été battu par Georges Durand *UDF* aux élections de 1993.

BERTHU Georges, homme politique, né le 14 mai 1950 à Angoulême. Ayant rallié le mouvement de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers, il se fit élire sur la liste de leur *Rassemblement pour la France,* créé pour réduire l'électorat de la droite nationale jusque-là acquis au *F.N.*

BERTRAND Léon, professeur de physique, né le 11 mai 1951 à Saint-Laurent-du-Maroni (Guyane), conseiller régional et maire de sa ville natale. Elu député *RPR* de la Guyane le 12 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

BESANÇON Alain, professeur et homme de lettres, né le 25 avril 1932 à Paris. Cet agrégé d'Histoire, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales et membre de l'Institut d'Histoire sociale, quitta le *Parti Communiste* en 1956. Favorable à l'indépendance de l'Algérie, il professa en Tunisie et vécut en URSS une année (1961), séjour qui le rendit définitivement anti-communiste. Psychanalyste en 1968, Alain Besançon abandonna vite cette profession, revint à l'Histoire pour se spécialiser dans celle du soviétisme. Il fut éditorialiste au *Point,* à *L'Express,* co-propriétaire, avec ses frères et sœurs, du *laboratoire pharmaceutique Delagrange.* Alain Besançon rédigea plusieurs ouvrages sur les pays de l'Est et sur l'esthétisme. Il soutint Jacques Chirac en 1988. Il est affilié au *Siècle.*

BESCOND Yves, prélat. Cet ancien évêque auxiliaire à Corbeil et à Meaux, auteur de *La Paix autrement* et *Désirer un enfant,* partage une partie de son temps à la paroisse de Maisons-Alfort et à l'hôpital psychiatrique Esquirol. Il avoue dans *Golias* n° 23, approuver l'idée du sacerdoce des hommes mariés. Ce rouge chrétien s'oppose avec virulence au cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation de la foi.

BESSE Roger, président du Conseil général et maire d'Ydes (Cantal), né le 18 août 1929 dans cette localité. Elu sénateur du Cantal le 24 septembre 1989, il a été réélu le 27 sepetmbre 1998. Il est membre du *RPR.*

BESSELAT Jean-Yves, cadre commercial et conseiller général, né le 21 décembre 1942 à Quimper (Finistère). Elu député *RPR* de Seine-Maritime le 17 septembre 1995, à la suite de la démission d'Antoine Rufenacht ; il fut réélu le 1er juin 1997.

BESSON Eric, délégué général de fondation et maire de Donzère, né le 2 avril 1958 à Marrakech (Maroc). Il fut élu député *PS* de la Drôme le 1er juin 1997.

BESSON Jean, chef d'entreprise en retraite, né le 15 août 1938 à Ollioules (Var). Elu député *RPR* du Rhône le 16 mars 1986, il fut réélu les 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il a bénéficié, en 1993, des largesses du Grand Capital : 525 000 F versés par diverses sociétés capitalistes, dont la *Société stéphanoise des eaux, Perrier T.P., Petavit, Esys Montenay* et autres.

BESSON Louis, homme politique, né le 6 mai 1937 à Barby (Savoie). Il fut promu secrétaire d'Etat chargé du Lo-

gement en 1997. Maire de sa ville natale (1965-1989), député de Savoie, maire de Chambéry, ce radical de gauche fut ministre de l'Equipement (1990-1991) ; il avait été conseiller régional de Rhône-Alpes (1974-1986). Il est secrétaire d'Etat au Logement (depuis 1997).

BEUGRAS Albert, ingénieur-chimiste, membre de l'état-major du *PPF,* chargé du service du renseignement au parti (voir : *Sigmaringen*).

BEULLAC Christian, ingénieur, né le 23 novembre 1923 à Marseillan, décédé le 16 juin 1986. D'abord adjoint du directeur de l'électricité au ministère de l'Industrie de 1949 à 1952, il fit ensuite carrière à la *Régie Renault,* y occupant tour à tour le poste de directeur de fabrication (1964), de directeur général industriel (1967), de directeur général-adjoint (1971), de président-directeur général de *Renault-Industrie* (1974-1976), de directeur général aux *Véhicules industriels* (1976), et de président du conseil de surveillance de la *Saviem* (1975-1976). Au mois d'août 1976, le Premier ministre Raymond Barre le promut ministre du Travail, puis ministre de l'Education au mois d'avril 1978. Lorsque la gauche prit le pouvoir, Christian Beullac abandonna la politique et assuma la vice-présidence d'*Euréquip,* une société de conseil en organisation des entreprises. Il est affilié au *Siècle.*

BIANCO Jean-Louis, conseiller d'Etat, ancien ministre, président du Conseil général et maire de Digne-les-Bains, né le 12 janvier 1943 à Neuilly-sur-Seine. Son père était Italien et sa mère Irlandaise. Il fut élu député *PS* des Alpes de Haute-Provence le 1er juin 1997.

BIANCONI Marcel, directeur de publication, né le 25 janvier 1923 à Marseille. Il débuta dans le journalisme en 1955, à *Vigilance,* le journal du Dr Henry Moreau, et a collaboré à *L'Homme Libre,* au *Courrier national,* à *France-Travail* et à *L'Entente.* Il anime depuis novembre 1968, le modeste mais très courageux *Iota.* Il est membre de l'*Association de la Presse Monarchique et Catholique.*

BIARNÈS Pierre, journaliste, écrivain et éditeur, né le 17 janvier 1932 à Tulette (Drôme). Il fut, au Sénégal, secrétaire général-adjoint de la Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie de Dakar et, toujours dans cette ville, le correspondant du *Monde* (1961-1984), tout en animant la *Société africaine d'édition.* Il a représenté les Français du Sénégal au Conseil Supérieur des Français de l'étranger. Elu sénateur *PS* des Français établis hors de France le 24 septembre 1989 de préférence à Elisabeth Mitterrand. Il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du *PS* depuis 1966.

BIBLIOTHÈQUE SAINT-MICHEL. Fondée en 1991 par Michel Marlenot, cette bibliothèque est ouverte à tous les nationaux qui veulent parfaire leur éducation politique. Elle s'appuie sur le *Cercle Saint-Michel* créé récemment (201, rue Sainte-Christine, 83000 Toulon).

BIDARD-REYDET Danielle, agrégée de l'université, née le 8 décembre 1939 à Paris. Devenue sénateur de Seine-Saint-Denis le 24 juillet 1978, en remplacement de Marie-Thérèse Goutmann, élue député, elle a été réélue les 28 septembre 1986 et 24 septembre

1995. Elle appartient au groupe *Communiste Républicain et Citoyen.*

BIDEGAIN José, directeur de sociétés, né le 16 mai 1925 à Buenos Aires (Argentine). Cet ancien résistant « gaulliste de gauche », membre du *club Jean Moulin,* présida le *Centre des jeunes patrons* de 1961 à 1964, siégea au Conseil économique et social de 1964 à 1969 ; délégué général de la *Fédération nationale de l'industrie de la chaussure* en 1966, il démissionna de ce poste en 1977. Après avoir été délégué général du *Centre national des dirigeants d'entreprises* (1968), José Bidegain co-fonda en 1969, avec le président de *L'Oréal,* François Dalle, l'association *Entreprise et Progrès* où il occupa la fonction de directeur de 1973 à 1980, et celle de délégué général jusqu'en 1977. Négociateur chez *Lipp* en 1973, José Bidegain fut ensuite directeur du département flaconnage de *BSN* (1978-1982), président du club *Echanges et progrès* (1981-1988), directeur général-adjoint chargé de la communication à *Saint-Gobain* (1982-1989), membre du Conseil économique et social (1984-1986) — il y siège de nouveau depuis 1989 —, chargé de mission auprès du ministre de l'Industrie Roger Fauroux (1988-1991). Aujourd'hui, José Bidegain est pour la seconde fois membre du Conseil économique et social depuis 1989, et conseiller du président de la *Compagnie générale des eaux,* chargé des relations humaines depuis 1991, président de l'*Action internationale contre la faim,* membre de la *Fondation Saint-Simon,* membre du comité d'honneur de *France terre d'asile.* Ce « patron de gauche » fut l'un des commanditaires généreux du socialiste Michel Rocard. Il est affilié au *Siècle.*

BIEN PUBLIC (Le). Quotidien régional fondé en 1850 par des hommes de droite, lié aux *Dépêches,* fondées en 1936 par des hommes de gauche. L'état-major commun comprend : François Prétat, P.-D.G., Jean Viansson-Ponté, directeur général, et Jean-Louis Pierre, rédacteur en chef (B.P. 550, 21015 Dijon Cedex).

BIESSY Gilbert, technicien et maire d'Echirolles, né le 20 juillet 1934 à Montferrat (Isère). Elu député *PCF* d'Isère le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Sa première élection (contre le *socialiste* J.-P. Luppé, député sortant) avait été facilitée par les largesses « capitalistes » : il encaissa alors 538 000 F de : *Echirolles Distribution, Perona S.A., Makni, Geliot, Etudes et projets, Stephan Piarulli, SDE Travaux, Alcatel Dauphine* et autres grandes firmes. Son concurrent socialiste aurait refusé la manne des « gros ».

BILGER Pierre, directeur de sociétés, né le 27 mai 1940 à Colmar. Inspecteur des Finances en 1967, en 1971 détaché au ministère de l'Economie et des Finances comme chargé de mission à la direction du Budget ; il fut ensuite chargé de mission (1974), puis conseiller technique au cabinet des successifs ministres de l'Economie et des Finances Jean Fourcade, Michel Durafour, Robert Boulin. Après être revenu quelque temps à l'inspection des Finances, Pierre Bilger occupa jusqu'en 1981, la fonction de directeur de cabinet du ministre du Budget Maurice Papon, avant de rejoindre, à la demande de Pierre Suard, la *Compagnie générale d'électricité* où il fut tour à tour, directeur de la planification et directeur financier. Réalisateur en 1987 de la privatisation du groupe, privatisation

qu'avait décidée Edouard Balladur, Pierre Bilger devint, la même année, secrétaire général d'*Alsthom*. En 1989, il initia la fusion de cette société avec sa partenaire britannique *GEC*, et eut au sein du groupe *GEC-Alsthom* le poste de directeur général, y assuma l'entier commandement en 1991, et, à partir du 1er janvier 1995, la présidence. Il est affilié au *Siècle*.

BILLARD Claude, monteur-câbleur en électronique, né le 27 octobre 1941 à Corquilleroy (Loiret). Elu sénateur le 24 septembre 1995, il fut ensuite, à partir du 1er juin 1997, député *PC* du Val-de-Marne.

BILLARDON André, professeur de mathématiques, ancien ministre, maire du Creusot, né le 22 octobre 1940 à Monceaux-le-Comte (Nièvre). Elu député *PS* de Saône-et-Loire le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988 et 1er juin 1997.

BILLETDOUX François, homme de lettres et dramaturge, né le 7 septembre 1927 à Paris. Il collabora au périodique communiste *Lettres Françaises* (1946), à plusieurs radios d'Etat dont, comme directeur des programmes, à *RFO* (1958), et fut, à partir de 1975, chargé de mission auprès de *Radio-France* et de l'*Institut national de l'audiovisuel*. François Billetdoux présida la *Société des gens de lettres* de 1981 à 1986. Il est affilié au *Siècle*.

BILLET DU PATRON (Le). Publication trimestrielle, fondée en 1964 par Henri de Lovinfosse (décédé en 1977) et dirigée par Luc de Lovinfosse (né le 1er février 1922).

BIMBENET Jacques, agent d'assurances en retraite, conseiller général et président du Syndicat mixte d'Electrification rurale, né le 2 juillet 1928 à Contres (Loir-et-Cher). Devenu sénateur du Loir-et-Cher le 9 septembre 1986, en remplacement de Charles Beaupetit, décédé, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe *Rassemblement Démocratique et Social Européen*.

BIQUARD Pierre, enseignant, né le 30 août 1901 à Paris, mort également à Paris le 28 avril 1992. Chef de travaux à l'Ecole de physique et chimie de Paris, puis professeur de la chaire d'électricité générale. Homme de gauche, il s'engagea dans le combat politique au lendemain du 6 février 1934 en participant à la direction du *Comité de vigilance des intellectuels antifascistes* avec Paul Langevin et Frédéric Joliot-Curie. Il participa à l'aide aux républicains pendant la guerre d'Espagne. Il était proche du *Parti socialiste SFIO* et participa activement à la campagne électorale du socialiste Max Hymans dans l'Indre. Dans le cabinet d'Irène Joliot-Curie, sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Blum, il fut son principal collaborateur. Il occupa bientôt le poste de secrétaire général de la *Fédération mondiale des travailleurs scientifiques* et — directeur après la guerre — il échappa aux conséquences des lois antijuives que subirent sa sœur et son cousin Robert. Il fut successivement le collaborateur d'Yves Farge et de Joliot-Curie, et l'un des dirigeants des *Combattants de la Liberté*, créés par une quarantaine de résistants de gauche, et il siégea au bureau national du *Mouvement de la Paix* et fut l'une des personnalités du *Conseil mondial de*

la Paix. C'est alors qu'il se rendit à Moscou ; il occupa bientôt le poste de secrétaire général de la *Fédération mondiale des travailleurs scientifiques.* Couronnement de sa carrière, il redonna son adhésion au *Parti Communiste Français* (30 avril 1976).

BIRRAUX Claude, ingénieur et conseiller général, né le 19 janvier 1946 à Ambilly (Haute-Savoie). Elu député *UDF* de la Haute-Savoie le 19 mars 1978, il fut réélu le 21 juin 1981. Le 2 avril 1986, il fut appelé à remplacer Bernard Bosson, démissionnaire, et fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BIRSINGER Bernard, électrotechnicien et maire de Bobigny, né le 1er septembre 1954 à Paris. Il devint député *PCF* de Seine-Saint-Denis le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Jean-Claude Gayssot, nommé membre du gouvernement.

BLACHE Robert, employé, né le 14 novembre 1898 à Paris XVe, mort en août 1943 dans la Résistance. Fils d'un travailleur socialiste et d'une mère cuisinière de Mgr Chaptal, il fréquenta les patronages catholiques jusqu'à l'âge de seize ans, puis vira de bord et se convertit aux idées marxistes ; il adhéra, en 1923, au *Parti communiste,* participant à *L'Aube sociale,* puis au journal *Forces.* Il devint l'un des agitateurs du *PC* et fut le secrétaire du *Secours Rouge International.* La presse communiste obtint sa collaboration, notamment les *Cahiers du Bolchevisme* et plus tard *L'Humanité* clandestine. Arrêté par les Allemands pour son activité dans la Résistance, il périt en août 1943, au cours des interrogatoires qu'on lui fit subir.

BLANC Christian, président de sociétés, né le 17 mai 1942 à Talence. Cet ancien responsable de l'*UNEF* fut président de la *MNEF* en 1965, séjourna, en 1967, à Cuba chez les guerilleros castristes ; puis le réseau Bloch-Laîné l'introduisit au ministère de l'Equipement. Christian Blanc adhéra au *Parti socialiste* en 1974. Il fut directeur du cabinet (1979-1981) et directeur de la pré-campagne présidentielle de Michel Rocard, directeur, à la Commission des communautés européennes, du cabinet d'Edgar Pisani, et, après avoir été préfet des Hautes-Pyrénées (1983), rejoignit celui-ci en Nouvelle-Calédonie (1984) avec la fonction de secrétaire général du territoire. Préfet du Val-de-Marne en 1985, Christian Blanc fut promu par le Premier ministre Michel Rocard haut-commissaire à Nouméa, y devint le maître d'œuvre de l'accord *RPCR-FLNKS.* Nommé président de la *RATP* (1989), une grave mésentente s'établit entre lui et son ministre de tutelle. A la suite des grèves de 1992, il démissionna et le gouvernement *RPR-UDF* l'investit, au mois de novembre, de la direction d'*Air France.* Une seconde fois en mauvais terme avec son nouveau ministre de tutelle Bernard Pons, mais jouissant de la protection du Premier ministre, Christian Blanc mena là une politique de restructuration que désapprouvèrent les syndicats. Il est l'un des membres les plus remarqués de la *Fondation Saint-Simon.* Il est affilié au *Siècle.*

BLANC Jacques, neuro-psychiatre, ancien ministre, président du Conseil régional du Languedoc-Roussillon et maire de La Canourgue, né le 21 octobre 1939 à Rodez (Aveyron). Elu député de la Lozère le 4 mars 1973, il fut réélu les 12 mars 1978, 14 juin

LA BLANCHE HERMINE

FEDERATION BRETONNE LEGITIMISTE
BP 10307 35703 RENNES CEDEX 7
CCP RENNES 361322 N

N° ISSN 1282-6060
CPPAP N° 0902 P 11248

Bimestriel - le numéro : 12 F - Abonnement 1 an : 70 F

N° 19 Juillet-Août 2000

LE CERCLE LEGITIMISTE

Le mouvement légitimiste suscite bien des interrogations chéz les Français qui redécouvrent la vigueur d'une doctrine qu'ils croyaient disparue avec l'institution monarchique. Les structures de notre mouvement les étonnent également. Habitués à raisonner en terme de "partis" politiques, ils perçoivent mal les rapports qui peuvent lier les différentes organisations légitimistes entre elles. Pour leur répondre à bon escient, il n'est pas inutile de s'arrêter à nouveau sur la forme et les buts de nos associations.

La doctrine légitimiste est intrinsèquement opposée à l'esprit de parti. Il serait incohérent de vouloir mener le combat en vue de rétablir le trône et de travailler, simultanément, pour un mouvement républicain, quel qu'il soit. Naturellement, l'Union des Cercles Légitimistes de France n'est pas un parti. Structure souple et légère, son rôle s'arrête à l'aide et au conseil aux associations adhérentes dont elle assure la coordination. La situation de la Fédération Bretonne Légitimiste est la même au niveau de la Bretagne.

L'élément-clé de notre combat est le cercle.

Le territoire -chacune de nos provinces bretonnes- sur lequel s'exerce son activité, est assez vaste pour qu'on puisse y trouver suffisamment de bonnes volontés capables de s'investir au service du bien commun. Il est assez limité pour que personne ne se trouve empêché de concourir, sous quelque forme que ce soit, aux buts de l'association : faire connaître la monarchie, faire aimer la monarchie.

Faire connaître la monarchie.

Deux siècles de propagande républicaine ont caricaturé la royauté. Notre société est, par ailleurs, fortement imprégnée des trois idéologies révolutionnaires : libéralisme, socialisme et nationalisme. Nous avons bien du mal à nous protéger de celles-ci. Ne collaborons pas, par ignorance, à cette entreprise de subversion. Mais il ne s'agit pas non plus d'idéaliser l'histoire du passé, ce serait rendre un bien mauvais service à la vérité ainsi qu'à la monarchie.

On ne peut faire connaître aux autres que ce que l'on connaît bien soi-même. Il nous faut donc redécouvrir les principes de la légitimité, les fondements d'une société vraiment chrétienne. Il est bon que chaque cercle possède au moins un groupe d'étude, véritable école contre-révolutionnaire.

Faire aimer la monarchie

Mgr le duc d'Anjou l'a rappelé : "*Une monarchie moderne doit asseoir sa tradition historique sur l'adhésion populaire*" (*Le Figaro* N°17013-Samedi 24-Dimanche 25 avril 1999, p. 14). Il nous a demandé également de (prouver) *par l'exemple que nos idées sont les meilleures* (Discours du 23 janvier 2000, *La Gazette Royale* N°82-janvier, février, mars 2000 p. 1).

Le cercle n'est pas le refuge de quelques "bien-pensants", heureux de se lamenter, en bonne compagnie, sur la misère des temps présents. Cette attitude aurait au contraire, n'en doutons-pas, un

Revue bretonne lue dans toute la France par les légitimistes.

1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 25 mai 1997. D'abord *Républicain indépendant*, ensuite *UDF*, il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants*.

BLANCHE HERMINE (La). Organe bimestriel de la *Fédération Bretonne Légitimiste* ; elle a succédé à *L'Hermine*, bulletin interne légitimiste, qui parut de novembre 1957 à mai 1997 (58 numéros) et de *La Blanche Hermine*, dont le N° 1 parut en juillet 1997. Le fondateur, Pierre Coëtquen, et Pierre Bodin, le directeur de la publication, animent la revue avec la collaboration de Roger Berrou, Louis Brékilien, Georges Brujan, Coëtfeal, Sabine Daicamps, Faoudel, Yves-Anne Laurens, Michel de Mauny, Pierre Valancony et Jean Vignerte (BP 10307, 35703 Rennes Cedex 7).

BLANQUART Paul, religieux, ancien maître de conférence, ce théologien français à l'index incarne la théologie de la libération au sein de l'Eglise de France. Il écrit dans le journal d'extrême gauche *Politique Hebdo* et dans la revue chrétienne marxiste *Cité nouvelle*. Proche de Fidel Castro, il participe au congrès de La Havane en janvier 1968, dans le cadre de la *Tricontinentale*. Adhérent de la *Cimade*, il assiste au colloque *Christianisme et Révolution* les 23 et 24 mars 1968. Il crée en 1972 le *Comité de défense des prisonniers politiques en Argentine*. En 1982, il est promu par Jack Lang directeur du *Centre de création industrielle* de Beaubourg. Ce rouge chrétien a collaboré à la rédaction des ouvrages *Le retour des certitudes, Evénements et orthodoxie depuis Vatican II* et *Le Rêve de Compostelle*, dans lequel il signe *Quand l'apologétique se fait au nom d'Auschwitz* et *La Nouvelle Modernité*.

BLAZY Jean-Pierre, professeur et maire de Gonesse (Val-d'Oise), né le 24 novembre 1949 à Gonesse. Il fut élu député *PS* du Val-d'Oise le 1er juin 1997.

BLESSIG Emile, avocat et conseiller général, né le 27 mai 1947 à Saverne (Bas-Rhin). Il fut élu député *UDF* du Bas-Rhin le 14 juin 1998, après la démission d'Adrien Zeller.

BLISKO Serge, médecin et conseiller de Paris, né le 6 janvier 1950 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Il fut, quelques années, l'un des dirigeants de l'*Union des Etudiants Juifs de France*, membre de la *Ligue des Droits de l'Homme* et trésorier de *Socialisme et Judaïsme*. Militant socialiste, il entra à l'Assemblée Nationale comme député de Paris (1983) (en tant que remplaçant de Paul Quilès, nommé membre du gouvernement) et fut élu le 1er juin 1997.

BLOCHE Patrick, directeur commercial et conseiller de Paris, né le 4 juillet 1956 à Neuilly-sur-Seine. Il fut élu député *PS* de Paris le 1er juin 1997.

BLOCH-LAINE François, inspecteur des Finances, né le 25 mars 1912 à Paris. Fils du banquier Frédéric Bloch, il fut, par un décret du 24 octobre 1924 autorisé d'adjoindre à son nom celui de sa femme et fut chargé, à Paris, de la coordination financière auprès du *Comité Français de la Libération Nationale* ; il paraît avoir été l'artisan de l'épuration au sein du ministère des Finances. Sans doute membre de la Synarchie, François Bloch-Laîné dirigea le cabinet de Robert Schumann

(1946), occupa les fonctions de directeur du Trésor (1947), de directeur général de la *Caisse des dépôts et consignations* (1952-1967), de président du *Crédit Lyonnais* (1967-1974). Il refusa deux fois le poste de ministre des Finances que lui proposait De Gaulle, mais administra de nombreuses sociétés dont *Air France, Elf-Aquitaine,* le *Puk,* la *CCF,* la *SNCF,* les *Charbonnages de France,* le *Comptoir des entrepreneurs,* la *Compagnie des wagons-lits.* En 1981 et en 1984, François Bloch-Lainé soutint François Mitterrand, et, en 1990, Michel Rocard le désigna comme médiateur dans une affaire d'expulsion d'immigrés. En 1976, il publia ses mémoires, intitulé *Profession : fonctionnaire.* Il est affilié au *Siècle.*

BLOCH-LAINÉ Jean-Michel, inspecteur des Finances, né le 28 avril 1936 à Boulogne-sur-Seine. Chargé de mission au ministère des Finances en 1970, directeur-adjoint du cabinet du ministre de la Défense nationale Michel Debré de 1970 à 1971, chef du bureau des mouvements de fonds au service des activités financières de la direction du Trésor en 1972, sous-directeur à celle-ci en 1974, cet ancien élève de l'Ecole des Sciences Politiques et de l'Ecole Nationale d'Administration devint ensuite directeur du secteur de la construction au ministère de l'Equipement de 1976 à 1978, puis délégué à l'architecture et à la construction en 1978. En 1979, Jean-Michel Bloch-Lainé présida le *Centre scientifique et technique du bâtiment,* et, de 1980 à 1982, la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques. Promu directeur général des impôts en 1982, la découverte de la fraude fiscale du milliardaire rouge Gaston Doumeng le plaça dans une situation délicate en 1984. Alors, il quitta sa fonction pour entrer à la *Banque Worms,* occupa là les postes de président du directoire et de président du conseil d'administration de 1982 à 1992, et fut huit mois durant (mai-décembre 1992) président-directeur général de la filiale de *Worms,* la *Banque d'Union occidentale.* Jean-Michel Bloch-Lainé assuma aussi la présidence de la *Grande Halle de la Villette* (1990) et du conseil d'administration du *Logement Français* (1991). Tombé en disgrâce à la suite de la catastrophe immobilière de *Worms,* il ne préside plus, depuis 1993, que le conseil de surveillance de la *Caisse française de développement.* C'est un affilié au *Siècle.*

BLUM Roland, avocat, né le 12 juillet 1945 aux Pennes-Mirabeau (Bouches-du-Rhône). Elu député des Bouches-du-Rhône le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

BOCANDÉ Annick, vice-président du Conseil général et maire des Grandes-Ventes, née le 23 avril 1946 à Paris. Elle a été élue sénateur de Seine-Maritime le 24 septembre 1995 et est membre de l'*Union Centriste.*

BOCKEL Jean-Marie, avocat, né le 22 juin 1950 à Strasbourg. Adhérent du *Parti socialiste* depuis 1976, il implanta le *Ceres* en Alsace et occupe, depuis 1977, le poste de secrétaire de la Fédération PS du Bas-Rhin. Jean-Marie Bockel siégea, de 1977 à 1980, au comité central de la *Ligue des Droits de l'Homme.* Elu député du

Haut-Rhin en 1981, il fut, à l'Assemblée nationale, le rapporteur de la loi Quillot, et, en 1982, conseiller régional de Mulhouse. Son échec à l'élection de maire de Mulhouse n'empêcha pas le Premier ministre Laurent Fabius de le nommer, en 1984, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme Michel Crépeau, puis ministre du Commerce et de l'Artisanat (février-mars 1986). Réélu député en 1986 et en 1988, Jean-Marie Bockel devint maire de Mulhouse en 1989 et, faisant la part belle aux *Ecologistes* et au *CDS*, créa, favorable au vote des Immigrés, un conseil municipal associé pour ceux-ci. Quoique membre du groupe parlementaire d'amitié France-Irak, ce chrétien de gauche s'éloigna de Jean-Pierre Chevènement lors de la guerre du Golfe, pour rejoindre *Espace-Socialiste*. Elu au conseil régional d'Alsace (1992), Jean-Marie Bockel en démissionna rapidement. Battu à l'élection législative de 1993 par l'*UDF* Joseph Klifa, il ne conserva la mairie de Mulhouse (1995) qu'avec 54 % des suffrages, vote acquis grâce à l'appui d'un « *front républicain* » hostile au candidat *Front National* Gérard Freulet. J.-M. Bockel est affilié au *Siècle*.

BOCQUET Alain, éducateur spécialisé et maire de Saint-Amand-les-Eaux, né le 6 mai 1946 à Marquillies (Nord). Elu député *PCF* du Nord le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BOIS Jean-Claude, professeur et conseiller général, né le 16 mars 1934 à Lens (Pas-de-Calais). Devenu député *PS* du Pas-de-Calais le 25 juillet 1981, en remplacement d'André Delelis, nommé membre du gouvernement, il fut réélu les 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Sa caisse électorale est alimentée par la *Compagnie générale de chauffe, Lens électricité, SOLEG* et autres grandes firmes « capitalistes ».

BOISSEAU Marie-Thérèse, universitaire, conseillère régionale, née le 25 août 1940 à Talence (Gironde). Appelée à remplacer le 2 avril 1986 Alain Madelin, démissionnaire, elle fut élue député *UDF* d'Ille-et-Vilaine le 28 mars 1993 et fut réélue le 1er juin 1997.

BOISSERIE Daniel, architecte et conseiller général, né le 8 juin 1946 à Saint-Yrieix-la-Perche, dont il est aujourd'hui le maire. Il fut élu député *PS* de la Haute-Vienne le 1er juin 1997.

BOISSONNAT Jean, journaliste, né le 16 janvier 1929 à Paris. Collaborateur du journal *la Croix* à partir de 1954, il fonda en 1967, avec Jean-Louis Servan-Schreiber, le magazine *l'Expansion* et y fut jusqu'en 1986 rédacteur en chef de *la Lettre de l'Expansion*. A compter de 1974, Jean Boissonnat fut chroniqueur économique à *Europe 1*, à *Ouest-France*, à *l'Est Républicain*, au *Midi Libre*, au *Progrès* ; de 1986 à 1988, directeur des rédactions du groupe *Expansion*, de 1988 à 1994 directeur général de celui-ci. Il abandonna la presse en 1994 pour siéger au conseil de la politique monétaire de la *Banque de France*, organisme qui fixe la politique monétaire du pays. Auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation économique, Jean Boissonnat appartint à la Commission nationale de la planification, à la Commission des comptes et des budgets écono-

miques de la nation, au conseil scientifique de l'*Ined*. Il est membre de la Fondation Saint-Simon et est affilié au *Siècle*.

BOLLORÉ Vincent, président de sociétés, né le 1er avril 1952 à Boulogne-sur-Seine. Après avoir été le fondé de pouvoir de la *Banque de l'Union européenne* de 1970 à 1975, celui de la *Compagnie financière Rothschild* de 1976 à 1981, il reprit, pour un franc symbolique, les agonisantes papeteries familiales *Bolloré* (1981) et, président des filiales de celles-ci aux Etats-Unis et au Japon, en fit un groupe d'une puissance considérable. Soutenu par la banque *Rivaud*, détentrice de 40 % des actions de ses innombrables holdings (600), président-directeur général du groupe *Bolloré-technologie* depuis 1984, Vincent Bolloré, qui racheta cette année-là le *SNAC*, *Sofical*, et en 1988 *Rhin et Rhône*, et contrôla les éditions *La Table ronde*, est, entre autres, administrateur de *Didot-Bottin*, de *Job*, de *Burelle SA*, de *Rivaud*, de *Padang*, de l'*Omnium Nord-africain*, de la *Compagnie du Cambodge*, de la *Scofin*, des *Mines de Kali*, des *Machines Bull*, des *Terres-Rouges*, d'*Optorg*. Membre du conseil exécutif du *CNPF*, conseiller de la *Banque de France* depuis 1987, cet homme d'affaires entreprenant occupa également, de 1991 à 1994, le poste de président-directeur général de *Delmas-Vieljeux*, société qu'il acquit pour la fabuleuse somme de 4 milliards. Il est affilié au *Siècle*.

BON Michel, inspecteur des Finances, né le 5 juillet 1943 à Grenoble. Il fut directeur de la campagne électorale que mena Pierre Mendès-France à Grenoble (1968) et trésorier de l'*Institut Pierre Mendès-France*. Entré à l'inspection des Finances (1971), Michel Bon, après avoir été chargé de mission au *Crédit national* (1975-1978), occupa au *Crédit agricole* le poste de directeur des engagements, puis celui de deuxième directeur général adjoint, avant d'assumer la présidence d'*Unicrédit* (1981). N'ayant pu obtenir la direction d'*Unicrédit*, il quitta cette banque pour entrer à *Carrefour*, et y eut successivement les fonctions de directeur général adjoint, de directeur général (1987-1990), de président (juillet 1990). Michel Bon racheta *Euromarché* et *Montlor* en 1991 et devint ainsi le premier distributeur de France, mais les actionnaires de ces sociétés, mécontents de sa gestion, l'évincèrent (août 1992), non sans lui accorder 20 millions d'indemnités ! Administrateur de la société des lecteurs du *Monde*, il fut chargé, à la fin de 1992, d'élaborer un projet relatif à la création d'un nouveau quotidien qu'auraient soutenu *le Monde* et trois éditeurs européens. Le projet n'aboutit pas. Michel Bon dirigea l'*Agence Nationale pour l'Emploi* (août 1993), présida *France-Télécom* (septembre 1995). Il préside aujourd'hui *Transparency International France*, une association dont *l'objectif réside à combattre la corruption* (*sic*). Il est affilié au *Siècle*.

BONHOMME PICARD (Le). Hebdomadaire dirigé par Gilles Mével (B.P. 43, 60210 Grandvilliers).

BONNARD Abel, de l'Académie française, ministre de l'Etat français établi à Vichy (voir : *Sigmaringen*).

BONNET Christian, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée natio-

nale (élu le 2 janvier 1956 et réélu les 23 novembre 1958, 25 novembre 1962, 5 mars 1967, 23 juin 1968, 4 mars 1973, 12 mars 1978 et 14 juin 1981), conseiller général et adjoint au maire de Carnac, né le 14 juin 1921 à Paris. Elu sénateur du Morbihan le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants*. C'est lui qui, au micro de *RTL*, le 2 mai 1982, traita Badinter de *« reflet de la moisissure d'une certaine société parisienne »*, ce qui lui valut le ressentiment de toute une fraction de la gauche. Il est affilié au *Siècle*.

BONO Maxime, maire de La Rochelle, né le 1er novembre 1947 à Alger. Il fut élu le 1er juin 1997 et devint député *PS* de Charente-Maritime le 30 mars 1999, suite au décès de Michel Crépeau, radical de gauche et ancien affilié de la Trilatérale.

BONREPAUX Augustin, professeur, conseiller général et maire d'Ax-les-Thermes (Ariège), né le 11 août 1936 à Perles-et-Castelet (Ariège). Elu député *PS* de l'Ariège le 14 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BORDE Jacques, journaliste (voir *Dualpha*).

BORDES Armonia, militante politique, née à Toulouse (Haute-Garonne) le 3 mai 1945. Séduite par le trotskisme, elle rallia *Lutte Ouvrière* et se fit élire députée européenne en 1999 sur la liste d'Arlette Laguiller.

BORDIOT Jacques, de son vrai nom : **Jean COSTES,** né le 15 août 1900 à Agen, mort le 3 avril 1983 à Nancray-sur-Rimarde. Reçu à l'Ecole Navale, il fut officier canonnier — lieutenant de vaisseau — et bourlingua à travers mers et océans, principalement en Extrême-Orient, pendant des années. Resté fidèle au maréchal Pétain et ayant participé à la propagande faite en sa faveur, il connut les rigueurs de l'épuration. En 1951, il entra à *l'Echo de la Presse* de Noël Jacquemart, où il retrouve son ami Henry Coston, puis il fut rédacteur à *la Vie des Métiers* et il prit sa retraite de journaliste étant rédacteur en chef de *l'Equipement mécanique*. Désormais libéré de certaines contraintes, il écrivit les éditoriaux de la revue de son ami Coston, *Lectures Françaises*, et restera le collaborateur de la revue jusqu'à sa disparition en 1983. Entretemps, il écrivit un roman et plusieurs livres sur les sociétés politico-financières et les dessous des cartes.

BOREL André, chef de groupe de vérificateurs-payeurs au CEA et maire de Pertuis, né le 5 juillet 1935 à Oppède (Vaucluse). Elu député *PS* du Vaucluse le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 par Yves Rousset-Rouard, bien que bénéficiant de l'appui financier (176 000 F) de plusieurs grandes firmes (*SAUR Bouygues, Promodes, Staneco, EEUR, Société de distribution de Chaleur*, etc.).

BORLOO Jean-Louis, avocat et maire de Valenciennes, né le 7 avril 1951 à Paris. Il fut élu député apparenté à l'*UDF* du Nord le 28 mars 1993 et réélu le 1er juin 1997.

BOROTRA Didier, président de l'Association Nationale des Maires des

Stations classées et communes touristiques, maire *CDS* de Biarritz, né le 30 août 1937 à Nantes (Loire-Atlantique). Frère de Franck Borotra, également élu (*RPR*) et neveu de Jean Borotra, ex-champion de tennis (commissaire général à la Jeunesse et aux Sports du maréchal Pétain). Il a été élu sénateur des Pyrénées-Atlantiques le 27 septembre 1992 et est membre de l'*Union Centriste*.

BOROTRA Franck, ingénieur, ancien ministre, président du Conseil général, né le 30 août 1937 à Nantes (Loire-Atlantique). Elu député *RPR* des Yvelines le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993, 26 février 1996 et 1er juin 1997.

BORVO Nicole, attachée principale d'administration, née le 8 décembre 1945 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elle a été élue sénateur de Paris le 24 septembre 1995 et est membre du groupe *Communiste Républicain et Citoyen*.

BOSSON Bernard, avocat, né le 25 février 1948 à Annecy. Conseiller général *Centre démocrate* en 1979, cet ancien militant de la *JEC* devint, en 1983, conseiller régional et succéda à son père, maire d'Annecy, puis fut élu député en 1986, année qui le vit, peu de temps, secrétaire d'Etat aux Collectivités locales, ainsi que ministre des Affaires européennes. A ce dernier titre, il ratifia l'*Acte unique européen*. Bernard Bosson, réélu député en 1988, adhéra au mouvement des *Rénovateurs* en 1993, occupa, en 1991, le poste de secrétaire général du *CDS*. Le Premier ministre Edouard Balladur le nomma ministre de l'Equipement, des Transports et du Tourisme (1993-1995). Il est affilié au *Siècle*.

BOTHOREL Jean, journaliste, né le 12 mai 1940 à Plouviers (Côtes-du-Nord). Il débuta à vingt-cinq ans dans la presse par un article dans *Bretagne Magazine*. Puis il entra à *l'Expansion, la Vie catholique, le Matin, le Figaro* et *la Revue des deux mondes* où il fut éditorialiste et rédacteur en chef. Il quitta la presse en 1996 après la sortie de son pamphlet *Le bal des vautours* qui fit beaucoup jaser. Il n'a jamais milité dans un parti, à l'exception du *Front de Libération de la Bretagne*, engagement qui lui valut d'être emprisonné du 3 janvier 1969 jusqu'au 13 juillet de la même année (grâce Pompidou du 14 juillet 1969). Même dans ses éditoriaux du *Matin* (gauche) et du *Figaro* (droite), il est resté un homme libre, un peu « anar » sur les bords, au dire d'un confrère.

BOUCHER Jean, ingénieur horticole, né en 1915 à Paris. Il a fondé en 1961 l'*Association Française d'Agriculture Biologique* et a travaillé avec Raoul Lemaire, qui mit au point les blés de force, travailla à la découverte d'une algue minéralisée, aux propriétés anti-infectieuses et stimulantes. *Une véritable agriculture biologique* est l'ouvrage dans lequel il relate l'ensemble de son travail.

BOUCHERON Jean-Michel, assistant d'université et conseiller général, né le 6 mars 1948 au Havre (Seine-Maritime). Elu député *PS* d'Ille-et-Vilaine le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BOUCHET Christian, professeur (voir *Résistance !*).

BOUCHET Hubert, syndicaliste, né le 27 août 1944 à Derval (Loire-Atlantique). Secrétaire général de l'Union des cadres et ingénieurs de *Force Ouvrière,* il siège au Conseil Economique et Social.

BOUDJENAH Yasmine, militante du mouvement ouvrier, née le 21 décembre 1970 à Paris où ses parents, venus d'Afrique du Nord, s'étaient installés. Le *Parti communiste français* la fit figurer sur sa liste aux élections européennes de 1999 et elle fut élue députée.

BOUDOT René, sidérurgiste, puis cheminot, né le 6 juin 1907 à Longuyon (Meurthe-et-Moselle), décédé en juin 1990. Ce « chrétien social » s'est retrouvé homme de gauche à la fin de sa vie. Il commença par la fréquentation d'un cercle de l'*ACJF,* vira à la *JOC* et aboutit à la *CGT* en passant par le *MPF,* la *CFTC,* le *PSU* et le *PS.* Il laissa, à sa mort, une importante bibliothèque et un fonds d'archives considérable sur le mouvement ouvrier. Jean-Marie Moine lui a consacré un livre passionnant : *Le feu sacré : René Boudot.*

BOUDOURESQUE Bernard, ecclésiastique. Ce prêtre de la Mission de France, chercheur au CNRS est un ex-membre du *FLN.* C'est dans son appartement de la rue Saint-Jacques que Davezies recevait (septembre 1956) *Les Lettres d'un rappelé.* Ce dernier ayant fait sortir du pays les terroristes auteurs de la tentative d'assassinat de Jacques Soustelle le 15 septembre 1958, Boudouresque tombe le 13 octobre aux mains de la police. Adhérent du *Réseau Curiel,* il côtoie la tendance « nouvelle gauche ». Ancien membre du réseau Jeanson, il milita aussi pour le *Mouvement de la Paix* et participa au comité d'*Article 31.* Selon *Golias* n° 21, ce chrétien de gauche est l'auteur des textes *La Paix autrement* — auquel ont collaboré les évêques français Herbelot, Gaillot, Le Crosnier et Rémond — et *Lutter autrement, pour une action non violente, respectueuse et efficace* qui, selon l'évêque aux armées Mgr Dubost, souffre de « débilité » ; il participa à la rédaction des fiches de *Planète Mission.*

BOUE René, dirigeant d'association, né le 2 août 1941 à Valence-d'Agen (Tarn-et-Garonne). Secrétaire général de la *Confédération syndicale des familles,* il siège au Conseil Economique et Social.

BOULARD Jean-Claude, conseiller d'Etat et conseiller général, né le 28 mars 1943 à Nantes (Loire-Atlantique). Elu député *PS* de la Sarthe le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997. En 1993, il avait été battu par le maire gaulliste de Marolles, Pierre Garcher, malgré l'aide financière « capitaliste » accordée à ce « socialiste en peau de lapin » (notamment de la *Générale de Transport et d'Industrie,* de l'*Omnium traitement et valorisation,* de la *Société mancelle de distribution de chaleur,* etc : 100 000 F) pour sa campagne électorale.

BOULAUD Didier, instituteur, maire de Nevers, né le 4 septembre 1950 à Yzeure (Allier). Elu le 28 mars 1993, il devint député *PS* de la Nièvre le 3 mai 1993, suite au suicide de Pierre Bérégovoy, et fut réélu le 1er juin 1997.

BOULIN Philippe, président de sociétés, né le 27 juin 1925 à Neuilly.

Administrateur général de *Creusot-Loire* en 1978, puis président-directeur général de cette société en 1982, Philippe Boulin fut aussi président de *Merlin-Gérin*, de *Jeumont-Schneider*, de *Framatone*, administrateur de *Shell*, de la *Compagnie générale des Eaux*, d'*Havas*. Devenu, en 1985, président de la compagnie financière *Montenay* et de la société homonyme, il présida de même l'*Ipecode*, le *Rexeco*, l'*Association française de normalisation*. Depuis 1993, Philippe Boulin est président du *Groupe général des Eaux* (*Pica*). Il est affilié au *Siècle*.

BOULOGNE Edouard, enseignant, né le 25 avril 1942 à Pointe-à-Pitre, au sein d'une famille installée en Guadeloupe au XVIIe siècle. Professeur de philosophie, il est entré dans la presse en 1958, comme rédacteur de *l'Avenir de la Guadeloupe*. Il est, aujourd'hui, directeur de la revue *Guadeloupe 2000 Magazine*. Il est l'auteur d'une thèse sur Charles Maurras et, plus récemment, d'un livre : *France, garde-nous*, « le cri de l'Outre-mer français ». Membre de la *CFTC*, il a présidé le *Syndicat guadeloupéen de l'enseignement privé*.

BOUMEDIENE-THIERY Alma, militante écologiste, née le 24 juillet 1956 à Argenteuil. En 1999, elle fut élue députée européenne sur la liste des *Verts*.

BOURDIN Joël, professeur d'université, vice-président du Conseil général et maire de Bernay, né le 25 janvier 1938 à La Barre-en-Ouche (Eure). Elu sénateur de l'Eure le 24 septembre 1989, il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants*.

BOURGES Hervé, journaliste, né le 2 mai 1933 à Rennes. De 1955 à 1959, rédacteur à *Témoignage Chrétien*, de 1961 à 1962, rédacteur en chef de cet hebdomadaire, il fut également, durant ces années, chargé de mission auprès du Garde des Sceaux Edmond Michelet, et, à l'initiative de son ministre, protégea les fellaghas qu'en raison de leurs actes terroristes la mort menaçait. Après l'indépendance de l'Algérie, ce « porteur de valises » du réseau Jeanson, prenant la nationalité algérienne, devint tour à tour, en Algérie, conseiller du président Ben Bella, directeur de la Jeunesse et de l'Education populaire, conseiller, sous Boumediene, du ministre de l'Economie puis de l'Information Bachir Boumaza, du ministre de la Justice Hadj Smaïn. Revenu en France (1967), Hervé Bourges obtint une chaire de maître-assistant à Paris-II, et fut directeur du département d'études sur l'information dans le Tiers-Monde à l'*Institut français de presse* de 1968 à 1976, dirigea néanmoins l'*Ecole supérieure* de Yaoundé (Cameroun) de 1970 à 1976. Directeur de l'*Ecole supérieure de journalisme* à Lille (1996-1980), il noua des liens d'amitié avec Pierre Mauroy, le maire de cette ville, fut en 1980, le porte-parole du directeur général de l'*UNESCO* Amadou Mahtar M'Bow, et prôna le Nouvel Ordre Mondial de l'Information (*NOM*) inspiré de l'idéologie marxisto-tiers-mondiste. Hervé Bourges fut promu par Michèle Cotta directeur de *Radio-France-Internationale* (1983), assuma ensuite (nanti d'un salaire de 42 000 F mensuel) le poste de président-directeur général de *TF1* où il réorganisa l'équipe rédactionnnelle selon l'optique gauchiste. Dans la crainte d'être soupçonné d'esprit partisan, Jacques Chirac

ne le destitua pas (1986-1987). Cependant, *TF1* privatisée, concédée à Francis Bouygues, Hervé Bourges quitta la place pour créer la société *Media Connection International* avant de présider *Canal Plus Afrique* et, aux côtés de Gilbert Gross et de Robert Maxwell, la *Cipac*. Lorsque la gauche eut de nouveau le pouvoir, il fut directeur de *RMC* (novembre 1988), président-directeur général de la *Sofirad* (1989), président-directeur général de *France-Télévision* (1990-1993), ambassadeur délégué permanent de la France à l'*UNESCO*, et, avec la bénédiction de la droite, président du *Conseil supérieur de l'Audiovisuel*. Il est affilié au *Siècle*.

BOURG-BROC Bruno, professeur et maire de Châlons-en-Champagne (Marne), né le 25 février 1945 dans cette localité. Il fut élu député *RPR* de la Marne le 17 janvier 1982, en remplacement d'Annette Chépy-Léger, qui avait été proclamée élue le 21 juin 1981 mais dont l'élection avait été annulée par décision du Conseil constitutionnel du 3 décembre 1981. Il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1993 et 1er juin 1997.

BOURGÈS-MAUNOURY Maurice, administrateur de sociétés, né le 19 août 1914 à Luisant. Préfet de Bordeaux à la Libération et député radical de Haute-Garonne de 1946 à 1958, Maurice Bourgès-Maunoury fut successivement secrétaire d'Etat au Budget en 1947, à la Guerre en 1948, aux Travaux publics en 1950, à la Défense en 1951, à l'Armement et aux Finances en 1953, à l'Industrie en 1954, aux Forces Armées en 1955, à l'Intérieur en 1955, une seconde fois à la Défense en 1956. Il présida le conseil des ministres de juin à novembre 1957, occupa le poste de ministre de l'Intérieur la même année. Conseiller général de Montastruc de 1949 à 1973, maire de Bessières jusqu'en 1971, Maurice Bourgès-Maunoury administra, outre de multiples sociétés, *la Dépêche du Midi, le Petit Toulousain,* fut président-directeur général des *Mines de Kali-Sainte-Thérèse* et de la *Société industrielle et financière de l'Artois*. Il est membre de l'*Association France-Israël* et affilié au *Siècle*.

BOURGOIS Christian, éditeur, né le 21 septembre 1933 à Antibes. Administrateur directeur général des *Editions Julliard* en 1965, il est directeur général des *Editions Christian Bourgois* depuis la fondation de celles-ci en 1966, président-directeur général de *Christian Bourgois Productions* depuis 1988 et président de la *Société civile de l'édition littéraire française*. Christian Bourgois présida la *Commission d'avances sur recettes du cinéma* de 1984 à 1986, dirigea la collection *10/18, Perrin, Julliard* à partir de 1989, administra les *Presses de la Cité* à partir de 1990. C'est un affilié au *Siècle*.

BOURGOIS Jean-Manuel, éditeur, frère du précédent, né le 25 mars 1939 à Antibes. Il créa les éditions *Ediscience* en 1967, et les vendit, en 1970, au groupe *Mac Graw-Hill,* mais resta leur président-directeur général. Jean-Manuel Bourgois fut administrateur directeur général (1974-1977), puis président (1977) de *Bordas,* président du *Syndicat national de l'édition* (1982-1985), directeur général du *Groupe de la Cité* et président des *Presses de la Cité* (*Julliard, Plon, Perrin, Christian Bourgois, Presses Pocket, Solar,* etc.)

(1988), président de *Bordas-Dunod-Dalloz* (1989). Les mauvais résultats gestionnaires et des restructurations le contraignirent à quitter ses fonctions au sein du *Groupe de la Cité* fin 1991. Au mois de juillet 1992, il prit la vice-présidence du groupe *Masson* et la direction générale de *Belfond*, le groupe de Marc Ladreit de Lacharrière. Jean-Manuel Bourgois est l'administrateur délégué de *la Revue des Deux Mondes*, qui appartient au groupe nommé précédemment. Il fut quelque temps le « patron » à *Valeurs actuelles* et de *Spectacles du monde*. Il est affilié au *Siècle*.

BOURGUIGNON Pierre, sociologue-urbaniste et maire de Sotteville-lès-Rouen, né le 6 février 1942 à Rouen (Seine-Maritime). Elu député *PS* de Seine-Maritime le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

BOURHIS Stéphane, né le 10 juin 1969 à Strasbourg. Militant national dès 1985, il participa à la fondation du syndicat étudiant *Espace nouveau Jeunes* ; il fut élu au *CA* et au *CEVU* de l'Union des Sciences Humaines de Strasbourg. Il fut nommé secrétaire départemental adjoint du *Front National de la Jeunesse* (*FNJ*) en 1991. L'année suivante, il fonda avec des amis le *Renouveau Etudiant Strasbourg* et devint membre de sa direction nationale dont Michel Murat est le président. Le *FNJ 67* du département du Bas-Rhin est sous sa direction (secrétaire général adjoint) de 1995 à 1998 ; il était également membre du Comité central du *FN* depuis 1997, mais il est suspendu en décembre 1998 et exclu en février 1999. Entre-temps, il a rejoint le *MNR* dont il connaît bien le président (il sera candidat sur cette liste aux Européennes de juin 1999). Il est, enfin, conseiller régional d'Alsace et conseiller municipal de Strasbourg, ainsi que secrétaire général de l'*Amicale des anciens et amis du Renouveau Etudiant*, dénommé aussi *Aurore*.

BOURIEZ Philippe, ingénieur des manufactures de l'Etat, né le 11 août 1933 à Nancy. De 1961 à 1965 attaché de direction du groupe *Prouvost* à Roubaix, il fut ensuite administrateur directeur adjoint (1965), puis président-directeur général des établissements *Mielle*. Aujourd'hui, Philippe Bouriez est, depuis 1969, président-directeur général des hypermarchés *Cora*, depuis 1975 président du groupe homonyme, depuis 1981 président du groupe *Révillon*, depuis 1983 président de la banque homonyme. A la tête, pour 98 %, d'un groupe familial, son chiffre d'affaires approcherait les 60 milliards, et sa fortune s'élèverait à 6 milliards. Ce groupe, où siège aussi son frère Michel, directeur des hypermarchés *Cora* et président de la *CCI* de Lorraine, rassemble, entre autres, les jardineries *Truffaut*, les parfums *Caron*, les cosmétiques *Ingrid Millet*, les *Editions Mondiales* (*Nous-Deux*, *Intimité*, *Modes et Travaux*, *Auto-Plus*, etc.), les pétroles *Distridis*, les productions de films *Rev Com* (TV) et *Ariane*. En outre, depuis 1991 Philippe Bouriez administre le quotidien régional *Est Républicain* et *Otis-Europe*. Il est affilié au *Siècle*.

BOURILLON Claude, économiste et directeur de banque, né le 26 octobre 1921 à Bordeaux. Docteur en droit et avocat à la Cour d'appel de Bordeaux, il a, à partir de 1945, assuré la défense de nombreuses victimes de l'Epuration.

Ayant commencé sa carrière à la *Banque de France,* il s'est tourné alors, en 1954, vers le milieu bancaire à Paris. Conseiller économique du *Crédit du Nord,* il a assuré, en tant que représentant de la direction générale, l'information économique et bancaire des directeurs de la banque et de sa clientèle. Secrétaire général de la *Société d'Economie Politique,* doyenne des sociétés savantes de France (1975-1985) ; chroniqueur économique et financier de la revue des *Deux-Mondes* ; professeur à la faculté libre d'*Economie et de Droit* à Paris ; administrateur du *Cercle Renaissance* (Michel de Rostolan), il a fondé en 1981, le prix de l'Economie. Le *Cercle des Hommes Libres,* créé par l'amiral Auphan, l'a désigné, en 1982, comme président. Claude Bourillon a animé ce Cercle, qui comptait parmi ses membres, Jean-Marie Le Pen, François Brigneau, et bien d'autres noms connus de la droite nationale, jusqu'en juin 1998, soit quelques mois avant la scission qui s'est produite, au sein du *Front National.*

BOURLANGES Jean-Louis, Paul, Aymé, magistrat à la Cour des comptes, né le 13 juillet 1946 à Neuilly-sur-Seine, fils de l'ingénieur Paul Bourlanges, marié à la journaliste Angeline Arrighi. Après le Capes, il fut agrégé et enseigna dans divers établissements parisiens. Sorti de l'*ENA* en 1979, il fut auditeur (1979), conseiller référendaire (depuis 1983) à la Cour des comptes, conseiller technique auprès du secrétaire général de la Ville de Paris (1984), conseiller municipal de Dieppe (1983). Ce gaulliste actif devint un membre du comité central du Rassemblement pour la République (1984), conseiller régional de Haute-Normandie (1986-1988), élu le 18 juin 1989 au Parlement européen, réélu le 12 juin 1994 et le 13 juin 1999, président de la section française du Mouvement européen (depuis 1995). Auteur de : *Droite, année zéro* (1988), *le Diable est-il européen ?* (1992).

BOURQUIN Christian, ingénieur des collectivités locales, président du Conseil général et maire de Millas, né le 7 octobre 1954 à Saint-Féliu-d'Amont (Pyrénées-Orientales). Il fut élu député *PS* des Pyrénées-Orientales le 1er juin 1997.

BOUSQUET Danielle, proviseur, née le 10 mai 1945 à Plouec-sur-Lie (Côtes d'Armor). Elle fut élue député *PS* des Côtes d'Armor le 1er juin 1997.

BOUTIN Christine, journaliste et conseillère générale, née le 6 février 1944 à Levroux (Indre). Elue député des Yvelines le 16 mars 1986, en tant qu'apparentée au groupe *UDF,* elle fut réélue les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Ses interventions courageuses sont souvent peu appréciées par ses collègues de la droite libérale. Mais sa popularité lui permet de battre ses adversaires, notamment socialistes. La caisse de son parti s'est toujours montrée pingre à son endroit et il lui faut tirer les cordons de sonnette pour réunir les fonds de sa campagne électorale. (*Auchan* et les *Docks de France* l'ont aidée en 1993.)

BOUTON Daniel, inspecteur des Finances et banquier, né le 10 avril 1950 à Paris. Il fut chargé de mission au service de l'inspection générale des Finances (1976-1977), secrétaire du bureau de l'association des membres de celle-ci, et administrateur, trésorier-

Bien que résolument de gauche le paysan *José Bové* est, aux yeux de beaucoup de Français de droite, l'incarnation du citoyen anti-Système.

administrateur (1979), puis trésorier (1982-1983) de l'*Association des anciens de l'ENA*. Ces activités ne l'empêchèrent pas, dans le même temps, d'être chargé de mission à la direction du budget, au ministère de l'Economie et des Finances (1977), au ministère du Budget (1977-1979), ni d'être conseiller technique au cabinet du ministre du Budget, Maurice Papon (1980-1981). Après avoir occupé divers postes au ministère du Budget, Daniel Bouton en devint le sous-directeur au mois de juillet 1984, et, la Droite revenue au pouvoir, le Premier ministre Alain Juppé le prit pour directeur de cabinet, fonction qu'il occupa jusqu'en 1988, année où Jacques Chirac lui confia la direction du Budget. Maintenu à ce poste par le Premier ministre socialiste Michel Rocard jusqu'en 1991, Daniel Bouton y boucla trois lois de finance. Après avoir quitté le Budget, il fut directeur à la présidence, membre du comité financier et du comité de soutien de la *Société Générale*, et, à partir de 1993, directeur général de cette banque. Son épouse, Michèle, est directeur-adjoint de la *Banque Lazard*. Elle assure les contacts avec la Bourse. Il est, lui, affilié au *Siècle*.

BOUVARD Loïc, conseiller en management, né le 20 janvier 1929 à Tours (Indre-et-Loire). Elu député *UDF* du Morbihan le 11 mars 1973, il fut réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

BOUVARD Michel, chargé de mission et conseiller général, né le 17 mars 1955 à Argenteuil (Val-d'Oise). Elu député *RPR* de Savoie le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Il avait triomphé en 1993 du socialiste Roger Rinchet, grâce aux subsides fournis à sa caisse électorale par le *RPR* (199 000 F) et des sociétés (*Chiron, L. Grosse, Patriarache, Foray, Radiani, Servolez, Cafés Folliet,* etc.), qui lui versèrent 222 000 F. Les compétitions électorales sont souvent affaires de « gros sous »...

BOUZINAC Roger, journaliste, né le 28 juillet 1920 à Albi. Tout en étant avocat stagiaire, il commença sa carrière journalistique à *Nice-Matin* (1946), et fut attaché parlementaire (1950), puis conseiller au ministère de l'Education nationale. Membre de plusieurs cabinets ministériels sous la IVe République, Roger Bouzinac présida le *Syndicat National de la Presse quotidienne régionale* et la *Confédération de la presse française* de 1957 à 1978, fut président-directeur général de l'*Agence France Presse* de 1978 à 1980, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés de 1986 à 1989. Probablement est-il franc-maçon. Il est, en tout cas, affilié au *Siècle*.

BOYER André, médecin radiologue et conseiller général, né le 14 mai 1931 à Bretenoux (Lot). Devenu sénateur du Lot le 13 juin 1988, en remplacement de Maurice Faure (nommé membre du gouvernement) puis membre du Conseil Constitutionnel, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

BOYER Yolande, enseignante et conseiller régional de Bretagne, maire de Châteaulin, née le 19 novembre 1950 à Toulouse (Haute-Garonne). Elle a été élue sénateur du Finistère le

27 septembre 1998 et est membre du groupe *socialiste.*

BRAC DE LA PERRIÈRE Gilles, inspecteur des Finances, né le 1er avril 1927 à Lyon. D'abord conseiller technique de Pierre Guillaumat, puis de Michel Debré (1958-1959), il fut chargé de mission au Commissariat général au Plan, directeur financier de *Rhône-Poulenc* de 1970 à 1974, président-directeur général de la *Société lyonnaise de dépôts et de crédits industriels* de 1977 à 1982, président de la *Sofaris* de 1982 à 1985. Gilles Brac de La Perrière occupa également, de 1982 à 1992, les postes de président-directeur général de la *Banque privée de gestion financière* (future *Banque Pallas-Stern*) et de président de la *Banque Pallas-Suisse.* Depuis 1992, il est président d'*Indépendance & Expansion* et d'*Evaldis.* Ce licencié en droit, diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques est ou fut administrateur de la *Seb,* de *Gerland,* de *Thomson,* de *Cyba-Ceigy,* de *Novalys,* de *Nina Ricci,* de *GLP Conseil,* d'*Instinct,* etc. Il est affilié au *Siècle.*

BRAIBANT Guy, conseiller d'Etat, né le 5 septembre 1927 à Paris. Fils de Charles Braibant qui dirigea les *Archives de France* et collabora au journal *l'Humanité,* il fut auditeur de 2e classe au conseil d'Etat (1953), commissaire du gouvernement (1958), maître des Requêtes (1960), commissaire du gouvernement près du Tribunal des Conflits (1969-1975), secrétaire général (1966), puis directeur général (1979-1981), et président (1992) de l'*Institut international des sciences administratives.* Militant communiste, ami de Henri Curiel le fondateur du *Parti communiste égyptien,* il écrivit, sous le pseudonyme de Perceval, dans *Economie et Société* et rédigea une grande partie du projet de la *Déclaration des Libertés* du *PCF.* Chargé de mission auprès du ministre des Transports, le communiste Charles Fitterman, Guy Braibant assura la liaison entre les quatre militants du *PCF* membres du gouvernement et recruta, pour l'administration, de hauts fonctionnaires communistes tels Claude Quin (*RATP*) ou Jacques Roux (*Santé*). N'ayant pu obtenir de prendre en main la section du contentieux du conseil d'Etat, il y présida la section des rapports et des études jusqu'en 1992. Depuis le mois de décembre 1994, Charles Braibant occupe le poste de vice-président du *Conseil supérieur des archives.* Avec Marceau Long, il co-signa *les Grands arrêts de la jurisprudence administrative, bréviaire des étudiants en droit public,* et, avec le ministre socialiste Nicole Questiaux, *les Contrôles de l'administration et la protection des citoyens.* Il est affilié au *Siècle.*

BRAINE Jean-Pierre, instituteur et conseiller général, maire de Saint-Just-en-Chaussée, né le 14 novembre 1938 à Wavignies (Oise). Elu député *PS* de l'Oise le 21 juin 1981, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BRANA Pierre, ingénieur EDF-GDF, conseiller général et maire d'Eysines, né le 28 mai 1933 à Bordeaux (Gironde). Elu député *PS* de la Gironde le 12 juin 1988, il fut battu, en 1993, par le centriste *UDF* Xavier Pintat, mais il prit sa revanche le 1er juin 1997, et fut élu.

BRANGER Jean-Guy, professeur, ancien membre de l'Assemblée nationale

L'EPERVIER

Printemps 2000 - N°5 - Prix: 20 francs

Robert Brasillach

La Démocratie

Le Satanisme

Michel Lajoye

RUBRIQUES

Notre Clan
Portrait d'un Nationaliste
Combat Musical
Connaissez-vous?
Lectures Dangereuses
Souvenirs Effacés
C'est arrivé près de chez vous!
C'est la Faute à Pas d'Chance
Réflexions
Courrier des Lecteurs
Doctrine Religieuse

«Nous sommes sûrs, nous, que la République est agonisante, et qu'il faut qu'elle meure. Le peuple de France n'a rien à voir avec des cadavres depuis longtemps pourris par la vérole.» — Robert Brasillach

Outre les « *Amis de Robert Brasillach* » le poète nationaliste fusillé compte des admirateurs dans divers secteurs de la vie politique. Témoin : *L'Epervier*.

Robert Brasillach et son futur beau-frère Maurice Bardèche.

(élu le 11 mars 1973 et réélu les 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 28 mars 1993), vice-président du Conseil général et maire de Surgères, né le 15 avril 1935 à Cabariot (Charente-Maritime). Il a été élu sénateur de la Charente-Maritime le 27 septembre 1998 ; il est inscrit à l'*Union Centriste*.

BRANQUART Jean-Claude, journaliste, né le 2 avril 1952 à Cairon-Saint-Martin. Il débuta dans la presse en 1975 à *la Croix du Nord,* puis collabora aux *Echos* et à *l'Express.* Il dirige l'hebdomadaire *Autrement dit,* qu'il a fondé en 1993.

BRAOUEZEC Patrick, instituteur et maire de Saint-Denis, né le 11 décembre 1950 à Paris. Elu député *PCF* de Seine-Saint-Denis le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Dès 1993, il avait bénéficié des voix des libéraux et des centristes au second tour pour faire échec au *FN* Franck Timmermans. Pierre Braouezec, qui se disait « anticapitaliste », avait été copieusement « arrosé » par les « capitalistes » dès 1993 ; 417 000 F déversés par : *Suburbaine, Chaynes, Alliance entreprise, SOGETRAV, Ralite, Forclum* et une dizaine d'autres « gros », qui flirtent avec le *PCF.*

BRARD Jean-Pierre, instituteur et maire de Montreuil, né le 7 février 1948 à Flers (Orne). Cet ancien militant des *Jeunesses Communistes* est maire de Montreuil depuis 1984. Devenu conseiller régional d'Ile-de-France en 1986, il a été élu député de Seine-Saint-Denis le 12 juin 1988 (apparenté au groupe *communiste*) ; il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Ses démêlés avec la direction du *PCF* l'ont conduit à créer *Alliance Communiste* en septembre 1991 pour regrouper les militants opposés au *comportement sclérosé et sectaire* de la direction du parti. Pour le même motif, il a rejoint les camarades de *Confrontation.*

BRARD Lionel, avocat, né le 24 février 1952 à Meknès (Maroc). Désigné en conseil des ministre, il siège au Conseil Economique et Social.

BRASILLACH (Association des Amis de Robert). Présidée par Philippe Junod (case postale 3763, CH-1211 Genève 3, Suisse), cette association d'admirateurs du poète nationaliste fusillé le 6 février 1945, publie un bulletin (et un important cahier annuel), depuis sa création au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

BREDIN Frédérique, inspecteur des Finances, née le 2 novembre 1956 à Paris. Elle fut chargée par le ministre de la Culture Jack Lang d'une mission sur les industries culturelles (1984), puis devint le conseiller de celui-ci pour le cinéma (1984-1986), et s'occupa ensuite des affaires culturelles à la présidence de la République. Député de la Seine-Maritime (1988), Frédérique Bredin, que protégeait François Mitterrand, fut élue maire de Fécamp (1989) et assuma la fonction de ministre de la Jeunesse et des Sports (mai 1991). Elle fut réélue à l'Assemblée Nationale (décembre 1995), après y avoir perdu son siège en 1993. Député européen, Frédérique Bredin quitta le parlement de Strasbourg, à la demande de Lionel Jospin. Elle est membre du comité directeur et du bureau exécutif du *Parti socialiste* depuis 1991, et secrétaire national-adjoint à

l'audio-visuel. Elle est une rare femme affiliée au *Siècle*.

BREDIN Jean-Denis, avocat, père de la précédente, né le 19 novembre 1929 à Paris. Par sa mère, née **HIRSCH,** il appartient à la famille des éditeurs Hirsch-Ollendorf. Conseiller technique à la direction générale des enseignements supérieurs (1968-1969), ce beau-fils du bâtonnier Jean Lemaire, l'un des avocats du maréchal Pétain, professa le droit à Rennes, à Lille, et, de 1971 à 1973, à Dauphine. Membre du *Nouveau Contrat social,* il soutint François Mitterrand lors des élections présidentielles de 1974 et de 1981, fut vice-président du *Mouvement des radicaux de gauche* de 1976 à 1980. Jean-Denis Bredin dirigea plusieurs missions officielles ou y figura (commission Moinot, commission sur la réforme du cinéma, mission sur l'audio-visuel, etc.). Il collabora régulièrement au *Nouvel Observateur,* publia divers ouvrages et fut élu à l'Académie Française en 1989. Il est affilié au *Siècle*.

BRÉGOU Christian, éditeur, né le 19 novembre 1941 à Neuilly-sur-Seine. Entré à l'*Agence Havas* (1969), il y fut adjoint du directeur financier, directeur financier (1971), directeur général de la société touristique *Havas-PLM* (1974). Protégé de Jacques Douce, la grande figure d'*Havas,* et d'Ambroise Roux, le fondateur du *Groupe de la Cité* avec *CEP,* Christian Brégou devint administrateur-directeur général d'*Usine Participation* (future *CEP,* 1976) en 1975, avant d'être vice-président-délégué puis président-directeur général de la *Compagnie française d'éditions,* une filiale de la *CEP.* Il occupa ensuite les fonctions d'administrateur de la *Société des publications du Moniteur et d'Usine Publication,* de président-directeur général de la *Société d'édition et de propagande industrielle et commerciale* (1977-1981), de directeur général (1977), puis de président-directeur général (1979-1982) du *Nouvel Economiste,* de président de la *Compagnie européenne de publications* (1979), de président-directeur général d'*Usine Publication SA* (future *CEP Information-Industrie,* 1984). Christian Brégou prit, avec l'aval de François Mitterrand, la direction du *Groupe Larousse* (juin 1984) et celle du *Groupe Test* (décembre 1984), présida le nouveau *Groupe de la Cité* (1985) et le *CEP international* (1989). Son ascension se poursuivit. Il fut président de la division *Groupe de la Cité international* (1991), président (par intérim) du *Groupe Usine Nouvelle,* président du directoire du *Groupe Expansion SA,* directeur de la publication de *la Lettre de l'Expansion* et de *l'Expansion* (1994), président de *l'Expansion* (octobre 1995). Possesseur du *Groupe CEP Communication-Générale occidentale,* Christian Brégou détient un empire de presse fort de six mille titres, de deux cents revues, dont *le Point* et *Courrier International,* et qui produit un chiffre d'affaires de 11,5 milliards. De surcroît, faisant 7 milliards de chiffres d'affaires, ayant dix mille auteurs sous contrat et 25 % du marché national du livre, le *Groupe de la Cité* est le premier éditeur de France (ouvrages romanesques, scientifiques, techniques, scolaires, jeux et logiciels éducatifs), le premier éditeur français à l'étranger, le premier éditeur européen de dictionnaires, le premier club mondial du livre (*France-Loisir*). Christian Brégou préside la commission juridique et fiscale du *Syndicat de la presse magazine et d'information,*

siège au comité stratégique d'*Havas*. Il est affilié au *Siècle*.

BRES Bernard, professeur de lettres, né le 17 janvier 1950 à Alès (Gard), d'un père fonctionnaire, maire de Massenes (Gard), mandat qu'avait occupé avant lui son grand-père. Sa passion pour l'histoire le conduit à s'intéresser de près à la politique. Un instant attiré par le *PNF*, il donne son adhésion au *Front National*, dont il devient le secrétaire pour le XVIIe arrondissement de Paris. Il rejoint les amis de Bruno Mégret au congrès du *FN* de Marignane, et est exclu, pour ce motif, du parti lepéniste. Le 1er février 1999, il est confirmé dans les fonctions de secrétaire du *Mouvement National Républicain* pour le XVIIe arrondissement de Paris. Il publie pour cet arrondissement un bulletin (comme il le faisait, auparavant, pour les adhérents du *FN*). Ce grand voyageur, passionné d'histoire, et grand bibliophile, est un militant nationaliste, fidèle à ses idées et dévoué à ses amis.

BRET Jean-Paul, maître de conférences en biologie, né le 1er juillet 1946 à Lent (Ain). Il devint député *PS* du Rhône le 18 janvier 1990, à la suite du décès de Charles Hernu, et fut réélu le 1er juin 1997.

BRIAL Victor, directeur de sociétés, né le 9 avril 1966 à Sigave (Wallis-et-Futuna). Il fut élu député *RPR* de Wallis-et-Futuna le 1er juin 1997.

BRIAND Philippe, chef d'entreprise, assureur et maire de Saint-Cyr-sur-Loire, né le 26 octobre 1960 à Tours (Indre-et-Loire). Elu député *RPR* d'Indre-et-Loire le 28 mars 1993, grâce aux subsides de grosses firmes (*SOGEA, Eaux de Royat, Jean Lefebvre, SELT*, etc.), 223 000 F encaissés au vu et au su de tous. Il fut réélu le 1er juin 1997.

BRIAND Yolande, syndicaliste, née le 10 avril 1921 à Triogan (Côtes-d'Armor). Secrétaire générale adjointe de la fédération *CFDT* santé et membre du Conseil Economique et Social.

BRIANE Jean, directeur d'organismes ruraux, né le 20 octobre 1930 à Quins (Aveyron). Elu député *UDF* de l'Aveyron le 5 décembre 1971, en remplacement de Roland Boscary-Monsservin, élu sénateur ; il fut réélu les 11 mars 1973, 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

BRICE-LALONDE Olivier, Brice, Achille (dit), journaliste, né le 12 février 1946 à Neuilly-sur-Seine. Fils d'Alain Gauthier Lévy et de Mme Forbes (changement de nom du père, décret du 16 février 1950). Après un passage au *PSU* et aux *Amis de la Terre* — il fut exclu des premiers pour s'être présenté aux élections partielles contre un autre militant *PSU* — il fonda avec Simone Veil et J. Chaban-Delmas l'*Entente européenne pour l'écologie*. Après son échec à l'élection présidentielle (1981), il fut nommé secrétaire d'Etat, puis ministre de l'Environnement, poste qu'il conserva plusieurs années (1988-1992). Il est l'auteur de quelques livres dont *Pourquoi les écologistes font de la politique ?*

BRICQ Nicole, cadre de direction, née le 10 juin 1947 à La Rochefoucauld (Charente). Elle fut élue député *PS* de Seine-et-Marne le 1er juin 1997.

BRIÈRE Jean, médecin chercheur spécialiste de l'atome. Considéré comme l'un des fondateurs historiques des *Verts,* il a été exclu comme antisémite du mouvement pour avoir mis le sionisme en cause après la guerre du Golfe. Au cours des années 60, il avait milité au *Parti communiste.* C'est un « dur » de l'écologie, qui n'accepte pas les compromis et n'a pas hésité à mettre en cause certains écologistes, comme Brice Lalonde, soupçonné d'avoir commis des irrégularités financières après l'élection présidentielle de 1981. Selon *Libération,* Yves Cochet, le rival de Waechter à la tête des *Verts,* le Dr Jean Brière serait devenu « fou » : on dit cela de ceux dont on veut se débarrasser quand ils deviennent trop clairvoyants.

BRIN Robert, président de l'*UNAF,* né le 23 décembre 1948 à Roussay (Maine-et-Loire). Secrétaire du bureau du Conseil Economique et Social et président de l'*Union National des Associations Familiales.*

BRINON Fernand de, ambassadeur, (voir : *Sigmaringen*).

BRIQUET Michel. Ce professeur, né le 24 mars 1937 à Melun, adhère à l'association *Nous sommes aussi l'Eglise* dont il est le secrétaire et qui regroupe des chrétiens de gauche.

BRISEPIERRE Paulette, née le 21 avril 1917 à Bordeaux (Gironde), veuve du baron Lionel de la Fontaine, remariée avec Charles Brisepierre. Elue sénateur des Français établis hors de France le 24 septembre 1989, elle a été réélue le 27 septembre 1998. Elle est membre du *RPR.*

BROGLIE Gabriel (prince de), conseiller d'Etat, né le 21 avril 1931 à Versailles. Il fut membre du cabinet du ministre des Affaires sociales Jean-Marcel Jeanneney (1966-1968), de celui de Maurice Schumann, également ministre des Affaires sociales (1968), de celui du Premier ministre Couve de Murville (1968-1969), de celui du ministre des Affaires culturelles Edmond Michelet (1970). Il rejoignit ensuite l'*ORTF,* et y occupa les fonctions de directeur des affaires juridiques (1971), de secrétaire général (1972), de directeur général-adjoint (1973). Directeur (1975-1977) puis directeur général (1978-1979) de *Radio-France,* Gabriel de Broglie fut aussi président de l'*Institut National de l'Audio-Visuel* (1979-1981), membre de la *Haute Autorité de la commission audio-visuelle* (1982-1986). Devenu conseiller d'Etat en 1984, il présida la *Commission nationale de la communication et des libertés* de 1986 à 1989. Gabriel de Broglie, auteur de nombreux ouvrages historiques et d'essais, préside la *Société d'Histoire diplomatique.* Il est affilié au *Siècle.*

BROISSIA Louis (FROISSARD de), directeur de presse, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 juin 1988 et réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997), président du Conseil général et adjoint au maire de Blagny-sur-Vingeanne, né le 1er juin 1943 à Hanoï (Vietnam), fils du général Michel de Froissard de Broissia. Il a été élu sénateur de la Côte-d'Or le 27 septembre 1998 et est membre du *RPR.*

BROSSOLETTE Gilberte, née **Bruel.** L'épouse de Pierre Brossolette, issue d'une famille catholique pratiquante, fut la collaboratrice de son mari, lui-

même franc-maçon, et s'engagea avec lui dans la Résistance après la défaite de 1940. La librairie qu'elle tenait rue de la Pompe, dans le XVIe arrondissement de Paris, servit de boîte aux lettres, jusqu'au moment où elle gagna Londres, d'où elle organisa la liaison entre la *BBC* et la France combattante. Après la Libération, elle appartint à l'Assemblée provisoire, à l'Assemblée constituante, au Conseil de la République, au Sénat, dont elle fut vice-présidente. Elle entra à la Radiodiffusion en 1944. Membre du *Parti socialiste SFIO*, elle le quitta en 1958 pour rallier le *Parti socialiste autonome* puis le *PSU* en 1960. Elle a publié en 1976 un livre sur son mari, héros de la Résistance : *Il s'appelait Pierre Brossolette*.

BROTTES François, directeur associé de sociétés, né le 31 mars 1956 à Valence (Drôme). Il fut élu député *PS* d'Isère le 1er juin 1997.

BROVELLI Lydia, syndicaliste, née le 10 novembre 1949 à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Administratrice de la *CGT* et membre du Conseil Economique et Social.

BRUCKBERGER, Raymond-Léopold, religieux (1909-2000). Père dominicain, il fut l'aumônier général des *FFI* dans la Résistance, ce qui ne l'empêcha pas de protester avec vigueur contre les exactions de l'épuration et de témoigner devant le juge en faveur des dirigeants de la Milice française, Joseph Darnand, de Bassompierre, et de les accompagner sur les lieux même de l'exécution. Il manifesta également son non-conformisme en s'élevant contre les provocations progressistes. Elu à l'Académie des sciences morales et politiques (1996), il publia une *Histoire de Jésus-Christ* (1965), ainsi que *Qui est là ? On m'appelle Dieu* (1995).

BRUNE Jean, écrivain, né en 1912 à Aït-Bassam (Algérie), mort le 23 septembre 1973 à Nouméa. Il fut l'un des plus courageux défenseur de l'Occident chrétien. Il avait débuté dans la politique à *l'Action Française* et connu les geôles de la République. Il collabora au *Tricolore* et à *l'Action Algérienne*, puis au *Journal d'Alger*, à *la Dépêche Quotidienne* et au *Messager*, ainsi qu'à *l'Ordre Français, Aspects de la France, la Nation Française, Découvertes, Esprit public.* Dès 1954, il avait rejoint la résistance française : l'*OAS*. Réfugié au Portugal, il tenta de s'y acclimater. Mais, hors l'Algérie, perdue par ses pires adversaires, aucun pays ne pouvait le prendre. Il n'était « plus Français », mais seulement un *apatride francophone*. Jusqu'à ses derniers jours, il resta un défenseur de l'Occident.

BRUNHES Jacques, professeur de l'enseignement secondaire et maire de Gennevilliers, né le 7 octobre 1934 à Paris. Elu député *PC* des Hauts-de-Seine le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est l'un des rares députés communistes de cette banlieue jadis rouge sang. Son élection a été facilitée par les subsides qu'ont versés au candidat Brunhes les firmes capitalistes (*Bouygues, Ouest Energie, Gallet Delage*, etc. — 245 000 F en 1993). Tout marxiste qu'il est, il a empoché cet argent de provenance capitaliste.

BUCARD Marcel, chef du **Francisme.** (voir : *Sigmaringen*).

Le Bulletin d'André Noël

SYNTHESE HEBDOMADAIRE

des problèmes politiques français et internationaux

Nouvelle série — Depuis 1949

« Mieux vaut être informé d'une réalité si déplaisante soit-elle qu'être dupe des apparences dont on voudrait la parer »

N° 1737 — Maisons-Alfort, semaine du 2 au 8 octobre 2000

CHIRAC : COMMENT EN SORTIR ?

Dire que le chef de l'Etat est embarrassé par « la cassette Méry » est faible. Si la dissolution manquée a gâché la première partie de son septennat, les affaires tournant autour de la mairie de Paris et du RPR menacent la dernière. Selon un sondage, près de 70% des Français (autant que d'abstentionnistes au referendum...) souhaitent que Chirac s'explique devant la justice, en qualité de témoin. S'il ne le fait pas, on pensera, à juste titre, qu'il a quelque chose à cacher et qu'il est coupable; s'il le fait, ses explications, si elles sont sincères, loin de le disculper l'enfonceront davantage. Car, ainsi que nous l'avons écrit ici, ce que « révèle » Jean-Claude Méry est un secret de Polichinelle, au moins dans la classe politique. Patrick Devdejian et Philippe Séguin, plaidant chacun pour une amnistie avouée ou déguisée, ont reconnu que le RPR, comme les autres, finançaient illégalement leur parti, au temps où Chirac était président du RPR et maire de Paris.

Dans ce ballon d'essai autour du thème de l'oubli ou de la repentance (selon Séguin), il était prévu d'exclure de l'absolution générale les faits d'enrichissement personnel et *« ceux qui ont organisé l'éviction d'un marché de certaines entreprises ou qui s'en mettaient plein les poches »*. En revanche, on devrait fermer les yeux et faire taire la justice pour ceux qui, avant la loi sur le financement des partis (1995) ont bénéficié d'emplois fictifs ou se sont « contenté » de prélever une commission sur les marchés publics. Or, ces deux derniers délits sont précisément ceux qui sont reprochés à Jacques Chirac et pour lesquels les magistrats détiennent de graves éléments à charge contre lui. Une amnistie sur mesure et qui provoquerait un tollé, le « remède » étant pire que le mal. Cette issue de secours est donc fermée au chef de l'Etat.

Ouvrons ici une parenthèse à propos de nos vertueux et légalistes socialistes qui refusent toute idée d'amnistie et renchérissent sur le thème *« Il faut laisser la justice faire son travail jusqu'au bout »*. Ce souci d'une bonne administration de la justice leur est une exigence récente. Aller jusqu'au bout, c'est précisément ce qu'elle fit en 1996 en condamnant Henri Emmanuelli, trésorier du PS. Tous alors de Hollande à Jospin protestèrent violemment contre cette condamnation jusqu'à attaquer les juges qui en étaient à l'origine. Pourtant, la justice n'avait fait que son travail...

Avant même les « révélations » post mortem de Jean-Claude Méry, le juge Desmure, chargé du dossier des emplois fictifs à la mairie de Paris, dans une ordonnance sévère à l'encontre du chef de l'Etat, en 1999, affirmait qu'il existait des *« indices graves et concordants »* contre lui. Seule son immunité présidentielle lui a alors permis d'échapper à une mise en examen, contrairement à Alain Juppé, secrétaire général du RPR à l'époque où Chirac présidait cette formation.

Cette situation empêche Chirac de se résoudre à emprunter une autre voie : la démission suivie d'une nouvelle candidature, avec, pour prétexte, de s'appliquer à lui-même le quinquennat. Mais, dès son départ de l'Ely-

Billet

SANS RISQUES

L'expérience quotidienne des Français, confirmée par les chiffres officiels, l'attestent : la délinquance, de plus en plus violente, connaît une hausse sans précédent et pas seulement dans les banlieues chaudes. C'est là une préoccupation essentielle de nos concitoyens.

Or, le ministère de la Justice vient de publier, triomphalement, une statistique révélant que pour la première fois depuis 1992, le nombre de détenus est passé au-dessous de la barre des 50 000 pour s'établir à 48 835. Ainsi, malgré l'explosion du trafic de drogue, le nombre d'incarcérations pour usage de stupéfiants est en baisse de 26% !

Cela veut dire que plus il y a de délinquants, moins ils vont en prison. La liberté leur offre l'occasion de récidiver et d'accroître l'insécurité ambiante. Mais pourquoi se généraient-ils, les « métiers » de voleur et de « dealer » sont toujours, certes, des activités coupables, mais désormais impunies. Jusqu'à quand ? DS

23, rue Paul Vaillant-Couturier – 94700 MAISONS-ALFORT

La veuve de l'ancien parlementaire poursuit l'œuvre de son mari avec persévérance et courage.

BUE Marc, président de sociétés, né le 29 mars 1939 à Fillièvres (Pas-de-Calais). Nommé par la *Fédération Nationale du Crédit Agricole,* qu'il préside, au Conseil Economique et Social.

BUFFET Marie-Georges, femme politique, née le 7 mai 1949 à Sceaux. Cette licenciée d'histoire-géographie, féministe fanatique, adhéra au *Parti Communiste* dès 1968. Elle y devint membre du Comité central (1987), membre du Bureau national (1994), secrétaire national chargé de « la Vie du parti » (décembre 1996), directrice des *Cahiers du Communisme.* Marie-Georges Buffet a été député de Seine-Saint-Denis, conseiller régional, maire-adjoint de Châtenay-Malabry. Elle fut promue ministre de la Jeunesse et des Sports en 1997.

BUILLARD Michel, fonctionnaire et maire de Papeete (Tahiti), né le 9 septembre 1950 dans cette ville. Il fut élu député *RPR* de Polynésie française le 18 mai 1997.

BUJON DE L'ESTANG François, diplomate, né le 21 août 1940 à Neuilly-sur-Seine. Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République de 1966 à 1969, il fut d'abord second (1969), puis premier secrétaire (1970-1973) à l'ambassade de France à Washington, ensuite premier secrétaire et deuxième conseiller à celle de Londres (1973-1975). Après, cet ancien major de promotion de l'*Ecole Nationale d'Administration* fut chargé de mission pour les affaires internationales au Commissariat à l'énergie de 1978 à 1980, directeur du cabinet du ministre de l'Industrie André Giraud de 1980 à 1981. Lorsque la Gauche arriva au pouvoir, François Bujon de L'Estang s'installa aux Etats-Unis et y présida la *Cogema* de 1982 à 1986, mais, la Droite revenue au gouvernement, il retourna en France où Jacques Chirac le nomma conseiller pour les affaires diplomatiques, la défense et la coopération. Ambassadeur au Canada, il quitta la carrière diplomatique pour devenir conseiller de Marc Fournier, le président de la *Compagnie de navigation mixte* et de *Via Banque,* et, au mois de mars 1992, président de la *SFIM,* une entreprise d'équipements aéronautiques et spatiaux. A la fin de 1992, François Bujon de L'Estang fonda sa propre société, *FBE internationale,* qui, spécialisée dans la stratégie diplomatique, aidera les grands groupes français à s'implanter à l'étranger. Président du *Harvard Business School Club de France,* il réintégra le corps diplomatique et fut de nouveau ambassadeur aux Etats-Unis (septembre 1995). Il est affilié au *Siècle* et au *Bilderberg Group.*

BULLETIN D'ANDRÉ NOEL (Le). Fondé par l'ancien député, cet hebdomadaire a été repris par sa veuve qui en assure la direction et fait, toutes les semaines, une synthèse réputée des problèmes politiques français et internationaux (23, rue Paul-Vaillant-Couturier, 94700 Maisons-Alfort).

BULLETIN DE L'ARRONDISSEMENT DE ROUEN (Le). Hebdomadaire diffusé à 5 150 exemplaires OJD, dirigé par Denis Lejeune, ayant la responsabilité de la rédaction avec Philippe Riffet (BP 13, 76160 Darnetal).

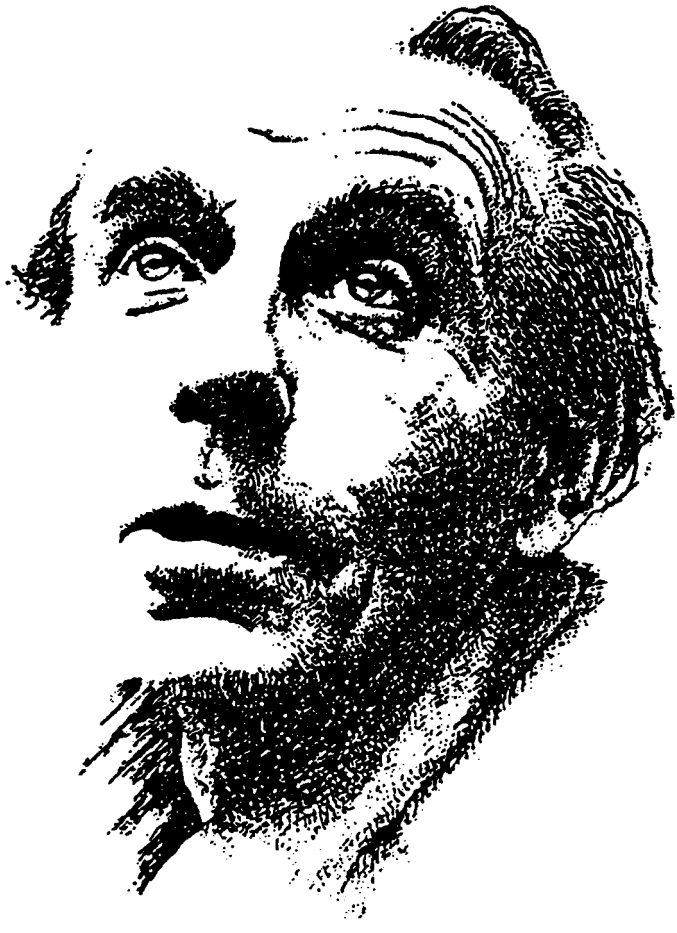
BULLETIN CÉLINIEN (Le). Revue mensuelle fondée en 1982 et dirigée par Marc Laudelout consacrée à l'au-

LE BULLETIN CÉLINIEN

Périodique mensuel, 19ème année, n° 205, janvier 2000

« Les souvenirs les plus petits sont les fibres de votre âme.
S'ils se rompent tout s'évanouit. »

Céline



Bureau de dépôt : 1070 Bruxelles 7

L'écrivain non-conformiste Céline conserve des fidèles.

BULLETIN CHARLES MAURRAS

Etudes. Documents. Notes critiques.

Avril-Juin 2000 2e année n° 6

Bulletin trimestriel de l'Association Anthinéa 25,00 F

Liminaire 2

Document :

Une heure avec Charles Maurras (1923) 3

Lecture critique :

Le Maurras *de Bruno Goyet* par Yves Chiron 8

Études :

Corneille vu par Maurras par Joseph Lagneau 9

Pierre Benoit : un romancier engagé par Jacques Saint-Pierre 11

Témoignages :

Des dissidences et de la fidélité par Pierre Monnier 13

Etudiants et lycéens d'AF d'Alger (1953-1956) par Jean-Paul Angelelli 16

Notes critiques par Jacques Saint-Pierre et Yves Chiron 19

Revue des revues par Yves Chiron 23

Courrier des lecteurs 23

Bulletin Charles Maurras
16, rue du Berry
36250 NIHERNE

L'écrivain monarchiste Yves Chiron publie ce *Bulletin* depuis deux ans.

teur de *Mort à crédit,* elle défend sa mémoire à une époque où le talent n'est pas un rempart suffisant (B.P. 70, B 1000 Bruxelles 22, Belgique).

BUR Yves, chirurgien-dentiste et conseiller général, maire de Lingolsheim, né le 10 mars 1951 à Strasbourg (Bas-Rhin). Elu député *UDF* du Bas-Rhin le 25 juin 1995, en remplacement d'André Durr, déchu de plein droit par décision du Conseil Constitutionnel du 12 mai 1995 ; il fut réélu le 1er juin 1997.

BUREAU Emile, plombier-couvreur, né le 20 mai 1900 à Paris XVIIIe, mort le 21 septembre 1942 à Auschwitz. Ardent militant communiste, il fut secrétaire au *Secours rouge international,* puis au *Secours populaire français* (1928-1939). Candidat du *PC* en 1935, aux élections municipales à Paris, il fut assez piteusement battu. Mobilisé en 1939, fait prisonnier en juin 1940, libéré en octobre de la même année. Résistant actif, il fut arrêté par l'Occupant le 22 juin 1941 et déporté à Auschwitz où il mourut deux mois plus tard (contrairement à ce qu'affirment Auguste et Suzanne Gilot dans leurs souvenirs *Un couple dans la Résistance,* 1975, il n'a pas été fusillé).

BURGAZ Germaine, ancien conseiller régional, née le 25 avril 1932 à Lyon. Militante nationale depuis des lustres, elle siégea au Conseil régional de Rhône-Alpes de 1986 à 1998, comme représentante des électeurs *FN.* Engagée derrière Jean-Marie Le Pen, elle fut vice-présidente du *Front National* et membre du Bureau politique de ce parti.

BURRONI Vincent, chimiste et conseiller régional, né le 1er octobre 1947 à Chateauneuf-lès-Martigues (Bouches-du-Rhône). Elu à l'Assemblée nationale le 1er juin 1997, il devint député *PS* des Bouches-du-Rhône le 11 août 1998, en remplacement de Henri Attilio, et a vu sa mission conférée par le gouvernement prolongée.

BURY Jean-Claude, syndicaliste, né le 11 juin 1943 à Avesnes-les-Aubert (Nord). Secrétaire confédéral de la *CFDT* et membre du Conseil Economique et Social.

BUSSEREAU Dominique, conseiller en entreprises, conseiller général et maire de Saint-Georges-de-Didonne, né le 13 juillet 1952 à Tours (Indre-et-Loire). Elu député *PR* de la Charente-Maritime le 16 mars 1986, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.* Ses liens avec les « gros » de sa région se sont révélés efficaces : il l'emporta en 1993 grâce aux subsides reçus par sa caisse électorale : 539 000 F versés par une quarantaine de grandes firmes (*Distillerie de la Cure, Distillerie Chevanceaux, SOGEA Atlantique, CITRAM littoral, Dumez, SOCAE,* etc).

BUTON Lucienne, conseillère de direction, née le 3 mai 1936 à Talmont-Saint-Hilaire (Vendée). Conseiller municipal socialiste à Neuilly et membre de *Vie Nouvelle,* elle est présidente de *Nous sommes aussi l'Eglise,* association prônant une Eglise en perpétuelle évolution.

C

CABAL Christian, professeur de médecine au CHU de Saint-Etienne, né le 27 septembre 1943 à Hermelinghen (Pas-de-Calais). Elu député *RPR* de la Loire le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il avait été victorieux en 1993 grâce aux voix de la gauche au second tour, pour vaincre le candidat *FN* Guy Despert. Dans le rapport de la commission des comptes de campagne le candidat Cabal est porté pour avoir reçu 1 022 000 F de grandes firmes (*Nicolas, Cofreth, Papeteries Pichon, SPARA,* etc.) tandis qu'aucune somme ne fut versée à la caisse électorale de Guy Despert.

CABAUD Judith, écrivain, née en 1941 à New York, d'une famille juive américaine d'origine polonaise et russe. Passionnée de musique et de littérature classique, elle a obtenu son diplôme de civilisation française en 1960 à la Sorbonne après avoir étudié à New York. Convertie au catholicisme après avoir lu Pascal, elle est aujourd'hui mère d'une famille où l'on allie le travail de la terre à la musique et au théâtre.

CABIDDU Marcel, rédacteur territorial, conseiller général et maire de Wingles (Pas-de-Calais), né le 10 février 1952 à Wingles. Il fut élu député *non inscrit* du Pas-de-Calais le 1er juin 1997.

CACHEUX Alain, chargé d'études, né le 15 novembre 1947 à Valenciennes (Nord). Il fut élu député *PS* du Nord le 1er juin 1997.

CAHUZAC Jérôme, chirurgien et conseiller général, né le 19 juin 1952 à Talence (Gironde). Il fut élu député *PS* de Lot-et-Garonne le 1er juin 1997.

CAILLAUD Dominique, administrateur de biens, conseiller général et maire de Saint-Florent-des-Bois, né le 20 mai 1946 à L'Herbergement (Vendée). Il fut élu député *UDF* de Vendée le 1er juin 1997.

CAILLAT Rémy, syndicaliste, né le 30 janvier 1946 à Chambéry (Savoie). Secrétaire confédéral de la *CGT-Force Ouvrière* et membre du Conseil Economique et social.

71

les cahiers du judaïsme

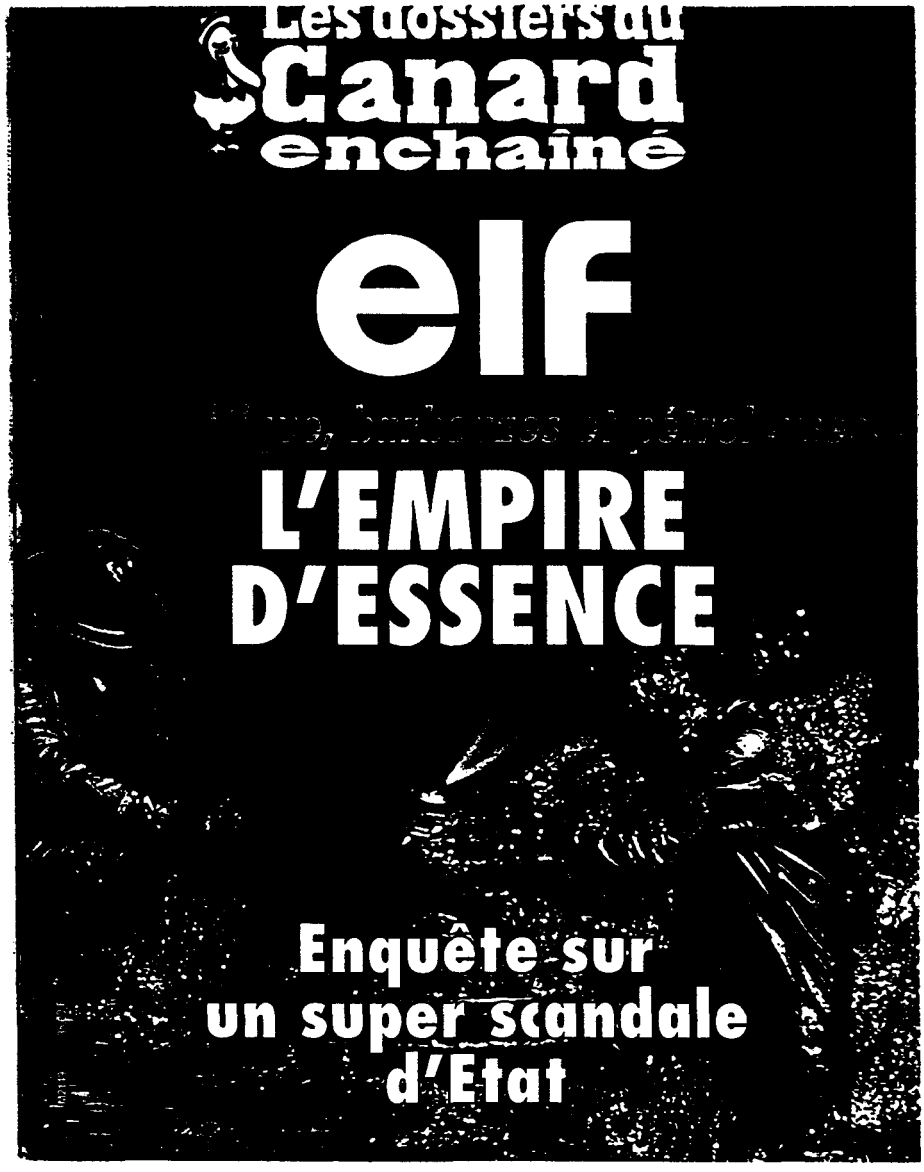
MERS ET TRAVERSÉES

Le miracle de la mer
Le déluge est-il là ?
Cours et parcours maritimes des Séfarades
Jaffa, port de Jérusalem
La traversée comme lieu de passage
De Plotzk à Boston
Sur les bords de l'Hudson aux eaux jaunes
Oscar Goldberg, « kabbaliste » berlinois
Autour de *la Nuit* : Wiesel et Mauriac

CALMAT Alain, chirurgien, maire de Livry-Gargan, né le 31 août 1940 à Paris, au foyer de Maurice Kalmanovitch, commerçant (devenu Calmat par décret du 5 octobre 1949). Champion de patinage artistique (1954-1960), cet ancien interne des hôpitaux de Paris fut attiré par la politique ; ce mitterrandiste devint ministre de la Jeunesse et des Sports dans le gouvernement de son ami Laurent Fabius. Après avoir tenté de se faire élire en province, il réussit en Seine-Saint-Denis ; sans avoir adhéré au *PS,* il fut élu député le 16 mars 1986 (en tant qu'apparenté au groupe *socialiste*) et fut réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

CAMBADÉLIS Jean - Christophe, conseiller en communication et conseiller de Paris, né le 14 août 1951 à Neuilly-sur-Seine. Fils d'immigrés grecs installés à Marseille après la guerre de 14-18, il milita à l'extrême-gauche (trotskystes), notamment au *Parti Communiste internationaliste* et présida l'*UNEF-ID.* Il quitta ces « enragés » et rallia le *Parti socialiste* en 1986 ; il devint l'un des dirigeants des jeunes socialistes. Il fut élu deputé *PS* de Paris le 12 juin 1988 et réélu le 1er juin 1997.

CAMUS Albert, écrivain, né le 7 novembre 1913 à Mondovi (Algérie), mort le 4 janvier 1960 à Villeblin (Yonne), fils d'un caviste de *chapeau de gendarme.* Bénéficiaire d'une bourse au titre de pupille de la Nation, il fit ses études au lycée Bugeaud, puis à la faculté d'Alger ; il obtint sa licence et un diplôme de philosophie (mémoire intitulé : *Néoplatonisme et pensée chrétienne*). En 1936, il fut largement aidé financièrement par un oncle par alliance qui tenait « la meilleure boucherie d'Alger » rue Michelet. Jouant les « dandies », il fréquentait les cafés et les brasseries de la ville. S'étant épris de Simone Hué, il l'enleva à un autre « dandy », Max-Pol Fouchet, qui dirigeait alors les *Jeunesses socialistes* d'Alger, et il l'épousa le 16 juin 1934. Ménage peu durable : sa jeune femme, qui appartenait à la classe huppée d'Alger, se droguait outrageusement : Albert Camus divorça et épousa une jeune fille de bonne famille d'Oran, sans fortune. Devenu un écrivain déjà connu, Albert Camus n'entra en politique que sous le *Front populaire* ; il fonda le Théâtre du travail, faisant de la mise en scène et interprétant certains rôles. Il devint le secrétaire général de la Maison de la Culture ; dès sa fondation, en 1936, celle-ci était étroitement liée au Parti communiste Dans le manifeste de cette Maison de la Culture, attribué à Camus, le groupe entendait « *servir la culture méditerranéenne et indigène* ». Il n'empêche que l'écrivain dira, par la suite, en pleine guerre d'Algérie, que « *l'Algérie est sa mère* ». Rédacteur au nouveau quotidien *Alger républicain,* qui affrontait les deux autres journaux, *la Dépêche Algérienne,* modérée, et *l'Echo d'Alger,* lié à la Maçonnerie, il y fit campagne en faveur du Cheikh El Olbi, qui était accusé d'avoir trempé dans le meurtre du Grand Mufti d'Alger et le fit acquitter. *Alger républicain* et son annexe *Soir républicain* disparurent en janvier 1940. Bien qu'il fût membre du *PC* de 1935 à 1937, les sympathies de Camus se portaient plutôt vers les libertaires et les objecteurs de conscience. Pendant la guerre, il appartint au mouvement clandestin *Combat* et là encore, il fit souvent bande à part, notamment au *CNE.* Contrairement aux écrivains commu-


Les dossiers du
Canard
enchaîné
elf
L'EMPIRE
D'ESSENCE
Enquête sur
un super scandale
d'Etat

nistes et communisants, il protesta contre l'exécution de Pierre Pucheu. De même, il répondit, en novembre 1948, à Emmanuel d'Astier de la Vigerie — rallié au soviétisme après avoir été foncièrement antisémite en 1935 — que : « *Les camps faisaient partie de l'appareil d'Etat en Allemagne (comme) ils font partie de l'appareil d'Etat en Russie soviétique (...). Il n'y a pas de raison au monde, historique ou non, progressiste ou réactionnaire, qui puisse nous faire accepter le fait concentrationnaire.* » Il se sentait proche de Louis Lecoin, le fameux pacifiste emprisonné par Daladier et libéré par Vichy après la campagne faite en sa faveur par Henry Coston dans *la France au Travail* (« *Libérez-les !* », 1940). Camus donna même une interview à *Défense de l'homme* (revue fondée par Louis Lecoin), et il signa en août 1948 un appel, titré « Europe-Amérique », où l'on pouvait lire, notamment : « *Nous considérons le stalinisme comme le principal ennemi en Europe.* » Bref, cet homme de gauche refusait en grande partie les thèmes défendus alors par la gauche, dont il rejetait le sectarisme.

CAMUS Jean-Yves, politologue, né en 1958. Contrairement à ce qui se passe d'ordinaire, c'est un non-Juif qui s'est converti au judaïsme libéral. Les autorités du judaïsme orthodoxe ne considérant comme Juif que l'individu né de mère juive, il ne serait pas considéré comme Juif en Israël. Il n'empêche que Jean-Yves Camus a été converti au judaïsme par un rabbin du *Mouvement juif libéral de France.* Il a épousé la fille d'Alexandre Derczanski, directeur d'un groupe de recherches des études privées ; *Faits et Documents,* d'Emmanuel Ratier, qui donne ces précisions, ajoute que Annie-Paule Camus appartient à la loge *Halikvah* du *B'naï B'rith* et que son mari, Jean-Yves, a collaboré au *B'naï B'rith Journal.* Jean-Yves Camus est d'ailleurs chargé de recueillir les adhésions aux petits déjeuners du *B'naï B'rith.* La *Ligue des Droits de l'Homme* lui a confié une place à sa commission sur l'extrême droite et il publie dans *le Cri des hommes,* son périodique, les articles qu'il lui donne. Spécialiste de l'extrême-droite et du fascisme, il a collaboré aux ouvrages : *Le Front national à découvert, Dictionnaire des grandes œuvres politiques,* ainsi qu'aux revues juives *L'Arche, Tribune juive, Actualité juive,* le *B'naï B'rith Journal,* les *Cahiers de Bernard Lazare,* ainsi qu'à d'autres journaux sionistes comme *La Terre retrouvée.* Sa collaboration à *Ras l'front* et *Golias* a été très remarquée. Il a signé *Le Front national, histoire et analyses, L'Extrême droite aujourd'hui* et, avec René Monzat (le fils du cinéaste Eric Rohmer), *Les Droites nationales et radicales en France.* Il travaille actuellement au *Centre européen de recherches sur le racisme et l'antisémitisme.*

CANAL + (85-89, quai André-Citroën, 75711 Paris Cedex 15). Pierre Lescure est le P.-D.G., Nathalie Bloch-Laîné, la responsable des acquisitions des films français, Evi Fullenbach, celui des films étrangers, Bernard Zekri, directeur-adjoint de la rédaction, Anne Gintz-Durque, rédactrice en chef adjointe, etc.

CANARD ENCHAINÉ (Le). Hebdomadaire satirique de gauche manifestant de temps à autre une indépendance d'esprit qui doit déplaire aux partis de la majorité. Son tirage atteint

620 000 exemplaires. Son équipe, conduite par Michel Gaillard, comprend notamment Claude Angeli et Erik Emptaz, rédacteurs en chef, et leurs adjoints Bernard Thomas et Claude Roire (173, rue Saint-Honoré, 75051 Paris Cedex 01).

CANNAC Yves, administrateur de sociétés, né le 23 mars 1935 à Chartres (Eure-et-Loire). Auditeur au Conseil d'Etat, collaborateur de Jacques Chaban-Delmas, puis de Valéry Giscard d'Estaing aux Finances, puis à l'Elysée (1974-1978). Il fut P.-D.G. d'*Havas* (1978-1981), mais dut réintégrer le Conseil d'Etat à l'arrivée de la gauche au pouvoir. Président de la *Cegos* et de l'*Institut de l'Entreprise,* il est affilié au *Siècle* et est membre du Conseil Economique et Social.

CANTEGRIT Jean-Pierre, président de la Caisse de Sécurité sociale des Français de l'Etranger, né le 2 juillet 1933 à Rouffiac (Charente-Maritime). Ce militant radical-socialiste, ancien P.-D.G. de société immobilière à Dakar, est devenu sénateur des Français établis hors de France le 4 mars 1977, en remplacement de Louis Gros, nommé membre du Conseil Constitutionnel, il a été réélu les 3 octobre 1983 et 27 septembre 1992. Il est rattaché administrativement au groupe de l'*Union Centriste.* Il fut, quelque temps, un partisan de Raymond Barre et il anima des réseaux barristes internationaux.

CAPET André, chargé de mission d'une caisse d'allocations familiales et conseiller régional, né le 30 novembre 1939 à Couloisy (Oise). Elu député *PS* du Pas-de-Calais le 12 juin 1988, il fut battu par le gaulliste Claude Demassieux en 1993, mais il fut réélu le 1er juin 1997.

CARASSUS Pierre, contrôleur des postes et maire de Vaux-le-Pénil, né le 8 mai 1943 à Adé (Hautes-Pyrénées). Elu député de Seine-et-Marne le 10 décembre 1995, en remplacement de Jean-Jacques Hyest, élu sénateur, il fut réélu le 1er juin 1997. Il est aujourd'hui inscrit au groupe *Radical, citoyen et vert.*

CARCENAC Thierry, inspecteur principal des impôts et président du Conseil général, né le 19 décembre 1950 à Lescure d'Albigeois (Tarn). Il fut élu député *PS* du Tarn le 1er juin 1997.

CARDO Pierre, cadre de gestion, conseiller général et maire de Chanteloup-les-Vignes, né le 28 août 1949 à Toulon (Var). Elu député des Yvelines le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997 et appartient aujourd'hui à *Démocratie libérale et indépendants.*

CARDONNEL Jean, ecclésiastique, théologien (à l'index selon *Golias*), né le 22 mars 1921 à Figeac. Ce dominicain, supérieur du couvent de Montpellier, incarne la théologie de la libération au sein de l'Eglise de France. Il répand sa théologie du politique jusqu'au Brésil, au Nicaragua, en Chine populaire et, naturellement, en France ; il prêche en 1968 un Carême à la Mutualité sur le thème *Eglise et Révolution.* En 1985, s'alliant à la *Cimade* et au *Mouvement d'action non-violente,* il invite à refuser tout accord avec le *Front national.* Communiste critique, membre de *Refondations,* il soutient le communiste Pierre Juquin aux élections présidentielles de 1988. Il s'oppose en outre au pape — qui

n'est en aucun cas pour lui le chef de l'Eglise — dans sa volonté de réserver le sacerdoce aux hommes. Président de l'association *Information pour les droits du soldat,* il a publié divers ouvrages parmi lesquels *Dieu est mort en Jésus-Christ, J'ai épousé la parole, L'insurrection chrétienne, Fidèle rebelle — J'accuse l'Eglise et Dora, souvenirs d'avenir* avec Eudes de Galzain. Il a également collaboré à *Golias,* au *Monde* et à *Témoignage chrétien.*

CAREIL Patrick, inspecteur des Finances, né le 18 mars 1947 à Neuilly-sur-Seine. Ancien collaborateur de Jacques Delors, de Laurent Fabius (son *labadens* à Jeanson-de-Sailly), de Bérégovoy, de Charles Hernu, de Paul Quilès dont il épouse les idées socialistes. Président de la *Banque Hervet* et de la *Banque Alcyon,* puis de la *Compagnie Financière Hervet.* Membre de la *Ligue des Droits de l'Homme* (sous le nom de Patrick Leirac), il est affilié au club *Echanges et Projets* et au *Siècle.* Il fut nommé membre du Conseil Economique et Social sur proposition du Premier ministre.

CARESCHE Christophe, chargé d'études et conseiller de Paris, né le 2 septembre 1960 à Arcachon (Gironde). Il fut élu député *PS* de Paris le 1er juin 1997.

CARIGNON Alain, homme politique, né le 23 février 1949 à Vizille. Candidat gaulliste à Saint-Martin-d'Hères lors de l'élection législative de 1971, suppléant lors de celle de 1974, il fut le chargé de mission du médiateur de la République, Aimé Paquet, de 1974 à 1975. Ayant d'abord milité pour Jacques Chaban-Delmas durant la campagne présidentielle de 1974, cet ancien délégué général de l'*UJP* préconisa, au second tour, de voter blanc. Elu conseiller général de l'Isère en 1976, Alain Carignon figura en seconde place à l'élection municipale de Grenoble en 1977. Chargé de mission auprès du secrétaire général du *RPR* Jérôme Monod jusqu'en 1980, il devint maire de Grenoble (1983), député européen (1984), président du conseil général de l'Isère (1986), secrétaire national de son parti pour l'environnement, député à l'Assemblée Nationale, ministre de l'Environnement. Réélu député à l'Assemblée (1988), Alain Carignon (bien que rallier le gouvernement de Michel Rocard l'eut tenté), rejoignit le *GIR,* groupe de réflexion barriste. Aucun de ses collègues *RPR* ne l'y suivit. Réélu maire de Grenoble, il fut l'une des principales chevilles ouvrières du mouvement des *Rénovateurs,* créa un courant personnel au sein du *RPR* et recommanda de voter pour le candidat socialiste, contre celui du *Front National,* à l'élection législative de 1990. Mis en congé du *RPR* de 1990 à 1992, il conserva son siège de député en 1993, occupa le poste de ministre de la Communication. Compromis dans une très grave affaire de corruption relative à la distribution de l'eau à Grenoble, Alain Carignon fut contraint de démissionner. Il subit une longue détention préventive, puis les tribunaux lui infligèrent, en première instance comme en appel, une longue peine de prison. Bien qu'il eut été incarcéré, Alain Carignon refusa d'abandonner la présidence du conseil général de l'Isère. Il est affilié au *Siècle.*

CARLOTTI Marie-Arlette, députée européenne, née le 21 janvier 1952

à Béziers, elle a été élue sur la liste du *Parti socialiste* aux élections européennes de 1999.

CARRÉ Antoine, médecin ORL, conseiller général et maire de Saint-Jean-Le-Blanc, né le 4 mars 1943 à Fleury-les-Aubrais (Loiret). Appelé le 2 avril 1986 à remplacer le centriste Jacques Douffiagues, démissionnaire, il fut réélu député du Loiret les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants*.

CARRÈRE Jean-Louis, instituteur et premier vice-président du Conseil régional d'Aquitaine, né le 4 décembre 1944 à Orthez (Pyrénées-Atlantiques). Il a été élu sénateur *PS* des Landes le 27 septembre 1992.

CARRÈRE D'ENCAUSSE ou DENCAUSSE Hélène, professeur, née le 6 juillet 1929 à Paris. Professeur à l'*IEP*, elle y dirigea le cycle supérieur d'études soviétiques et est-européennes. Devenue en 1991 conseiller à la *BERD* pour les questions touchant l'ex-URSS, cette fille d'un Géorgien que les *FTP* accusèrent de collaboration et passèrent par les armes (1944), vice-préside, depuis 1993, la commission des archives diplomatiques du quai d'Orsay. Auteur de nombreux ouvrages, dont le fameux *Empire éclaté* (1978), Hélène Carrère d'Encausse adhéra au comité de soutien à Raymond Barre (1988), fut élue à l'Académie Française (décembre 1990), présida le comité national pour le *« oui » à Maastricht* (1992), figura, en seconde position, après Dominique Baudis, sur la liste *RPR* lors de l'élection européenne (1994). Avec Kofi Yamgam et Claude Sérillon, elle créa la *Fondation pour l'intégration républicaine*, fondation directement inspirée par la Franc-Maçonnerie. Hélène Carrère d'Encausse est membre du *Bilderberg Group*, de *la Fondation Saint-Simon*, du *Comité international du « Figaro »*, du comité éditorial de la *Revue politique et parlementaire*. Elle est affiliée au *Siècle*.

CARREZ Gilles, administrateur civil et maire du Perreux-sur-Marne, né le 29 août 1948 à Paris. Elu le 28 mars 1993, il devint député *RPR* du Val-de-Marne le 2 mai 1993, en tant que remplaçant de Michel Giraud, nommé membre du gouvernement, et fut réélu le 1er juin 1997.

CARTES POSTALES ET COLLECTION. Publication bimensuelle fondée en 1965, liée au fameux *Dictionnaire de la cartophilie francophone*, publiant études et documents rares qui ont marqué une époque, une région, des assemblées politiques et reproduisant les cartes postales tirées à ce propos. Lue principalement par les chercheurs et les curieux, amateurs d'illustrations souvent cocasses, la revue en est à son 192e numéro (B.P. 15, 95221 Herblay Cedex).

CARVALHO Patrice, mécanicien et conseiller général, maire de Thourotte, né le 15 novembre 1952 à Compiègne (Oise). Il fut élu député *PCF* de l'Oise le 1er juin 1997.

CASANOVA Claudine, née **CHOMAT** le 7 février 1915 à Saint-Etienne (Loire), morte le 15 octobre 1995 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Fille de mineur très anticlérical, elle débuta comme sténodactylo, mais fut bientôt licenciée pour appartenance à une organisation pro-

communiste, le *Secours Rouge International*. Un peu plus tard, elle milita à la *Jeunesse Communiste* (1931-1932), puis au *Parti communiste* (1939). Elle fut secrétaire du rayon *JC* de Saint-Etienne, puis de la Loire et elle alla parfaire sa formation politique à l'Ecole léniniste internationale à Moscou. Ayant accepté l'accord germano-soviétique, elle travailla clandestinement pour son parti. Ayant épousé Laurent Casanova, elle s'occupa du mouvement féminin clandestin à Toulouse, puis à Paris. Cela la désignait pour prendre la tête de l'*Union des femmes françaises* issue des *Comités féminins de résistance*. Son hostilité envers Jeannette Vermesch, la compagne de Maurice Thorez, provoqua son éviction du Comité central du *PCF* en 1961, tandis que son mari, Laurent Casanova, était écarté du bureau politique. C'est la résistante communiste que le Président Mitterrand décora à l'Arc-de-Triomphe le 8 mai 1983. *L'Humanité* rendit alors hommage à cette militante exemplaire, dont Marchais et Robert Hue ont regretté (*l'Humanité* du 17 octobre 1995) la mise à l'écart.

CASANOVA Jean-Claude, professeur, né le 11 juin 1934 à Ajaccio. Chargé de mission au cabinet de Jean-Marcel Jeanneney de 1959 à 1961, il fut ensuite, de 1972 à 1974, conseiller technique de Joseph Fontanet pour l'éducation supérieure, puis, de 1976 à 1981, conseiller du Premier ministre Raymond Barre pour l'éducation et les universités. Directeur de la revue trilatéraniste *Commentaires,* cet ex-militant de la très droitière *Jeunesse Indépendante* (1978), devint président-directeur général de la société *Homonyme* (1983), et, de 1985 à 1991, l'un des plus remarqués collaborateurs de *l'Express*. Jean-Claude Casanova siégea au Conseil économique et social de 1985 à 1995, et est, depuis 1987, administrateur de la *SEDEIS* (*Groupe de la Cité*), membre de la revue juive *Passage,* depuis 1990, membre du comité directeur du *Syndicat de la presse périodique*. Partisan de la monnaie unique, il appartient à la *Commission Trilatérale,* à la *Fondation Saint-Simon,* au *Comitee for the Free World,* à l'*Observatoire de l'Extrémisme,* et préside, au *Mouvement européen,* la Commission de réflexion sur le mode de scrutin aux élections européennes. De même que ses liens étroits avec la *Trilatérale* lui ont permis d'accéder aux postes importants indiqués, son affiliation au *Siècle* a renforcé encore sa puissance politique dans la République.

CASANOVA Odette, enseignante retraitée et conseillère générale, née le 3 mai 1936 à Hyères (Var). Elle n'est député *PS* du Var que grâce à une décision du Conseil constitutionnel qui annula l'élection de J.-M. Le Chevalier (6 février 1998). Odette Casanova a été légalement élue député le 27 septembre 1998. Elle est inscrite au groupe socialiste.

CASASNOVAS Fernande (née **MOREAU**), journaliste, née le 12 août 1911 à Bressuire (Deux-Sèvres). Elle se lança dans le journalisme et fut la plus ardente des intervenantes du *Club du Faubourg* (1937-1939) : chaque semaine, elle prenait la parole salle Wagram à Paris, pour défendre ses idées anti-marxistes. Elle collabora à *Paris-Midi,* alors dirigé par Fernand Divoire, elle milita dans le mouvement nationaliste, en particulier au *PPF* de Jacques Do-

riot, ce qui lui valut, à la Libération, les rigueurs de l'Epuration.

CASTANO José, écrivain, né le 4 octobre 1946 à Ain-el-Turck en Algérie. Il s'est exilé après avoir échappé à l'holocauste d'Oran, provoqué par des fanatiques ivres d'indépendance. C'est en 1982 qu'il a commencé à écrire pour sensibiliser l'opinion publique au drame de l'Algérie et dénoncer les dangers de l'immigration, le terrorisme et la désinformation. Il a, entre autres, signé *Le Noël de l'exilé* et *Les Larmes de la Passion.*

CASTRIES de la Croix Henri (de), inspecteur des Finances, né le 15 août 1954 à Bayonne. Chargé de mission au service de l'inspection générale des Finances (1983-1984), puis chargé de mission à la direction du Trésor public, il devint secrétaire général-adjoint du Comité interministériel de restructuration industrielle (1984-1985), chef du bureau des biens d'équipement (1985-1988), dirigea le bureau du marché des changes et balances des paiements à la direction du Trésor public (1988-1989). Henri de La Croix de Castries rejoignit ensuite le groupe d'assurances *AXA* où il fut responsable de la direction centrale des finances (1989-1990), secrétaire général (1991-1993) et (à partir de 1993), directeur général. Ce fils d'une illustre famille de l'aristocratie longtemps hostile aux féodalités financières, préside la *Compagnie financière de Paris.* Il est affilié au *Siècle.*

CASTRILLO, Jean, journaliste politique, né le 10 décembre 1922. D'abord rédacteur de *Militant,* il en est devenu, par la suite, rédacteur en chef adjoint et rédacteur en chef (1992). Fils d'un ami de Drieu La Rochelle, cet ardent nationaliste s'engagea dans la *LVF* pour aller combattre le marxisme sur le front de l'Est (1942-1945), et fut prisonnier des Soviétiques (pendant 10 mois). Rentré en France, il connut de nouveau la captivité, à Epinal, où furent internés, après la Libération, des centaines de jeunes anticommunistes. Directeur d'un bureau d'études (1956-1978), il fut l'un des proches collaborateurs de Jean-Marie Le Pen et il appartint au *Front National* pendant les années 1972-1981. Il a rallié le *Parti Nationaliste Français* (1983) dont il est devenu membre du Présidium en 1983.

CATALA Nicole, professeur des facultés de droit, ancienne ministre, adjointe au maire de Paris, née le 2 février 1936 à Millau (Aveyron). Elue député *RPR* de Paris le 12 juin 1988, elle fut réélue les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

CATHALA Laurent, surveillant des services médicaux, ancien secrétaire d'Etat, maire de Créteil, né le 21 septembre 1945 à Saint-Jean-de-Barrou (Aude). Elu député *PS* du Val-de-Marne le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

CATTANÉO Bernadette, Marie, employée, née **LE LOAER** le 25 février 1899 à Brélévenez (Côtes-du-Nord), décédée le 22 septembre 1963 à La Penne-sur-Huveaune (B.-du-R.). Issue d'une famille paysanne, elle subit l'influence de son instituteur socialiste anticlérical, et de son mari, qui rejoignit, avec elle, le *Parti communiste* en 1923, ainsi que la *CGTU,* la centrale

syndicale fondée par des dissidents cégétistes pro-communistes. Elle fit carrière dans le Parti, qu'elle représenta dans diverses organisations : *Comité national Amsterdam-Pleyel, Comité mondial des femmes, Rassemblement universel pour la paix.* Elle était également, dans l'entre-deux-guerres, la collaboratrice d'Isabelle Blum, des Femmes socialistes belges, avec qui elle alla en Espagne soutenir les menées des républicains du *PSUC* contre les trotskistes du *POUM.* Elle fit également plusieurs voyages en URSS, pour converser avec les dirigeants du *Komintern.* Ayant désapprouvé le pacte germano-soviétique, elle affirma dans *le Populaire* (6 octobre 1939) sa conviction qu'on aura la paix en détruisant le fascisme. Elle cessa tout militantisme et se réfugia en zone libre en 1941. Les « cocos » la tinrent désormais en suspicion. Il n'empêche que le *PCF* se refusa à toute action contre elle jusqu'à sa mort en 1963.

CAUDRON Gérard, militant politique, né le 29 février 1945. « Citoyen d'Europe », il s'est fait élire député sur la liste socialiste aux élections européennes de 1999.

CAULLERY Isabelle, militante politique, née le 17 février 1955 à Bordeaux. Candidate gaulliste aux élections européennes de 1999, elle s'est fait élire sur la liste du *RPF* de Pasqua et de Villiers.

CAULLET Jean-Yves, préfet, né le 8 février 1957 à Roubaix (Nord). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* de l'Yonne le 15 mars 1999, en remplacement de Henri Nallet, dont la mission, conférée par le gouvernement avait été prolongée.

CAUQUIL Chantal, militante trotskiste, née le 3 juillet 1940 à Montauban, alors dans la zone libre de l'Etat français. Après son ralliement à *Lutte ouvrière,* elle fut candidate en 1999 de ce parti sur la liste d'Arlette Laguiller et fut élue députée européenne.

CAUSSE Antonin, pasteur, né le 1er mai 1877 à Alblas (Tarn-et-Garonne), mort le 2 juillet 1947 à Strasbourg. A son retour d'un séjour en Allemagne, il fut pasteur à Segonsac, en Charente. Sympathisant de la *SFIO* et collaborateur occasionnel de *l'Avant-Garde,* il fut néanmoins nommé professeur d'Ancien Testament et d'histoire des religions à la faculté de théologie de Strasbourg. Il écrivit de nombreux ouvrages sur Israël, notamment « *Du groupe ethnique à la communauté religieuse* ».

CAVAILLÉ Jean-Charles, conseiller juridique, président du Conseil général et maire de Noyal-Pontivy, né le 17 décembre 1930 à Dellys (Algérie). Elu député *RPR* du Morbihan le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

CAZEAU Bernard, médecin, président du Conseil général et maire de Ribérac, né le 27 avril 1939 à Bordeaux (Gironde). Il a été élu sénateur de la Dordogne le 27 septembre 1998 et est membre du groupe *socialiste.*

CAZENAVE Richard, dirigeant d'entreprise, né le 17 mars 1948 à Paris. Député *RPR* d'Isère le 18 décembre 1988, en remplacement d'Alain Carignon, démissionnaire, il redevint député *RPR* d'Isère en 1993, en tant que remplaçant d'Alain Carignon,

nommé membre du gouvernement. Il fut à nouveau député le 1er juin 1997.

CAZENEUVE Bernard, cadre de banque, maire d'Octeville, né le 2 juin 1963 à Senlis (Oise). Il fut élu député *PS* de la Manche le 1er juin 1997.

CECCALDI-RAYNAUD Charles, administrateur civil honoraire, avocat à la cour de Paris, ancien membre de l'Assemblée nationale (devenu député le 2 mai 1993, en remplacement de Nicolas Sarkozy, nommé membre du gouvernement) et maire de Puteaux, né le 25 juin 1925 à Bastia (Haute-Corse). Il a été élu sénateur *RPR* des Hauts-de-Seine le 24 septembre 1995.

CÉLINIEN (Bulletin). Revue mensuelle dirigée par Marc Laudelout à l'intention des admirateurs de Louis-Ferdinand Céline et des lecteurs de ses livres ; tous ont été réédités, sauf les ouvrages politiques frappés d'interdiction, en raison de leur hostilité aux grandes organisations juives accusées de pousser à la guerre en 1936-1939 (*Le Bulletin Célinien,* BP 15, 59331 Tourcoing Cedex).

CELLARD André, avocat, né le 19 mars 1921 à Rabat. Il présida, de 1959 à 1969, la commission de politique générale du *Parti radical socialiste,* et fut membre du bureau politique de celui-ci de 1960 à 1969. Appartenant au comité exécutif et secrétaire, à Paris, de la *Fédération de la gauche démocrate et socialiste,* cet ancien résistant fut candidat à l'élection législative de 1967, mais fut battu. Devenu premier secrétaire général de la *FGDS,* il échoua de nouveau aux élections de 1968 et de 1973. Exclu du *Parti radical* en 1969, André Cellard rallia le *Parti socialiste.* Maire de Saint-Clars (1977-1989), il parvint finalement à être député du Gers en 1978, fut réélu en 1981, et démissionna immédiatement, laissant son siège à sa suppléante Lidy Dupuy, la belle-mère de Jean-Christophe Mitterrand, ce qui lui valut un poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture (1981-1983). André Cellard présida, jusqu'en 1986, le conseil d'administration de la *Compagnie nationale du Rhône.* Après avoir infructueusement conduit une liste radicale de gauche lors de l'élection législative de 1986, il fut exclu du *Parti socialiste,* et perdit toutes ses fonctions, sauf celle d'administrateur des publications de Georges Bérard-Quélin (une foule de bulletins et d'annuaires). André Cellard signa plusieurs ouvrages, et soutint, en 1991, une thèse de sciences politiques sur la *FGDS.* Il est affilié au *Siècle.*

CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE RECHERCHE SUR LA PAIX ET LES CONFLITS. Groupement dirigé par le « rouge chrétien » Patrice Bouveret, opposé aux essais nucléaires français. Il diffuse ses idées à travers sa revue *Damoclès* et publie *Témoignages-Essais nucléaires français : des Polynésiens prennent la parole.* Il organise fin 1990 deux conférences à Lyon sur le même thème et le colloque *Nouvelles menaces, vieux démons* en 1991 à Villeurbanne. Le *CDRPC* publie enfin *Les Matériels français de sécurité et de police.*

CENTRE-PRESSE. Quotidien poitevin dirigé par Jacques Saint-Cricq, P.-D.G., et Richard Lavigne, rédacteur en chef. Il est diffusé à 22 600 exemplaires (B.P. 299, 86007 Poitiers Cedex).

CENTRE PRESSE. Journal quotidien, dont la direction se compose de Laurent Couronne, président-directeur, Catherine Miraglia, directrice-adjointe, et Jacques Fernandez, rédacteur en chef. L'hebdomadaire *L'Aveyronnais* est lié étroitement à *Centre Presse* (avenue de La Peyrinie, Z.A. de Bel Air, 12021 Rodez Cedex 02).

CERCLE NATIONAL DES AGRICULTEURS DE FRANCE (CNAF). Organisation créée par le professeur Jean-Claude Martinez, directeur de *La Lettre aux Paysans*. Elle a tenu sa dernière assemblée générale le vendredi 28 avril 2000, lors du Congrès du *Front National*, réuni aux *Salons de l'Equinoxe*, 75015 Paris. Pour l'an 2000, *National Hebdo*, dont Jean-Claude Varanne est directeur de la publication, a fait paraître une édition spéciale intitulée *Le Paysan national* (*CNAF*, 13, rue Durand, 34000 Montpellier). Le professeur Jean-Claude Martinez est un des premiers représentants des paysans français à avoir condamné les « *semences stérilisées* » préparées par *Monsanto*, pour rendre la paysannerie mondiale tributaire obligé de ce trust américain sans qui les agriculteurs ne pourraient plus faire leurs semailles.

CERCLES NATIONALISTES FRANÇAIS. Formation politique de droite, présidée par le docteur Philippe Ploncard d'Assac, fils du doctrinaire nationaliste, regroupant des centaines de personnalités et de militants découragés par les scissions qui ont divisé la droite nationale et populaire au cours de ces dernières années et las de subir les « infiltrations maçonniques de la droite » qui la rendent inefficace (*CNF*, MBE 38, BP 5508, 83097 Toulon).

CERRUTI Raymond, conseiller économique et social, né le 30 novembre 1931 à Riom-en-Montagnes (Cantal). Désigné par le *MEDEF* pour appartenir au Conseil Economique et Social.

CÉSAR Gérard, viticulteur, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 11 mars 1973, devenu député le 28 septembre 1976, en remplacement de Robert Boulin, nommé membre du gouvernement, et réélu les 19 mars 1978 et 16 mars 1986), président de la Chambre départementale d'agriculture, président de la Chambre régionale d'agriculture d'Aquitaine, conseiller général, maire de Rauzan et secrétaire du Sénat, né le 19 décembre 1934 à Bordeaux (Gironde). Devenu sénateur de la Gironde le 15 juin 1990, à la suite du décès de Jean-François Pintat, il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du *RPR*.

CHABERT Henry, chef d'entreprise, né le 3 octobre 1945 à Saint-Etienne (Loire). Il fut élu député *RPR* du Rhône le 1er juin 1997.

CHABOCHE Dominique, né le 12 mai 1937. Fils de Henri Chaboche et neveu de Pierre Chaboche, président des organisations corporatives de l'*Action Française*. Député européen (1984-1986), conseiller régional de Haute-Normandie, vice-président du Conseil régional et conseiller municipal de Rouen (depuis 1989).

CHAMARD Michel, journaliste, né le 9 juillet 1949 à Neuilly-sur-Seine. Après ses études supérieures à l'université de Paris-X, où il obtint un diplôme universitaire ès lettres classiques, une licence d'histoire, une maîtrise ès lettres en histoire moderne

(mention très bien), un certificat complémentaire en archivistique, il passa sa thèse de 3e cycle sous la direction de François Bluche. Il entra dans la presse en 1975, et fut journaliste au service politique de *Valeurs Actuelles,* puis fut chef du service politique de *Magazine Hebdo* de 1985 à 1990 et rédacteur en chef adjoint au *Figaro* (en charge du service politique) de 1990 à 1993. Il enseigna, entre-temps, à la Faculté libre des sciences de l'information et fut chargé de cours à l'Institut catholique d'études supérieures à La Roche-sur-Yon. Il participa à la rédaction de *La fraude électorale de la gauche* (1987) et publia son entretien avec Philippe de Villiers après avoir écrit *La galaxie Barre.*

CHANDERNAGOR André, premier président de la Cour des Comptes, né le 19 décembre 1929 à Civray. Administrateur-adjoint de la France d'outre-mer (1945) avant d'entrer à l'*Ecole Nationale d'Administration,* il fut auditeur au Conseil d'Etat et, tour à tour, conseiller du président du Conseil Guy Mollet, de Gérard Jacquet, de Maurice Bourgès-Maunoury, de Félix Gaillard. Maire de Mortroux de 1953 à 1983, André Chandernagor fut député socialiste de la Creuse de 1958 à 1986 ; il démissionna en faveur de Nelly Commergat, siégea au conseil général de 1961 à 1985, et le présida de 1973 à 1983 ; il présida également le conseil régional du Limousin de 1974 à 1981, appartint au comité directeur de la *SFIO,* puis à celui du *PS* de 1969 à 1979, avant d'être promu premier président de la Cour des Comptes. Il occupa le poste de ministre des Affaires européennes (1981-1983). Il est affilié au *Siècle.*

CHANTEGUET Jean-Paul, conseiller économique et maire du Blanc (Indre), né le 9 décembre 1949 dans cette ville. Elu député *PS* de l'Indre le 12 juin 1988. Il a été réélu le 1er juin 1997.

CHARASSE Gérard, chargé de mission d'inspection de l'enseignement technique, conseiller général et maire du Vernet (Allier), né le 26 mars 1944 dans cette localité. Il fut élu député *Radical, ciotyen et vert* de l'Allier le 1er juin 1997.

CHARASSE Michel, fonctionnaire en retraite, ancien ministre, vice-président du Conseil général et maire de Puy-Guillaume, né le 8 juillet 1941 à Chamalières (Puy-de-Dôme). Inscrit à la *SFIO* depuis 1962, il est devenu sénateur du Puy-de-Dôme le 28 octobre 1981, en remplacement de Roger Quillot, nommé membre du gouvernement, il a ensuite été élu le 25 septembre 1983 et réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe *socialiste.* Le ministre des Finances Michel Charasse a laissé un mauvais souvenir chez les gens de lettres en frappant de la TVA leurs droits d'auteurs, les assimilant ainsi à des commerçants, et les obligeant à tenir une comptabilité et à remplir des formulaires.

CHARBONNEAU Jean Romée, conseiller régional, né le 29 février 1952 à Bourg-en-Bresse. Fils de Henry Charbonneau, journaliste. Il a débuté dans la presse en 1967 à *l'Elite européenne,* puis il collabora à *Ouest-Tradition* de 1971 à 1974. Fougueux nationaliste comme son père et comme l'oncle de sa mère, Joseph Darnand, il rallia le *Front National* et fut élu européen (1992-1998) et élu régional des Deux-Sèvres (depuis 1998). Le journal

du mouvement, *la Flamme,* qui a un tirage supérieur à 8 000 exemplaires, est animé par Jean Romée Charbonneau, qui en est le rédacteur en chef.

CHARD, dessinatrice à *Présent* et à *Rivarol* (dès 1958). Elle est membre du conseil d'administration de cet hebdomadaire. La justice, aiguillonnée par les ligues et comités antiracistes, porte très souvent les yeux sur ses dessins non-conformistes. Il s'ensuit pour leur auteur des poursuites suivies d'amendes et de dommages-intérêts qui, malgré leur sévérité, ne désarment pas le courage de Chard.

CHAREINE Isabelle, professeur, née le 18 janvier 1957 à Annonay (Ardèche), enseigne la théologie dogmatique à la Faculté de théologie de Lyon. Membre de l'association *Les Goliards réunis* et de la revue *Temps présent* du groupe « Ministères », cette chrétienne de gauche compte parmi ceux qui signèrent l'*Appel aux catholiques.*

CHARENTE LIBRE (La). Journal quotidien dirigé par Michel Lépinay, P.-D.G., assisté par Jacques Guyon, directeur de la rédaction, Jean-Louis Hervois, rédacteur en chef, et Dominique Garaud, correspondant parisien (Zone industrielle n° 3, B.P. 1025, 16001 Angoulême Cedex).

CHARETTE Hervé (de), haut fonctionnaire, né le 30 juillet 1938 à Paris. Conseiller technique du ministre du Travail Georges Gorse (1973-1974), chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés (1974-1976), directeur du cabinet du ministre du Travail puis de l'Education Christian Beullac (1977-1978), président de l'*Office national de l'Immigration* (1977), il fut, en 1980-1981, président de la *Sonocotra* et membre du cabinet du ministre du Commerce extérieur. Quoique arrière-arrière-arrière-arrière-petit-neveu du fameux général royaliste vendéen Charette de La Contrie, cet énarque occupa au sein du *Parti Républicain* les postes de secrétaire national à la Défense, de secrétaire général-adjoint, de chargé des relations internationales à l'intérieur du bureau politique. Il présida la commission des Droits de l'Homme à l'*UDF.* Après avoir été l'un des chefs de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, Hervé de Charette fut battu, dans les Alpes-Maritimes, aux élections législatives de 1981, rejoignit le Conseil d'Etat, fut de nouveau battu aux élections municipales de Nevers en 1983, aux cantonales de la Nièvre en 1985, mais fut élu député de Nevers en 1986 et réélu, alors dans le Maine-et-Loire, en 1988, élu conseiller régional des Pays de Loire en 1992 et en 1993. Il assuma les charges de ministre de la Fonction publique et du Plan, de ministre du Logement, de ministre des Affaires étrangères (1995). Maire de Saint-Florent-le-Vieil, Hervé de Charette est, depuis 1989, délégué général des clubs *Perspectives et Réalités.* Il est affilié au *Siècle.* En 1993, ce fils de Chouan reçut pour sa caisse électorale 510 000 F de : *Schneider, CCF, Indosuez, Ciments Lafarge, SOFRALAIT, Bouygues* et autres « gros ». Est-ce la réconciliation de l'aristocratie avec l'argent ?

CHARIÉ Jean-Paul, directeur-gérant de sociétés de presse, né le 25 avril 1952 à Egry (Loiret). Elu député *RPR* du Loiret le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

CHARLES Bernard, pharmacien et conseiller général, maire de Cahors, né le 16 avril 1948 dans cette ville. Député *radical de gauche* du Lot le 18 décembre 1983, en remplacement de Maurice Faure, élu sénateur, il fut élu de nouveau les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, Citoyen et Vert.*

CHARLIE HEBDO. Hebdomadaire violent et agressif rappelant le ton des «enragés de mai 1968 ». Son tirage annoncé atteint 130 000 exemplaires. Sa rédaction est animée par Philippe Vial (44, rue Turbigo, 75003 Paris).

CHARROPIN Jean, pharmacien et maire de Champagnole, né le 30 mai 1938 à Besançon (Doubs). Elu député *RPR* du Jura le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

CHARZAT Michel, consultant d'entreprise, conseiller général et maire du XXe arrondissement de Paris, né le 25 décembre 1942 à Paris. Elu député *PS* de Paris le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 5 décembre 1999, suite à la démission de Véronique Carrion-Bastok. Il a été élu sénateur de Paris le 24 septembre 1995 et est membre du groupe *Socialiste.* Il était au *Cérès* en 1986 avant de s'affilier au *PS* deux ans plus tard. Il appartint au Comité Directeur de ce parti en 1973 et les années suivantes, ainsi qu'au bureau exécutif dès 1975. Son épouse, Gisèle Bachenet, qui fut également membre du *Cérès,* appartint également au Comité Directeur du *PS* et a été élue au Parlement européen en 1979.

CHATAGNER Jacques (de son vrai prénom **Jean-Jacques**), né le 1er novembre 1918 à Issoire (Puy-de-Dôme). Il collabore à la revue *Temps présent* et adhère à l'*Association Henri Curiel.* Vice-président du mouvement *Nous sommes aussi l'Eglise,* ce chrétien de gauche est également membre du collectif français *Droits et Libertés dans les Eglises,* association revendiquant une plus grande démocratie dans l'Eglise.

CHATEAUBRIANT Alphonse de, écrivain, directeur de *La Gerbe* (voir : *Sigmaringen*).

CHATILLONNAIS ET L'AUXOIS (Le). Hebdomadaire dirigé par Michèle Cuzin et « rédigé en chef » par Jean-Philippe Cuzin, proches de Jacques Cuzin qui dirigeait, naguère, *Châtillon-Presse,* journal hebdomadaire (B.P. 37, 21401 Châtillon-sur-Seine).

CHAULET Philippe, gérant de sociétés et maire de Bouillante, né le 28 juillet 1942 à Basse-Terre (Guadeloupe). Il devint député *RPR* de la Guadeloupe le 2 mai 1993, en tant que remplaçant de Lucette Michaux-Chevry, nommée membre du gouvernement, et fut réélu le 1er juin 1997.

CHAUVEAU Guy-Michel, professeur et maire de La Flèche, né le 25 septembre 1944 à Irais (Deux-Sèvres). Elu député *PS* de la Sarthe le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 par le gaulliste Antoine Joly qui avait reçu une aide financière de firmes industrielles ou commerciales : 136 000 F pour sa propagande électorale.

CHAVANNE Jean-Marc, conseiller général et maire de Saint-Jeoire, né le 2 février 1939 à Mieussy (Haute-Savoie). Il devint député *RPR* de la Haute-Savoie le 5 mars 1998, en tant que remplaçant de Pierre Mazeaud, nommé membre du Conseil Constitutionnel.

CHAVANON Christian, conseiller d'Etat, né le 12 mars 1913 à Pontivy. Directeur de cabinet du ministre de la Reconstruction Eugène Claudius-Petit de 1951 à 1953, il fut président-directeur général de la *Société nationale des entreprises de presse* (gérante des biens de presse saisis en 1944). Christian Chavanon fut ensuite directeur de cabinet du ministre de la Fonction publique Jean Meunier (1967), directeur général de la *Radiodiffusion Télévision Française* de 1958 à 1960, président-directeur général de l'*Agence Havas* de 1960 à 1973, administrateur-délégué de la *Compagnie luxembourgeoise de télévision* (*RTL*), président-directeur général d'*Ediradio* (*RTL*), et vice-président du Conseil d'Etat (1980). Il est affilié au *Siècle*.

CHAZAL Jean-Claude, enseignant et conseiller général, né le 1er avril 1944 à Langogne (Lozère). Il fut élu député *PS* de la Lozère le 1er juin 1997.

CHAZEAUX Olivier (de), avocat et maire de Levallois-Perret, né le 13 mars 1961 à Toulon (Var). Il fut élu député *RPR* des Hauts-de-Seine le 1er juin 1997.

CHÊNE (Le). Sous ce titre paraît depuis 1999 le magazine du *Mouvement National Républicain*. Bruno Mégret et ses amis ont pris pour emblème la feuille de chêne placée au centre du drapeau tricolore. Damien Bariller est le directeur politique du *Chêne* et Christophe Dungelhoeff, le rédacteur en chef ; ils sont secondés par Françoise Monestier, journaliste bien connue dans les milieux nationaux, André Bonnet, Martin Peltier, rédacteurs. « *Le Chêne n'est pas un journal comme les autres,* déclare son rédacteur en chef. *C'est un instrument au service de nos idées. C'est le journal du Mouvement National Républicain* » (15, rue de Cronstadt, 75015 Paris).

CHENOT Bernard, conseiller d'Etat, né le 29 mai 1909 à Paris. Il appartint, sous la IIIe République, à plusieurs cabinets ministériels. Après guerre, ce fils d'avocat fut ministre de la Santé publique et de la Population (1958-1961), garde des Sceaux (1961-1962), membre du Conseil Constitutionnel où il remplaça Georges Pompidou (1962-1964), président des *Assurances de France* (1968-1970), vice-président du Conseil d'Etat (1971-1978). Il est affilié au *Siècle*.

CHÉRIOUX Jean, administrateur de sociétés, ancien président du Conseil de Paris, conseiller de Paris, vice-président du Conseil général de Paris et ancien vice-président du Sénat, né le 16 février 1928 à Paris. Elu sénateur de Paris le 25 septembre 1977, il a été réélu les 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR*.

CHERKI Claude, éditeur, né le 28 juillet 1940 à Paris. Après avoir milité à l'*UNEF* et avoir été très favorable aux thèses du *PSU*, il fut, en 1964, attaché de recherches au *CNRS* où il occupa les postes de chargé de recher-

Le Chêne

MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN

OCTOBRE 99 - N° 1

CHAQUE JOUR CONTRE LA DÉSINFORMATION
RADIO MNR
01 41 54 19 40

Pourquoi nous nous appelons

MOUVEMENT NATIONAL REPUBLICAIN

MNR

IMMIGRATION LA FRANCE EN DANGER

Juppé réclame de nouvelles vagues d'immigration. L'ensemble de la classe politique l'approuve. Seul le MNR a le courage de dire : non !

Lire pages 6 et 7

SOMMAIRE

3
Editorial de Bruno Megret

8-9
ACTUALITÉS POLITIQUES
• RPR-UDF : cap sur la gauche
• Jospin invente le socialo-mondialisme

10-11
LA VIE DU MOUVEMENT
• Le MNR à la conquête du terrain
• Victoire au Petit-Quevilly
• La vie des fédérations

12
INTERNATIONAL
Autriche : une victoire nationale et républicaine

Ce nouveau journal est la tribune des partisans de Bruno Mégret.

ches en 1969 et de maître de recherches en 1976. Claude Cherki collabora, de 1966 à 1971, au mensuel *la Recherche* duquel il devint directeur-adjoint en 1971, assuma la fonction de conseiller technique chargé des Affaires scientifiques au cabinet du ministre de l'Industrie, Michel d'Ornano, de 1974 à 1976, et fut promu directeur-adjoint du *CNEXO*. En 1978, il succéda, comme directeur général de la *Société d'éditions scientifiques*, une filiale du *Seuil*, à Michel Chodekiewich, et dirigea les deux mensuels *la Recherche* et *l'Histoire*. Ce fils d'une famille sépharade algérienne d'origine espagnole, fut l'un des vice-présidents du *Syndicat de la presse périodique culturelle et scientifique* (1980), puis le premier (1981) avant d'en être le président (1983). Claude Cherki fut secrétaire général, en 1981, de la *Fédération nationale de la presse spécialisée*, fédération qu'il préside depuis 1987. Il est également, depuis le mois d'octobre 1987, président-directeur général des *Editions du Seuil*. Son affiliation au *Siècle* ne fait que décupler sa puissance.

CHEVALLIER Daniel, maître de conférences à l'université et conseiller général, né le 12 septembre 1943 à Veynes (Hautes-Alpes). Elu député *PS* des Hautes-Alpes le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, haut fonctionnaire, né le 19 mars 1939 à Belfort. Chef-adjoint, lors de son service militaire, du cabinet du dernier préfet d'Oran, attaché commercial au ministère de l'Economie de 1965 à 1968, conseiller commercial à Djakarta en 1969 ; il abandonna cette fonction pour se consacrer définitivement à la politique. Jean-Pierre Chevènement fut le co-fondateur, avec Alain Gomez et les frères Motchane, du *CERES*, club dont il fut le secrétaire général de 1965 à 1971, et dont il transforma plus tard le nom en *Socialisme et République*. Cet ex-militant de *Patrie et Progrès*, un mouvement à la fois socialiste et favorable à l'Algérie française, rejoignit la *SFIO* en 1964, puis rallia le *Parti socialiste* dès la création de celui-ci. Quoique demeurant presque toujours dans la minorité oppositionnelle du *PS*, il y eut les fonctions de secrétaire politique de la fédération de Paris (1969-1970), de secrétaire national (1971-1975, 1979-1980), y fut membre du bureau exécutif et du comité directeur (1971-1973), y rédigea le programme de *Changer de vie* et de *Projet socialiste*. Jean-Pierre Chevènement devint ministre de l'Industrie et de la Technologie (1981-1982), ministre de l'Industrie et de la Recherche (1982-mars 1983). Opposé à la sévère politique financière de François Mitterrand, il démissionna de ce poste, mais fut néanmoins promu ministre de l'Education dans le gouvernement Fabius (1984-1986). Quand la Gauche revint au pouvoir, Jean-Pierre Chevènement occupa la charge de ministre de la Défense (1988), et, hostile à la Guerre du Golfe, démissionna de nouveau, tenta de susciter au sein du *PS* un courant rénovateur avant, adversaire du traité de Maastricht, de fonder le *Mouvement des citoyens* et de quitter le parti. Il fut ministre de l'Intérieur avant sa démission (motif : désaccord avec le gouvernement sur le problème corse). De nouveau député du Territoire-de-Belfort. Maire de Belfort depuis 1983. C'est un affilié assez frondeur du *Siècle*.

CHOISIR

LA VIE

ISSN 1250-4807
N° 45 2000.2
SEPTEMBRE - OCTOBRE
2 0 0 0

Ce numéro 45 arrive enfin !

Destiné normalement à couvrir les mois de mai et juin 2000, il aurait du être mis sous presse fin mai pour pouvoir être distribué avant l'été.

Présentant les péripéties qui allaient marquer les mois de juin et juillet (voir page 4) et soucieux d'apporter à nos lecteurs une information pertinente, fiable et utile, nous avons jugé préférable d'en reporter de deux mois la publication.

Nous comptons sur votre compréhension et votre soutient en cette rentrée pleine de menaces qui sont autant de défis à relever.

La Rédaction

EDITORIAL

Un pont trop loin

par Elodie

C'est lorsqu'elles sentent leurs bases vaciller que les tyrannies se durcissent. En voulant introduire la contraception et l'avortement au sein même des écoles, pour asseoir sa pensée idéologique dans les esprits dès le plus jeune âge, il se pourrait que le lobby pro-avortement ait jeté un pont trop loin - la goutte qui pourrait faire déborder le vase.

Après son échec peut-être temporaire mais néanmoins cuisant devant le Conseil d'Etat, le Gouvernement ne pouvait, pour honorer ses dettes électorales, que pratiquer la fuite en avant : d'où le double projet de modification de la loi sur la contraception et de la loi sur l'avortement.

Rien ne prouve pourtant que l'électorat qui a porté la gauche au pouvoir en 1997 lui soit demain reconnaissant de ce travail de sape répété contre l'autorité parentale et les fondements de la solidarité - celle qui oblige les forts vis-à-vis de leurs concitoyens les plus faibles et les plus innocents. M. Jospin devrait se rappeler que l'avortement produit dans le coeur de ceux qui l'ont vécu des fruits amers sur lesquels il n'est pas possible de bâtir une dynamique électorale porteuse. Les partis qui le promeuvent ne peuvent manquer d'être inconsciemment stigmatisés par l'échec que constitue tout avortement.

La «droite», étrangement silencieuse, ferait bien de se pencher sur la question, de sortir de son mutisme et d'articuler une prise de position en faveur des plus petits de ses «électeurs potentiels» (pour paraphraser le Comité d'éthique). Une telle droite, si elle osait prendre le pari de remobiliser la société française dans une dynamique de reconnaissance et d'accueil de ses citoyens les plus faibles, reprendrait haut la main l'initiative du discours politique sur l'exclusion monopolisé jusqu'à ce jour par la gauche. Il va sans dire que ce qui est vrai pour la droite l'est aussi pour la gauche. Les lobbies pro-avortement le savent bien. Aussi leur jeu consiste-t-il à jouer les épouvantails afin qu'aucun des principaux partis en lice n'ose faire le premier pas. La solution demande de la part des militants pro-vie un effort de persuasion acharné pour faire comprendre à leurs élus que les épouvantails ne sont que des épouvantails, et que l'immense majorité silencieuse attend des réformes courageuses.

Peu importe alors qui, de la droite ou de la gauche, fera le premier pas : les autres suivront, car ils n'auront plus le choix.

Dans cette édition

- Editorial : Un pont trop loin — p. 1
- Actualité : Faits nouveaux (en bref) — p. 2
- Agir : Face aux projets gouvernementaux — p. 3
- Dossier : Trois mois de confusion — p. 4-5
- Notes de lectures — p. 6
- Vous nous avez écrit — p. 7
- Journée Nationale pour la Vie — p. 8
- Encart

CHIRON Yves, professeur d'histoire, né le 18 octobre 1960 à Notre-Dame-de-Rouvières, dans le Gard. Il est, depuis quelques années déjà, l'un des critiques littéraires les plus goûtés de la droite nationale. On trouve ses chroniques aussi bien dans le royaliste *Aspects de la France* que dans le journal *Présent,* dont Jean Madiran a fait un quotidien, ou dans les revues de la Droite traditionnelle. C'est une bonne vingtaine de livres que cet écrivain courageux a publié au cours de ces quinze dernières années, dont deux sur Maurice Barrès, le doctrinaire nationaliste des générations d'avant la Première Guerre mondiale. Il a signé divers ouvrages parmi lesquels : *Maurice Barrès, Edmond Burke et la Révolution Française, Padre Pio le stigmatisé, La Vie de Maurras* et *Paul VI, le pape écartelé.*

CHOUAT Didier, enseignant et maire de Loudéac, né le 24 avril 1945 à Paris. Elu député *PS* des Côtes-d'Armor le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu, en 1993, par le gaulliste Marc Le Fur, qui avait été pourtant peu aidé financièrement.

CHOSSY Jean-François, préparateur en pharmacie, conseiller régional et maire de Saint-Just-Saint-Rambert, né le 4 mai 1947 à Monbrison (Loire). Elu député *UDF* de la Loire le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

CHRONIQUE RÉPUBLICAINE (La). Hebdomadaire fondé en 1837, dirigé par Martin Cameau, qui a succédé à Pierre Cameau (B.P. 262, 35301 Fougères Cedex).

CICUREL Michel, banquier, né le 5 septembre 1947 à Cannes. Successivement attaché au ministère des Finances, au ministère de l'Equipement, au ministère de l'Environnement, où il assuma la fonction de conseiller technique à la direction de la construction, ce neveu de Pierre Mendès-France, protégé de Raymond Barre, fut chargé de mission pour les Affaires générales, puis directeur de cabinet du directeur du Trésor. En 1982, Michel Cicurel fut chargé de mission à la *Compagnie Bancaire* que présidait André Lévy-Lang, en devint le directeur en 1984, le directeur général-adjoint en 1988, redressa la situation de la banque *Cortal* en 1986. Il entra, au mois de novembre 1989, à la *BSN,* occupa, en 1990, le poste d'administrateur-délégué à *Galbany,* la filiale italienne de celle-ci, fut, chez *Cerus,* directeur-général (1991), vice-président-directeur général (1993), et, présidant le directoire général de la banque *Duménil-Leblé,* mit fin à l'amiable aux activités de cette société qu'avaient ruiné de mauvais investissements immobiliers. Sioniste convaincu, Michel Cicurel préside la commission de réflexion économique du *CNPF* et l'*Association des amis français de Beith Hatefutsoth* (le musée de la Diaspora de Tel-Aviv). Il a publié plusieurs ouvrages d'économie de tendance libérale. C'est un affilié influent du *Siècle.*

CINQUIÈME (La) (8, rue Marceau, 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 9). Cette « télévision du savoir, de la formation et de l'emploi » est dirigée par Jérôme Clément, P.-D.G.

CLAEYS Alain, enseignant et conseiller général, né le 25 août 1948 à Poitiers (Vienne). Il fut élu député *PS* de la Vienne le 1er juin 1997.

CHRONIQUE économique syndicale & sociale

Huitième année - N° 87 Septembre 2000

Mensuel de l'Association d'Etudes économiques, sociales et syndicales, publié avec le concours de l'Institut d'Histoire Sociale

le numéro : 22 F (3,35 euros)

L'Unedic et le paritarisme en danger

Il n'est pas surprenant que **Martine Aubry** et **Laurent Fabius** aient refusé d'agréer l'accord intervenu pour réformer l'Unedic : les fonctionnaires du ministère du Travail n'ont jamais accepté que le traitement du chômage s'opère sans eux, ni ceux du ministère des Finances, que la collecte des cotisations Unedic et le versement des indemnités aux chômeurs leur échappent. Sans compter que les réserves financières de l'institution seraient bien utiles aux deux ministres pour financer les 35 heures...

Pas surprenant non plus que les communistes de la CGT, lors de la négociation préparatoire, n'aient négligé aucune surenchère, aucune démagogie pour la faire échouer : partisans du tout Etat, même s'ils s'en défendent parfois, et hostiles au paritarisme dans lequel ils voient une forme de collaboration de classe, ils entendent mettre à bas un organisme autonome et géré paritairement.

A cette double offensive, on doit ajouter la maladresse de l'organisation patronale, de plus en plus flagrante depuis le temps où **François Ceyrac** et **Jean Neidinger** l'animaient. Et aussi le fait qu'à la direction de Force Ouvrière, les trotskistes du Parti des Travailleurs ne sont pas des fervents du réformisme ; tandis qu'à celle de la CFE-CGC, on semble tanguer comme dans un bateau ivre... Tous les ingrédients étaient donc réunis pour conduire à la crise actuelle de l'Unedic, qui est en même temps celle du paritarisme.

Les dirigeants communistes ont donc saisi l'occasion et, en plein été, ont mobilisé leurs troupes afin de transformer cette crise en désastre pour le réformisme. Le 7 août, ils ont lancé un appel (reproduit intégralement en première page de *l'Humanité* du lendemain) qu'ils ont aussitôt fait signer par leurs satellites, leurs "sous-marins" et leurs actuels compagnons de route. Notamment par des responsables de la FSU, de SUD-PTT, de la Ligue communiste révolutionnaire, ainsi que par des minoritaires de la CFDT et du Parti socialiste. Un appel pour la tenue d'"*Etats généraux*" de l'Unedic "*avec la participation de tous les acteurs concernés, des organisations syndicales, des associations de chômeurs et des élus du suffrage universel*". Peu importait que la FSU et SUD-PTT, groupant des fonctionnaires par nature non couverts par l'Unedic, ne soient pas des "*acteurs concernés*" — non plus que les "*élus du suffrage universel*". Il s'agissait de faire nombre et de politiser le sujet pour qu'il ne soit plus du seul domaine des partenaires sociaux.

Marc Blondel, informé de la manoeuvre, a fort à propos signifié que Force Ouvrière ne s'y prêterait pas et a publié dans *Le Monde* du 2 août un article dénué d'ambiguïté, intitulé : "*Il faut sauver le paritarisme*". Il y a estimé "*le moment venu... de resituer l'enjeu et d'éviter qu'il ne devienne politique*", et regretté que jusqu'ici, "*il n'ait pas été possible de procéder au renouvellement et à la réforme*" de l'Unedic. Il s'est demandé, "*devant la politisation actuelle du dossier, comment éviter la tentation du grand service public de l'emploi, c'est-à-dire l'étatisation*". Il a aussi souligné, pour les sans-emploi, "*la nécessité d'une protection sociale paritaire jouissant d'une relative autonomie...*" et demandé de "*ne pas laisser passer la chance de sauver le paritarisme*".

Opportune mise en garde, salutaires propositions. Il s'agit maintenant de concrétiser.

Morvan Duhamel

SOMMAIRE

Morvan Duhamel - **L'Unedic et le paritarisme en danger** 1
Où implanter le nouvel aéroport international ? 2
Une "cagnotte" qui n'existe pas 2
Corse : Karl Marx a montré... 2
De l'Ile des Orchidées à l'Ile de beauté 2
La France, avant-dernière en Europe 2
Deux syndicalismes en Bretagne 3
Comment la CGT conçoit la compétition syndicale 3
La CGT pareille à elle-même 3
Marc Blondel et le paritarisme 3
Force Ouvrière et la CGT face aux chinois morts de Douvres 3
L'épargne salariale réservée aux fonctionnaires ? 4
Une réinsertion professionnelle seulement pour les volontaires ? 4
Des conquêtes syndicales qui s'amenuisent à Hong-Kong 4
La CGT toujours affaiblie par ses liens avec le PC 4
Moins de travailleurs étrangers à Taïwan 4

CLARY Alain, professeur et maire de Nîmes, né le 21 mars 1938 à Peone (Alpes-Maritimes). Ce militant *communiste* fut élu député du Gard le 1er juin 1997.

CLAVERIE Pierre, évêque d'Oran, né le 9 mai 1938 à Alger, décédé le 1er mai 1996 dans un attentat à l'évêché. Durant la guerre d'Algérie, il protège à Paris les militants algériens en les faisant échapper à la police. Ordonné prêtre en 1965, il retourne en Algérie et y enseigne l'arabe classique. Il est l'auteur des ouvrage *Le Livre de la foi* et *Lettres et messages d'Algérie.* Il dit vouloir une Eglise sans exclusion, moins hiérarchisée, avec une partie du clergé marié, et moins moralisante.

CLEMENT Pascal, avocat, ancien ministre, Président du Conseil général et maire de Saint-Marcel-de-Félines, né le 12 mai 1945 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Elu député *UDF* de la Loire le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993, 18 juin 1995 (après la démission de Jacques Cyprès) et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

CLÉMENT Philippe, président de sociétés, né le 16 mai 1922 à Paris. Entré chez *Léon Chagnaud* (1956), il en fut le président-directeur général de 1969 jusqu'à sa retraite. Philippe Clément occupa également les postes de président de la *Fédération nationale des Travaux publics* (1973-1982), de président de la section des relations extérieures du Conseil économique et social (1974-1979), charge qu'il détient de nouveau depuis 1984, de vice-président du *CNPF* (1975-1981), de vice-président de la *Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris* (1983-1989). Depuis 1989, Philippe Clément préside l'*Automobile Club de France,* lieu de réunion du *Siècle* dont il est l'affilié zélé.

CLERGEAU Marie-Françoise, attachée commerciale, née le 2 mai 1948 à Nantes (Loire-Atlantique). Elle fut élue député *PS* de la Loire-Atlantique le 1er juin 1997.

CLERMONT-TONNERRE Antoine (de), directeur de sociétés, né le 18 juin 1941 à Lyon, d'une famille célèbre dans l'histoire. Chargé de la section Environnement au cabinet du ministre de l'Agriculture Alain Duhamel (1969-1971), il suivit celui-ci au ministère des Affaires culturelles (1971-1972). Antoine de Clermont-Tonnerre fut ensuite conseiller technique du Premier ministre Pierre Messmer, chargé de mission au cabinet du porte-parole du gouvernement André Rossi (1974-1976), conseiller technique puis conseiller pour la culture et la communication du Premier ministre Raymond Barre. Cet ancien de l'*ENA* devint président-directeur général de la *Société française de production,* perdit ce poste (juillet 1981), et obtint alors la présidence des *Editions Mondiales* (groupe *Cora-Révillon,* de la famille Bouriez), fonction qu'il quitta, contraint et forcé (1987), pour prendre la charge de responsable de la branche audiovisuelle du groupe. Après le fiasco qu'essuya le film de Robert Enrico sur la Révolution Française, Antoine de Clermont-Tonnerre abandonna définitivement les *Editions Mondiales* et, avec les groupes *Ariane* et *Revcom,* créa sa propre société de productions audiovisuelles, *MACT.* Bien qu'il eut toujours com-

battu les projets audiovisuels de la Gauche et les privilèges de *Canal-Plus*, son ami Jack Lang, ministre de la Culture, le nomma président de la Commission d'aide à la création dramatique. Il est affilié au *Siècle*.

CLIVE-WORMS Nicholas, banquier, né le 14 novembre 1942 à Londres. Entré au groupe familial *Worms & Cie* dès 1964, il y fut associé-commandité, non-gestionnaire mais responsable sur ses biens (1970), puis associé-gérant (1974). Les nationalisations socialistes dépossédèrent le groupe de la *Banque Worms* tout en le dédommageant de 290 millions, et il se reforma aussitôt à partir d'autres banques, de la gestion immobilière, du transport maritime (réalisant 17,5 milliards de chiffres d'affaires, 835 millions de bénéfices en 1995). Nicholas Clive-Worms fut également, de 1976 à 1989, président-directeur général et, de 1989 à 1991, associé-gérant de *Pechelbronn*, de 1989 à 1995 gérant de la *Banque Demarchy Worms & Cie*, tour à tour administrateur et vice-président de la *Banque Worms* (1972-1982) et, à la suite de la mort accidentelle de Bernard Dumont, président par intérim de la *Générale sucrière de Saint-Louis* (1995). Depuis 1989, il est vice-président de la Compagnie d'assurances *Athéna*, depuis 1993 président de *Christie's France* et membre du conseil d'administration de *Christie's International*. Ce fils d'une famille juive de Sarrelouis convertie au christianisme figure parmi les administrateurs de *LVMH*, de la *Préservatrice foncière Iard*, de *GPA-Iard*, de *GPA-Vie*, de *TF1*, de *Danone*, d'*Arjo Wiggins Appleton*, détient d'importantes participations chez *Saint-Louis*, *Danone*, *Lancel*, *Kenzo*, *Dior*, *Athéna*, *PFA*, *Unibail* (immobilier de bureau), *Eura-Lille*, *Forum des Halles*, les *Quatre Temps*, et la *Compagnie nationale de navigation*. Placé en examen consécutivement à un délit d'initié dans l'affaire du *Ciment français* (octobre 1995), il dut rendre la liberté à l'actionnariat familial (avril 1996). L'on estime que son groupe pèse à peu près 15 milliards. En 1991, Nicholas Clive-Worms percevait 5,8 millions annuels. Il est affilié au *Siècle*.

CLOUET Jean, responsable patronal, né le 7 mai 1921 à Nantes. Ce licencié ès lettres, diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques, fut administrateur civil au secrétariat d'Etat aux Affaires économiques (1950-1954), chargé de mission au cabinet du ministre des Affaires économiques Henri Caillavet (1954), du ministre de l'Outre-Mer, puis des Finances Robert Buron (1954-1955), secrétaire général des *Constructeurs automobiles français* (1955-1965), délégué général de la *Fédération nationale des Travaux publics* (1966-1978), président de l'*Union routière de France* (1976-1989). En outre, Jean Clouet a été maire de Vincennes de 1971 à 1996, conseiller général du département de 1976 à 1989. Depuis 1996, il est sénateur du Val-de-Marne. Il est aussi affilié au *Siècle*.

CLUB DE L'HORLOGE (Le). Fondé en 1974 par des énarques pour mieux encadrer la Droite. Président : Henry de Lesquen. Secrétaire général : Bernard Mazin (4, rue de Stockholm, 75008 Paris).

CLUB DES JACOBINS (Le). Fondé en 1951 par Charles Hernu. « En sommeil », selon l'expression maçon-

nique, depuis plusieurs années, il a été le marchepied de la réussite politique pour son fondateur et quelques autres membres. *Le Jacobin* était son organe de presse.

CLUBS PERSPECTIVES ET RÉALITÉS. Fondés en 1965 par Valéry Giscard d'Estaing, ils se sont transformés, trente ans plus tard, en *Parti populaire pour la démocratie française.* Hervé de Charette en est le président (voir *Parti populaire pour la démocratie française*).

COCHET Jean, journaliste, né le 27 février 1945 à Voiron (Isère), dans une famille de modestes paysans, d'origine protestante. Il a rejoint le nationalisme par deux voies distinctes : le refus du communisme (il avait, dans son enfance, côtoyé des militants communistes et leur attitude l'avait ulcéré) et la lecture, entre dix-sept et dix-huit ans, des ouvrages de Louis-Ferdinand Céline, et, plus tard, des œuvres de Charles Maurras et de Léon Daudet. Après avoir travaillé chez un bouquiniste où l'avait conduit son amour des livres, il travailla dans diverses maisons d'édition, dont les éditions médicales du groupe Masson. Il entra dans le journalisme en 1977 en devenant rédacteur à *Aspects de la France.* Il quitta cet hebdomadaire en avril 1982 pour entrer au quotidien *Présent,* où François Brigneau et Pierre Durand l'avaient attiré. Il s'occupe dans le journal de Jean Madiran du *supplément littéraire* et consacre quelques articles à la politique intérieure.

COCHET Yves, informaticien, né le 15 février 1946 à Rennes (Ille-et-Vilaine). Candidat *Radical, citoyen et vert,* il fut élu député du Val-d'Oise le 1er juin 1997.

CODOGNÈS Jean, avocat et conseiller général, né le 6 septembre 1953 à Perpignan (Pyrénées-Orientales). Il fut élu député *PS* des Pyrénées-Orientales le 1er juin 1997.

COHEN Pierre, ingénieur de recherche et maire de Ramonville-Saint-Agne, né le 20 mars 1950 à Bizerte (Tunisie). Il fut élu député *PS* de Haute-Garonne le 1er juin 1997.

COHEN-SEAT Jean-Etienne, éditeur, né le 20 mars 1946 à Paris. Licencié ès lettres, maître de philosophie, diplômé de l'*IEP,* il occupa, en 1969, le poste d'adjoint du directeur général de la *Sofrès,* celui de lecteur aux *Editions Gallimard,* et, de 1971 à 1972 professa les sciences politiques à Vientiane. Après avoir collaboré au *Quotidien de Paris,* Jean-Etienne Cohen-Seat fut introduit, par Pierre Nora, au groupe *Hachette,* y dirigea le département *Hachette-Littérature* de 1974 à 1978, puis fonda les *Editions Mazarine* où il occupa le poste de directeur jusqu'en 1984, date où *Hachette* l'en élimina. Jean-Etienne Cohen-Seat fut l'adjoint de Jean-Claude Lattès lorsque le groupe *Floirat-Lagardère-Filipacchi* prit le contrôle d'*Hachette* (1983) ; il fut aussi administrateur-délégué des *Editions Marabout,* gérant des *Editions du Chêne* (1983-1984), président-directeur général des *Editions Calmann-Lévy* (1985-1996). Ce petit-fils du grand rabbin de Marseille devint directeur général d'*Hachette* chargé des relations humaines au mois de septembre 1996. Il est membre de la *Fondation Saint-Simon* et est affilié au *Siècle.*

TOULOUSE 29 AOÛT 2000 - N° 835 HEBDOMADAIRE - 10F. 50-18° ANNÉE-NOUVELLE SÉRIE ISSN 0754 0558

REDACTOR : Félix ALVAREZ FERRERAS
Correspondencia - colaboraciones a :
Félix ALVAREZ FERRERAS
7, rue des Chênes Verts
66240 SAINT-ESTEVE
Tél. y Fax 04.68.92.75.13

SUSCRIPCION
ANUAL 500 F
SEMESTRAL 250 F
OTROS PAISES :
CORREO NORMAL 600 F
POR AVION 680 F

GIROS Y PAGOS A :
CENIT - CNT
CCP 15 574 49 K PARIS
33, rue des Vignoles - 75020 PARIS
Tél. 01.43.70.46.86

CeNiT

ORGANO DE LA C.N.T.-A.I.T. - REGIONAL DEL EXTERIOR
PORTAVOZ DE LA C.N.T. DE ESPAÑA

La salud

por Violeta PAZ

Tema diario y de consecuencias incalculables; hoy por hoy existen dos clases de salud, la buena y la mala, y es justamente a cada uno de nosotras y nosotros el hacer que sea buena y esto sin excusas, porque la salud no nos pertenece, pertenece a nuestra descendencia y esto ya es un deber.

A primera vista eso asusta como todas las obligaciones, pero la escuela de la vida y las ilusiones nos dan un temple de luchadores y luchadoras porque ¡la vida es lucha!

Los cuidados que los Griegos prodigaban a sus mujeres en estado de gestación les dió el resultado esperado (el tipo Griego que raya la perfección) y que nadie ha podido alcanzar. Los Romanos quisieron hacer algo parecido pero los medios empleados no eran los mismos. Para los Griegos eran el respeto, el amor, el estudio del cuerpo humano, físico y espiritual mientras que los Romanos era solo la idea de dominar al mundo.

Aquí nos encontramos que es a nosotros a decidir si queremos estar sanos o no, medios no nos faltan, libros, aire y sol : ahora a cada cual de organizarse. Mi compañero decía : "cada uno tiene lo que es capaz de organizarse." El que algo quiere, algo le cuesta y dificultades se encuentran siempre ; pero la salud es la mayor riqueza y vale la pena, lo primero revisar las costumbres alimenticias, porque se cometen muchos errores en este sentido, que nuestro cuerpo no puede tolerar y de aquí vienen todas las enfermedades. La revisión se hará con la ayuda de libros, no se puede continuar por este camino, se tienen resultados positivos enseguida y se podrá suprimir los elementos que causan

(Pasa a la pág. 2)

EDITORIAL

POR EL CAMINO DEL ANARQUISMO

La anarquía, es el conjunto de ideas sanas y generosas de vida. Afirma la anarquía que hay que rechazar el principio autoritario y de privilegios para que con ellos desaparezcan la explotación, la esclavitud, la miseria y la ignorancía. Busca la anarquía la dignificación del hombre combatiendo todas las religiones por considerarlas de grave peligro para la mente humana, por someterla a la más absoluta ignorancia. La anarquía declara la guerra a la guerra, busca la justicia y desea la emancipación para todos, sin distinción de raza ni de color. La anarquía lucha por la propia libertad lo mismo que por la ajena, sin cansancio ni tregua. La anarquía es humanidad porque lucha contra toda soberbia y autoritarismo. Anarquía es igualdad porque combate a los poderosos que han usurpado el producto de los trabajadores. Es anarquía paciencia y tolerancia porque lucha contra la ira y la nobleza. Anarquía es ateísmo y

(Pasa a la pág. 2)

COHEN-TANUGGI Laurent, avocat, né en 1957. Inscrit aux barreaux de Paris et de New York, il est membre-associé de l'important cabinet de juristes internationaux *Cleary-Gottlieb-Stern-Hamilton.* Parallèlement à sa carrière d'avocat, Laurent Cohen-Tanuggi a écrit des essais politiques tous hostiles au nationalisme, favorables à l'Europe de Maastricht et au Mondialisme : *Le Droit sans l'Etat* (1985), *La Métamorphose de la Démocratie* (1992), *L'Europe en danger* (1992), *Le Choix de l'Europe* (1996). Il est affilié au *Siècle.*

COINTAT Michel, ingénieur agronome et ingénieur des Eaux-et-Forêts, né le 13 avril 1921 à Paris. De 1962 à 1967, il occupa le poste de directeur de la production et des marchés dans le cabinet du ministre de l'Agriculture Edgar Pisani. Michel Cointat fut député *UDR* de l'Ille-et-Vilaine (1967-1993), ministre de l'Agriculture (1971-1972), ministre du Commerce extérieur (1980-1981), maire de Fougères (de 1971 à 1983). Il fonda la délégation parlementaire pour les communautés européennes (1979), et régénéra la branche française de l'*Union paneuropéenne internationale* (1989). C'est un affilié important du *Siècle.*

COLCOMBET François, magistrat et conseiller général, maire de Dompierre-sur-Besbre (Allier), né le 1er septembre 1937 dans cette localité. Elu député *PS* de l'Aisne le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997.

COLLANGE Monique, cadre administratif et maire de L'Albarède, née le 18 décembre 1946 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Elle fut élu député *PS* du Tarn le 1er juin 1997.

COLLIARD Jean-Claude, universitaire, né le 15 mars 1946 à Paris, fils du « doyen rouge », Arthur Colliard, ainsi nommé en raison de son comportement politique à la tête des facultés de droit à Grenoble et Paris. Avant de s'inscrire à la *Convention des Institutions Républicaines,* Jean-Claude Colliard milita au *PSU,* puis il rallia le *Parti socialiste,* où on le chargea des sondages. Il fut ensuite l'assistant de Maurice Duverger — cet ex-pétainiste rallié à la République rosée après la Libération — et celui de François Mitterrand à l'Elysée, spécialisé dans les affaires de presse. Laurent Fabius le prit dans son cabinet de président de l'Assemblée Nationale (1988-1992). Cela l'incita à se présenter aux législatives de 1988 dans les Bouches-du-Rhône où il fut battu. Membre influent du *Siècle,* il appartient également au *Grand Orient de France.*

COLLOMB Bertrand, directeur de sociétés, né le 14 août 1942 à Lyon. De 1971 à 1973, adjoint du délégué à l'informatique au ministère de l'Industrie Maurice Allègre, il devint, en 1973, conseiller du ministre des Réformes administratives puis des Affaires culturelles Alain Peyrefitte, ensuite du ministre de l'Education René Haby. En 1975, Bertrand Collomb, catholique « conciliaire », rejoignit le privé comme directeur au groupe *Lafarge.* Il y gravit promptement les échelons de la hiérarchie, et fut là tour à tour directeur général-adjoint, président des *Ciments Lafarge-France,* directeur général-adjoint de *Lafarge Coppée* (1982), président-directeur général de la filiale de *Biotechnologie Orsan,* président-directeur général de *Lafarge Corp* (1985), vice-président-directeur général (1988) et président-directeur général du grou-

Numéro 166 Mai-Juin 1999 10 francs

COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
section de l'Association Internationale des Travailleurs

Ceux qui sont cause des guerres n'en meurent jamais

pe (1989). Aujourd'hui, celui-ci numéro 1 mondial des matériels de construction avec un chiffre d'affaires de 33 milliards, rassemble, répartis dans trente-cinq pays, trente-trois mille salariés. Depuis 1996, Bertrand Collomb remplace Didier Pineau-Valencienne à la présidence de l'*Institut de l'Entreprise*. Il est affilié au *Bilderberg Group*, au *Forum Davos* et au *Siècle*.

COLOMBIER Georges, salarié de l'industrie, conseiller général et maire de Meyrieu-les-Etangs, né le 8 mars 1940 à Jallieu (Isère). Elu député d'Isère le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il était *UDF-PR* ; il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants*.

COMBAT SYNDICALISTE (Le). Bimestriel de la *Confédération Nationale du Travail*, section de l'*Association Internationale des Travailleurs* dont le siège est en Espagne (*AIT*, Apartado 4141, 18080 Grenade, Espagne). La publication *Combat syndicaliste* siège en France (*CNT-ALT-CTC*, 151, rue Dejean, 80060 Amiens Cedex 09 ; ou *CNT*, 239, rue d'Ornano, 33000 Bordeaux ; ou *CNT*, 7, rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse).

COMBE Maurice, ecclésiastique. Prêtre-ouvrier insoumis en 1954, il participa à la réunion organisée en 1991 à Pommeray sur leur itinéraire entre 1946 et 1991.

COMBRET Bernard (POLGE de), diplomate, né le 27 octobre 1942 à Paris. Conseiller des Affaires étrangères au quai d'Orsay, il fut attaché financier à l'ambassade de France aux Etats-Unis de 1975 à 1977. Il occupa ensuite, chez *Elf-Aquitaine*, les postes de directeur des affaires internationales (1978-1982), de directeur du commerce extérieur (1983-1989), de directeur des transports maritimes, de directeur du raffinage et de directeur de la distribution (1993). Depuis 1991, Bernard Polge de Combret est président de *Socap International*, président d'*Elf-Antar*, administrateur-délégué d'*Elf-Trading*, membre du comité de direction générale d'*Elf-Aquitaine*. C'est un affilié influent du *Siècle*.

COMMUNAUTÉ DE SECOURS AUX ÉGLISES MARTYRES (CSEM). Cette association, qui ne participe à aucune action politique, s'efforce d'aider, de favoriser la libération des chrétiens persécutés. Outre les prières qu'elle préconise dans ses réunions et manifestations, elle agit par les écrits — notamment avec son *Bulletin de Nouvelles* — le film, les diapositives, les causeries ; ses équipiers apportent des secours à « *des croyants fidèles et persécutés, répondant ainsi à des besoins précis et urgents* ». L'action de la *CSEM* s'étend particulièrement dans les pays communistes, car c'est là que les chrétiens ont le plus à endurer. Mais elle vient aussi en aide à des chrétiens persécutés en d'autres lieux. La *CSEM* est régie par une Assemblée générale de membres. Cette Assemblée élit les vérificateurs de comptes, et le Conseil chargé d'exécuter ses directives et les affaires courantes. Michèle Nicolle (Lot. Les Soldanelles, 46, rue des Belladones - 74800 La Roche-sur-Foron) est la secrétaire de l'association. En France, le relais est assuré par Thierry Ernst (119, avenue des Cèdres, 38280 Villette-d'Anthon).

Correspondance européenne

Agence d'information

Directeur de la publication:
Roberto de Mattei

Secrétariat et correspondance:
Via G. Sacconi 4/b I - 00196 Rome
Tél.: 0039-06-3214722
Fax: 0039-06-32505159

Tour Louise, Av. Louise 149, bte 18
B - 1050 Bruxelles
Tél.: 0032-2-5338900
Fax: 0032-2-5338907

Av. des Champs Elysées, 39
F - 75008 Paris
Tél.: 0033-1-53831000
Fax: 0033-1-45638408

CE 41 **20 mars 2000**

SOMMAIRE

CE 41/01 **De l'Europe de Maëstricht à la "globalisation"** (p. 1)
CE 41/02 **UE: oui aux homosexuels, non aux dynasties en exil** (p. 2)
CE 41/03 **UE: dernières nouvelles de la Charte des droits** (p. 3)
CE 41/04 **UE: les menaces qui pèsent sur les produits traditionnels** (p. 3)
CE 41/05 **Belgique : la pilule RU 486 bientôt commercialisée** (p. 4)
CE 41/06 **Belgique : une nouvelle politique étrangère** (p. 5)
CE 41/07 **U.S.A.: les catholiques et les élections présidentielles** (p. 6)
CE 41/08 **U.S.A.: la Californie rejette le "mariage" homosexuel** (p. 6)
CE 41/09 **Soudan: écoles primaires transformées en écoles coraniques** (p. 7)
CE 41/10 **Saint-Suaire: une grande réunion à Paris** (p. 7)

ISSN:1126-7097

Publiée par l' Institut Européen de Recherches, Etudes et Formation (I.E.R.E.F.)

Une agence d'information aussi peu conformiste que possible.

COMTADIN (Le). Hebdomadaire (diffusion : 4 234 exemplaires OJD) dirigé par Yves Rousset-Rouard, secondé par Eric Cowez pour la rédaction (BP 202, 84009 Avignon Cedex 01).

CONFÉDÉRATION ÉCOLOGIQUE. Parti écologique créé en 1984 par la fusion des *Verts Parti écologiste* et des *Verts Confédération écologique*. Dès lors, Dominique Voynet devint la principale *leader* des *Verts*, son principal concurrent, Antoine Waechter, le fondateur de l'*Association fédérale régionale pour la protection de la nature AFPN*, étant boudé par les *Verts* qui lui reprochent sa tactique « *ni gauche, ni droite* ». Et même combattu par l'écologiste Pierre Fournier, un militant de l'ultra-gauche, qui publie *La Gueule ouverte*, avec le soutien des rouges, Cavana et le « professeur » Choron, de *Charlie Hebdo*. Waechter avait obtenu 1 142 000 voix aux Présidentielles (1988), mais Voynet était sur le chemin du pouvoir en prônant l'union avec la gauche pour les élections de 1998 ; elle est, aujourd'hui, ministre de l'Environnement. La division des écologistes en une multitude d'organisations ne contribue, cependant, pas à en faire un mouvement irrésistible.

CONRAD Philippe, enseignant en histoire et journaliste (*Spectacle du Monde, Enquête sur l'Histoire*), né le 29 mars 1945 à Mantes-la-Jolie. Il a dirigé la rédaction d'*Histoire-Magazine* et de *Terres d'Histoire* ainsi que des encyclopédies historiques pour les *Editions Atlas*. Il est, entre autres, l'auteur des ouvrages *Les janissaires* et *Louis XVII, l'énigme du roi perdu*.

CORNILLET Thierry, Pierre, Fernand, homme politique. Né le 23 juillet 1951 à Montélimar (Drôme), fils du colonel Jean-Baptiste Cornillet. Docteur en sciences politiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Lyon, chargé de mission dans divers cabinets ministériels, il fut élu maire de sa ville natale (1989). Il siège au Conseil général de la Drôme et il est vice-président du Conseil régional de Rhône-Alpes, député *UDF* de la Drôme et député européen.

CORNU Gérard, opticien, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 28 mars 1993), né le 6 février 1952 à Aouste (Ardennes). Il a été élu sénateur *RPR* d'Eure-et-Loir le 27 sepbre 1998.

CORNUT-GENTILLE François, cadre d'entreprise et maire de Saint-Dizier, né le 22 mai 1958 à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Après avoir appartenu aux services du *CNPF* puis à la *SOFRES* et à l'*Institution Louis Harris*, et enfin à la rédaction de *la Croix*, et avant de devenir le secrétaire départemental du *RPR*, il a été élu député *RPR* de Haute-Marne le 28 mars 1993 ; il fut réélu le 1er juin 1997. Les Cornut-Gentille sont bien connus des pétainistes et des gaullistes. Bernard Cornut-Gentille fut sous-préfet de Reims sous Vichy, puis préfet sous la IVe République et ministre du général De Gaulle sous la Ve et enfin député pro-Algérie Française.

CORSE-MATIN. Edition corse de *Nice-Matin* dirigée par Jean-Paul Gherardi (22, rue César-Campinchi, 20200 Bastia et 10/12, cours Napoléon, 20000 Ajaccio).

COURRIER DU CONTINENT

Bulletin du
NOUVEL ORDRE EUROPÉEN

Sommaire:

	Page
Le Bloc-Notes	2-5
Edoardo Longo : L'implosion raciale	6
"La colonisation de l'Europe" (note de lecture)	7
Scholasticus : Nouvelles culturelles Criminalité	8
"Sauver l'Europe" (note de lecture) Antiracisme	9
"Le Contre-Rapport Bergier" (note de lecture) La chasse aux sorcières	10
Les muselières	11
G.-A. Amaudruz : Justice mondialiste	12

NUMERO 419

Mai 2000

Abonnements : Suisse Fr.s. 35.-, France F 150.-, Belgique Fb 930.-, Italie : Lit. 45 500, Allemagne : DM 45.-, Espagne 3950 pesetas. Montants payables au CCP : 10-20614-1, Courrier du Continent, Lausanne.

Rédacteur responsable: G.-A. Amaudruz, Case Ville 2428, Lausanne (Suisse).

Ce mensuel paraît depuis des années sous la direction de son fondateur G.-A. Amaudruz.

CORSE VOTRE HEBDO (La). Hebdomadaire dirigé par Michel Comboul, assisté de Jean-René Laplaybe, pour la direction, et de Jean Poleti, pour la rédaction (B.P. 177, 20178 Cedex RP).

CORSICA. Magazine mensuel (20 000 exemplaires) dirigé par Anne-Marie de Zerbi, Joseph-Guy Poletti étant chef de la rédaction (1, rue Conventionnel-Saliceti, 20200 Bastia).

COSSÉ-BRISSAC Charles-Henri (de), exploitant agricole et maire de Saint-Mars-la-Jaille, né le 16 mars 1936 à Paris. Issu d'une très ancienne famille de la noblesse française, dont un membre, Louis-Hercule de Cossé, duc de Brissac, gouverneur de Paris, fut massacré sous la Révolution (1792). Elu sénateur de Loire-Atlantique le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

COSTANTINI Pierre, officier-aviateur, président de la *Ligue française* (voir : *Sigmaringen*).

COT Jean-Pierre, professeur, né le 23 octobre 1927 à Paris. Tenant de la deuxième gauche, il adhéra au *Parti socialiste* en 1969. Maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier après son père, son grand-père, son arrière-grand-père, son arrière-arrière-grand-père, Jean-Pierre Cot devint député de Savoie, noua des liens d'amitié avec François Mitterrand dès que celui-ci prit la tête du *PS,* et fut chargé par son parti de plusieurs missions à l'étranger. Hostile au *Ceres,* finalement il rejoignit et fut le conseiller, pour les Affaires extérieures, de Michel Rocard. De 1981 à 1982, ce fils du très prosoviétique ministre de l'Air du Front Populaire, Pierre Cot, occupa la charge de ministre de la Coopération. Membre du comité directeur du *PS* depuis 1973, membre du conseil exécutif de l'*Unesco* (1983, 1989, 1994), député et président de la commission du budget au parlement européen, il présida, en 1989, le groupe socialiste de cette assemblée. Au parlement européen, Jean-Pierre Cot fit exclure des postes de responsabilité les représentants du *Front National* (1989) et fut le promoteur d'une motion qui exigeait que le gouvernement Berlusconi refuse d'intégrer des membres de l'ex-*MSI,* l'*Alliance Nationale.* Il est affilié au *Siècle.*

COUANAU René, inspecteur général de l'administration de l'Education nationale, né le 10 juillet 1936 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), ville dont il est devenu maire. Appelé le 2 avril 1986 à remplacer Pierre Méhaignerie, démissionnaire, il fut ensuite élu député *UDF* d'Ille-et-Viaine le 12 juin 1988 et réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

COURRIER (Le) (voir *L'Observateur*).

COURRIER CAUCHOIS (Le). Hebdomadaire répandu à 44 000 exemplaires dans la région d'Yvetot. A la tête du journal, Jacques Passet est directeur général, Jean-Michel Maussion directeur de la rédaction et Christophe Dupuis, rédacteur en chef (2, rue Edmond-Labbé, 76194 Yvetot Cedex).

COURRIER DE L'EURE (Le). Hebdomadaire normand fondé en 1952, dirigé par Pierre Lenôtre, assisté par Anne Duval, rédactrice en chef (54, rue de la République, 27110 Le Neubourg).

Droit, Économie, Collectivités locales, Administrations
Les ANNONCES LÉGALES, en pages intérieures

Courrier français

DU DIMANCHE

L'HEBDOMADAIRE DU DÉPARTEMENT.

ÉDITION BORDEAUX-GIRONDE
14 JUILLET 2000

16, RUE CROIX-DE-SEGUEY - 33000 BORDEAUX - TEL. : 05.56.44.72.24
57ème ANNÉE - N° 2913 - Le numéro 5,80 F - FAX. : 05.56.44.23.70

ÉCHARDE D'ENCRE

LE PÉRIL VERT : SOUS LES PAVÉS, LES GRAMINÉS

L'écrivain Michel Suffran milite pour la défense de l'herbe des rues.

Lire en rubrique « Gironde »

PETITES SŒURS DES PAUVRES

150 ANS AU SERVICE DE BORDEAUX

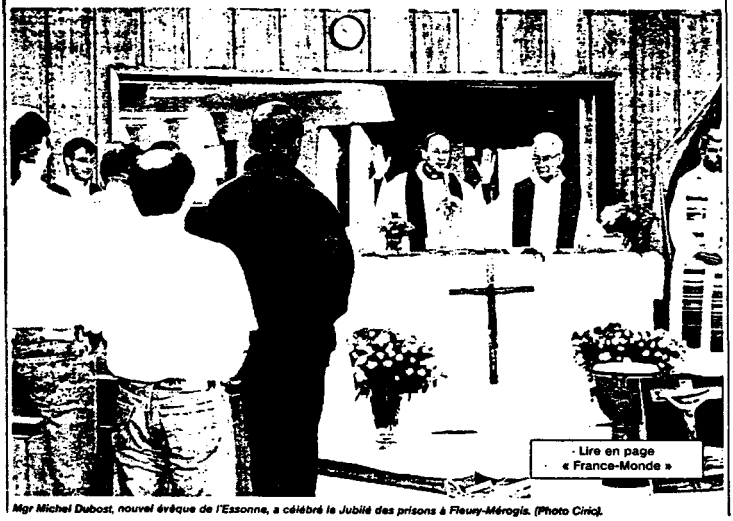
En 1850, deux Petites Sœurs s'installaient dans le « Château du diable », promettant de « faire leur affaire » du démon. Aujourd'hui, cinquante-sept personnes s'occupent d'une centaine de pensionnaires.

Lire en rubrique « Diocèse »

JUBILÉ DES PRISONS

L'APPEL À LA CLÉMENCE

Dimanche dernier, à l'occasion du Jubilé, les évêques de France se sont rendus dans les prisons. Parallèlement, deux rapports parlementaires soulignent le mauvais état des établissements pénitentiaires français.



Lire en page « France-Monde »

Mgr Michel Dubost, nouvel évêque de l'Essonne, a célébré le Jubilé des prisons à Fleury-Mérogis. (Photo Ciric).

LE JUBILÉ EN GIRONDE

Lire en rubrique « Diocèse »

SOMMAIRE

TOURISME

LES DOUZE « PETITES FRAISES » DE BORDEAUX

« Faire de Bordeaux une ville incontournable, au même titre que Paris », c'est le défi de l'Office de Tourisme bordelais. Douze jeunes accueillent et renseignent les touristes depuis le début de l'été.

Lire en rubrique « Gironde »

MONTAGNE

LES « IMAGINAIRES DU VIN » À L'ÉCOMUSÉE

Jusqu'au 26 août, l'écomusée du Libournais propose un parcours-spectacle où se mêlent des dégustations de mots, de sons et de vins.

Lire en rubrique « Libournais »

ANDERNOS LES-BAINS

PASSION EN VOL

Vingt lycéens des classes de Seconde, Première et Terminale ont mené à bien leur projet d'initiation aéronautique.

Lire en rubrique « Bassin d'Arcachon »

Un hebdomadaire démocrate-chrétien dont les éditions régionales couvrent une partie de la France.

COURRIER DE MANTES (Le). Autre publication des Méaulle, une famille ancrée en Normandie, qui a résisté aux appétits du trust Hersant, il y a quelques années, cet hebdomadaire est tiré à près de 9 000 exemplaires. Bernard Méaulle est son directeur et Patrick Wasset son rédacteur en chef. Le journal est lié au *Courrier des Yvelines* et au *Courrier des Hauts-de-Seine* dont Bernard Méaulle est le directeur, 8 600 exemplaires qui doublent le tirage de la presse Méaulle dans le secteur (B.P. 1019, 78203 Mantes-la-Jolie et B.P. 201, 78104 Saint-Germain-en-Laye Cedex).

COURRIER DE LA MAYENNE (Le). Hebdomadaire dirigé par Loïk de Guébriant et « rédigé en chef » par Jean-Yves Delort. Fondé le 23 novembre 1944, il est diffusé largement dans tout le département (B.P. 2109, 53021 Laval Cedex 9).

COURRIER DE L'OUEST (Le). Quotidien régional animé par Christian Courtal (directeur de la publication de *l'Eclair* de Nantes), Christian Coisseau, directeur général, secondés par Pierre Fanneau, secrétaire général, Jacques Basseau, rédacteur en chef du quotidien et de son édition dominicale. Yves Durand est directeur départemental et Claude Saulais, responsable de la rédaction d'Angers (B.P. 788, 49007 Angers Cedex 01).

COURRIER DE ROME. Edition française du journal romain *Si Si No No,* qui lutte contre les infiltrations ennemies dans l'Eglise romaine (« Que votre *oui* soit *oui*, que votre *non* soit *non*, tout le reste vient du Malin »). Edité à Versailles (B.P. 156, 78001 Versailles Cedex) sous la direction de R. Boulet et la collaboration de l'abbé de Taveau. Le IVe Congrès international de *Si Si No No* s'est réuni à Rome les 3-5 août 2000. Thème : *Bilan et perspectives pour une vraie restauration de l'Eglise.* Participants et intervenants : Abbé Régis de Cacqueray (éducation, famille, école). Abbé Emmanuel du Chalard de Taveau (liturgie). R.P. Emmanuel Marie (exégèse). S.E. Monseigneur Bernard Fellay (sacerdoce). Abbé Patrick de La Rocque (Papauté, hiérarchie, collégialité). M. Arnaud de Lassus (catéchèse). Abbé Alain Lorans (enseignement, séminaire, université). Professeur Juan Carlos Ossanden Valez (les droits de l'homme). Professeur Paolo Pasqualucci (le surnaturel). Professeur Hugues Petit (doctrine sociale de l'Eglise). R.P. Fernando Rifan (l'apostolat). Professeur Agostino Sanfratello (philosophie). Abbé Bruno Schaeffer (vie religieuse). Le secrétariat du Congrès est situé *via* Mazzini, N° 19, I. Montalenghe (T.O. Italie). C'est sous l'égide de l'organisme *Courrier de Rome - Si Si No No* qu'a été publié en 1999 *Maçonnerie et sociétés secrètes - Le côté caché de l'histoire,* un volume de près de 700 pages, préfacé par Henry Coston.

COURRIER DES YVELINES (Le). « Couplé » avec *le Courrier des Hauts-de-Seine,* cet hebdomadaire est, lui aussi, dirigé par Bernard Méaulle, Thierry de Cabarrus étant le responsable de la rédaction (BP 201, 78104 Saint-Germain-en-Laye Cedex).

COURRIER DU LÉON (Le), (anciennement, *Le Courrier du Léon et du Tréguler*). Hebdomadaire fondé en 1945 lié au *Progrès de Cornouailles* (voir à ce nom).

COURRIER DU LOIRET (Le). Hebdomadaire dirigé par un état-major présidé par Pascaline Charié, P.-D.G., Jean-Paul Charié, directeur général, Dominique Mameaux, rédacteur en chef et son adjoint Alain Bourliaud (B.P. 357, 45303 Pithiviers Cedex).

COURRIER DU PAYS DE RETZ (Le). Hebdomadaire dirigé par Philippe Hersant, le fils du célèbre *papyvore* (décédé). Stéphane Rouzeau est son adjoint (3, rue de Linz, 44215 Pornic Cedex).

COURRIER FRANÇAIS (Le). Hebdomadaire de tendance démocrate-chrétienne, tirant plusieurs éditions régionales, dirigé par Bernard Cattanéo, par ailleurs directeur de *La Vie Corrézienne.* Vincent David en est le rédacteur en chef (B.P. 506, 33006 Bordeaux Cedex).

COURRIER FRANÇAIS (Le). Hebdomadaire de la chaîne du *Courrier Français,* grand hebdomadaire démocrate-chrétien, animé dans le département des Landes par Nathalie Carrière et Nicole Humeau (L'Arrayade, 102, avenue France-Jeanté, 40100 Dax Cedex).

COURRIER HEBDOMADAIRE (Le). Disparu récemment avec son fondateur, *Le Courrier hebdomadaire* avait été créé à Paris en 1958 par Pierre Debray, et transféré en 1998, au cœur de la Vendée (Résidence Victoria, 78-82, boulevard d'Angleterre, 85000 La Roche-sur-Yon). C'était l'un des guides intransigeants de la droite catholique ; il patrona un journal, *L'Insurgé,* dont les deux numéros étaient consacrés à l'antisémitisme et à la pornographie.

COURRIER INDÉPENDANT (Le). Hebdomadaire fondé en 1849. Gilles Traonouil est, présentement, le directeur et le rédacteur en chef du journal (B.P. 472, 22604 Loudéac Cedex).

COURRIER INTERNATIONAL (Le). Hebdomadaire de politique étrangère dirigé par Alexandre Adler, assisté de Philippe Thureau-Dangin. Son tirage en fait l'un des grands journaux français : 112 000 exemplaires (14, boulevard Poissonnière, 75308 Paris Cedex 09).

COURRIER PICARD (Le). Quotidien régional (75 000 exemplaires) dirigé par Dominique Fontaine, président, et Jean Quéméré, directeur général, le rédacteur en chef étant François Perrier (B.P. 1021, 80010 Amiens Cedex 01).

COURRIER SAVOYARD (Le). Hebdomadaire dirigé par Marc Peyrègue, assisté de Virginie Thomas (B.P. 225, 74006 Annecy Cedex).

COURRIER VENDÉEN (Le). Dirigé par Philippe Hersant cet hebdomadaire (4 200 exemplaires) a pour responsable de la rédaction Stéphane Rouzeau (B.P. 343, 85306 Challans Cedex).

COURRIÈRE Raymond, notaire honoraire, ancien ministre, ancien président du Conseil général, président de l'Association départementale des Maires et maire de Cuxac-Cabardès (Aude), né le 23 août 1932 dans cette localité. Il est le fils du sénateur *socialiste* Antoine Courrière. Elu sénateur de l'Aude le 8 décembre 1974, il a été réélu les 28 septembre 1980, 28 septembre 1986, 24 septembre 1989 et

à Gilberte et Henry Coston

Alcibiade

qui en savent autrement plus long

sur

LA PRESSE D'OPINION

que l'horrible néo-nazi

Alcibiade

En fraternelle amitié

PAC

Numéro hors série de
« L'Echo de la Presse et de la Publicité »
14, rue des Prêtres-St-Germain-l'Auxerrois
PARIS (1er)
1958

Alcibiade, c'était Pierre-Antoine Cousteau, c'était PAC (pour ses amis). Mort en 1958, il est toujours vivant dans le cœur de ses proches et de ses confrères. Le livre de Benoît Lœuillet, paru tout récemment, fait mieux connaître ce *journaliste engagé*.

27 septembre 1998. Il est membre du groupe *socialiste*.

COURSON Charles (de), conseiller référendaire à la cour des comptes, conseiller général et maire de Vanault-les-Dames, né le 2 avril 1952 à Paris. Elu député *UDF-alliance* de la Marne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

COURTINE Robert-J., journaliste (1910-1998). Sa disparition a privé la gastronomie française d'un de ses meilleurs défenseurs : sous le pseudonyme de La Reynière, Courtine fut le chroniqueur spirituel et féroce du quotidien *le Monde,* qui ignorait alors les origines nationalistes de son guide en gourmandise. Ce n'est qu'au début des années 90 qu'un « antiraciste » le dénonça à ses confrères. Ceux-ci apprirent alors que Robert-J. Courtine avait été, dans les années 1940-1944, l'un des rédacteurs les plus cotés du maréchalisme parisien. Employé au PMU, en 1940, il entra dans la presse à ce moment-là : un de ses compagnons de *l'Action Française* des années 30, l'attira à *La France au Travail.* Courtine était devenu l'un des principaux rédacteurs de ce quotidien populiste, qui paraissait depuis l'été 1940, sous la direction de Jean Drault, ancien collaborateur d'Edouard Drumont, et de Georges Oltramare dit Charles Dieudonné, ancien député nationaliste de Genève, principalement lu par des électeurs communistes que déboussolaient les palinodies et les trahisons de Maurice Thorez et de Jacques Duclos, et surtout la conclusion du pacte germano-soviétique en 1939. Courtine (Robert-J.) fut rédacteur à *L'Appel* et speaker à *Radio-Patrie.* Après l'épuration, il fut l'un des collaborateurs réputés du *Monde,* jusqu'au jour où l'on connut la carrière pétainiste de La Reynière.

COUSIN Alain, agent général d'assurances et conseiller général, né le 8 avril 1947 à Périers (Manche). Elu député *RPR* de la Manche le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il fut l'un des rares parlementaires à s'indigner des propos de Giscard d'Estaing sur « l'invasion » immigrée.

COUSSAIN Yves, cadre supérieur de banque et conseiller général, né le 15 mai 1944 à Tessières-lès-Bouliès (Cantal). Elu député *UDF* du Cantal le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

COUSTEAU Pierre-Antoine, journaliste, ancien directeur de *Je suis partout,* rédacteur à Radio-Patrie (voir : *Sigmaringen*). Condamné à mort par les tribunaux de l'épuration, gracié, il demeura de longues années en prison (Fresnes, Clairvaux). Après sa libération, il reprit du service dans la presse nationale et populaire (*Rivarol, Charivari*) et publia plusieurs livres, aujourd'hui très recherchés : *Mines de rien, Hugothérapie, En ce temps-là.* Un étudiant niçois, Benoît Lœuillet, a présenté à la Faculté de Nice une thèse qui a été bien accueillie. En décembre 2000, cette œuvre a été édité en livre sous le titre : *Pierre-Antoine Cousteau : un journaliste engagé.*

COUTEAUX Paul-Marie, Jean, écrivain, enseignant, né le 31 juillet 1956 à Paris XIVe. Fils de l'écrivain André Coûteaux. Diplôme de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, diplôme d'études approfondies d'analyse poli-

Courrier Français International

Revue de géopolitique .N° ISSN – 0980 – 0646
Lutte contre la subversion - dialectique
Routage N° 125 – Commission paritaire 68301 –

Courrier Français international
B.P. 1716
73017 Chambéry Cedex
France

N° - 69 -

Directeur :Joseph KROTKY
Imprimé par nos soins

On répète volontiers qu'il faut vivre avec son temps Oui, mais « son temps » il faut le connaître. C'est précisément le but de notre publication. Nous vivons dans une telle accélération de l'Histoire du Monde que beaucoup se sentent perdus. Les forces qui gouvernent le monde aujourd'hui, ne sont pas les mêmes que celles d'hier. Même les mentalités ont changé. Tout évolue à une vitesse vertigineuse, celle de l'internet et de l'informatique. « Le projet échelon » espionnage américain est universel. La désinformation est.la maîtresse de l'information. Dans tout ce fatras qui voudrait gouverner le monde, nous Devons revenir à l'essentiel, Dieu. Le monde marxiste Comme le monde capitaliste sont voués à l'échec, malgré leur Triomphe apparent aujourd'hui, mais pour combien de temps Encore ? – Dieu a toujours le dernier mot.

Devons-nous prendre au sérieux les prophéties pour notre Temps ? Ne nous laissons pas embarquer par n'importe Quel prophète ! Avant d'essayer de comprendre une Prophétie il faut prier et se servir de notre intuition. Il peut y avoir d'utiles avertissements et conseils. Mettons La prière avant la réflexion et avant l'action.

JUILLET - AOÛT
SEPTEMBRE
2000

Bimestriel
N° 140
ISSN 0152-7614

CREDO

TOUT RESTAURER DANS LE CHRIST (St Pie X)

PÉRIODE DES VACANCES : TEMPS PRIVILÉGIÉ POUR REVIGORER L'ÂME ET L'ESPRIT AUTANT QUE LE CORPS

CREDO - Chez Jacques Piaçon
6, allée Corot - 78170 La Celle-Saint-Cloud - le numéro : 10 F

MAI - JUIN
1999

Bimestriel
N° 133
ISSN 0152-7614

CREDO

La rencontre de Mgr LEFEBVRE et du Padre PIO que l'Église vient de béatifier récemment

De nouvelles menaces contre nos écoles

Échos de la Terre Sainte

La dévotion mariale du Chapelet quotidien

Saints et Saintes de France : Saint Louis et Sainte Geneviève

CREDO - Chez Jacques Piaçon
6, allée Corot - 78170 La Celle-Saint-Cloud - le numéro : 10 F

tique. Sorti de l'*ENA* en 1982, il navigua dans divers cabinets ministériels, il participa à l'organisation du Centenaire du général De Gaulle (1989) et collabora avec le ministre Jean-Pierre Chevènement. Elu le 13 juin 1999 au Parlement européen (liste *Rassemblement pour la France*), directeur de la *Revue de politique française* (depuis 1998). Il est l'auteur de plusieurs livres.

COUVE Jean-Michel, cardiologue, conseiller général et maire de Saint-Tropez, né le 3 janvier 1940 au Muy (Var). Elu député gaulliste du Var le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est inscrit au groupe *RPR*.

COUVELAIRE Alexandre, Maurice, président de société, né le 3 mars 1936 à Neuilly-sur-Seine. Créateur et administrateur de compagnies aériennes (*Eurolair, Mooney Aircraft, AOM*), il a présidé la *Fédération nationale de l'aviation marchande* (*FNAM*), et appartient à cette organisation proche des synarques : *Entreprises et Progrès* depuis 1998.

COUVERT Etienne, professeur de lettres, né le 30 juillet 1927 à Lyon. Inquiet de constater chaque jour la décomposition de l'Eglise, il constitua, avec des amis, la *Société Auguste Barruel,* du nom du premier écrivain qui dénonça avec force et précision les organisations secrètes. Cette société, disparue aujourd'hui, fit paraître un *Bulletin* dans lequel on abordait le problème de la crise religieuse que connaît le monde catholique. Etienne Couvert publia en même temps trois volumes consacrés à la *Gnose,* parus en 1984, 1989 et 1993.

COVA Charles, officier de marine honoraire, né le 9 décembre 1931 à Bourg-en-Bresse (Ain). Elu député *RPR* de Seine-et-Marne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Les sociétés financières du coin remplissent régulièrement sa caisse électorale (461 000 F en 1993).

CRECY Renaud (de), prêtre du Prado, missionnaire en Côte d'Ivoire, il fit une grève de la faim par opposition à l'édification de la basilique de Yamoussoukro.

CREDO. Revue catholique bimestrielle fondée en 1974 par Michel de Saint-Pierre, dirigée par Jacques Plaçon. Après avoir réaffirmé son attachement à Rome, le manifeste de *Credo* met en garde contre les effets du Concile Vatican II et demande en particulier : « *que la Messe catholique traditionnelle, latine et grégorienne, selon le missel romain de Saint Pie V, puisse être célébrée librement dans toutes les églises de France et que, conformément à la bulle du Saint Pape, cessent les brimades contre les prêtres et les fidèles qui la maintiennent vivante en la célébrant ou en y assistant. Qu'elle puisse notamment être librement célébrée à l'occasion des cérémonies à caractère familial (mariage, funérailles...) lorsque les intéressés ou leurs proches le demandent. Que le latin reste la langue officielle de l'Eglise et le chant grégorien l'instrument privilégié de la divine louange. Que la communion puisse être partout reçue à genoux, sur la langue et exclusivement des mains consacrées de ministres de Dieu ; que les permissions laxistes accordées dans ce domaine ne se transforment pas en obligations pour les fidèles qui s'y refusent.* » Les anima-

la Croix

LUNDI 20 NOVEMBRE 2000 Quotidien - n° 35775 6,50 F 0,99 €

ÉCONOMIE & ENTREPRISES

Le beaujolais nouveau fait des émules

Pages 11 à 14

ÉDITORIAL

Causalité ou humanité

Par Bruno Frappat

Myopie judiciaire pour séisme éthique. L'arrêt de la Cour de cassation, rendu vendredi au sujet d'un handicapé né alors que sa mère croyait ne pas avoir la rubéole, peut donner lieu à deux lectures : l'une, juridique, l'autre, anthropologique.

La Cour donne raison aux parents du jeune garçon — aujourd'hui âgé de dix-sept ans — qui, en son nom, demandaient réparation du préjudice subi du fait de son handicap. Les juges suprêmes établissent un lien de causalité dans l'enchaînement des faits suivants : demande de diagnostic prénatal, affirmation par la mère qu'elle demanderait un avortement en cas de rubéole, erreur de diagnostic, naissance acceptée, handicap. Pour les juges, les fautes médicales sont bien la cause du « préjudice résultant du handicap ».

S'en tenant à cette mécanique de causalités, la Cour a fait l'impasse sur le vertige éthique que provoquerait sa décision. Comme si elle se lavait les mains à propos d'un autre enchaînement de causalités lié aux effets de sa propre décision. Elle n'en est pas à sa première manifestation de myopie. On se souvient d'un arrêt disculpant un chauffard à la veille des grands départs en vacances...

Le sous-texte de l'arrêt, son encreux anthropologique, est redoutable, et paradoxal. Redoutable en ce qu'il suggère que le fait de naître peut être traité, juridiquement, comme un préjudice. Mais aussi en ce qu'il pousse à une sélection à l'entrée de la vie, sous peine de réparations à assumer en cas d'imperfections. C'est accepter d'avance que la vieille formule « je ne vous ai pas demandé de me mettre au monde » trouve bientôt un écho contentieux. Paradoxal en ce sens que l'embryon se trouve, rétrospectivement, dans la position du plaignant, preuve qu'il est bien une personne ! Mais alors, les embryons privés de vie, quelle réparation du préjudice ?

L'humanité, l'amour humain, le respect de la vie, les handicapés n'ont gagné en cet arrêt qu'une certitude : c'est bien à la société de dire l'éthique quand les juges la défont.

La justice invente la naissance comme préjudice

Des médecins, des juristes, des associations s'élèvent contre l'arrêt de la Cour de cassation qui autorise l'indemnisation d'un enfant handicapé, après une erreur de diagnostic prénatal

▶Pages 4-5

BETTINA LEMAN

FRANCE

Les Semaines sociales proposent un « statut du travailleur » ▶Page 8

MONDE

La justice fait durer le suspense entre Bush et Gore ▶Page 9

SPORT

La belle victoire si longtemps attendue du XV de France ▶Page 15

M 0140 - 1120 - 6,50 F

Italie : 2 700 L ; Belgique : 45 FB ; Maroc : 13 DH ; Espagne : 200 P ; Portugal : 225 PTE ; Suisse : 1,90 FS ; Luxembourg : 45 LUF ; Canada : 2,25 $CA ; USA : 1,80 $US ; Pologne : 4 PLZ. Côte d'Ivoire, Sénégal, Congo et Tunisie : 750 CFA ; DOM-TOM : 8,80 FF.

Le Christ a disparu du titre de *La Croix*...

teurs de *Credo* défendent, en outre, avec ardeur, la mémoire d'Alexis Carrel, dont Jean Rostand disait qu'il « *est un des plus grands savants qu'ait eus la France* ». Dans un tract intitulé « *Défense de Carrel* », *Credo* proteste contre « *l'arrachage des plaques* » des rues Alexis Carrel, pratiqué par des adhérents de *Jeunesses socialistes, Ligue Communiste Révolutionnaire* et *Trotskiste* : une nébuleuse de groupuscules au sein desquels on retrouvait fréquemment les mêmes personnes : *LICRA, MRAP, Ras l'Front, CAFAR, FSU, CAPTUS, LDH, MJS, MOC, Le Sursaut, SOS Racisme* et d'autres lobbies bien connus (*Credo*, 5, allée Corot, 78170 La Celle-Saint-Cloud).

CRÉPEAU Michel, avocat, né à Fontenay-le-Comte (1930-1999). Maire de La Rochelle depuis 1971, ce diplômé d'études supérieures de droit privé et d'histoire du Droit fut conseiller général de Charente-Maritime (1967-1985), député radical de gauche du département (1973-1993), vice-président (1971-1978) et président (1978-1981) du *Mouvement des radicaux de gauche.* Candidat à l'élection présidentielle de 1981, il obtint 2,21 % des suffrages et se désista en faveur de François Mitterrand. Cette initiative lui valut d'occuper successivement les postes de ministre de l'Environnement (1981-1982), de ministre du Commerce et de l'Artisanat (1983-1984), de ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme (1984-1986), de ministre de la Justice (février-mars 1986). Démissionnaire, en 1987, du *MRG* où il avait été mis en minorité, Michel Crépeau fonda, la même année, le mouvement *Libertés pour demain.* Il fut membre de la Commission trilatérale qu'il quitta à la suite d'un conflit intérieur. Il était affilié au *Siècle.*

CRI DE LA CHOUETTE (Le). Pamphlet rédigé par Roger Minne et son équipe, « politiquement incorrecte », il se présente sous la forme d'une *Lettre* réservée aux abonnés (*Club de la Chouette*, BP 444, 75327 Paris Cedex 07).

CROISADE (La). Journal mensuel fondé en 1930, paraissant à Montech (Tarn-et-Garonne). Il était dirigé par André Roussel et Pierre de Montable en était le principal rédacteur. Son faible tirage ne lui permit pas d'atteindre les milieux nationaux et anti-maçonniques des années 1976-1978 : il disparut.

CROISSET Charles (WIENER de), inspecteur des Finances, né le 28 septembre 1943 à New York ; de la famille de l'écrivain Francis Wiener dit de Croisset. Il fut chargé de mission à la présidence de la République (1972), chargé de mission auprès du ministre de l'Economie et des Finances, Jean-Pierre Fourcade (1976), conseiller technique, puis directeur de cabinet du ministre de l'Industrie André Giraud (1978-1980). A partir de 1980, Charles Wiener de Croisset fit carrière au *Crédit Commercial de France.* Il y fut tour à tour secrétaire général, directeur général-adjoint (1983), directeur général (1987), président (1993). Lors de la première cohabitation, il dirigea le cabinet du ministre de l'Economie, des Finances et de la Privatisation Edouard Balladur, et conserva

CE DICTIONNAIRE DE BONNE FOI PEUT CONTENIR DES ERREURS OU DES OUBLIS. NOUS REMERCIONS LES LECTEURS QUI VOUDRONT BIEN NOUS LES SIGNALER.

le poste quand la Gauche revint au pouvoir. Il est affilié au *Siècle*.

CROIX (La). Quotidien catholique dirigé par Alain Cordier, Bruno Frappat étant à la tête de la rédaction. Tête du groupe *Bayard Presse* qui contrôle des dizaines de publications catholiques. Diffusion : 90 000 exemplaires (3-5, rue Bayard, 75393 Paris Cedex 06).

CROIX DU MIDI (La). Hebdomadaire catholique fondé en 1892 publiant plusieurs éditions départementales, dirigées par Jean-Pierre Vitu de Kerraoul. Olivier Lepoutre est le directeur de l'édition toulousaine et Marc Poujol, son rédacteur en chef (B.P. 503, 31011 Toulouse Cedex).

CROIX DU NORD (La). Hebdomadaire catholique tirant à 10 000 exemplaires dont le rédacteur en chef est Bruno Cortequisse (B.P. 29, 59009 Lille Cedex).

CROIX HEBDO DE LA HAUTE-MARNE (La). Journal catholique dont les 4 500 exemplaires sont diffusés dans le département. Dirigé par Jacques Loth, il a pour rédacteur en chef Antoine Colliat (B.P. 90, 52203 Langres Cedex).

CUILLANDRE François, fonctionnaire et conseiller régional, né le 5 février 1955 à Brest (Finistère). Il fut élu député *PS* du Finistère le 1er juin 1997.

CUQ Henri, fonctionnaire au ministère de l'Intérieur et conseiller général, né le 12 mars 1942 à Toulouse (Haute-Garonne). Il fut élu député *RPR* des Yvelines le 16 mars 1986 et fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

CUNY Jean-Marie, écrivain et directeur de revue, né le 6 mai 1942 à Nancy. Apprenti cuisinier à l'âge de quatorze ans, il ouvrit, au retour du service militaire, un restaurant qui devint très vite célèbre. Son premier livre est un livre de cuisine, bourré d'anecdotes culinaires. Son second ouvrage, sur le vieux Nancy, fut couronné par l'*Académie Stanislas* qui lui décerna son *Grand Prix Historique*. En 1974, il fonda la *Revue Lorraine Populaire* qui connut aussitôt un grand succès. Le voilà donc éditeur. Mais son engagement politique lui vaut la mise à l'index de sa revue : son nom figurait sur la liste de Jean-Marie Le Pen aux élections européennes de 1984. Pour un motif analogue, l'Université condamna son *Histoire de la Lorraine,* en raison des idées nationalistes de son auteur. Le boycott du livre s'est accompagné d'une série d'ennuis, qui n'ont pas découragé le militant national et traditionaliste qu'il demeure. Libraire et bouquiniste, il préside l'Association *Mémoire des Lorrains*. Il est, en outre, l'auteur de plusieurs ouvrages, dont : *Promenades en Ville-Vieille de Nancy, Nancy et ses environs, Saint-Nicolas, Autant en emporte le temps !, Nancy, Les Bonnes recettes de nos villages, Nancy la Belle, Noël et Saint-Nicolas en Lorraine, La Voie royale, carnet de route à l'usage de la jeunesse,* illustré par Chard, *La Lorraine en révolution, Drôle d'époque !,* illustré par Chard, *Histoire de la Lorraine, Almanach lorrain, Dictionnaire de la cuisine lorraine, La Lorraine à table.*

CURUTCHET (voir *Editions Jean Curutchet*).

CUTTOLI Charles (de), avocat à la cour d'appel de Paris, ancien Premier vice-président du Conseil supérieur des Français de l'Etranger, né le 15 août 1915 à Sartène (Corse-du-Sud). Elu sénateur des Français établis hors de France le 2 octobre 1974, il a été réélu les 3 octobre 1983 et 27 septembre 1992. D'abord affilié à la gauche démocratique, ce Franc-Maçon a rejoint le *RPR*.

CUVILLIEZ Christian, professeur et maire de Dieppe, né le 25 septembre 1941 à Fécamp (Seine-Maritime). Il fut élu député *PCF* de la Seine-Maritime le 1er juin 1997.

HENRY COSTON

présente

Selon que vous serez puissants ou misérables

LE B.B. DÉMASQUÉ

- **Le poison est dans l'assiette**
- **Cette mystérieuse attirance**
- **Pour notre éducation politique**
- **Ceux qui n'ont pas de conviction**
- **Un document peu connu**
- **Toute la ville en parle**

NOUS, LES FRANÇAISES **N° 6**

Prix : 30 francs

Publication de la Droite nationale et populaire.

D

DABEZIES Pierre, ancien élève de Saint-Cyr, ex-chef du IIe bataillon de choc, il remet en 1989 un rapport au ministre de la Défense Jean-Pierre Chevènement sur Saint-Cyr, dans lequel il condamne l'enseignement et le fonctionnement. Président de la *Fondation pour les études de défense nationale,* il adhère également à l'*International Institute for Strategic Studies* et à l'*Institut français des relations internationales.* Ancien ambassadeur de France au Gabon, il est en outre ancien conseiller de Paris et ancien député apparenté *PS* de la capitale, en tant que représentant de la *Fédération des républicains de progrès.*

DALLAIS Francis, né le 11 janvier 1954 à Verneuil-Moustiers (Haute-Vienne). Il a fondé en 1979 le *Comité pour la célébration du 550e anniversaire du procès de Jeanne d'Arc* à Poitiers, avec la participation du Marquis de La Franquerie, de Marie-Madeleine Martin et de Gérard Saclier de La Batie (il créa avec ce dernier l'*Union des cercles Légitimistes de France*). En 1985, l'Association *Une France, un Roi* lui a décerné le prix Sainte Jeanne d'Arc pour son livre *Légitimisme et catholicité.*

DANIEL Jean-Claude, professeur et maire de Chaumont, né le 14 juin 1942 à Lorient (Morbihan). Il fut élu député de la Haute-Marne le 1er juin 1997, et il s'est apparenté au groupe *socialiste.*

DARCOS Xavier, inspecteur général de l'Education nationale et maire de Périgueux, né le 14 juillet 1947 à Limoges (Haute-Vienne). Il a été élu sénateur de Dordogne le 27 septembre 1998 et est rattaché administrativement au *RPR.*

DARMON Jacques, inspecteur des Finances, né le 12 août 1940 à Alger, d'une famille renommée de la communauté israélite. De 1969 à 1973, il fut tour à tour chargé de mission et conseiller technique auprès du directeur de cabinet du ministre de la Défense Michel Debré, ensuite son adjoint avant d'être nommé chargé de mission à Datar. Jacques Darmon fut également directeur du cabinet de

Michel d'Ornano au ministère de l'Industrie, au ministère de la Culture, au ministère du Cadre de Vie (1974-1978) et, à compter de 1977, il présida le conseil d'administration de l'Opéra. En 1979, ayant opté pour le privé, il assuma successivement, dans le groupe *Willot*, les fonctions de directeur et d'administrateur à la direction générale de *Boussac et St Frères*. Jacques Darmon quitta le groupe *Willot* en 1980. Il devint alors, chez *Thomson-CSF*, directeur-délégué et président-directeur général de *Thomson-CST Informatique*, puis, la Droite revenue aux affaires, occupa le poste de président de la *Télévision de France* en 1986 et, en 1989, celui de président-directeur général de la *Banque d'investissement et de trésorerie*. Jacques Darmon est aussi président-directeur général de *Sarma-Da Costa*, directeur général de *Friedland Finance*, co-gérant de *Friedland-Investissements*. Il est affilié au *Siècle*.

DARMON Marco, magistrat, né le 26 juillet 1930 à Tunis. Magistrat en Bretagne de 1957 à 1959, ensuite détaché au ministère de la Justice, il occupa d'avril 1973 à mars 1974, la fonction de conseiller technique du garde des Sceaux Jean Taittinger, puis de vice-président du Tribunal de grande instance de Paris. En 1981, Marco Darmon fut nommé directeur-adjoint du cabinet du ministre de la Justice Maurice Faure, poste où le maintint le successeur de celui-ci, Robert Badinter. Promu directeur des Affaires civiles et du Sceau en 1982, il devint, en 1984, avocat général à la Cour de Justice de l'Union européenne de Luxembourg, avec qualité de président de chambre à celle de Paris. Il est affilié au *Siècle*.

DARNAND Joseph, chef de la *Milice française* (voir : *Sigmaringen*).

DARNE Jacky, expert-comptable et maître de conférences en gestion, maire de Rillieux-la-Pape, né le 18 décembre 1944 à Rosières (Haute-Loire). Il devint député *PS* du Rhône le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Jean-Jack Queyranne, nommé membre du gouvernement.

DARNE Rémi, journaliste, né le 2 juillet 1961, décédé le 19 février 1996. Son père faisait partie des 121 Français installés au Maroc qui signèrent pour l'indépendance. Il est l'auteur des ouvrages *Les Fous de l'ordre, armée et éducation face à la démocratie* et *L'affaire du lycée militaire d'Aix, l'armée face à la démocratie*. Homosexuel, il adhère à *ActUp Paris* et dirige *Combat face au sida*, la revue de l'Association des communistes combattants du sida dont il était le président.

DARRAS Danielle, militante politique, née le 22 décembre 1943 à Carency. Elue députée aux élections européennes de 1999, sur la liste socialiste.

DARSIÈRES Camille, avocat, né le 19 mai 1932 à Fort-de-France (Martinique). Elu député de la Martinique le 28 mars 1993 (apparenté au groupe *socialiste*) et fut réélu le 1er juin 1997.

DASSAULT Olivier, ingénieur, né le 1er juin 1951 à Boulogne-Billancourt. Il co-fonda la société Production 2000 avec son grand-père, le fameux avionneur Marcel Dassault. Olivier Dasssault fut conseiller aux affaires internationales chez *Avion Marcel Dassault-Bréguet Aviation* (1978), créa *Inter-Production* (octobre 1978), société qui

devint le groupe *Olivier Dassault International Communication (ODIC)* en 1981 et qu'il présida jusqu'en 1985. En 1989, ce docteur en gestion et en informatique fut, chez *AMDBA*, chargé de mission auprès du président, puis directeur de la stratégie (1990). Entré à *Airifi* (1991), filiale d'*AMDBA* spécialisée dans le financement des aéronefs, il y occupa le poste de conseiller jusqu'en 1993. Olivier Dassault, membre du comité central et secrétaire national au commerce extérieur du *RPR* depuis 1990, appartient au conseil municipal de Paris depuis 1978. Député de l'Oise depuis 1988, il fut battu lors des élections municipales de Beauvais (1992, 1993), siégea au conseil régional de Picardie (1992-1993) et siège au conseil général de l'Oise depuis 1995. Quoique ayant organisé la campagne pour l'Ecole libre (1984), Olivier Dassault, qui soutint la candidature d'Edouard Balladur (1995), est membre de la Loge *La Nouvelle Jérusalem* de Paris, relevant de l'obédience de *La Grande Loge de France*, et du club maçonnique *Le Carrefour de L'Amitié*. Il est naturellement affilié au *Siècle*.

DASSAULT Serge, président de sociétés, père du précédent, né le 4 avril 1925 à Paris. Entré dans la société de son père Marcel Dassault (1955), il y fut tour à tour directeur général-adjoint (1963), président-directeur général (1967-1986) de *l'Electronique Serge Dassault*, administrateur d'*Avion Marcel Dassault* (1985). A la mort de Marcel Dassault, Serge Dassault devint président-directeur général d'*Avion Marcel Dassault-Bréguet Aviation*. Depuis 1968, cet ex-élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique siège au comité de direction du *Groupement des industries électroniques*, au bureau du *Groupement des industries françaises aéronautiques et spéciales* qu'il préside depuis 1993, assume également la présidence de l'*Association française pour la participation dans les entreprises* depuis 1972, la présidence du *Conseil des industries de la défense française* depuis 1994, appartient à la commission économique du *CNPF*. Militant jusqu'en 1980 du *Centre National des Indépendants*, dont il fut la tête de liste à Corbeil-Essonnes, lors de l'élection législative de 1977, Serge Dassault fut battu, sous les couleurs de l'*UDF*, aux élections législatives de 1978 et de 1981, fonda l'*Union des Libéraux Indépendants* qui prit vite le nom de *Parti Libéral* (mai 1981), Conseiller municipal de Corbeil-Essonnes (1983-1995), conseiller régional, d'abord Indépendant ensuite *RPR*, d'Ile-de-France (1986), conseiller général de l'Essonne (1988), maire de Corbeil-Essonnes (1995), il appartient, probablement, à *La Grande Loge de France* et, officiellement, au club maçonnique du *Carrefour de l'Amitié* et est affilié au *Siècle*. L'on considère que sa fortune dépasse 2 milliards.

DASSEUX Michel, retraité des Postes, conseiller général et maire de Coulounieix-Chamiers, né le 23 janvier 1936 à Périgueux (Dordogne). Il fut élu député *PS* de Dordogne le 1er juin 1997.

DAUBRESSE Marc-Philippe, maire de Lambersart, né le 1er août 1953 à Lille (Nord). Elu le 12 juin 1988, il devint député *UDF* du Nord le 2 février 1992, après le décès de Jacques Houssin. Il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DAUFRESNE Charles, Abel, médecin, né le 21 janvier 1883 à Gros-Theil (Eure). D'abord socialiste, il rallie le *PCF* avec fracas en juin 1939 : comme il était alors député du Calvados, cela donna au parti de Thorez une grande place dans le Calvados. Il fut, naturellement, déchu de son mandat parlementaire par le gouvernement Daladier et pendant l'Occupation, il milita au *Front National* (communiste). Mais, à la Libération il fut accusé d'avoir livré aux Allemands des soldats britanniques réfugiés à l'Hôtel de Ville de Honfleur en 1940. Bien qu'acquitté par la Cour de justice (octobre 1945), il ne retrouva pas son siège de Conseiller général du Calvados, le préfet s'y étant opposé. Dégoûté, le docteur Daufresne se retira de la vie politique.

DAUGE Yves, inspecteur général de la construction, conseiller général et maire de Chinon, né le 26 janvier 1935 à Fontevrault-l'Abbaye (Maine-et-Loire). Il fut élu député *PS* d'Indre-et-Loire le 1er juin 1997.

DAUPHINÉ LIBÉRÉ (Le). Quotidien régional, fondé en 1944, dirigé par Denis Huertas, P.-D.G., assisté par Henri-Pierre Guilbert. Christian Sadoux étant le rédacteur en chef, Pierre-Marie Seghers, son adjoint à la rédaction, et Bernard Seux, directeur de la communication. L'édition *Sud-Isère* a pour directeur départemental Jean-Pierre Souchon et l'édition *Nord-Isère,* Antoine Reboul (Les Iles-Cordées, 38913 Veurey Cedex).

DAUTRESME David, banquier, né le 5 janvier 1934 à Marseille. Rapporteur-adjoint de la commission de l'équipement sanitaire et social du Ve Plan (1964), après avoir été membre de la Cour des Comptes, il devint contrôleur général de la *Caisse des dépôts et consignations* (1966). David Dautresme fut chargé de mission au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances Michel Debré (1967), puis entra au *Crédit Lyonnais* (1968). Il y occupa successivement les postes de sous-directeur, de directeur des programmes et du contrôle de gestion, de directeur général-adjoint, de chargé de la direction centrale de la production et de la comptabilité (1978), y réorganisa les affaires financières compromises à la suite d'un scandale financier dans la gestion des patrimoines particuliers, y intensifia l'informatisation. Président du *Crédit du Nord* en 1982, ce proche de Laurent Fabius et de François Bloch-Laîné intégra, en 1986, la *Banque Lazard frères,* dont, avec Bernheim, Combret et Roger, il fut bientôt l'un des grands patrons. Il est l'un des affiliés au *Siècle.* Ses propositions, faites à Laurent Fabius en 1981, sur la réforme de la fiscalisation et sur la formation d'un second marché boursier, furent appliquées les années suivantes.

DAVID Martine, secrétaire de direction, née le 19 décembre 1952 à Loches (Indre-et-Loire). Elle devint député *PS* du Rhône le 29 juillet 1988, en tant que remplaçante de Jean Poperen, nommé membre du gouvernement, et fut réélue les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DAVID ET JONATHAN. Association d'homosexuels chrétiens regroupant fidèles et religieux, fondée par Jacques Perotti. Elle fait connaître sa lutte pour la reconnaissance de l'égalité des relations homosexuelles et hétéro-

sexuelles à travers sa revue *Pêcheurs d'homme,* dirigé par Hubert Dewitte, président du mouvement.

DAVID-WEILL Michel, banquier, né le 23 novembre 1932 à Paris. Véritable patron de la *Banque Lazard frères,* il est, avec une fortune d'à peu près 10 milliards et détenant 51 % du capital de la société, l'un des hommes les plus riches de France. Proche du Pouvoir quelle que soit la couleur politique de celui-ci, Michel David-Weill prit la direction de *Lazard-Paris* en 1975, de *Lazard-New York* en 1977, participa, de 1980 à 1990, aux principales OPA financières, organisa l'entente entre *ITT* et *CGE* dans le téléphone. Il fut également le maître-d'œuvre de la fondation de *LVMH,* de l'expansion du groupe *Vincent-Bolloré,* de la vente du journal financier les *Echos* à un groupe d'outre-Manche. Citoyen français et résident américain, il contrôle une très grosse partie du financement des industries françaises, préside le conseil d'administration de la *Sovac,* vice-préside *Danone,* siège au conseil d'administration d'une dizaine d'autres sociétés. Ex-président du *Conseil supérieur du mécénat,* Michel David-Weill, important donateur du *Fonds social juif,* préside depuis 1987 l'association des *Amis du musée national d'art moderne* du *Centre Georges-Pompidou,* depuis 1984 l'*Union centrale des Arts décoratifs,* est membre du *Club des Cent* et de l'Académie des Beaux-Art et est l'un des affiliés de tête du *Siècle.*

DAVOINE Bernard, enseignant de collège et maire de Wavrin, né le 15 janvier 1941 à Quiévy (Nord). Elu député *PS* du Nord le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997 et devint député le 5 juillet 1997, en remplacement de Martine Aubry nommée membre du gouvernement.

DAYAN Georges, avocat, né le 6 mars 1915 à Oran, décédé le 28 mai 1979. En 1947, chef de cabinet de François Mitterrand, il demeura près de celui-ci sous la IVe République. Georges Dayan anima l'*UDSR* (1952-1962), créa la *FGDS* (1965), fut député du Gard (1967), siégea comme représentant de Mitterrand, au présidium du comité directeur du *Parti socialiste* à compter de 1961, au Sénat, à compter de 1977. Nonobstant l'usage, Mitterrand le fit nommer, au tour extérieur, maître des Requêtes au Conseil d'Etat. C'était un affilié du *Siècle.*

DAYAN Paule, épouse **COHEN,** avocate, fille du précédent, née le 17 janvier 1944 à Oran. Entrée dans la Magistrature (mars 1981), elle fut juge au tribunal de grande instance de Nanterre et chargée de mission à la présidence de la République de 1981 à 1993. Paule Dayan remplit également les fonctions de juge au tribunal de grande instance de Paris, s'occupa des relations entre la Présidence et le Parlement, et fut secrétaire générale du *Conseil supérieur de la Magistrature* (1993-1994). Mitterrand, au tour extérieur, l'imposa au Conseil d'Etat malgré l'avis défavorable motivé de celui-ci. Elle est affiliée au *Siècle* comme son père.

DÉAT Marcel, ancien ministre sous la IIIe République, chef du *RNP,* directeur de *l'Œuvre,* ministre de l'Etat français établi à Vichy (voir : *Sigmaringen*).

DEBARGE Marcel, postier, né le 16 septembre 1929 à Courrières. Tour

à tour militant de la *CGT*, du *PSA*, du *PSU*, de la *SFIO* (1964), il adhéra au *Parti socialiste* (1975) et entra au comité directeur de celui-ci (1977). Marcel Debarge, maire du Pré-Saint-Gervais de 1977 à 1995, année où il démissionna au bénéfice de Claude Bartolone, est sénateur de la Seine-Saint-Denis depuis 1977. Membre du secrétariat national du *PS* en 1979, ce proche de François Mitterrand fut secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle (mai-juin 1981), secrétaire national aux fédérations et au contentieux du *PS* (1985-1988), dirigea la campagne socialiste lors de l'élection européenne de 1989. Devenu en mars 1990 secrétaire national à la coordination du *PS*, Marcel Debarge fut, en 1991, secrétaire d'Etat au Logement, puis, de 1992 à 1993, ministre de la Coopération et du Logement. Il est affilié au *Siècle*.

DEBATISSE Michel, agriculteur, né le 1er avril 1929 à Palladuc. De 1954 à 1957 secrétaire général de la *Jeunesse Agricole Chrétienne*, il occupa la même fonction au *Centre national des jeunes agriculteurs* de 1958 à 1964. Membre du bureau national de la *FNSEA* en 1963, Michel Debatisse fut secrétaire national-adjoint (1964), secrétaire général (1968), président (1971) de celle-ci. Quoique proche de Jacques Chirac, il soutint Valéry Giscard d'Estaing en 1978, fut élu député européen sur la liste de Simone Veil en 1979, et démissionna de la présidence de la *FNSEA* afin d'occuper le poste, créé pour lui par Giscard, de secrétaire d'Etat à l'Industrie agro-alimentaire. Hostile à l'agriculture traditionnelle, favorable à une agriculture européenne industrielle, cette position le fit coopter au sein de la *Commission trilatérale*. Délégué général-adjoint des adhérents directs de l'*UDF*, Michel Debatisse entra au bureau politique du *CDS* en 1991. Après avoir été président du Comité économique et social d'Auvergne (1974-1983), il préside aujourd'hui, depuis 1983, la Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme, depuis 1989 la coopérative internationale *Sodiaal*, depuis 1990 la société de produits laitiers *Prodiaal* qui commercialise les marques *Candia* et *Yoplait*, est aussi président de l'*Institut de formation des cadres agricoles*, délégué général du *Centre d'études et de réflexions pour la promotion de l'agriculture et des industries agricoles et alimentaires*. Michel Debatisse fut réélu au Parlement européen en 1984 et en 1992. Naturellement, il est affilié au *Siècle*.

DEBRAY Pierre, écrivain (1922-2000). Il adhéra à la *Fédération Française des Etudiants Catholiques* et à *Jeunes Chrétiens combattants*, assurant la direction de l'organe *Nouvelle Jeunesse*, supprimé pour son opposition à l'épuration des écrivains. Il collabora aux revues *La France Catholique*, *Témoignage Chrétien*, *Aspects de la France* et *l'Ordre français*. Il publia dès 1996 *Courrier hebdomadaire* de l'association *Chrétiens pour un Monde Nouveau*. Il a signé *Un catholique retour de l'URSS*, *La Troisième Guerre mondiale est commencée*, *Comment peut-on être royaliste aujourd'hui ?* et *l'Europe assassinée. Pour une Europe de l'esprit*. Il est décédé le 17 octobre 1999. La messe a été célébrée le 11 décembre 1999 en la chapelle Notre-Dame du Lys. C'est un défenseur de la France Française et chrétienne qui a disparu.

DEBRÉ Jean-Louis, magistrat, ancien ministre et conseiller général, né le 30 septembre 1944 à Toulouse (Haute-Garonne), fils de Michel Debré, ancien Premier ministre, arrière-petit-fils du rabbin Debré. Elu député *RPR* de l'Eure le 16 mars 1986, Jean-Louis Debré fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DECAGNY Jean-Claude, directeur de l'hôpital de Felleries-Liessies et maire de Maubeuge (Nord), né le 10 juin 1939 à Maubeuge. De tendance *UDF*, il fut appelé le 25 janvier 1988 à remplacer Georges Delfosse, décédé, et fut réélu député du Nord les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DECAUDIN Philippe, délégué régional du Crédit Foncier et conseiller général, né le 6 septembre 1944 à Arsy (Oise). Il fut élu député *PS* de la Vienne le 1er juin 1997.

DEFERT Daniel, maître de conférences à Paris-VIII. « *Rouge chrétien* » anticolonialiste et de tendance *Gauche prolétarienne*. Fondateur de l'association *Aides*, il condamne une Eglise trop moralisante et dépassée puisque réservant la sexualité au mode de la transmission de la vie.

DEFLASSIEUX Jean, banquier, né le 11 juillet 1925 au Cap-d'Ail. Entré au *Crédit Lyonnais* (1948), il y fut directeur du commerce extérieur (1969), directeur des affaires internationales (1972), membre du comité de direction générale (1978). Adhérent de la *SFIO* en 1951, Jean Deflassieux siégea au comité directeur du *PS* en 1969, assuma diverses charges au sein de plusieurs cabinets ministériels socialistes (1956-1958), s'opposa à Guy Mollet et anima le *CEDEP* de Pierre Mauroy (1958). Sous le pseudonyme de Jean-Pierre Barel, cet ex-élève de l'*Ecole des Hautes Etudes Commerciales* et de la *London School of Economies*, participa, dans les années 1970, aux travaux économiques du *PS*, à la création d'*Urba*, la fameuse officine pourvoyeuse de fonds discrets, rédigea les principaux chapitres relatifs à la finance et à la banque des programmes socialistes. La Gauche au pouvoir, Jean Deflassieux fut le grand sélectionneur des membres des cabinets ministériels et des patrons de banques, fut promu administrateur général (février 1982), puis président du *Crédit Lyonnais* (juillet 1982). Démissionnaire de ce poste en 1986, il préside aujourd'hui la *Banque pour le développement des échanges internationaux* (l'une des filiales du *Crédit Lyonnais*), *Euralille-Métropole* et *France-Export-Plus*. Conseiller pour le commerce extérieur de la France, Jean Deflassieux appartient en outre à la *Commission trilatérale* et y occupe, depuis 1982, la fonction de trésorier. C'est, en outre, un affilié important du *Siècle*.

DEFLESSELLES Bernard, ingénieur et conseiller régional, né le 16 octobre 1953 à Paris. Il fut élu député *Démocratie libérale et indépendants* des Bouches-du-Rhône le 28 mars 1999, en remplacement d'Alain Belviso, dont l'élection avait été annulée par le Conseil constitutionnel le 3 février 1999.

DEFONTAINE Jean-Pierre, directeur commercial, né le 4 février 1937 à Mametz (Pas-de-Calais). Elu député du Pas-de-Calais le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

Sa caisse électorale a bénéficié des largesses de diverses sociétés : *Compagnie générale de chauffe, Lobry Goub* et *Wihant* (86 000 F) en 1993. Il appartient aujourd'hui au groupe *Radical, citoyen et vert.*

DEGAUCHY Lucien, horticulteur, conseiller général et maire de Courtieux, né le 11 juin 1937 à Hautefontaine (Oise). Elu député *RPR* de l'Oise le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

DE GAULLE Charles, Roger, Jacques, avocat, né le 25 novembre 1948 à Dijon, il est le fils de l'amiral Philippe De Gaulle et de Henriette de Montalembert de Cers. Divorcé de Dolorès Porati, qui lui a donné deux garçons : Philippe et Edouard. Elu conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais (1986-1992) et maire-adjoint de Rueil-Malmaison (1989-1990), il fut proclamé parlementaire européen en remplacement de Claude Malhuret démissionnaire. Changeant de camp, il se présenta comme second de liste *Front National* et fut élu (13 juin 1999). Cette promotion dans un parti longtemps antigaulliste a surpris, d'autant qu'elle survenait après la scission des partisans de Mégret, « l'espoir du *FN* », et qu'elle eut pour résultat d'évincer du Parlement européen Marie-France Stirbois, sans qui le « *miracle de Dreux* » ne se serait pas produit.

DE GAULLE Jean, expert-comptable et commissaire aux comptes, conseiller de Paris, né le 13 juin 1953 à Bourg-en-Bresse (Ain). Elu député *RPR* de Paris le 16 mars 1986, il fut réélu les 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DEHAINE Arthur, expert-comptable et maire de Senlis (Oise), né le 20 juin 1932 à Senlis. De tendance *RPR*, il fut élu le 11 mars 1973 et devint député de l'Oise le 18 novembre 1976, après le décès de René Quentier. Après une réélection le 19 mars 1978, il fut appelé le 18 avril 1986 à remplacer le milliardaire Marcel Dassault, décédé. Il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DEHOUX Marcel, censeur de lycée, conseiller général et maire de Wignehies (Nord), né le 4 septembre 1946 à Wignehies. Elu député *PS* du Nord le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

DELALANDE Jean-Pierre, directeur de presse, né le 21 juillet 1945 à Rouen (Seine-Maritime). Elu député gaulliste du Val-d'Oise le 19 mars 1978, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 28 mars 1993. Il était alors maire de Deuil-la-Barre et il triompha, à cette élection, du candidat *FN* Jean-Michel Dubois, grâce à l'énorme budget (362 000 F) que lui fournit sa quête auprès des « gros » de la région (*Pinson, Simond, P. Boury, APTR, Via France, Bourgeois S.A., SPES, Entreprise Despierre, Anciens Etablissements Paillard, Lesage, CIM*, etc.). Probablement soutenu par les mêmes, il fut réélu le 1er juin 1997. Il est inscrit au *RPR*.

DELATTRE Francis, attaché principal d'administration centrale et maire de Franconville, né le 11 septembre 1946 à Naours (Somme). Elu député du Val-d'Oise le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Diverses sociétés industrielles ou financières lui avaient versé 285 000 F

pour sa campagne électorale de 1993 ; il était alors *UDF-PR*. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants*.

DELNATTE Patrick, négociant en matériaux de construction, né le 9 décembre 1941 à Tourcoing (Nord). Il devint député *RPR* du Nord le 13 décembre 1994, à la suite du décès de Serge Charles, et fut élu le 1er juin 1997.

DELOBEL Jean, enseignant, conseiller général et maire de Bailleul, né le 31 janvier 1933 à Armantières (Nord). Il fut élu député *PS* du Nord le 1er juin 1997.

DELORME Christian, prêtre, né le 30 juillet 1950 à Lyon, connu comme le (faux) *« curé des Minguettes »*. Il s'occupe dans le diocèse de Lyon des relations avec l'islam (pour un portrait détaillé voir *Encyclopédie politique française* d'Emmanuel Ratier). Antimilitariste, il est un ancien adhérent du *Groupe d'action et de résistance à la militarisation* et signe *La Paix autrement*. Ce *« rouge chrétien »*, qui reçoit en 1990 le prix des Droits de l'homme du Parti communiste, est l'auteur de *Par amour et par colère* et *Demain l'immigration*. Il est également membre du *Mouvement d'action non-violente*, de la *Cimade*, de *Droit et nationalité* et de *Touche pas à mon pote*.

DELORS Jacques, haut fonctionnaire, né le 10 juillet 1924 à Paris. Ayant adhéré au *MRP* en 1945, il fut, de 1950 à 1962, chef de service et attaché de cabinet à la *Banque de France* (1950-1962), représenta la *CFTC-Banque* au Conseil économique et social de 1959 à 1961, et participa au lancement de la *CFDT*. Ce catholique de gauche proche d'Edmond Maire et de Michel Rocard œuvra au sein de la *Jeune République*, de l'*Union de la Gauche Socialiste*, du *Club Jean Moulin*, de *Citoyen 60*, du *PSU* dont il quitta le bureau politique en 1960. En 1965, Jacques Delors collabora de manière active à la campagne présidentielle de François Mitterrand avant de se rapprocher, fort du soutien des technocrates, du centre gauche de Jacques Chaban-Delmas. Puis il remplit la fonction de chef du service des affaires sociales au Commissariat du Plan de 1962 à 1969, celle de conseiller pour les affaires sociales et culturelles à Matignon de 1969 à 1972, celle de chargé de mission auprès de Jacques Chaban-Delmas. En 1974, devenu membre du conseil général de la *Banque de France*, Jacques Delors fonda le club *Echanges et Dialogues*, demeura neutre au premier tour de l'élection présidentielle avant de rallier, à la fin de l'année, le *Parti socialiste* et d'y être bientôt délégué général pour les relations économiques et sociales. Il fut ensuite député socialiste (1979) au Parlement européen, ensuite président de la commission économique et sociale de celui-ci. Ministre de l'Economie et des Finances de 1981 à 1983, Jacques Delors fut élu maire de Clichy cette même année. Vite démissionnaire du poste, il sortit, en 1984, du gouvernement n'acceptant pas de dépendre de Laurent Fabius. Commissaire européen à Bruxelles de 1985 à 1995, Jacques Delors se montra l'un des plus résolus partisans de l'Acte unique, du Traité de Maastricht, de la monnaie unique, etc. Malgré de nombreuses pressions, il refusa, dans la crainte de manquer d'appuis parlementaires, de se présenter comme candi-

DEMAIN LA CHRETIENTE EN ALSACE

"Demander la victoire et n'avoir pas l'intention de se battre, je trouve cela mal élevé" (Charles Péguy)

N°43 - MARS 2000 - 20F

SOMMAIRE

2 **Editorial**
3 **Subversion**
- **Subversion de la foi**
- **Subversion de la tradition**
- **Subversion des moeurs**
- **Subversion de l'économie**
- **Subversion politique**
- **Dernière minute**

14 **Pour nos petits : Histoire d'Arlequin**
15 **Rappelons-nous**
15 **Un fidèle nous a quittés**
17 **On nous prie d'insérer**
21 **Nous recommandons**
23 **Incitation au banditisme**
24 **Juste une minute**
25 **Ceux qui se battent**
27 **Retenir et s'informer**
28 **Qui sommes-nous ?**

Défendre la France et l'Alsace chrétiennes est le premier souci de *Demain la Chrétienté* et de ses dirigeants.

dat de la Gauche à l'élection présidentielle de 1995. C'est un affilié très important du *Siècle*. Sa fille, Martine Aubry, doit, en partie, sa brillante carrière politique à l'appui de Jacques Delors.

DELUGA François, agent général d'assurances, conseiller régional et maire du Teich, né le 18 novembre 1956 à Caudéran (Gironde). Il fut élu député *PS* de la Gironde le 1er juin 1997.

DELUMEAU Jean, enseignant, né le 18 juin 1923 à Nantes. Il est une référence en Histoire pour les chrétiens de gauche. Il signe l'*Appel aux catholiques* du groupe « Ministères », l'*Appel aux chrétiens pour une réflexion sur les PMA* et l'*Appel aux chrétiens pour une réflexion collective* sur le thème « *Travail, chômage et solidarité, pour une autre logique* ». Adhérent du mouvement *Paroles,* il collabore à *Grain de soleil,* mais dirige surtout de nombreux ouvrages d'historiens et de scientifiques. Il signe entre autres *Naissance et affirmation de la Réforme, Le Catholicisme entre Luther et Voltaire, Le Christianisme va-t-il mourir ?, La Peur en Occident, Le Péché et la peur* et *Une histoire du paradis.* S'il participe à la rédaction de *Désirer un enfant,* il collabore surtout au livre *Le Rêve de Compostelle, vers la restauration d'une école chrétienne,* ouvrage qui révèle son hostilité à l'égard de Jean-Paul II et de son catéchisme.

DEM Marc, né en 1926 à Douai, de parents flamands. Ses études de philosophie terminées, il vécut hors de France, notamment au Liban, en Afrique noire et en Amérique latine. Ce n'est qu'en 1959 qu'il devint journaliste, en publiant *Iota Unum,* une *Lettre confidentielle* où les informations les plus discrètes étaient portées à la connaissance de ses lecteurs privilégiés. Il est aussi l'auteur d'une douzaine d'ouvrages dont certains firent scandale par leur anticléricalisme : *Il faut que Rome soit détruite* (1980) et *Evêques français qu'avez-vous fait du catéchisme ?* (1984).

DEMAIN LA CHRÉTIENTÉ EN ALSACE. Publication dirigée par Alberola.

DEMANGE Jean-Marie, docteur en médecine et maire de Thionville, né le 23 juillet 1943 à Toulouse (Haute-Garonne). Elu député *RPR* de Moselle le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DEMARET Pierre, écrivain et journaliste, né le 24 octobre 1943 à Hussein-Dey (Algérie), anime l'association des *Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer au service de la nation* et organisa de Saint-Laurent-du-Var où il habite, avec les autres dirigeants de celle-ci, le *Grand rassemblement des 10, 11 et 12 juin 2000.* Il précise que son association *n'est liée à aucun courant politique, philosophique ou confessionnel.*

DEMESSINE Michèle, employée de bureau, née le 18 juin 1947 à Frelinghien. Membre du Conseil économique et social du Nord, sénateur communiste du Nord, vice-présidente de la commission des Affaires sociales du Sénat, elle a été promue secrétaire d'Etat chargé du Tourisme en 1997.

DEMILLY Fernand, retraité et président du Conseil général, né le 10 dé-

cembre 1934 à Bohain (Aisne). Il a été élu sénateur de la Somme le 24 septembre 1995 et est membre du groupe *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

DÉMOCRATIE LIBÉRALE, anciennement *Parti Républicain.* Issue en 1977 par la fusion des *Républicains Indépendants,* de *Génération Sociale et Libérale* et des comités de soutien à Valéry Giscard d'Estaing. Présidée par Alain Madelin, un ancien des groupes de choc d'*Occident,* député et maire de Redon (105, rue de l'Université, 75007 Paris).

DÉMOCRATE VERNONNAIS (Le). Hebdomadaire fondé en janvier 1945 et dirigé par Marc Montourcy (B.P. 218, 27202 Vernon Cedex).

DENIAU Xavier, maître des requêtes honoraire au Conseil d'Etat, ancien ministre, maire d'Escrignelles, né le 24 septembre 1923 à Paris. Personnalité marquante de l'Orléanais, ce gaulliste fut élu député du Loiret le 25 novembre 1962 (apparenté au *RPR*), il fut réélu les 12 mars 1967, 23 juin 1968, 4 mars 1973, 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DENIAUD Yves, cadre commercial et conseiller régional, né le 1er septembre 1946 à Casablanca (Maroc). Elu député *RPR* de l'Orne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

DENIS Henri, théologien (à l'index selon *Golias*), né en 1921 à Roanne. Ordonné prêtre en 1951, il devient professeur aux facultés théologiques de Lyon, à l'Institut pastoral d'études religieuses et au grand séminaire Saint-Irénée. Expert au concile Vatican II, il est ensuite nommé vicaire général de Lyon. Il compte parmi ceux qui signèrent l'*Appel aux catholiques* du groupe « Ministères ». Ce chrétien de gauche passe pour être officieusement à l'origine du journal *Golias* et écrit souvent dans *la Croix.* Il a publié, avec Henri Bourgeois et Maurice Jourjon, *Les Evêques et l'église : un problème.* Il est également l'auteur de nombreux ouvrages sur les sacrements, mais aussi de *Diacres dans le monde d'aujourd'hui, L'Evangiles et les dogmes, Chrétiens sans Eglise, Eglise, qu'as-tu fait de ton concile ?* et *100 mots pour dire la foi.* Il est également le fondateur du groupe *Jonas.* Ce chrétien de gauche s'oppose à Jean-Paul II en refusant son catéchisme et en organisant le 5 novembre 1994 le débat *Et si on ordonnait les femmes ?* avec Donna Singles.

DENIS Jean-Jacques, médecin, né le 10 septembre 1953 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Il fut élu député *PS* de Meurthe-et-Moselle le 1er juin 1997.

DENISE Monique, professeur, née le 22 mai 1941 à Saint-Sauflieu (Somme). Elle fut élue député *PS* du Nord le 1er juin 1997.

DENOIX DE SAINT-MARC Renaud, conseiller d'Etat, né le 24 septembre 1938 à Saint-Cloud. Entré au Conseil d'Etat (1964), il y siégea comme conseiller à partir de 1986. Renaud Denoix de Saint-Marc fut chef de la direction générale de la nature au ministère de l'Agriculture (1970-1973), conseiller juridique à la direction des transports terrestres, commissaire du gouvernement près de l'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat (1974).

Après avoir été directeur-adjoint du cabinet du ministre de la Justice Alain Peyrefitte (1978-1979), il occupa le poste de directeur des affaires civiles et du Sceau (1979-1983), puis, redevenu commissaire du gouvernement près l'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat, travailla de manière discrète, pour le *RPR,* aux dispositions juridiques des dénationalisations. La Droite libérale ayant repris le pouvoir, Renaud Denoix de Saint-Marc fut secrétaire général du gouvernement de 1986 à 1995, année où, au mois de mars, il obtint la vice-présidence du Conseil d'Etat. Ce diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques préside l'Office national des forêts depuis 1987 et est affilié au *Siècle.*

DÉPÊCHE (La). Hebdomadaire dirigé par Gérard Duval (B.P. 143, 27001 Evreux Cedex).

DÉPÊCHE DE TAHITI (La). Quotidien dirigé par Philippe Hersant et Pascal Heems. Rédacteur en chef : Daniel Pardon (B.P. 50, Papeete, Tahiti).

DÉPÊCHE DU BASSIN (La). Hebdomadaire dirigé par Jean-Michel Caillaud et Philippe Delavaud. Rédacteur en chef : Denis Dubois de Montreynaud (108, cours de la République, 33470 Gujan-Mestres).

DÉPÊCHE DU MIDI (La). Quotidien de gauche ayant pris la suite après la Libération — non sans mal — de la vieille *Dépêche* radicale-maçonnique fondée en 1870 et longtemps le journal des frères Sarraut, hommes politiques célèbres dans le Midi (voir historique dans le Tome Ier du Dictionnaire). A l'époque, *La Dépêche* avait deux concurrents hostiles à la gauche : *le Télégramme* et *l'Express du Midi.* A la mort de Jean Baylet, directeur, sa veuve, Mme Jean Baylet, née Evelyne Isaac, est devenue directrice de *la Dépêche du Midi,* tandis que son fils, Jean-Michel Baylet, futur président des *Radicaux de gauche,* devenait P.-D.G. A l'état-major du quotidien le plus influent de la région figurent : Bernard Maître, directeur général, José Biosca, directeur du développement, Jean-Luc Leray, directeur de l'information, Henri Amar, apparenté, dit-on, à Mme Baylet, rédacteur en chef, Jean-Christophe Giesbert, rédacteur en chef départemental et Jean-Claude Souléry, rédacteur en chef adjoint du magazine (avenue Jean-Baylet, ex rue Bayard, 31095 Toulouse Cedex).

DEPREZ Léonce, directeur général d'entreprise et conseiller régional, né le 10 juillet 1927 à Béthune (Pas-de-Calais). De tendance *UDF,* maire du Touquet, il fut élu député du Pas-de-Calais le 16 mars 1986 et réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE (Les). Ce quotidien, fondé en 1877, dans l'Alsace annexée par la Prusse, a été repris, après la victoire de 1918, par la tête de file des éditeurs de gauche, le Franc-Maçon Aristide Quillet, très anticlérical à un moment où l'application des lois laïques aux départements recouvrés suscitait une très vive opposition des catholiques alsaciens (lire l'histoire du journal dans le tome Ier du *Dictionnaire,* pp. 360 et 361). De nos jours, *les Dernières Nouvelles,* après avoir changé de mains, sont dirigées par Gérard Lignac P.-D.G., assisté par Alain Howiller, à la fois directeur et rédacteur

en chef, assisté par Guy Marchal, secrétaire général de la rédaction, Jean-Claude Kieler, Antoine Latham, Antoine Wicker, Jacques Fortier, Jean-Claude Frey, etc. L'éditorial de politique intérieure est rédigé par Christiane Vettu. Olivier Picard dirige le bureau parisien (3, rue de Rigny, 75008 Paris). *Les Dernières Nouvelles* ont l'un des plus forts tirages de la presse alsacienne : 211 000 exemplaires OJD (BP 406, 67077 Strasbourg Cedex).

DEROIN Jeanne, Françoise, enseignante, née le 31 décembre 1806 à Paris, morte le 2 avril 1894 à Londres. Devenue institutrice après avoir été ouvrière lingère, elle dirigea des publications féministes et fut condamnée à six mois de prison pour ses activités révolutionnaires (1850-1851). Menacée d'arrestation après le coup d'Etat de Louis-Napoléon, elle se réfugia en Angleterre. A Londres, elle donna des leçons particulières et publia un *Almanach des femmes,* où elle défendit ses idées : émancipation des femmes et affranchissement des travailleuses. Elle ne revint jamais dans sa patrie. Devant sa tombe, l'écrivain socialiste William Morris prononça son éloge funèbre.

DEROSIER Bernard, instituteur, président du Conseil général et maire d'Hellemmes-Lille, né le 10 novembre 1939 à Chevilly (Loiret). Elu député *PS* du Nord le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DEROSIÈRE René, consultant international et conseiller général, né le 3 août 1941 à Origny-Sainte-Benoîte (Aisne). Il fut élu député *PS* de l'Aisne le 12 juin 1988 et élu de nouveau le 1er juin 1997. Malgré les subsides reçus de firmes « capitalistes » du coin, il avait été battu en 1993.

DERYCKE Dinah, conseiller référendaire à la Cour des comptes, née le 1er avril 1946 à Armentières (Nord). Elle est devenue sénateur du Nord le 3 juillet 1997, en remplacement de Jacques Bialski, démissionnaire. Elle est membre du groupe *socialiste.*

DESALLANGRE Jacques, journaliste et maire de Tergnier, né le 6 septembre 1935 à Châlons-en-Champagne (Marne). Il fut élu député *Radical, citoyen et vert* de l'Aisne le 1er juin 1997.

DESBONS Claude, chef d'entreprise et maire d'Auch, né le 7 octobre 1938 à Loussous-Debat (Gers). Il fut élu député *PS* du Gers le 1er juin 1997.

DESFONDS Jean, prêtre (marié), fondateur de *Fenêtres,* association réclamant une reconnaissance des prêtres mariés. Il signe dans ce but, avec Odette Desfonds, membre du groupe *Claire-Voie,* rassemblant les compagnes de prêtres et les conjoints de religieuses, la lettre ouverte de *Fenêtres à tous les évêques de France.*

DÉSIR Harlem, ancien président de *SOS-Racisme* et responsable du *Parti socialiste* (tendance gauche socialiste) ; il est l'auteur de l'article *Quelle intégration ?* dans *Golias 25.*

DESMURS-MOSCET Yvonne, avocat, née le 14 février à Cherchell (Algérie). Docteur en droit, elle s'inscrivit au barreau de Paris en 1946 et plaida devant les juridictions d'exception où elle défendit avec ardeur les « épurés ».

Elle est l'auteur de deux livres consacrés à *Mgr Ducaud-Bourget, le squatter de Dieu* et de la présentation de *Face à face : Mgr Ducaud-Bourget/Cardinal Marty.*

DESTOT Michel, ingénieur et maire de Grenoble, né le 2 septembre 1946 à Malo-les-Bains (Nord). Elu député *PS* d'Isère le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DEVEDJIAN Patrick, avocat et maire d'Antony, né le 26 août 1944 à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Ancien « gros bras » des équipes d'extrême-droite, rallié au gaullisme après un *virage* politique favorable à sa carrière, il fut élu député *RPR* des Hauts-de-Seine le 16 mars 1986, et fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DHAILLE Paul, professeur, né le 12 janvier 1951 aux Andelys (Eure). Elu député *PS* de Seine-Maritime le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu en mars 1993 par le gaulliste Denis Melville, maire de Saineville, qui avait été plus généreusement financé que lui par les « gros » de la région ; Melville avait reçu 100 000 F du *RPR* et 433 000 F d'amis fortunés et de groupes financiers (*Société Lillebonnaise de caoutchouc, SOGETA, Total, Jean Lefèbvre, Eaux de la banlieue du Havre,* etc.). Le socialiste Dhaille avait dû se contenter, pour payer sa campagne, des 134 000 F versés par le *PS* et des 19 000 F recueillis auprès des amis et de sociétés locales.

DHERSIN Franck, juriste d'entreprise, conseiller général et maire de Tetegham, né le 18 juin 1962 à Mazingarbe (Pas-de-Calais). Il fut élu député *Démocratie libérale et indépendants* du Nord le 27 septembre 1998, suite à la démission du socialiste Michel Delebarre.

DILIGENT André, ancien membre du Parlement européen et ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 20 novembre 1958), né le 10 mai 1919 à Roubaix (Nord). Elu sénateur du Nord le 26 septembre 1965, il a été réélu les 25 septembre 1983 et 27 septembre 1992. Il est membre de l'*Union Centriste.*

DOCUMENTS CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES (Les). Sous forme de lettre confidentielle, Ivan Kraljic offre chaque mois à ses abonnés une foule d'informations et de renseignements sur la Révolution, sur le mouvement révolutionnaire actuel et sur ses méthodes. Il suit ainsi les conseils que Léon XII donnait aux fidèles dans sa *Lettre Dirae Librorum* du 26 juin 1827 : « *Au terrible torrent de boue constitué par les livres sortis de l'officine ténébreuse des impies, sans autre but, sous leur forme éloquente et leur sel perfide, que de corrompre la foi et les mœurs et d'enseigner le péché, le meilleur remède, on en peut être assuré, est de leur opposer des écrits salutaires et de les répandre.* » Pour toucher plus aisément un public international, ce mensuel est basé au Canada et imprimé en langue française (Ivan Kraljic, CP 311, Succ. Côtes-des-Neiges, Montréal, Québec, H3S, 2S6, Canada).

DOLBEAU Christophe, enseignant en anglais, né le 27 avril 1953 à Lyon. Il fut étudiant à la khâgne du lycée du Parc et à l'université Lyon-II. Ce spé-

cialiste de l'histoire et de la civilisation croates collabore à *Studia Croatica, Nova Hrvatska, Hrvatska, Hrvatsko Pravo,* revues de l'émigration nationaliste croate ainsi qu'à *Tomislav* et *Narod,* publiées en Croatie. Il participe également à la recherche universitaire sur l'aire culturelle croate dans des instituts spécialisés. Il a signé *Les Sacrifiés de Yalta* et *France-Croatie, aperçu des relations entre le XIe et le XIXe siècle.*

DOLEZ Marc, né le 21 octobre 1952 à Douai (Nord). Elu député *PS* du Nord le 12 juin 1988, il fut élu de nouveau le 1er juin 1997.

DOLIGÉ Eric, président de Conseil général et maire de Meung-sur-Loire, né le 25 mai 1943 à Paris. Elu député *RPR* du Loiret le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DOMINATI Jacques, journaliste, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 mars 1967 et réélu les 30 juin 1968, 11 mars 1973, 19 mars 1978, 17 janvier 1982, 16 mars 1986 et 12 juin 1988), ancien président du Conseil de Paris, premier adjoint au maire de Paris, né le 11 mars 1927 à Ajaccio (Haute-Corse). Il a été élu sénateur de Paris le 24 septembre 1995 et est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

DOMINATI Laurent, né le 5 août 1960 à Paris. Il fut élu député *UDF-PR* de Paris le 28 mars 1993 et réélu le 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre de *Démocratie libérale et indépendants.*

DONDOUX Jacques, ingénieur, né le 16 novembre 1931 à Lyon. Cet ex-élève de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole Nationale Supérieure de Télécommunication intégra le Centre National d'Etudes de Télécom en 1971, occupa, de la fin 1971 jusqu'en 1974, le poste de directeur du Centre National d'Etudes des Communications, et fut à l'origine de l'installation du téléphone dans 95 % des foyers français. Démis de sa fonction de directeur à la suite d'un différend avec son supérieur hiérarchique, Gérard Théry, Jacques Dondoux fonda l'Institut de Recherches Economiques et Sociales sur les Télécommunications ; puis, ayant préconisé lors de l'élection présidentielle de 1981 le vote Mitterrand, eut, celui-ci élu, la satisfaction de remplacer Gérard Théry à la direction générale des Télécommunications. Il quitta cette fonction (1986) pour entrer à la Cour des Comptes et devenir professeur à Paris IX-Dauphine. Adjoint au maire de Saint-Agréve, conseiller général, candidat malheureux à l'élection législative de 1988, Jacques Dondoux siégea au Conseil de surveillance d'*Alcatel* et au Conseil d'administration de *Thomson,* tout en continuant de superviser l'*IREST* et la Caisse Nationale des Télécommunications. Par ailleurs, cet affilié au *Siècle,* donna plusieurs conférences au *Grand Orient de France.* Jacques Dondoux fut promu secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur en 1997.

DONNEDIEU DE VABRES Renaud, administrateur civil et conseiller régional, né le 13 mars 1954 à Neuillly-sur-Seine. Il fut élu député *UDF* d'Indre-et-Loire le 1er juin 1997.

DORD Dominique, gérant de sociétés et conseiller général, né le 1er septembre 1959 à Chambéry (Savoie). Il fut

élu député de Savoie le 1er juin 1997. Il est inscrit à *Démocratie libérale et indépendants.*

DORDOGNE LIBRE (La). Hebdomadaire fondé en 1945, dirigé par Jean-Pierre Barjou, rédacteur en chef (B.P. 3053, 24003 Périgueux Cedex).

DORIOT Jacques, ancien chef communiste, fondateur en chef du *Parti Populaire Français.*

DORSAY (Villette dit), rédacteur à *Je suis partout,* collaborateur de *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

DOSÉ François, enseignant et maire de Commercy, né le 7 octobre 1947 à Longuyon (Meurthe-et-Moselle). Il fut élu député *PS* de la Meuse le 1er juin 1997. Il est l'un des rares candidats socialistes à n'avoir pas accepté l'aide financières des trusts.

DOUAY Brigitte, attachée de presse, née le 24 février 1947 à Paris. Elle fut élue député *PS* du Nord le 1er juin 1997.

DOUBIN François, haut-fonctionnaire, né le 23 avril 1933 à Paris, au sein de la famille Doubinsky. Après avoir été chef de mission au cabinet d'Houphouët-Boigny (1957-1958) , il intégra l'Ecole Nationale d'Administration en 1951, puis, devenu administrateur civil de deuxième classe au ministère de l'Industrie, entra, protégé par Pierre Dreyfus, à la *Régie Renault.* Là, François Doubin occupa successivement les fonctions de directeur commercial adjoint de la *Saviem* (1963), de chargé de mission à la direction commerciale (1965-1968), de directeur de la grande exportation (1970-1972), de directeur du groupe moteurs (1972-1977), de directeur des projets spéciaux (1977-1978), de directeur central de l'information et des relations publiques (1978-1984), de secrétaire général (1984-1985). Dans le même temps, il fut tour à tour secrétaire général (1978), trésorier (1983), président (1986-1988) du *Mouvement des radicaux de gauche,* conduisit, avec Brice Lalonde et Olivier Stirn, la liste *ERE* lors des élections législatives de 1984. Quoique battu aux élections législatives de 1986, ce diplômé de l'*IEP* obtint le poste de ministre du Commerce et de l'Artisanat (1988), celui de ministre de la Consommation (1991-1992), et fut, de 1992 à 1995, président et directeur général du Commerce extérieur. Maire d'Argentan depuis 1989, conseiller général de l'Orne depuis 1992, il fut une seconde fois battu à une élection partielle en 1996 et s'éloigna des *Radicaux de gauche,* mais y conserva une influence considérable. Fondateur de la coordination *Communauté républicaine* au mois d'avril 1994, François Doubin, affilié au *Siècle,* appartient au groupement fraternel des Francs-Maçons du *MRG.*

DOUFFLIAGUES Jacques, directeur de sociétés, né le 28 janvier 1941 à Paris. Il fut chargé de mission au secrétariat général de la Cour des comptes (1969-1971), sous-directeur de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, directeur du cabinet du ministre de la Formation professionnelle Jean-Pierre Soissons (1976) et suivit celui-ci au ministère de la Jeunesse et des Sports (1977). Délégué général du *Parti Républicain* (1977-1978), Jacques Douffliagues devint député du Loiret en 1978, perdit

son siège en 1981, le retrouva en 1986, fut conseiller général du Loiret de 1979 à 1992, maire d'Orléans de 1980 à 1988, année où il démissionna. Ministre des Transports durant la première cohabitation, cet ancien partisan de l'Algérie Française, naguère militant de *l'Action Française Universitaire* revint à la Cour des Comptes, y fut nommé conseiller-maître (novembre 1988), mais abandonna vite la fonction publique pour être vice-président (1989), puis président-directeur général (1990-1993) des *Editions Techniques*, et président du *Syndicat de la presse économique, juridique et politique*. Au retour de la Droite libérale aux affaires, il occupa le poste de président-directeur général de la *Sofresa* (1993-1995), une importante société d'armement sous contrôle de l'Etat. En 1996, Jacques Douffiagues a succédé à Pierre Sudreau comme président de la *Fédération des industries ferroviaires*. Il est affilié au *Siècle*.

DOUMENC Maurice, ingénieur, né le 21 janvier 1921 à Paris. Polytechnicien ingénieur chef du corps des Mines, il entra à *Paribas* comme directeur (1959), après avoir exercé la même fonction dans plusieurs sociétés en Afrique du Nord, puis y fut directeur général-adjoint (1967) et administrateur (1968). Maurice Doumenc occupa également le poste de président de *l'Omnium nord-africain* à compter de 1969, celui de président-directeur général d'*Heurtey* à compter de 1974, administra plusieurs banques et sociétés. Il est affilié au *Siècle*.

DOUSTE-BLAZY Philippe, professeur à la faculté de médecine de Toulouse, ancien ministre et conseiller général, né le 1er janvier 1953 à Lourdes (Hautes-Pyrénées). Ce démocrate-chrétien fut élu *UDF* des Hautes-Pyrénées le 21 mars 1993, grâce à une caisse électorale bien garnie par quelques firmes (*Citra, Fabre, Degrémont,* etc) qui versèrent 163 000 F. Il a été réélu le 1er juin 1997. Il a été élu maire de Lourdes.

DRAI Pierre, magistrat, né le 3 juilllet 1926 à Constantine au sein d'une famille juive. Il fut juge suppléant à Tunis (1949), juge suppléant à Grenoble (1959-1965), juge au Tribunal de la Seine (1965). Nommé vice-président du Tribunal de Paris (1971), Pierre Drai devint tour à tour : conseiller technique au cabinet du Garde des Sceaux Jean Taittinger (1973), conseiller à la Cour d'Appel de Paris (mai 1974), premier vice-président du Tribunal de Paris (août 1981), conseiller à la Cour de Cassation (août 1981), président du Tribunal de Paris (1983), premier président à la Cour d'Appel de Paris (1985) et, finalement, premier président de la Cour de Cassation (1988). Président de l'*Association française des amis de l'université hébraïque* de Jérusalem, cet affilié au *Siècle* jouit d'une grande influence au sein de la communauté sépharade.

DRAY Julien, enseignant-chercheur et conseiller régional, né le 5 mars 1955 à Oran (Algérie). Elu député *PS* de l'Essonne le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Issu d'une famille juive d'Algérie, il est devenu une illustration du marxisme actif. Ancien communiste gagné au trotskisme, il fut l'animateur de la *Ligue communiste révolutionnaire* et il créa avec Harlem Désir : *SOS-Racisme*. Il rallia le *PS* où il mit une sourdine à son anticapitalisme pour pouvoir émar-

ger aux caisses patronales (il reçut 240 000 F de grandes firmes pour financer son élection du 28 mars 1993). Avec son camarade J.-L. Mélenchon, il anime la *Nouvelle Ecole Socialiste.*

DREYFUS Tony, avocat au barreau de Paris, ancien ministre, conseiller de Paris, né le 9 janvier 1939 à Paris. Il fut élu député *PS* de Paris le 1er juin 1997.

DREYFUS-SCHMIDT Michel, avocat honoraire, ancien bâtonnier, membre suppléant de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe Occidentale, ancien vice-président du Sénat, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 mars 1967), né le 17 juin 1932 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Elu sénateur du Territoire-de-Belfort le 28 septembre 1980, il a été réélu les 24 septembre 1989 et 27 septembre 1998. Il est membre du groupe *socialiste.*

DRIEU LA ROCHELLE (Les Amis de). Cette association réunit des centaines d'admirateurs de l'écrivain Drieu La Rochelle, qui se suicida à la Libération. Présidée par Daniel Leskens et consacrée à Pierre Drieu La Rochelle, elle édite un mensuel (6, J-B Brusselmansstratt, B-1700 Dilbeek, Belgique).

DROITS ET LIBERTÉS DANS LES ÉGLISES. Mouvement sans doute le plus important des chrétiens de gauche, qui prône la démocratie dans l'Eglise. Il doit son origine à un groupe de Français qui approuva en 1975 *le Manifeste pour la liberté chrétienne. Chrétiens pour une Eglise dégagée de l'école confessionnnelle, David et Jonathan, Equipe nationale des communautés de base, Femmes et hommes en Eglise* sont les associations adhérentes de *Droits et Libertés dans les Eglises* en 1995. D'autres groupements, comme *Evreux sans frontières, Collectif pour plus de liberté* et *Catholic organizations for renewal* travaillent également avec lui. En 1995, Jacques Chatagnier était le président, Alice Gombault, le vice-président, Hubert Tournes, le secrétaire général (également membre du bureau *Relations avec la Ligue des Droits de l'homme*) et Bernard Legendre, le trésorier de *Droits et Libertés dans les Eglises,* lié, depuis 1992, avec le *Réseau européen pour une Eglise de Liberté.* Ce mouvement compte parmi ceux qui manifestèrent contre la venue du pape (1996) pour le 1 500e anniversaire du baptême de Clovis.

DRUCKER Jean, directeur de sociétés, né le 12 août 1941 à Vire. Administrateur civil de 2e classe au ministère des Affaires culturelles (1968), il opta pour une carrière dans l'audiovisuel. D'abord conseiller technique au cabinet du directeur général de l'*ORTF* Jean-Jacques de Bresson, Jean Drucker fut ensuite adjoint du directeur de la première chaîne de *TV* (1971-1974), puis chargé de mission auprès de Jean-Charles Eudeline (1974), le président de la *SFP,* dirigea les affaires extérieures de cette société avant d'en être le directeur général de 1978 à 1980. Après, ce fils de médecin roumain askénase fut adjoint de l'administrateur délégué de la *Compagnie Luxembourgeoise de Télévision RTL* (1980), vice-président-directeur général d'*Ediradio,* membre du conseil d'administration de *Télé-Star,* administrateur de la *SA Hamster-Films* et de la *SA Paris-Stu-*

BULLETIN DES AMIS DE DRIEU LA ROCHELLE

Editeur resp. : Daniel Leskens - 16, J-B. Brusselmansstraat - 1700 Dilbeek (Belgique)

Caricature de Drieu
par Pierre Payen -
publiée en juillet 1927
dans *La Revue mondiale*

A. D. L. R.

publication mensuelle - n° 29 - mars 2000

Bureau de dépôt : 1000 Bruxelles 1

Drieu La Rochelle est toujours présent.

dio Billancourt (1981), membre de l'*Agence centrale parisienne de presse* (1983). Affilié au *Siècle*, devenu le patron numéro 2 de *RTL* en 1980, Jean Drucker, par la volonté de la *CNCL*, présida *Antenne 2* au mois d'octobre 1985, perdit sa fonction pour des motifs politiques à la fin de 1986, mais obtint, au mois de mars 1987, le poste de président-directeur général de *M 6*. Il est le frère de Michel Drucker, producteur et présentateur sur *France 2*.

DRUMONT colonel, pseudonyme de **Georges, Louis, Guy BEAUFILS,** qui se fit aussi appeler **MARCEAU (Joseph),** a passé une partie de sa vie — il naquit le 21 janvier 1913 à Cognac — au *Parti communiste* et à la *CGTU*, la Confédération ouvrière communiste. Après le pacte germano-soviétique, il fut envoyé à Moscou pour y prendre les ordres et s'informer de l'orientation soviétique. La guerre déclarée, il fut nommé chef de section d'élèves gradés et participa aux combats, notamment à Vitry-le-François où il fut fait prisonnier le 10 juin 1940. Evadé, il rejoignit sa famille et regagna Paris avec elle ; celle-ci avait sauvé des carnets secrets contenant les noms et adresses des cadres communistes établis par Tréand, qui allait servir à la reconstitution du *PC* interdit par le gouvernement Daladier. Avec Maurice Gunsbourg, dit Elie, il participa à la réorganisation du parti. L'arrestation de Gabriel Péri (8 mai 1941) perturba sérieusement son action dans la clandestinité : il devint alors l'agent de liaison avec « les hommes de Londres » (colonel Rémy et Philippe Vianney) et l'état-major des *FTPF*, ce qui aboutit au ralliement des résistants communistes au général De Gaulle. Il fit partie alors, comme représentant des *FTPF*, de la direction du *CNR*, et signa, au nom de Charles Tillon, l'accord créant les *FFI*. C'est à ce moment qu'il prit le pseudonyme de « *colonel Drumont* » : c'est sous ce faux nom qu'il officialisa, pour les communistes, ses rapports avec le *BCRA* établi à Londres, chargé des services de renseignement, et avec le général Koenig et les états-majors américains et anglais. Revenu en France, le 18 août 1944, il s'installa au ministère de la Guerre libéré comme chef du 3e bureau de l'état-major *FFI* jusqu'au jour où on l'envoya occuper d'autres fonctions. Celles-ci lui permirent-elles de rendre des services à l'URSS ? Toujours est-il qu'il fut arrêté (octobre 1977) et condamné à huit ans de réclusion criminelle pour intelligences avec Moscou. Il resta quatre années à la Santé et à la Centrale de Melun. Il devait être réhabilité le 16 novembre 1992.

DRUT Guy, professeur d'éducation physique, ancien ministre, maire de Coulommiers, né le 6 décembre 1950 à Oignies (Pas-de-Calais). Elu député *RPR* de Seine-et-Marne le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. A sa popularité d'ancien champion de course à pied, il ajoute, dès 1993, à sa propagande les 420 000 F versés à sa caisse électorale par de grandes firmes : *Lyonnaise des Eaux, Dumez, Colas, Jean Lefebvre, Saunier Duval* et autres.

DUALPHA. Revue politique, historique et littéraire, fondée en 1998 par Philippe Randa, le fils du célèbre auteur de romans policiers et d'espionnage. Romancier et éditeur, Philippe Randa a publié notamment en 1998 un *Dictionnaire de la Collaboration*,

SOMMAIRE

☞ Éditorial
• *Haider : la preuve par trois !* (Ph. Randa)

☞ Politique
• *Que reste-t-il de l'héritage gaulliste ?* (• J-M Brissaud)

☞ Autriche
• Entretien avec Jörg Haider

☞ Étrangers
• Mondialisation : mode d'emploi (J. Borde)

☞ Tribune libre
• Philippe Ploncard d'Assac

☞ Polémique
• À propos des *Profanateurs* de J-P Bourre

☞ Entretiens
• O. Dard
• J-P Besse

☞ Littérature
• À propos des livres de G. Faye

Dualpha

Revue politique, historique et littéraire

Paraît tous les deux mois

Contre Haider, tout contre !

N°11 - 95 FF

janvier-février 2000

fort bien documenté, qui a obtenu un succès d'estime dans les milieux de la presse. Philippe Randa est le directeur de cette revue bimestrielle, il est secondé par Jacques Borde, rédacteur en chef, et par Nicolas Gauthier, directeur artistique. Le premier de ses adjoints, Jacques Borde, est l'ancien rédacteur en chef de *World-Report,* lettre d'informations internationales ; le second, Nicolas Gauthier, est un polémiste plein d'esprit et de mordant, dont les « *Billets d'humeur* » font la joie des non-conformistes (secrétariat de *Dualpha,* Centre MBE 302, 69, boulevard Saint-Marcel, 75013 Paris, même adresse que les éditions de Philippe Randa).

DUBERNARD Jean-Michel, chirurgien des hôpitaux et professeur d'université, né le 17 mai 1941 à Lyon (Rhône). Elu député *RPR* du Rhône le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 3 février 1991 — après avoir démissionné le 12 décembre 1990 —, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DUCHOSSOIS Michel, natif de Boulogne-sur-Mer. Il y vécut durant toute la Seconde Guerre mondiale, y fit ses études, d'abord chez les Jésuites, puis au collège municipal. Il effectua son service militaire en Algérie, intégra l'Ecole Interarmes de Cherchell, ensuite l'Ecole d'Application Antiaérienne de Nîmes ; ce capitaine de réserve est capacitaire en droit maritime et directeur d'une agence générale d'assurances maritimes. Il fonde, en 1964, un *Bulletin mensuel Catholique et Traditionaliste* hostile à l'Eglise Conciliaire. Il est responsable, en 1965, des *Comités Tixier-Vignancour* de la Côte d'Opale. Nommé, en 1968, secrétaire départemental *FN* de l'Ariège, il publie, en 1969, un bulletin d'informations politiques, économiques et sociales intitulé *Le Réveil de l'Ariège.* Candidat aux élections régionales de 1998, Michel Duchossois exposa ainsi son programme : « *Je suis un fervent défenseur de la Famille et des valeurs aujourd'hui hélas considérées désuètes comme l'Honneur, la Loyauté, la Fidélité, l'Ordre, la Discipline, la Patrie. Je suis pour la liberté de l'enseignement, la liberté d'entreprendre, la liberté du travail, la priorité d'embauche pour les travailleurs français, la réduction des impôts, le rétablissement de l'Ordre, de la Sécurité et des valeurs morales.* »

DUCOUT Pierre, ingénieur, conseiller général et maire de Cestas, né le 12 décembre 1942 à Bordeaux (Gironde). Elu député *PS* de la Gironde, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il a reçu l'aide financière de sociétés « capitalistes » sans aucune gêne (209 000 F).

DUFAU Jean-Pierre, enseignant et maire de Capbreton (Landes), né le 5 juillet 1943 dans cette localité. Il fut élu député *PS* des Landes le 1er juin 1997.

DUFAUT Alain, géomètre expert, conseiller général, secrétaire national de l'Union des Conseillers généraux de France, président de l'Office départemental d'habitations à loyer modéré et maire-adjoint d'Avignon, né le 2 janvier 1944 à Apt (Vaucluse). Devenu sénateur du Vaucluse le 1er octobre 1987, en remplacement de Maurice Charretier, décédé, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR.*

DUFOUR Michel, enseignant, né en 1940. Au *PC,* cet ancien instituteur

s'occupa durant des années des questions culturelles. Conseiller général des Hauts-de-Seine (1967), sénateur, puis membre du bureau national, du comité central (1976) et du collège exécutif de son parti, Michel Dufour fut promu secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation au mois de mars 2000.

DUHAMEL Olivier, Edouard, universitaire, né le 2 mai 1950 à Neuilly-sur-Seine, fils du député Jacques Duhamel (voir DEF, I). Il a enseigné le droit public à l'université de Besançon, à Nanterre, à Paris-Panthéon-Sorbonne. Co-fondateur de la revue *Pouvoirs* (1977), il a des attaches avec *l'Express, le Monde, Ouest-France,* la *Sofres,* il dirige en second *l'Opinon publique,* et collabore à *Canal +, Radio France,* la *5e Chaîne,* les *Editions du Seuil.* Homme de gauche ardent, il a confectionné un *Petit Dictionnaire pour lutter contre l'Extrême-Droite* et un *Petit Dictionnaire de l'Euro.* Il est parlementaire européen, où il a remplacé Elisabeth Guigou, puis a été réélu en 1999. Son influence est grande à gauche et il intervient souvent à son profit.

DUMAS Roland, avocat, né le 23 août 1922 à Limoges. Il fut député *UDSR* de la Haute-Vienne (1956), député *FDGS* de la Corrèze (1967), député *PS* de la Dordogne (1984, 1986). Cet ami de toujours de François Mitterrand occupa le poste de ministre des Affaires européennes, de porte-parole du gouvernement (1983), le poste de ministre des Affaires étrangères (1984). Il présida la commission des Affaires étrangères d'une chambre de la droite libérale du mois d'octobre 1986 au mois d'avril 1987, redevint ministre des Affaires étrangères de 1988 à 1993. Puis François Mitterrand le choisit comme président du Conseil Constitutionnel en 1995. Roland Dumas collabora au *Socialisme Limousin,* à *la Corrèze Républicaine,* défendit durant la guerre d'Algérie le réseau pro-*FLN Jeanson,* ainsi que François Mitterrand lors de « *l'Affaire du faux attentat de l'Observatoire* », la famille Ben Barka, la fille de Picasso, le galiériste Paul Pétridès, le militant palestinien Aboud Daoud, *le Canard Enchaîné* ; il organisa le premier voyage à Cuba de François Mitterrand, auquel il avait assuré le soutien du *PC* en 1965. Il semble que ses amitiés politico-affairistes, principalement avec le *Siècle* et la Franc-Maçonnerie, lui aient permis d'échapper à la justice (affaire *Elf*). C'est sous la pression de l'opinion publique que, mis en examen, il démissionna de la présidence du Conseil Constitutionnel (2000). On a beaucoup parlé de ce socialiste pur sang qui aurait vécu sur un grand pied grâce aux générosités du trust pétrolier *Elf.* Toute la presse en a parlé et, en grande partie, a demandé la démission du personnage de son poste de président du Conseil Constitutionnel. C'est aujourd'hui chose faite. Mais le procès est à l'instruction : on en connaîtra les conclusions plus tard. L'affaire Dumas n'a pas fini de faire parler d'elle. Le Système en a reçu et en recevra les éclaboussures, et probablement aussi, maints personnages de l'ancienne cour du président François Mitterrand.

DUMONT Jean-Louis, enseignant, né le 6 avril 1944 à Joinville (Meuse). Elu député *PS* de la Meuse le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 malgré des versements « capitalistes » s'élevant à 247 000 F.

DUMONT Laurence, conseillère régionale, née le 2 juin 1958 à Vincennes (Val-de-Marne). Elle fut élue député *PS* du Calvados le 1er juin 1997.

DUMONT Marcel, mineur, né **Marcel KOLORZ** le 9 mars 1900 à Radlin (Pologne), mort en 1938 en Espagne. Immigré en France en 1922, il travailla dans les mines du Pas-de-Calais, participa aux grèves de 1923 et adhéra au *PC* la même année. Il est arrêté et emprisonné plusieurs fois, notamment à Béthune et en Belgique, en raison de ses activités révolutionnaires. Sa compagne, née Gutman, fille d'un commercant juif polonais, membre du Parti depuis 1930, était responsable de la librairie des ouvriers polonais immigrés. Marcel Dumont était à l'époque dirigeant du collectif du *PC* pour le travail de la *M.O.I.*, qui regroupe des ouvriers étrangers nettement communisants. Engagé dans les Brigades internationales en Espagne, il aurait été tué au cours des combats de l'Ebre.

DUMONT René, universitaire, né en 1904 à Cambrai (Nord). Fils d'un professeur d'agriculture, il fut lui-même professeur d'agriculture à l'*Institut national agronomique* avant d'enseigner à l'*Institut d'études politiques* à Paris et à l'*Institut de développement économique et social.* Investi candidat à la présidence de la République par le mouvement écologiste en 1974, il obtint un score humiliant pour une personnalité de sa valeur : « *Je suis le plus rouge des Verts* », aimait-il répéter. Il fut, effectivement, l'un de ceux qui poussèrent les « écolos » dans les bras de la gauche.

DUMOULIN Marc, chef d'entreprise, né le 6 avril 1950 à Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin). Il fut élu député le 1er juin 1997 (au Parlement il est *non-incrit*).

DUPILET Dominique, directeur de maison de jeunes et conseiller général, né le 12 octobre 1944 à Wandignies-Hamage (Pas-de-Calais). Il devint député *PS* du Pas-de-Calais le 2 mars 1977, à la suite du décès de Louis Le Sénéchal, et il fut réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

DUPONT Ambroise, agriculteur, vice-président du Conseil général, président de l'Union amicale des Maires du Calvados et maire de Victot-Pontfol (Calvados), né le 11 mai 1937 dans cette localité. Elu sénateur du Calvados le 24 septembre 1989, il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

DUPONT Jean-Léonce, directeur d'école de commerce international, conseiller général et maire de Bayeux (Calvados), né le 31 janvier 1955 à Bayeux. Il a été élu sénateur du Calvados le 27 septembre 1998 et est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

DUPONT Jean-Pierre, docteur vétérinaire, président du Conseil général et maire de Bort-les-Orgues, né le 9 juin 1933 à Alger (Algérie). Elu député *RPR* de la Corrèze le 19 juin 1995, après la démission de Jacques Chirac, il fut réélu le 1er juin 1997.

DUPONT-AIGNAN Nicolas, administrateur civil et maire d'Yerres, né le 7 mars 1961 à Paris. Il fut élu député *RPR* de l'Essonne le 1er juin 1997.

DUPRÉ Jean-Paul, cadre bancaire, conseiller général et maire de Limoux, né le 5 février 1944 à Davejean (Aude). Il fut élu député *PS* de l'Aude le 1er juin 1997.

DUQUESNE Jacques, journaliste, né le 18 mars 1930 à Dunkerque. Il débute sa carrière à la *Jeunesse étudiante chrétienne,* à l'*Association catholique de la jeunesse française* avant d'entrer à *la Croix.* Il prend ensuite et successivement les plus hautes responsabilités à *Panorama chrétien, l'Express, le Point* et *la Vie catholique* (devenue *la Vie* tout court). Président de *Presse-Solidarité,* il collabore aujourd'hui à *Europe 1* et à *la Croix.* Ce « *rouge chrétien* » signe de nombreux ouvrages religieux parmi lesquels *L'Algérie ou la guerre des mythes, Les Prêtres, Les Catholiques français sous l'Occupation, Demain, une Eglise sans prêtre,* mais aussi des romans comme *Maria Vandamme.* C'est dans *Le Dieu de Jésus,* son dernier livre controversé, que, niant le péché originel et donc le sacrifice du Christ, il remet en question l'importance du sacerdoce et la hiérarchie de l'Eglise. Fondateur, avec Pierre-Henri Teitgen, de l'*Association pour le soutien de la démocratie humaniste* dont il est aujourd'hui président-adjoint, il est également membre d'honneur de *Vigilance républicaine.*

DURAND Yves, enseignant et maire de Lomme, né le 6 juin 1946 à Ambrières (Mayenne). Elu député *PS* du Nord le 12 juin 1988, non réélu en 1993, il fut élu de nouveau le 1er juin 1997.

DURIEUX Jean-Paul, cadre supérieur, conseiller général et maire de Longwy, né le 7 novembre 1929 à Paris. Elu député *PS* de Meurthe-et-Moselle le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. L'aide financière de *Cochery Bourdin Chausse* ne fut pas inutile.

DURON Philippe, agrégé d'histoire et professeur de lycée, conseiller général et maire de Louvigny, né le 19 juin 1947 à Antony (Hauts-de-Seine). Il fut élu député *PS* du Calvados le 1er juin 1997.

DURRIEU Josette, professeur, président de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe Occidentale, vice-président du Conseil général, né le 20 mars 1937 à Mazères-de-Neste (Haute-Pyrénées). Elle a été élue sénateur *PS* des Hautes-Pyrénées le 27 septembre 1992.

DUTIN René, retraité agricole et conseiller général, maire de Saint-Estèphe, né le 18 décembre 1933 à Abjat-sur-Bandiat (Dordogne). Il fut élu député *PCF* de Dordogne le 1er juin 1997. Aux élections de 1993, il avait tenté de ravir le siège mais avait été battu par le gaulliste Frédéric de Saint-Sernin.

DUTOURD Jean, homme de lettres, né le 14 janvier 1920 à Paris XVIIe. Fonctionnaire pendant la guerre, il entra dans la presse dès 1944, fut administrateur adjoint de *Libération* et collaborateur de divers journaux à Paris, puis directeur de programme à la *BBC* à Londres. Revenu à Paris il fut conseiller littéraire de *Gallimard,* critique littéraire de *France-Soir,* puis son éditorialiste. Tout en écrivant dans différentes revues, il publiait des livres,

souvent couronnés par un prix littéraire. L'énorme succès de son livre *Au bon beurre*, qui obtint le Prix Interallié, le fit connaître et aimer du grand public : il y stigmatisait les spéculateurs des années noires. Ce n'est pas son premier livre : il avait déjà fait paraître, entre 1946 et 1950, *Le Complexe de César, Le Déjeuner du lundi, Une tête de chien, Petit Don Juan*, puis après *Au bon beurre*, paru en 1952 : *Doucin, Les Taxis de la Marne, Les Dupes, Le Fond et la forme, L'Ame sensible, Les Horreurs de l'amour, Rivarol, La Fin des Peaux Rouges, Le Demi-solde, Petit Journal, Le Paradoxe du crime, Le Crépuscule des Temps, Le Printemps de la vie, Carnet d'un émigré, Cinq ans chez les sauvages, Mascareigne, Les Matinées de Chaillot, Les Choses comme elles sont, Le Bonheur et autres idées, Mémoires de Marie Watson, De la France considérée comme une maladie, Le Socialisme à tête de linotte, Le Septennat des vaches maigres, Le Mauvais esprit, La Gauche la plus bête du monde, Contre les dégoûts de la vie, Le Spectre de la Rose, Le Séminaire de Bordeaux, Ça bouge dans le prêt-à-porter, Conversation avec le général, Les Pensées, Loin d'Edimbourg, Portraits de femmes, Vers de circonstance, L'Assassin, Domaine public, Le Septième jour, Le Vieil homme et la France, Le Feld maréchal von Bonaparte, Journal des années de guerre, Grand chelem à cœur* (nous ne sommes pas sûr de ne pas en avoir oublié). Au fur et à mesure qu'ont paru ces ouvrages, s'affirment les opinions de Jean Dutourd. L'homme d'esprit dont l'absence aux *Grosses têtes* (*RTL*) est regrettée — mais elle nous préparait au départ de Philippe Bouvard lui-même — procède par petites touches, il ne heurte pas : mais il est des coups d'épingle qui valent des coups d'épée. *Radio Courtoisie* a raison d'attribuer le *Prix Léon Daudet* à Jean Dutourd : sans en partager toujours les idées, il en a la manière. Sa raillerie de la politique et des politiciens, du système et de l'argent font plus pour la cause nationale que les criailleries des excités. Mais Jean Dutourd a un autre souci : celui de défendre la langue française [1], en bien triste état depuis que la Maison-Blanche veut tout régenter dans le monde.

DUTREIL Renaud, maître des requêtes au Conseil d'Etat et conseiller général, né le 12 juin 1960 à Chambéry (Savoie). Elu le 28 mars 1993, il devint député *UDF* de l'Aisne le 23 août 1994, après le décès d'André Rossi, et fut réélu le 1er juin 1997.

DUVERGER Maurice, professeur de droit, né le 10 novembre 1917 à Angoulême. Membre du *Parti Populaire Français* de Jacques Doriot de 1935 à 1938, il fut chroniqueur à *la Liberté du Sud-Ouest* (1937-1939). D'abord professeur à la Faculté de Droit de Poitiers, puis à celle de Bordeaux, Maurice Duverger, d'abord favorable à la législation du maréchal Pétain, devint anti-vychiste à l'automne de 1943. Il entra au *Monde* (1946), fonda la *Revue Française des Sciences Politiques* (1951), collabora de 1955 à 1958 à *l'Express* mendèsiste, ainsi qu'à de nombreux journaux tant français qu'étrangers, et enseigna aux *Instituts d'Etudes Politiques* de Paris, de Bordeaux, d'Aix, à *Paris I*, à *l'Institut d'Enseignement Supérieur du Journa-*

1. Pour ce faire, il préside une association et dirige une revue.

lisme. Directeur du département de sciences politiques de la Sorbonne et du *Centre d'analyse comparative des systèmes politiques* jusqu'en 1975, il quitta *Paris I* en 1985, mais continua d'écrire dans *le Monde, le Corriera della Sera* et *El País*. Maurice Duverger fut élu député européen sur la liste du *Parti communiste italien* en 1992. Il a publié une trentaine d'ouvrages, presque tous relatifs au droit constitutionnel. En s'affiliant au *Siècle*, il confirma ses préférences.

E

ÉCHO (L'). Ex-*Echo du Centre*. Quotidien limousin dirigé par Christian Audouin, rédacteur en chef, assisté de Christiane Audebert, pour l'édition Haute-Vienne, et de Alain Liaigre directeur du bureau parisien. Très longtemps lié au *PCF*, il est resté un journal de gauche, avec 45 000 exemplaires au moins (B.P. 1582, 87022 Limoges Cedex 9).

ÉCHO DE L'ARMOR ET DE L'ARGOAT (L'). Hebdomadaire fondé en 1871, dirigé par André Anger, également rédacteur en chef, assisté de Jack Malpart. Principaux rédacteurs : Alain Le Nedelec et Magali Lelchat (B.P. 109, 22203 Guingamp).

ÉCHO DE LA LYS (L'). Hebdomadaire départemental (9 700 exemplaires) dirigé par Jean-Louis Prévost, le rédacteur en chef étant Christian Defranc (18, rue Saint-Omer, 62120 Aire-sur-la-Lys).

ÉCHO DE LA PRESQU'ILE GUÉRANDAISE ET DE SAINT-NAZAIRE (L'). Hebdomadaire dirigé par Jean Allard (Le Parc-Savary, route de Brehadour, 44350 Guérande).

ÉCHO DE LA VALLÉE DU LOIR (L'). Hebdomadaire de la Sarthe dirigé par F. Aveline, qui a succédé à son père. D'opinion nationale, ce journal est lu dans la région de La Chartre-sur-le-Loir par une clientèle rurale peu politisée, mais, en général, hostile au marxisme (13, avenue des Déportés, 72340 La Chartre-sur-le-Loir).

ÉCHO DE L'ILE-DE-FRANCE (L'). Hebdomadaire (8 000 exemplaires) dirigé par Fabrice du Repaire (99, avenue de la Résistance, 93340 Le Raincy).

ÉCHO DES SANS VOIX (L'). Journal publié par le *Collectif anti-patriacal* qui regroupe des militants et des militantes de *Agir ensemble contre le chômage Lille*, de l'*APU Moulins*, du *CNT Lille*, du *Collectif Anti-Expulsion*, du *Comité des Sans-Papiers 59*, de la *Fédération Anarchiste Lille*, du *Collectif contre la précarité dans l'Education nationale*. Rédaction :

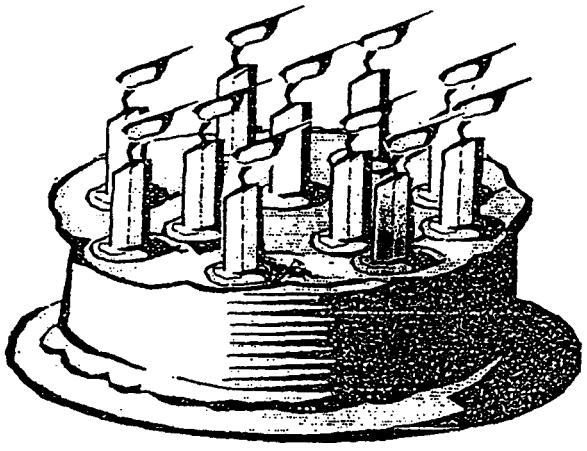
EDITION MARS 2000

L'ECHO N° 119 DU BASTION

MENTON TRADITIONS AVENIR

11 ème

ANNIVERSAIRE



ANNIVERSAIRE

MENTON TRADITIONS AVENIR *- DEPOT LEGAL N°01891 - ISSN -1283-8926*

DIRECTEUR ET REDACTEUR DE LA PUBLICATION : Pierre PATUEL
1463 route des Ciappes
06500 MENTON

Pierre Patuel a doté les nationaux de la Côte d'Azur d'un brûlot très convainquant.

Anne Turlure, Samuel Sylard, Bertrand Dekoninck, Annie Lamoureux, etc. (*AC !*, 70, boulevard Victor-Hugo, 59000 Lille).

ÉCHO DES VALLÉES (L') (voir *La Savoie*).

ÉCHO DES VOSGES (L'). Hebdomadaire diffusant 12 000 exemplaires dans la région. Son directeur, Alain Thirion, est également le directeur de *l'Abeille* (6, rue Jean-Viriot, 88000 Epinal).

ECHO DU BASTION (L'). Cette publication mensuelle paraît sous la direction de Pierre Patuel, conseiller municipal de Menton. Fondée en mars 1989, elle soutient l'action de la droite nationale dans 85 villes de France, où son indépendance et son non-conformisme reçoivent un accueil particulièrement chaleureux, malgré la modestie de sa présentation. (*Menton Traditions Avenir*, P. Patuel, 1463 route de Ciappes, 06500 Menton.)

ÉCHO DU BERRY (L'). Journal hebdomadaire dirigé par Florence Forissier (10, rue Raoul-Rochette, 18200 Saint-Amand-Montrond).

ÉCHO ET LE VALENTINOIS (L'). Hebdomadaire modéré né de la fusion de deux hebdomadaires locaux. Nathalie Rouxel est la directrice de la publication (B.P. 426, 26004 Valence Cedex).

ÉCHO 94 (L'). Hebdomadaire (9 000 exemplaires) dirigé par François Messina, rédacteur en chef du journal (16, avenue André-Rouy, 94350 Villiers-sur-Marne).

ÉCHO RÉGIONAL (L'). Hebdomadaire de Pontoise dirigé par Jean-François Dupaquier ; la rédaction est animée par Olivier Zanetta, rédacteur en chef, et Anne-Françoise Callandreau son adjointe (10, place du Parc-aux-Charrettes, 95300 Pontoise).

ÉCHO RÉPUBLICAIN (L'). Quotidien de la droite modérée, fondé en février 1929 (32 000 exemplaires). Lu en Eure-et-Loir et les départements limitrophes. Direction : Jacques Camus, P.-D.G. et Jean-Philippe Cousin, directeur général. Rédacteur en chef : Gilles Bomais (B.P. 189, 28004 Chartres Cedex).

ÉCHOS DU VALENCIENNOIS (Les). Hebdomadaire dirigé par Gérard Plumecocq et diffusé à 27 000 exemplaires (B.P. 585, 59308 Valenciennes Cedex).

ÉCLAIR (L'). Quotidien lié à *Presse Océan* dirigé par Christian Coustal (5, rue Santeuil, 44010 Nantes Cedex).

ÉCLAIREUR — VALLÉE DE LA BRESLE (L'). Hebdomadaire (8 800 exemplaires) dirigé par Thierry Rediguet, rédacteur en chef (6-8, rue de la République, 80220 Gamaches).

ÉCLAIREUR DE CHATEAUBRIANT (L'). Hebdomadaire dirigé par Loïc Bourdel (44, rue Aristide-Briand, 44142 Châteaubriant Cedex).

ÉCLAIREUR GATINOIS (L'). Journal tirant à 22 000 exemplaires chaque semaine et fort répandu dans le Loiret. Francis Bonnet en est le directeur (48, rue Dorée, 45200 Montargis).

ÉCLAIR-PYRÉNÉES (L'). Quotidien départemental (10 000 exemplaires),

SPÉCIAL LUTTE DES FEMMES

L'Echo des Sans-Voix 02

Journal édité par AC! LILLE et réalisé par le Collectif ANTI-PATRIARCAL — Été 2000 • Prix Libre

Edito

Souvent l'adjectif féministe provoque deux réactions : soit il agace, exaspère ou énerve, soit il fait sourire. Car pour beaucoup la lutte féministe est dépassée, à ranger au rayon des excès des années 70 avec le patchoulis et les pat'def... "Aujourd'hui, ça y est, la femme est l'égale de l'homme !"

Et pourtant, le patriarcat (*système où le pouvoir politique, économique, social et sexuel est organisé par et pour les hommes*) est toujours la valeur fondatrice des relations entre les individu-e-s, que ce soit au travail, dans le privé, dans l'éducation, dans le langage, par rapport aux institutions... Les femmes sont toujours traitées comme inférieures aux hommes, exploitables et corvéables à merci.

L'injustice est flagrante et nous en sommes toutes et tous, témoins et acteurs au quotidien.

Le système capitaliste a bien intégré les usages patriarcaux qui le précédaient. Ce n'est donc pas en luttant seulement contre le capitalisme qu'on supprimera l'oppression dont sont victimes les femmes.

C'est pourquoi il est indispensable pour nous, structures associatives, syndicales, etc... qui luttons contre les injustices, les inégalités et le non respect des droits, de nous investir pleinement dans la lutte anti-patriarcale.

Le Collectif ANTI-PATRIARCAL
regroupe des militant-e-s de :
AC! Lille
APU Moulins
CNT Lille
Collectif Anti-Expulsion
Comité Sans Papiers 59
Fédération Anarchiste Lille
Collectif Contre la précarité
[illegible]

Nous sommes tous lesbiennes, immigrées, chômeuses et sans-papiers

Femmes et précarité

les chômeurs sont des chômeuses !

Le patriarcat n'a pas attendu le capitalisme pour exister et prospérer. Mais c'est peu dire que ce dernier tire profit de la domination exercée sur les femmes et des discriminations à leur encontre. En mettant en concurrence tous contre tous, le capitalisme utilise tous les facteurs de divisions qui lui sont offerts : nationalité, régularité du séjour pour les sans-papiers, mais aussi le sexe.

Pour les femmes, l'oppression est double, et le chemin jusqu'à l'égalité reste encore bien long. C'est ainsi que les pauvres, de par le monde, sont en majorité des femmes, tout comme les chômeur-se-s ou, phénomène plus récent, les précaires.

La précarité touche davantage les femmes

Le taux de chômage féminin, sur les 15 dernières années est resté globalement une fois et demi plus important que celui des hommes. Il était de 13,8% contre 10,2% à la fin 98.

D'autre part, les contrats de travail des femmes sont globalement plus précaires que ceux des hommes. Par exemple, dans la fonction publique (*grande employeuse de précaires*), 31% des femmes ne sont pas titulaires de leurs postes contre 23% des hommes.

La précarité a aussi une autre forme : le temps partiel. Les salarié-e-s à temps partiel sont dans une entreprise celles et ceux qui ont le plus faible taux de salaire horaire, qui ont moins d'avantages sociaux et restent à l'écart des promotions, qui accumulent le moins de points de retraite et d'ancienneté. Ce sont aussi les plus vulnérables aux licenciements. Le temps partiel, s'il est de plus en plus répandu et imposé, est de plus en plus imposé aux femmes : en 1982, 16,4% des femmes étaient à temps partiel contre seulement 1,9% des hommes ; en 1996, elles étaient 31,4% à temps partiel contre seulement 5,6% des hommes. Elles représentent au total 84% des salarié-e-s à temps partiel. Et 75% d'entre elles ne l'ont pas choisi.

Les smicards sont majoritairement des smicardes

On a, dans le domaine de l'inégalité des salaires entre hommes et femmes, la conjugaison de deux phénomènes auxquels s'ajoutent la précarité : le cantonnement des femmes dans des métiers dévalorisés ; l'inégalité salariale à qualification égale. En 1996, un tiers des femmes à temps complet était payée moins de 1,3 fois le S.M.I.C., contre seulement un cinquième des hommes. Les femmes sont surreprésentées dans quelques domaines professionnels, qui sont principalement des postes d'employées (*secrétariat, commerce de détail*) et/ou de domesticité sociale (*nettoyage, enfance, services de restauration et d'hôtellerie, santé, aide sociale*). Même dans le secteur associatif, qui échappe en partie à la logique capitaliste, elles n'ont guère le choix qu'entre six secteurs d'activités, qui constituent 60% de l'emploi associatif féminin. Les professions sont d'ailleurs d'autant plus dévalorisées qu'elles se féminisent. C'est le cas par exemple de l'enseignement primaire, aujourd'hui majoritairement assuré par des femmes.

De plus, même s'il a tendance à se réduire lentement, l'écart salarial entre hommes et femmes, à diplôme et expérience professionnelle égaux, reste très important : 27,2% en France en 1998.

Dernier fait majeur de ces dernières années : les écarts se creusent maintenant entre une frange de la population féminine qui commence à accéder aux postes à responsabilité et l'immense majorité des femmes, dont la situation s'est aggravée, principalement en raison de l'accroissement de la précarité.

Bertrand DEKONINCK

Les femmes de gauche ne sont pas *sans voix*. A preuve...

fondé en octobre 1944, dirigé par François Loustalan, P.-D.G., assisté de Philippe Tugas et Bruno Loustalan (B.P. 629, 64006 Pau Cedex).

ÉDITIONS JEAN CURUTCHET. Cette maison d'édition est dirigée par son fondateur, un des militants les plus connus de l'Algérie Française. Les volumes les plus demandés de cette firme sont, naturellement, consacrés à la guerre d'Algérie et à ses acteurs : *OAS*, une étude de l'organisation clandestine par Arnaud Deroulède ; *Debout dans ma mémoire*, par Jean-Claude Perez ; *Journal d'un prêtre en Algérie*, par Michel de Laparre ; *Mon combat pour l'Algérie Française*, véritable « carnet de route » de Jo Ortiz ; *Les médailles d'Algérie*, par Philippe Escande, etc. (Editions Jean Curutchet, route de Louhossoa, 64640 Hélette).

EHRMANN Charles, professeur agrégé de l'université en retraite et conseiller général, né le 7 ocbre 1911 à Paris. Elu le 11 mars 1973 suppléant de Jacques Médecin, nommé membre du gouvernement, il devint député des Alpes-Maritimes le 13 février 1976. Il fut réélu les 19 mars 1978, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

ÉLÉMENTS. Ce magazine trimestriel de la Nouvelle Droite a été fondé en 1972. Directeur : François E. Van Alder ; rédacteur en chef : Charles Champetier. Commentaire de l'actualité, dossiers théoriques, recensions de livres, chroniques, etc. (BP 68, 91292 Arpajon Cedex).

EMAP FRANCE. Groupe de presse dont Arnaud de Puyfontaine est le P.-D.G. Publie de nombreux périodiques dont *Télé-Poche, Télé-Star, 30 millions d'amis, l'Auto-Journal, Modes et Travaux, Nous Deux, la Veillée des Chaumières, Tarif-Média, le Film français, Pleine vie,* etc. (43, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75754 Paris Cedex 15).

EMMANUELLI Henri, cadre de banque, né le 31 mai 1945 à Eaux-Bonnes. Franc-Maçon, fils de communistes cégétistes, il fut fondé de pouvoir (1974), sous-directeur (1975), directeur-adjoint des services commerciaux (1976) à la *Banque Rothschild.* Battu en Lot-et-Garonne à l'élection législative de 1973, Henri Emmanuelli se fit élire député *PS* des Landes, à celle de 1978 et conserva ce mandat de longues années. Puis il devint secrétaire d'Etat au DOM-TOM (1981-1983), secrétaire d'Etat au Budget (1983-1984), secrétaire d'Etat à la Consommation (1984), et, quoique conseiller régional d'Aquitaine (1986-1988, 1992) et président de l'Assemblée Nationale (1992), garda son poste de président du Conseil général des Landes. Après avoir voté communiste jusqu'en 1968, Henri Emmanuelli rallia le *PS.* Il y fut membre du comité directeur (1978), membre du bureau exécutif (1987), secrétaire national chargé de la coordination et de la trésorerie (1988), secrétaire national du budget, de l'administration et de la trésorerie (1990). Rival malheureux de Lionel Jospin à la candidature socialiste lors de l'élection présidentielle de 1995, Henri Emmanuelli, dans le cadre de *l'Affaire Urba* et en tant que trésorier du *PS,* fut condamné à une peine de prison avec sursis et à deux ans de privation de droits civiques. Outre les magouilles à la trésorerie du *PS,* on a beaucoup reproché au « *socialiste* »

Décembre 1998

L'entraide nationale

N°6 - 10 F

La vente de ce journal, revient intégralement au vendeur

L'Entraide nationale assume tous les frais de fabrication

Éditorial

In memoriam Michel,

par le pasteur Blanchard

Décembre 1998

Nous avons eu la très grande douleur de perdre, il y a quelques mois, un des fidèles piliers de notre association. Lui aussi, s'appelait Michel, ancien de la Légion, il avait la gouaille et la faconde toute particulière de ceux qui sont nés de « l'autre côté du Périf' ». Un vrai fils du peuple ce Michel, portant un amour sans borne à son pays. Il a combattu pour la grandeur de notre nation et c'est tout naturellement que le Front national et l'entraide devinrent, pour lui, une seconde famille. Avec l'autre Michel dont j'ai parlé dans le précédent numéro, il formait une paire de duellistes à l'humour décapant. La dernière fois que nous l'avons vu, c'était pour le défilé du 1er mai, déjà, il était bien malade ; les signes avant coureur du mal qui devait l'emporter étaient visibles. Malheureusement, comme beaucoup de militaires de carrière, et plus particulièrement ceux de la Légion, il avait contracté un vice qui allait l'emporter et dont il n'a pas pu se débarrasser : il était alcoolique et même à la fin de sa cirrhose qui avait généré une hépatite B et un cancer, il continuait à boire.

suite p.2

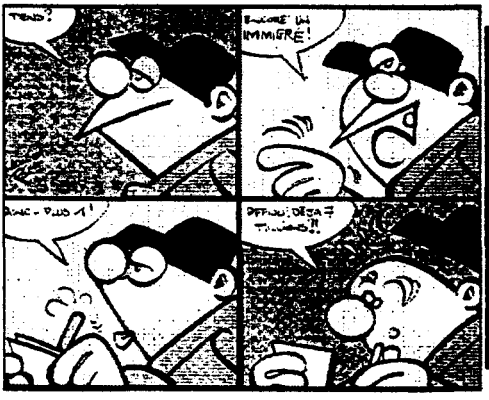
ENTRAIDE NATIONALE

Cohn-Bendit, un chardon pour la gauche plurielle !

par Philippe Randa

Il est entendu, sauf impondérable, Daniel Cohn-Bendit sera la surprise électorale de juin 1999. Certes, une surprise qui aura le temps de sentir le réchauffée puisqu'elle nous est annoncée dès maintenant, plus de huit mois avant que le premier bulletin soit glissé dans l'urne. Huit mois à attendre, comme pour une sorte d'enfant prématuré, même si cette naissance est celle d'un ex-sale gosse de cinquante ans ! Dany le rouge enflamma les barricades voilà trente ans et Daniel Cohn-Bendit enflamme aujourd'hui les médias.

Suite p.3



Sous la direction d'un pasteur protestant...

Emmanuelli, les subventions (personnelles) venues de sociétés capitalistes (comme *Bouygues, Salmonidès, Thermical,* etc.), en tout 290 000 F versés lors de sa campagne électorale Puis il se présenta de nouveau dans les Landes et il fut réélu : les petits trafics du *PS* ne semblant pas beaucoup inquiéter l'électorat de gauche landais. Naturellement, il est toujours affilié au *Siècle.*

ENTRAIDE NATIONALE (L'). Journal portant le même nom que l'association dirigée par le pasteur Jean-Pierre Blanchard. Philippe Randa est directeur de la rédaction (BP 290, 92212 Saint-Cloud Cedex).

EPERVIER (L'). Revue semestrielle fondée en 1996 par Clément de Mestres, Pierre Martin, Nikolas et Grégoire Rézon. Dès le premier numéro, l'éditorialiste Grégoire Rézon annonce la couleur : « *Nous sommes bien décidés à aller jusqu'au bout, jusqu'au bout de notre combat sur nous-mêmes, jusqu'au bout de notre combat pour la Vérité et la Justice. Nos cœurs et nos têtes préparent l'insurrection libératrice qui balaiera cette dictature mondialiste et capitaliste.* » D'autres numéros sont un hommage à Georges Bernanos, à Edouard Drumont, à José Antonio Primo de Rivera, à Maurice Bardèche, à Xavier Vallat... Autour du directeur, Grégoire Rézon, l'équipe rédactionnelle est renforcée par Julien Sorel, Pierre Leprat, Maurice Ragots et Eva Pazigné. « *Nous lançons à la rentrée (2000),* annonce le directeur, *la Ligue Nationale Catholique* », ce qui rajeunira ceux qui ont connu et aimé la *Fédération Nationale Catholique* du général de Castelnau (*L'Epervier* c/o Peuple et Culture, BP 45, 36001 Châteauroux Cedex).

ESCAMBERT Bertrand, banquier, né **EISENBERG** le 7 juillet 1934 à Paris. Après avoir été employé au Plan de Constantine (1960), trois années à la direction des Mines des Antilles et de la Guyane, s'être occupé des questions énergétiques au ministère de l'Industrie, il entra au cabinet du Premier ministre Georges Pompidou, et y fut le conseiller de celui-ci pour les questions industrielles. Directeur-adjoint du *Crédit Lyonnais* de 1974 à 1976, Bertrand Escambert devint directeur général, puis président (1977) de la *Banque Rothschild* dont, en seize ans, il multiplia les valeurs par trente. En outre, ce socialiste bon teint présida les *Groupes d'études et de mobilisation (GEM)* d'Edith Cresson (1991), le comité stratégique du holding de contrôle du groupe *Bolloré* (juillet 1993), le conseil de surveillance de *GSI Participation* (août 1993), vice-présida le conseil de surveillance *Lagardère Groupe* (avril 1994), présida le groupe *Bolloré Technologies,* la *SDV* (ex-*Scac Delmas-Vieljeu*) au mois de septembre 1994, fut membre du *Comité pour la compétitivité et la sécurité économique* (avril 1995) et conduisit là un audit financier du groupe *Hersant* (1996). Mondialiste partisan de « *la globalisation de l'économie* », ancien président du conseil d'administration de l'*Ecole Polytechnique,* ancien président de la *Chambre de commerce franco-israélienne,* Bertrand Escambert préside la *Fondation française pour la recherche sur l'épilepsie,* vice-préside l'*Institut Pasteur,* l'*Institut de l'Entreprise.* Il appartient aux trop discrètes sociétés : *Bilderberg,* la *Trilatérale* et le *Siècle.*

ESCANDE Jean-Paul, banquier, né le 19 octobre 1939 à Nîmes. Directeur de groupe à la *Banque Hervet* de 1967

L'EPERVIER

PRINTEMPS 98 - N°3 - Prix: 15 francs

La Franc-Maçonnerie Mythes et Réalités

Sommes - Nous Judéo-Chrétiens ?

Edouard Drumont

RUBRIQUES

- Notre Clan
- Portrait d'un Nationaliste
- Combat Musical
- Connaissez-vous ?
- Lectures Dangereuses
- C'est arrivé près de chez vous!
- Réflexions
- Boutique
- Courrier des Lecteurs

« Il faut détruire le complot maçonnique... Tout prouve que la philosophie franc-maçonne a consisté à dresser un dogme de laïcisme en opposition humaine à la mystique chrétienne.»

Maréchal Philippe Pétain, 1941

Peuple et Culture
B.P. 45, 36001 Châteauroux.

à 1976, ce protestant cévenole fut, après, directeur commercial de la *Société financière et foncière* et directeur de la *Cogéra* chez *Renault*. Au mois de février 1982, le gouvernement socialiste l'institua président-directeur général de la *Société Marseillaise de Crédit* laquelle venait d'être nationalisée, poste où Jacques Chirac le maintint jusqu'au mois de juin 1992. A cette date, Jean-Paul Escande devint président du *Crédit industriel de l'Ouest* (groupe *CIC*), ensuite président de la *Bordelaise de CIC* (juillet 1994). Depuis 1994, membre du Conseil économique et social, il est aussi administrateur du *Port autonome de Marseille*, de l'*Inserm* et de plusieurs sociétés financières. Il est affilié au *Siècle*.

ESCLOPÉ Alain, né le 18 mai 1942 à Claira. Elu député européen en 1999 sur la liste *CPNT* (chasseurs).

ESCRITOIRE (L'). Publication trimestrielle de documentation politique se réclamant de l'*Action Française*. « *Encyclopédie de l'honnête homme* », elle publie des fiches détachables (à classer selon les règles qu'elle fait connaître à ses lecteurs) sur tous les sujets intéressant les milieux politiques de droite. Michel Masson, imprimeur, en est le coordinateur. Au comité de direction figurent : Danièle Masson, J.-L. Linas, Michel Masson et Bernard Payet. Son 33e numéro, paru en octobre 1999, précisait que *L'Escritoire « n'est pas seulement une revue...* (elle *sert de locomotive, lien, vecteur entre les artisans de la diffusion des bonnes idées et des bons auteurs* » (Imprimerie Masson SA, BP 81, 13652 Salon-de-Provence Cedex).

ESKENAZI Gérard, banquier, né le 10 novembre 1931 à Paris. Entré à la *Banque de Paris et des Pays-Bas* (1957), il marcha sur les traces de l'ancien « patron » de *Paribas* (son coreligionnaire Horace Finaly, l'un des rois de la finance avant la guerre) ; fondé de pouvoir (1963), sous-directeur (1968), directeur-adjoint (1971), directeur (1975-1978), directeur général de la *Compagnie financière de Paris et des Pays-Bas* (1978-1982), président de *Paribas-Suisse* (1980-1990). Après avoir vainement tenté, de concert avec le Canadien Paul Desmarais et le Belge Albert Père et à partir de *Pargesa*, d'édifier une « internationale des Banques », initiative qui déboucha sur un scandale, Gérard Eskenazi devint vice-président-administrateur délégué du groupe *Bruxelles Lambert* (1982-1990), président-directeur général de la holding *Parfinance* (1986-1990), président du CA et du conseil de direction de *Pargesa Holding SA*, contrôla le *CCT, RTL, M6*, la banque américaine d'affaires *Drexel-Brunham-Lambert*, les groupes *Schneider, Wagons-Lits*, etc., et dirigea ainsi un empire pesant 35 milliards. Ayant échoué dans l'OPA sur la navigation mixte, il fut évincé de *Pargesa* par ses partenaires Desmarais et Père, mais créa, en 1991, le *Comipar* chargé d'acquérir des parts dans différentes sociétés industrielles comme la *Société des banques suisses, Elf Aquitaine, Schneider, Pinault*. En 1992, Gérard Eskenazi fusionna le *Comipar* avec *Pallas Holding*. Parmi les membres du nouvel holding figurait la *Banque Pallas Stern* ; elle prêta 3,5 milliards à la maison mère. Le *Comipar* ne put honorer ses engagements. Résultat : Gérard Eskenazi perdit son poste de président, plaça l'affaire en dépôt de bilan, ce qui provoqua la faillite de la *Banque Pallas Stern*, et il fut mis en examen pour

l'escritoire

encyclopédie de l'honnête homme

N° 36 - Prix 40 francs

Bien penser pour bien agir

CAFÉ-PHILO Introduction au café-philo • Qu'est-ce qu'un café-philo? • Dominique Viain Judaïsme et utopie • Danièle Masson La règle du Jeux de J. Renoir • Aux sources historiques du politiquement correct : Les Résistances • L'indifférence pour le musulman et pour le chrétien • Jean-Louis Linas Jonh Rawls et les inégalités naturelles • Bernard Poyet Poésie : art et technique - II - le rythme • Louis Millet L'Etat moderne et les fondement de la démocratie • CDIGP Causes et circonstances des croisades • Vérités et impostures sur l'inquisition • René Maillot Louis XIV, les affaires extérieures • Michel Masson L'éducation nationale : la bombe ou la graine • Les métiers sous les trois Révolutions • La repentance • Jacques Lermigeaux Pie XII et les nazis • La croisade contre les Albigeois

1968 1248-2412 - CAPP N° 56274 - 24ème trim. 2000

Une belle revue, bizarre d'aspect mais prodigieusement documentée.

escroquerie à l'épargne publique, faux bilan, diffusion de fausses nouvelles. Il resta néanmoins affilié au *Siècle*.

ESPILONDO Jean, inspecteur des impôts et conseiller général, né le 11 janvier 1948 à Mauléon (Pyrénées-Atlantiques). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* des Pyrénées-Atlantiques le 1er mai 1998, en remplacement de Nicole Perry, nommée membre du gouvernement.

ESSOR DE LA LOIRE (L'). Hebdomadaire de la chaîne *l'Essor,* journal catholique dirigé par Alain Dejean, Daniel Brignon étant le rédacteur en chef technique (2, rue des Alliés, 42005 Saint-Etienne Cedex).

ESSOR DE L'ISÈRE (L'). Edition hebdomadaire régionale de *l'Essor,* hebdomadaire catholique, dirigé par Alain Dejean, assisté de Florence Massin pour ce qui touche à l'Isère (B.P. 23-47, 69216 Lyon Cedex 02).

ESSOR DU LIMOUSIN (L'). Fondé en septembre 1965. Journal d'abord bi-mensuel puis devenu hebdomadaire, dirigé par Dominique Dumont (13 ter, avenue Marmontel, 19203 Ussel Cedex).

ESSOR SARLADAIS (L'). Hebdomadaire fondé en juin 1944, dirigé par Michel Delpech, Marie-Louise Armagnac étant directrice de la publication (gérante) (B.P. 57, 24202 Sarlat).

ESSOR SAVOYARD (L'). Hebdomadaire diffusant plus de 7 000 exemplaires dans la région. Etat-major : Jean-Louis Prévost, président, Alain Bodart, directeur général, Vianney Burnier, rédacteur en chef (37, rue Sommeiller, 74000 Annecy).

EST-ECLAIR (L'). Quotidien de tendance modérée, fondé en 1945, dirigé par François Le Saché, la rédaction étant animée par Didier Louis (532 X 10081 Troyes Cedex).

ESTEVA Pierre, président de sociétés, né le 29 décembre 1925 à Reims. Inspecteur-adjoint (1951), ensuite inspecteur des Finances (1953), il devint adjoint à l'attaché financier de l'ambassade de France à Washington. Chargé de mission à la direction des finances extérieures au ministère des Finances (1956), Pierre Estéva travailla aux cabinets d'Antoine Pinay et de Baumgartner, fut successivement sous-directeur à l'administration centrale des Finances (1960), directeur-adjoint des Finances extérieures et secrétaire général du *Conseil national du Crédit* (1964), directeur du *Crédit national* (1967). Promu conseiller technique du Premier ministre Georges Pompidou, il occupa le poste de directeur de cabinet du ministre des Finances, Maurice Couve de Murville (1968), et du ministre des Finances, puis du Développement industriel et scientifique François-Xavier Ortoli (1969-1971). Cet énarque fut administrateur-directeur général de l'*UAP* (1974) avant d'en présider le groupe (1980-1983) et d'en être le président honoraire (1983). Directeur de *County Nat-West* de 1987 à 1992, président de la *National-Westminster Bank SA* de 1988 à 1993, président de l'*Association française des sociétés de bourse* de 1991 à 1993, Pierre Estéva remplit également la fonction d'administrateur dans diverses sociétés dont *Peugeot* et la *Société séquanaise de banque*. Il fut l'un des ora-

Être et Durer

Journal du CERCLE NATIONAL DES COMBATTANTS

N° 36 - JUIN 2000

Prix : 10 francs

POURQUOI LE C.N.C. ?
POURQUOI PAS ?

Ce qui distingue le Cercle National des Combattants des autres associations combattantes dignes de ce nom, c'est qu'il se veut aussi :

« Comité de Vigilance Patriotique »

Avec un seul objectif : contrer « le travail sournois d'une rouille qui s'attaque depuis plusieurs décennies aux organes vitaux de notre existence nationale ».

Le respect de cette ligne va de soi, pour tous ceux qui acceptent de rejoindre le CNC.

Quiconque veut y entrer est le bienvenu. Catholiques, Protestants, Juifs, Musulmans, libres penseurs, etc. ne sont pour lui que des prénoms : Français est leur nom.

Je proclame, bien sûr, la prééminence d'une « mystique », celle des valeurs du feu attestées par les « meilleurs » qui sont tombés, morts ou blessés pour elles, sur les champs de bataille, lieu unique où les combattants enchaînent des minutes dont chacune peut être la dernière.

Devenu histoire et souvenir, cet enchaînement doit entraîner la « réconciliation générale ».

Ancré dans la conviction que la France, dans son identité et dans sa réalité, procède de la civilisation chrétienne, il rejette absolument et de façon irrémissible, et le national-socialisme et le marxisme-léninisme, aux hautes références criminelles pour lesquelles il ne saurait y avoir ni excuse, ni pardon.

Il regrette profondément que des politiques de la droite parlementaire et de la gauche fréquentable aient fait entrer le système communiste dans le cercle des doctrines avouables. Nous n'avons pas fini de le payer. Car ce n'est pas seulement la liberté de la collectivité qui est en jeu. C'est chacun de nous, dans ses droits. C'est le bourgeois, c'est l'ouvrier, c'est le paysan, c'est le chrétien ...

C'est la raison pour laquelle il nous met en garde contre l'imposture d'une de leurs officines : la FNACA qui est au monde des anciens combattants ce que la CGT est au monde syndical. Ses pères fondateurs appartiennent au Parti Communiste Français dont on connaît les complicités actives avec le FLN, pendant la guerre d'Algérie, avec un sommet : « la désertion de l'aspirant Maillot ».

Bénéficiant de la couverture de la gauche plurielle et de l'appui des autorités, la FNACA s'est implantée en cachant son « obédience » et a progressé derrière le masque « protecteur et racoleur » d'ancien combattant.

En plaçant le 19 mars 1962, date de signature du cessez-le-feu d'Evian, au centre de leurs actions, ils ont jeté le masque. C'est bien aux « communistes » que nous avons à faire.

Je ne pense pas que cette action soit inspirée, comme cette association le prétend, par le souci de défendre la « mémoire de nos soldats morts en Algérie », mais par des intérêts politiques situés à l'extrême gauche. Elle vise essentiellement à attirer des électeurs.

La FNACA est une imposture. Il faut que tous les anciens combattants, les vrais, le sachent. Nous avons nous, survivants et acteurs, un devoir de mémoire à accomplir : veiller à ce que personne ne puisse falsifier l'histoire.

Personnellement, j'étais comme beaucoup d'autres, à la retraite. J'appartenais au monde des « assis ». Pour moi les anciens combattants étaient une confrérie. Membre de l'UNC, je participais, avec joie, au « méchoui annuel ». C'était une amicale, pas un groupe de pression. Nos protestations étaient rares et rassemblaient peu de monde.

Je suis allé, il y a peu, traîner mes « bottes », en touriste, du côté de Fréjus et mes pas m'ont conduit, naturellement, vers le « Mémorial » de la guerre d'Indochine.

Année 1947 : j'ai tout de suite vu, au milieu des centaines de noms gravés sur la pierre, ceux de mes deux « copains » : André – Luteau- qui sont restés là-bas.

Dès cet instant, je me suis juré, si l'occasion m'en était donnée et si j'en avais encore la faculté et la santé, de combattre tous ces « encornets » et toutes ces « trottinettes » qui tiennent dans ce pays la démocratie à leur merci depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ils l'exploitent, la pressurent sans vergogne, se la passent en juteuses et onéreuses alternances, n'hésitant pas à s'associer dans un pseudo Front Républicain de circonstance, lorsqu'un tiers menace de s'emparer d'un bout de leur trottoir politique. Ils portent la lourde responsabilité de nos échecs en Indochine et en Algérie. Roger Holeindre m'a offert cette occasion. J'ai répondu présent.

Général M.H. VOLPELIERE
Chargé de mission de la région « Midi-Pyrénées »
Délégué Départemental de la Haute-Garonne

teurs de la réunion de la *Trilatérale* qui se tint à Paris au mois d'octobre 1995. C'est un affilié au *Siècle*.

ESTIER Claude, journaliste, ancien membre du Parlement européen, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 mars 1967 et réélu le 21 juin 1981), conseiller de Paris (XVIIIe arrondissement), né le 8 juin 1925 à Paris. Claude Hasday Ezratti a été autorisé à changer de nom (*J.O.*, 11 septembre 1983). Elu sénateur de Paris le 28 septembre 1986, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du groupe *socialiste*. Il fut, quelques années durant, président du groupe d'amitié parlementaire France-URSS.

ESTRANGIN Louis, journaliste, né le 24 juillet 1914 à Marseille. Professeur à Pontoise de 1936 à 1939, membre du comité *Rueff-Armand* sur l'expansion de l'économie française en 1959-1960, il fut expert au Conseil économique et social de 1959 à 1965, à la Commission des comptes de la nation de 1961 à 1967. Directeur des ventes et de la promotion de celles-ci aux éditions catholiques de *La Bonne Presse* en 1965, Louis Estrangin présida de 1965 à 1984 le conseil de gérance du journal *Ouest-France*, qu'il dirigea, et fut également président-directeur général d'*Havas Atlantique Publicité*, gérant d'*Havas Ouest-France Voyages*, président du *Groupement des grands périodiques régionaux* (1968-1971), vice-président du *Syndicat national de la presse quotidienne* (1971-1984) et vice-président de l'*AFP* (1976-1984). Il est affilié au *Siècle*.

EST RÉPUBLICAIN (L'). Ce quotidien régional de nuance modérée diffusé à 222 000 exemplaires en Lorraine, est animé par un état-major comprenant, notamment, Gérard Lignac, P.-D.G., Gérard Colin, secrétaire général et vice-président, Christophe de Beco, directeur général, Pierre Taribo, directeur de la rédaction et ses adjoints Michel Wagner, Jean-Louis Antoine et Jean-Pierre Lanskin ; la direction des relations extérieures revient à Bertrand Bommelaer, et celle des informations générales à Claude Michot (1, boulevard Joffre, 54000 Nancy).

ESTROSI Christian, ancien sportif, conseiller régional, né le 1er juillet 1955 à Nices (Alpes-Maritimes). Elu député *RPR* le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 (déclaré démissionnaire d'office par décision du Conseil constitutionnel du 18 décembre 1993) et 1er juin 1997.

ÉTIENNE Jean-Claude, professeur de médecine et président du Conseil régional de Champagne-Ardennes, né le 6 août 1941 à Vouziers (Ardennes). Elu député *RPR* de la Marne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

ETIÉVANT Michel, cadre retraité, conseiller régional et maire de Longvic, né le 12 décembre 1932 à Saint-Lothain (Jura). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* de Côte-d'Or le 10 décembre 1999, à la mort de Roland Carraz.

ÊTRE ET DURER. Publication du *Cercle National des Combattants* dirigée par Roger Holeindre, ancien député *FN* (38, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris).

ÉTUDES ET RECHERCHES. Revue théorique du *Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Eu-*

ropéenne (*GRECE*), fondée en 1976. (Parution irrégulière.) Directeur : Jacques Marlaud ; rédacteur en chef : Pierre Le Vigan (*GRECE*, 99-103, rue de Sèvres, 75006 Paris)).

EUROPEAN ROUND TABLE OF INDUSTRIALISTES (ERT). Sorte de synarchie mondialiste fonctionnant discrètement à Bruxelles et à Washington, liée par ses membres à la *Trilatérale*, au *Bilderberg Group* et au *Siècle*. Pierre de Villemarest, fin connaisseur de cette sorte de société politico-financière et mondialiste, citant l'économiste Perlmutter, reproduit ces lignes extraites de son rapport au *Forum de Davos* : « *Il faut que d'ici l'an 2000 nous ne soyons plus que 200 ou 300 multinationales à contrôler sur la planète tout ce qui est recherche, exploitation, production, répartition des matières premières qui sont les éléments clés de notre époque.* » P. de Villemarest ajoutait (*Lettre d'Information* n° du 13 février 2000) : « *C'est à Davos en 1971 qu'est né le mot d'ordre des mariages ou fusions entre firmes, banques, industries, par secteurs d'activité. Nous l'avions écrit alors.* » *L'European Round Table* fut créée en 1982 autour de dix-sept puissants hommes d'affaires européens : ils sont aujourd'hui quarante-cinq, dont douze sont affiliés à la *Trilatérale* et sept au *Bilderberg Group*. Les six affiliés français sont, notamment, membres du *Siècle* : Jean-Louis Beffa (*Saint-Gobain*) ; Thierry Desmarest (*Total*) ; Jean-René Fourtou (*Rhône-Poulenc*) ; Alain Joly (*Air Liquide*) ; Jérôme Monod (*Suez-Lyonnaise des Eaux, Bilderberg*, ex-trésorier du *RPR*, intime de Jacques Chirac) ; Franck Riboud (*Danone*) ; Louis Schweitzer (*Renault, Trilatérale*) ; Bertrand Collomb (*Bilderberg, Ciments Lafarge* avec filiales dans 63 pays). La *Lettre de Pierre de Villemarest* (n° du 13 février 2000) annonce que l'*ERT* tiendra à Bruxelles un vrai *Forum* du 5 au 11 juin 2000, organisé par Georges Jacob. Sont prévues les interventions de soixante-dix participants dont les Européens Pascal Lamy, Michel Barnier (*RPR*), Etienne Davignon (*Trilatérale*), Philippe Burquin (socialiste). Commentaire de Pierre de Villemarest (C.E.I., La Vendomière, 27930 Cierrey) : « *C'est bien là, et non à l'Elysée, Matignon ou au Palais Bourbon, qu'est décidé ou orienté notre avenir, sans nous demander notre avis.* »

ÉVEIL DE LA HAUTE-LOIRE (L'). quotidien modéré fondé le 20 octobre 1944, dirigé depuis de longues années par Louis Rabaste, président du conseil d'administration, Henri Merle, directeur général, ayant la responsabilité de la rédacteur comme rédacteur en chef (B.P. 24, 43001 Le Puy Cedex).

ÉVEIL DE LISIEUX (L'). Journal hebdomadaire (fondé en 1969) de la famille Méaule qui a résisté victorieusement aux manœuvres d'accaparement du groupe *Hersant*. Bernard Méaule est le P.-D.G., Daniel Mattard, directeur de la rédaction, et Sophie Desmares, rédactrice en chef de ce journal lié à *L'Eveil Côte Normande* et largement répandu dans la région (B.P. 138, 14103 Lisieux Cedex).

ÉVEIL NORMAND (L'). Hebdomadaire modéré à gros tirage appartenant aux Méaule, imprimeurs à Bernay, qui a maintenu son indépendance menacée par le trust Hersant. Bernard Méaule est le P.-D.G. du journal et de *l'Eveil de Pont-Audemer*. Daniel Mattard est

leur rédacteur en chef commun (31, rue Thiers, 27300 Bernay).

ÉVÉNEMENT DU JEUDI (L'). Cette publication, fondée par Jean-François Kahn, aujourd'hui rachetée par le financier Georges Ghosn, a laissé un souvenir très particulier dans la presse parisienne. Il y a une bonne dizaine d'années — c'était sous l'ancienne direction — un « photographe » du journal, venu tout exprès boulevard Ornano, guetter la sortie d'un vieux confrère qui refusait de se laisser photographier, lui porta un violent coup de son lourd appareil photographique et le fit chuter sur le côté gauche. Avant que son épouse et des passants puissent relever le confrère, le « photographe » agresseur put prendre les clichés qu'il voulait. Conduit à l'hôpital, le service dépendant de la Préfecture de Police ne trouva rien qui puisse justifier une hospitalisation. Cependant, il y avait une fêlure au fémur gauche, qui entraînera, plus tard, une opération chirurgicale — suivie de quatre autres — malgré la pose — tardive — d'une prothèse à la jambe gauche, le confrère agressé reste invalide à 80 %. La plainte déposée n'eut aucune suite : l'auteur du forfait ne fut pas retrouvé, la juge d'instruction n'ayant pas osé perquisitionner au journal pour y retrouver, dans la comptabilité, le nom du « photographe » payé pour son exploit. Heureusement, ces mœurs n'ont plus cours dans aucun journal. La direction d'alors n'est plus en fonction depuis des années. Ce n'est donc qu'un mauvais souvenir pour les journalistes de l'époque, mais l'infirme, lui, n'a pas oublié ; il a la vie dure, il a tenu le coup, mais il ne peut plus se déplacer qu'avec un déambulateur. Georges Ghosn annonce « *une bonne surprise* » à ses abonnés (3 août) : « Ils recevront prochainement le quotidien *France-Soir* et, à l'échéance de l'abonnement, ils se verront proposer *l'Événement-France-Soir* et quatre suppléments mensuels à des conditions privilégiées. » (32, rue René-Boulanger, 75010 Paris).

ÉVIN Claude, consultant et ancien ministre, né le 29 juin 1949 au Cellier (Loire-Atlantique). Elu député *PS* de son département d'origine le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 22 septembre 1991 (après la démission de Marie-Madeleine Dieulangard), et 1er juin 1997.

EXCELSIOR PUBLICATIONS. Désigné le plus souvent sous le nom des propriétaires : *Groupe Dupuy,* ce trust est ce qui reste du consortium des Dupuy du *Petit Parisien* et l'*Excelsior* d'avant-guerre. La parution du *Petit Parisien* — « *le plus fort tirage des journaux du matin* » —, pendant l'Occupation a interdit l'utilisation de ce titre en 1944. Un groupe de résistants, dont Claude Bellanger et Emile Amaury, firent paraître *le Parisien Libéré* à la Libération et les Dupuy ne purent éditer *le Petit Parisien,* interdit, ni le quotidien illustré *Excelsior,* faute de moyens suffisants. Sous la direction de Paul Dupuy, l'un des héritiers des Dupuy d'avant-guerre, *Excelsior Publications* fait paraître une quinzaine de périodiques dont le plus connu est *Science et Vie.* Les magazines *20 ans, Biba, Vitale,* du groupe *Dupuy,* sont destinés aux femmes, et *Max* au public masculin (1, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75015 Paris).

EXPRESS (L'). Fondé en 1956 par la famille Servan-Schreiber, fondatrice

Ce premier *Evénement du Jeudi* a rendu l'âme, son créateur l'ayant lâché pour *Marianne*. Un second *Evénement* paraît sous l'aile protectrice de *France-Soir*.

des *Echos, l'Express* pour soutenir Mendès-France se fit quotidien puis redevint hebdomadaire après l'échec de son « grand homme ». La disparition des Servan-Schreiber n'a guère modifié les sentiments pro-oligarchiques de la maison. *L'Express* est aujourd'hui un magazine *news* dont le tirage annoncé est proche de 550 000 exemplaires. Présidé par Denis Jeambar, « surveillé » par Jacques Duquesne, secondé par Eric Licoys, *l'Express* n'est plus le leader de la presse de gauche qu'il était au temps de Mendès-France. Son lectorat est assez peu politisé (17, rue de l'Arrivée, 75733 Paris Cedex 15).

EZRATTY-BADER Myriam, magistrat, née le 7 décembre 1929 à Nice. Juge stagiaire à Paris (1951-1952), juge suppléant à Nancy (1953-1956), substitut (1958), premier substitut à l'administration centrale du ministère de la Justice (1964), elle occupa le poste de conseiller technique au cabinet du ministre de la Santé Simone Veil de 1974 à 1981. Membre actif du très gauchiste *Syndicat de la Magistrature,* de l'*Union des femmes sionistes* (*Wizo*), du *B'naï B'rith,* Myriam Ezratty-Bader fut mise à la tête de l'Education surveillée (1981) par le ministre de la Justice, Robert Badinter, qui la nomma ensuite directrice de l'Administration pénitentiaire (1983). Alain Chalandon, devenu ministre de la Justice, elle démissionna de sa fonction, et siégea comme avocat général à la cour de Cassation. Au retour de la gauche au pouvoir, Myriam Ezratty-Bader fut promue premier président de la cour d'Appel de Paris (juillet 1988). Elle appartint aux conseils d'administration de la *Sofiral* et de la *Régie française de publicité.* C'est une des rares femmes affiliées au *Siècle.*

FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 98 50 F

15 au 30 octobre 2000

- PORTRAIT : Alain Bauer (p.1-2)
- POLITIQUE : (p.3-4-9)
- LOBBIES : (p.5)
- DOSSIER : (p.6-7)
- ETRANGER : (p.8)
- KIOSQUE : (p. 10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Alexandre L. p.4
Arguillière P. p.9
Aubry M. p.4
Bacholet R. p.4
Barzach M. p.4
Bauer A. p.1
Benfriha H. p.2
Bertin P. p.5
Boube B. p.9
Brasillach R. p.3
Butler W. p.8
Chirac J. p.4
Cooper R. p.5
Davaquet A. p.2
Deckert G. p.8
Eisenberg M. p.1
Eriksson L. p.11
Fleury B. p.9
Friedman B. p.8
Graf J. p.10
Haider J. p.8
Hassan J.-C. p.9
Hochberg L. p.8
Jospin L. p.3
Karoutchi R. p.3
Kiefer A. p.4
Lang J. p.3
Lauchaire F. p.11
Lewkowicz H. p.3
Mouna-Lavau J.p.4
Mucchielli L. p.2
Nogent T. p.12
Pasqua C. p.9
Pinard N. p.5
Raufer X. p.2
Reno J. p.12
Riefenstahl L. ..p.11
Rocard M. p.1
Rohatyn F. p.3
Rosenthal A.M. p.8
Saideman S. p.5
Salomon M. p.4
Satcher D. p.12
Simonpieri D. ...p.3
Séguin P. p.3/4
Solo M. p.5
Spithakis O. p.1
Sternhell Z. p.10
Strauss-Kahn D.p.3
Vaillant D. p.9
Wilkinorsky ...p.12
Zuckerman M. ..p.8

PORTRAIT — ALAIN BAUER

Lors de son dernier convent, le 8 septembre, le Grand Orient de France s'est choisi, à la quasi-unanimité (32 voix sur 35), un nouveau Grand Maître assez particulier : très jeune (il n'a que 38 ans) mais ayant programmé de longue date son accession dans la chaire du roi Salomon, assuré de plusieurs vénéralats, il semble avoir eu plusieurs vies : vice-président du grand syndicat étudiant de gauche Unef-ID, administrateur de la Mnef, responsable des jeunes rocardiens, vice-président de Paris I, membre du cabinet du Premier ministre Michel Rocard, fondateur d'une entreprise de conseil en sécurité urbaine, écrivain et sociologue, etc. Ce qui doit faire quelques jaloux puisque la presse de gauche paraît ne pas l'aimer, d'autant qu'il défend des thèses « sécuritaires » dans ses écrits, ce qui le rapproche de nombre de hauts gradés de la maçonnerie, tel l'ancien commissaire de police des renseignements généraux devenu Grand Maître, son illustre prédécesseur chiraquien Michel Baroin.

Dans son ouvrage sur la Mnef, *Tout sur la Mnef* (qui ne dit évidemment pas tout, bien au contraire), **Olivier Spithakis**, naguère n°1 de cette mutuelle étudiante qui servit de pompes à finances aux jeunes responsables socialistes, relate ses aventures étudiantes, notamment au sein de l'Unef-ID, syndicat étudiant qui détenait le contrôle de la Mnef, leurs responsables étant pratiquement interchangeables : « Il y a parmi nous de jeunes rocardiens, avec à leur tête **Stéphane Fouks**, qui sera administrateur de la Mnef, manœuvrier de premier ordre et actuel bras droit de **Jacques Séguéla** à Euro-RSCG, **Alain Bauer** (qui deviendra plus tard administrateur de la Mnef et enseignant à l'IEP. En 1998, il prendra en charge la gestion de la « carte jeunes » associée à la Mnef), son compère, futur consultant en sécurité urbaine et responsable franc-maçon, et un tout jeune homme, **Manuel Valls** (qui deviendra également administrateur de la Mnef. NDLR : membre du Grand Orient de France, il appartient à la loge L'Infini maçonnique, qui est la loge-mère d'**Alain Bauer**. Sa femme, **Nathalie Soulié** sera secrétaire d'AB Associates de 1994 à 1997), appelé à devenir le porte-parole du Premier ministre **Lionel Jospin**. Ils ont mis au point un scénario pour contrer une proposition qui ne nous convient pas. A intervalles réguliers, ils sortent de la salle du congrès et s'enferment dans une cabine téléphonique d'où ils "demandent ses directives à **Michel Rocard**". La plupart du temps, ils se contentent d'appeler l'horloge parlante. Mais cette théâtralité en impressionne plus d'un. »

Tout l'art d'Alain Bauer, qui n'avait alors que 18 ans à peine (nous sommes en 1980, à un an des élections présidentielles), est résumé dans cet épisode : l'art du bluff, de l'influence et de la manipulation. Même si la presse de gauche, qui ne l'aime guère, le qualifie volontiers de « grand manie-tout » et de « manipulateur de secrets à l'influence incertaine » (*Libération*, 14 septembre 2000). C'est que Bauer s'est toujours flatté d'appartenir, au sein de la mouvance socialiste, au clan des « Prussiens », « un clan minoritaire favorable à la méthode et à l'organisation, opposé aux "yougoslaves", attachés à la seule force des idées » (*Le Point*, 1er septembre 2000).

Alain (William Maurice) Bauer, né le 8 mai 1962 à Paris XIIIe, est le fils de **Georges Bauer**, gérant de sociétés textiles, et de **Monique Eisenberg**, également gérante de sociétés textiles. Selon ses dires à *Libération*, qui rappelle bon nombre d'autres récits génériques, « ses parents ont fui les pogroms de l'Est, ses parents sont nés clandestinement à Lyon. Par sa mère, il est "indiscutablement juif", de son père, rebaptisé, il a appris la culture protestante, ça fait de lui un laïc pas intégriste. » Ancien élève des lycées Louis Arago et Simone Weil de Paris, il adhère à 15 ans aux Jeunesses socialistes. « Bobo », comme l'ont surnommé ses intimes, rejoint d'abord le Cerès de **Jean-Pierre Chevènement**, avant de se recentrer rapidement au sein des Jeunesses rocardiennes, dont il prendra la tête de 1981 à 1988 (étant également président des Clubs Forum XXI), ayant rejoint l'ancien secrétaire général du PSU lors du congrès de Metz. Mais l'essentiel de son action est tournée vers le secteur universitaire. Pilier de l'Unef-ID (où la souveraineté était partagée avec les trotskystes du Parti communiste internationaliste de **Pierre Boussel**), il sera désigné comme vice-président de Paris I-Panthéon-Sorbonne (1982-1988), disposant, grâce à son président **Jacques Soppelsa**, d'une voiture avec chauffeur, étant en charge notamment des affaires générales, et plus particulièrement de la sécurité. Membre du Cneser et admi-

(Suite page 2)

F

FABIUS Laurent, conseiller d'Etat, né le 20 août 1946 à Paris. Membre du *Parti socialiste* à la fin de l'année 1974, il devint, grâce à la protection de Georges Dayan, conseiller au cabinet de François Mitterrand avant d'en être le directeur. Député *PS* en 1978, président du conseil régional de la Haute-Normandie en 1980-1981, de nouveau député, cet ex-énarque occupa les postes de ministre du Budget, de ministre de l'Industrie et de la Recherche (1983), de ministre de l'Industrie, de la Recherche et du Développement industriel (1984), et fut finalement promu Premier ministre le 17 juillet 1984. De 1988 à 1992, président de l'Assemblée Nationale, de 1992 à 1993 secrétaire national du *PS*, l'hostilité des barons de celui-ci, dont Lionel Jospin, les mauvais résultats de la gauche à l'élection législative de 1993, et le scandale du sang contaminé provoquèrent sa chute ; mais il resta néanmoins l'une des figures de proue de son parti, ce qui lui valut d'être nommé ministre des Finances à la place de son ami Strauss-Kahn, démis de ses fonctions en raison de ses démêlés judiciaires. Il est l'un des socialistes influents du *Siècle.*

FABRA Paul, journaliste, né le 21 décembre 1927 à Paris. Il collabora en 1953-1954 à *l'Entreprise,* en 1954 à *la Vie Française,* et, à partir de 1961, au *Monde* où il fut responsable du supplément *le Monde de l'Economie* de 1975 à 1985. Ce diplômé de l'*Institut d'Etudes Politiques* écrit dans plusieurs revues tant françaises qu'étrangères (*Wall Street Journal, The Economist*), ainsi que dans *les Echos* où il tient une rubrique hebdomadaire. En 1974, Paul Fabra publia *l'Anticapitalisme, essai de réhabilitation de l'économie politique.* Il est affilié au *Siècle.*

FABRE-PUJOL Alain, attaché territorial principal, né le 27 juin 1957 à Nîmes (Gard). Battu aux élections de 1993 malgré l'appui financier des grandes firmes de la région (429 000 F), il prit sa revanche en 1997 : il est député *PS* du Gard depuis le 1er juin 1997.

FACON Albert, professeur, conseiller général et maire de Courrières, né le 11 novembre 1943 à Vichy (Allier). Elu député *PS* du Pas-de-Calais le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997.

FALALA Jean, cadre commercial, né le 2 mars 1929 à Mohon (Ardennes). Elu député *RPR* de la Marne le 12 mars 1967, il fut réélu les 23 juin 1968, 11 mars 1973, 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

FALCO Hubert, directeur d'entreprise, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 juin 1988 et réélu le 28 mars 1993), président du Conseil général et maire de Pignans (Var), né le 15 mai 1947 à Pignans. Il a été élu sénateur du Var le 24 septembre 1995 (inscrit au groupe des *Républicains et Indépendants*).

FAMILLE CHRÉTIENNE. Hebdomadaire dirigé par Jean Vuilleminot, assisté par Philippe Oswald, directeur de la rédaction. Hostile à la Franc-Maçonnerie, ce journal est lu par des militants de la droite traditionalistes (129, boulevard Malesherbes, 75812 Paris Cedex 17).

FASQUELLE Jean-Claude, éditeur, né le 29 novembre 1930 à Paris. De 1953 à 1967, président-directeur général de la société d'éditions familiale *Fasquelle,* qui fusionna en 1960 avec les *Editions Grasset,* administrateur et directeur général-adjoint de celles-ci en 1967, il devint directeur du *Magazine Littéraire* en 1970, puis administrateur-gérant de *l'Expansion.* Toujours directeur du *Magazine Littéraire,* Jean-Claude Fasquelle est, depuis 1980, président-directeur général de *Grasset* et de *Fasquelle,* dont il reste actionnaire. Il est affilié au *Siècle.*

FAURE Jean, directeur de sociétés, conseiller général, maire d'Autrans (Isère), vice-président du Sénat, né le 14 janvier 1937 à Autrans. Elu sénateur de l'Isère le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre de l'*Union Centriste.*

FAURE Maurice, homme politique, né le 2 janvier 1922 à Azerat. Attaché au cabinet d'Yvon Delbos, chargé de mission de 1947 à 1948, chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la Guerre Maurice Bourgès-Maunoury, ce fils d'instituteurs laïcs fut député du Lot de 1951 à 1983, maire de Cahors de 1965 à 1989, sénateur de 1983 à 1988, président du Conseil général du Lot, à diverses reprises secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (1956-1958) et, en tant que tel, il signa le traité de Rome (1957). Ministre de l'Intérieur et des Institutions européennes en 1958, il vota l'investiture à De Gaulle (1958), puis témoigna de l'hostilité au général et ne revint aux affaires, comme garde des Sceaux, que pour deux ans (mai-juin 1981). En 1988, Maurice Faure fut promu, par François Mitterrand, ministre de l'Equipement et du Logement. Ensuite il fut nommé au Conseil constitutionnel. Secrétaire général (1953-1955), puis président du *Parti Radical* (1961-1965, 1969-1971), il participa en 1971 à la formation du *Mouvement des Radicaux de Gauche* et co-fonda l'*Institut Atlantique.* Membre influent de l'*Association France-Israël,* président d'honneur du *Mouvement Européen,* Maurice Faure, proche de la *Trilatérale,* appartient au groupe de *Bilderberg* et au *Siècle.*

FAURE Patrick, fils du précédent, directeur de sociétés, né le 12 mai 1946 à Périgueux. Il travailla au service de participation de la *Caisse des dépôts et consignations* (1972-1974), puis occupa le poste de conseiller auprès du président de *Précision Mécanique Labinal* avant d'assurer le secrétariat général de cette société à la fin de l'année 1975. Patrick Faure rejoignit en 1978 la *Régie Renault.* Il y fut directeur de la succursale de Toulouse-Le Mirail (1980), secrétaire exécutif de la direction France (1980), directeur de *Renault-Autriche* (1981), directeur de *Renault-Grande-Bretagne* (1982), directeur central des relations publiques (1984), directeur des affaires publiques et de la communication (1985), délégué général (1985), directeur de *Renault-Sport* (1988), secrétaire général (1988). Ce Franc-Maçon ex-énarque assume, depuis 1990, la fonction de directeur général-adjoint et de directeur commercial de la *Régie Renault.* Comme son père, il est affilié au *Siècle.*

FAURE Roland, journaliste, né le 10 octobre 1926 à Montélimar. Journaliste au quotidien *le Méridional-la France* (1947), il fut délégué, outre-Atlantique, de l'*Association de la presse latine* d'Europe et d'Amérique, et fonda *le Journal français du Brésil* (1952). Roland Faure devint directeur, fonction qu'il n'abandonna jamais, de *Toutes les nouvelles de Versailles* (1954), effectua de grands reportages à travers le monde (1955-1958), fut chef du service de politique étrangère et des affaires algériennes à *l'Aurore* des Lazurick et Boussac, avant d'y être rédacteur en chef-adjoint (1961), rédacteur en chef chargé de la politique étrangère (1963-1971), directeur délégué à l'administration générale (1971), directeur de la rédaction (1978-1979), et directeur politique. Membre du conseil d'administration d'*Antenne II* (1975-1979), Roland Faure occupa le poste de directeur de l'information à *Radio-France* de 1979 à 1981, date où, la gauche arrivée au pouvoir, il démissionna pour créer la radio libre *CVS.* Revenu à *Radio-France* comme président-directeur général, ce sioniste militant fut nommé par Alain Poher au *Conseil supérieur de l'Audiovisuel.* Roland Faure participa au colloque sur l'audiovisuel qu'organisa le *Grand Orient de France* à Paris le 31 mai 1988 ; il y manifesta son amitié pour Israël et pour la Maçonnerie. Son affiliation au *Siècle* a confirmé sa prédilection pour les colloques discrets.

FAURIOL Fernand, Baptistin, journaliste, né le 13 septembre 1913 à Maillemort (Bouches-du-Rhône), mort le 12 août 1944 à Fresnes. François Billoux, chef communiste dans la région marseillaise, le nomma directeur de *Rouge Midi,* dont il parvint à augmenter le nombre de lecteurs et fut condamné pour délit de presse. Il était aussi dirigeant du *Secours Rouge International.* Adversaire de Simon Sabiani aux élections municipales complémentaires de Marseille (février 1939), il fut battu et se désista pour le candidat socialiste. Ayant approuvé le pacte germano-soviétique en 1939 et la politique de l'URSS, il fut cependant mobilisé. Lorsqu'on le démobilisa il reprit ses activités communistes en liaison avec l'*Ordre rouge.* Arrêté le 13 avril 1943, il fut condamné à mort le 19 janvier 1944 et fusillé à Fresnes le 12 août 1944.

FAUROUX Roger, président de sociétés, né le 21 novembre 1926 à Montpellier. Après avoir été chargé de mission auprès du ministre de l'Education Louis Joxe (1960), ce licencié en théologie entra à la Société *Pont-à-Mousson,* et y fut directeur administratif (1963), et directeur financier (1964), puis directeur général-adjoint (1972) de *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson* (le nouveau nom de la société depuis 1970), vice-président de *Saint-Gobain Industrie* (1975), et, en 1980, président-directeur général. Ce poste d'unique P.-D.G. rescapé des nationalisations socialistes, il le conserva jusqu'en 1986, préférant alors démissionner plutôt que de se voir congédier par le nouveau gouvernement. Roger Fauroux devint ensuite directeur de l'*Ecole Nationale d'Administration,* puis il fut ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire (ministère Rocard, mai 1988). Dans le second gouvernement Rocard, il garda l'Industrie et l'Aménagement du territoire. Le Premier ministre Edith Cresson le renvoya, mais, au mois de septembre 1995, François Bayrou le promut président de la commission chargée d'élaborer la concertation nationale sur l'école. Roger Fauroux présida la société des investisseurs du quotidien *le Monde* (février 1986), les *Editions* (catholiques) *du Cerf* (octobre 1986-mai 1988), vice-présida (1984), le conseil d'administration de l'*Institut Catholique.* Conseiller financier du cardinal Lustiger, vice-président de l'*Institut Pasteur,* membre du comité de parrainage de la revue juive *Passages,* membre du comité d'Eurotunnel (1991), administrateur de la compagnie d'assurances *Commercial Union* (1992), seul Français administrateur du conseil de surveillance de la *Deutsch Bank,* Roger Fauroux fut maire de Saint-Girons de 1989 à 1995. Co-président de la fondation Saint-Simon, il est aussi affilié au *Siècle,* dont il fut président de janvier 1987 à mai 1995.

FAUVET Jacques, journaliste, né le 9 juin 1914 à Paris. Il fut d'abord journaliste à *l'Est Républicain* de 1937 à 1940, puis, à partir de 1945, au *Monde* où, après y avoir travaillé au service politique treize années, il occupa les postes de rédacteur en chef-adjoint (1958-1963), de rédacteur en chef (1963-1969), de directeur (1969-1982) et co-géra la SARL *le Monde* de 1968 à 1982. Jacques Fauvet présida, en 1983, le jury du concours extérieur de l'*Ecole Nationale d'Administration,* celui qui décerna le premier Prix des Droits de l'Homme ; il préside, depuis 1984, la *Commission nationale d'information et libertés.* Il publia plusieurs ouvrages politiques, notamment *La IVe République* (1959) et l'*Histoire du Parti communiste français* en trois tomes (1964-1965). Cet homme qui, en maintes circonstances, fit preuve d'indépendance, est (curieusement) affilié au *Siècle.*

FÉDÉRATION ANARCHISTE. Regroupe depuis 1881 un certain nombre de courants anarchistes — plus de 150 groupes — avec comme organe de presse : *Le monde libertaire,* hebdomadaire (*Fédération anarchiste,* 145, rue Amelot, 75001 Paris).

FÉDÉRATION BRETONNE LÉGITIMISTE. Créée officiellement à Sainte-Anne-d'Auray le 22 mars 1986, elle a adhéré aussitôt à l'*Union des Cercles Légitimistes de France* (*UCLF*). Le pélerinage eut lieu pour

la première fois en 1844 lorsque les légitimistes de l'Ouest se réunirent le jour de l'anniversaire du comte de Chambord ; en 1890, une statue de Henri V fut érigée à proximité du sanctuaire. Interrompu en 1914, le pélerinage a été restauré en 1983 ; c'est la *FBL* qui en assure l'organisation depuis 1985. Chaque cercle développe ses propres activités. C'est ainsi que le *Cercle Arthur de Richemont,* du comté de Rennes, possède sa bibliothèque et anime plusieurs groupes d'étude (*FBL,* BP 10307, 35703 Rennes Cedex 7).

FÉDÉRATION NATIONALE DES CLUBS. Fondée en 1985 par Bernard Poignand. Président : Jacques Chérèque ; vice-présidents : Roger Fauroux, Roger Bambuck, Roger Chapuis ; secrétaire général : José Garcia. Regroupe environ 160 clubs plus ou moins de gauche (266, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris)).

FEIDT Nicole, fonctionnaire et conseillère générale, née le 8 février 1936 à Baccarat (Meurthe-et-Moselle). Elle fut élue député *PS* de Meurthe-et-Moselle le 1er juin 1997.

FIDELITER. Cette revue est le périodique préféré des prêtres et des paroissiens fidèles à la pensée de Mgr Lefèvre (14, rue de Montessuy, 75007 Paris).

FLAMBEAU (Le). Lié au *PNFE* (BP 5087, 14078 Caen Cedex 5), *Le Flambeau* paraît sous la direction d'Erik Sausset ; bien que d'un tirage modeste, il est à la pointe du combat anti-Système.

FLAMBEAU LITTÉRAIRE (Le). Journal que fit paraître, en 1997, Philippe Randa, le fils du romancier Peter Randa tué dans un accident de voiture, à la fois écrivain et éditeur, auteur d'un *Dictionnaire commenté de la Collaboration* paru en septembre 1997. C'était un mensuel d'information littéraire et culturelle, d'un non-conformisme exceptionnel : il prônait des livres que peu de libraires osent mettre en vitrine tant est visible leur hostilité au Système et au Régime. La librairie L'Æncre (12, rue de la Sourdière, 75001 Paris) les diffusait néanmoins, ainsi que la nouvelle Librairie La Licorne bleue, 3 bis, rue Jules-Vallès, 75011 Paris, dépositaire de livres de la droite nationaliste.

FERNIOT Jean, journaliste, né le 10 octobre 1918 à Paris. Après avoir travaillé à l'*Agence France-Presse* (1944-1945), ce fils d'un sympathisant de Marcel Déat fut co-responsable, avec Bernard Lefort, du service politique du quotidien *Franc-Tireur* (1945-1955). Jean Ferniot occupa les postes, à la *Société Générale de Presse,* de rédacteur politique (1949), de chef du service politique (1952), de directeur de la rédaction (1955-1958), à *l'Express* ; de chroniqueur politique (1958), de co-rédacteur en chef (1963), de chroniqueur (1963-1969), à *Franc-Tireur ;* de chef du service politique (1959-1963), d'éditorialiste politique (1967-1969), de rédacteur en chef adjoint au directeur général, à *RTL,* d'éditorialiste (janvier 1967), puis de chroniqueur politique. Il fut l'un des journalistes les plus en vue et les plus influents de son époque pouvant, selon Charles Gombault, « *téléphoner à n'importe qui, à n'importe quel moment* ». Sioniste résolu, Jean Ferniot est mem-

bre de la *LICRA*, et le fut du Comité de soutien aux Juifs d'URSS. Il est affilié au *Siècle*.

FERRAND Jean-Michel, professeur de lettres et conseiller général, né le 31 août 1942 à Gardanne (Bouches-du-Rhône). Appelé à l'Assemblée nationale le 30 septembre 1986 pour remplacer Maurice Charretier, démissionnaire, il fut ensuite élu député *RPR* du Vaucluse le 12 juin 1988 et réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

FERRÉ Jean, journaliste, né le 29 mai 1929 à Chauvigny (Vienne). Rédacteur *Aux Ecoutes*, il créa le premier *news* français : *C'est-à-dire*, auquel collabora Pierre-Antoine Cousteau et où Amaury de Chaunac dit François d'Orcival, devenu le « patron » de *Valeurs actuelles*, fit ses premières armes (il était alors le chef des *Etudiants Nationalistes*) Sa vigoureuse défense de l'Algérie française lui valut un emprisonnement à la Santé, puis un internement au camp de concentration de Saint-Maurice-l'Ardoise (1961-1962). Il s'exila ensuite en Espagne et se révéla être un exceptionnel critique artistique. Il publia un remarquable *Watteau* en 4 tomes en 1972, plusieurs autres livres dont un sur *Velasquez*. Il fonda, en 1985, *Radio Courtoisie* qui est devenue l'un des postes les plus écoutés des auditeurs de la droite traditionnelle. Les personnalités invitées ou interviewées appartiennent aux mouvements les plus divers, voire opposés. Jean Ferré est le responsable de *Radio Courtoisie*, autorisée le 24 juillet 1987 par la *CNCL*.

FERRY Alain, chef d'entreprise, conseiller général et maire de Wisches, né le 3 février 1952 à Baden-Baden (Allemagne). Elu député du Bas-Rhin le 28 mars 1993, comme apparenté *UDF*, il fut réélu le 1er juin 1997.

FERSAN Henri (de), journaliste, né le 24 octobre 1969 à Ris-Orangis. Il fit ses débuts dans la presse en mars 1994 au *Libre Journal de la France courtoise*, le périodique très vivant de Serge de Beketch, qui l'a surnommé *« l'ordinateur à pattes »* en raison de son exceptionnelle mémoire. *Le Libre Journal, l'Autre Histoire, Tradition, National-Hebdo* et la revue *Dualpha*, de Philippe Randa, sont les publications auxquelles Henri de Fersan collabore régulièrement. Pour défendre ses idées nationalistes et traditionalistes, ce brillant journaliste utilise volontiers les tréteaux populaires, d'où sa candidature aux élections municipales de Ris-Orangis (1989), sous l'étiquette du *Centre National des Indépendants (CNI)*, puis aux régionales dans le Puy-de-Dôme (1998), sous l'étiquette du *Front National*, et aux cantonales, sous les mêmes couleurs, à Veyre-Monton (Puy-de-Dôme), en mars 1998. Il ne fut pas élu. Dans son roman (4 tomes) : *le Printemps de Strasbourg*, il révèle ses pensées profondes toujours tournées vers son pays, qu'il vénère, bien que, pour autant, ce ne soit plus de mode. Auteur de plusieurs autres livres (*Le Racisme antifrançais et antichrétien, La Malédiction du Titanic, L'Imposture antiraciste*, etc.), il est aussi éditeur : *Publications Henri de Fersan* est la dénomination commerciale qu'il a adoptée. (Adresse : B.P. 18, 63670 Le Condres).

FEUILHADE DE CHAUVIN (comte TANNEGUY de), inspecteur des Finances, né le 6 mai 1918 à Veneux-les-Sablons. Entré au *Crédit Lyonnais*

LE FIGARO

MERCREDI 4 AOÛT 1999

Leur stratégie s'est imposée dans leur famille politique (3)

Samuel Maréchal, allié involontaire de la droite

L'époux de Yann Le Pen rêvait de neutraliser Bruno Mégret. Il y est parvenu, au prix d'une scission du FN. Il milite désormais pour un autre discours sur l'immigration, provoquant de nouvelles tensions dans son parti. « Ah, quel malheur d'avoir un gendre ! »

Après les portraits du RPR Patrick Devedjian *(nos éditions du 2 août)* et du Vert Noël Mamère *(nos éditions d'hier)*, nous poursuivons notre série avec celui de Samuel Maréchal, gendre de Jean-Marie Le Pen et directeur de la communication du président du FN.

PAR OLIVIER POGNON

Il est peut-être, au sein de la « droite nationale », le meilleur allié de la droite parlementaire. Un allié non pas volontaire, mais « objectif » et sans doute inconscient, lui qui avait lancé, voici quelques années, le slogan « Ni droite ni gauche : Français ! », et qui croyait par là ouvrir au FN le chemin d'une avancée plus rapide vers le pouvoir.

Il y a un an, le parti lepéniste disposait d'un capital électoral de 15 % en progression, hypnotisait beaucoup d'observateurs et tétanisait la classe politique, en particulier les dirigeants de la droite. Quelques mois plus tard, ayant éclaté en deux formations rivales, il apparaît presque inoffensif. **Il serait excessif d'attribuer à Samuel Maréchal toute la paternité de cette évolution**, dont les passions, les ambitions et les calculs des protagonistes, en même temps que la psychologie de Jean-Marie Le Pen, ont également été le moteur. **Mais le gendre du président du FN en a sûrement été l'aiguillon le plus actif.**

Rôle clé

L'ambition lui insuffle à coup sûr dynamisme et sens de la communication. Né en 1967, fils d'un pasteur pentecôtiste, Samuel Maréchal est entré au FN à 17 ans. La politique s'empare de lui dès ce moment.

Samuel Maréchal. Avec son slogan « Ni droite ni gauche : Français », il pensait ouvrir au FN le chemin du pouvoir. (DR.)

Très vite, il gravit les échelons : responsable du FNJ de Nantes, puis départemental, puis régional. En 1990, il sort « major » de l'université d'été du FNJ. Il est remarqué par Bruno Mégret qui lui confie en 1991 sa campagne pour les élections régionales. L'année suivante, il est nommé président du FNJ (poste qu'il abandonnera en 1998) et, en janvier 1993, il épouse Yann, la seconde fille du président du FN.

Dès lors, l'ascension s'accélère : membre – et benjamin – du bureau politique en 1994, directeur de la caravane de Jean-Marie Le Pen aux présidentielles en 1995, adjoint au secrétaire général en 1997, directeur de la communication du FN en 1999. **On lui attribue de plus en plus d'influence. La nomination de Bruno Gollnisch en remplacement de Carl Lang au poste de secrétaire général en 1995, pour contrer l'influence de Bruno Mégret ; la création d'un gouvernement fantôme du FN, confié à Jean-Claude Martinez en 1998, où Maréchal détient un rôle clé** ; la direction de la campagne européenne, confiée au même Martinez ; **l'idée de confier la tête de liste aux européennes à Jany Le Pen plutôt qu'à Bruno Mégret** en cas d'empêchement de Jean-Marie Le Pen ; **la montée de la tension, entre juin et décembre de l'année dernière, jusqu'à la rupture. Samuel Maréchal serait derrière tout cela.**

Il y a longtemps eu une constante dans les entreprises du gendre de Jean-Marie Le Pen : contrer la montée en puissance de Bruno Mégret. Et renforcer, à partir du FNJ, sa position personnelle dans le mouvement. En 1995, il avait lancé une idée : substituer à la direction « bicéphale » du FN – un secrétaire général et un délégué général – une direction collégiale, où interviendraient d'autres responsables, dont lui. Mais, à l'époque, il est encore peu écouté.

Il revient à la charge deux ans plus tard, après le congrès de Strasbourg de mars 1997. Les antimégrétistes, Jean-Claude Martinez en tête, repartent à l'attaque contre celui qui a irrité le « président » par l'étalage de sa popularité dans le parti. Lors d'un séminaire des dirigeants du FN qui se tient quelques mois plus tard dans la même ville, Maréchal relance son idée de direction collégiale. Nouvel échec. Mais l'offensive contre Bruno Mégret est, cette fois, bien enclenchée.

Reconversion brutale

Depuis la scission, le FN paraît suivre de plus en plus le slogan « Ni droite ni gauche : Français ! » – antithèse de la politique pour laquelle plaidait Mégret. Sur ce point, les idées de Samuel Maréchal semblent donc l'avoir emporté. **C'est également lui qui a poussé Jean-Marie Le Pen à changer son discours sur l'immigration, et à « *prendre acte de ce que la religion musulmane* » était devenue « *la deuxième religion française* ».** Une reconversion que certains dirigeants du FN jugent brutale.

Ainsi, Samuel Maréchal a réussi à pousser dehors Bruno Mégret ; mais en provoquant en même temps le départ de la moitié de l'appareil frontiste. Il rêvait d'être député européen et a tout fait pour cela ; mais il n'y a eu que quatre élus derrière Le Pen, quand il était lui-même à la neuvième place sur la liste. Son acharnement à jouer un rôle central au FN le pousse maintenant à remettre en cause les rôles de Gollnisch, secrétaire général, et de Lang, délégué général. Ce qui ne va pas sans créer de nouvelles tensions internes. Samuel Maréchal est de plus en plus influent au FN ; mais dans un FN qui a perdu de sa superbe et de son mordant.

O. P.

Le vieux Figaro passe de main en main depuis sa naissance.
Qui demain ?

FE TRANSMESA E SANTA TRADICION

Foi Transmise et Sainte Tradition

Revue de la Fraternité Saint Jean-Cassien rattachée à la Sainte Église Orthodoxe Serbe

Primat :
S. S. Patriarche PAUL

Évêque de France :
S. E. Mgr LUKA

GARDE LE DÉPÔT ET VIS SELON LA FOI TRANSMISE
SERVA L'ENSENHAMENT E VIU SEGON LA FE TRANSMESA

Redaction - Administration : Monastere orthodoxe de l'Archange Michel - 47230 LAVARDAC
Bulletin interparoissial du Sud-Ouest de la France - SSN 0753- 4086

N° 108 - 2ème Trimestre 2000

SAINT PIERRE DE KORICHA (XIIIème siècle)

TROPAIRE, mode 1

Citoyen du désert et ange dans la chair, tu es devenu thaumaturge, ô notre père PIERRE. Par les jeûnes et par les veilles et par les prières, tu as reçu les dons célestes pour guérir les malades et les âmes de ceux qui, avec foi, ont recours à toi. Gloire à Celui qui t'a couronné, Gloire à Celui qui t'a fortifié, Gloire à Celui qui par toi opère en tous la guérison.

KONDAKION, mode 6

Ayant fui la compagnie des hommes, tu vécus dans des cavernes rocheuses et des falaises. Tu fus rempli du désir divin et de l'amour pour ton Seigneur, ô Pierre, de qui tu reçus la couronne. Prie sans cesse pour que nos âmes puissent être sauvées.

" N'AYEZ PAS PEUR, CE N'EST PAS UN VIEUX MONDE QUI SE TERMINE, C'EST UN MONDE NOUVEAU QUI COMMENCE. UNE NOUVELLE AURORE SEMBLE NAÎTRE DANS LE CIEL DE L'HISTOIRE ". Be Augustin

Depuis 1981, *Foi Transmise et Sainte Tradition*
répand la bonne parole de Lavardac.

(1951), il y fut directeur à la direction générale (1961), directeur du secteur financier et international (1967), directeur général-adjoint (1968). Tanneguy de Feuilhade de Chauvin présida et vice-présida plusieurs filiales de cette banque. C'est un affilié au *Siècle*.

FEURTET Daniel, tôlier-chaudronnier et maire du Blanc-Mesnil, né le 16 septembre 1944 à Dijon (Côte-d'Or). Il devint député *PCF* de Seine-Saint-Denis le 5 juillet 1997.

FIGARO (Le), voir tomes I, II, III, IV.

FIGERAS André, écrivain, né le 8 janvier 1924 à Paris. L'un des plus célèbres écrivains et journalistes de la droite nationale et traditionaliste. Venu de la Résistance à laquelle il participa très jeune et qui lui valut la Croix de guerre et la médaille de la Résistance, son activité journalistique le conduisit à plusieurs comparutions en justice. Pour avoir dit que *« les immigrés se reproduisent comme des lapins »*, il fut traduit devant les juges et relaxé en appel. Il avait été moins heureux au procès précédent : pour avoir parlé de *l'occupation gaulliste,* il avait été condamné à 6 mois de prison (avec sursis) et à 60 000 F d'amende. Le tribunal d'Agen le condamna pour *« crime de guerre »* : il avait écrit, dans *l'Opinion indépendante*, un article favorable au Maréchal Pétain. C'est dans ses livres — près de quatre-vingts ! — que ce combattant de la liberté et de la patrie a abordé les sujets les plus scabreux : le gaullisme, la fausse résistance, l'affaire Dreyfus, le fisc, les amiraux et la marine française, etc., sans parler de ses écrits pro-*Algérie française*. Il écrit dans *Présent* et *Lectures Françaises* avec assiduité.

FILIPPI Jean, inspecteur des Finances, né le 19 octobre 1905 à Genève, décédé au mois de janvier 1993. Secrétaire général de la *SNCF* (1937), il devint ensuite secrétaire général pour les affaires économiques (1941-1942), conseiller économique du Premier ministre Henri Queuille (1949), directeur du cabinet du ministre des Finances Maurice Petsch (1950). Jean Filippi remplit aussi les fonctions de directeur général de *Louis-Dreyfus C°* (1951-1955), de président de la banque *Louis Dreyfus* (1953-1971). De 1956 à 1957, secrétaire d'Etat au Budget, ce diplômé de sciences politiques fut sénateur *Gauche Démocratique* de 1955 à 1980 et présida, membre du bureau du *Mouvement de la Gauche Socialiste,* le Conseil régional de Corse (1979-1980). Il est affilié au *Siècle*.

FILLEUL Jean-Jacques, chargé de mission d'un laboratoire pharmaceutique et maire de Montlouis-sur-Loire, né le 22 juin 1943 à Tours (Indre-et-Loire). Elu député *PS* d'Indre-et-Loire le 24 septembre 1995, après la démission de Michèle Beuzelin ; il fut réélu le 1er juin 1997.

FILLON François, ancien ministre, président du Conseil régional des Pays de la Loire et maire de Sablé-sur-Sarthe, né le 4 mars 1954 au Mans (Sarthe). Elu député *RPR* de la Sarthe le 14 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Chaque fois, il fut largement financé par son parti (279 000 F en 1993).

FISCHER Guy, instituteur, conseiller général et conseiller municipal de Vénissieux, né le 12 janvier 1944 à Décines-Charpieu (Rhône). Il a été élu

La Flamme d'Armor

FN

Numéro 21

Eté 2000

BULLETIN DE LA FEDERATION DES CÔTES D'ARMOR DU FRONT NATIONAL

« Je ne suis pas Européen, je suis Français, Français du seul clan de la France. » Charles Maurras

ÉDITO

La farce de Maître CHIRAC

Et voilà " qu'on " va nous interroger sur le point de savoir combien de temps doit durer le mandat présidentiel ?
La politique, comme la presse, chérit un certain nombre de marronniers

En période creuse, le Monstre du Loch'Ness refait surface et attire touristes et observateurs divers. Rien de scientifique dans tout cela ; simplement une curiosité dévorante entre la défaite de Calais et un massacre au Sierra-Léone.

Si nous vivons en permanence dans une période de basses eaux politiques - régime oblige -, nous ne sommes pas exactement dans une période creuse. Bien plutôt au moment où les forces qui vont s'affronter en 2002 se mettent en place. L'occupant de l'Elysée, qui sait bien qu'il n'a rien à faire valoir en guise de bilan, a bricolé un tour à sa manière pour des Français de plus en plus indifférents.

Il a obtenu de son seul prédécesseur survivant qu'il dépose une proposition de loi visant à réduire le mandat présidentiel de deux années.
Monsieur Giscard d'Estaing, dont on peut se demander pourquoi il ne s'est pas appliqué cette brillante idée en bon archéologue de la politique, n'a pas fait traîner ses fouilles et satisfait sans tarder celui qui le plomba en 1981.

Comme rien n'est gratuit, et surtout pas en politique, on se gardera d'imaginer au terme de quel marchandage jacobino-auvergnat, cette affaire s'est conclue...

Quant à notre " Poulidor " à la triste figure, il crève d'être lui aussi président. Dans cette course à l'échalote, il a des arguments à faire valoir et un bilan à présenter qui, s'il n'est pas bon, a au moins le mérite d'exister. Il pourrait s'abstenir, mais non, il embraye : " c'est moi qui l'ai vu l'premier ! J'étais encore dans le sein de ma mère que je pensais déjà au quinquennat ! " et de supplier qu'on l'écoute.

Comment savoir si cette mayonnaise prendra ? Ce qui est sûr c'est qu'un peuple qui s'ennuie a toutes les chances de s'enthousiasmer pour la première c...ie venue. Ce qui est certain en matière de durée de gouvernement, c'est qu'il faut du temps pour que les compétences s'affirment et puissent se mesurer, mais que cinq ans, c'est toujours trop cher payé pour les zozos incapables qui gouvernent depuis trente ans.

Quant à l'issue du scrutin, on peut être raisonnablement confiant. En effet, le sympathique - si l'on veut - Président de la République aime jouer avec les explosifs, c'est son truc. Son problème, comme on s'en souvient, c'est que dès qu'il se met au bricolage, il se trompe dans le dosage.

A voir l'empressement qu'il a mis à décider d'engager le processus menant au référendum, on sent qu'il n'est pas bien sûr de lui. Qui ne connaît pas de ces gens qui se cognent immanquablement dans le seul arbre du désert.

Que peut-on y faire ? Rien pour eux, beaucoup pour notre combat et nos idées. Nous contribuerons à amplifier les dégâts en votant NON, comme le souhaite notre président Jean-Marie LE PEN.

Nous contribuerons ainsi à réunir les conditions les meilleures permettant de nous porter au pouvoir.

Jean-Luc de TROGOFF
Conseiller régional
Secretaire départemental

Attention ! A compter du 31 juillet nouvelle adresse postale

Front National
BP 126
22001 St Brieuc Cedex 1

SOMMAIRE

	Page
Editorial	1
Libérons la France	2
Communiqué C.N.C.	2
Fête Champêtre	3
Guingamp s'agite	3
Quévert : communiqués FN	3
HLM imposés : tract à diffuser	4

sénateur du Rhône le 24 septembre 1995 et est membre du groupe *Communiste Républicain et Citoyen.*

FITOUSSI Jean-Paul, professeur, né le 19 août 1942 à La Goulette (Tunisie). Tour à tour assistant (1968-1971), chargé de cours (1971-1973), maître de conférences agrégé (1974-1975), professeur de sciences économiques à la Faculté de Strasbourg, il fut le doyen de celle-ci de 1974 à 1977. Ensuite, Jean-Paul Fitoussi dirigea le département de sciences politiques de l'Institut universitaire européen de Florence, occupa le poste de professeur responsable du programme de recherche *Fondements de la politique macroéconomique.* Depuis 1982, ce néo-keinien professe à l'Institut politique de Paris ; il a la responsabilité du département des études de *l'Observatoire français de la conjoncture économique* (*OFCE*), observatoire duquel il assura la présidence en 1989. Jean-Paul Fitoussi siégea au conseil économique de la *Banque européenne pour la reconstruction et le développement* (1991-1992), fut secrétaire général, puis président de l'*Association internationale de sciences politiques.* Membre du club *Phares et Balises,* il est hostile au franc fort. Affilié au *Siècle,* il est l'auteur de *Débat interdit.*

FLAUTRE Hélène, militante écologiste, née le 29 juillet 1958 à Bapaume, élue députée des *Verts* aux élections européennes de 1999.

FLEURY Jacques, avocat, conseiller général et maire de Roye, né le 24 septembre 1941 à Paris. Elu député *PS* de la Somme le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

FLOCH Jacques, attaché de l'INSEE en retraite et maire de Rezé, né le 28 février 1938 à Bihorel (Seine-Maritime). Il devint député *PS* de Loire-Atlantique le 25 juillet 1981, en tant que remplaçant de François Autain, nommé membre du gouvernement, et fut élu à l'Assemblée nationale les 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.,

FOEGLIN Edmond, dit **Armand,** dit **Feuillant,** ouvrier marbrier, né le 12 mars 1906 à Paris XIIe, mort le 11 septembre 1972 au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis). Engagé dans le travail illégal de la *CGTU,* il fut l'un des responsables de la commission des cadres du *PC* et l'agent de liaison du Parti en 1941. On l'a accusé d'être « *responsable de l'arrestation de Gabriel Péri* », avec qui il était en liaison constante, mais peut-être avait-il été filé par la police.

FOI TRANSMISE ET SAINTE TRADITION. Revue trimestrielle de la Fraternité Orthodoxe Saint-Jean-Cassien d'Occitanie. Cette fraternité est rattachée à l'Eglise Orthodoxe serbe. Ses paroisses sont principalement implantées dans le Sud-Ouest de la France (Bordeaux, Tarbes, Toulouse). L'ensemble est placé sous l'autorité de Mgr Luka, qui réside à Paris (23, rue du Simplon, dans le XVIIIe arrondissement). Ce périodique a été fondé en 1981 ; il est dirigé depuis par le Père Antoine. Il s'est donné pour mission de dénoncer le mondialisme et le génocide serbe provoqué par l'intrusion étrangère. Vladimir Volkoff, Jean-Paul Besse, Miodrag Jankovic, Gilles Galliez donnent une collaboration remarquée à la revue (Monastère de l'Archange Michel, 47230 Lavardac).

FONTAINE André, journaliste, né le 30 mars 1921 à Paris. Après avoir été secrétaire de rédaction à *Temps Présent* (1946), ce licencié ès lettres et diplômé d'études supérieures de droit public et d'économie politique entra au *Monde* (1947). André Fontaine fit carrière dans ce quotidien, y étant tour à tour : chef-adjoint des informations, chef du service étranger (1951-1959), rédacteur en chef et directeur, poste qu'il occupa jusqu'en 1991, toutes ces responsabilités ne l'empêchèrent pas d'être administrateur de la banque *Indosuez*. André Fontaine est membre de la fameuse *Trilatérale,* ainsi que du *Siècle*. Il publia de nombreux ouvrages, parmi lesquels *Histoires de la guerre froide* (1969), *Après eux le déluge* (1995).

FONTAINE Nicole, avocat, née le 16 janvier 1942 à Grainville-Ymanville (Seine-Maritime), au foyer du docteur Garnier ; elle enseigne le droit et appartient au conseil supérieur de l'Education nationale. D'abord membre du Conseil Economique et Social, elle a été élue au Parlement européen qu'elle présida dès 1998. Elle a publié *Les Députés européens, qui sont-ils, que font-ils ?* (1994).

FONTAINE Rémi, Jean, Michel. Journaliste, né le 4 août 1956 à Paris. Après des études supérieures au Lycée Fénelon (Khâgne), en Sorbonne, puis à l'Université libre des Sciences de l'Homme, il collabora avec une équipe de la *Fédération catholique des Etudiants*. Il est l'un des rédacteurs du quotidien *Présent* depuis 1981, et la revue *Action familiale et scolaire* lui a fait une place dans sa rédaction. Ancien chef de troupe et de clan chez les scouts, il est l'un des premiers organisateurs du pélerinage Paris-Chartres effectué à pied, chaque année, par des milliers de pèlerins. Il est l'auteur d'une dizaine de livres dont un sur la peine de mort.

FORCE DÉMOCRATE. Constituée en 1995 par la fusion du *Centre des Démocrates sociaux* et du *Centre Démocratie et Progrès*. Président d'honneur : Pierre Méhaignerie ; président : François Bayrou ; secrétaire général : Philippe Douste-Blazy (133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris).

FORGEOT Jean, inspecteur des finances, né le 10 octobre 1915 à Paris. Il fut chargé de mission auprès du ministre des Prisonniers et des Déportés, Henri Fresnay (1944-1945), puis directeur de cabinet du président de l'Assemblée Nationale, Vincent Auriol (1945-1947), secrétaire général de la Présidence de la République (1947-1954), vice-président de *Simca* (1955), président-directeur général de *Schneider* (1969-1972). Jean Forgeot administra également de nombreuses banques et sociétés. Il est affilié au *Siècle*.

FORGUES Pierre, professeur de mathématiques et conseiller régional, né le 17 juin 1938 à Tarbes (Hautes-Pyrénées). Elu député *PS* des Hautes-Pyrénées le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et nommé le 10 décembre 1995, (par suite de la démission de Gérard Trémège). Il fut réélu le 1er juin 1997.

FORISSIER Nicolas, gérant de PME et maire de La Châtre, né le 17 février 1961 à Paris. Elu député de l'Indre le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Il appartient au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

FORNI Raymond, avocat, conseiller général et maire de Delle, né le 20 mai 1941 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Elu député *PS* du Territoire-de-Belfort le 11 mars 1973, il fut réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Bien qu'ayant émargé aux caisses « capitalistes » pour 77 000 F (*Jean Lefebvre, Forum Entreprise,* etc.), il n'avait pas été réélu en 1993.

FORT Gabriel, représentant, né le 30 décembre 1898 à Lyon, mort le 19 juin 1956 à Paris. Issu d'une famille de la bourgeoisie lyonnaise, il adhéra au *Parti socialiste* en 1920, puis à la *CGT* en 1927. Ancien combattant de la guerre 1914-1918 — il était lieutenant —, blessé grièvement, il s'engagea dix-huit ans plus tard dans les Brigades internationales, organisa le Bataillon « Six-Février » et fut promu commandant de la 15e BJ. Sur le front de Jaram, il fut blessé aux jambes (7 février 1937) et, de nouveau, à la tête (6 juillet 1937). Devenu aveugle, il rentra en France (janvier 1938), où il fit une tournée de conférences en faveur de la cause des Républicains espagnols. Il fut chroniqueur à *l'Humanité* et administrateur de la *Maison des enfants de fusillés,* pour laquelle il recueillit les dons de Jean Cocteau, Picasso et Yves Montand, notamment. Mort d'une crise cardiaque, il a été enterré dans le caveau des Brigades internationales au Père-Lachaise, juste en face du mur des fédérés, où vont se recueillir tous les ans des militants communistes, mais ausssi une centaine de nationalistes français qui veulent rendre hommage aux communards fusillés en 1871.

FORUM DES COMMUNAUTÉS CHRÉTIENNES. Nom pris par le 75e *Congrès de l'Union des Œuvres catholiques de France* à la Pentecôte 1984. Ce *Centre national d'études pastorales et pédagogiques,* qui collabore avec *Cahiers pour croire aujourd'hui,* publie, en outre, des revues catholiques, surtout destinées aux enfants (*Editions Fleurus*) et organise, régulièrement, depuis près d'un siècle, des congrès toujours importants et significatifs. Recensé dans l'annuaire diocésain de Paris, il regroupe, sans trop de succès, théologiens et laïcs en vue d'un dialogue. On y rencontre *Croyants en liberté,* le père Michel Legrain, *Paroles et Association pour l'abolition de la torture.*

FORUM JEUNESSE. *M.J.C.* nationaliste fonctionnant 165, rue Sainte-Jeanne-d'Arc à Paris, dans le XIIIe arrondissement, tous les jours de 9 h à 19 h à l'intention des jeunes de la Droite nationale et populaire. Il organise des conférences, des expositions, des dédicaces de livres, des soirées et possède, en outre, une Bibliothèque Internet.

FOUCHER Jean-Pierre, professeur d'université, né le 13 août 1943 à Clamart (Hauts-de-Seine). Elu député *UDF* des Hauts-de-Seine le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

FOUILLOUX Georges (Pierre, Théodore THOMAS dit), représentant de commerce puis ajusteur-outilleur, né le 30 janvier 1902 à Clamecy (Nièvre), fils d'un instituteur d'origine paysanne, mort des suites de la guerre. Il adhéra aux *Jeunesses communistes* en juin 1921 et constitua une cellule dans son

LE RÉFÉRENDUM SELON CHIRAC. *Page 4*

le Français

LUNDI 22 MAI 1995 N°144

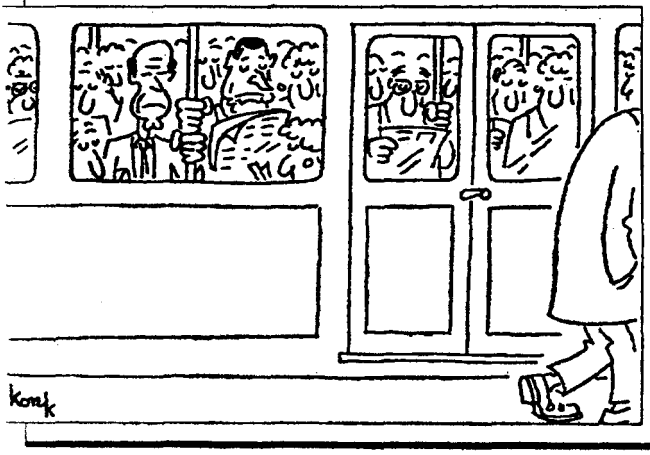
5F QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

CHIRAC

FAIRE SIMPLE

Rupture avec la pompe pharaonique de Mitterrand : les limousines officielles n'abuseront plus du gyrophare, elles s'arrêteront désormais aux feux rouges. Un peu court pour réduire le train de vie de l'État et permettre la création d'emplois. Juppé va-t-il aller plus loin ?

Lire page 3



GÉNÉRATION PASQUA, GÉNÉRATION GIGA

Lire pages 7 et 8

● **LE QUINTÉ PLUS DU CDS** *Lire page 4*

● **EBOLA : LES GIROUETTES DE L'OMS** *Lire page 6*

● **LES FRUITS AMERS DE MANDELA** *Lire page 9*

● **ALLEMAGNE : LES LIBÉRAUX EN ÉCHEC** *Lire page 10*

● **RITES DU TATOUAGE** *Lire page 12*

M 0163 - 0522 - 5,00 F

Sympathique et éphémaire quotidien de la Droite populaire...
Mais y avait-il place pour deux quotidiens puisqu'il y avait déjà *Présent* ?

régiment, le 13e RI. Libéré du service militaire, il s'affilia au *PC*. Les grèves qu'il fomenta ou auxquelles il participa, lui firent perdre plusieurs fois sa situation. Après une enquête sur la paysannerie française, il fut envoyé par le parti à l'Ecole léniniste internationale (1926) à Moscou, où il retrouva Maurice Thorez. Il anima le secrétariat de la Région Nord-Est du parti puis fut chargé du travail paysan et il participa à la création des syndicat agricoles dans le Cambrésis. Candidat malheureux aux élections de mars 1932, il prit en charge, l'année suivante, *la Voix paysanne* et le service des vins de cette publication, puis il fut négociant en vins en gros boulevard Magenta. Il épousa une avocate, Renée Fréaud (dite Mirande, du nom de son premier mari), qui collaborait à *l'Humanité* et était conseil juridique de l'*Union des syndicats*. Divorcé, en 1953, puis remarié la même année avec Denise Didier, qu'il répudia, il épousera en décembre 1972 Marie-Jeanne Sanial, à Nevers où il vécut quelque temps.

FOURCADE Jean-Pierre, inspecteur des finances, né le 28 octobre 1929 à Marmande. Proche de Valéry Giscard d'Estaing, il en fut le conseiller technique (1962) et le directeur-adjoint de cabinet (1964). Chef du service du commerce et des prix (1966), directeur des prix (1968), directeur général du *Crédit industriel et commercial*, cet énarque fut promu ministre de l'Economie et des Finances dès l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la Présidence de la République (1974). Pierre Fourcade devint ensuite ministre de l'Equipement et de l'Aménagement du territoire (1977), et entra au Sénat. Premier vice-président du conseil régional de l'Ile-de-France de 1986 à 1995, il fut longtemps l'une des figures de proue des clubs *Perspectives*. Aujourd'hui, maire de Boulogne-Billancourt (depuis 1995) après l'avoir été de Saint-Cloud (1971), Pierre Fourcade siège toujours au Sénat. Président d'honneur de la section de Saint-Cloud de la *LICRA*, il est également affilié au *Siècle*.

FOURNIER, Pierre, Albert, Jean, écologiste, né le 12 mai 1937 à Saint-Jean-de-Maurienne. « *Pionnier de l'Ecologisme* », d'après le *Grand Larousse Encyclopédique* (qui oublie de mentionner H.-Ch. Geoffroy), ce féroce polémiste fonda, en 1973, la revue gauchiste *La Gueule Ouverte*, et joua un rôle de première importance dans l'extension vers la gauche du mouvement écologiste auquel il rallia une foule d'écologistes apolitiques et de gens de gauche non-écologistes. En 1979, le *Dictionnaire de la Politique Française* (tome III) remémorait que si *La Gueule Ouverte* s'attaquait aux écologistes de droite, elle ignorait le plus souvent les prospecteurs du nucléaire et de l'agro-alimentaire, jugés, eux, « chimiquement corrects ». L'entente de *La Gueule Ouverte* avec le groupe *Combat non-violent* causa force remous. Toutefois, ayant pour principal associé Mme de Fournier, née Danielle Bacarra, le brûlot continua de paraître, aux *Editions Pototras* (sarl dont le siège est voisin d'Oye, en Saône-et-Loire).

FOURTOU Janelly, militante UDF, née le 4 février 1939 à Paris. Elue députée de son parti au Parlement européen en 1999.

FOUSSERET Jean-Louis, technicien en informatique et conseiller général, né le 23 décembre 1946 à Besançon

FRANÇAIS d'abord !

Le magazine de Jean-Marie Le Pen

1re quinzaine mars 1998 - n°274 - 15 F.

N'oubliez pas !

LE 15 MARS À LA PROPORTIONNELLE chaque voix comptera pour obtenir des élus patriotes

Lire en page 3, l'éditorial de Jean-Marie Le Pen

A la veille des élections

NOTRE TOUR DE FRANCE DES RÉGIONS

Lire en pages 4, 5, 6, 7, 8 et 9

Le "sage" anti-FN de Vitrolles est un ami... de Pol Pot !

Lire nos révélations en page 22

Promenade sur les traces de Charet

Lire en pages 30 et 31

Aïd-el-Kébir, "racisme", chasse etc...

BARDOT PREND POSITION

Un entretien exclusif pour "Français d'abord" à la veille du sanglant rituel de l'Aïd el Kébir, toléré par les autorités françaises.

Lire en pages 18, 19, 20

Même de grandes *stars* s'en mêlent...

(Doubs). Il fut élu député *PS* du Doubs le 1er juin 1997. Aux élections de 1993, il avait été battu par le démochrétien Michel Jacquemin.

FRAISSE Geneviève, parlementaire européenne, née le 7 octobre 1948 à Paris. Elue en 1999, siège avec les indépendants.

FRANÇAIS (Le). Quotidien national d'information créé en 1995 et disparu la même année. La présence d'un journal de la Droite nationale ne permettait pas la parution d'un deuxième quotidien, de même tendance que *Présent*, le quotidien de Jean Madiran. *Le Français*, installé à Asnières, était édité par *Carnix SA*. Philippe Colombani, qui avait été l'un des animateurs de *Présent* à ses débuts, dirigeait la rédaction à laquelle appartenaient : Hervé Bizien, Jean Brassier, Pierre-H. Gaude, Jean-Luc Lebel, Alain Treblec, Michel Dumas, Eric Eudes, Laurent Lineuil, Charles Viller, François Cerceau-Maiguet, Olivier Pothier, Anne Desreaux, Claire Fontaine, François Gardet, Eric Domard, Louis Monpezat, etc., et les dessinateurs Konk et Berrin.

FRANCE BONAPARTISTE (La). Depuis que l'héritier des Bonaparte a fait certaines déclarations défaitistes, le mouvement bonapartiste, présent seulement à Ajaccio, semblait disparu. Il n'en est rien : en mars 2000 a paru le n° 1 du bulletin de liaison *France Bonapartiste* dont Thierry Choffat est le coordinateur. Comment peut-on être bonapartiste en l'an 2000 ? « *La réponse est simple : parce qu'aujourd'hui comme il y a deux cents ans la France a besoin qu'on la sorte du marasme économique et politique... Etre bonapartiste en l'an 2000, c'est incarner les idées d'avenir* », explique Thierry Choffat (9, rue Aristide-Briand, 54500 Vandœuvre).

FRANÇAIS D'ABORD. La lettre de Jean-Marie Le Pen, suivie par plusieurs milliers de cadres du mouvement national, est devenue un magazine dévoué au *Front National* et répandu dans les sections (BP 290, 92212 Saint-Cloud Cedex).

FRANÇAIS D'AFRIQUE DU NORD ET D'OUTRE-MER AU SERVICE DE LA NATION. Association créée par des Pieds-Noirs pour organiser des manifestations, comme le *Grand Rassemblement des 10, 11 et 12 juin 2000*, tenu à Cagnes-sur-Mer. Son secrétariat général fonctionne à Saint-Laurent-du-Var (La Clef des Champs, allée Jeanne d'Arc). A la tête de l'association : le colonel Alain Timsit, Claude Rochette, Bernard-William Tapia, Colette Pessina, Jean-Pierre et Pierre Demaret, ce dernier étant secrétaire général.

FRANÇAIX Michel, consultant en communication, conseiller général et maire de Chambly, né le 28 mai 1943 à Paris. Il devint député *PS* de l'Oise le 29 juillet 1988, en remplacement de Lionel Stoléru, nommé membre du gouvernement. Il fut réélu le 1er juin 1997.

FRANCE (La), journal quotidien créé en Allemagne par Jean Luchaire à l'intention des prisonniers de guerre français (voir : *Sigmaringen*).

FRANCE - ANTILLES. Quotidien (75 000 exemplaires) dirigé par Jean-Claude Pierre et Henry Mangattale

LE SEUL JOURNAL PAYSAN DE LA DROITE NATIONALE ET POPULAIRE INDEPENDANT DES GRANDS PARTIS

10ème année - N° 106-107
Juillet - Août 2000
Le numéro : 10 F
Abonnement simple 100 F
Abonnement de soutien 200 F et plus
Rédaction
Siège social
Administration et Publicité
Responsable de la Publication
Emile HONORÉ
74120 MEGEVE
Commission Paritaire N° 73390

FRANCE PAYSANNE & RURALE

ISSN - 1163 - 6203

Organe national indépendant d'information et d'Union du Monde Rural

La situation économique de la France ne se redressera pas sans la prospérité des Paysans, des Artisans et des Commerçants ruraux qui devront s'unir pour l'obtenir.

EDITORIAL

Nous ne pourrons rien obtenir sans votre concours

Ayant reçu récemment des compte-rendu présentés au cours d'assemblées générales de différentes organisations syndicales, j'ai pu constater le désintéressement d'un trop grand nombre des adhérents de ces syndicats. Dans un certain nombre de ces assemblées, le quorum n'a même pas été atteint.

Si les syndicats n'ont pas le pouvoir législatif, ils peuvent avoir une influence sur les décisions des gouvernements suivant le nombre de participants aux assemblées générales. Trop d'adhérents disent *"Ils feront bien sans nous"* et ils s'abstiennent.

Les syndicats ont pur but de défendre les intérêts moraux et professionnels de leurs adhérents. S'ils ne manifestent pas une solidarité avec leurs dirigeants, ceux-ci n'auront pas d'influence sur les pouvoirs publics. Cependant, il n'est pas rare d'entendre des cotisants de ces organisations syndicales protester contre leurs dirigeants en disant : *"nos dirigeants ne font rien"*. Ce sont bien souvent

Quand la science et l'industrie nous font croire n'importe quoi

La conclusion du professeur Jean-Michel Faure est triomphalement reproduite dans les revues professionnelles agricoles et en particulier dans, il va sans dire, " Filières avicoles " (janvier 1997). Sous ce titre plaisant : " quand on lui demande son avis, la poule n'a pas de besoin pour une grande cage ".

Sur la même page, un encadré dénonce " l'outrance des protecteurs des animaux protecteurs ", on l'a compris, ce sont les généliers.

Un mot en hâte pour en finir quand même avec cette sinistre expérience, qui ne fait pas en soi le sujet de cet opuscule " on ne préfère qu'après avoir comparé "

Le propre du vivant étant de composer son milieu en procédant par choix et par exclusion, les modèles de laboratoire, qui ne peuvent interagir avec leur environnement, sont toujours aberrants et utopiques. Vingt-cinq ans avant son collègue de l'Indre-et-Loire, Robert Dantzer, vétérinaire à l'INPA, revenait déjà sur les critères retenus par ses confrères en rappelant d'abord que la transposition d'un " choix " en terme de " bien-être " est des plus hasardeuses.

Une épreuve de choix doit être accompagnée d'un test de motivation pour apprécier, en quelque sorte, le prix que le sujet

Suite page 2

Par qui sommes-nous gouvernés ?

Par des inconscients ? Par des intrigants ? Par des aventuriers ? ou des amateurs d'argent et de plaisirs charnels ?

Par Francis LELIEVRE

En regardant et écoutant les informations de la télévision, en entendant celles de la radio, on ne peut pas dire *sous des revenus industriels. Ainsi, le mécanisme des prix ne remplira son office dans le secteur agricole*

la disparition de certaines entreprises...

Chômage, pré-retraites ont été les signaux d'alar-

notre jeunesse française... spiritualité, sens moral, sens esthétique, potentiel intellectuel, tout cela dispersais-

(place François-Mitterrand, 97207 Fort-de-France Cedex).

FRANCE CATHOLIQUE. Hebdomadaire (25 000 exemplaires) dirigé par Paul Guinard et « rédigé en chef » par Frédéric Almard. Dans le passé, le journal proche de la *Fédération Nationale Catholique,* illustré par le général de Castelnau, affrontait avec vigueur le *Grand Orient* et les autres obédiences maçonniques (60, rue de Fontenay, 92350 Le Plessis-Robinson).

FRANCE DEBOUT. Publication créée et dirigée par l'ancien député Pierre Bernard, maire de Montfermeil. Elle est largement répandue en province grâce à l'aide que lui apportent plusieurs centaines d'élus de droite ou modérés, hostiles à l'immigration sans frein (Hôtel de Ville, 7/11 place Jean-Mermoz, 93370 Montfermeil).

FRANCE 2 (7, esplanade Henri-de-France, 75907 Paris Cedex 15). L'état-major de cette antenne se compose principalement de : Marc Tessier, P.-D.G., Michèle Cotta, Christopher Baldelli, Christine Couve, Béatrice Andurand, Sandrine Solovoicik, etc. A la rédaction, dirigée par Pierre-Henri Arnstan, assisté de Paul Nahon, Bernard Benyamin, François July, Didier Epelbaum, Paul Amar, Sylvain Attal, et de quelques autres collaborateurs plus discrets ; Bernard Weyl est rédacteur en chef pour l'Alsace, Eric Haas, pour Besançon, Bernard Dauty pour Reims, etc.

FRANCE-DIMANCHE. Hebdomadaire dirigé par Bruno Lesouef, secondé par Bernard Pascuito, directeur de la rédaction. Il est vendu à 589 000 exemplaires (10, rue Thierry-Le-Lurron, 92592 Levallois-Perret Cedex).

FRANCE-GUYANNE. Edition de *France-Antilles,* dirigée par Jean-Claude Pierre et rédigée en chef par Jean-Noël Biré (B.P. 426, 97329 Cayenne).

FRANCE-HORIZON - LE CRI DES RAPATRIÉS. Journal dirigé par Jean Augeai, apolitique, mais par la force des choses, sympathique à la droite populaire qui a combattu pour l'Algérie française (70, avenue de la Grande-Armée, 75017 Paris).

FRANCE PAYSANNE ET RURALE. Journal mensuel dirigé par Emile Honoré. C'est une des rares publications agricoles de tendance droitière. Diffusée par abonnement (Emile Honoré, 74120 Megève).

FRANCE TÉLÉVISION : France 2 et France 3. Ces deux chaînes ont pour P.-D.G. Marc Tessier, Ghislain Achard étant secrétaire général, entourés de Raphaël Millet, René Bonneil, plusieurs autres chefs de service moins connus du public et quatre collaborateurs : Jeanne-Marie Prost, directrice financière, Priscille Garcin, directrice de la communication et Stéphanie Martin, directrice des relations internationales. Chaque chaîne, la *2* et la *3,* a un personnel nombreux et compétent. Leur état d'esprit est celui qui domine dans toutes les chaînes : on est de gauche, par goût, et du côté du manche, par prudence (7, esplanade Henri-de-France, 75907 Paris Cedex 15).

FRANCISCI Roland, retraité, conseiller général et maire de Ciamannacce (Corse-du-Sud), né le 31 janvier 1938 à Ciamannacce. Il fut élu le 1er juin 1997 et devint député *RPR* de Corse-

FRANÇAIS d'abord !

Le magazine de Jean-Marie Le Pen

CETTE SECTE

QUI FAIT LA LOI

Le journal de Jean-Marie Le Pen dénonce cette *secte* qui s'est cependant infiltrée dans les milieux politiques de droite et même chez les « *intégristes* » (qui, parfois, font le travail de division à sa place).

du-Sud le 7 avril 1998, après le décès de Jean-Paul de Rocca Serra.

FRANC-MAÇONNERIE. Nous ne répéterons pas ce qui a été imprimé dans les quatre tomes du *Dictionnaire* parus en 1967 et 1982. Toujours active et toujours secrète, la Franc-Maçonnerie poursuit son œuvre. Peu combattue avant l'arrivée du *Front National* sur la scène politique, elle fait l'objet de critiques acerbes dans *Infiltrations ennemies dans la Droite nationale et populaire,* brochure parue en 1999 [1]. Ces révélations avaient été précédées d'une condamnation du *FN* et de Jean-Marie Le Pen par la Grande Maîtrise du *Grand Orient de France.* Le président du *FN* y avait répondu fermement et diverses publications s'étaient fait l'écho de cet affrontement. L'un de ces périodiques nationaux et traditionalistes, très lu dans les milieux catholiques, *Monde et Vie,* consacra, dans son n° 632 (23 avril 1998) toute une page au *Combat de la Franc-Maçonnerie contre le Front National.* C'était plusieurs mois avant la scission que des antimaçons attribuèrent aux Francs-Maçons ayant noyauté le mouvement national dans son ensemble et tout spécialement celui qui inquiétait le plus les Fils d'Hiram. L'auteur, Michèle Reboud, met en garde ses lecteurs contre l'action des sociétés secrètes. « *Depuis la création du* Front National *en 1972, alors que les 120 000 Francs-Maçons de toutes les obédiences françaises* (Grand Orient, Grande Loge Nationale Française, Grande Loge de France, *etc.*) *reçoivent les hommes de tous les partis et de toutes les religions, et qu'ils pourfendent ce qu'ils appellent "le parti de l'exclusion", ils excluent les adhérents du* Front National. *Pourquoi cette guerre à mort des Francs-Maçons, et particulièrement du* Grand Orient (*qui a exclu toute référence à Dieu, fût-ce sous le simulacre du "Grand Architecte de l'Univers"*) *contre le* Front National *?* » Une guerre ouverte et une guerre secrète, attaque du dehors et de l'intérieur. C'est la seconde manière de combattre qui est la plus dangereuse... D'autant que l'affiliation des membres du *FN* restant secrète, on a vu des antimaçons sincères prendre contact avec des affiliés secrets et faire leur jeu sans rien savoir. Cela s'est vu et cela continue. Double jeu de la part de ces nationaux ou duperie totale ? On peut même soupçonner les milieux catholiques d'être contaminés au point d'en oublier l'interdit jeté sur la Franc-Maçonnerie depuis Clément XII en 1738 et ignoré dans le nouveau Droit Canon, celui de 1983, de cette sorte, par exemple, « *qu'on permet à de nombreux prêtres et évêques de porter le "tablier", eux qui ne veulent plus de la soutane et même de la croix.* » (M.R.) On a lu dans la presse, il y a quelques mois, l'annonce de décès d'un prêtre faisant mention de son initiation maçonnique. Et quelques années plus tôt, la presse a rendu compte de la cérémonie catholique accompagnant les obsèques d'un *Grand Maître de la Grande Loge Nationale Française.* La duplicité ou l'ignorance de certains auteurs poussent ceux-ci à écrire des brochures antimaçonniques tout en apportant son soutien aux héritiers d'un F.·. « *national* » contre un écrivain adversaire de la Maçonnerie depuis

1. Sur plainte de l'avocat de Saint-Just, l'auteur fut très lourdement condamné ; après avoir considéré qu'il n'y avait pas injure, le tribunal a ignoré l'accusation de franc-maçon.

un demi-siècle et de se faire aider par un avocat « *national* » en justice.

FRANÇOIS-PONCET Jean, ancien ministre, président du Conseil général, né le 8 décembre 1928 à Paris. Elu sénateur de Lot-et-Garonne le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe du *Rassemblement Démocratique et Social Européen.* Cet affilié au *Siècle* et au *Bilderberg Group* est un mondialiste fervent.

FRANÇOIS-PONCET Michel, banquier, né le 1er janvier 1935 à Paris. Fils de l'ancien directeur général de *J.-J. Carnaud,* neveu de l'ambassadeur André François-Poncet, cousin du ministre Jean-François Poncet, ce condisciple de Jacques Chirac à l'Ecole de Sciences Politiques effectua toute sa carrière à *Paribas.* Il y fut directeur adjoint, directeur central (1983), membre du comité exécutif (1985), délégué permanent aux USA, président de *Paribas North-America,* président-directeur général de la *Compagnie financière.* En 1995, Michel François-Poncet siégeait au conseil d'administration, non seulement de la *Compagnie financière Paribas,* mais aussi à celui de *LVMH,* de *Schneider,* de *Total,* d'*Axa,* des *Ciments Français,* du *Club Méditerranée,* du *Crédit du Nord.* C'est un affilié au *Siècle.*

FRANQUEVILLE Christian, attaché de direction, conseiller général et maire de Bulgnéville, né le 14 mai 1949 à Saulxures-lès-Bugnéville (Vosges). Il fut élu député *PS* des Vosges le 1er juin 1997.

FRANZONI Roger, avocat, né le 1er février 1920 à Bastia (Haute-Corse). Elu le 1er juin 1988 et devenu député *Radical, citoyen et vert* de Haute-Corse le 3 mai 1992, en remplacement d'Emile Zuccarelli, nommé membre du gouvernement ; il fut réélu député le 5 juillet 1997, toujours en remplacement d'Emile Zuccarelli. Il appartient aujourd'hui au groupe *Radical, citoyen et vert.*

FRAYSSE Jacqueline, médecin cardiologue et maire de Nanterre, née le 25 février 1947 à Paris. Elue au Sénat le 28 septembre 1986 et réélue le 24 septembre 1995, elle fut ensuite élue député *PS* des Hauts-de-Seine le 19 mars 1978 et réélue les 21 juin 1981 et 1er juin 1997.

FRÊCHE Georges, professeur et maire de Montpellier, né le 9 juillet 1938 à Puylaurens (Tarn). Elu député *PS* de l'Hérault le 11 mars 1973, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été éliminé au 1er tour en 1993, malgré les subsides de : *Bureau Veritas, Monoprix, ATO* et autres riches bienfaiteurs « capitalistes ».

FRESQUET Henri, journaliste, né le 7 décembre 1919 à Millau (Aveyron). Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Une Eglise en état de péché mortel, Catholicisme, religion de demain, Les Fioretti du bon pape Jean, Rome s'est-elle convertie ?, Le Journal du Concile, La Foi toute nue* et *Demain la foi.* Discrètement acquis aux idées « *rouges chrétiennes* », il « fait » la politique religieuse du quotidien *le Monde* tout en collaborant à *Golias* depuis le n° 32 ; c'est dans ce journal de l'ultra gauche qu'il a déploré l'absence de limite d'âge pour le pape.

FRÉVILLE Yves, professeur d'université, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 16 mars 1986 et réélu les 12 juin 1988 et 28 mars 1993), né le 1er décembre 1934 à Rennes élu de nouveau les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

FROGIER Pierre, agent immobilier et maire du Mont-Dore, né le 16 novembre 1950 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Elu le 21 mars 1993, il devint député *RPR* de Nouvelle-Calédonie le 27 novembre 1996, au décès de Maurice Nenou-Pwataho ; il fut réélu le 1er juin 1997.

FROMENTOUX Michel, journaliste, né le 9 juin 1943 à Annonay (Ardèche). Rédacteur à *Aspects de la France,* dont il est depuis 1972 le secrétaire de rédaction, il dirige également depuis 1981 l'*Institut d'Action Française.* Il est l'auteur de divers ouvrages parmi lesquels *Le Roi ! Pourquoi pas ?.* Journaliste courageux, bousculant résolument les utopies démocratiques, il a publié en 1984 la fameuse brochure *L'Ecole libre vivra* et en 1986 *Hommage aux premiers Capétiens.* Il a reçu le *Prix Saint Louis de l'Association de la Presse monarchique et catholique* à laquelle il appartient, et le *Prix de l'Association des Auteurs auto-édités.*

FROMION Yves, sous-préfet et maire d'Aubigny-sur-Nère, né le 15 septembre 1941 à Vorly (Cher). Il fut élu député *RPR* du Cher le 1er juin 1997.

FROMOND Francine, Albertine, née le 2 octobre 1917 à Paris, morte le 5 août 1944. Sœur de Marcel Fromond, secrétaire des *Jeunesses communistes* aux Lilas. Influencée par lui, elle adhéra à l'*Union des Jeunes Filles de France,* filiale du *PC,* et en fut l'une des dirigeantes à Paris-Est en 1938, et membre du comité central. Pendant la guerre d'Espagne, elle participa à l'action clandestine en faveur des Rouges espagnols. Son frère Marcel, volontaire dans les Brigades internationales, fut tué au combat en 1938. Elle accomplit quelques missions délicates : c'est elle qui réussit à soustraire des dossiers importants et compromettants dans le bureau de la *Compagnie France-Navigation* mise sous séquestre en août 1939 (guerre d'Espagne). Après avoir travaillé à Moscou, au secrétariat de l'Internationale Communiste, elle fut parachutée en France, en compagnie de Raymond Guyot et de Daniel Georges, le frère du fameux colonel Fabien. Elle fut arrêtée l'année suivante (1943), condamnée à mort, et fusillée.

FRUTEAU Jean-Claude, militant socialiste, né le 6 juin 1947 à Saint-Benoît, élu député européen en 1999 sur la liste de son parti.

FRYDMAN Jean, financier, né en 1925. A été mêlé à l'assassinat de Philippe Henriot, en 1944. Co-fondateur, avec Sylvain Floirat et Marcel Bleustein-Blanchet de la régie publicitaire d'*Europe 1,* il sauva *Europe 1* en organisant le sauvetage financier de cette antenne par la *Sofirad.* Nanti d'une fortune considérable, Joseph Frydman joua un rôle primordial dans l'audiovisuel français. Il administra *Télé-Monte-Carlo* (1967), fonda et présida *Mediavision,* créa *Canal-Plus* (1970). Jean Frydman fut aussi le conseiller du président d'*Hachette,* Jac-

Opération "un canton, une commune, un candidat FN"

"BOURSE AUX CANDIDATS"

❒ Mr ❒ Mme ❒ Mlle NOM_____

PRÉNOM_____

ADRESSE_____

_____

CP_____ VILLE_____

I - Votre lieu de résidence

Dans quel département habitez-vous ?

.....

Dans quelle ville habitez-vous ?

.....

Possédez-vous une autre résidence ?
❒ Comme locataire
❒ Comme propriétaire

Dans quel département ?

.....

Dans quelle ville ?

.....

Etes vous propriétaire du terrain ?
Si oui dans quel département ?

.....

Si oui dans quelle ville ?

.....

II - Vos souhaits de candidatures en mars 2001

Je souhaite être candidat du FN en 2001

Pour quelle élection ?
❒ Cantonale
❒ Municipale

Pour l'élection municipale souhaitez-vous être :
❒ Tête de liste
❒ Simple candidat sur une liste

FN

III - Votre qualité d'électeur

Etes-vous inscrit sur une liste électorale ?
❒ Oui
❒ Non
Si oui dans quelle ville ?

.....

A RENVOYER À : FRONT NATIONAL-SERVICE ELECTIONS
4, rue Vauguyon, 92210 Saint-Cloud

À PHOTOCOPIER

L'art et la manière de se trouver des candidats. Ingénieux et inhabituel. Mais est-ce prudent ?

ques Marchandise (1976), du président d'*Havas,* Yves Cannac (1980). Lorsque la gauche, qui avait pourtant sa sympathie, prit le pouvoir (1981), il s'installa en Israël, y contrôla plusieurs sociétés, y présida *Régie Israël.* Jean Frydman bâtit également *Général Satellite Corporation,* une société de négociation auprès des organismes internationaux pour l'obtention d'espace et de fréquences, co-fonda la *Société financière d'image* (1986) avec les frères Gross (*Carrat*), Pierre Dauzier (*Havas*), François Dalle (*L'Oréal*), Daniel Filipacchi, la *Banque Lazare,* etc. Devenu vice-président et administrateur de *Paravision* (1988), une filiale d'*Oréal* (et possédant 25 % des actions) ses associés le démissionnèrent de ses postes. Alors « *le jardinier de l'audiovisuel français* » prétendit être victime du boycott de la *Ligue Arabe* ; il s'ensuivit un procès, où il rappela le passé cagoulard d'Eugène Schueler, le fondateur d'*Oréal.* Jean Frydman vota pour Mitterrand (1965, 1974), puis se rapprocha de Valéry Giscard d'Estaing qui, battu à l'élection présidentielle de 1981, séjourna dans son ranch du Montana. Il agença les voyages de l'ancien président de la République en Israël, et, redoutant un renversement de la situation à plus ou moins longue échéance (démographie arabe nettement supérieure), il se déclara partisan de la paix israélo-palestienne. Il est considéré comme le maître d'œuvre du meeting où un militant extrémiste juif assassina Yitzhak Rabbin. Il est affilié au *Siècle.*

FUCHS Gérard, économiste au CNRS, né le 18 mai 1940 à Longjumeau (Essonne). Elu député *PS* de Seine-Maritime le 16 mars 1986 ; il fut élu de nouveau le 1er juin 1997.

FUNCK-BRENTANO Jean-Louis, professeur, né le 10 juillet 1924 à Paris. Professeur de néphrologie à la faculté de médecine Necker-Enfants-Malades, directeur d'une unité de recherche sur la pathologie rénale à l'*Inserm,* ayant travaillé avec le professeur Jean Hamburger sur le rein artificiel et l'hémodyalise, il fut conseiller du ministre de la Santé, Simone Veil (1974-1977), participa à l'élaboration du document santé du rapport Nora-Mine (1976). Jean-Louis Funck-Brentano fut également chargé de mission auprès du secrétaire d'Etat aux *PTT,* Norbert Segard (1980-1981), conseiller de l'*Agence de l'informatique,* puis président du *Centre mondial d'informatique et ressources humaines* de 1985 à 1987, date où celui-ci fut dissous à la suite d'une enquête de la Cour des Comptes concernant sa gestion. Président du centre informatique *Necker-Enfants-Malades,* vice-président de l'association *Intelligence 2000,* Jean-Louis Funck-Brentano est aussi membre du Conseil scientifique de la fondation l'*Arche de la Fraternité.* Il est affilié au *Siècle.*

G

GABOLDE, ministre de l'Etat français (Vichy) (voir : *Sigmaringen*).

GAIA Robert, instituteur, né le 19 mai 1949 à Toulon (Var). Il est député *PS* du Var depuis le 1er juin 1997.

GAILLARD Claude, ingénieur et conseiller régional, né le 15 août 1944 à Montriond (Haute-Savoie). Elu député *UDF* de Meurthe-et-Moselle le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

GALIC Camille (pseudonyme de **Marie-Luce WACQUEZ),** journaliste, née le 7 décembre 1940 à Alger. Licenciée en lettres, diplômée de langues orientales, celle que Henry Coston a surnommée, il y a une dizaine d'années « *Mademoiselle Rivarol* », dirige avec fermeté le fameux hebdomadaire de la Droite nationale et populaire fondé, il y a cinquante ans, par René Malliavin. Elle a écrit ses premiers « papiers » en 1963 dans *Rivarol,* dont elle devint rédactrice en chef adjointe dès 1973 et rédactrice en chef et directrice dix ans plus tard. Elle a également collaboré aux *Ecrits de Paris,* à *Noir et Blanc* et à *Spectacle du monde,* usant de divers pseudonymes aussi bien à *Rivarol* que dans d'autres organes de presse (Claude Lorne, Warren Hodges). Elle est, naturellement, actionnaire des *Editions des Tuileries* et de la *SPEP* qui édite *Ecrits de Paris.*

GALLEY Robert, ingénieur, né le 11 janvier 1921 à Paris. Employé à la *Compagnie chérifienne des pétroles* de 1950 à 1954, chef du département de construction des usines du *Commissariat à l'énergie atomique* de 1955 à 1966, responsable du centre de Marcoule de 1955 à 1958 et du centre de Pierrelatte de 1958 à 1966, délégué à l'informatique auprès du Premier ministre, Georges Pompidou en 1966, il devint député *UDR* de l'Aube en 1967. Par la suite, Robert Galley fut ministre de l'Equipement et du Logement (1968), ministre de la Recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales (1968-1969), ministre des Postes et Télécommunications (1969-1972), conseiller général de l'Aube (1970), maire de Troyes (1972-1975),

sénateur, ministre des Transports (1973). Il eut ensuite quatre autres ministères : le ministère des Armées (1973-1974), le ministère de l'Equipement (1974-1976), le ministère de la Coopération (1976-1980), le ministère de la Défense (1980-1981). Toujours réélu député (cette fois *RPR*) à compter de 1981, Robert Galley occupa le poste de trésorier du mouvement gaulliste de 1984 à 1990. Marié avec la fille du maréchal Leclerc de Hauteclocque, ce vieux gaulliste appartient aussi à la famille des anciens *rois de l'acier*, les De Wendel, qui ont occupé une position dominante dans la République. Les grandes firmes ont été généreuses pour sa caisse électorale qui, en 1993, avait récolté 271 000 F de *Petit Bateau, SAFAT, CGE*, etc. Il est affilié au *Siècle*.

GALUT Yann, avocat, né le 14 mars 1966 à Antony (Hauts-de-Seine). Il fut élu député *PS* du Cher le 1er juin 1997.

GALY-DEJEAN René, dirigeant d'entreprise et conseiller de Paris, né le 16 mars 1932 à Mauvezin (Gers). Elu député *RPR* de Paris le 3 février 1991, à la suite de la démission de Michèle Barzach, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

GANTIER Gilbert, cadre supérieur de l'industrie en retraite et conseiller de Paris, né le 28 novembre 1924 à Paris. Elu le 11 mars 1973, il devint député de Paris le 23 juin 1975 à la suite du décès de Paul Stehlin, et fut réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 25 mai 1997. Il est aujourd'hui membre de *Démocratie libérale et indépendants*.

GARAUD Marie-France, avocate, née **QUINTARD** le 6 mars 1934 à Poitiers. Devenue avocate au barreau de Poitiers, elle fut de 1957 à 1960 attachée juridique au ministère de la Marine, en 1961-1962 attachée parlementaire au cabinet du ministre de la Coopération, Jean Foyer, puis elle suivit celui-ci lorsqu'il occupa le poste de ministre de la Justice (1962-1967). Chargée de mission auprès du Premier ministre Georges Pompidou, de 1967 à 1968, Marie-France Garaud resta sans interruption à ses côtés lorsqu'il fut élu président de la République (1969). Conseiller technique, son influence égala celle des Premiers ministres. Quoique marraine et inspiratrice de Jacques Chirac, le futur président de la République, sous les pressions de son épouse, l'éloigna de lui. Marie-France Garaud se présenta en 1981 à l'élection présidentielle, mais ne recueillit qu'un peu plus de 1 % des suffrages. Présidente depuis 1982 de l'*Institut International de géopolitique*, elle compte parmi les principaux opposants au traité de Maastricht. Elle n'en est pas moins affiliée au *Siècle*. Très remuante et fort habile, elle joua un rôle non négligeable dans la vie politique française. Elle siège au Parlement européen depuis 1999.

GARGIULO Jean-Pierre, né le 28 décembre 1934 à Alger. Cet ancien de Bab-el-Oued, devenu Marseillais, préside l'*Amicale des anciens de Bab-el-Oued* et est vice-président de l'association des *Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer au service de la Nation*.

GAROT Georges, député européen, né le 7 avril 1935 à Saint-Berlheven (Mayenne), sur la liste des socialistes.

GARRIGUES Roland, gérant d'entreprise et maire de Montauban (Tarn-et-Garonne), né le 1er janvier 1953 dans cette ville. Il fut élu député *PS* de Tarn-et-Garonne le 1er juin 1997.

GASCOGNE ACTUALITÉS. Edition hebdomadaire landaise de *la Croix du Midi* de Toulouse. P.-D.G. : Jean-Pierre Vittu de Kerraoul (B.P. 194, 32004 Auch Cedex).

GASTINES Henri (de), agriculteur et conseiller général, né le 6 juillet 1929 à Olivet (Loiret). Elu député *RPR* de la Mayenne le 30 juin 1968, il fut réélu les 4 mars 1973, 12 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. (Détail curieux : le rapport de la *Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques* ne comporte aucun versement de sociétés aux candidats de la 2e circonscription de la Mayenne.)

GATEAUD Jean-Claude, professeur d'institut universitaire de formation des maîtres et maire de Châteauroux, né le 17 décembre 1949 à Oulches (Indre). Elu député *PS* de l'Indre le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997.

GATIGNOL Claude, docteur vétérinaire et conseiller général, né le 20 novembre 1938 à Saint-Julien-près-Bort (Corrèze). Elu député de la Manche le 5 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

GAUBERT Jean, agriculteur-éleveur, conseiller général et maire de Pluduno, né le 3 mai 1947 à Plouvara (Côtes-d'Armor). Il devint député *PS* des Côtes-d'Armor le 16 décembre 1985, en tant que remplaçant de Charles Josselin, nommé membre du gouvernement. Il redevint député *PS* des Côtes-d'Armor le 5 mai 1992, toujours en tant que remplaçant de Charles Josselin, devenu ministre. Il fut encore député *PS* des Côtes-d'Armor le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Charles Josselin, nommé membre du gouvernement.

GAUDIN Jean-Claude, professeur, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 19 mars 1978 et réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986 et 12 juin 1988), président de la Communauté de communes Marseille-Provence-Métropole, maire de Marseille, vice-président du Sénat, né le 8 octobre 1939 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il est devenu sénateur des Bouches-du-Rhône le 24 septembre 1989 et a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

DE GAULLE Philippe, amiral (C.R.), ancien inspecteur général de la Marine, né le 28 décembre 1921 à Paris. Fils du général, chef de l'Etat (1959-1968). Elu sénateur de Paris le 28 septembre 1986, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR.*

GAUTHIER Nicolas, journaliste (voir *Dualpha*).

GAY Désirée, née **VERET,** le 4 avril 1810, morte à Bruxelles vers 1890. Militante féministe, admiratrice de Fourier et saint-simonniste, finit par rejoindre le communisme et l'*Association Internationale des Travailleurs.*

N°31 — NOVEMBRE 2000

LA GAZETTE DU QUERCY ET D'AILLEURS

Parution le premier samedi du mois . 5F

MENSUEL D'INFORMATION CATHOLIQUE ET FRANÇAIS

Éditorial

Même si nous habitons la campagne, à certaines occasions, nous allons en ville. Quelle ne fut pas ma surprise de voir aux devantures de certains magasins des vendeuses déguisées en sorcières!

On m'a dit que c'était une forme « d'INTOX » de HALLOWEEN. Mais cela est un véritable viol des âmes de nos enfants. Nous sommes en France qui est un pays chrétien et nous nous moquons du règne des sorcières. Protestons énergiquement pour que ces magasins cessent leur provocation... Mais ce n'est pas du hasard: on veut lentement paganiser notre fête de la Toussaint! Ainsi que d'autres fêtes chrétiennes.

Au contraire, pensons à nos morts comme cela est précisé dans l'article en première page.

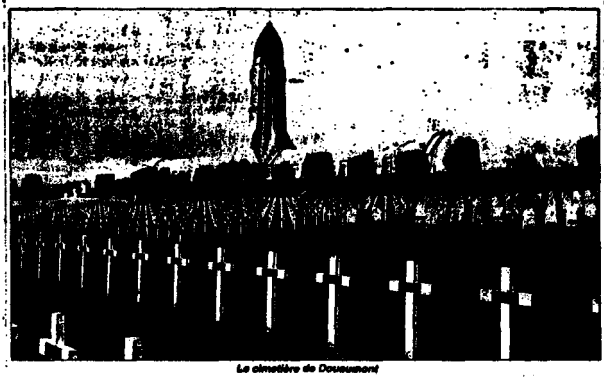
Lisez aussi la courageuse intervention d'un curé du Nord qui enseigne le vrai catéchisme et donne les vrais sacrements...

Aussi en page 3 la vérité sur le mondialisme et ses fruits amers.

Je vous engage à bien vous préparer à ce IIIe millénaire, afin que nous restions fermement catholiques et français.

Un membre de la Rédaction

Novembre
Toussaint
Mois des Morts



Le cimetière de Douaumont

AVONS-NOUS UNE ÂME ?

« Non » disent les athées. « Peut-être » répondent les agnostiques. « Certainement » affirment les chrétiens et même les philosophes païens avant Jésus-Christ. Pour les intelligences droites et honnêtes il est facile de démontrer que tous les hommes ont une âme. Quand ils marchent, courent, jouent au football, mastiquent les aliments qu'ils mangent, ils en savent la cause: le travail musculaire, activé par des nerfs, en est la cause efficiente. C'est physique.

LES EFFETS SONT TOUJOURS PROPORTIONNELS AUX CAUSES

C'est très clair comme nous venons de le voir pour les exercices physiques. En un autre domaine, dans le cas d'une usine où l'on fabrique des voitures: il n'y entre pas des madriers de bois ou du caoutchouc, il y faut des métaux: acier, fer, zinc, qui sont la cause matérielle. Sinon, nous n'aurions point de voitures!

Donc moi-même, quand je pense, quand je raisonne, quand je juge que ceci est bien ou mal, quand je décide, que j'imagine, il y a une cause. Il est absolument impossible qu'elle soit matérielle. Cette cause transcende la matière. De la matière ne peuvent naître des idées. C'est ce que les philosophes et, bien sûr, la Sainte Bible, appellent l'âme. Pas besoin d'avoir fait l'école polytechnique pour comprendre cela que l'on appelle une « vérité de raison ».

VOILÀ POURQUOI, MÊME LES PAÏENS PRIENT POUR LEURS MORTS

Le bon sens et la Révélation chrétienne nous démontrent que notre âme est spirituelle. Elle est donc nécessairement immortelle. N'étant pas composée de parties, elle ne peut se désagréger, se décomposer. Depuis la haute antiquité, païens,

GAYMARD Hervé, administrateur civil, ancien ministre, président du Conseil général, né le 31 mai 1960 à Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Elu le 21 mars 1993, il devint député *RPR* de Savoie le 2 mai 1993, en tant que remplaçant de Michel Barnier, nommé membre du gouvernement. Il fut réélu les 16 juillet 1995 (après avoir démissionné le 6 juin 1995) et 1er juin 1997.

GAYSSOT Jean-Claude, dessinateur industriel, né le 6 septembre 1944 à Béziers. Militant communiste dès 1963, il occupa le poste de secrétaire au syndicat *CGT* des cheminots bittérois, puis la Centrale des Travailleurs l'appela en 1976 à Paris. Membre du comité central du *PC* (1979), ensuite du bureau politique (1982), Jean-Claude Gayssot devint secrétaire à « l'Organisation » du Parti, entra au secrétariat central de celui-ci en 1985 grâce au soutien de Georges Marchais, défendit en 1986 la ligne traditionnelle du mouvement, mais rallia le nouveau secrétaire général du *PC* Robert Hue (1994). Maire de Drancy et député de la Seine (1986), il négocia l'Union de la Gauche, fut à l'origine de la loi portant son nom et qui interdit, sous peine de poursuites judiciaires, de mettre en doute les « crimes contre l'Humanité » qu'auraient commis les Allemands lors de la guerre de 1939-1945. Jean-Claude Gayssot fut promu ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement en 1997.

GAZETTE DE LA MANCHE (La). Hebdomadaire, fondé en 1947, dont les 13 000 exemplaires sont diffusés dans la Manche, l'Ille-et-Vilaine et la Mayenne. Jean-Luc Cochois en est le directeur général et le rédacteur en chef, Olivier Bonsart étant le directeur de la publication (45, avenue du Général-Leclerc, 50600 Saint-Hilaire-du-Harcouët).

GAZETTE DE MONTPELLIER (La). Hebdomadaire dirigé par un état-major composé de Pierre Serre, directeur de la publication, Denis Pons et Bernard Tuegh, directeurs, et Henri-Marc Rossignol, rédacteur en chef (13, place de la Comédie, 34000 Montpellier).

GAZETTE DU CENTRE MORBIHAN (La). Hebdomadaire répandu à 8 000 exemplaires dans la région de Locminé. Sa rédaction est dirigée par Gérard Lorgeaux et Etienne Caignard (B.P. 45, 56500 Lacminé).

GAZETTE DU QUERCY (La). Journal « *mensuel d'information catholique et Français* » dirigé par Robert Baret (BP 22, 82270 Montpezat-de-Quercy).

GAZETTE DU VAL-D'OISE ET DES YVELINES (La). Hebdomadaire (9 000 exemplaires)) dont Dominique Laurent et Bruno Cornec dirigent la rédaction (B.P. 183, Pontoise 95306 Cergy-Pontoise Cedex).

GAZETTE PROVENÇALE (La). Hebdomadaire dirigé par Daniel Barthélemy, dont les 5 000 exemplaires sont lus dans le Vaucluse et les départements limitrophes (B.P. 426, 84071 Avignon Cedex 4).

GAZETTE ROYALE (La). Cette publication trimestrielle est l'organe officiel de l'*Union des Cercles Légitimistes de France* (*UCLF*). Fondée en 1957, elle est dirigée par Hugues Saclier de la Bâtie, président de l'*UCLF*. Parmi les principaux collaborateurs, citons : Pierre Coëtquen, P. Valancony,

Vendredi 14 juillet 2000 – 25e année – Numéro 1038 6F80 1,04 Euro

LA GAZETTE du Centre Morbihan

Hebdomadaire d'informations locales habilité à publier les annonces légales dans tout le département

Z.I. du Pigeon Blanc - BP 70945 - 56509 LOCMINÉ CEDEX- Tél. 02 97 60 01 90 - Fax 02 97 60 09 07

Marie Débrouille
Les prix, on les écrabouille
Suite destockage spécialiste des lots
GROS ARRIVAGE DE PRODUITS VARIÉS
des tas d'articles à prix tout "RIQUIQUI"
Exemples divers :
Ouïes, étagères murales, sets de table, cadres, petits articles déco, pare soleil voiture, etc...
LOCMINÉ

Initiative originale

Vacances au collège

Pendant plusieurs semaines des mois de juillet et août, le collège Jean Moulin de Locminé est ouvert aux jeunes qui peuvent participer à des activités ludiques. Les futurs collégiens se familiarisent avec l'établissement.

Page 5

Drogue à St Barthélemy

Arrestations et prison ferme

Page 2

Ambroise Guillo, curé bâtisseur

Depuis plusieurs décennies déjà, Ambroise Guillo "le prêtre bâtisseur" consacre une partie de son temps libre et de ses deniers à la restauration du patrimoine local religieux.

Page 2

"Sortir cet été"

A cheval, à pied...

Le Centre Morbihan offre de multiples possibilités de divertissement. Les randonnées, à pied, à cheval où en VTT sont idéales pour découvrir le pays.

Page 3

"Bonnes vacances"

Murielle et Benoît heureux de leur job

Page 4

PRO-FERMETURES
Un professionnel à votre écoute
AVANT L'HIVER, PENSEZ A REMPLACER VOS FENÊTRES
• Fenêtres
• Portes
• Stores
• Portails
• Clôtures
• Automatismes
...
Devis gratuits
Thermique, acoustique, esthétique
TVA à 5,5 %
LOCMINE 02 97 60 59 59 | VANNES 02 97 54 20 60 | AURAY 02 97 29 00 00

KOTON'S
PRÊT-A-PORTER
HOMME - FEMME - ENFANT
Z.A. de Kermestre - BAUD
Route de Baud - GRANDCHAMP
A PARTIR DU 17 JUILLET 2000
SOLDES*
DEUXIÈME DÉMARQUE
-20% A -60%

Organe de l'Union des Cercles Légitimistes de France

C.C.P. La Source 747 47 M
Janvier - février - mars 2000

Route de Gençay
86160 Champagné St Hilaire
Téléphone et télécopie :
05.49.52.68.89

I.S.S.N. 0761-7828
Commission paritaire 64056
N°82

La Gazette Royale

Périodique fondé en 1957 - Nouvelle série trimestrielle - Le numéro : 15 francs - Abonnement : 50 francs

Discours prononcé par Monseigneur le Duc d'Anjou le dimanche 23 janvier 2000 à l'occasion du 207ème anniversaire de la mort de S.M. le roi Louis XVI.

Ma Chère Grand-mère,
Mes Cousins,
Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs,
Chers Amis,

Une nouvelle fois nous voici réunis autour du souvenir du Roi Louis XVI. Je me souviens encore de la si émouvante et solennelle cérémonie que j'avais présidée en 1993 à Saint Denis, pour le deux centième anniversaire de son martyre.

Il est heureux que les Français demeurent fidèles à leur tradition, à leur histoire, à leur grandeur qui se confond, bien souvent, avec celle de la monarchie.

Monsieur le Président et cher Cousin, soyez bien assuré de toute ma gratitude pour votre fidélité à l'Histoire et à ma personne, et pour tout le travail que vous accomplissez à la tête de l'Institut de la Maison de Bourbon. Je forme des vœux pour que vous poursuiviez pendant de longues années votre tâche dans cette association qui a servi, depuis un quart de siècle, trois chefs successifs de la Maison de Bourbon.

En ce mois de janvier 2000 il est encore temps de présenter des vœux. C'est pour vous tous que je forme les plus chaleureux. Vœux de santé, de réussite, de bonheur, de joie pour vous-mêmes et vos proches. Vos familles en particulier. Ces vœux je les adresse aussi à la France et à tous les Français et notamment à ceux qui viennent d'être éprouvés par une catastrophe qui est venue nous rappeler que l'homme restait

(Suite page 2)

Vive Dieu ! Vive le Roy !

La Lettre de l'AGNVS

Le 25 août 2000

AGNVS 5 ans déjà !

Association "Les Guides de la Nature, de la Vie et de la Santé", régie selon la loi de 1901
Administrateurs : J.-P. Geffroy, M.-L. Geffroy, M. Morineau, M. Remy, P. Cadet.

Pour servir de lien entre les adhérents de l'association afin de mieux connaître et de développer les idées de Henri-Charles Geffroy sur la Nature, la Vie et la Santé et les activités s'y rapportant.

SOMMAIRE

. ***l'Editorial de R. Daneel Olivaw :***

Les nouveaux inquisiteurs !

pages 1 et 4

. ***Dossier :***

Aux sources de la Spiritualité ...

pages 2 et 3

. ***Objet : AGNVS***

page 4

Suppléments spéciaux

VERS UNE HUMANITÉ NOUVELLE...

LA LETTRE DE LA NOUVELLE VAGUE DE L'ÉCOLOGIE

JOURNÉES MONDIALES VÉGÉTARIENNES

Les nouveaux inquisiteurs !

Enfin, c'est officiellement reconnu : le vaccin contre l'hépatite B est responsable de nombreux maux, dont l'apparition de scléroses en plaque !... Mais ce n'est là qu'une petite victoire de la Vérité face au grand Mensonge institutionnalisé du "Dogme vaccinal" ; les intégristes de la piqûre - en général des "chercheurs" à la solde de l'industrie pharmaceutique - se sont empressés de débiter des explications scientistes plus insensées les unes que les autres afin que tous les "piqués" soient rassurés... et continuent à accepter tous les miasmes et autres substances toxiques contenus dans tous les vaccins. Oui, je le répète : TOUS les vaccins !!!

Dans l'actualité la plus récente, notre Président de la République a clamé sa passion pour "*une démocratie toujours plus large, toujours plus ouverte*" (sic) ; mais c'est pourtant la dictature la plus perverse qui règne dans les domaines les plus essentiels touchant à notre intégrité physique et mentale. Par exemple, après nous avoir imposé de force les OGM (en prétextant une "erreur" (?) et en commettant une seconde erreur en refusant d'éradiquer ces semences dénaturées - dont le seul et unique but est d'enrichir la mafia agro-chimique -, prétextant cette fois la contre-vérité absolue de leur innocuité sur notre santé), l'inquisition vaccinaliste continue toujours de semer le mensonge, la mort et la souffrance, se jouant des plus élémentaires droits de l'homme, et même de la plus laxiste conception de la démocratie !

Le 4 mars dernier sur TF1 au journal de 20 H, je suis tombé, par hasard (!), sur une campagne publicitaire - que ses journalistes osent nommer "un reportage" - en faveur de la vaccination dite "anti-polio" ; une fois de plus, le téléspectateur a eu droit à tous les mensonges et contrevérités répétés par l'industrie vaccinaliste depuis des années (Déjà, dans les années 1940, Henri-Charles Geffroy - non seulement à l'origine du développement de l'Agriculture Bio en France, mais aussi de la Ligue pour la Liberté de la Vaccination ! - avait amplement dénoncé la fumisterie mercantile de tous ces marchands de vaccins se réclamant de Pasteur (voir le Dossier publié dans la "Lettre de l'AGNVS" du 18 avril et du 20 juin 1999, intitulé, avec peut-être beaucoup trop d'optimisme : "*La Fin d'un Dogme ?* ")

Le 11 juin sur la cinquième chaîne, à l'émission "Ripostes" de 18 H, je suis encore tombé, toujours par hasard (!), sur les propos d'un scientifique (ou prétendu tel) défendant bec et ongle la nécessité des vaccins et leur innocuité, avec des propos si affligeants de mauvaise foi et d'hypocrisie qu'ils ne sont même pas dignes d'être critiqués ici... Tout cela étant précédé d'une ignominieuse campagne promotionnelle, genre "téléthon", pour que tous les "piqués" financent les recherches, vivisectionnistes, pour... un vaccin contre le *Sida* ! Alors que ce n'est là qu'une maladie virtuelle, inventée de toute pièce par les marchands de médicaments, et qui n'existe que dans l'imagination des gens trop crédules et ignorants !!... Le fameux rétrovirus H.I.V. n'a jamais causé la mort de personne, contrairement à l'AZT et toutes ces autres drogues dégénérescentes et immunogènes qui ont déjà tué, et continuent de tuer, des milliers de prétendus "malades du sida" ; ce nouveau vaccin n'est donc qu'une supercherie de plus des grands laboratoires et des nombreux médias sous leur contrôle ! Il n'existe qu'un moyen d'échapper à ces dizaines de maladies différentes réunies sous l'appellation *Sida* : vivre selon les règles de la vie saine, sans la moindre substance pharmaco-chimique, sans drogue, sans tabac, et avec une alimentation naturelle excluant tous produits animaux, à base de produits non raffinés et dénaturés, complets, issu de cultures biologiques ou biodynamiques.

Dans cette jungle de désinformation où la plus mauvaise foi mercantile se dispute avec la plus abyssale ignorance des grandes "Lois de la Santé", le Message de Henri-Charles Geffroy reste bel et bien d'actualité, étant chaque jour démontré par les nouvelles découvertes scientifiques (quoique son enseignement était déjà authentifié depuis des décennies par les milliers de personnes qui lui sont redevables de la reconquête de leur santé et de leur vie !!)

Est-ce donc si étonnant cette désinformation médiatique plus massive encore que les campagnes de vaccinations elles-mêmes ? Non, si l'on se rappelle les propos du Dr. Marc Vercoutère - dans "Médecines Nouvelles" d'octobre 1998 -, démontrant que les maladies et épidémies n'ont jamais régressé suite à une quelconque vaccination, bien au contraire, et notamment sa conclusion : «*Le 28 janvier 1998, aux actualités de TF1, nous apprenions que, la coqueluche étant en recrudescence, un rappel de vaccination serait donc conseillé à 11 ans ! Info médicale ou pub mercantile ? TF1 est actionnaire de Pasteur-Mérieux-MSD...*» (Et c'est ainsi : tous les médias sont aux mains de ce genre d'industries charognardes, qui s'enrichissent sur la décomposition - non seulement biologique mais aussi mentale - de l'humanité !...)

(suite de l'éditorial page 4)

Cette publication écologique, animée par la petite-fille du grand H.-Ch. Geffroy, le fondateur de *La Vie Claire*, est l'oragne d'*AGNVS*, qui rejette tout gauchisme « *vert* ».

P. Campguilhem, Yves Griffon, Jean-Pierre Le Roy, Louis Bréttilien (*UCLF, La Gazette,* route de Gençay, 86160 Champagne-Saint-Hilaire).

GEFFROY Marie-Lise, né le 7 août 1952 à Tours. Aux côtés de son grand-père, fondateur de *la Vie Claire,* elle travailla à l'édition et à la restructuration des services de ce journal, qu'elle quitta en 1981, au moment où le groupe Tapie récupérera l'entreprise. Elle est à l'origine de l'association *Les Guides de la Nature, de la Vie et de la Santé* (*AGNVS*) et a publié, peu de temps après avoir rencontré Henry Coston, l'ami de son grand-père, *Henri-Charles Geffroy et la Vie Claire, son action pour la vie, par sa petite fille.* Les méthodes et les idées d'*AGNVS* s'éloignent nettement du gauchisme des *Verts.* Elle publie depuis 1995 *La Lettre d'AGNVS* (B.P. 534, 77304 Fontainebleau Cedex).

GENGENWIN Germain, gérant de coopérative agricole, né le 8 mai 1936 à Schæffersheim (Bas-Rhin), dont il est devenu maire. Elu le 19 mars 1978, il devint député *UDF* du Bas-Rhin le 20 octobre 1980, suite au décès de Georges Klein. Il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

GÉNISSON Catherine, praticien hospitalier, née le 22 avril 1949 à Paris. Elle fut élue député *PS* du Pas-de-Calais le 1er juin 1997.

GENTON Joseph-Camille, banquier, né le 17 septembre 1923 à Montbrison. Ce docteur en droit, chargé de mission au tribunal de Nuremberg (1945-1946), fut directeur, puis directeur financier jusqu'en 1985 de la *Compagnie française des pétroles.* Joseph-Camille Genton remplit aussi les fonctions de président-directeur général de l'*OFP-Omnium financier* de Paris, de président-directeur général de *Pretabail-Sicomi,* d'administrateur de plusieurs autres sociétés. Il est affilié au *Siècle.*

GEORGES-PICOT Bruno, banquier, né le 20 janvier 1927 à Paris. Entré à la *Banque de l'Indochine et de Suez* (1952), il y occupa les postes de sous-directeur (1963), de directeur-adjoint (1967), de directeur (1971), de directeur général-adjoint (1984), y présida diverses filiales, dont la *Banque Indosuez Luxembourg.* Bruno Georges-Picot administra également plusieurs autres sociétés, et fut maire de Noisy-sur-Oise de 1967 à 1983. Il est affilié au *Siècle.*

GERBAUD François, journaliste, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 mars 1967 et réélu le 30 juin 1968), vice-président du Conseil général, président de l'Association départementale des Maires, maire de Bouges-le-Château, secrétaire du Sénat, né le 10 avril 1927 à Châteauroux (Indre). Marié avec Lydie Gerbaud, ancienne journaliste à *la Nouvelle République du Centre-Ouest,* ancienne collaboratrice de l'*UDR* et du *RPR,* ancienne attachée de presse de Jacques Chirac. Elu sénateur de l'Indre le 24 septembre 1989, il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du *RPR.* Il fut rédacteur à *Centre Eclair, la République du Centre-Ouest, Europe 1* et, aussi, plus tard à l'*ORTF.*

GERIN André, dessinateur industriel et maire de Vénissieux, né le 19 jan-

vier 1946 à Vienne (Isère). Elu député *PCF* du Rhône le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

GIESBERT Franz-Olivier, journaliste, né le 18 janvier 1949 à Wilmington, Delaware (Etats-Unis). Petit-fils d'un gros imprimeur normand actionnaire de *Paris-Normandie,* il débuta comme pigiste à ce quotidien (1968-1972). Ayant vendu les parts familiales à Robert Hersant, Franz-Olivier Giesbert entra au progressiste *Nouvel Observateur* et y fut journaliste politique (1971-1979), grand reporter (1979-1980), chef du service politique, directeur de la rédaction (1985-1988). Il prit ensuite la direction de la rédaction du *Figaro.* Passé sans état d'âme de la gauche caviar à la droite libérale, Franz-Olivier Giesbert congédia de l'hebdomadaire la presque totalité des journalistes de tendance droitière, et parmi eux Max Clos. Au cours de l'été 2000, il quitta *le Figaro* pour *le Point,* où il a pris la direction de la rédaction. Ce membre de la *Fondation Saint-Simon,* chroniqueur depuis 1992 à *Europe 1,* servit de « nègre » à Pierre Mauroy pour *Héritiers de l'avenir,* rédigea plusieurs ouvrages politiques, dont *François Mitterrand ou la tentation de l'Histoire* (1977), *Le Président* (1990), *Jacques Chirac* (1987), *La Fin d'une époque* (1993), et quelques romans. Il est affilié au *Siècle.*

GILLIG Marie-Hélène, militante socialiste, née le 15 mars 1945 à Aire-sur-Adour. Elue députée européenne en 1999 sur la liste du *PS.*

GIRAN Jean-Pierre, professeur d'université, conseiller régional et maire de Saint-Cyr-sur-Mer, né le 9 janvier 1947 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il fut élu député *RPR* du Var le 1er juin 1997.

GIRAUD Claude, directrice de revue, née le 23 août 1929 à Setif (Algérie). Attirée par le journalisme, cette *Pied-noir* commença d'écrire dans le *Journal d'Alger* en 1957. Après l'exode des Français d'Algérie vers la Métropole, elle fut rédactrice à *France-Soir,* de 1963 à 1968. Entre-temps, elle participa, dès le 15 septembre 1972, à *Monde et Vie,* dont elle est la directrice aujourd'hui. Mme Claude Giraud est l'un des piliers du mouvement traditionaliste en France ; et son journal est à la pointe du combat contre le régime maçonnique (Voir *Monde et Vie*).

GIRAUD Michel, directeur de sociétés et ancien ministre, né le 14 juillet 1929 à Pontoise (Val-d'Oise). Elu sénateur le 25 septembre 1977 et réélu le 28 septembre 1986, il fut ensuite élu député *RPR* du Val-de-Marne le 12 juin 1988 et réélu le 28 mars 1993. Les 25 juin 1995 (après la démission d'Antoine Pouillieute) et 1er juin 1997, il revint au parlement. Il est, d'ordinaire, soutenu financièrement par les trusts les plus puissants : *Bouygues, SNBLAT, Saint-Louis, Intertechnique, Cartier, Accor, Colas, Fougerolles, etc.* qui ont versé à sa caisse électorale en 1993, 769 000 F.

GIRAUDET Pierre, directeur de sociétés, né le 5 décembre 1919 à Koléa (Algérie). Il fut ingénieur des travaux publics en Algérie (1942), et, spécialiste de l'hydraulique, construisit à Orléansville des centrales hydro-électriques et irrigua des zones jusque-là improductives (1947-1954). En 1954, Pierre Giraudet eut la responsabilité des transports algériens, puis on l'affec-

ta, de 1954 à 1961, au port d'Alger. Après avoir été directeur des études et des travaux du port du Havre (1961), il devint directeur (1967), ensuite directeur général-adjoint (1971) des investissements de l'*Aéroport de Paris*, directeur général de la *RATP* (1971-1975), président d'*Air-France* (1975-1984), président de l'*Association internationale du transport aérien*. Président-directeur général de *Radar* au mois de juillet 1984, Pierre Giraudet démissionna de son poste au mois d'octobre. Il est affilié au *Siècle*.

GIROD Paul, agriculteur, président de l'Union départementale des Maires, maire de Droizy, vice-président du Sénat, né le 27 juin 1931 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Conseiller général d'Oulchy-le-Château, puis président régional de Picardie, il devint sénateur de l'Aisne le 7 mai 1978, en remplacement de Jacques Pelletier, nommé membre du gouvernement. Il fut ensuite réélu les 28 septembre 1980, les 24 septembre 1989 et 27 septembre 1998. Il est membre du *Rassemblement Démocratique et Social Européen*.

GIRY Frédéric, Pierre, enseignant, né le 2 avril 1910 à Saint-Victurien (Haute-Vienne). Il fut un des fondateurs du Syndicat général de l'Education nationale (*SGEN*), rédacteur à *Ecole et Education* à la veille de la guerre et secrétaire national du *SGEN-Premier degré* plusieurs années après la Libération (1948-1954). Après sa retraite, en Dordogne, il rejoignit le mouvement pro-immigré.

GISCARD D'ESTAING Jacques, président à la Cour des Comptes, né le 8 janvier 1929 à Paris. Auditeur (1953), conseiller référendaire (1960), conseiller-maître (1961) à la Cour des Comptes, il fut chargé de mission au cabinet du Premier ministre Michel Debré de 1959 à 1962. Ce cousin de Valéry Giscard d'Estaing devint ensuite chef du service des Départements d'Outre-Mer à la *Caisse centrale de Coopération économique* (1962), directeur général-adjoint à l'*Institut d'émission des Départements et des Territoires d'Outre-Mer* (1964), secrétaire général-adjoint de Coopération économique (1968-1969). Puis il occupa les fonctions de directeur-adjoint du cabinet du ministre de l'Education nationale Olivier Guichard (1969-1971), de directeur financier et comptable (1982-1989) et de directeur et conseiller financier de l'administrateur général au *Commissariat à l'énergie atomique*. Jacques Giscard d'Estaing présida parallèlement deux filiales du *CEA*, la *Société des mines de l'Aïr* et, en 1990, la commission des marchés d'électroniques et de télécommunication. Il a été nommé président de chambre à la Cour des Comptes en 1994. Il est affilié au *Siècle*.

GISCARD D'ESTAING Valéry, inspecteur général des finances, ancien président de la République (voir tomes précédents), ancien ministre, président du Conseil régional d'Auvergne, né le 2 février 1926 à Coblence (Allemagne). Elu député du Puy-de-Dôme le 2 janvier 1956, il fut réélu les 30 novembre 1958, 18 novembre 1962, 5 mars 1967, 23 juin 1968, 4 mars 1973. La démission de Claude Wolff lui permit de se représenter en septembre 1984 après l'interruption des sept ans élyséens. Il fut réélu député les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. « Chouchou »

des 200 Familles dont son épouse et lui font partie, il a été chaque fois aidé financièrement par les « gros » : en 1993, sa caisse électorale avait reçu 398 000 F d'une quinzaine de firmes (*BSN-Danone, Eaux de Volvic, Dumez, SOCAE,* etc.).

GOASGUEN Claude, inspecteur général de l'Education nationale, ancien ministre, adjoint au maire de Paris, né le 12 mars 1945 à Toulon (Var). Elu le 28 mars 1993, il devint député de Paris le 2 mai 1993, en tant que remplaçant du *RPR* Jacques Toubon, nommé membre du gouvernement. Il fut réélu le 1er juin 1997 et est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

GODFRAIN Jacques, cadre, ancien ministre et maire de Millau, né le 4 juin 1943 à Toulouse (Haute-Garonne). Elu député *RPR* de l'Aveyron le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Ce vieux gaulliste fut membre du fameux *SAC,* son trésorier et même le directeur de son journal, *Action civique.* Il bénéficia aussi de versements importants des firmes *Materlignes, Terres cuites, Fabre, Julien-Mercier, Sobribat,* etc. pour financer sa campagne électorale de 1993. Les précisions manquent sur les subsides de 1997.

GODIN André, ancien cadre de banque, maire de Bourg-en-Bresse (Ain), né le 18 mai 1942 à Bourg-en-Bresse. Il fut élu député *PS* de l'Ain le 1er juin 1997.

GODINO Roger, directeur de sociétés, né le 17 février 1930 à Chambéry. En tant que professeur, doyen puis administrateur, il participa d'abord à la création et à la croissance de l'*Insead,* puis il fonda un groupe de sociétés spécialisées dans le développement des entreprises, particulièrement des stations de sports d'hiver. Roger Godino administra et présida le groupe des Arcs, station de sports d'hiver qu'il avait lancée, mais en perdit le contrôle à cause des difficultés financières et climatiques. En outre, cet ex-élève de l'Eocle Polytechnique et de l'Université d'Harvard monta plusieurs sociétés mixtes franco-soviétiques, surtout d'éditions, et collabora, dans les pays de l'Est, à l'extension des sports d'hiver. Roger Godino fut, de mai 1988 à mai 1991, conseiller pour l'économie internationale du Premier ministre Michel Rocard, l'un de ses plus anciens amis, présida, de 1989 à 1991, le conseil d'administration de la Maison de France chargée de promouvoir le tourisme français à travers le monde. Ayant rejoint la *Compagnie générale des eaux* (1991), il devint président de la *SDIM* (1992), une filiale de celle-ci. Il est affilié au *Siècle.*

GOGUILLOT Roland (Roland GAUCHER), écrivain, journaliste, né le 13 avril 1919 à Paris. Il débuta dans le journalisme politique en 1949, à *Est et Ouest,* publication consacrée à l'étude du monde communiste ; il y a écrit jusqu'en 1960. Il devient alors rédacteur à *L'Auto-Journal* (1961-1965), puis à *Minute* (1965-1982). Il anime le *Crapouillot* (1990-1994), tout en dirigeant *National Hebdo* (1984-1993) ; il appartient alors à la *CGC,* le syndicat des cadres. Reprenant ses activités politiques, il est député européen *FN* de 1986 à 1989, et conseiller régional de Picardie, puis de Franche-Comté de 1992 à 1998. Ses ouvrages

principalement consacrés au communisme le place au premier rang des écrivains de la Droite nationale et populaire.

GOLDBERG Pierre, employé des Postes et conseiller régional, né le 25 août 1938 à Chouvigny (Allier). Elu député *PC* de l'Allier le 19 mars 1978, il fut réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 malgré la manne « capitaliste » (*SOGEA, Miro, Colas, Maillard et Duclos,* etc.) qui était tombée dans sa caisse électorale : 308 000 F.

GOLDBERG Serge, né en 1927. D'abord affecté au service des études et des recherches pour la circulation au ministère des Travaux publics (1958), il fut ensuite directeur à l'*Office national de la sécurité routière.* Serge Goldberg dirigea les études générales à l'*Institut d'aménagement* (1960-1967), devint directeur de la mission d'aménagement de la ville nouvelle Trappes-La Queue-les-Yvelines (1969) et responsable de la direction de celle-ci (1971-1978). Puis il fut chargé de mission au ministère de l'Environnement à compter de 1979, assura, de 1983 à 1989, le secrétariat international du projet *Habitat et Urbanisme des pays en voie de développement.* Au mois d'août 1983, Serge Goldberg prit la suite de Paul Delouvrier comme responsable du parc de la Villette. Il est affilié au *Siècle.*

GOLIAS est, depuis quelques années, la revue la plus agressive des « *rouges chrétiens* » à l'égard des traditionalistes de l'Eglise catholique et de la droite nationale et populaire. Bien que tenue en marge par la grande majorité des autorités religieuses françaises, par prudence, elle exerce une pression, voire un chantage permanent sur les prélats auxquels elle a consacré tout un dictionnaire hypocritement impartial. Techniquement bien faite, elle attire les catholiques, surtout les prêtres, dont la foi en l'Eglise romaine est chancelante. En d'autres temps, elle aurait subi le sort du *Sillon* de Marc Sangnier. *Golias Belgique* fait chez nos voisins le même travail de sape qu'en France.

GOLLNISCH Bruno, Jean-Jacques, Marie, universitaire. Né le 28 janvier 1950 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Marié le 24 octobre 1981 à une jeune Japonaise, Setsuko Takeuchi (qui lui a donné trois enfants) — ce qui coupe court à tout reproche de racisme, généralement formulé contre les nationaux par la gauche. Il fit ses études à l'Institut Politique de Paris, est diplômé des Langues orientales et docteur en droit. Lecteur à l'Institut de droit comparé de l'université de Paris, chargé de cours de droit des pays de l'Extrême-Orient (1975-1980), maître-assistant à la faculté de droit de l'université de Metz (1980-1981), professeur des facultés des lettres (japonais, juridique et économique) (depuis (1981), doyen de la faculté des langues de l'université de Lyon (Lyon III) (1982-1986), ancien secrétaire général du Centre d'études et de recherches de défense d'aujourd'hui (Cerda), ancien député *FN* du Rhône, secrétaire de l'Assemblée nationale (1986-1988), élu le 18 juin 1989 au Parlement européen, réélu le 12 juin 1994 et le 13 juin 1999. Il est, en outre, conseiller régional de Rhône-Alpes, secrétaire général (depuis 1995) du *Front national.* Il est l'auteur d'un livre sur le Japon et l'Occident.

Un magazine bien fait, mais qui fait peur à l'épiscopat.

GOMEZ Alain, directeur de sociétés, né le 18 octobre 1938 à Paris. Ancien militant d'extrême-droite, il co-fonda le *Ceres* avec ses amis de *Patrie et Progrès,* Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane. Membre de la *SFIO* en 1964, puis du *PS,* Alain Gomez, quoique inspecteur des finances (1965), accomplit l'essentiel de sa carrière dans le privé. Il fut directeur-adjoint (1970), ensuite directeur financier (1971-1972) de *Saint-Gobain,* directeur général de la *Société générale pour l'emballage* (1972), président-directeur général de *Saint-Gobain Desjonquières* (1973), président-directeur général de *Saint-Gobain Emballage* (1974), président-directeur général de la *Société générale pour l'emballage* (1977). A l'arrivée de la gauche au pouvoir, Alain Gomez devint président-directeur général de *Thomson-Brandt,* un groupe nationalisé qui se scinda en *Thomson SA* et *Thomson CSF.* Il occupa ce poste jusqu'en 1996. Il est affilié au *Siècle.*

GORCE Gaëtan, administrateur civil, né le 2 décembre 1958 à Luzy (Nièvre). Il fut élu député *PS* de la Nièvre le 1er juin 1997.

GOUGENHEIM Jacques-Henri, directeur de sociétés, né le 19 novembre 1932 à Paris. De 1954 à 1960, commissaire de la marine nationale, il rejoignit ensuite le groupe d'assurances *UAP* et y occupa les postes d'attaché (1960), de directeur financier (1968), de directeur général chargé des investissements (1971), de directeur général (1972-1984). Puis Jacques-Henri Gougenheim fut directeur général de la banque *Worms,* liée à l'*UAP,* jusqu'en 1987, vice-président-directeur général de l'*UAP* de 1987 à 1991, président du conseil de surveillance d'*UAP International* de 1991 à 1993. Il accéda, au mois de décembre 1992, à la présidence du comité de direction générale de la banque *Worms,* au mois de mai 1993 à la présidence de celle-ci. Depuis le mois de décembre 1991, Jacques-Henri Gougenheim est aussi contrôleur général du comité exécutif de l'*UAP* (absorbée par *Axa*), et, depuis le mois de juillet 1995, président du conseil d'administration de la compagnie d'assurances britannique *Sun Life.* Il est affilié au *Siècle.*

GOULARD François, directeur général de banque et conseiller général, né le 21 septembre 1953 à Vannes (Morbihan). Elu député *UDF* du Morbihan le 1er juin 1997, il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

GOURDON Alain, conseiller à la Cour des Comptes, né le 16 octobre 1928 à Paris. Auditeur à la Cour des Comptes en 1953, il fut secrétaire du comité des hauts-fonctionnaires à la *CED* (1954), expert auprès du gouvernement cambodgien (1957-1960), conseiller à la cour suprême du Maroc (1961-1963), consultant de l'*OCDE* (1964). Ce socialiste ne négligea pas la politique pure. Il occupa le poste de rédacteur en chef du bulletin mendésien *l'Information Radicale-Socialiste* (1955), siégea, de 1967 à 1971, au bureau politique de la *Convention républicaine* de François Mitterrand, son ami de longue date, vice-présida la commission de contrôle du *PS.* Il se présenta aussi aux élections législatives de 1967 et de 1968 sans succès. De 1981 à 1984, Alain Gourdon fut administrateur de la *Bibliothèque Nationale.* Il présida également la *Mission laïque française,* dont la gestion fut « épin-

glée » par la Cour des Comptes (1984), et eut la charge d'étudier la mise en place des principales mesures à prendre en faveur des Français résidant à l'étranger (1991). Sous le pseudonyme de Pierre Cheverny, Alain Gourdon publia plusieurs ouvrages souvent virulents, dont *Eloge du colonialisme, Sexologie de l'Occident,* et une biographie de François Mitterrand. Il est affilié au *Siècle.*

GOURINARD Pierre, professeur d'histoire, né le 6 février 1936 à Alger, de parents du Vivarais et du Limousin installés en Algérie en 1882 et 1895. Ce docteur ès lettres étudie particulièrement l'histoire du sentiment royaliste et du nationalisme en France aux XIXe et XXe siècles, ainsi que l'histoire de l'Algérie française. Il a d'ailleurs publié de nombreuses études sur ces sujets dans *l'Algérianiste, Aspects de la France, l'Action Française Hebdo, Itinéraires* et *Découvertes.* Il est l'auteur de *Maurras et l'influence de l'Action Française sur l'élite roumaine, L'Action Française en Algérie, 1918-1942* ou encore *Les royalistes français devant la France dans le monde, 1820-1859.*

GOURIOU Alain, professeur, conseiller général, né le 25 août 1941 à Lannion (Côtes-d'Armor) dont il est devenu maire. Il fut élu député *PS* des Côtes-d'Armor le 1er juin 1997.

GOUSTAT André, cadre, né le 18 mai 1935 à Mauzac (Dordogne). Agent de maîtrise, puis cadre nommé directeur de la Chambre de commerce de Bergerac en 1980. Maire *DVD* de Mauzac, ce chasseur, petit-fils de chasseur, préside le *Syndicat national des chasseurs* depuis 1985. Il a conduit la liste européenne *Chasse, pêche, nature et tradition* aux élections européennes de juin 1989 : elle défendait le droit à la chasse traditionnelle contre les directives de Bruxelles. Le mouvement a présenté des listes aux élections depuis 1992 qui ont connu un certain succès, en particulier en Aquitaine. André Goustat a conduit celle de Dordogne et est devenu vice-président du Conseil régional.

GOUYOU-BEAUCHAMP Xavier, haut-fonctionnaire, né le 25 avril 1937 à Paris. Alors qu'il était depuis 1964 directeur de cabinet du préfet de la région Centre, Edgar Faure le remarqua et en fit son attaché de presse au ministère de l'Agriculture (1966-1968), puis son chef-adjoint de cabinet au ministère de l'Education nationale (1968-1969). Cet énarque devint ensuite chargé de mission (1969-1970) de Valéry Giscard d'Estaing, puis conseiller technique de celui-ci pour l'information (1971-1974). Valéry Giscard d'Estaing, élu président de la République, Xavier Gouyou-Beauchamp occupa successivement les postes de conseiller technique au secrétariat de la Présidence, de chef du service de presse et de porte-parole de l'Elysée. « Remercié » parce que jugé trop effacé, Xavier Gouyou-Beauchamp obtient néanmoins tour à tour les fonctions de préfet de l'Ardèche (1976-1977), de président-directeur général de la *Sofirad* (1977-1981), de président de la *Compagnie française de télévision* (1981-1984). En 1986, François Léotard lui confia le soin de préparer la loi sur la privatisation de l'audiovisuel. Quoique celle-ci eut été « mal ficelée », Xavier Gouyou-Beauchamp fut nommé président de *Télé-Diffusion France* et le resta jusqu'en 1992. Il présida égale-

ment, de 1987 à 1992, l'*Association des organismes de radiodiffusion et de télévision*, en 1992 la *Sofipost*, filiale de la Poste, et, en 1996, *France-Télévision*. Il est affilié au *Siècle*.

GOUZES Gérard, avocat, conseiller général et maire de Marmande, né le 5 juin 1943 à Tlemcen (Algérie). Elu député *PS* de Lot-et-Garonne le 21 juin 1981, il fut réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 par le gaulliste Georges Richard, bien qu'il ait été pourvu du « nerf de la guerre » plus largement que son adversaire.

GRASSET Bernard [1], préfet de région honoraire, né le 23 décembre 1933 à La Rochelle (Charente-Maritime). Il fut élu député *PS* de Charente-Maritime le 1er juin 1997.

GRECE. Le Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne (*GRECE*) a été fondé en 1976. Sa naissance a suscité de vives polémiques avec les traditionalistes qui l'accusèrent d'être antichrétien. Lentement, les partisans de *GRECE* ont été accueillis par la Droite nationale, dont le *FN*, en raison de leurs connaissances et de leur détermination (*GRECE*, 99-103, rue de Sèvres, 75006 Paris).

GRÉGOIRE Michel, technicien agricole, conseiller général et maire de La Roche-sur-le-Buis, né le 27 octobre 1956 à Lyon (Rhône). Il fut élu député *PS* de la Drôme le 1er juin 1997.

GREMETZ Maxime, métallurgiste, né le 3 septembre 1940 à Canchy (Somme). Elu député *PCF* de la Somme le 19 mars 1978, il fut réélu les 16 mars 1986, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. En 1993, le communiste Gremetz avait sauvé son siège de justesse : son principal concurrent, le radical-socialiste Jean Bouly, présenté par l'*UDF*, ayant obtenu 49,67 % des voix.

GRIGNON Gérard, professeur d'éducation physique et sportive, et conseiller général, né le 16 avril 1943 à Saint-Pierre (Saint-Pierre-et-Miquelon). Elu député *UDF* de Saint-Pierre-et-Miquelon le 7 décembre 1986 (en remplacement d'Albert Pen, élu sénateur), il fut réélu les 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

GRILLOT Louis, éleveur, vice-président du Conseil général et maire de Censerey, né le 18 avril 1932 au Creusot (Saône-et-Loire). Devenu sénateur de Côte-d'Or le 26 février 1998 à la suite du décès de Bernard Barbier, il fut réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants*.

GRIMAULT Hubert, né le 7 mai 1929 à Chemille (Maine-et-Loire). Elu député *UDF* de Maine-et-Loire le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. L'appui financier (285 000 F) de diverses grosses sociétés (*SAUR, Bouygues, Thermic Anjou*, etc.) facilita sa victoire contre le socialiste Jean-Claude Boyer, qui n'avait reçu aucune aide « capitaliste ».

GRISCELLI Claude, professeur, né le 2 mars 1936 à Rabat (Maroc). Il fut assistant de psychologie à la faculté de médecine de Paris (1964-1967), avant de travailler dans des hôpitaux new-

1. Ne pas confondre avec l'éditeur Bernard Grasset, disparu depuis de longues années.

yorkais. Devenu chef de clinique (1968), Claude Griscelli fut professeur agrégé de pédiatrie et de génétique à *René Descartes,* médecin à l'hôpital *Necker* et, en 1993, conseiller technique du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Fillon. Depuis 1978, il est chef du service de l'immunologie pédiatrique à l'*Inserm,* depuis 1981 professeur titulaire de pédiatrie et de génétique médicale. Claude Griscelli préside le *Centre international de l'enfance* et le *Conseil technique de l'Assistance Publique.* C'est un affilié au *Siècle.*

GROSSETÊTE Françoise, Denise, professeur de droit, née le 17 mai 1946 à Lyon, fille de l'homme d'affaires Louis Viviez-Castel, elle appartient au *Parti républicain* dans la Loire et préside le *Club Perspectives et Réalités* de Saint-Etienne. Elue conseiller municipal de Saint-Etienne et conseiller régional de Rhône-Alpes, elle est députée européenne (liste *Union pour l'Europe*) et milite pour la *Démocratie libérale.*

GROSSU Sergiu, ancien journaliste et écrivain, né le 14 novembre 1920 à Cubolta, en Roumanie. Refusant la dictature communiste, il a créé *L'Armée du Seigneur,* mouvement orthodoxe illégal, ce qui lui valut une peine de douze ans de prison en 1959, qu'une amnistie interrompit en 1962. Réfugié en France avec son épouse Nicole Valéry en 1969, ils ont été naturalisés français en 1976. Ils ont poursuivi leur lutte pour la défense des chrétiens de l'Est persécutés et des droits religieux, en créant le mensuel *Catacombes,* les *Editions des Catacombes,* les associations *La Chaîne* et *Action évangélique pour l'Eglise du Silence.* Ils ont aussi signé de nombreux ouvrages parmi lesquels *Catacombes 1973. Almanach de l'Eglise du Silence, Derrière le rideau de bambou, De Mao Tsé-toung à Fidel Castro, Le calvaire de la Roumanie chrétienne* ou encore *Les Enfants du Goulag.*

GRUILLOT Georges, docteur vétérinaire, président du Conseil général et maire de Vercel, né le 14 août 1931 à Bretenière (Côte-d'Or). Elu sénateur du Doubs le 4 septembre 1988, en remplacement de Robert Schwint, élu député, il fut réélu les 24 septembre 1989 et 27 septembre 1998. Il est affilié au *RPR* dont il est un personnage influent.

GRZEGRZULKA Odette, fonctionnaire, née le 1er mars 1947 à Paris. Elle fut élue député *PS* de l'Aisne le 1er juin 1997.

GUEDEL Tony, journaliste au *Cri du Peuple,* puis collaborateur de *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

GUADELOUPE 2000 MAGAZINE. Revue créée par Yves Bormet, en 1970, pour promouvoir la civilisation française aux Antilles (BP 807, 97174 Pointe-à-Pitre Cedex).

GUD, Groupe Union Défense. Né au sein du mouvement de droite de la faculté de Paris II-Assas. Privé de local par l'autorité, il n'en existe pas moins, toujours actif.

GUEBRIANT Loïk (de), directeur de journal, né le 12 décembre 1954 à Craon. Il débuta dans la presse en 1980 : *le Haut Anjou* fut son premier journal. Il dirige aujourd'hui une presse saine et vivante : *le Courrier de*

la Mayenne, le Journal de Vitré, Haut-Anjou et *Hebdo-Vendée.*

GUÉDON Louis, pharmacien biologiste, conseiller général, né le 28 novembre 1935 aux Sables-d'Olonne (Vendée), dont il est devenu maire. Elu député *RPR* de Vendée le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

GUÉRINI Jean-Noël, président du Conseil général et conseiller municipal de Marseille, né le 1er janvier 1951 à Calenzana (Haute-Corse). Il a été élu sénateur des Bouches-du-Rhône le 27 septembre 1998 et est membre du groupe *socialiste.*

GUIBAL Jean-Claude, expert en économie des transports et maire de Menton, né le 13 janvier 1941 à Ajaccio (Corse-du-Sud). Il fut élu député *RPR* des Alpes-Maritimes le 1er juin 1997. Sa caisse électorale était bien remplie : battu en 1993, il avait empoché alors 543 000 F de plusieurs sociétés industrielles ou financières (*SPIE immo, Center Palace, Bureau Véritas, Campenon Bernard,* etc.). Combien, en 1997 ?

GUICHARD Alain, journaliste, né le 21 octobre 1917 à Saint-Etienne. Il collabora au *Courrier de Paris* (1945-1946), à *l'Aube* (1946-1951), devint, en 1953, rédacteur du service économique du *Monde,* puis, en 1957, du service politique. Alain Guichard fut administrateur de la société de rédacteurs (1971-1973), longtemps correspondant du *Journal de Genève,* vice-présida (1973-1975) et présida (1979) l'*Association syndicale professionnelle des journalistes parlementaires,* vice-présida (1978) et présida (1983) l'*Association française des journalistes catholiques.* Il occupa aussi des postes dans les cabinets ministériels de Prigent, Schumann, Buron (1946, 1963). Alain Guichard fut l'un des administrateurs du groupe *Casino* (1972), groupe qu'avait co-fondé son père Georges. Il a publié plusieurs ouvrages. C'est un affilié au *Siècle.*

GUICHON Lucien, agent commercial et maire d'Oyonnax (Ain), né le 9 février 1932 dans cette ville. Appelé le 20 septembre 1986 à remplacer Jacques Boyon, nommé membre du gouvernement, il fut ensuite élu député *RPR* de l'Ain le 12 juin 1988 et réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

GUIGOU Elisabeth, haut-fonctionnaire, née **VALLIER,** le 6 août 1946 à Marrakech (Maroc) . Membre de la *Convention des Institutions Républicaines* en 1964, membre du *PSU* en 1971, membre du *PS* en 1974, elle fut la première femme affectée à la direction du Trésor Public (1974), puis attaché financier à Londres (1978-1981), chef du service des Etats d'Europe, d'Amérique et d'Asie à la direction du Trésor Public (1981-1982). Devenue l'un des conseillers du ministre des Finances Jacques Delors, cette socialiste à chaux et à sable occupa ensuite, aux côtés de Jacques Attali, le poste de conseiller du président de la République, François Mitterrand, jusqu'en 1988. De 1985 à 1990, elle assuma d'autre part la fonction de secrétaire général du *Comité interministériel pour les coopérations économiques européennes,* et, de 1988 à 1990, celle de chargé de mission toujours auprès de François Mitterrand. Elisabeth Guigou fut ministre délégué aux Affaires étrangères, du mois d'octobre 1990 au mois de mai 1993. Depuis 1992, elle est conseiller

régional *PS* de la région PACA, depuis 1994, député européen présidente de la délégation socialiste, et elle préside, depuis le mois de juillet 1993, l'*Association Femmes d'Europe*, depuis 1994 l'*Association Europartenaire*. Elisabeth Guigou participa, au mois d'octobre 1991, à la rencontre annuelle de la *Grande Loge de France*, présida, au mois d'octobre 1992, l'*Organisation mondiale des femmes soinistes* (*Wizo*) et mena, la même année, la campagne pro-Maastricht du *PS*. C'est une affiliée au *Siècle*.

GUILHAUME Gaston, né le 27 mars 1922 à Lyon. Membre de l'association *Les Goliards réunis* et de *Droits et Libertés dans les Eglises*, il est un des signataires de l'*Appel aux catholiques du groupe « Ministères »*. Il collabore aux revues *Droits et Libertés dans l'Eglise*, *Golias* et *Le Sida révélateur*. Ce *« rouge chrétien »* critique ouvertement le Saint Père et Rome en général, *Le Nouveau Catéchisme de l'Eglise catholique*. Il jette aux orties aussi bien l'encyclique *Veritatis splendor* que les interventions du pape, notamment la condamnation de Mgr Gaillot. Ce chrétien de gauche a signé la *Charte de Partenia* et le *Manifeste de la Coordination pour les Libertés dans l'Eglise*.

GUILLAUME François, agriculteur, né le 19 octobre 1932 à Ville-en-Vermois. Exploitant d'une ferme de 112 ha, il fut président du *Centre des jeunes agriculteurs* de Meurthe-et-Moselle (1957), secrétaire-adjoint (1963), puis président (1964-1968) du *Centre national des jeunes agriculteurs*. François Guillaume présida également la *Fédération départementale des Syndicats d'exploitants agricoles* de Meurthe-et-Moselle (1971-1974), remplit d'importantes fonctions au sein de la *FNSEA*, où il fut secrétaire-adjoint (1971-1975), secrétaire général (1975-1979), président (1979). Membre du *Conseil économique et social européen* (1972), vice-président (1974) et président (1980) du *CES*, président du *Fonds de promotion des produits agricoles et alimentaires* (1981), François Guillaume présida *Saint-Hubert Industrie laitière* jusqu'en 1990, date à laquelle, en opposition avec Michel Debatisse, il démissionna. Ce fils d'agriculteurs démocrates-chrétiens fut aussi administrateur de la *Banque française du Commerce extérieur* (1979), administrateur de *Pont-à-Mousson* (1981), député au Parlement européen (1989). Il est depuis 1979 administrateur de la *Caisse nationale du Crédit agricole*, et, depuis 1993, député *RPR* (hostile au traité de Maastricht) de Lunéville. C'est un affilié au *Siècle*.

GUILLEMIN Henri, universitaire, né le 19 mars 1903 à Mâcon et décédé le 4 mai 1992. Il a commencé son combat au *Sillon* de Marc Sangnier avant 1914 et s'est dévoué pour le *FLN*. Farouchement opposé à Jean-Paul II, il s'emploie à réviser la théologie. Il est l'auteur d'une cinquantaine d'ouvrages, parmi lesquels *L'Affaire Jésus*, *La Parole libératrice*, *Jeanne dite Jeanne d'Arc*, *Histoire des catholiques français au XIXe siècle*, ainsi que de deux autobiographies intitulées *Le Cas Guillemin* et *Une certaine espérance*. On retrouve aussi sa signature dans *Parcours* et *Golias*.

GUILLET Jean-Jacques, chef d'entreprise et conseiller régional, né le 16 octobre 1946 à Clichy (Hauts-de-Seine). Elu député *Non inscrit* des

Hauts-de-Seine le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

GUINCHARD-KUNSTLER Paulette, formatrice aux relations avec les personnes âgées, née le 3 octobre 1949 à Reugney (Doubs). Elle fut élue député *PS* du Doubs le 1er juin 1997.

GUTTMAN Francis, directeur de sociétés, né le 4 octobre 1934 à Paris. Chargé de mission au quai d'Orsay de 1951 à 1957, ce neveu par alliance de Charles De Gaulle fut membre de la délégation française du *CES* des Nations unies, et de la délégation qui négocia le traité de Rome. Peu après, il occupa les postes de conseiller, puis de secrétaire général (1963) au trust *Péchiney* et aux *Bauxites de Guinée,* de président d'*Alucam,* de directeur du département chimie de *Péchiney Ugine Kulhman,* de président des *Produits chimiques Ugine Kulhman,* de chargé des affaires sociales au comité directeur de ce groupe (1976-1978), de directeur de la *Croix Rouge française* (1980), de chargé de mission au Liban après l'explosion de l'immeuble Drakkar (1982). Candidat en Seine-Maritime du *Mouvement des Démocrates* à l'élection législative, Francis Guttman ne fut pas élu, mais Claude Cheysson le plaça néanmoins, quoique non-diplomate, à la tête du secrétariat général du quai d'Orsay. Ambassadeur à Madrid (1985), il assuma ensuite la présidence de *GDF* (août 1988-août 1993) et celle de l'*Institut français du pétrole* (septembre 1993). C'est un affilié de poids du *Siècle.*

GUYARD Jacques, maître de conférences et ancien ministre, né le 19 novembre 1937 à Paris. Elu député *PS* de l'Essonne le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Ce socialiste émarge volontiers aux caisses patronales : en 1993, il reçut d'elles 180 000 F dont 30 000 F de *SERARE.*

GUY-QUINT Catherine, députée européenne, née le 1er septembre 1949 à Poitiers (Vienne). Elue députée européenne en 1999 sur la liste socialiste.

H

HAAS Pierre, banquier, né le 17 février 1940 à Paris. Ce diplômé de l'*Ecole des Sciences Politiques* et de l'Université d'*Harvard* effectua la plus grande partie de sa carrière à la *Banque de Paris et des Pays-Bas.* Il y fut directeur-adjoint (1965), directeur (1968), directeur délégué (1978-1982), président-directeur général de *Paribas International* (1979-1985), administrateur de *Paribas-Suisse,* cochairman de *Backer Warburg Paribas Group* à New York, conseiller du président-directeur général du Comité exécutif du groupe et de la banque (1982-1984), vice-président de la *Banque Ottomane* (1983-1991). Pierre Haas occupa également les fonctions de président de *Power Corporation International Ltd Bermude,* d'administrateur de la *Compagnie continentale France,* de *Cepinter,* d'*Educinvest,* de censeur de *Parfinance SA,* de conseiller du groupe *Pargessa-Bruxelles-Lambert,* de consultant de *Finagrain.* Il est affilié au *Siècle.*

HACHETTE FILIPACCHI. Groupe de presse dont Gérald de Roquemaurel est le P.-D.G., qui publie ou contrôle *Paris-Match, le Journal du Dimanche, Télé 7 jours, TV Hebdo, France-Dimanche, le Journal de Mickey, Ici Paris, Nice-Matin, Corse-Matin,* etc. (149-151, rue Anatole-France, 92500 Levallois-Perret).

HADAS-LEBEL Raphaël, directeur de sociétés, né le 24 octobre 1940 à Tlemcen (Algérie). Diplômé de la *Harvard Business School* et major de sa promotion à l'*Ecole Nationale d'Administration* (1967), il entra au Conseil d'Etat. Ce fils du Grand Rabbin de Tlemcen, puis de Sélestat, fut membre du cabinet des Premiers ministres Pierre Mesmer (1972-1974), Jacques Chirac (1974-1976), Raymond Barre (1976-1981). Lorsque la gauche prit le pouvoir, il rejoignit *Elf-France* et y fut, de 1984 à 1994, secrétaire général et membre du comité exécutif. Promu au mois de janvier 1994 directeur général de *France 2* par son ami Jean-Pierre Elkabach, Raphaël Hadas-Lebel préside, en outre, depuis 1987, le conseil d'administration du Conservatoire de musique de Paris, depuis 1991, la commission juridique du

CNPF, depuis la fin de 1994 le *Conseil supérieur de la musique*. Il est également maire-adjoint de Bois-le-Roi, professeur à l'*Ecole des Sciences Politiques*, trésorier de l'*Institut Aspen-France* (filiale de l'*Institute for Humanistie Studies of Washington*), chroniqueur à *l'Express* et à *Commentaires*. Raphaël Hadas-Lebel co-rédigea un ouvrage sur les institutions politiques françaises, avec Bernard Tricot. C'est un influent affilié du *Siècle*.

HAENEL Hubert, magistrat, membre du Conseil d'Etat, premier vice-président du Conseil régional d'Alsace, maire de Lapoutroie, secrétaire du Sénat, né le 20 mai 1942 à Pompey (Meurthe-et-Moselle). Ancien ouvrier forestier, postier, il fut licencié en droit et major de l'Ecole de la Magistrature. Il appartint au cabinet du secrétaire d'Etat Paul Dijoud (1973) puis à celui du ministre André Jarot (1974). Il présida le Conseil supérieur de la magistrature. Elu sénateur du Haut-Rhin le 28 septembre 1986, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR*.

HAGE Georges, professeur honoraire d'éducation physique, né le 11 septembre 1921 à Douai (Nord). Elu député *PC* du Nord le 11 mars 1973, il fut réélu les 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

HALEVY Daniel, écrivain, né le 12 décembre 1872, mort le 8 février 1962. Très intéressé par le mouvement ouvrier, ayant découvert Proudhon à la lecture de sa *Revue socialiste*. Ayant déjà participé à l'aventure du *Banquet* (1892-1893), il collabora à la *Revue Blanche* et à la *Revue de Paris*. Il fréquenta les milieux socialistes dès 1896 ainsi que la *Société d'aide fraternelle et d'études sociales* où se retrouvaient des ouvriers et des étudiants. Convaincu de l'innocence du capitaine Dreyfus, il fréquenta alors Lucien Herr, Louis Havet et Emile Duclaux. Mais avec les excès dreyfusards, il se détacha du fameux *syndicat* et accepta, sous l'influence de Georges Deherme, de faire des conférences au Faubourg Saint-Antoine (1898) et s'intéressa à l'éducation du monde ouvrier. Il participa à la fondation de l'Enseignement mutuel dans le XVIIIe arrondissement de Paris. A la même époque, il écrivit ses *Essais sur le mouvement ouvrier en France*, fortement inspiré par Proudhon, se faisant à la fois historien du mouvement ouvrier et apologiste du militant. A la tête de *La Correspondance*, organe de l'*Union pour la vérité*, il mena une sérieuse enquête sur le syndicalisme paysan dans le Bourbonnais. Son évolution se poursuivit vers la droite populaire après la guerre : elle apparut nettement dans ses *Cahiers verts* et dans ses œuvres, notamment *La République des ducs* (1937). Ce proudhonien fut mal accueilli par les libéraux et les conservateurs de l'Académie française qui rejetteront sa candidature en 1953 et 1954. Entre-temps, il avait collaboré à *Je suis partout*, devenu la bête noire des résistantialistes. De son union avec Marianne Vaudoyen (1880-1968), il eut trois enfants. L'ancien ministre socialiste Pierre Joxe est son petit-fils.

HAMBLENNE Jean-Pierre, professeur de religion, né le 8 août 1953 à Namur, en Belgique. Il fonda en 1974 *Altaïr*, revue de poésie de la droite

nationaliste et dirige aujourd'hui les éditions *Altaïr*. Il a collaboré à de nombreuses revues, a signé des recueils de poèmes, ainsi que les ouvrages religieux *Itinéraire vers la ville au bout du temps* et *Le Rosaire biblique*, l'anthologie *Trente-cinq poètes chantent Robert Brasillach*, les recueils de nouvelles *En attendant de vos nouvelles* et *En attendant de vos nouvelles II*. Il est en outre l'auteur de livres sur l'histoire des chemins de fer belges. Il s'intéresse à la chouannerie en Belgique durant l'occupation française et à la vie de Paul Déroulède.

HAMEL Gérard, chef d'entreprise et maire de Dreux, né le 20 février 1945 à Sourdun (Seine-et-Marne). Elu député *RPR* d'Eure-et-Loir le 28 mars 1993 — avec 105 voix de plus que Marie-France Stirbois, *Front National*, suffrages recrutés à gauche —. Il avait été richement pourvu par une soixantaine de « gros » de la région (depuis la *Banque Hieaux* et les *Moulins de Chérisy* jusqu'aux *Transports Herbert, Bouygues* et *Beaufour*). Il fut plus aisément réélu le 1er juin 1997.

HAMICHE (Publications Daniel). Le groupe légitimiste Daniel Hamiche fait paraître *Communication et Tradition* (22, rue Didot, 75014 Paris) et *Royal Hebdo*, dont Yves-Marie Adeline écrit souvent l'éditorial.

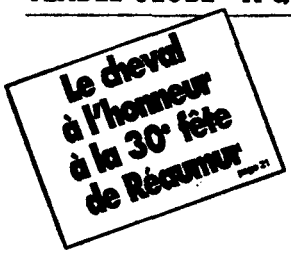
HAMMEL Francis, directeur de centre de formation professionnelle agricole, né le 11 décembre 1950 à Saint-Valéry-sur-Somme. Il fut élu député *PS* de la Somme le 1er juin 1997.

HAMON Léo, (né LEW GOLDENBERG), avocat, né le 12 janvier 1908 à Paris. Pendant l'Occupation tour à tour responsable des groupes *Combat* et *Résistance*, il changea de patronyme par décret du 24 décembre 1965. Membre du *MRP* en 1945, sénateur de la Seine de 1946 à 1958, Léo Hamon fut exclu de son parti pour avoir voté contre la Communauté européenne de défense (1954) ; il rejoignit alors le *Parti de la Jeune République*. Il participa en 1958 à la fondation de l'*Union Démocratique du Travail* (qui rallia le Gaullisme), fut député de l'Essonne (1968), puis successivement secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre et chargé de la Participation et de l'Environnement. Ensuite, Léo Hamon créa le *Mouvement d'initiative républicaine et socialiste*, mouvement bientôt rallié à François Mitterrand, prit part, sur la liste socialiste *Paris pour tous*, à l'élection municipale parisienne de 1983. Il fut le père du club *Notre Présence*, présida le comité de réflexion sur le programme de l'*Association des démocrates* de son ami Lionel Stoléru. C'est un affilié au *Siècle*.

HASCOET Guy, technicien supérieur né le 29 février 1960 au Mans (Sarthe). Il se fit connaître comme militant vert très actif au sein d'associations écologistes contrôlées par la Gauche. Vice-président du Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (1992) et député de Roubaix, Guy Hascoët fut l'un des maîtres-d'œuvre de l'accord *Vert-PS* (1997). Durant l'été 1999, il créa son propre courant, « *Dynamiques* », et, s'éloignant de Dominique Voynet, se rapprochait de Noël Mamère, au mois de mars 2000, la Fondation René-Dumont, organisme dont le but est de « *structurer une capacité de réflexion chez les* Verts ». Le Premier ministre Lionel Jospin le promut ministre délégué à l'Economie Solidaire au mois de mars 2000.

VENDÉE GLOBE - À QUATRE MOIS DU DÉPART, TOUT SE PRÉSENTE BIEN

page 6


Le cheval à l'honneur à la 30e fête de Réaumur
page 21

Hebdo Vendée

N° 2509-53 du vendredi 14 juillet 2000 - 7 F (1,07 euro) - Tél. 02 51 92 94 00 - Fax. 02 51 67 24 19.

Maison de la Vie Rurale
15 juillet à partir de 15h
Battages à l'ancienne, Jeux et Danses
Repas de batterie
15 et 16 juillet à 21h30
Spectacle
Entre St Michel Mont Mercure et Boulogne (D75)
85700 POUZAUGES Tél. 02 51 57 77 14

LE MAIRE DES HERBIERS RÉAGIT AUX INTENTIONS QU'ON LUI PRÊTE

«Il n'a jamais été question de faire venir des travailleurs du Maroc»

page 5

ALERTE SUR LA SÈVRE NANTAISE ET LE PETIT LAY

Activité économique dynamique et qualité de l'eau ne font pas bon ménage

page 3

Les Herbiers
L'enquête publique sur le POS est lancée
Que faire cet été ? p. 9

Beaurepaire
Les Landes/Saint-Martin remportent le 1er interclochers p. 9

Mortagne-sur-Sèvre
Le tri sélectif arrive bientôt p. 10

Saint-Laurent-sur-Sèvre
Un stage avec Mireille Nègre, danseuse étoile p. 11

Treize-Vents
180 membres de la famille Caillaud réunis p. 11

Chambretaud
La Maison de la Mariée est à la noce p. 12

Saint-Prouant
5000 allumés aux «Feux» p. 17

Chauché
La société Aubret poursuit sa lancée sur Internet p. 20

Montaigu
La ville se met en ligne p. 20

Les Essarts
Belle photo de famille dans la rue des Bouchauds p. 25

LES ESSARTS

Pari gagné pour l'association équestre

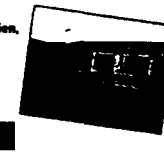
Les membres de la toute jeune association des meneurs et cavaliers randonneurs (AMCR) organisaient samedi 8 juillet leur première manifestation sur le parc du Manoir. Le programme était varié, le public présent, que demander de plus?

page 24

UNE MAISON BOIS, UNE MAISON A VIVRE

Guérin Brémaud

Une isolation thermique et phonique exceptionnelle,
Du bardage bois de toutes les couleurs avec un minimum d'entretien,
Un gage de solidité dans le temps,
Une solution écologique pour un bien-être assuré,
Une rapidité d'exécution, des matériaux innovants,
Une décoration intérieure personnalisée.



BEAUREPAIRE
Tél. 02 51 66 65 72

Constructeur Bois, Charpente, Menuiserie

HAUPT Jean, traducteur, né le 8 mars 1914 à Oran, mort le 9 mars 1988 à Lisbonne, où il était le traducteur du président Oliveira Salazar. Auteur de *Procès de la Démocratie,* ce proche de Jacques Ploncard d'Assac et de Henry Coston — il collaborait à la fin de sa vie à *Lectures Françaises* — avait fondé une publication à Lisbonne, *Découvertes,* qui parut de février 1964 à la révolution des œillets en 1974.

HAUT Claude, directeur territorial, conseiller général et maire de Vaison-la-Romaine, né le 22 décembre 1944 à Beaumes-de-Venise (Vaucluse). Elu sénateur du Vaucluse le 24 septembre 1995, il a vu son élection invalidée par le Conseil Constitutionnel le 3 mai 1996, mais il fut réélu le 23 juin 1996. Il est membre du groupe *socialiste.*

HAUT-ANJOU. Les 32 000 exemplaires hebdomadaires de ce journal sont diffusés dans le département de la Mayenne. Il est animé par Loïk de Guébriant — déjà directeur du *Courrier de la Mayenne* — et Yannick Mahier, rédacteur en chef (24, rue Chevreuil, 53200 Château-Gontier).

HAUTE-SAINTONGE (La). Journal hebdomadaire charentais dirigé par Bernard Lévêque, auprès de qui Nicole Bertin dirige la rédaction (26, boulevard Denfert-Rochereau, 17500 Jonzac).

HAVAS. (Ce groupe a fait l'objet de précisions dans nos précédents *Dictionnaires.* Nous donnerons dans cette notice un complément d'actualité). Véritable trust de presse, *Havas* contrôle : *Courrier international, l'Expansion, la Vie Financière, l'Entreprise, la Lettre de l'Expansion, l'Etudiant, l'Express, Lire, la France agricole* et divers périodiques de la terre, le groupe *LSA, le Moniteur des travaux publics et du bâtiment* et une foule de publications techniques, *l'Usine nouvelle, le Quotidien du médecin, le Quotidien du pharmacien,* etc. (31, rue du Colisée, 75383 Paris Cedex 08).

HAVRE LIBRE. Quotidien dirigé par Philippe Hersant, assisté de Gérard Chol, directeur général, et de Jean-Marie Gautier, rédacteur en chef (B.P. 1384, 76066 Le Havre Cedex).

HAVRE PRESSE (Le). Quotidien dont le directeur de la publication est Michel Hersant, le directeur étant Gérard Chol et le rédacteur en chef Jean-Marie Gautier (B.P. 1388, 76066 Le Havre Cedex).

HAZAN Adeline, Marthe, magistrate, née le 21 janvier 1956 à Paris VIIIe, fille d'Edouard Hazan, président de société, mariée le 5 juillet 1997 à Christophe Blandin. Juge d'application des peines à Châlons-sur-Marne (1980-1983), juge des enfants au tribunal de Nanterre (1983-1990), chargée de mission au Secrétariat général de l'Intégration (1990-1991), juge des enfants au tribunal de grande instance de Paris (1995-1997), conseiller auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité (1997-1999), conseiller régional de Champagne-Ardenne (depuis 1998), élue le 13 juin 1999 au Parlement européen, membre du bureau national et secrétaire nationale chargée des questions de société du *Parti socialiste.*

HEBDO (L'). Journal paraissant le mercredi, fondé par Nicolas Miguet, directeur du *Quotidien.* La chronique

FN

L'HERMINE

Kentoc'h mervel eget bout kousiet

BULLETIN DE LA FÉDÉRATION FINISTÉRIENNE DU FRONT NATIONAL

Numéro 82 -- 16è année
Septembre 2000
Abonnement annuel 70 F

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Y. Sellier
N° de CPAPP : 77040 AS

Editorial

Une rentrée de tous les dangers ! ! !

Tandis que la France continue sa descente aux enfers de la décadence intellectuelle et morale (en même temps que son génocide physique) sous l'effet du pouvoir chiraco-jospinien, elle vient de franchir cet été une étape déterminante en Corse dans la dissolution effective de l'unité nationale. La démission du jacobin Chevènement n'y changera rien, d'autant plus que " l'opposition " (?) de " droite " (? ?) perpétue son néant et semble définitivement incapable d'en sortir jamais. Et ce début de l'abandon de la Corse induira vraisemblablement d'autres terrorismes, encouragés par la faiblesse du pouvoir, au pays Basque français et en Bretagne, avec l'aide active de l'ETA qui leur rendra ainsi la monnaie des services rendus depuis longtemps ...

Et puis pourquoi pas l'Occitanie, la Savoie, la Normandie, etc. Jusqu'où iront cette déliquescence et cette décomposition quand s'y ajouteront une submersion immigrationiste et une insécurité insupportables pour nos concitoyens ? Sans doute les Français se rappelleront-ils alors que depuis plus de 20 ans Le Pen et le FN leur disent et leur redisent sans cesse, malgré la censure et l'exclusion quasi totales dont ils sont l'objet et à cause de cela la cible de toutes les accusations, que l'immigration doit être stoppée, l'autorité de l'Etat respectée, l'ordre et la sécurité rétablis de façon effective et que pour cela la France doit absolument sortir de l'Europe de Bruxelles et de Maastricht afin de pouvoir retrouver son indépendance et défendre sa souveraineté.

Alors et alors seulement, tout pourra être possible si nous en avons la volonté et le courage (et il en faudra) car il est probable que nous ne serons pas seuls à ouvrir les yeux et à secouer le joug du mondialisme américain comme la petite Autriche nous en donne l'exemple avec l'appui tacite d'un nombre croissant d'européens dont les esprits se " lepénnisent " silencieusement au contact des réalités difficiles et de plus en plus douloureuses.

Enfin n'oublions pas que dans l'immédiat :

-- pour le référendum bidon de Chirac, c'est NON, NON et NON !

-- les BBR, c'est le 24 et le 25 septembre à Vincennes (Paris) ! **B. P.**

La claque autrichienne !

Notre éditorial de *L'Hermine* du mois de mars était titré "**En Autriche l'été prochain !!!**". Et bien, c'est un incontestable revers que viennent de subir Chirac et Bruxelles après la levée des "**sanctions**" et un camouflet personnel pour Jacques Chirac. Un comité de " trois sages " était chargé d'évaluer la situation des droits de l'homme depuis l'accession de la coalition droite nationale-droite conservatrice au pouvoir. Le rapport remis vendredi par les " trois sages " à Chirac a recommandé aux membres de l'UE de mettre fin aux sanctions. Jeorg Haider a estimé de son côté que ce verdict constituait " une victoire de la démocratie et de la fermeté de la population autrichienne et une victoire contre le centralisme de Bruxelles ", ajoutant que cette décision était "une débâcle pour Jacques Chirac ". Une de plus ...

Le panier de crabes révèle les tendances droitières de ce journal satirique (63, boulevard de Courcelles, 75008 Paris).

HEBDO DE CHARENTE-MARITIME (L'). Journal dirigé par Jean-Noël Caillaud, assisté, pour la rédaction, par Antoine Thiberge (7, rue Paul-Bert, 17700 Surgères).

HEBDO DE SÈVRE ET MAINE (L'). Journal paraissant une fois par semaine sous la direction de Philippe Amyot d'Invile secondé par Arnaud Le Vacon et Hervé Pavageau (3, place du Ménage, 44190 Clisson).

HEBDO DES SAVOIES. Journal diffusé à 8 000 exemplaires, dirigé par François Ducret, rédacteur en chef (B.P. 409, 74154 Rumilly Cedex).

HEBDO-VENDÉE. Journal diffusant chaque semaine 4 500 exemplaires dans le département. Dirigé par Louis de Guébrillant et son adjoint Alain Cloteau, il a pour rédacteur en chef Sébastien Boisnard (B.P. 205, 85502 Les Herbiers Cedex).

HÉDUY Philippe, journaliste, né le 26 septembre 1926 à Béthune (Pas-de-Calais). Il a successivement dirigé la rédaction des revues *Opéra, Elle* et *L'Esprit Public,* journal nettement antigaulliste et pro-Algérie Française. Il a également animé le *Rassemblement de l'Esprit Public,* mouvement successivement favorable à Tixier-Vignancour et à Lecanuet. En 1976, il a fondé la *Société de Production Littéraire.* Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *Sainte Catherine, Une bonne fortune, Les Voyageurs du grand univers, Au lieutenant des Taglaïts, Algérie Français, 1942-1962* et *La guerre d'Indochine, 1945-1964.*

HEILBRONNER François, inspecteur des finances, né le 17 mars 1936 à Paris. Entré à l'inspection des Finances (1962), il fut ensuite conseiller technique au quai d'Orsay (1968-1969), secrétaire général-adjoint du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne à Bruxelles (1969-1972). Successivement directeur-adjoint et directeur de cabinet (1972-1973) du ministre de l'Agriculture, Jacques Chirac, François Heilbronner resta aux côtés de celui-ci au ministère de l'Intérieur, puis à Matignon. Revenu aux Finances, ce fils d'une famille juive non-pratiquante et cultivée y demeura jusqu'en 1986, date où il recouvra, pour un court temps, son poste de directeur-adjoint du cabinet de Jacques Chirac à Matignon. François Heilbronner rejoignit après le groupe des *Assurances nationales,* et, à partir du réseau *CICV,* développa la bancassurance. Il dota de 60 millions le très gauchiste *Autre Journal,* administra *Médecins sans frontières,* ainsi que, jusqu'en 1994, *Gan Minster, CTR, Al Watanya, Scor,* la compagnie financière du *CIC,* la compagnie industrielle *Pallas, Comipar,* la *Financière Sofrès, Matra-Hachette.* Retourné aux finances, François Heilbronner supervisa les services financiers de Haute-Normandie. C'est un important membre du *Siècle.*

HELLE Cécile, maître de conférences, née le 8 mai 1969 à Asnières-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Elle devint députée *PS* du Vaucluse le 5 juillet 1997, en tant que remplaçante d'Elisabeth Guigou, nommée membre du gouvernement.

HELLIER Pierre, médecin et conseiller général, né le 14 janvier 1942 à Baud (Morbihan). Dissident de l'*UDF-PR*, il fut élu député de la Sarthe le 28 mars 1993 et réélu le 1er juin 1997. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

HÉRAULT DU JOUR (L'). Edition quotidienne de l'Hérault, dont Sylvain Jambon est le chef d'agence (14, rue Durand, 34000 Montpellier).

HERBILLON Michel, cadre et maire de Maisons-Alfort, né le 6 mars 1951 à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Il fut élu député du Val-de-Marne le 1er juin 1997 et s'inscrit au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

HÉRIAUD Pierre, dirigeant d'entreprise et maire de Sainte-Marie-sur-Mer, né le 23 août 1936 à Pornic (Loire-Atlantique). Ce démocrate-chrétien élu député *UDF* de la Loire-Atlantique le 28 mars 1993 fut réélu le 1er juin 1997. Sa caisse électorale, en 1993, avait été remplie par diverses sociétés (137 000 F : *SOCOPA, SOFULTRAP, Buton, Brévidis, Comptoir Négoce Mobilier,* etc.).

HERMANGE Marie-Thérèse, militante gaulliste, née le 17 septembre 1947 à Alger. Elue députée européenne sur la liste *RPR* en 1999.

HERMIER Guy, professeur agrégé, né le 22 février 1940 à Créteil (Val-de-Marne). Elu député *PCF* des Bouches-du Rhône le 12 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Entretenant d'excellentes relations avec divers groupes « capitalistes » ce communiste bon teint reçut d'elles (*SECOM 91, Urcom, CGEA,* etc), en 1993, 100 000 F pour sa caisse électorale.

HEROLD-PAQUIS Jean, journaliste, ancien éditorialiste de *Radio-Paris,* dirigeant de *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

HERR Patrick, officier ministériel et conseiller général, né le 21 mai 1945 à Rouen (Seine-Maritime). Elu le 28 mars 1993, il devint député *UDF* de Seine-Maritime le 26 février 1996, au décès de Jeanine Bonvoisin, et retourna à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1997.

HERVÉ Edmond, enseignant (enseignement supérieur), ancien ministre, maire de Rennes, né le 3 décembre 1942 à La Bouillie (Côtes-d'Armor). Elu député *PS* d'Ille-et-Vilaine le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Sa compromission dans l'affaire du sang contaminé lui fit perdre son siège de député en 1993. De plus, il n'avait pas bénéficié des largesses des firmes régionales, alors que son vainqueur avait encaissé des sommes rondelettes de *Glory, Blot, Laiteries Triballat, Grand Saloir, Saint Nicolas, Ouest Textile, Giboire, Crédit Industriel,* etc.

HEUCLIN Jacques, pilote automobile et maire de Pontault-Combault, né le 10 juillet 1946 à Paris. Il devint député *PS* de Seine-et-Marne le 18 juin 1991, en tant que remplaçant d'Alain Vivien, nommé membre du gouvernement, et fut réélu le 1er juin 1997.

HIRSCH Georges-François, directeur de théâtre, né le 5 octobre 1944 à Paris. Fils de Georges Hirsch, ex-administrateur de l'*Opéra de Paris* et direc-

teur des *Théâtres lyriques nationaux,* il fut régisseur du *Théâtre des Capucines* en 1969, puis directeur du théâtre de Limoges jusqu'en 1974. Georges-François Hirsch remplit la fonction d'administrateur de la danse à l'*Opéra* de Paris de 1979 à 1982, avant de s'occuper, en 1983, du *Théâtre des Champs-Elysées,* et d'être promu, en 1990, administrateur de l'*Opéra-Bastille,* poste dont il démissionna (été 1982) à la suite d'une grave dissension avec son président Pierre Bergé, l'ami de François Mitterrand. Affilié au *Siècle,* Georges-François Hirsch siège, depuis 1993, au *Conseil supérieur de l'audiovisuel.*

HOARAU Claude, professeur, né le 28 avril 1942 à Le Tampon (La Réunion). Il devint député de La Réunion le 14 octobre 1987, suite à la démission d'Elie Hoarau, *PC.* Il fut réélu le 15 septembre 1996, en remplacement de Paul Vergès, élu sénateur, et le 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

HŒFFEL Daniel, docteur en droit, ancien ministre, membre titulaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale, ancien président du Conseil général, maire de Handschuheim, né le 23 janvier 1929 à Strasbourg (Bas-Rhin). Son père, Robert Hœffel était sénateur et son grand-oncle, député de Saverne. Elu sénateur du Bas-Rhin le 25 septembre 1977, il a été réélu les 27 septembre 1981, 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est membre de l'*Union Centriste.*

HOLEINDRE Roger, né le 21 mars 1929 à Corrano (Corse). Engagé volontaire aux Fusiliers Marins à seize ans et demi. Il combattit en Indochine et en Algérie, participa au maquis Bonaparte en 1962 et adhéra à l'*OAS.* Ancien membre du Bureau Politique du *Comité Tixier Vignancour,* il a aussi présidé l'*Association France-Vietnam du Sud* et le *Front Uni de Soutien au Sud-Vietnam.* Il est à l'origine des *Jeunesses patriotes et sociales* en 1968 et de sa revue *le Contre-poison,* ainsi que du *Parti national populaire* et de son organe *l'Unité française en 1970.* Il compte parmi ceux qui fondèrent le *Front National* en 1972, assurant alors les fonctions de secrétaire général-adjoint et vice-président avant d'être élu en 1986 député de la Seine-Saint-Denis. Il appartient aujourd'hui toujours au Bureau Politique du *Front National,* est conseiller municipal de Sevran (Seine-Saint-Denis) et conseiller régional d'Ile-de-France. Il dirige en outre le *Cercle National des Combattants* et les *Cadets de France et d'Europe.* Il a signé *Le Levain de la colère, Le rire du Cosaque* ou encore *Derrière mes barreaux. Poèmes de prison.*

HOLLANDE François, conseiller à la Cour des Comptes, né le 12 août 1954 à Rouen. Quoique fils d'un médecin Algérie Française, il présida le comité de soutien à François Mitterrand à l'Ecole des Sciences Politiques en 1974, adhéra au *Parti Socialiste* en 1979. Après avoir travaillé avec Jacques Attali, François Hollande fut chargé de mission à la Présidence de la République, occupa le poste de chef de cabinet du porte-parole du gouvernement Max Gallo (mars 1983-juin 1984), puis il suivit celui-ci à la direction du quotidien *le Matin.* Il s'opposa, au sein du *PS,* à Lionel Jospin et y fonda le mouvement *Transcourant.* Il est l'un des

L'HOMME LIBRE

FILS DE LA TERRE

Boite Postale 205
42005 St-ETIENNE CEDEX 1
CCP Lyon 5696.25 F

CERCLE D'ÉTUDES PSYCHOLOGIQUES

TRIMESTRIEL
N° 165
Octobr-Nov-Décembr
2000
41 ème Année
Série annuelle indivisible de 4 numéros
Diffusion uniquement aux souscripteurs - abonnés
Tarif Minimum
FRANCE : 50 F
Extérieur : 64 F

Directeur de Publication
Marcel RENOULET

SOMMAIRE: ce numéro de 28 pages - ensemble indivisible
(16 pages de 1 à 16 + 8 pages : A.B.C.D.E.F.G.H. + 4 pages I-II-III-IV.)

Dans cette revue, le terme anarchiste est toujours pris au sens philosophique, c'est-à-dire comme synonyme d'ACRATE, d'apolitique.

EDITORIAL

LE PRÉSENT NUMÉRO EST LE DERNIER DE LA SÉRIE 2000
AVEC LUI SE TERMINENT TOUS LES ABONNEMENTS

L'analyse du système qui régit dans son ensemble la société actuelle, montre partout la domination de la loi du profit et de la corruption ; ce système indéfendable porte en lui sa propre condamnation.

Avec le nouveau millénaire se profile le spectre effrayant de l'autodestruction de l'espèce humaine. L'heure est venue pour l'humanité d'un examen scientifique et conclure une nouvelle ligne de conduite.

Les systèmes qui prétendent remplacer l'exploitation économique de l'homme par son semblable (exploitation de **l'unité par la collectivité**) ne nous inspirent aucune confiance.

Les régimes se réclamant du socialisme ont sacrifié la liberté des citoyens aux exigences du pouvoir ; c'est l'exploitation qu'il faut détruire, non la méthode qu'il faut modifier.

L'histoire récente nous a prouvé que tous les rêves collectifs étaient un jour ou l'autre voués à la déception. Tous les problèmes de notre vie sont strictement individuels et nul autre que nous mêmes ne peut les résoudre à notre place.

L'homme ne peut s'apprécier comme tel qu'au moment où sa prise de conscience lui rend possible l'intégration du monde dans lequel il vit. Il lui appartient de se consacrer à son perfectionnement, dans la pleine conscience de sa valeur, et la pleine volonté de sa meilleure utilisation.

Chacun doit-être capable de se forger des idées personnelles, sans adopter le prêt à penser d'une multitude stupide et obéissante, la promiscuité de la foule qui désire toujours être dirigée, n'est jamais favorable à la pensée personnelle ; pour être valable, la connaissance doit être individuelle.

Gardons nous de cette maladie honteuse que contractent trop souvent les humains à vouloir être soumis et gouvernés.

La réalisation du processus évolutif a conduit l'homme au cours des temps à passer de l'égoïsme primitif brutal et sauvage, constructeur de l'être animal de nos lointaines origines, à l'égoïsme conscient de l'être évolué.

De nos jours, l'incessante augmentation du nombre des humains à l'égard de la limitation de la planète et de ses ressources pose des problèmes économiques et organisateurs d'une importance primordiale. Ainsi, civilisation technicienne et décomposition morale de l'homme se répercutent de façon négative sur un ensemble social qui aliène et récupère, les forces individuelles, pour les anéantir.

Avant d'être une réalisation extérieure, la société doit être une réalisation intérieure. Le bien, c'est ce qui est bon pour nous et nous procure des sensations de plaisir, comme les sensations déterminent la volonté, le bien c'est ce que nous voulons, le mal, ce qui est mauvais, ce que nous ne voulons pas, nous procure des sensations de douleur.

L'unique loi de laquelle s'inspire *L'homme Libre* est la devise de l'Abbaye de Thélème: «*fais ce que veux*», elle proclame la liberté de chacun dans celle de tous les fils de la Terre.

Tout d'abord bien se connaître, afin de s'améliorer, avant de vouloir améliorer les autres.

Il est important de rester indépendant de toute doctrine ; sachant qu'un maximum de liberté nous procure un bonheur maximum par la connaissance de nous-mêmes.

Marcel RENOULET

Robert DUN présente, dans la Collection Crève-Tabous: **" UNE VIE DE COMBAT "** Cartouches intellectuelles
Tout le travail de l'auteur du Grand Suicide et de l'âme européenne réuni dans un recueil. 550 pages regroupant des articles écrits après des années de lutte, les armes à la main !

Des **cartouches intellectuelles** sur des domaines aussi vastes que l'écologie, le progrès, l'histoire, la politique, la spiritualité européenne, l'immigration...(Prix exceptionnel de 100 F.) ACE(Les amis de la culture européenne) BP.31 -42009 St Etienne Cedex 2. (Nous recommandons vivement ce livre à nos lecteurs)

Sous la direction de Marcel Renoulet cette publication non-conformiste est ouverte aux hommes libres de tout bord. Rare à notre époque...

principaux animateurs du *Parti Socialiste*. Député de Corrèze (1988), maire-adjoint de Tulle, conseiller régional, François Hollande fut battu à l'élection législative de 1993, mais obtint un siège au Parlement européen. Pour les élections de 1993, il avait été richement doté : 70 000 F par le *PS*, 66 000 F par des amis fortunés et 154 000 F de sociétés « capitalistes » : *Francis Lefebvre, Colas, Trarieux Rogard SA, SOL Viandes, Caves et producteurs réunis de Roquefort*, etc. Son principal adversaire, qui le battit, Raymond-Max Aubert, avait reçu 262 000 F du *RPR*, 72 000 F d'amis fortunés et 65 000 F des *Serrureries Pinto*, de *Lim tours Finances*, des *Travaux Rogard* (qui avaient, prudemment versé 20 000 F au candidat Hollande). C'est un affilié discret du *Siècle*.

HOMME NOUVEAU (L'). Fondé par le R.P. Fillère et l'abbé A. Richard, il y a un demi-siècle, *L'Homme nouveau* est l'un des journaux importants de la droite catholique ; il a été, pendant des lustres, dirigé par Marcel Clément, un journaliste expérimenté, aux convictions farouches. Après son départ, il a été remplacé par l'un des rédacteurs, Georges Daix, un homme de métier, qui s'est entouré d'une équipe dévouée : Geneviève Esquier, Richard Dubreuil, Bertrand de Castera, Guillain Daumesnil, Hélène Esquier, Sophie Hurel, Agnès Jauréguibéhère, Elisabeth Lassaigne, le secrétaire général étant Gérard Gautron. Le journal possède sa librairie, située 1, place Saint-Sulpice, qui diffusait et diffuse toujours les livres des auteurs amis du journal (10, rue Rosenwald, 75015 Paris).

HONDE Robert, docteur vétérinaire et maire de Manosque, né le 1er mars 1942 à Toulon (Var). Il fut élu député *Radical, citoyen et vert* des Alpes-de-Haute-Provence le 1er juin 1997.

HOUILLON Philippe, avocat, né le 15 décembre 1951 à Bagnolet (Seine-Saint-Denis). Elu député du Val-d'Oise le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

HUE Robert, infirmier, maire de Montigny-les-Cormeilles et membre du Parlement européen, né le 19 octobre 1946 à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise). Le « grand chef » du *PCF* fut élu député du Val-d'Oise le 1er juin 1997. Depuis il a fait son chemin...

HUNAULT Michel, avocat, conseiller régional et maire de Derval, né le 14 février 1960 à Châteaubriant (Loire-Atlantique). Elu député *RPR* de Loire-Atlantique le 21 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

HUNTZINGER Jacques, professeur et diplomate, né le 8 janvier 1943 à Boulogne-sur-Seine. Professeur de droit à l'Université Paris X, il occupa le poste de rapporteur général de la commission de défense du *PS* (1977) avant d'être assistant du secrétaire national de celui-ci (relations internationales) pour les USA. Jacques Huntzinger devint membre du comité directeur du *PS* (1981-1993), directeur du secrétariat national aux relations internationales du parti (1981-1988), conseiller économique et social (1984-1989) chargé par le ministre des Relations extérieures Roland Dumas, d'une mission d'étude sur la coopération avec les pays de la Méditerranée occidentale (1988). Il fut éga-

Bienheureux Francisco et Jacinta de Fatima
p. 15

l'homme nouveau

HN 1232 - DIMANCHE 21 MAI 2000 - 7e dimanche de Pâques - LIVe année

« ... nous avons dépouillé le vieil homme avec ses manières, pour revêtir l'homme nouveau, qui se renouvelle en vue de la connaissance à l'image de Celui qui l'a créé, en vue d'atteindre à la parfaite connaissance. »
Saint Paul (Col 3, 9-10)

EDITORIAL

Le secret dévoilé

Geneviève ESQUIER

« *Un évêque vêtu de blanc tombe à terre comme mort, sous les coups d'une arme à feu* ». Telle est la teneur principale du texte du troisième secret de Fatima révélé par le porte-parole du Pape, le cardinal Angelo Sodano ce 13 mai 2000, à Fatima même où Jean-Paul II s'est rendu pour la béatification de François et Jacinthe, les deux petits voyants de la Vierge, décédés en bas âge (*cf.* HN page 15). Or un autre 13 mai (1981), un homme en blanc s'était écroulé au milieu des siens, place Saint-Pierre, sous les balles d'Ali Agca... Ainsi, la prophétie de Marie concernait son fils bien-aimé Jean-Paul II, celui dont la devise, empruntée au grand théologien marial Louis-Marie Grignion de Montfort, est le fameux « *Totus tuus* », « *Tout à toi, Marie* »...

Depuis presque vingt ans déjà, le Pape savait. Depuis presque vingt ans, par humilité théologale afin de ne pas créer autour de sa propre personne une dévotion surnaturelle particulière et pour ne pas mettre la compréhension de son action pontificale sous le seul éclairage de la merveilleuse protection mariale dont il fut - et demeure - le vaso d'élection, Jean-Paul II n'en tu.

Mais aujourd'hui, l'heure est au dévoilement des merveilles de Dieu.

Non parce que l'Église et tous les hommes de bonne volonté auraient fini d'acheter, dans leurs souffrances offertes, la conversion des cœurs, la reconciliation des chrétiens et la pacification du monde mais afin que nous nurrebondions de joie au milieu des tribulations. La puissance de Dieu est éclatante et nous en sommes témoins.

De même que Jésus le Bon Pasteur « *a donné sa vie pour ses brebis* », Jean-Paul II, « *doux Christ en terre* » (1), « *n'est pas venu pour être servi, mais pour servir* ». Les fruits sont là. Comblés de grâces de vie pour le temps qui vient !

Cette vie, la vie divine qui s'est incarnée et se donne en nourriture aux hommes, ne sommes-nous pas, en France, en train de la retrouver (*cf.* entrevue avec Mgr Jacques Perrier, page 20) ? Ces fruits, en ce temps du Jubilé des vocations, n'en découvrons-nous pas l'extraordinaire fécondité ? Si, dans notre pays de vieille chrétienté, le nombre des prêtres - dont une majorité est encore âgée - continue à baisser pour cause de décès, celui des séminaristes a augmenté (dans le monde, ils étaient 62 670 il y a vingt ans, ils sont... 109 171: presque deux fois plus) et celui des diacres et autres laïcs consacrés a... explosé !

Comment ne pas rendre grâce aussi pour ce qui vient de se passer en Terre Sainte, au bord du lac de Tibériade, sur le Mont même des Béatitudes où Jean-Paul II au cours de son voyage a inauguré la « *Domus Galilææ* » (voir pages 10 et 11). Face à cette magnifique réalisation catholique, conçue pour accueillir le peuple de Dieu de toutes conditions et de tous horizons sur les lieux mêmes d'où est partie la première évangélisation, le Pape déclarait : « *Pierre est de retour chez lui* » !

Comment encore ne pas voir, au sortir des heures les plus sombres de la crise d'une Église qui s'était réfugiée dans les sacristies, ce nouvel élan chez les jeunes catholiques laïcs ? Désireux de s'engager en tant que chrétiens dans la vie politique, ils redécouvrent une doctrine sociale de l'Église longtemps tenue sous le boisseau et d'ailleurs en plein renouvellement.

Autant de fruits, autant de signes qui nous font retrouver ce qu'est la foi catholique : non pas d'abord une morale, une doctrine ou une logique intellectuelle, mais l'amour d'une Personne concrète, Jésus, incarné en Marie. Marie qui protège ses enfants et lève, de par le monde, les apôtres d'une Nouvelle Évangélisation.

1. Selon l'expression de sainte Catherine de Sienne pour désigner le pape.

L'homme ? ou le profit ?

L'ÉDITORIAL DE DENIS SUREAU

« J'ai fait un rêve. Sur l'immense esplanade d'une cité universitaire de banlieue, 250 000 personnes sont rassemblées. Les grands syndicats sont présents, de la CGT à FO en passant par la CFDT. Lionel Jospin, premier ministre socialiste, est au premier rang aux côtés de Bernard Vaillant, Nicole Notat et Marc Blondel. Je suis d'abord surpris par le silence épais : je n'entends ni vociférations, ni slogans hurlés au mégaphone. Les participants à cette manifestation semblent avoir laissé banderoles et drapeaux au vestiaire. Un seul symbole domine cette scène étrange : une croix gigantesque. Tous les regards sont tournés non vers un podium mais vers un autel. Et vers un homme tout habillé de blanc : je devine le Pape, qui semble s'apprêter à célébrer la messe...

Je me réveille en sursaut. Quel songe invraisemblable ! Nous sommes le 1er mai. Quelques heures passent, j'allume mon téléviseur : ô stupeur, je vois sous mes yeux se dérouler la scène de mon rêve. Seule différence : elle se déroule en Italie, sur le campus de Tor Vergata, au sud de Rome, qui accueillera aussi le Jubilé des Jeunes en août prochain. Le président du Conseil (socialiste) Giuliano Amato est bien là, ainsi que les représentants des principaux syndicats (la CGIL communiste comprise), qui ont annulé leurs traditionnels défilés au profit de la messe pontificale.

Signe des temps

Le Pape a qualifié d'« *historique* » cette rencontre « *qui voit réunis dans un même effort, les travailleurs chrétiens et les organisations laïques des travailleurs* ». Bien sûr, me direz-vous, l'Italie est l'Italie, et la France est la France, une France délignée par une laïcité plus rigoriste et stérile que jamais. N'empêche ! Il est tout à fait raisonnable de voir dans la messe du Jubilé du monde du travail, dont les images ont étonné le monde entier, un signe des temps.

Ce n'est pas le seul : à l'heure où les peuples semblent commencer à s'interroger sur les risques d'une mondialisation affolée, la doctrine sociale de l'Église retrouve une étonnante vitalité. Face à la vague déferlante de l'ultra-libéralisme qui balaie les nations, lois et règles de tous les pays du globe, l'Église semble être la seule institution capable d'opposer une réflexion sociale à portée universelle. Vue de France, son influence paraît encore faible, mais l'exception française est une anomalie. C'est ainsi qu'il en va ultimement aux États-Unis, comme l'expliquait récemment le père Robert Sirico : « *Le monde politique et économique américain subit de très près les batailles en faveur de la vie, de la famille et des naissances, menées par le Saint-Siège et les catholiques. Les économistes non catholiques commencent par ailleurs à s'intéresser de plus en plus à la doctrine sociale de l'Église, surtout à l'anthropologie chré-*

suite page 3 >

SOMMAIRE

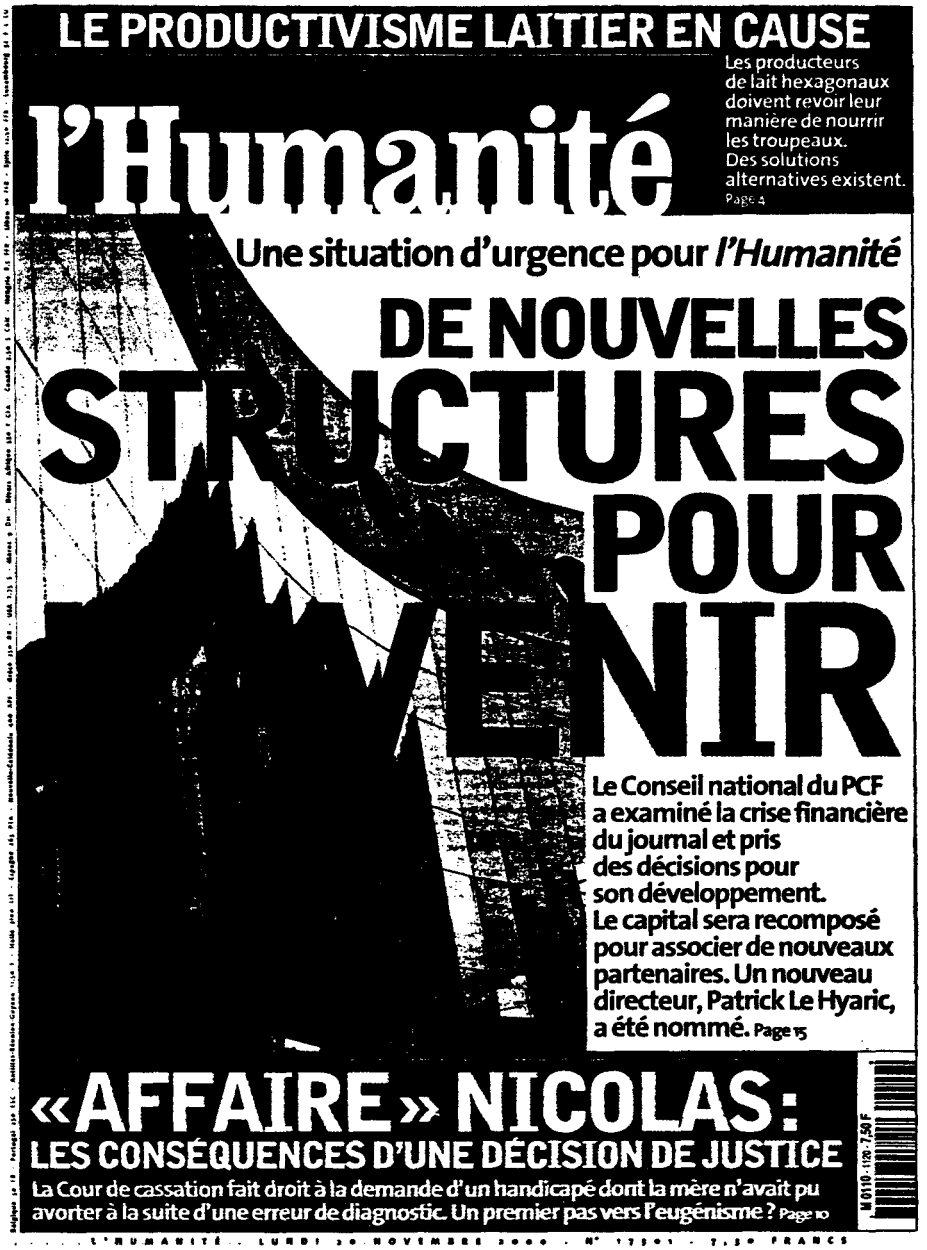
✓ **Des chrétiens parmi nos élus**
L'Alliance des Chrétiens en Politique répond aux questions de Agnès JAURÉGUIBÉHÈRE, p. 5

✓ **L'Europe, en retard d'une guerre ?**
par André VENDIÈRES, p. 9

✓ **Sur le Mont des Béatitudes, un centre de formation pour approfondir les racines de la foi**
par Jocelyne TARNEAUD, p. 10 et 11

✓ **L'exégèse chrétienne aujourd'hui** par Georges DAIX, p. 14

L'Homme nouveau pose une question à laquelle peu de journaux de toute tendance osent répondre.



Fondée il y a près d'un siècle par Jean Jaurès financièrement aidé par de riches dreyfusards, *L'Humanité* s'apprête à faire directement appel au fric capitaliste pour survivre.

lement ambassadeur en Estonie (septembre 1991-mai 1994) et conseiller pour les affaires internationales au secrétariat général de la Défense nationale. Cet affilié au *Siècle,* atlantiste pro-Européen convaincu fonda le *Club financier méditerranéen* qui rassemble les neuf pays de la Méditerranée occidentale.

HURET Jean-Marie, ecclésiastique, auteur de *Prêtre ouvrier insoumis,* il signe, en 1995, un article dans *Témoignage chrétien* en faveur du sulfureux Mgr Gaillot.

HURIET Claude, professeur à la faculté de médecine de Nancy, secrétaire général de l'Association départementale des Maires, maire de Vroncourt, questeur du Sénat, né le 24 mai 1930 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Elu sénateur de Meurthe-et-Moselle le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre de l'*Union Centriste.* Fervent partisan de Raymond Barre, il fut battu lors de sa candidature à la présidence du *CDS.*

HYEST Jean-Jacques, administrateur territorial, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 16 mars 1986 et réélu les 12 juin 1988 et 28 mars 1993), premier vice-président du Conseil général et maire de La Madeleine-sur-Loing, né le 2 mars 1943 à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Ce barriste, qui a figuré sur la liste européenne de Simone Veil (1989), a été élu sénateur de Seine-et-Marne le 24 septembre 1995 et est membre de l'*Union Centriste.*

I

ICI PARIS. Hebdomadaire (487 000 exemplaires) dirigé par Bruno Lesouef, directeur de la publication de *France-Dimanche* (voir à ce nom).

IDIART Jean-Louis, contrôleur des impôts, conseiller général et maire de Mazères-sur-Salat (Haute-Garonne), né le 3 mai 1950 dans cette localité. Elu député *PS* de la Haute-Garonne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Ce « socialiste » est au mieux avec de grandes firmes « capitalistes », comme *La Lyonnaise des eaux, Streichenberger, Bisseuil* et autres qui versèrent des sommes rondelettes à la caisse électorale de cet étrange « anti-capitaliste ».

IDRAC Anne-Marie, administratrice civile hors classe, ancienne ministre, conseillère régionale, née le 27 juillet 1951 à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor). Elle fut élue député *UDF* des Yvelines le 1er juin 1997.

IMATZ Arnaud, docteur d'Etat ès sciences politiques, né en 1948 à Bayonne. Ancien fonctionnaire international, il s'est spécialisé dans l'étude du monde hispanique et a signé des articles dans des revues françaises comme *Histoire Magazine* et *La Pensée Catholique,* ainsi que dans des publications étrangères. Il est l'auteur des introductions aux rééditions de l'*Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme* de Donoso Cortès et de *La révolte des masses* de José Ortega y Gasset. Il a, en outre, écrit *José Antonio et la Phalange espagnole.*

IMBERT Claude, journaliste, né le 12 novembre 1929 à Quins. A l'*Agence France Presse,* il fut tour à tour reporter aux informations générales, secrétaire de rédaction, envoyé spécial permanent en Afrique Equatoriale et au Cameroun (1952-1955), envoyé permanent en Afrique Centrale et Orientale (1956-1959), rédacteur en chef-adjoint (1959-1965), chef du service politique (1965-1967). Rédacteur en chef de *l'Express* de 1967 à 1968, Claude Imbert appartint ensuite au comité exécutif de *Presse-Union* du mois de mars 1969 au mois de juin 1971, puis à celui d'*Express-Union,*

Bilan sécurité
61 points "un CHECKUP complet" !!!
149F
COFFRE DE TOIT A PARTIR DE 1500F
AUTOCITY
88, route de Borre - HAZEBROUCK - Tél. 03 28 42 92 95

E-mail Rédaction : indicredac@presseflamande.fr
E-mail Imprimerie : indicateur@presseflamande.fr

Vendredi 14 juillet 2000 ◆ N° 28
Prix 6,50 F - 0,99 euro
Hebdomadaire fondé en 1832

l'indicateur

des Flandres et de la Vallée de la Lys

Les Ursulines
Malo-les-Bains
Face à la plage 23 appartements de standing + 1 commerce
Renseignements/vente :
Debbé Promotion, route du Chapeau Rouge Téteghem.
Tél. 03.28.58.81.81
debbé

● Du référendum à l'affaire Chirac p. 3

Deux cent soixante et onze participants au concours hippique de Caestre, vendredi 14 juillet p. 6

● Jeannot le Boulanger d'Oudezeele a soufflé ses dix bougies p. 35

Bénédiction de deux cloches à l'abbaye du Mont-des-Cats p. 18

● La Flandre au cœur de la ducasse de Steenvoorde p. 26

Les festivités de la ducasse de Wemaers-Cappel arrosées p. 35

● Gagner des baladeurs et des cassettes de "Coup de foudre à Notting Hill" p. 17

Gold et Jean Roucas à Hazebrouck, le vendredi 21 juillet p. 36

Un nouveau sentier de randonnée à Sercus p. 12

Les feux d'artifice illumineront les cieux de Flandre, ce week-end p. 4

Les rubriques hebdomadaires

●La météo p. 5
●Carnet p. 7
●Mme Indic p. 8
●Les faits divers p. 4
●Les programmes télé et cinéma p. 17
●Les urgences p. 29

HAPPY MEAL 20F
MENU ENFANT au Mc Drive
Hazebrouck - C. cial La Creule
ouvert 7j/7

Fête le long de la Méridienne verte, vendredi 14 juillet
Tous au pique-nique !

Une incroyable fête se prépare pour le 14 juillet. La Mission de l'an 2000 invite tous les Français à pique-niquer le long de la Méridienne verte, ligne imaginaire qui relie Dunkerque à Prats-de-Mollo dans les Pyrénées Orientales. Une immense nappe en vichy rouge et blanc sera déroulée. Les convives n'auront qu'à s'installer et profiter des multiples animations mises sur pied par les municipalités. p. 2

Une renommée incontestable
DEVIS GRATUIT
INORBAT S.A.
La sécurité sur les fermetures

remplit les fonctions de rédacteur en chef à *Paris-Match* du mois d'août 1971 au mois de février 1972, et participa au lancement de l'hebdomadaire *le Point*. D'abord rédacteur en chef de cette publication, il en devint le directeur (1974), perdit le poste (1993), le reprit (juillet 1995). Claude Imbert est depuis 1978 administrateur-général de la société d'exploitation (*SEBDO*), éditorialiste à *Europe 1*, depuis 1992 président de la société *Jour et Nuit*. Quoique assez hostile à l'immigration et au traité de Maastricht, il a été coopté au sein de la commission *Trilatérale* et siège au groupe de *Bilderberg*. Défendant habilement la gauche et démolissant la droite traditionnelle, ce fin manœuvrier répond aux souhaits de la *Trilatérale* dont il est l'un des plus anciens affiliés et, en France, le plus influent des chefs de file avec Raymond Barre. Songeant à la retraite, il met en place, au *Point*, ceux qui auront à continuer la politique qu'il a imposée à ce magazine créé pour « concurrencer » *l'Express* : ce dernier étant alors « de gauche » (mendèsiste) le *Point* parut être « de droite ». F.-O. Giesbert, ayant quitté *le Figaro* (2000), est devenu le rédacteur de la rédaction du *Point*. Claude Imbert est l'auteur de plusieurs ouvrages. Dans son livre, paru en 1984 : *Ce que je crois*, il annonce la fin de l'Occident chrétien. Le mondialisme semble être, à ses yeux, la panacée. C'est un affilié au *Siècle*.

IMBERT Françoise, chef de cabinet de mairie, née le 16 septembre 1947 à Verdun-sur-Garonne (Tarn-et-Garonne). Elle fut élue député *PS* de la Haute-Garonne le 1er juin 1997.

IMPARTIAL (L'). Hebdomadaire fondé en 1871, longtemps dirigé par un journaliste connu, Bernard Bonnissent, aujourd'hui conduit par Denis Lejeune, directeur et rédacteur en chef (B.P. 23, 27700 Les Andelys).

IMPARTIAL DE LA DROME (L'). Hebdomadaire, qui s'appelait précédemment *L'Impartial de la Drôme et de l'Ardèche*, fondé en 1883, dirigé depuis de longues années par Philippe Deval (45, place Jean-Jaurès, 26100 Romans).

INCHAUSPÉ Michel, banquier, ancien ministre et conseiller général, né le 5 novembre 1925 à Saint-Jean-Pied-de-Port (Pyrénées-Atlantiques). De tendance *RPR*, il fut élu député des Pyrénées-Atlantiques le 12 mars 1967 et réélu les 23 juin 1968, 11 mars 1973, 19 mars 1978, 14 juin 1981, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

INDÉPENDANT (L'). Quotidien fondé en 1846, diffusant 72 000 exemplaires dans les Pyrénées-Orientales. P.-D.G., Roger Bène ; directeur général, Yves Chavanon ; rédacteur en chef, Michel Badrignane, qui anime également *l'Indépendant du Dimanche* ; Henri Fabre dirige le bureau parisien (280, boulevard Saint-Germain) avec le titre de rédacteur en chef. Le journal est lié au *Midi Libre* (2, avenue Alfred-Sauvy, Mas-de-la-Garrigue, 66605 Rivesaltes).

INDÉPENDANT DU HAUT JURA (L'). Hebdomadaire fondé en 1869, dirigé par Xavier Elie et « rédigé en chef » par Philippe Bétry (43, rue de la République, 39400 Morez).

INDÉPENDANT DU LOUHANNAIS ET DU JURA (L'). Tri-hebdomadaire

IOTA

Adresse postale: 27, rue Lamartine, 13006 Marseille
Directeur-Gérant : Marcel Bianconi
C.C.P. Marseille 3283.95. R
Abonnement : 48,00 F par année indivisible
Le N° : 10,00 F

N° 217

SEPTEMBRE - OCTOBRE 2000

L A P O L I T I Q U E

LA REINE DES FOUS

?-!-?-!-?-!-?-!-?-?

Nous pensons, de plus en plus, à Charles Maurras. Comment faire autrement ? (1)

En 1939, alors qu'on poussait la France à déclarer, pour le seul avantage et profit des "autres", une guerre qui, finalement, devait faire cinquante millions de morts et d'incommensurables dégâts, Maurras, désespérant de faire entendre la voix de la raison, s'écriait : " LA BETISE EST REINE, ELLE FAIT SCINTILLER TOUS LES DIAMANTS DE SA COURONNE ".

Une couronne, en effet, entoure la tête, et la Bêtise resplendissait aux sommets (politiciens). Le peuple français n'était pas fou. Pas encore. Personne n'y désirait la guerre, ni n'en voyait l'utilité. Mais, déjà, nous étions gouvernés par des gens qui se souciaient peu de la France et de son peuple, ni d'ailleurs de l'état du monde. Maurras pouvait parler d'un "Pays réel" car il existait, au moins potentiellement. Malade mais curable, il était prêt à sauter du lit.

Soixante ans se sont écoulés. Grossissante et pesante, la Bêtise a suivi les pentes naturelles; elle est descendue à tous les niveaux, elle est entrée par les crevasses d'un journalisme stipendié et enrégimenté jusque dans les fissures de l'intelligence populaire. Elle est, maintenant, LA REINE DES FOUS.

Elle ne fait plus seulement scintiller son diadème, elle jette des éclairs, dévastateurs comme ceux qui frappèrent Gomorrhe et Sodome d'après le poème de Victor Hugo. On aura peur, mais seulement quand on entendra le tonnerre.

(SUITE en PAGE 2)

(1) Charles Maurras (1868 - 1952)

Non confidentiel, les nationalistes marseillais possèdent aussi leur bulletin d'information, *IOTA*, animé par Marcel Bianconi.

diffusant 6 300 exemplaires dans la région, dirigé par Philippe Bétry (B.P. 96, 71503 Louhans Cedex 03).

INDÉPENDANT DU PAS-DE-CALAIS (L'). Hebdomadaire de l'Artois (9 700 exemplaires) dirigé par Noël Devos, le rédacteur en chef étant Guillaume Clément (B.P. 87, 62502 Saint-Omer Cedex).

INDICATEUR DES FLANDRES (L'). Hebdomadaire fondé en 1832, animé par Antoine Bedoy, directeur, et Yvonne Vaughan-Bedoy, rédactrice en chef. Ses 12 000 exemplaires sont principalement diffusés dans la vallée de la Lys (B.P. 139, 59523 Hazebrouck Cedex).

INFORMATIONS DIEPPOISES (Les). Charles-Louis de Ladoucette est le directeur de la publication et Denis Leprettre, le rédacteur en chef. 15 000 exemplaires de cet hebdomadaire sont diffusés à Dieppe et les environs (8, rue Claude-Groulard, 76374 Dieppe Cedex).

INFORMATIONS OUVRIÈRES. Hebdomadaire gauchiste dirigé par Pierre Lambert, assisté par Jean-François Rochefort. Selon les organisateurs, 20 000 militants révolutionnaires achètent le journal chaque semaine (87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris).

INFOS (Les). Hebdomadaire lié aux *Nouvelles de Bretagne,* dirigés tous deux par Pierre Roussette et « rédigé en chef » par Stéphane Le Tyrant. Tirage : 16 300 exemplaires (28, quai Surcouf, 35000 Redon).

INSOUMIS (L'). Journal libertaire publié par l'*Association des Démocrates déchaînés* sous la direction de Michel Leclercq, avec la collaboration de Marie-Claire Calmas, Yvette Mondeville, André Stas, Jérôme Guillet, Rolland Henault, etc. (*Association des Démocrates déchaînés,* 37 rue Haxo, 75020 Paris).

INSTITUT DE LA MAISON ROYALE DE FRANCE. Présidé par le prince Henri d'Orléans, comte de Paris (depuis le décès de son père) et par Micaëla d'Orléans, née Quinones de Leon, sa deuxième épouse. (*Voir annexe I en fin de volume.*)

ISAAC-SIBILLE Bernadette, mère de famille et conseillère générale, née le 30 mars 1930 à Lyon (Rhône). Elue député *UDF-CDS* du Rhône le 12 juin 1988, elle fut réélue les 28 mars 1993 et 1er juin 1997, grâce à certains désistements « contre nature ».

ISLER BEGUIN Marie-Anne, militante écologiste, née le 30 juin 1956 à Boulay. Elue députée des *Verts* au Parlement européen en 1999.

L'insoumis

UN JOURNAL POUR LA DÉMOCRATIE

N° 2 — Janvier 1998 — 10 F

Archives : appel à la levée du secret d'État
À l'initiative de Résistants, la campagne est lancée p. 4

Perpétuer l'esprit de la Résistance
Interview d'Ange Alvarez p. 4

Sans-papiers : l'heure de vérité
Interview de Madjiguène Cissé, porte-parole de la coordination nationale p. 7

La Saint-Sylvestre des sans-logis
Du Royal Monceau au Fouquet's, les Champs-Elysées en tremblent encore p. 8

Toutes les villes sont capitales : Liège p. 10

Faut-il travailler pour exister ?
Ce n'est qu'un début, le débat continue p. 12

Un congrès pour la culture
Appel des intermittents du spectacle p. 13

Alerte au Chiapas
La Confédération paysanne demande une intervention du gouvernement français p. 13

Hasta la liquidaciòn, siempre !
Chronique du billet vert à Cuba p. 14

Sept bonnes raisons pour en finir avec le DPS
Réquisitoire du Réseau Voltaire p. 14

Basta !
Organisons la précarité des ministres p. 3

M 1745 - 2 - 10,00 F

RESISTER

LE DÉSIR QUI MONTE QUI MONTE

L'action autonome des chômeurs permet enfin d'imaginer un autre futur dont la nécessité est de plus en plus ressentie dans toute la société. Nous avons le choix entre la soumission à un système dont la dégénérescence totalitaire, au nom de l'accumulation du capital pour l'accumulation du capital, est en train de broyer les fondements de la République et de la démocratie et l'aventure collective d'une société capable de s'inventer. Tout est à faire car tout se défait.

Dans une société où le travail fonde encore l'identité de chacun, ce sont ses formes légales et réelles qui donnent son contenu à la démocratie. En dévastant le droit du travail et en contraignant un nombre croissant d'individus à l'inactivité et à la sous-activité, le capitalisme contemporain crée des non-citoyens et des sous-citoyens dont la multiplication vide de son contenu la notion même de vie collective.

Au rythme où va la déréglementation du travail, celle-ci risque bientôt de n'être plus qu'une coquille vide de sens, alors même que la démocratie est déjà rongée de l'intérieur par la privatisation des individus, selon l'expression de Cornélius Castoriadis, cette maladie moderne ou la boulimie de désirs éphémères ôte aux citoyens tout esprit critique, pour les faire sombrer dans le plus puéril des conformismes. C'est cette logique qui alimente désespoirs, illusions et fantasmes, fournissant les munitions de la violence civile. C'est avec cette dynamique de la barbarie qu'il faut rompre, en redonnant tout leur sens aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité.

En se condamnant à l'impuissance, les gouvernants n'ont plus que la magie du verbe pour tenter de rassurer sur l'avenir, gagner du temps, en s'appuyant sur le désir profond de justice et de solidarité dans la société, pour prendre de vitesse un mouvement social qui s'amorce. Un discours sur « la cohésion sociale » qui accentue encore le rejet de la politique, chacun pouvant vérifier dans sa vie que la société continue à aller vers plus de précarité, plus de soumission à la logique capitaliste. Alain Minc a pu affirmer : « *Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui.* » On ne peut définir plus clairement le capitalisme totalitaire auquel aspirent « les élites » et le CNPF – son « tueur » en tête. La généralisation de la précarité n'est pas un accident de parcours, mais la seule solution aux contradictions du capital ; elle est la forme que celui-ci donne à la réduction généralisée du temps de travail nécessaire pour produire toutes les marchandises car, si le développement formidable des nouvelles technologies (la micro-informatique, la robotique...) est incontournable, tel n'est pas le cas de la manière dont ses conséquences sont partagées dans la société. On peut, comme c'est le cas, réduire le temps de travail en mettant au chômage une partie de la population active, on peut aussi réduire massivement le temps de travail de tous. Que ce « secret de polichinelle » vienne à être connu, qu'il devienne, comme cela commence à être le cas, le fondement de la remise en cause d'une logique mortifère, et l'on voit les patrons sortir leurs griffes contre les 35 heures tout en affichant, la main sur le cœur, leur volonté d'éradiquer le chômage et l'exclusion...

MONSIEUR JOSPIN, IL FAUT SAVOIR CHOISIR !

Dans le système actuel, « réduire le chômage » signifie diminuer le nombre de demandeurs d'emploi. Nuance. L'ensemble de ce dispositif vise à ce que la norme du travail salarié devienne le travail précaire, à l'exemple de ce qu'il advient aux États-Unis et en Grande-Bretagne, où la réduction des demandeurs d'emplois s'accompagne de la multiplication des *workers poors*, littéralement « les pauvres au travail ». Un univers barbare dans lequel nous sommes [illegible], comme l'écrivait Marx : « *le travail devient l'humain et l'humain devient le travail* ».

Le mouvement [illegible] de lutte [illegible] une autre [illegible]. Celle pour laquelle les résistants se sont battus, celle du « parti de la vie ». ■

La Vᵉ République a aussi ses résistants... déchaînés.

J

JABRUN Jean-Paul, ingénieur, né le 9 mars 1948 à Saint-Pierre-Laval (Allier). Il collabore à *Golias* et adhère à l'association *Les Goliards réunis.*

JACOB Christian, agriculteur, né le 4 décembre 1959 à Rozay-en-Brie (Seine-et-Marne). Elu député *RPR* de Seine-et-Marne le 10 décembre 1995, en remplacement d'Alain Peyrefitte, élu sénateur, il fut réélu le 1er juin 1997.

JACOB Odile, éditrice, née le 17 mai 1952 à Paris. Après avoir travaillé chez l'éditeur Jean-Claude Lattès (1978), elle dirigea aux éditions *Fayard* la collection *Le Temps des Sciences.* En 1986, Odile Jacob fonda sa propre maison d'éditions, spécialisée dans les essais politiques et contrôlée par son holding, la *Société civile de participation Panthéon.* Editrice de son père, François Jacob, prix Nobel de biologie (1956), de François Mitterrand, de Michel Rocard, de Michel Baroin, d'Elie Wiesel, de Shimon Pérès, de Gorbatchev, de Claude Hagége, d'Elisabeth Badinter, de Michèle Barzac, elle connaît de grands succès de librairie. Elle est affiliée au *Siècle.*

JACQUAINT Muguette, ouvrière spécialisée, née le 12 mai 1942 à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Elue le 14 juin 1981, elle devint député *PCF* de Seine-Saint-Denis le 25 juillet 1981, en tant que remplaçante de Jack Ralite, nommé membre du gouvernement, et fut confirmée les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Elle avait reçue une aide substantielle (196 000 F) de grandes firmes « capitalistes ».

JACQUAT Denis, médecin ORL et conseiller général, né le 29 mai 1944 à Thiaucourt (Meurthe-et-Moselle). Elu député *UDF* le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 avec l'appui financier (349 000 F) de grosses firmes (*Cora, SOGEA, Weiler, Est peinture,* etc.) et 1er juin 1997. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

JACQUET Gérard, né le 12 janvier 1916 à Malakoff (Hauts-de-Seine), au sein d'une famille de la moyenne bourgeoisie. Entré tôt dans le mouvement socialiste, il fut secrétaire du groupe parisien des *Etudiants socialistes.* La guerre venue, il fut résistant et cofondateur du Comité d'action socialiste de la Zone Nord, puis trésorier du *Parti socialiste clandestin.* Dès lors, il consacra sa vie au Parti, son ascension à la *SFIO* le conduisant au gouvernement (1956-1958) et à la direction du *Populaire,* le quotidien du Parti (1961-1965). Au secrétariat national de la *SFIO* (1971-1975) et membre du Comité directeur (1971-1975), il fut nommé conseiller d'Etat (1976-1979) et élu député européen (1979-1984). Il a été nommé membre de la Commission nationale informatique et liberté. Ses liens avec la Franc-Maçonnerie sont bien connus.

JACQUOT Claude, professeur de collège, conseiller général et maire de Franze, né le 30 janvier 1948 à Rambervilliers (Vosges). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* des Vosges le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Christian Pierret, nommé membre du gouvernement.

JAFFRÉ Jérôme, politologue, né le 27 juillet 1949 à Charenton-le-Pont. Ce fils de Me Yves-Frédéric Jaffré, l'avocat de Pierre Laval, fut chargé de mission à la *Fondation nationale des sciences politiques* (1973), puis directeur des études politiques de l'*Institut de sondages la Sofres* (1976) dont il devint tour à tour directeur général-adjoint et administrateur (1985), vice-président (1989), co-directeur de la publication annuelle *l'Etat de l'opinion.* A la suite de la crise de confiance que suscita les bons résultats qu'obtint le *Front National* lors de l'élection présidentielle de 1995, Jérôme Jaffré démissionna du poste de directeur des études politiques de la *Sofres,* mais demeura comme associé au secteur politique de cet institut et prit en main le département entreprises et médias de celui-ci. Il est, depuis 1979, maître de conférences à l'*Institut d'Etudes Politiques.* Jérôme Jaffré collabore à de nombreux journaux, dont *le Monde,* et appartient au club balladurien de *Torcelo.* C'est un affilié au *Siècle.*

J'AIME L'ALSACE. Revue mensuelle catholique et traditionaliste animée par Raymond et Renée Alberola, appuyée par le Centre d'information et d'études sociales ; elle organise des *Rencontres alsaciennes* très suivies par les sympathisants du CIES (7, chemin de Saegmatt, 68140 Stosswihr).

JANQUIN Serge, professeur certifié, né le 5 août 1943 à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais). Maire de sa ville natale, il fut élu député *PS* du Pas-de-Calais le 28 mars 1993, et réélu le 1er juin 1997. La caisse électorale fut « arrosée » (284 000 F) par des firmes capitalistes : *Compagnie générale de chauffe, SOGEA, Nord Structure,* etc.

JAMBU Janine, secrétaire et maire de Bagneux, née le 18 novembre 1942 à Berre-l'Etang (Bouches-du-Rhône). Elue député *PC* des Hauts-de-Seine le 28 mars 1993 (grâce aux subsides de *Bouygues, SITA, Méthodes de Construction,* etc., 179 000 F), elle fut réélue le 1er juin 1997.

JANVIER, membre de l'état-major du *PSF,* chargé des questions religieuses (voir : *Sigmaringen*).

JAULNEAU Jacky, instituteur, conseiller général et maire de Chuisnes, né le 1er février 1952 à Les Autels-Villevillon (Eure-et-Loir). Il devint député *PS* d'Eure-et-Loir le 29 août 1999, en remplacement de François Huwart, nommé membre du gouvernement.

JEAMBAR Denis, journaliste, né le 14 janvier 1948 à Valréas. Reporter à *Paris-Match* (1981), il entra au magazine *le Point* pendant le mois de septembre 1972, et y fut chef d'enquête à la rubrique *Ville-Environnement* de 1976 à 1978, grand reporter au service *Société* (1978), chef du service *Partis Politiques* (1980), chef du service *Nation* (1985). Parallèlement, il occupa le poste de rédacteur en chef à *Vie Publique* et à *Musiques*. Denis Jeambar quitta *le Point* au mois de juillet 1995 afin de prendre les fonctions de directeur général de l'antenne d'*Europe I*, mais ne les assuma que jusqu'au mois de mars 1996, date où il entra à *l'Express* comme directeur de la rédaction. Juif par sa mère, Denis Jeambar témoigne d'un très vif attachement à Israël. Il a publié une quinzaine d'ouvrages, dont *Le PC dans la maison* (1984) et *Le Poisson pourrit par la tête* (1991). Il est affilié au *Siècle*.

JEAN-BAPTISTE Henry, conseiller référendaire à la Cour des comptes, né le 3 janvier 1933 à Fort-de-France (Martinique). Elu député *UDF* de Mayotte le 16 mars 1986, il fut réélu les 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

JEANNENEY Jean-Noël, professeur, né le 2 avril 1942 à Grenoble. Il commença sa carrière comme maître de conférences à l'*Institut d'Etudes Politiques*. Ensuite, ce fils de l'ancien député et ministre Jean-Marcel Jeanneney et petit-fils de l'ancien président du Sénat et ministre Jules Jeanneney fut assistant (1969-1972), puis maître-assistant (1972-1977) en histoire contemporaine à la faculté de Nanterre, maître de conférences (1977) et professeur des Universités (1989). Jean-Noël Jeanneney collabora au quotidien socialiste *le Matin*, remplit les fonctions de conseiller des programmes à l'*INA*, siégea au haut-conseil de l'audiovisuel, signa une chronique régulière dans *le Point* à partir de 1980, occupa le poste de président-directeur général à *Radio-France* (1982-1986) et à *RF* I (1983-1986). Membre du haut-conseil de la Communication (janvier 1988), responsable de la Mission du Bicentenaire de la Révolution (mai 1988), secrétaire d'Etat au Commerce extérieur (1991), secrétaire à la Communication (1991), il conduisit en Haute-Savoie la liste socialiste lors de l'élection régionale de 1992, et fut battu, dans la Haute-Saône, à l'élection législative de 1993. Ex-membre des conseils d'administration de l'*AFP*, de *TDF*, de la *Société des lecteurs du « Monde »* et de *La Sept*, Jean-Noël Jeanneney fonda en 1980 le Comité d'histoire de la Télévision, et, spécialiste de la IIIe République, publia divers ouvrages sur le sujet, dont un panégyrique de Léon Blum. Il consacra aussi, bien qu'homme de gauche, un ouvrage très favorable et admiratif à *De Wendel*, la bête noire du *Front Populaire* avant la guerre. Il est un affilié remarqué du *Siècle*.

JEAN-PIERRE Thierry B., magistrat, né le 27 juillet 1955 à Mende. Chargé d'instruire des affaires difficiles concernant des personnages politiques, il

Campagne d'Action et de Propagande

Autocollant couleur sur papier glacé (15 X 10,5 cm)

Réf: J01

fit preuve d'un grand courage, à une époque où les hommes de la finance plus ou moins liés à la politique étaient ménagés par la Justice. Ayant quitté la magistrature, il se fit élire député européen sur une liste gaulliste.

JEANTET Claude, journaliste, animateur du *Petit Parisien* reparu en Allemagne, rédacteur à *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

JEGOU Jean-Jacques, chef d'entreprise et maire du Plessis-Trévise, né le 24 mars 1945 à Versailles (Yvelines). Elu député *UDF* du Val-de-Marne le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est soutenu financièrement par les « gros » de sa région : en 1993 ceux-ci versèrent 330 000 F à sa caisse électorale.

JEUNE NATION. Publication fondée par Pierre Sidos pour servir d'organe au mouvement du même nom qu'il dirigeait dans les années 50. D'accord avec son fondateur, il reparaît aujourd'hui sous la direction d'Yvan Benedetti et est lu avec passion par les militants de la tendance nationaliste la plus ancienne.

JEUNE RÉPUBLIQUE (La). Mouvement chrétien de la gauche fondé par Marc Sang en 1912. Prône la socialisation et la gestion démocratique des moyens de production et d'échange d'une certaine importance. Président : Louis Perrin (né le 29 mai 1920). Possède un organe de presse qui porte son nom (9, boulevard Jean-Mermoz, 92200 Neuilly-sur-Seine).

JOLIBOIS Charles, avocat, vice-président du Conseil général, président de l'Association départementale des Maires et maire d'Etriché, né le 4 octobre 1928 à Paris. Elu sénateur de Maine-et-Loire le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

JONAS. Groupement de religieux fondé en 1988 par Henri Denis. A l'heure où Rome envisage un accord avec les amis de Mgr Lefebvre, *Jonas* se propose de veiller à la fidélité de l'Eglise à Vatican II — et donc de dénoncer les infidèles. L'équipe nationale compte parmi ses membres : Michel Anglares, Charles Antoine, Gérard Bessière et Hyacinthe Vulliez. A travers *la Lettre de Jonas,* supplément de la revue *Jésus* de Michel Pinchon, mais aussi par le biais de conférences, d'enquêtes et de pétitions envoyées aux prêtres et aux évêques, *Jonas* diffuse ses idées dans l'Eglise : un clergé d'hommes et de femmes célibataires ou mariés et la participation des laïcs dans l'octroi des sacrements aux fidèles.

JOSPIN Lionel, diplomate, né le 12 juillet 1937 à Meudon. Enarque diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques, sympathisant sinon membre du *Parti Communiste Internationaliste* dans sa jeunesse, il fut secrétaire au quai d'Orsay jusqu'en 1970, puis détaché à l'*IUT* de Sceaux comme professeur d'économie de 1970 à 1981. Lionel Jospin occupa la fonction de secrétaire national du *Parti Socialiste* chargé de la formation (1973-1975), du Tiers Monde (1975-1979), des relations internationales (1979-1981), et siégea au conseil municipal de Paris à compter de 1977. De 1981 à 1987, successeur de François Mitterrand, devenu Président de la République, au

Annexe au n° 264 Lundi 11, mardi 12 et mercredi 13 novembre 1996

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE
ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES (C.C.F.P.)

Publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 1995

La République fournit des verges pour fouetter ses candidats.
Vont-ils courir plus vite ?

poste de premier secrétaire du *PS*, il fut élu député de la Haute-Garonne en 1986, et réélu en 1988 et en 1993. Ministre de l'Education, de la Recherche et des Sports (1988), conseiller général de la Haute-Garonne (1986), ministre de l'Education nationale (1991-1992), conseiller régional de Midi-Pyrénées (1992), Lionel Jospin songea en 1993 à quitter la politique, mais le Premier ministre Edouard Balladur lui refusa la charge d'une ambassade. Candidat socialiste à l'élection présidentielle (1995), il arriva en tête au premier tour avec 23 % des voix, et second au suivant avec 47,3 %. Lionel Jospin redevint premier secrétaire du *PS* après l'entrée de Jacques Chirac à l'Elysée. Le *Siècle* le compte parmi ses affiliés.

JOUHAUD Edmond, général (Bousfez, Algérie, 1905-Royan 1995). Fils d'instituteurs publics (dans le département d'Oran), issus de Français venus s'établir en Algérie en 1863. Prisonnier des Allemands (1940), il s'évada et réussit à gagner l'Algérie avec l'appui du gouvernement de Vichy. Entré dans la Résistance, il en devint l'un des chefs dans le Bordelais. Il fut, en Algérie (1957), l'adjoint du général Salan, qu'il retrouva lors du *putsch des généraux* auquel il participa au côté de son ancien chef et des généraux Challe et Zeller (22 avril 1961). Il prit quatre mois plus tard la tête de l'*OAS* dans le département d'Oran. Arrêté le 26 mars 1962 à Oran, il fut emprisonné à la Santé et condamné à la peine capitale le 13 avril 1962. Il attendit la mort jusqu'au 28 novembre 1962, date de la grâce présidentielle. Il rejoignit alors la prison de Tulle d'où il ne sortira que le 23 décembre 1967 (amnistié en 1968). Sa liberté lui permit d'écrire plusieurs livres sur l'Algérie, dont le plus connu semble être *O, mon pays bien-aimé.* Le *Front National des Rapatriés* le porta à sa tête en 1969. Ses obsèques eurent lieu à Royan.

JOURDAIN André, professeur et maire de Sapois, né le 13 juin 1935 à Coux-les-Usiers (Doubs). Devenu sénateur du Jura le 18 septembre 1989, en remplacement de Pierre Brantus, décédé, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du *RPR*. Il a été, successivement, vice-président puis président au Conseil général du Jura.

JOURNAL (Le). Hebdomadaire tiré à 6 000 exemplaires répandus dans la région de Vitré. De nuance modérée, il a pour directeur Loïk de Guébriant, d'une vieille famille de la noblesse bretonne, et pour rédacteur en chef Jean-Michel Desaunal (B.P. 28, 35501 Vitré Cedex).

JOURNAL D'ABBEVILLE (Le). Dirigé par Thierry Rediguet, déjà rédacteur en chef de *l'Eclaireur-Vallée de la Bresle* (voir à ce nom), cet hebdomadaire abbevillois ajoute 4 900 exemplaires aux 5 800 exemplaires de *l'Eclaireur.* Christophe Lusseau est le rédacteur en chef du *Courrier* (B.P. 426, 80104 Abbeville).

JOURNAL D'ELBEUF (Le). Hebdomadaire dirigé par Philippe Hersant, la rédaction étant assurée par José Mouzet et ses collaborateurs. Tirage : 4 200 exemplaires (B.P. 440, 76504 Elbeuf Cedex).

JOURNAL DE GIEN (Le). Hebdomadaire fondé le 15 avril 1945, dirigé par les Jatteau, dont Raymond, qui administrait le journal, Jean-Pierre,

P.-D.G. actuel, et Dominique, directeur de la publication. Martial Poncet est le rédacteur en chef de ce journal dont les 20 000 exemplaires sont lus dans la région par un public rural et bourgeois (B.P. 65, 45402 Gien Cedex).

JOURNAL DE LA CORSE (Le). Hebdomadaire dirigé par Jean-Luc Siciliano, Caroline Siciliano étant rédactrice en chef (B.P. 255, 20180 Ajaccio Cedex).

JOURNAL DE LA HAUTE-MARNE (Le). Ex-*Haute-Marne libérée* (fondée le 15 septembre 1944) ce quotidien diffuse 27 000 exemplaires dans le département. Il est animé par Jean Bletner, rédacteur en chef et gérant, et Bruno Théveny, chef de la rédaction (14, rue du Patronage-Laïque, 52902 Chaumont Cedex 09).

JOURNAL DE LA VIEILLE FRANCE. Publication trimestrielle consacrée aux « *vieux papiers et vieux bouquins* », illustrée de documents anciens et d'images des siècles passés (J.V.F., BP 15, 95221 Herblay Cedex).

JOURNAL DE L'ILE (Le). Quotidien réunionnais (36000 exemplaires) dirigé par Philippe Hersant et Bruno Hervieu, la direction de la rédaction étant assurée par Jacques Tillier (B.P. 165, 97463 Saint-Denis Cedex).

JOURNAL DE MILLAU (Le). Journal hebdomadaire dont Jacky Remond est directeur de la publication, et Jacques Brétuel, rédacteur en chef (B.P. 134, 12101 Millau Cedex).

JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE (Le). Quotidien modéré dirigé par François Prétet, P.-D.G. et rédacteur en chef, assisté de Michel Limoges et Bernard Mugnier. Le premier dirige aussi *Dimanche Saône-et-Loire* (B.P. 134, 71104 Châlon-sur-Saône Cedex).

JOURNAL DU CENTRE (Le). Quotidien nivernais dirigé par Louis Cottier, président, Jean-Pierre Caillard, directeur général, et Guy Dugne, directeur. François Gilardi est le rédacteur en chef (B.P. 106, 58007 Nevers Cedex).

JOURNAL DU MÉDOC (Le). Hebdomadaire dirigé par Françoise Le Galudec, que seconde Jean-Pierre Gauffre, rédacteur en chef (14-16, rue Camille-Maumey, 33112 Saint-Laurent-Médoc).

JOURNET Alain, géomètre expert, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 21 juin 1981 et réélu les 16 mars 1986 et 12 juin 1988), président du Conseil général et maire de Le Vigan (Gard), né le 15 juin 1941 dans cette localité. Il a été élu sénateur du Gard le 27 septembre 1998 ; il est inscrit au groupe *socialiste.*

JOYANDET Alain, éditeur, conseiller général et maire de Vesoul, né le 15 janvier 1954 à Dijon (Côte-d'Or). Il a été élu sénateur *RPR* de la Haute-Saône le 24 septembre 1995.

JOYEUX Maurice, responsable politique, né le 29 janvier 1910 à Paris, mort le 8 décembre 1991. Issu d'une famille ouvrière, il milita lui-même au *Parti socialiste,* son père étant le secrétaire du député *SFIO* de Levallois, Jean Bon. Sa mère — « *une petite bonne femme énergique et merveilleuse* » — était teinturière, en même temps que collaboratrice du fameux

Vous vous êtes trompés d'adresse. aussi votre document ne me parvient que ce jour-ci c'est rue Paul Albert et non Bert

DICTIONNAIRE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE

DIFFUSION LA LIBRAIRIE FRANÇAISE
27, RUE DE L'ABBE-GREGOIRE, PARIS VIe

Nom : JOYEUX

Prénoms : Maurice Pseudonyme : Montluc (je ne l'emploie que sur ...)

Date et lieu de naissance : 29 Janvier 1910 à PARIS 12e

Nom du conjoint : Goubard (dite SUZY CHEVET)

Nombre et prénoms des enfants : une Claudette

Ascendants et descendants s'étant distingués dans différents domaines : mon père, ma mère militants socialistes

Décorations : néant

Activités professionnelles (avec les dates : j'étais ouvrier ajusteur-outilleur. je suis délégué et militant syndicaliste.

Activités politiques. fonctions officielles, etc. . (avec les dates) : militant anarcho-syndicaliste et anarchiste. Je n'ai jamais fait de politique

V.T.S.V.P.

IMPORTANT : Le signataire n'est pas tenu de remplir entièrement ce formulaire (les questions ci-dessus ne sont posées qu'à titre indicatif). **Aucune obligation n'est contractée de part et d'autre.**

Fiche bibliographique

Première Edition, NOVEMBRE 1969

JOYEUX Maurice

L'ANARCHIE ET LA SOCIETE MODERNE

Les Nouvelles Editions DEBRESSE
17, rue Duguay Trouin, PARIS-6e

L'Anarchie et la Société moderne est un effort pour comprendre le mouvement que l'économie moderne a imprimé au milieu. Il a pour but de définir les nouveaux rapports qui s'établissent entre les hommes et les classes et les éléments de bases pour le combat révolutionnaire qui doit s'inscrire dans les réalités concrètes de notre temps.

● Dégager ce qu'il y a de permanent dans l'enseignement théorique, hérité du 19e siècle et le projeter dans le monde actuel, réactualiser le concept éternel de la révolution socialiste, tel doit être l'objectif de tous les anarchistes et cet essai n'est rien d'autre que la quote-part de l'auteur à ce projet dont dépend l'avenir de l'humanité.

*
**

Né à Paris, Maurice JOYEUX, aussitôt son certificat d'études obtenu rejoint l'atelier malgré ses parents hôteliers sur la côte normande qui rêvaient de voir leur rejeton continuer ses études ou prendre leur suite derrière le comptoir. D'abord ouvrier serrurier, il fréquente les écoles techniques du soir, puis travaille comme ajusteur-outilleur dans les usines de la région parisienne.

Cochon, fondateur de la *Fédération des locataires*, terreur de « Monsieur Vautour ». Veuve d'un mari tué à la bataille de la Marne, sa mère, Rosine, épousa Alfred Ciron, un militant de la *SFIO*. Dès l'âge de neuf ans, le jeune Maurice suivait ses parents aux manifestations publiques. Apprenti serrurier, il blessa son patron au cours d'une altercation et est condamné à une amende de 1 000 F. Ayant devancé l'appel pour en finir au plus tôt avec ses obligations militaires, envoyé au Maroc, il supporta très mal les brimades et fut mis plusieurs fois en prison. Revenu à la vie civile, il connaîtra, de nouveau, les geôles de la République pour ses activités socialistes. Il fit, en tout, une dizaine d'années de prison. Ce long séjour carcéral ne fit que renforcer ses convictions. Lorsqu'il est libre, il connaît le chômage, l'asile de nuit, la soupe populaire. Il donna son adhésion au *Comité des chômeurs* ; il entra, un peu plus tard, à la *CGTU*, la centrale syndicale communiste (1934). Deux ans plus tard, il adhéra à l'*Union anarchiste*. A sa sortie de prison en 1945, il s'employa à reconstituer la *Fédération anarchiste*. L'hebdomadaire *le Libertaire* est remplacé par *le Monde Libertaire* et la *Fédération* se dote de *Radio Libertaire*, dont la première émission fut présentée par Maurice Joyeux. (Il fit, aussi, quelques émissions à l'*ORTF*.) Outre les brimades du Pouvoir, Maurice Joyeux connut les jalousies des siens : privé de ses responsabilités fin 1950, il fut exclu en 1952. C'est alors qu'il crée une petite librairie pour diffuser ses livres et ceux des amis ; elle sera le tremplin qui lui permettra de repartir et de fonder une nouvelle *Fédération anarchiste* et une revue, *la Rue*, ne faisant plus référence aux seuls « grands anciens » — les Proudhon, les Reclus, les Bakounine —. Maurice Joyeux voulut inscrire dans l'évolution de la société contemporaine le mouvement anarchiste resté jusque-là dans la nostalgie de la grande Epoque : « *Le plus condamnable*, disait-il, *c'est de vouloir constamment remettre son pas qui a été laissé par celui qui vous a précédé.* » Il a laissé plusieurs ouvrages dont deux tomes de *Souvenirs* (parus en 1986 et 1989) et *L'Anarchie et la révolte de la Jeunesse* (1970) où il « repense », à la lumière des événements de mai-juin 1968, le mouvement libertaire dont il retrace l'histoire.

JUILLET Pierre, avocat, né le 22 juillet 1921 à Puy-Judeau (Creuse). Après avoir combattu dans la Résistance, il appartint au barreau et rejoignit le *RPF* du général De Gaulle en 1947. Il avait épousé une secrétaire du Général, mais il n'approcha jamais celui-ci. En revanche, il fut chef de cabinet d'André Malraux, ministre aux Affaires culturelles en 1958. Devenu chargé de mission de Georges Pompidou, Premier ministre, puis Président de la République, son influence politique grandit. A tel point qu'on l'a accusé d'avoir provoqué le renvoi de Jacques Chaban-Delmas, alors Premier ministre, et de l'avoir fait remplacer par Pierre Messmer. C'est également lui qui aurait poussé Jacques Chirac au ministère de l'Intérieur. Chirac était devenu son « poulain ». Ce dernier étant nommé Premier ministre, le remercia un jour : « *C'est la première fois qu'un cheval remercie son jockey* », répondit-il. Juillet fut en outre à l'origine de l'éviction de quelques barons du gaullisme. On le rend responsable de la défaite de Chaban-Delmas devant Giscard d'Estaing aux présidentielles de 1974 et de

la rupture entre gaullistes et giscardiens. Il aurait même inspiré et rédigé le fameux « *Appel de Cochin* » qui critiquait l'*européisme* du gouvernement : « *Comme toujours, quand il s'agit de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas, c'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort.* » Cette « sortie » provoqua le renvoi du « *diabolique tandem* » qu'il faisait avec sa complice, Mme Garaud. Il ne s'en remis jamais. Réfugié dans la Creuse, son pays natal, l'ex-gourou y mourut à l'âge de 78 ans, bien oublié, même de ceux qu'il avait poussés vers le pouvoir.

JULIA Didier, professeur d'université et conseiller régional, né le 18 février 1934 à Paris. Il est le fils d'une Hollier-Larousse, de la famille des éditeurs, et le neveu du député gaulliste Bertrand Flornoy. Elu député *RPR* de Seine-et-Marne le 12 mars 1967, il fut réélu les 30 juin 1968, 11 mars 1973, 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Les « gros » du département lui constituèrent un « trésor de guerre » de 435 000 F en 1993 avec l'aide de la trésorerie du *RPR*.

JULLIARD Jacques, journaliste, né le 4 mars 1933 à Brénod. Après avoir participé à la mutation de la majorité de la *CFTC* en *CFDT* (1964) où il tint un rôle de premier plan aux côtés d'Edmond Maire, ce chrétien de gauche entra aux *Editions du Seuil* et y dirigea plusieurs collections. Ensuite, Jacques Julliard fut maître-assistant à *Paris VIII-Vincennes*, représentant du *Syndicat général de l'Education nationale* au bureau national de la *CFDT* (1973-1976), directeur d'études à l'*Ecole des hautes études en sciences sociales*. Depuis 1978, éditorialiste au *Nouvel Observateur*, il y supervise, depuis 1985, la rubrique *Idées*. Egalement directeur-adjoint de ce périodique, chroniqueur à *Europe 1* et au journal *Challenger*, Jacques Julliard publia de nombreux ouvrages politiques, parmi lesquels *Ce fascisme qui vient* et *L'Année des dupes*. Farouche américanophile et maastrichien, il est membre de la *Trilatérale*, de la *Fondation Saint-Simon* et du *Siècle*.

JULY Serge, journaliste, né le 27 décembre 1942 à Paris. Vice-président de l'*Union des Etudiants Communistes*, il en fut exclu pour gauchisme. Devenu vice-président de l'*UNEF*, chargé de l'information (1965), Serge July rallia le *Mouvement du 22 mars*, l'*Union des Jeunesses communistes-marxistes-léninistes*, la *Gauche Prolétarienne*, et, responsable de l'*Organisation de solidarité avec la révolution latino-américaine*, effectua un stage à Cuba (été 1968), puis écrivit *Vers la guerre civile* (1969), ouvrage qui sera le bréviaire des mouvements terroristes français telle la *Nouvelle résistance populaire*. Suspecté de déviation petite bourgeoise, il fut renvoyé à la base dans le nord par la direction de la *Gauche Prolétarienne* et y agita l'opinion quand, à Bruay-en-Artois, un notaire fut à tort soupçonné du meurtre d'une fillette. Lorsque Serge revint à Paris (1972), Benny Lévy l'imposa au sein de l'agence de presse *Libération*. Ensuite, il devint rédacteur en chef du premier quotidien français gauchiste *Libération* (1973), et y remplaça Jean-Paul Sartre au poste de directeur. Dès 1974, avec le soutien de l'équipe des *Cahiers de mai*, Serge July entreprit de relancer ce journal

dont les fonds s'épuisaient. Il le restructura (1978) et dut néanmoins interrompre sa parution (février 1981), mais le republia bientôt, faisant appel à des capitaux extérieurs (1983). Devenu tout à la fois directeur et gérant de la publication en 1987, Serge July défend aujourd'hui le libéralisme économique aussi vigoureusement qu'il le combattit naguère, et, à l'exemple des *Chargeurs Réunis,* de nombreux capitalistes alimentent les caisses de *Libération.* En 1995, cet archétype de l'intellocrate champion des thèses de la *Fondation Saint-Simon* créa un city-magazine. Ce fut un échec financier comme l'avait été à Lyon l'éphémère journal *Lyon-Libération.* Depuis 1970, au sein du Club de la Presse d'*Europe I,* Serge July co-anime, avec Christine Ockrent et Philippe Alexandre, une émission sur *France 3* qui traite de l'actualité. Outre ses fréquentations « capitalistes », son affiliation au *Siècle* confirme le ralliement de Serge July au *Système.*

JUNG Armand, fonctionnaire territorial et conseiller général, né le 13 décembre 1950 à Théding (Moselle). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* du Bas-Rhin le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Catherine Trautmann, nommée membre du gouvernement.

JUPPÉ Alain, inspecteur des Finances, né le 15 août 1945 à Campagne-de-Marsan. Adhérent de l'*UNR* qu'avait séduit en 1968 les idées de gauche, il entra comme « nègre » au cabinet du Premier ministre Jacques Chirac (1976) ; puis celui-ci ayant démissionné, devint conseiller technique du ministre de la Coopération, Robert Galley, avant de se vouer totalement au *RPR* (1977) et d'y occuper le poste de délégué général. Battu dans les Landes lors de l'élection législative de 1978, cet énarque fut, tour à tour, à la mairie de Paris conseiller technique pour les questions financières et budgétaires, conseiller général des services de la ville. Conseiller technique du président du *RPR,* Alain Juppé, de nouveau battu dans les Landes à l'élection cantonale de 1979, prépara, comme directeur en charge des affaires économiques de Jacques Chirac, la campagne présidentielle de ce dernier. Ensuite, maire-adjoint de Paris, chargé des finances (1983), il fut successivement, après avoir fondé le *Club 89* et y avoir assumé les responsabilités de secrétaire général jusqu'en 1984, membre du comité central, membre du bureau politique du *RPR.* Député européen (1984), secrétaire national chargé du redressement économique et responsable de la plate-forme économique de l'Opposition (1984), député de Paris (1986), ministre du Budget et porte-parole du gouvernement, porte-parole et coordinateur de la campagne présidentielle de Jacques Chirac (1988), inspirateur du *Projet pour la France,* Alain Juppé remplaça Jacques Toubon au secrétariat général du *RPR.* Réélu député européen (1989) et député de Paris (1993), ministre des Affaires étrangères jusqu'en 1995, il fut promu Premier ministre en 1995. Cet affilié au *Siècle,* est devenu maire de Bordeaux.

JUSQU'A NOUVEL ORDRE. « Journal d'aujourd'hui pour l'homme de demain », dirigé par Eric Wlascoff (MBL 188, 44, rue Monge, 75005 Paris). Diffusé par *La Licorne Bleue.*

K

KABERSELI Ahmed, officier de l'ordre national du Mérite, né le 11 septembre 1931 à Alger. Proche de Marc Lauriol, il a milité pour une Algérie fédérale de type communautaire. Il a pu quitter l'Algérie le 18 juin 1962, s'installa en France et fonda la première association d'aide aux harkis. Il créa également en 1981 le *Clin d'Œil*, pour combattre le socialisme, en particulier le secrétariat d'Etat aux rapatriés et son chef Raymond Courrière. Il a signé *Le Chagrin sans la pitié, Le Génocide des harkis en Algérie.*

KAROUTCHI Roger, militant politique, né le 26 août 1951 à Casablanca (Maroc). Elu député européen en 1999 sur la liste du *RPF.*

KÉRALY Hugues (Le Barbier de Blignières, dit), écrivain, né le 19 décembre 1947 à Saumur, d'une famille d'adversaires au totalitarisme révolutionnaire et de De Gaulle. Ancien professeur de philosophie politique, il a collaboré à *Itinéraires,* à *Monde et Vie,* à *Valeurs Actuelles,* au *Figaro Magazine* et a dirigé la rédaction de *Présent* (1981-1984). Il a signé de nombreux ouvrages parmi lesquels *Pour rebâtir l'université, Préface à la politique, selon Saint Thomas d'Aquin, Les médias, le monde et nous,* ou encore *Cinq continents accusent Amnesty International* et *SOS Nicaragua : voyage au pays du communisme à langage chrétien.* Il est aussi l'auteur de *Sida, la stratégie du virus* et d'ouvrages historiques comme *Les Cristeros : chronique d'une insurrection mexicaine occultée par l'Eglise et l'Etat* ou *Hugues Capet, album du millénaire.*

KERDRAON Jean-Noël, dessinateur industriel, né le 30 décembre 1943 à Guipavas (Finistère). Il fut élu député *PS* du Finistère le 1er juin 1997.

KERGUÉRIS Aimé, agriculteur et conseiller général, né le 3 juin 1940 à Plouhinec (Morbihan). Elu le 12 mars 1978, il devint député du Morbihan le 6 mai 1978, en tant que remplaçant de Christian Bonnet, nommé membre du gouvernement. Il fut de nouveau député en décembre 1983, toujours en remplacement de Christian Bonnet,

élu sénateur. Aimé Kerguéris fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

KERN Bertrand, assistant parlementaire et conseiller général, né le 4 février 1962 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* de Seine-Saint-Denis le 1er mai 1998, en tant que remplaçant de Claude Bartolone, nommé membre du gouvernement.

KERRAOUL Bernard (de), directeur de publication, né le 12 février 1936 à Saint-Brieuc, ancien conseiller municipal de sa ville natale. Principal animateur du *Bulletin d'information de l'Entente catholique de Bretagne.*

KERT Christian, cadre administratif, né le 25 juillet 1946 à Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Elu député *UDF* des Bouches-du-Rhône le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

KIEJMAN Georges, avocat, né le 12 août 1932 à Paris. D'origine juive polonaise, ami intime de Pierre Mendès-France, avocat au barreau de Paris depuis 1953, il plaida plusieurs affaires célèbres : celle de Pierre Goldman, l'assassin de deux pharmaciennes, celle de la famille de Malik Ousseline, celle de la FASP. Et au nombre de ses clients, l'on compta : François Truffaut, Jean-Luc Godard, Eugène Ionesco, Gérard Lebovici, Jean-Christophe Averty, Roger Hanin, Jean-Christophe Mitterrand, Jacques Attali, Régis Debray, Coluche, Simone Signoret, Danielle Mitterrand, la *Ligue contre l'antisémitisme et le racisme* (*LICRA*), la *Ligue des Droits de l'Homme,* les *Editions Hachette,* la *SACEM, TF1* et même le gouvernement des Etats-Unis lors du procès Abdallah. Georges Kiejman milita au *Parti Socialiste Unifié* (1968-1969), au *Parti Socialiste,* fut président de la Commission d'avance sur recettes de films. Devenu sur le tard un proche du président de la République François Mitterrand, qui longtemps ne l'avait pas aimé, il participa en 1983 à la fondation du *Club Saint-Simon,* administra la *Fondation France-Liberté* de Danielle Mitterrand à compter de 1985, siégea au conseil de surveillance du *Monde* (1985). En 1990, Georges Kiejman devint ministre délégué à la Justice ; en 1991 : ministre de la Communication ; au mois d'avril 1992 : ministre délégué aux Affaires étrangères. Administrateur de l'Institut Pierre Mendès-France, il fut chargé de créer un comité pour la protection des œuvres de François Mitterrand (1996). C'est un affilié au *Siècle.*

KLARSFELD Arno, né le 20 janvier 1905 à Brail (Roumanie), décédé le 3 novembre 1943 à Auschwitz (Pologne). Sa progéniture a beaucoup fait parler d'elle depuis une trentaine d'années. Ses héritiers, ayant demandé à ce qu'il fût officiellement déclaré « *déporté résistant* », ont été déboutés, en vertu des articles R 286 et R 287 du Code des Pensions (cf. Document du ministère des Anciens combattants et victimes de la guerre, daté du 25 août 1955).

KOUCHNER Bernard, médecin gastro-entérologue, né le 1er novembre 1939 à Avignon. Ce fils d'un médecin de gauche adhéra en 1954 à l'*Union de la Jeunesse Républicaine,* milita contre la guerre d'Indochine, soutint le *FLN.*

Membre du bureau national des *Etudiants Communistes* (1964-1965), il fut exclu du *Parti Communiste*. Bernard Kouchner fonda le *Comité international de la gauche pour la paix au Moyen-Orient,* avec Malik Halter, anima le Comité de grève de la faculté de médecine de Paris (1968), cofonda le magazine *Actuel,* entra au *Secours Médical Français,* futur *Médecins Sans Frontières* qui œuvrait au Biafra, mais le quitta en 1979 pour créer *Médecins du Monde*. Puis, mitterrandiste, il fut, en tant que représentant de la « Société Civile », secrétaire d'Etat à l'Insertion Sociale avant de l'être à l'Action Humanitaire. Promu ministre de la Santé, Bernard Kouchner devint député socialiste européen (1984). Président délégué du *Parti Radical Socialiste,* il fut battu dans les Bouches-du-Rhône lors de l'élection législative d'octobre 1990. Cet affilié au *Siècle* fut promu au Kosovo où il exerce une autorité comparable à celle d'un « vice-roi ».

KOSSOWSKI Jacques, dirigeant d'entreprise et maire de Courbevoie, né le 11 octobre 1940 à Paris. Il fut élu député des Hauts-de-Seine le 1er juin 1997, il est apparenté au *RPR*.

KRISIS. Revue d'idées et de débats, fondée en 1988. Numéros thématiques : écologie, évolution, travail, art, culture, Europe, etc. Directeur : Alain de Benoist ; rédacteur en chef : Jean Laloux (5, impasse Carrière-Mainguet, 75001 Paris).

KUCHEIDA Jean-Pierre, professeur certifié et maire de Liévin (Pas-de-Calais), né le 24 février 1943 à Liévin. Elu le 14 juin 1981 et devenu député *PS* du Pas-de-Calais le 2 juillet 1981, par suite du décès de Henri Darras, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Sa caisse électorale avait été copieusement arrosée : 519 000 F (en 1993) versés par *SEMOTEC, Compagnie générale de chauffe, SOGEA, Still,* etc.

KUNTZ Florence, militante politique, née le 9 mai 1969 à Epinal. Elue députée européenne sur la liste du *RPF* en 1999.

L

LABARRÈRE André, professeur agrégé, ancien ministre, né le 12 janvier 1928 à Pau (Pyrénées-Atlantiques). Il est maire de sa ville natale. Elu député *PS* des Pyrénées-Atlantiques le 12 mars 1967, il fut réélu les 11 mars 1973, 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Sa caisse électorale avait été largement pourvue par *SAUR Bouygues*, la *Compagnie générale d'automatisme*, *Colas* et autres sociétés « capitalistes » qui ne répugnent pas à donner de l'argent à un socialiste « *anticapitaliste* ».

LABEYRIE Philippe, médecin et maire de Mont-de-Marsan, né le 29 avril 1938 à Dax (Landes). Elu sénateur *PS* des Landes le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992.

LABRO Philippe, journaliste, né le 27 avril 1936 à Montauban. Il fut correspondant de l'Agence *France-Presse* à Lexington (1955) avant de travailler dans une agence de publicité (1956). Après, Philippe Labro fut reporter à *Europe 1* (1957), grand reporter à *Marie-France* (1958-1959) et au *Journal du Dimanche* à compter de 1965. Toutes ces activités ne l'empêchèrent pas de collaborer à *5 colonnes à la une* (1960-1964) et de coproduire *Caméra 3* sur *Antenne 2* ; mais, ayant participé à la grève de 1968, on le congédia de cette chaîne. Entré à *RTL*, il y fut tour à tour chroniqueur responsable des informations de fin de semaine, rédacteur en chef et présentateur du journal de 13 heures (1979-1981). Devenu co-animateur du journal de midi d'*Antenne 2* (1981-1982), il fut ensuite directeur général (1985), puis vice-président du programme de *RTL*. Philippe Labro est administrateur des *Chargeurs Réunis*, de *Téléstar*, d'*Edi-Radio*, de *Robert Laffont*, etc. Il publia plusieurs romans dont *Des feux mal éteints*, *Le Petit garçon*, *L'Etudiant étranger*. C'est un affilié au *Siècle*.

LABRUSSE Bertrand, président à la Cour des Comptes, né le 7 juin 1931 à Viroflay. Entré à la Cour des Comptes (1959), il fut chargé de mission au quai d'Orsay (1963-1965), conseiller

technique du ministre des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville, au ministère des Finances, à Matignon (1966-1969). Bertrand Labrusse occupa le poste de rapporteur-adjoint près le Conseil Constitutionnel (1971-1975), de « M. Vacances » de Jacques Chirac, et dirigea la *Société française de production* (1978-1986). Le président de la République, François Mitterrand, le mit ensuite, avec Catherine Tasca, à la tête de la *CNCL*, puis le Premier ministre Laurent Fabius le nomma, en le chargeant du dossier Câble, membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel qui succéda en 1989 à la *CNCL* avant de le promouvoir président de chambre à la Cour des Comptes (1991). Bertrand Labrusse administra le *Festival de Cannes* et présida la Commission des cinémas d'*Art* et d'*Essai*. C'est un affilié au *Siècle*.

LACAZE Jeannou, général d'armée, né le 11 février 1925 à Hué (Indochine). Capitaine de la Légion étrangère en 1952, il a été affecté au service de contre-espionnage après avoir été blessé en Indochine. Lieutenant-colonel en 1965, il fut de nouveau affecté au contre-espionnage (SDECE). Général de brigade (1974), il commanda la 11e division parachutiste. Remarqué par Giscard d'Estaing (1981), il fut nommé par le président chef d'Etat-Major des Armées. Il le resta jusqu'en 1985 sous François Mitterrand. Il prit alors le poste de conseiller spécial pour l'Afrique des ministères de la Défense d'Hernu, Chevènement et André Giraud. Attiré par la politique, il accepta la septième place de la liste de l'opposition. Il fut élu au titre de l'*UDF*. Mais il rallia bientôt le *Centre National des Indépendants* qu'il quitta l'année suivante pour fonder son propre parti : l'*Union des Indépendants*, dont il occupe la présidence. Il prit une part active dans divers groupements d'assistance aux pays du tiers monde. L'affaire de l'Irak l'incita à prendre une position favorable à Saddam Hussein, puis il se déclara hostile à l'Irak. Dans *Menaces sur la France*, paru en 1991, il explique le pourquoi de son attitude.

LACOSTE-LAREYMONDIE Alain (de), conseiller d'Etat, né le 7 janvier 1921 à Niort. Ce diplômé d'études supérieures de droit public, de droit privé, d'économie politique, débuta sa carrière comme auditeur au Conseil d'Etat (1946). Puis il fut successivement chef du cabinet civil du général de Lattre (1951), conseiller technique du ministre du Travail et de la Sécurité sociale Pierre Garet (1952), conseiller technique du ministre de la Reconstruction et du Logement Maurice Lemaire. Promu maître des Requêtes (1954), Alain de Lacoste-Lareymondie occupa ensuite le poste de conseiller technique du ministre de la Reconstruction et du Logement Roger Duchet de 1955 à 1956, revint avec la même fonction auprès de Pierre Garet de 1957 à 1958, avant de l'assurer, en 1975, auprès du général Salan. Partisan de l'Algérie Française, il devint député de la Charente-Maritime (1958) ; invalidé, il retrouva son siège (1959) et le conserva jusqu'en 1962. Conseiller d'Etat (1972) conseiller général de La Rochelle de 1973 à 1976, Alain de Lacoste-Lareymondie présida le collège des actionnaires de la *BNP* de 1977 à 1983, et assuma des responsabilités dirigeantes au sein du groupe *Mutuelle Générale Française* de 1983 à 1986. Bien qu'homme de la droite modéré, il est affilié au *Siècle*.

LACUEY Conchita, responsable comptable, née le 30 septembre 1943 à Bordeaux (Gironde). Elle fut élue député *PS* de la Gironde le 1er juin 1997.

LADRIÈRE Paul, sociologue. Il participe à la rédaction des fiches de culture religieuse *Ensemble* de Pierre Dentin. En collaboration avec René Luneau, il dirige *le Retour des certitudes, Evénements et orthodoxie depuis Vatican II,* et il signe l'*Appel à la loi naturelle,* en réaction à l'encyclique *Veritatis splendor.* Il collabore également largement à l'ouvrage *Le Rêve de Compostelle, vers la restauration d'une Europe chrétienne ?,* dans lequel il a rédigé *La vision européenne de Jean-Paul II, Jean-Paul II, une réussite ? Essai d'analyse critique* où il condamne la notion d'une Eglise transmettant la seule et unique Vérité.

LADREIT DE LACHARRIÈRE Marc, président de sociétés, né le 6 novembre 1946 à Nice. Attaché de direction (1970), fondé de pouvoir (1971), sous-directeur (1973) de la *Banque de Suez,* il fut directeur-adjoint (1975) puis directeur de la division affaires de la *Banque d'Indochine et de Suez* (1976). Entré chez l'*Oréal* comme directeur financier (1976), Marc Ladreit de Lacharrière y détint les postes de directeur général de l'administration et des finances (1977), de vice-président du comité de direction (1978), d'administrateur-membre du comité stratégique (1984), de vice-président directeur général-adjoint (1984-1991), et occupa, de 1974 à 1995, la vice-présidence du groupe d'édition *Masson-Belfond-Armand Colin.* Il quitta l'*Oréal* (1991) pour fonder et présider la *Financière* de son nom. Cet homme richissime, dont l'influence occulte est considérable, est depuis 1992 président de la *Financière Sofrès,* depuis 1995 président du *Comptoir Lyon-Alemand,* vice-président de la *Sofrès* ; il contrôla le groupe de presse *Valmonde* (*Valeurs Actuelles, Spectacle du monde*), qu'il céda à *Dassault* sans modifier sensiblement la rédaction des périodiques, qui conservent leur réputation de presse de droite. Il préside également le conseil de surveillance de la *Banque de la Mutuelle Industrielle,* le conseil d'administration de la *Revue des Deux-Mondes,* vice-préside le conseil d'administration de *Synthélabo.* Ancien administrateur du *Crédit Lyonnais* (1988-1994) et de *Thomson* (1992-1994), Marc Ladreit de Lacharrière vice-préside aussi le conseil de surveillance du groupe d'éditions *l'Expansion,* siège à celui de *Casino* et d'*Air France,* représente la *Fimalac* aux conseils d'administration de *Canal Plus,* de la *Financière Saint-Dominique,* d'*Euris,* d'*Euro-Clinvest,* du *Crédit Foncier de Monaco,* de l'*Omnium de communication,* du *groupe André,* etc. Vice-président du Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France avant d'en être le président (1991), il devint en 1994 président de *Sefimeg* après avoir acheté, pour 3,7 milliards de francs, l'ensemble des biens des *AGF,* le premier propriétaire européen d'immeubles locatifs. Marc Ladreit de Lacharrière, vice-préside la *Fondation Agir contre l'Exclusion* de Martine Aubry, et subventionne *SOS Racisme.* Membre du groupe de *Bilderberg,* il préside la section française des *Amis du Bilderberg* et est affilié au *Siècle.*

LAFFINEUR Marc, médecin, conseiller général et maire d'Avrillé, né le 10 août 1945 à Maubeuge (Nord).

Elu député *UDF* de Maine-et-Loire le 12 juin 1988, il réussit à se faire élire le 21 mars 1993 (bien qu'en délicatesse avec son groupe, il avait encaissé 367 000 F de son parti), et il fut réélu le 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

LAFFITTE Pierre, ingénieur général des Mines en retraite, président-fondateur de *Sophia Antipolis,* président de la *Route des Hautes Technologies,* président du *Haut Conseil culturel franco-allemand,* né le 1er janvier 1925 à Saint-Paul (Alpes-Maritimes). Devenu sénateur des Alpes-Maritimes le 14 mai 1985 à la suite du décès de Francis Palmero, il a été réélu les 24 septembre 1989 et 27 septembre 1998. Il est membre du groupe du *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

LAFFLY Georges, journaliste, né le 25 mai 1932 à Blida (département d'Alger). Il a collaboré à *la Dépêche d'Alger, la Nation Française, Itinéraires* et *les Ecrits de Paris.* Il a signé *Mes livres politiques,* ouvrage complétant la deuxième série de *Mes derniers cahiers* de François Brigneau.

LAFLEUR Jacques, administrateur de sociétés, né le 20 novembre 1932 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Il fut élu député *RPR* de Nouvelle-Calédonie le 12 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981 (mais il démissionna le 6 juillet 1982), 5 septembre 1982, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 25 mai 1997. Il préside l'Assemblée de la Province Sud de la Nouvelle-Calédonie.

LAFON-BOUTARY Michel (de), agriculteur, né le 6 novembre 1920 à Montech (Tarn-et-Garonne). Militant national, il avait hébergé quelque temps, vers 1976, le journal d'André Roussel, *la Croisade,* par sympathie, mais n'y écrivait pas.

LAGARDE Jean, ouvrier boucher puis agriculteur, né le 29 juin 1910 à Germigny-l'Exempt (Cher), mort le 3 janvier 1969 à Nevers (Nièvre). Militant communiste dès 1939, il devint le « grand patron » du *PCF* dans la région Cher-Indre. Mais il quitta le Parti au début de la guerre.

LAGARDÈRE Jean-Luc, président de sociétés, né le 10 février 1928 à Aubier. Il fut successivement, de 1951 à 1962, ingénieur et chef de département à la *Générale aéronautique Marcel Dassault.* Ayant rejoint *Matra,* Jean-Luc Lagardère y occupa la fonction d'administrateur directeur général de 1963 à 1976, celle de président-directeur général de 1977 à 1992. Depuis 1990, membre de la *Chase Manhattan Bank,* il est, ou a été, administrateur de diverses filiales de cette entreprise. Ce fils de l'ancien directeur des services financiers de l'*Office national d'études et de recherches aérospatiales* administra également le *Crédit Lyonnais, Renault, Europe 1, Images* dont il fut le vice-président délégué (1973), puis le directeur délégué (1978-1981). Président-directeur général d'*Hachette* de 1981 à 1992, Jean-Luc Lagardère racheta le quotidien *le Provençal* du socialiste Gaston Deferre, devint président du conglomérat *Matra-Hachette* et gérant commandité de *Lagardère Group.* Puis il reprit la *Cinq* (pour à peu près 3,5 milliards) et, afin que la succession de son fils Arnaud n'offre aucune difficulté, regroupa toutes ses activités au sein du

Lagardère Group, l'ensemble des rémunérations du comité exécutif étant transmis à *Lagardère Capital Management,* holding placé sous sa présidence depuis 1988. En 1995, les dix-sept membres du conseil d'administration perçurent, en plus de 3,6 millions au titre des responsabilités exercées dans le groupe, 400 000 F de jetons de présence et 1 % du bénéfice que reçurent les commanditaires. *Lagardère Capital Management* jouit de 0,2 % du chiffre d'affaires de *Matra-Hachette* et de 4 % des gains d'exploitation de la *Banque Argil,* soit 94 millions en 1995 (en 1994, Jean-Luc Lagardère aurait personnellement touché 27,9 millions). Quoique ayant fait l'objet d'un redressement (1993-1994), le groupe, qui eut 51 milliards de chiffre d'affaires en 1994 et qui emploie quarante-deux mille salariés, est aujourd'hui présent dans de nombreux secteurs, tels la presse, l'édition, la communication, l'affichage (*Giraudy*), l'armement, les satellites, etc. En 1996, de la fusion du groupe avec *British Aerospace* naquit une nouvelle entité détenue paritairement, mais toutefois dirigée par les Français. Au mois d'octobre 1996, Jean-Luc Lagardère, que protégeait le Président de la République Jacques Chirac fut, de préférence à Serge Tchuruk, choisit comme repreneur de la branche armement de *Thomson.* Depuis 1995, il préside *France-Galop,* l'une des trois sociétés de course hippique organisatrices du *Paris-Mutuel Urbain* (*PMU*). C'est un affilié important au *Siècle.*

LAGORSSE Roger, principal de collège honoraire et premier vice-président du Conseil général, né le 15 avril 1930 au Bourget (Seine-Saint-Denis). Il est devenu sénateur *socialiste* du Tarn le 3 novembre 1998, à la suite du décès de Georges Mazars.

LAGUILLER Arlette, militante trotskiste et employée de banque (*Crédit Lyonnais*), elle est née à Paris le 18 mars 1940. Porte-parole du parti *Lutte ouvrière,* elle a été sa candidate aux diverses élections présidentielles et a été élue députée européenne sur la liste commune Laguiller-Krivine en 1999. Elle a publié récemment *Paroles de prolétaires* où l'auteur a recueilli les opinions de travailleurs sur la question : la classe ouvrière existe-t-elle encore ?

LAJOINIE André, agriculteur, né le 26 décembre 1929 à Chasteaux (Corrèze). Elu député *PCF* de l'Allier le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Le groupe parlementaire communiste l'eut comme président. Son fils est rédacteur à *l'Humanité,* le quotidien du *PCF.*

LALONDE, Brice, journaliste, né le 10 février 1946 à Neuilly-sur-Seine. Son grand-père et son père ont été autorisés à changer leur nom de Lévy en Lalonde (décret du 16 février 1950). Il fut, dans sa jeunesse, un militant d'extrême gauche et il présida l'*UNEF-Sorbonne* (1965-1968), lança (mai 1968) le Mouvement (gauchiste) d'action universitaire et milita au *PSU* dont il fut exclu en 1976 pour indiscipline. Il fut, ensuite, l'animateur des *Amis de la Terre* et il dirigea le journal de ceux-ci : *le Courrier de la baleine,* avant de devenir rédacteur en chef de *Sauvage,* feuille écologiste. Il fut plusieurs fois candidat, notamment aux régionales de mars 1998, à Paris. Avec Simone Veil, il fonda l'*Entente euro-*

CHRISTIAN DE LA MAZIÈRE

LE RÊVEUR CASQUÉ

EDITIONS CONFRERIE CASTILLE

Il n'a rien oublié : ce livre le montre

péenne pour l'écologie. Après avoir appelé à voter Mitterrand (mai 1988), il fut récompensé par un demi-maroquin du gouvernement socialiste. Il a passé les années qui suivent à s'agiter sans beaucoup d'espoir, tantôt nettement à gauche, tantôt prudemment centriste ou libéral. Il a publié quelques livres dont *Sur la vague verte.*

LA MALÈNE Christian (LUNET de), agriculteur, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée de l'Union Française (élu le 12 avril 1957), ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 30 novembre 1958 et réélu les 25 novembre 1962, 12 mars 1967, 30 juin 1968 et 11 mars 1973), ancien membre du Parlement Européen, né le 5 décembre 1920 à Nîmes (Gard). Elu sénateur de Paris le 25 septembre 1977, il a été réélu les 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR.*

LAMASSOURE Alain, membre de la Cour des Comptes, né le 10 février 1944 à Paris. Quoique ayant été partisan de l'Algérie Française, il rallia le *Club Jean Moulin.* Cet énarque débuta sa carrière comme auditeur à la Chambre des Comptes (1968). Il fut ensuite chargé de mission au cabinet du ministre des Affaires culturelles Maurice Druon (1973-1974), chargé de mission au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances Jean-Pierre Fourcade (1974-1976) ; mais il vota en 1974 pour François Mitterrand. Après avoir appartenu au cabinet du ministre Jean-Pierre Fourcade, Alain Lamassoure remplit la fonction de conseiller technique au secrétariat général de la Présidence de la République (1978-1981), puis de rapporteur-adjoint près le Conseil Constitutionnel (1981-1986). Devenu giscardien inconditionnel, il occupa le poste de délégué général des clubs giscardiens *Perspectives et Réalités* (1984-1989). Membre du Conseil Economique et Social (1984-1986), il obtint des électeurs des Pyrénées-Orientales un siège de député, et ne le perdit jamais. A l'Assemblée nationale, le nouveau représentant du Peuple proposa un amendement dont l'objet était de limiter le droit de grève des fonctionnaires. Porte-parole de l'*UDF* de 1988 à 1989, député européen de 1989 à 1993, Alain Lamassoure, promu ministre délégué aux Affaires européennes, négocia pour la France les accords de Schengen ainsi que l'adhésion à ce traité de l'Autriche, de la Suisse et de la Finlande. Rallié au *Parti Républicain,* il le vice-présida, fut ministre du Budget et porte-parole du gouvernement (novembre 1995). Européiste, champion de la monnaie unique, d'une Europe intégrée en matière de défense et de sécurité, affilié au *Siècle,* Alain Lamassoure fonda en 1987 le lobby *Pénélope (Pour l'entrée des normes européennes dans les lois ordinaires des parlements d'Europe),* un groupe qui rassemble plus de quatre-vingt parlementaires *RPR-UDF.*

LA MAZIÈRE Christian (de), journaliste, né le 22 août 1922 à Tunis. Fils d'officier supérieur, il s'engagea dès septembre 1939 et fut maintenu dans l'armée d'armistice jusqu'en novembre 1942. Désormais dans la vie civile, il collabora au *Pays Libre* puis s'engagea dans la division Waffen SS française (Charlemagne) pour combattre le bolchevisme. A son retour en France, il fut emprisonné après sa condamnation par les épurateurs (mai 1946). Le président Vincent Auriol le gracia deux

ans plus tard. Libéré, il retourna dans la presse et fut rédacteur à l'*Echo de la Presse et de la Publicité* de Noël Jacquemart, puis à *Correspondance de la presse* de Bérard-Quélin. Le milieu du cinéma le tenta : il dirigea la revue de presse de *Cinédis*. En 1952, il fonda sa propre société, *International Show*, qui fut en quelque sorte la revue de presse d'acteurs et d'actrices du cinéma. Trois lustres plus tard, il retourna à la presse, fut directeur parisien de l'agence *Beta*, rédacteur au *Figaro Magazine* et au mensuel de la droite nationale, *le Choc du mois*. Il a conté la partie la plus explosive de sa vie dans son livre *Le Rêveur casqué* paru chez Laffont en 1972 et a apporté son témoignage public dans le film de Marcel Ophüls, qui fut projeté sur le petit écran : *Le Chagrin et la pitié* que des millions de cinéphiles ont vu.

LAMBERT Jérôme, conseiller en management, né le 7 juin 1957 à Vincennes (Val-de-Marne). Elu député *PS* de Charente le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

LAMPE Maurice, ouvrier d'usine, né le 23 août 1900 à Roubaix (Nord), mort le 13 mai 1979 à Fleury-Mérogis (Essonne). Fils d'un chef d'atelier, il fut ajusteur-mécanicien ; de 1912 à 1932, il travailla en usine. Adhérant au syndicat unitaire à Montreuil-sous-Bois, il gravit rapidement les échelons dans le mouvement communiste, fut secrétaire de la Région communiste de Paris-Ville (1933-1936), membre de la commission de contrôle des finances du *PCF* (1937), et commissaire politique des Brigades internationales en Espagne. Revenu en France (1939), il travailla chez Renault et fut mis à la porte comme agitateur communiste. Arrêté (1941), il séjourna dans les prisons de Fontevrault et de Blois, puis fut déporté à Mathausen. Libéré et rapatrié (1945), il fut appelé au ministère des Anciens combattants par son camarade Laurent Casanova dont il devint le directeur de cabinet. Il fut, plus tard, chargé de mission à la direction de la *Fédération des déportés*. A partir de 1960, il n'a plus aucun poste au Parti et on le perd de vue.

LAMY François, attaché parlementaire, né le 31 octobre 1959 à Brunoy (Essonne). Il fut élu député *PS* de l'Essonne le 1er juin 1997.

LAMY Robert, commerçant et maire de Tarare (Rhône), né le 30 juillet 1941 dans cette ville. Il fut élu député *RPR* du Rhône le 1er juin 1997.

LANDRAIN Edouard, docteur en chirurgie dentaire, conseiller général et maire d'Ancenis, né le 1er juillet 1930 à Lorient (Morbihan). Elu député *UDF* de la Loire-Atlantique le 12 juin 1988 ; il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

LANFRANCA Claude, docteur en médecine, né le 15 juin 1938 à Tunis (Tunisie). Il fut élu député *PS* de la Haute-Vienne le 1er juin 1997.

LANG Carl, kinésithérapeute, né le 20 septembre 1957 à Vernon (Eure). Cofondateur de la section du *Front National* de l'Eure, il fut secrétaire fédéral de ce département (1979-1983), il dirigea le *Front National de la Jeunesse* (1984-1986). Membre du comité central du *FN* depuis 1982 et du Bureau politique trois ans plus tard. Fondateur et président du *Cercle normand* d'action culturelle, il a dirigé

(1986-1988) le journal *l'Eure de la droite*. Il fut l'organisateur de la *Convention européenne de la jeunesse* réunie à Strasbourg en avril 1982. La même année, il fut élu à l'unanimité des membres du Bureau politique secrétaire du *Front National*, en remplacement de Jean-Pierre Stirbois tué dans un accident d'automobile. Il fut élu conseiller régional du Nord en 1992.

LANG Jack, professeur, né le 2 septembre 1939 à Mirecourt. Après avoir milité aux Jeunesses du *Parti Radical Socialiste*, il rallia le *Parti Socialiste Unifié*, fonda en 1962 le Festival mondial du théâtre universitaire de Nancy et le dirigea jusqu'en 1973, géra le Théâtre du Palais de Chaillot de 1972 à 1973. Professeur de droit à l'Université de Nancy, Jack Lang devint le doyen de celle-ci en 1977, et la même année (protégé par l'ami intime de François Mitterrand, Georges Dayan), conseiller de Paris sous l'étiquette d'*indépendant de gauche*. Puis, ayant adhéré au *Parti Socialiste*, il occupa le poste de délégué à la Culture de 1979 à 1981 avant d'être promu par François Mitterrand, ministre de la Culture et de jouir en tant que tel d'un budget qui représentait 1 % de celui de l'Etat ; il établit une mainmise totale sur la Culture. Durant la cohabitation, bien que François Léotard puis Philippe de Villiers l'eussent remplacé quelque temps dans la fonction, il n'en demeura pas moins, tout en donnant quelques cours à la faculté de Nanterre, ministre (officieux) de la Culture, imposa sans mal nombre d'initiatives dont l'érection des « colonnes de Buren ». Elu député du Loir-et-Cher (1986), ce parfait symbole de la « Gauche caviard » récolta, lors de la campagne pour la nouvelle élection présidentielle, une multitude de signatures et de soutiens des milieux artistico-mondains en faveur de François Mitterrand, lequel, victorieux, lui rendit la fonction perdue. Il remplit aussi celles de ministre de la Communication, de ministre des Grands Travaux et du Bicentenaire (1988-1989), de ministre des Grands Travaux (1989-1991), de porte-parole du gouvernement (1991-1992), de ministre de l'Enseignement. Jack Lang fut élu maire de Blois en 1989, réélu en 1995, élu conseiller général de Loir-et-Cher et conseiller régional du Centre. Il fut réélu député en 1993. Sa conception de l'Art privilégie la pseudo-« culture de rue » que véhiculent analphabètes et banlieusards immigrés. Il retrouva le poste de ministre de l'Education nationale, en remplacement de Claude Allègre, lors du remaniement ministériel de 2000. Il est affilié au *Siècle*.

LA PERRIERE (Thierry Brac de), militant politique, né le 1er janvier 1953 à Toulon. Membre du *RPF* de Pasqua et de Villiers, il a été présenté sur la liste de ce parti aux élections européennes de 1999 et a été élu député.

LASBORDES Pierre, directeur commercial et conseiller régional, né le 13 mai 1946 à Meaux (Seine-et-Marne). Il fut élu député *RPR* de l'Essonne le 1er juin 1997.

LASRY Claude, conseiller d'Etat, né le 30 septembre 1915 au sein d'une famille séphardite d'Oran. D'abord auditeur, ensuite maître des Requêtes au Conseil d'Etat, il devint directeur du cabinet de Pierre Sudreau (1959-1962) et secrétaire général du Conseil d'Etat (1963-1966). Claude Lasry dirigea les

finances et l'administration du *CNRS* (1966-1970), présida l'*Institut Pasteur* (1970-1973), présida, au Conseil d'Etat, la sous-section de la commission des ententes et des positions dominantes (1974-1978), puis assuma la présidence de la section (1979-1983). Ce docteur en droit diplômé de l'*IEP* et licencié en philosophie occupa de nombreux postes dans divers organismes et commissions para-étatiques, tels la commission de surveillance de la *Caisse des Dépôts et Consignations*, la commission des sondages, le comité de surveillance de l'*Association française pour le développement de l'Audiovisuel*, qu'il présida de 1983 à 1988. C'est un actif affilié du *Siècle*.

LATARGET Raymond, né le 17 juillet 1911 à Laon (Aisne), mort le 2 septembre 1946 à Jouy-en-Josas. Fils d'un postier communiste, il devint dirigeant régional de la *Jeunesse communiste*, avant-guerre, et devint membre suppléant du comité central du *PCF* après la Libération (1945). Se trouvant à Moscou à la déclaration de la guerre, en compagnie de Raymond Guyot, il regagna la France pendant l'Occupation, fit de la résistance dans le Var et les Alpes-Maritimes, puis reçut en charge la région marseillaise (1940-1941). Il échappa de justesse à l'arrestation à Marseille. Après la guerre, il fut désigné comme suppléant au comité central. Il trouva la mort dans un accident d'avion.

LA TOCNAYE Thibault (de), ingénieur centralien et directeur d'une entreprise industrielle, né le 20 octobre 1958 à Alger. Vice-président de *Chrétienté-Solidarité*, il est aussi conseiller municipal d'Avignon et conseiller régional de Provence *Front National*. Il a signé *La décomposition de la Ve République. Le dossier brûlant de la corruption en France*, dans lequel il explique la parallèle montée de la corruption et de l'anti-nationalisme.

LATTÈS Jean-Claude, éditeur, né le 3 septembre 1941 à Nice. Tout en étant chef du service promotion des éditions *Robert Laffont* (1965-1968), il collabora aux journaux *Combat*, *Candide* et *Nouvelles Littéraires* (1963-1968). Licencié de chez *Robert Laffont*, cet ancien élève de l'Ecole de Commerce de Paris cofonda, en 1968, avec Jacques Lanzmann : *Editions Spéciales*, qui devinrent les éditions *Jean-Claude Lattès* (1973). Jean-Claude Lattès racheta les *Editions Maritimes d'Outre-Mer* (1975), créa les *Editions Alta* (1976), une filiale aux USA (1979), devint actionnaire principal du *Monde de la Musique* (1981). Ayant vendu son groupe à *Hachette* au mois de septembre 1981, il occupa successivement, dans cette maison, le poste de direction de l'*Edition de la Pierre Verte Hachette SA*, et celui de directeur-général du *Livre* (1987). Après avoir vainement tenté de lancer la collection *Succès* destinée à concurrencer *France-Loisirs*. Jean-Claude Lattès, en désaccord avec Jacques Lehu, dut quitter *Hachette*. Réputé homme de gauche, il est affilié au *Siècle*.

LATTÈS Robert, directeur de sociétés, cousin du précédent, né le 13 décembre 1927 à Paris. Membre du groupe mathématicien *Bourbaki*, il fut physicien théorique au *CNRS* (1953-1955), travailla au Commissariat à l'énergie atomique (1956-1958), à la *SEAMA*, filiale de *Paribas*, et y créa une section de mathématiques appliquées à l'informatique. Robert Lattès occupa

ensuite à la *SIA Internationale* le poste de directeur-général (1959-1974) et de conseiller auprès de la direction générale (1975-1979), puis devint directeur de *Paribas* et président du conseil consultatif de *Cortexa* (1980-1987). Cet ancien normalien fonda *Transgène,* première société française de génie génistique (1980), présida *Paribas Technologie* (1982-1987), siégea au *Comité national de bio-technologie* (1981-1986), présida *Pallas Venture et Paridev* à compter de 1988, vice-présida *Pallas Finance,* société spécialisée dans le capital risque, à partir de 1991. Robert Lattès fut, en outre, membre du *Conseil national de développement culturel* (1971-1973), président de la *Commission d'avance sur recettes de cinéma* (1975-1978), membre de la *Commission des Comptes et budgets de la Nation* (1976-1981). Il appartient au *Club de Dakar* et au *Club de Rome,* et il est affilié au *Siècle.* Robert Lattès publia divers textes, dont *1 000 milliards de dollars,* un ouvrage qui traite des revenus des principales multinationales.

LAUNAY Jacques (de), juriste et historien, né en 1924 à Roubaix. Agent de l'*OCM* de 1942 à 1944, il s'est engagé dans l'armée française en 1945. Il a été attaché au cabinet des ministres français de la Santé publique et des Affaires étrangères, avant de se consacrer à l'action européenne, en participant, entre autres, à l'organisation du congrès de l'Europe à La Haye en 1948. Il a représenté l'Institut Hoover en Europe et a signé de nombreux ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale, parmi lesquels *Affaires secrètes du IIIe Reich* et *La grande débâcle 1944-1945,* mais aussi *Histoire secrète du pétrole 1959-1984* et *La Croisade européenne pour l'indépendance des Etats-Unis.*

LAUNAY Jean, inspecteur du Trésor et maire de Bretenoux, né le 24 juillet 1952 à Avesnes-sur-Helpes (Nord). Il fut élu député *PS* du Lot le 7 juillet 1998, après la démission de Martin Malvy.

LAURIN René-Georges, commissaire priseur, délégué à l'Assemblée Consultative Provisoire, ancien membre *UNR* de l'Assemblée de l'Union Française, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 30 novembre 1958 et réélu le 25 novembre 1962), ancien président du Conseil général, adjoint au maire de Saint-Raphaël, né le 2 mai 1921 à Paris Il a appartenu au *Mouvement des Jeunes Combattants* dont il fut l'un des fondateurs, ainsi qu'à l'Assemblée consultative. C'est alors que le général De Gaulle le prit comme attaché de presse. Il fut, plus tard, le collaborateur de ministres et celui de l'amiral Thierry d'Argenlieu. Elu sénateur du Var le 28 septembre 1986, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR.*

LAUVERGEON Anne, ingénieur des mines, née le 2 août 1959 à Dijon. Entrée chez *Minemet* (1982), elle fut ingénieur de production sur un laminoir à *Usinor* (1983), puis chargée d'études économiques aux investissements à la direction générale de cette société. Ingénieur sur le problème de sûreté et d'environnement, chargée du sous-sol pour la région Ile-de-France au *CEA* (1985), Anne Lauvergeon devint l'adjointe de Robert Pistre, chef du service du *Conseil général des Mines à l'Industrie* (1985), lequel lui confia la formation des élèves-ingé-

nieurs des mines. Appelée à l'Eylsée par François Mitterrand, au mois de février 1990, en tant que chargée de mission pour le Commerce extérieur et l'économie internationale, elle y fut, au mois de décembre, secrétaire général-adjointe et « représentante personnelle du président de la République ». Conseillère de François Mitterrand lors des grands sommets internationaux tel le *G7*, première femme et première ingénieur des mines associée-gérante siégeant à la *Banque Lazard* (1995), la plus secrète des banques d'affaires mondiales, Anne Lauvergeon fut considérée par *The Times* comme l'une des personnes les plus influentes du monde, et par le *Forum économique mondial* comme l'un des cent individus qui « feront l'an 2000 ». Elle est affiliée au *Siècle*.

LAVAL Pierre, ancien président du Conseil sous la IIIe République, Premier ministre de l'Etat français établi à Vichy (voir : *Sigmaringen*).

LAZARD Jacqueline, professeur de sciences médico-sociales, née le 30 septembre 1948 à Treffiagat (Finistère). Elle fut élue député *PS* du Finistère le 1er juin 1997.

LAZARO Thierry, chargé de communication, né le 27 septembre 1960 à Lille (Nord). Elu député *RPR* du Nord le 28 mars 1993 (l'aide financière de d'*Autinor, SGTN* et autres firmes amies n'y fut pas étrangère). Il fut réélu le 1er juin 1997.

LAZERGES Christine, professeur des universités, agrégée de droit privé et de sciences criminelles, née le 21 novembre 1943 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Elle fut élue député *PS* de l'Hérault le 1er juin 1997.

LEBRANCHU Mary-Lise, née **PERRAULT,** le 22 avril 1947 à Loudéac (Côtes-du-Nord). Militante socialiste, elle fut élue maire de Morlaix (1995-1997), élue député *PS* du Finistère (1997), elle fut promue secrétaire d'Etat chargé des PMF, du Commerce et de l'Artisanat en 1997, puis Garde des Sceaux du gouvernement Jospin en 2000.

LE BRIS Gilbert, agent immobilier et maire de Concarneau (Finistère), né le 3 mars 1949 dans cette ville. Elu le 14 juin 1981, il devint député *PS* du Finistère le 25 juillet 1981, en tant que remplaçant de Louis Le Pensec entré au gouvernement. Il revint à l'Assemblée nationale comme député *PS* du Finistère en 1988, toujours en tant que remplaçant de Louis Le Pensec, ministre. Il fut à nouveau réélu le 1er juin 1997 et devint député *PS* du Finistère le 5 juillet 1997, encore en tant que remplaçant de Louis Le Pensec, nommé membre du gouvernement.

LECA Dominique, inspecteur des Finances, né le 25 juillet 1906 à Ota (Corse). Inspecteur des Finances en 1932, il fut chef de cabinet du ministre des Finances (1938), chef de cabinet du ministre des Affaires étrangères (1940). Parti pour Londres (1940), Dominique Leca collabora au service gaulliste de la *BBC*. De retour en France, il devint directeur de cabinet du secrétaire d'Etat aux Forces Armées (1948), président-directeur général de l'*Union-Vie* (1949-1955), président des compagnies d'assurances du groupe l'*Union* (1955-1958), président (1968) puis président-directeur général (1971) de l'*Union des assurances de Paris* (*UAP*). Dominique Leca administra aussi diverses banques et sociétés, par-

mi lesquelles la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la *Librairie Hachette*, la *Lyonnaise des Eaux*. Il est affilié au *Siècle*.

LECLERCQ Fernand, Désiré, Auguste, cheminot, puis opticien, né le 7 mai 1858 à Moullins-Lille (Nord), mort en 1940 ou 1941. Fils d'un forgeron. La publication de l'encyclique *Rerum Novarum* l'attira dans le mouvement social-chrétien où il créa des cercles d'études sociales. L'abbé Paul Six l'incita à écrire un rapport sur les revendications ouvrières dans les ateliers et usines de patrons catholiques. Pour diffuser les idées de Leclercq et de ses amis, le syndicaliste chrétien créa *Le Peuple* (1893-1908), hebdomadaire, soutenu financièrement par le négociant Charles Rogez et le filateur Thiriez. Le ton du journal était souvent violent ce qui ne l'empêcha pas de prendre de l'importance — ou peut-être à cause de cela. *Le Peuple* participa à la création d'un *Parti démocrate-chrétien* éphémère, dont Leclercq fut nommé membre du conseil national, étant déjà le président de l'*Union démocratique du Nord*. Il fut promu chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand.

LE DÉAUT Jean-Yves, professeur d'université et conseiller général, né le 1er février 1945 à Guéméné-sur-Scorff (Morbihan). Elu député *PS* de Meurthe-et-Moselle le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997, grâce à l'aide financière (280 000 F) de grosses affaires : *SEDE*, *Roussey*, *Hydro Energie*, etc.

LEDOUX Claudine, professeur d'IUFM et conseillère générale, née le 10 janvier 1959 à Givet (Ardennes). Elle fut élue député *PS* des Ardennes le 1er juin 1997.

LEDOUX Pierre, banquier, né le 30 septembre 1914 à Bordeaux. Membre de la mission française en Extrême-Orient (1945-1946), attaché financier à Washington (1947-1948), chargé de mission auprès du *Comité international pour les questions de coopération économiques européennes* (1949-1950), secrétaire général (1950) puis directeur général-adjoint et directeur général (1963) de la *BNCI*, il devint, lorsque celle-ci et le *Comptoir National d'Escompte* fusionnèrent sous le nom de *BNP* (1966), l'administrateur-directeur général de la nouvelle société et la présida de 1971 à 1979. Pierre Ledoux vice-présida (1975-1979) puis présida (1979-1982) l'*Association professionnelle des Banques*, siégea au Conseil économique et social (1977-1978), présida le conseil de surveillance *Michelin* (1982-1987), présida le *Club Europe Initiative* à partir de 1990, vice-présida la *Banque marocaine pour le Commerce et l'Industrie*, l'*Institut d'études des relations internationales*, la *Chambre de Commerce internationale*. C'est un affilié du *Siècle*.

LE DRIAN Jean-Yves, inspecteur général de l'Education nationale, ancien ministre et conseiller régional, né le 30 juin 1947 à Lorient (Morbihan). Elu député *PS* du Morbihan le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Bien que financé largement (466 000 F) par de grandes firmes, ce socialiste avait été battu en 1993.

LEENHART Arnaud, président de sociétés, né le 16 avril 1929 à Mar-

seille. Ingénieur du génie maritime, il participa, de 1955 à 1960, à la construction du porte-avion *Clemenceau*. Entré chez *Vallourec* (1961) pour y diriger l'usine de Dunkerque, il y fut secrétaire général (1967), directeur général-adjoint (1973), directeur général (1976), vice-président-directeur général (1981), et y fonda sa propre banque de gestion privée. Vice-président, de 1985 à 1987, de l'*Union des industries métallurgiques et minières* qu'il préside depuis cette date, ce polytechnicien fut vice-président du *CNPF* (1988), où il succéda, au début de février 1995, à François Périgot comme président de la commission sociale ; mais, en désaccord avec le président Gandois, démissionna du poste à la fin du mois. C'est un affilié du *Siècle*.

LEFAIT Michel, professeur de collège, conseiller général et maire d'Arques, né le 20 mai 1946 à Blendecques (Pas-de-Calais). Il fut élu député *PS* du Pas-de-Calais le 1er juin 1997.

LEFORT Bernard, journaliste, né le 6 octobre 1917 à Paris. Secrétaire de l'Institut d'histoire économique à la Sorbonne de 1938 à 1940, il fut tour à tour, de 1944 à 1955, journaliste parlementaire, rédacteur, chef du service politique de *Franc-Tireur*, correspondant de plusieurs publications anglo-saxonnes et suédoises. Bernard Lefort devint ensuite rédacteur en chef, éditorialiste politique, puis rédacteur politique de *Paris-Journal* (1959), rédacteur politique de *Paris-Jour* (1960-1962). Il collabora également à *Samedi-Soir*, à *l'Express*, à *Paris-Match*, au *Point*, assura la chronique politique de la *RTF* (1960-19668) et dirigea la rédaction politique de la *RTL* (1972-1980). Juif par sa mère, Bernard Lefort milita au sein de l'*Association France-Israël*. Il est affilié au *Siècle*.

LEFORT Jean-Claude, dessinateur, né le 15 décembre 1944 à Paris. Elu député *communiste* du Val-de-Marne le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

LE GARREC Jean, cadre supérieur du secteur privé, ancien ministre, conseiller régional, né le 9 août 1929 au Palais (Morbihan). Elu député *PS* du Nord le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, battu en 1993 et élu de nouveau le 1er juin 1997.

LEGASTELOIS Jean, rédacteur en chef de *Vermeil, la Foi au fil des ans*. Adhérent de *Temps présent* et de *Vie nouvelle*, il signe également des articles dans *la Croix* : *Parents et enfants*.

LÉGITIMISTE. Journal fondé en 1984 pour défendre les idées et les prétentions du prince Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou et de Cadix, au trône de France. C'est « la voix officielle » du prétendant. D'abord modeste et paraissant moins souvent, il est devenu hebdomadaire en juillet 1998. Daniel Hamiche est le gérant de la SARL de presse qui édite le journal (*SICRE*) ainsi que directeur de la publication. Hugues de Soyecourt dirige la rédaction qui comprend notamment Yves-Marie Adeline et Xavier Walter. (*SICRE*, 22, rue Didot, 75014 Paris.)

LE GRAND Jean-François, docteur vétérinaire, membre titulaire des Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe Occidentale, président du Conseil général, né le 8 juin

1942 à Lessay (Manche). Elu sénateur *RPR* de la Manche le 4 avril 1982, il a été réélu les 25 septembre 1983 et 27 septembre 1992.

LE GUEN Jean-Marie, médecin mutualiste et conseiller de Paris, né le 3 janvier 1953 à Paris. Elu le 12 juin 1988, il devint député *PS* de Paris le 29 juillet 1988 (en tant que remplaçant de Paul Quilès, nommé membre du gouvernement). Il fut réélu le 1er juin 1997.

LEIST Frédéric, chauffeur, né le 15 février 1912 à Marpingen (Sarre - Allemagne), mort le 11 septembre 1983 en RDA, mais inhumé à Nevers (Nièvre). Allemand anti-nazi réfugié en France (1935), il partit volontaire dans les Brigades internationales en Espagne. Revenu en France, il participa à la Résistance communiste dans le sud du pays, puis à Royan. Sa conduite lui valu l'une des plus hautes distinctions américaines : il fut, probablement, le seul communiste ayant reçu la Médaille de la Liberté (avec palme de bronze).

LELLOUCHE Pierre, professeur, né le 3 mai 1951 à Tunis au sein d'une famille séphardite. Il séjourna plusieurs fois dans des kibboutz israéliens. Venu en France en 1955, chargé de recherche au *Havard Program for science and international affairs* (1974-1978), puis au *Gerpi* de Paris, ce fils d'un modeste garagiste de Tunis devenu *OS* chez *Renault* fut tour à tour chercheur et directeur-adjoint de l'*Institut français des relations internationales,* correspondant du *Council of Foreign Relations,* le fameux *CFR,* où il remplit les fonctions de responsable du secteur politico-stratégique et de rédacteur en chef de la revue *Politique Etrangère.* Maître de conférences à l'*Ecole d'Administration,* à l'*Ecole supérieure de guerre* et à l'*Institut des hautes études de Défense Nationale,* Pierre Lellouche occupa successivement, auprès de Jacques Chirac, le poste de conseiller en communication (1989) et de conseiller diplomatique pour les questions Est-Ouest. Député *RPR* de la 8e circonscription du Val-d'Oise depuis 1993, mais candidat malheureux à la fonction de maire de Cannes, il reste l'un des conseillers diplomatiques de Jacques Chirac. Pierre Lellouche collabora au *Point* jusqu'en 1993, au *Figaro,* à *Newsweek,* à l'*International Herald Tribune,* au *Sekai Nippon,* à *Europe I.* Il est affilié à la *Trilatérale,* au *Siècle,* au *Forum économique mondial* de Davos depuis 1993, est membre de plusieurs associations mondialistes de réflexion, tels l'*Institut stratégique* de Londres, le *Comité exécutif de l'European Strategy Group,* et des conseils d'administration de la *Fondation du Futur* et du *Comité académique de l'Institute for East-West Security Studies* de New York. Pierre Lellouche a rédigé divers ouvrages dans lesquels il témoigne d'un farouche atlantisme.

LEMASLE Patrick, exploitant agricole, conseiller général et maire de Montesquieu-Volvestre, né le 18 mai 1952 à Saint-Hilaire-du-Harcouët (Manche). Il devint député *PS* de la Haute-Garonne le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Lionel Jospin, nommé chef du gouvernement.

LEMOINE Georges, maître de conférences, ancien ministre et conseiller général, né le 20 juin 1934 à Rouen (Seine-Maritime). Elu député *PS* d'Eure-et-Loir le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986,

12 juin 1988 et 1er juin 1997. Malgré l'appui secret du *Grand Orient*, auquel il est affilié, et les fonds considérables (513 000 F) fournis par de grosses sociétés industrielles et financières, il avait été battu en 1993, dès le 1er tour, par le gaulliste Gérard Cornu, pourtant moins bien pourvu par les trusts.

LEMOINE Jean-Claude, médecin en retraite et conseiller général, né le 28 avril 1931 à Tessy-sur-Vire (Manche). Elu député *RPR* de la Manche le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

LE NAY Jacques, horticulteur, chef d'entreprise, conseiller général et maire de Plouay (Morbihan), né le 19 novembre 1949 à Plouay. Elu député *UDF* du Morbihan le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

LENGAGNE Guy, professeur de mathématiques, ancien ministre, maire de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), né le 11 juillet 1933 dans cette ville. Elu député *PS* du Pas-de-Calais le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. (Il avait été battu en 1993 par le démocrate-chrétien Jean-Pierre Pont.) Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

LENOIR Jean-Claude, cadre EDF, conseiller régional et maire de Mortagne-au-Perche (Orne), né le 27 décembre 1944 à Mortagne-au-Perche. Elu député de l'Orne le 28 mars 1993, bien que dissident centriste, et réélu le 1er juin 1997, il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

LEONETTI Jean-Antoine, praticien hospitalier et maire d'Antibes, né le 9 juillet 1948 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il fut élu député *UDF* des Alpes-Maritimes le 1er juin 1997.

LEOTARD François, administrateur civil, né le 26 mars 1942 à Cannes. Après avoir été novice à l'abbaye bénédictine de La Pierre-qui-Vire (1963-1964), et avoir, pendant son service militaire au Liban, créé un syndicat de coopérants, il rejoignit les rangs maoïstes et pro-palestiniens, adhéra au *Mouvement de mai 1968*, et, par la voie interne, fut admis à l'*Ecole Nationale d'Administration*. D'abord proche du *Parti Socialiste Unifié*, il vota en faveur de François Mitterrand (1974) et devint sous-préfet de Périgueux. Puis, protégé par le gaulliste Yves Guéna, François Léotard entra au cabinet du ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski (1975). Elu, et toujours réélu, maire *UDF* de Fréjus (1977), député, également toujours réélu, du Var (1978), conseiller général (1981), François Léotard se vit, lors de la campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, chargé des relations avec les élus. Délégué général du *Parti Républicain* avant d'en être le secrétaire général (1982), il ambitionna, la droite revenue au pouvoir (1982), d'occuper la charge de Premier ministre ou de ministre de la Défense ; mais n'eut, conjointement avec Philippe de Villiers, que celle de ministre de la Culture et de la Communication, et privatisa *TF 1* quoique sa loi sur l'audiovisuel, jugée fort mal conçue, eut été remaniée. Rallié du bout des lèvres à Raymond Barre durant la campagne présidentielle de 1988, François Léotard songea un moment à créer sa propre liste aux élections européennes, ne figura enfin que sur celle de Valéry Giscard d'Estaing,

et démissionna aussitôt qu'élu. Ensuite, supplanté par Charles Millon, qu'appuyaient les Giscardiens, il ne put obtenir la présidence du groupe *UDF* de l'Assemblée nationale, tenta en 1990 de fonder un groupe de « rénovateurs » avec Philippe de Villiers, Michel Noir, Michel Carignon et divers députés très ambitieux. Ministre de la Défense dans le gouvernement Balladur (1993), François Léotard fut contraint de rendre son portefeuille à la suite de travaux entrepris à Fréjus dans sa propriété et dont la justice lui demanda compte, avant de lui accorder un non-lieu. Il accéda en 1996 à la présidence de l'*UDF*. Il est affilié au *Siècle*.

LE PENSEC Louis, professeur de sciences économiques, né le 6 janvier 1937 à Mellac (Finistère). Avant d'être professeur, cet ancien militant de l'*UNEF* régionaliste breton de gauche occupa le poste d'attaché de direction à la *SNECMA*. Sa carrière au *PS* le conduisit au bureau exécutif et au poste de secrétaire national aux relations internationales du parti de Jospin. Il fut élu député le 11 mars 1973 et réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 8 mai 1983, 16 mars 1986, 5 juin 1988 et 1er juin 1997), vice-président du Conseil général. Il fut sénateur et ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer (pendant cinq ans) et promu ministre de l'Agriculture et de la Pêche en 1997.

LEPERCQ Arnaud, conseiller général et maire d'Usson-du-Poitou, né le 9 mars 1937 à Villerupt (Meurthe-et-Moselle). Elu le 11 mars 1973, il devint député *RPR* de la Vienne le 7 juillet 1975 à la suite du décès de Claude Peyret, et fut réélu les 19 mars 1978, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il reçut des subsides de grosses firmes : en 1993, il encaissa 167 000 F de *Colas, SACER* et autres, en plus des 256 000 F du parti gaulliste qui en avait probablement reçus d'autres trusts.

LEPORS Anicet, conseiller d'Etat, né le 28 avril 1931 à Paris. Catholique progressiste ayant renoncé à entrer dans les Ordres, inscrit au *Parti Communiste,* il dirigea la cellule de celui-ci à la Météorologie nationale (1962) et, responsable de la *CGT* (1955-1957), chapeauta les activités du *PC* au ministère de l'Economie et des Finances. Nonobstant, ce docteur en sciences économiques, collaborateur des *Cahiers du Communisme* sous le pseudonyme d'Alexis Cousin, eut mission du président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, d'établir des prévisions sur l'Immigration (1975) ; ces travaux inspireront très largement la politique de Jacques Chirac et de Raymond Barre. Anicet Lepors tint un rôle de première vue dans la rédaction des dossiers de planification et de nationalisation dans le cadre de la renégociation du *Programme Commun* (1977), fut sénateur de la Haute-Loire (1977), membre du comité central du *PC* (1980), écrivit l'essentiel de *L'Espoir au présent* que signa Georges Marchais. Le président de la République, François Mitterrand, le promut ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives. Rétrogradé au rang de secrétaire d'Etat (1983), il quitta le gouvernement, à la demande expresse de Georges Marchais (1984), mais devint « oppositionnel » à ce dernier. Nommé conseiller d'Etat au tour extérieur (1985), Anicet Lepors fut le seul ancien ministre communiste qu'autorisa le *PC* à se présenter à l'élection

cantonale de 1985. Elu, réélu en 1992, il présida en outre le groupe des statistiques du haut Conseil de l'Intégration et y dressa un rapport sur la population allogène qui, les naturalisations omises et les chiffres sollicités, concluait à la stabilité du flux migratoire. C'est un affilié au *Siècle*.

LEQUILLER Pierre, cadre de banque, conseiller général et maire de Louveciennes, né le 4 décembre 1949 à Londres (Grande-Bretagne). Elu député *UDF-PR* des Yvelines le 12 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre de *Démocratie libérale et indépendants*.

LE ROUX Bruno, professeur de gestion et maire d'Epinay-sur-Seine, né le 2 mai 1965 à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Il fut élu député *PS* de Seine-Saint-Denis le 1er juin 1997.

LEROUX René, employé de banque, conseiller général et maire de La Turballe, né le 23 mars 1952 à Herbignac (Loire-Atlantique). Il fut élu député *PS* de Loire-Atlantique le 1er juin 1997.

LEROY Maurice, économiste, conseiller général et maire du Poislay, né le 2 février 1959 à Paris. Il fut élu député *UDF* du Loir-et-Cher le 1er juin 1997.

LEROY Patrick, directeur de cabinet et conseiller général, né le 26 février 1950 à Escaupont (Nord). Il fut élu député *communiste* du Nord le 1er juin 1997.

LESDAIN Jacques de, directeur de l'*Illustration* (voir : *Sigmaringen*).

LESTAS Roger, agriculteur en retraite et maire de Fougerolles-du-Plessis, né le 12 mai 1932 à Désertines (Mayenne). Elu le 12 mars 1978, il devint député *UDF* de la Mayenne le 15 avril 1981, après le décès de René de Branche. Il fut réélu les 14 juin 1981, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

LE TEXIER Raymonde, assistante sociale et conseillère générale, née le 29 octobre 1939 à Thoras (Haute-Loire). Elue le 1er juin 1997, elle devint député *PS* du Val-d'Oise le 5 juillet 1997, en tant que remplaçante du socialiste Dominique Strauss-Kahn (nommé membre du gouvernement, puis démissionnaire par suite d'un scandale financier).

LE THEULE Joël, professeur de géographie, né le 22 mars 1922 à Sablé, décédé le 14 novembre 1980. Cet agrégé de géographie professa au prythanée de La Flèche (1955-1958). Elu député gaulliste de la Sarthe en 1958, fonction où il sera réélu en 1962, 1967, 1969, 1973 et 1978, élu maire de Sablé en 1959, Joël Le Theule fut président à l'Assemblée nationale de la Commission de la Défense nationale et de la Force armée (1957-1958), ministre des Dom-Tom (1958), secrétaire d'Etat à l'Information (1968-1969), ministre des Transports (1978-1980), ministre de la Défense du 3 octobre 1980 jusqu'à sa disparition. Il fut également conseiller régional des Pays de Loire et conseiller régional (1967). C'est un affilié au *Siècle*.

LETOWSKI André. Ce « *rouge chrétien* » est chargé par *Golias* de rédiger le compte rendu du dîner-débat *Les homosexuels, une chance pour l'Eglise*

Nouvelle série - Août 2000 - N° 8
Ancienne série N° 117

La Lettre aux Paysans

C.N.A.F.

Chute des cours, hausse des coûts, producteurs étranglés
VINS, POISSONS, EUROPE ET MONDIALISATION

par Jean-Claude MARTINEZ

VACHE FOLLE
L'EXPLOSION ?

La maladie de la vache folle sauté à l'homme. C'est une zoonose. La question se posé de savoir quelle va être l'importance de l'épidémie. Restera-t-on dans les normes habituelles d'un Creutzfeldt-Jakob par million d'habitants ou le Creutzfeldt-Jakob atypique, c'est-à-dire l'équivalent humain de la maladie de la vache folle, va-t-il exploser ?

Les statistiques d'août 2000 ont de quoi faire frémir. On y comptait 79 personnes atteintes, depuis 1996, dont 70 sont mortes. Fin juin, il y avait 74 hommes malades. 69 étaient décédés.

Depuis le début de l'année 2000, 15 êtres humains sont décédés de cette pathologie. Est-ce là le signe tant redouté du début de l'épidémie après une longue période d'incubation chez les consommateurs britanniques ? La réponse est attendue avec angoisse dans les mois qui vont venir.

SOMMAIRE

EDITO
- Vins, poissons, Europe et mondialisation - p. 1
- Vache folle

- Suite de l'édito
- Codex Alimentarius

BOUILLEURS DE CRUS
- Bruxelles pour
- Un siècle de lois
- Spiritueux

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES
- Dépenses sociales
- MSA
- CSG agricole
- Courrier des lecteurs
- Fraude à la banane

Entre le vin et le poisson, apparemment, il n'y a rien de commun. Ce serait donc un simple hasard si, au même moment, en août 2000, et au même lieu, le Languedoc-Roussillon, on a vu les vignerons et les pêcheurs dans la rue, vidant des camions, bloquant des ports et disant leur colère.

Pourtant, à écouter les revendications, on voit bien que, par delà la différence des produits, les mêmes causes expliquent le désespoir des producteurs.

Qualité et injustice

Pour le vin d'abord, au-delà de l'aspect spectaculaire des manifestations d'août 2000, en Languedoc-Roussillon, avec la direction régionale de la répression des fraudes saccagée, les camions citernes de vins vidangés à même la route ou des centaines de bouteilles de vins vidées sur les parkings de supermarchés, une fois de plus s'est posé le problème du grand marché unique, de la suppression des frontières et du libre échange sauvage, avec les *importations à prix de dumping*.

Dans le cas d'espèce, les vignerons du Languedoc-Roussillon ont fait un réel effort de reconstruction dans les trente dernières années, avec une ampleur que personne ne conteste. D'un vignoble à simple production de vin de table, ils sont en train de faire un des grands vignobles de la planète. Chacun s'accorde à le reconnaître, y compris sur les plus grandes cartes des plus grands sommeliers. Au *Four Season* de Seattle, en plein sommet mondial de l'O.M.C., le sommelier donnait ainsi le "*Pic Saint-Loup*" du Languedoc comme un ses vins préférés.

Chute des prix

Après tant d'efforts, ces vignerons, qui ont fait des investissements très élevés pour le palissage des vignes, la vendange en vert en juillet ou début août et des traitements bactériologiques plus respectueux de l'environnement, mais nécessitant des passages plus fréquents et donc des coûts plus élevés, sont confrontés à une chute des prix. Ainsi, pour les vins de table, le degré hecto est tombé de près de 30 F à 24 F, en un an, de la campagne 99 à la campagne 2000. Dans les vins de cépage, l'hectolitre de Sauvignon est passé de 550 F à 450 F.

Avec de tels prix, les revenus des vignerons sont sur le point de baisser de l'ordre de 20 %. Il n'est pas rare de voir un viticulteur travailler 10 heures par jour pour un revenu net de 6 000 F par mois.

V.D.P.C.E. : Coca-Cola viticole

Les causes du phénomène sont connues. Comme pour les fruits à coque, comme pour nos miels ou tout autre production, ce sont les importations du libre échange sauvage qui déstabilisent nos producteurs.

La Lettre aux Paysans, il y a plusieurs années, avait parlé du Coca-Cola viticole, comme une sorte de vin mondial, fait par coupage de vins de provenances différentes. C'est bien ce qui est en marche et ce que dénoncent les vignerons avec les V.D.P.C.E., les *vins de différents pays de la Communauté européenne.*

Ils mélangent des vins, dont la *traçabilité* n'est pas assurée, pour arriver à des produits évidemment meilleur marché.

Dès lors, à l'approche des vendanges de septembre 2000, les viticulteurs se retrouvaient avec des caves pleines encore de la récolte de l'année précédente. Il en va d'autant plus ainsi que la distillation préventive n'existe plus.

Ainsi, lorsqu'arrivent sur le *port de Sète, représentant 25 % des entrées de vins en France*, plus de 1,1 million d'hectolitres de vins étrangers, destinés à produire des V.D.P.C.E., il est bien évident que nos vignerons supportent ce choc du libre échange.

Mise en bouteille où ?

Le phénomène risque de s'aggraver si, d'aventure, la mise en bouteille ne se faisait plus au lieu de production mais obéissait

Jean-Claude Martinez dirige la section paysanne du *Front National*.

et la société, organisé par le *Projet Ornicar* de Thierry Meyssan, avec la participation de Mgr Gaillot.

LETTRE DES AMITIÉS FRANCO-ESPAGNOLES. Organe du Cercle franco-espagnol consacré à l'histoire et à l'actualité de l'Espagne nationaliste. Directeur : Olivier Grimaldi (CFH, BP 337/16, 75767 Paris Cedex 16).

LETTRE D'INFORMATION DE PIERRE DE VILLEMAREST. Journaliste chevronné spécialisé dans les dessous de la politique mondiale, surtout celle qui fraie ou a frayé avec le bolchevisme, Pierre de Villemarest est probablement le rédacteur le plus redouté des adversaires sournois qui restent tapis dans l'ombre des ambassades étrangères. Sa *Lettre* ne dispense des informations qu'à ses abonnés (CEL, La Vendômière, 27930 Cierrey).

LETTRE DU MOIS (La) - AGIR ENSEMBLE. Bulletin diffusé par le collectif *Agi rensemble pour les droits de l'homme.*

LES SABLES-VENDÉE JOURNAL. Hebdomadaire (11 000 exemplaires) dirigé par Philippe Amyot d'Inville (B.P. 29, 85101 Les Sables-d'Olonne).

LE SUEUR Christian, expert-comptable, membre de l'état-major du *PPF* de J. Doriot (voir : *Sigmaringen*).

LÉVÊQUE Jean-Maxime, banquier, né le 9 décembre 1923 à Paris. Il dirigea la *Banque Européenne d'Investissement,* assuma la fonction de secrétaire général du *Conseil national du crédit* et celle de conseiller économique à l'Elysée (1960-1964). Le directeur du *Crédit Commercial,* Jacques Merlin, en fit son directeur général et son successeur. Jean-Maxime Lévêque s'opposa plusieurs fois publiquement aux nationalisations, démissionna lorsque le *CCF* fut nationalisé, et créa sa propre banque, *International Bankers,* dont le capital d'un milliard fut surtout fourni par des investisseurs étrangers, tel Akkram Ojjeh, le patron d'un holding maître du marché des Antilles hollandaises. Ayant échoué dans la négociation des matières premières, cet ancien inspecteur des Finances s'occupa de l'immobilier parisien, racheta la *Banque Wedge* (1985) et la rebaptisa *Ibsa.* Il joua aussi un rôle politique en fondant *l'Union Nationale pour l'Initiation et la Responsabilité,* mouvement ultra-libéral qui présenta trente-cinq listes à l'élection législative de 1986, mais se saborda en rejoignant le *RPR.* Son ralliement valut à Jean-Maxime Lévêque d'être nommé président-directeur général du *Crédit Lyonnais* (1986), banque qu'il ne parvint pas à privatiser et la quitta au mois de septembre 1988, quand la gauche revint au pouvoir. Malgré son départ, Jean-Maxime Lévêque réussit à ce que 25 % du capital du *CL* entrât dans celui d'*Ibsa.* Le jour où *Ibsa* s'effondra eu égard à sa mauvaise gestion, le *Crédit Lyonnais* dut acquitter cinq milliards de dettes. Il est affilié au *Siècle.*

LE VERN Alain, instituteur, président du Conseil régional de Haute-Normandie et maire de Saint-Saëns, né le 8 mai 1948 à Portsall (Finistère). Elu député *PS* de Seine-Maritime le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

LÉVY Maurice, publicitaire, né le le 18 février 1942 à Oujda (Maroc). Administrateur de *Bata* (1964-1966) au Maroc, responsable du service commercial (1966) et du service informatique de *Synergie,* il dirigea ensuite l'informatique de *Publicis* (1971). Ce fils de Juifs espagnols réfugiés au Maroc lors de la guerre civile de 1937 fut ensuite à *Publicis* : secrétaire général (1973), directeur général-adjoint (1975), directeur général (1978), vice-président-directeur général (1981). Président-directeur général de *Publicis-Conseil* (1983), Maurice Lévy vice-présida ce groupe en 1986, ainsi que l'éphémère chaîne de télévision *TV6* spécialisée dans les clips, et présida le directoire de *Publicis* (1988). Il fut également le conseiller occulte de nombreux présidents-directeurs généraux d'importantes sociétés françaises, comme Jérôme Monod, Jean-Luc Lagardère, Jean-Yves Haberer, Michel David-Weill, Louis Schweitzer. Président de l'*AACP,* administrateur de la *Fondation Communication,* affilié à la *Trilatérale* et au *Siècle,* président des *Bonds d'Israël,* association de financement de l'Etat hébreux par la Diaspora. Maurice Lévy présida la section française du Comité de Réconciliation des Juifs et de l'Espagne.

LÉVY Pierre, président de sociétés, né le 11 avril 1907 à Guebwiller. Ce richissime fondateur et président-directeur général des entreprises *Devanlay-Recoing* fut président-directeur général de la *Société Anonyme financière et auxiliaire du Textile,* président-directeur général de *Timwear* (1959), président du *Textile Saint-Louis,* administrateur des *Nouvelles Galeries,* du *Printemps.* Depuis 1953, il est administrateur d'*Uniprix* duquel, comme pour d'autres sociétés, un gros pourcentage d'actions lui appartient. Pierre Lévy fut aussi conseiller de la *Banque de France.* En 1976, il fit don à l'Etat d'une collection de tableaux cotée 150 millions. Sa fortune est la vingt-deuxième de France. Il est affilié au *Siècle.*

LÉVY Raymond-Haïm, ingénieur, né le 28 juin 1927 à Paris. Entré à la *Régie Autonome des Pétroles* grâce à la protection de Paul Moch (1957), il fut président-directeur général d'*Elf* (1975-1980) et vice-président-directeur général d'*Elf-Aquitaine.* Le ministre de l'Industrie, Pierre Dreyfus, le nomma président-directeur général d'*Usinor* (1982-1984), où il établit un plan de restructuration de la sidérurgie. Puis, après avoir été président-administrateur délégué du groupe *Cockeville-Sambre* (1985), ce fils d'un immigré juif de Salonique rejoignit, à la demande d'Alain Madelin, la *Régie Renault* comme président-directeur général (fin 1986). Président de l'*Association des Constructeurs d'Automobiles* en 1991, il quitta *Renault* l'année suivante, fut président du Conseil de surveillance du holding de *Matra-Hachette* et, avec Dominique Strauss-Kahn, codirigea, en 1993, le *Cercle de l'Industrie,* l'un des principaux lobbies du grand patronat européen. Très israélophile, Raymond-Haïm Lévy prit part à la création de la *Fondation de Jérusalem.* Il est membre du directoire des *Bonds d'Israël* et de l'*Alliance Israélite Universelle* ; il est de plus affilié au *Siècle.*

LÉVY-LANG André, banquier, né LÉVY le 26 novembre 1937 à Alexandrie (Egypte). Ingénieur de recherches au *Commissariat à l'Energie Atomique* (1960), il travailla ensuite à la société

LUNDI 20 NOVEMBRE 2000

Libération

L'Amérique sans tête

Alors que le suspense continue entre Bush et Gore, la Cour suprême de Floride doit se prononcer aujourd'hui sur le décompte manuel des voix. Page 2

AVEC CE NUMERO

L'Europe selon Védrine

A trois semaines du sommet de Nice, le ministre des Affaires étrangères se montre optimiste sur l'élargissement de l'Union à l'Est, tout en refusant fermement de fixer une date à ces nouvelles adhésions. Entretien. Pages 10 et 11

PS: Aubry fait son nid

A quatre jours du congrès de Grenoble, premier volet de notre série sur le Parti socialiste. Aujourd'hui, comment Aubry tente d'étendre ses réseaux au sein du PS. Pages 16 et 17

Les Blacks ont pris des Bleus

Le XV de France s'est imposé 42 à 33, samedi à Marseille, face aux Néo-Zélandais. Une victoire qui tombe à pic pour l'entraîneur, Bernard Laporte. Et toute l'actualité sportive du week-end. Pages 34 à 39

Un présent sans rancune à Berlin

Plus de soixante ans après avoir été chassé de Berlin par les nazis, le collectionneur juif Heinz Berggruen a décidé de vendre à l'Allemagne, pour une somme dérisoire, sa formidable collection d'art moderne. Pages 42 et 43

M 0135 - 1120 - 7,00 F www.liberation.com
1,07 euro France métropolitaine

de prospection électrique *Schlumberger,* puis, après un séjour à *Standford,* fut directeur, à Minneapolis, du marketing d'une filiale d'*ERM Computer.* Rentré en France, ce polytechnicien fut directeur du département des *Compteurs Schlumberger* (1970-1974), membre du comité directeur de ceux-ci (1976) et de leur directoire (1979) qu'il présida en 1982. André Lévy-Lang créa les cartes *Aurore* et *Cételem,* lança, aidé de Michel Curiel, la *Banque Cortal,* présida la commission financière de l'*Association française des banques,* fut membre de la commission des affaires financières et bancaires du *CNPF,* présida le directoire de la *Compagnie financière de Paribas* (1990). Administrateur de la commission financière *Paribas,* administrateur des *AGF,* d'*Athéna,* de la *Banque Paribas,* de la *Compagnie Bancaire,* de la *Navigation mixte,* du *Crédit National,* du *Crédit du Nord,* d'*Elf-Aquitaine,* André Lévy-Lang est l'un des plus puissants banquiers de France, quoiqu'il ait été mis en examen dans l'affaire des *Ciments Français,* une filiale de son groupe (1996). Ses rémunérations annuelles s'élèvent à 7,5 millions de F, sans compter les primes. André Lévy-Lang préside l'*Association des Amis Français du Bildeberg* et est affilié à la *Trilatérale* et au *Siècle.*

LEYZOUR Félix, instituteur, conseiller général et maire de Callac, né le 22 juillet 1932 à Plourac'h (Côtes-d'Armor). Elu sénateur le 24 septembre 1989, il fut ensuite élu député *communiste* des Côtes-d'Armor le 1er juin 1997.

LIBÉRATION. Quotidien qui a fini par s'imposer après différents avatars. Sous la direction de Serge July (né en 1942), tour à tour admirateur de Nimier et Blondin (« Les Hussards ») et même de Drieu La Rochelle, puis gauchiste acharné et membre des *Jeunesses Communistes Marxistes Léninistes,* avant de rejoindre la *Gauche prolétarienne.* Lié à Henri Curiel, Alain Geismar et Evelyne Haas, qu'il épousa, défenseur du fameux « braqueur » Pierre Goldmann, le quotidien *Libération* est devenu un concurrent du *Monde* dans la dénonciation de la droite nationale et populaire. Il est curieusement appuyé financièrement par des « capitalistes » de choix : Gilbert Trigano, Martin Karmitz, Nicolas Seydoux, les Riboud, Claude Alphandéry, Edouard Stern, Michel Albert. Cet excellent journaliste — qu'est Serge July — s'est entouré d'une équipe d'hommes souvent passionnés qui le dépassent parfois dans la polémique. Frédéric Filloux, directeur de la rédaction, Jacques Amalric, Jean-Michel Helvig, Antoine de Gaudemer, Gérard Dupuy, Jean-Luc Allouche, Charlie Buffet, Pierre Haski, Marie Guichoux et une foule de chefs de service ou de rubrique digne d'un très grand journal. On se demande comment on peut rétribuer une telle équipe ! D'autant qu'il faut ajouter les « administratifs » que dirigent Evance-Charles Coppée, directeur général, Bertrand Houlé et leurs adjoints et collaborateurs. Une diffusion moyenne (abonnements compris) ne dépassant pas 174 000 exemplaires, l'équilibre permanent du quotidien reste un mystère pour les gens peu informés des dessous de la presse française en général (17, rue Béranger, 75154 Paris Cedex 03).

LIBÉRATION CHAMPAGNE. Quotidien plutôt de gauche, dirigé par

Gilbert Boutsoque. Son édition dominicale, *Libération Champagne Dimanche*, a le même directeur (B.P. 713, 10003 Troyes Cedex).

LIBERTÉ DE L'EST (La). Quotidien (31 000 exemplaires) dont l'état-major est constitué de Gérard Colin, P.-D.G., Thierry Bécuwe, directeur, Jean-Marie Riat, rédacteur en chef, assisté par Alain Thouvenot et Gérard Noël (B.P. 273, 88007 Epinal Cedex).

LIBERTÉ DE NORMANDIE (La). Journal hebdomadaire issu du *Bonhomme libre* (qui avait remplacé à la Libération le célèbre *Bonhomme normand* interdit). Marcel Clairet est P.-D.G. et Claude Jussiaume, rédacteur en chef. Ce journal est très répandu dans la région normande (B.P. 315, 14015 Caen Cedex).

LIBERTÉ DIMANCHE. Dirigé par Richard Buxtorf, cet hebdomadaire (4 200 exemplaires) a pour rédacteur en chef Lionel Cailles (B.P. 198, 76003 Rouen Cedex).

LIBERTÉ HEBDO. Journal dirigé par Pierre Demessine et « rédigé en chef » par Jean-Louis Bouzin (13, boulevard Inkermans, 59014 Lille).

LIBERTÉ, L'HOMME DE BRONZE. Hebdomadaire, fondé en 1879, dirigé et « rédigé en chef » par Gérard Pappalardo (B.P. 10, 13633 Arles Cedex).

LIBERTÉ 62. Hebdomadaire local (3 400 exemplaires) dirigé par Paul Doutréaux et « rédigé en chef » par Hervé Poly (128, boulevard Basley, 62300 Lens).

LIBERTI François, marin-pêcheur et maire de Sète (Hérault), né le 17 septembre 1947 dans cette ville. Il fut élu député *communiste* de l'Hérault le 1er juin 1997, après un échec cuisant en 1993.

LIBRAIRIES NON-CONFORMISTES. Depuis la disparition, en 1997 de *La Librairie Française* — la première librairie anti-système créée après la Libération en 1952 par Gilberte Coston, qui la céda en 1975 à J.-G. Malliarakis — il s'est constitué de nombreuses librairies non-conformistes en France. Nous en donnons ci-dessous une liste forcément incomplète, mais tout de même significative. On y vend aussi bien les livres de l'ancien déporté Paul Rassinier et de l'ancien chef communiste Garaudy, qui a rompu avec ses anciens amis pour prôner la révision de l'histoire, que ceux de Henry Coston, de Philippe Randa, de Roland Gaucher, de Jean Mabire, de Jean-Claude Varanne, d'Alain de Benoist, de Ploncard d'Assac, écrivains de droite. Voici, à titre documentaire, cette liste :

PARIS :

La Licorne bleue
3 bis, rue Jules-Vallès 75011 Paris
Tél. : 01 46 59 18 20

Librairie du Savoir
5, rue Malebranche 75005 Paris
Tél. : 01 43 54 22 46

Saint-Nicolas
6, rue du Petit-Pont 75005 Paris
Tél. : 01 43 25 36 67

L'Æncre
12, rue de La Sourdière 75001 Paris
Tél. : 01 42 86 06 92

LYON :

Librairie Lyonnaise
5, rue Saint-Jean 69005 Lyon
Tél. : 04 72 41 82 86

TOULON :
Anthinéa
Allée de l'Amiral-Courbet 83000 Toulon
Tél. : 04 94 91 22 76

NANCY :
Librairie Lorraine
93, Grande Rue 54000 Nancy
Tél. : 03 83 36 79 52
L'Oriflamme
107, Grand-Rue 54000 Nancy
Tél./Fax : 03 83 37 30 22

NANTES :
Librairie Dobrée
14, rue Voltaire 44000 Nantes
Tél. : 02 40 69 84 84

GRENOBLE :
Terres Celtiques
40, cours Berriat 38000 Grenoble
Tél. : 04 76 46 15 96

VILLERS-COTTERETS :
Le Kiosque
12, rue du Général-Mangin 02600 Villers-Cotterets
Tél. : 03 23 96 98 46

LIBRE JOURNAL (Le). Publication décadaire de la Résistance française et catholique, qui a pour « patron » Serge de Beketch, cible habituelle des argousins du Régime. De fines plumes apportent leur collaboration au journal : Anne Brassié, Jacques Célérier, l'intransigeant Cohen, Daniel Raffard de Brienne, Jean Silve de Ventavon, Marie-Claude Monchaux, Jean-Gilles Malliarakis, Henri de Fersan, Bernard Lugan, grand spécialiste des affaires africaines, Michel Blanzat. Mme de Beketch a remplacé son mari à la direction du journal pour tenter de mettre fin aux persécutions policières et administratives qu'il subissait (4, place Franz-Liszt, 75010 Paris).

LIEBGOTT Michel, inspecteur des affaires sanitaires et sociales, conseiller général et maire de Fameck, né le 15 février 1958 à Algrange (Moselle). Il fut élu député *PS* de Moselle le 1er juin 1997.

LIGNIÈRES-CASSOU Martine, chargée d'études à la DDE des Pyrénées-Atlantiques et conseillère générale, née le 22 février 1952 à Alger. Elle fut élue député *PS* des Pyrénées-Atlantiques le 1er juin 1997.

LIGOT Maurice, administrateur civil en retraite et ancien ministre, né le 9 décembre 1927 à Niort (Deux-Sèvres). Elu député *UDF* du Maine-et-Loire le 11 mars 1973, il fut réélu les 12 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (L.C.R.). Section française de la IVe Internationale fondée par Léon Trotski. Souvent victime de la répression gouvernementale, la *L.C.R.* vit le jour avant la guerre. Pour tenter d'échapper aux rigueurs policières, elle s'appela successivement : *Parti communiste international, Ligue communiste, Front communiste révolutionnaire.* Alain Krivine (né le 10 juillet 1941) en est, sinon le chef, du moins le porte-parole bien connu. Par l'adhésion de ses membre aux Centrales syndicales, la *LCR* exerce une influence réelle au sein de la *FEN*, de la *CFDT* et de la *CGT*. Elle compte des élus locaux, et publie, depuis 1968, l'hebdomadaire *Rouge* (2, rue Richard-Lenoir, 91108 Montreuil-sous-Bois).

LIMOUZY Jacques, administrateur civil et ancien ministre, né le 29 août

LA LORRAINE ROYALISTE

Pour une Lorraine libre dans une France libre

MENSUEL : 12 F | Mars 2000 | N°188

2000, deuxième année du combat pour l'indépendance de la France

Réservez dès maintenant ces dates :

MARDI 4 AVRIL : *conférence du Professeur DONNIER à NANCY.*

DIMANCHE 21 MAI : *La Lorraine Royaliste fête ses 20 ans*

"La Monarchie est aussi, elle est surtout, la dernière chance de la liberté." Thierry Maulnier

Depuis vingt ans, *La Lorraine Royaliste* défend les idées de Charles Maurras.

1926 à Castres (Tarn). Elu député *RPR* du Tarn le 12 mars 1967, il fut réélu les 30 juin 1968, 4 mars 1973, 25 mai 1975 (à la suite de la démission de Louis Donnadieu), 19 mars 1978, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

LINDEPERG Gérard, inspecteur d'académie et conseiller régional, né le 1er mai 1938 à Rouen (Seine-Maritime). Il est député *PS* de la Loire depuis le 1er juin 1997. Ce haut cadre du *Parti socialiste* avait été éliminé, en 1993, avec un score ridicule, dans cette région minière, bien que soutenu financièrement par *Bouygues, Progest, Dugne* et autres sociétés « capitalistes » et un gros versement du *PS* à sa caisse électorale.

LION Robert, inspecteur des Finances, né le 28 juillet 1934 à Paris. Sorti de l'Ecole Nationale d'Administration (1961), il entra aussitôt à l'Inspection des Finances, puis fut conseiller technique au cabinet du ministre de l'Equipement et du Logement, Edgar Pisani (1966-1967), ensuite au cabinet du préfet de la région parisienne Paul Delouvrier (1967-1968). Robert Lion fut chargé de mission à la direction de la politique industrielle du ministère de l'Industrie, au ministère de l'Equipement et du Logement (1969-1974) et délégué général de l'*Union des Fédérations des Habitations à Loyers Modérés* (1974-mai 1981). Tour à tour directeur du cabinet de Pierre Mauroy et, de 1982 à 1992, directeur de la *Caisse des dépôts et consignations,* il démissionna de ce poste pour réintégrer l'Inspection des Finances. Depuis juillet 1994, Robert Lion préside l'antenne européenne du conseil de la *Terre Energy 21,* est le conseiller de trois importantes sociétés privées, dont la société américaine *Betechel* et la *Compagnie des Signaux.* Affilié au *Siècle,* il était, avant qu'il ne démissionnât, l'un des hommes les plus puissants du pays, représentant parfait de l'union de la Gauche et de l'Argent.

LIPIETZ Alain, militant écologiste, né le 19 septembre 1947 à Charenton. Elu *Vert* au Parlement européen en 1999.

LITTORAL DE LA CHARENTE-MARITIME (Le). Hebdomadaire fondé en 1946, dirigé par Richard Pattedoie (B.P. 22, 47320 Marennes).

LONCLE François, journaliste et ancien ministre, né le 21 octobre 1941 à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise). Ancien radical de gauche, il rallia le *PS* et fut élu député *PS* de l'Eure le 21 juin 1981. Réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997, ce socialiste avait été battu en 1993, bien qu'il eut encaissé 285 000 F de trusts « capitalistes » : *Bouygues, Laboratoires Janssen, Rimor,* etc.

LONG Marceau, haut fonctionnaire, né le 22 avril 1926 à Aix-en-Provence. Entré au Conseil d'Etat (1952), il fut conseiller technique pour les Affaires marocaines et tunisiennes au cabinet des successifs secrétaires d'Etat Faure et Claparède (1954-1956), commissaire du gouvernement près l'Assemblée du contentieux (1957-1958), conseiller juridique près l'ambassade de France à Rabat (1958-1961), directeur de l'administration de la fonction publique au secrétariat du gouvernement (1961-1967), secrétaire général pour l'administration du ministère des Armées (1967-1973), président-direc-

«Il y a dans quelques hommes une certaine médiocrité d'esprit qui contribue à les rendre sages».
La Bruyère

la Lozère nouvelle

Bd des Capucins — BP 17
48001 — Mende Cedex
04.66.49.65.90 Fax: 04.66.49.09.36
email : lozere-nouvelle@wanadoo.fr
54ème année. Prix 6,00F (0,91 €)
Abonnement: 1 an, 280 F

Vacances tranquilles en Cévennes

Cet été, les gendarmes de la brigade de Saint-Germain-de-Calberte effectueront des patrouilles à cheval. Cette opération de surveillance et de prévention s'effectue en collaboration avec les agents du Parc national des Cévennes et de l'Office national de la Chasse. (photo G. Bayro)

CAMP DE RIEUCROS

Internée à vingt ans

Arlette Boena a été internée en 1942 au camp de Rieucros, à Mende. Elle a tenu un journal dans lequel elle évoque son arrestation arbitraire et ses conditions de détention. Un témoignage émouvant
56

MÉTÉO

Neige au Mont-Lozère

Dans la matinée du 11 juillet, des flocons de neige sont tombés sur le pic de Finiels. A Mende, les températures ne dépassaient pas 10°, comme au mois de mars!
7

FAITS DIVERS

Six mois de prison pour l'automobiliste

Un jeune Mendois, auteur d'un accident mortel, alors qu'il circulait sous l'empire d'un état alcoolique, a été condamné à 18 mois de prison, dont 6 fermes
11

Ce numéro a été tiré à 25 750 exemplaires

Cent-trente truites pêchées dans le Lot

Le 7 juillet à Mende, les gardes de la Fédération de pêche ont procédé à une opération de sauvetage piscicole. Dans le Lot, au cours d'une pêche électrique ont été capturées 130 truites dont 65 à la maille (mesurant plus de 25 cm) et deux de 60 cm (photo Valerior). Actuellement, la commune de Mende réalise des travaux de réfection de la conduite des eaux usées entre les Ponts Notre-Dame et de la Planche.

MENDE

Un projet de centre pour les jeunes

Lors du conseil municipal, un projet de centre polyvalent pour les jeunes a été présenté. Il occuperait les locaux du centre de secours des pompiers place du Foirail.
20

FOOTBALL

Une rencontre de gala à Mende

La section des supporters lozériens de l'Association Sportive de St-Etienne organise samedi une rencontre entre Montpellier et les Bulgares du CSKA Sofia au complexe du Chapitre. Un événement à ne pas manquer.
52

AVIATION

Samuel Plan, chevalier du ciel

Du 19 au 30 juillet, Samuel Plan va participer au 48e tour aérien des jeunes pilotes. Le pensionnaire de l'aéro-club de la Lozère s'est brillamment qualifié malgré un imprévu qui aurait pu tout remettre en cause.
55

teur général de l'*ORTF* (octobre 1973-décembre 1974). Secrétaire général du gouvernement de 1975 à 1982, cet ancien major de l'*ENA* devint, à compter de 1980, secrétaire général de l'*Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris*, puis occupa la présidence d'*Air Inter* du mois de juillet 1982 au mois de juillet 1984 et celle d'*Air France* jusqu'au mois de février 1987, année où il assura la vice-présidence du Conseil d'Etat. Président de la *Commission de la nationalité*, président du *Haut Conseil de l'Intégration* (1990), Marceau Long présida, de 1993 à 1995, la *Commission du Livre Blanc pour la Défense*, et préside, depuis 1988, la *Commission pour la transparence financière de la vie politique*. Il fut même président de l'*Ecole Nationale d'Administration*, de l'*Institut International d'Administration Publique*, du *Conseil Supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel*, également président du *Comité pour la commémoration des origines de la Gaule à la France* (1996). Il est l'un des affiliés marquants du *Siècle*.

LONGUET Gérard, administrateur civil, né le 24 février 1946 à Neuilly-sur-Seine. Militant nationaliste au quartier Latin, il se heurta avec vigueur à François Léotard ; il en devint, par la suite, l'adjoint au *Parti Républicain*. Beau-frère de Vincent Bolloré, industriel et homme d'affaires qui fut trésorier du *PR*, ancien élève de l'*ENA*, sous-préfet, ancien directeur de cabinet des préfets de l'Eure et de la Somme, il dirigea le cabinet de Jacques Dominati, secrétaire d'Etat, et se fit élire député *UDF-RPR* de la Meuse (1978). Battu aux élections suivantes, il entra au Parlement européen (1984) et revint à l'Assemblée nationale deux ans plus tard (1986). Ministre des Postes et Télécommunications dans le gouvernement Chirac (1986-1988), il fut réélu député (1988), puis porté à la présidence du Conseil régional de Lorraine (1992). Il présida le *Parti Républicain* (1990), après en avoir été le trésorier, puis le secrétaire général. Sa carrière fut brusquement écourtée par le chef du gouvernement pour une histoire assez embrouillée qui ne lui a pas fait perdre la sympathie de ses amis.

LOOS François, ingénieur en chef des mines, né le 24 décembre 1953 à Strasbourg (Bas-Rhin). Ce radical-socialiste fut élu député *UDF* du Bas-Rhin le 28 mars 1993 ; il fut réélu le 1er juin 1997.

LORRAINE ROYALISTE (La). Journal mensuel dirigé par Philippe Schneider, que seconde, à la rédaction, Lucienne Goepeert, rédactrice en chef (22, rue Victor-Hugo, 54000 Nancy).

LOSSERAND Raymond, fourreur, né le 22 août 1903 à Paris XIIIe, mort le 21 octobre 1942 à Issy-les-Moulineaux. Militant communiste depuis 1934, il fut trésorier de la cellule 1441 dans le XVe arrondissement de Paris. Il succéda à son camarade Marcel Paul comme conseiller municipal du quartier de Plaisance (1938). Après le pacte germano-soviétique, il resta fidèle au *PCF* et, pour ce motif, fut déchu de son mandat (23 janvier 1940). Mobilisé au début de la guerre au 20e escadron du train hippomobile, il fut fait prisonnier mais parvint à s'évader et milita dans la Résistance. Le *PCF* clandestin le nomma chef de l'Organisation spéciale de la Région parisienne ; puis

Bonnes feuilles de « Paroles de prolétaires » le dernier livre d'Arlette Laguiller

p.11

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire – paraît le vendredi – n° 1675 – 18 août 2000 – prix : 9F

Hausse des carburants :

COUP DE POMPE POUR LES USAGERS, MAIS GROS LOT POUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES

Espagne : Bras de fer meurtrier entre l'ETA et le gouvernement central

p. 6/7

M 6180 - 1675 - 9,00 F

Les journaux qui osent dénoncer les manieurs d'argent ou de pétrole sont devenus rares.

il fut commandant des *FTP*. Arrêté (16 mai 1942) il fut fusillé peu après.

LOUSTEAU Jean, journaliste à *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

LOZÈRE NOUVELLE (La). Hebdomadaire diffusant 24 000 exemplaires dans la région de Mende. Il est dirigé par Gérard Coulange (B.P. 17, 48001 Mende Cedex).

LUART Roland (du), exploitant agricole et forestier, né le 12 mars 1940 à Paris. Issu d'une famille de la droite monarchiste, il sut évoluer vers le Centre, et devint président du Conseil général, et maire du Luart. Elu sénateur de la Sarthe le 25 septembre 1977, il a été réélu les 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants*.

LUCA Daniel, professeur d'histoire-géographie, conseiller général et maire de Villeneuve-Loubet, né le 19 décembre 1954 à Boulogne (Hauts-de-Seine). Il fut élu député *non inscrit* des Alpes-Maritimes le 1er juin 1997.

LUCHAIRE François, professeur de droit, né le 1er janvier 1919 à La Rochelle. Après avoir été avocat-stagiaire à la cour d'appel de Caen, il fut commissaire de la marine en 1939. Devenu professeur de droit à la Faculté de Nancy, François Luchaire siégea au *Conseil supérieur de l'aviation marchande* (1954-1957), présida la *Société française des Nouvelles-Hébrides* (1955-1967), dirigea l'*Institut des Hautes Etudes d'Outre-Mer* (1960-1964), professa le droit et les sciences politiques à Paris à compter de 1964. Il fut aussi président de l'Université de Paris (1971-1976), vice-président de la *Conférence des recteurs européens* (1974-1979), membre du *Conseil Constitutionnel* (1965-1974), président du *Cercle Edouard Herriot,* délégué interministériel pour les professions libérales (1984-1986), juge à la Cour internationale de justice, membre du *Conseil économique et social* (1983-1988). Cet ami de François Mitterrand assura également jusqu'en 1985 la vice-présidence du *Mouvement des Radicaux de Gauche*. Il préside aujourd'hui le *Comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel,* ainsi que, depuis 1994, le Tribunal constitutionnel d'Andorre. Il est affilié au *Siècle*.

LUCHAIRE Jean, journaliste (voir : *Sigmaringen*).

LUTTE DE CLASSE. Revue trotskyste, dont le N° 52 a paru au cours de l'été 2000 (BP 233, 75865 Paris Cedex 18).

LUTTE OUVRIÈRE. Hebdomadaire du mouvement trotskyste du même nom, dont Michel Rodinson est directeur de la publication. Rédacteurs : Roger Bertrand, Pierre Laffitte, etc. (BP 233, 75865 Paris Cedex 18).

LUTTE OUVRIÈRE. Parti trotskiste créé en 1968 après la dissolution de *Voix Ouvrière,* dont Arlette Laguiller est la plus connue des dirigeants. Aux élections, *Lutte Ouvrière* obtient un nombre de voix important. Le mouvement succédait à *Voix Ouvrière,* fondé en 1956 et interdit par le gouvernement en juin 1968. Son programme est strictement communiste révolutionnaire et internationaliste. A l'élection

Lyon capitale

1,37 euro
hebdo 9F

Actualité

+ de 100 idées pour rester à Lyon

les cahiers de l'été

Planchon passe la main

Avis de tempête à Lyon 2

Aulas roi du foot business

Entretien avec Noël Mamère

Un concert démesuré
Johnny allume Gerland

Les bals du 14 juillet

Tout le programme des festivités

Et aussi Cinema, balades, restaurants, spectacles, loisirs, découvertes

N°282 du mercredi 12 au mardi 18 juillet 2000

LE JOURNAL DES ESPRITS LIBRES

présidentielle de 1969, Arlette Laguiller obtint 2,15 % des suffrages ; à celle de 1987 : 2,26 % ; en 1988 : 1,99 % ; en 1995 : 5,3 %. Le parti publie le journal hebdomadaire du même nom (voir ci-dessus). En outre, *Lutte Ouvrière* publie près de 400 journaux d'entreprises.

LYON-CAEN Arnaud, avocat, né le 7 juin 1930 à Paris. Avocat à la cour d'appel de Paris de 1950 à 1957, il devint, cette dernière année, avocat auprès du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation. Son frère Pierre présida le *Syndicat de la Magistrature* de 1970 à 1972, et, depuis 1994, occupe la fonction d'avocat général à la Cour de cassation. Il est affilié au *Siècle.*

LYON-CAEN Yves, haut fonctionnaire, né le 29 juin 1950 à Paris. D'abord administrateur civil au Budget (juin 1978), il fut ensuite directeur administratif et financier de l'*INSERM* à compter de 1980, chargé de mission à Matignon (1982), conseiller technique du Premier ministre Pierre Mauroy (1983), conseiller technique chargé du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme du Premier ministre Laurent Fabius jusqu'au mois de février 1985. Propulsé par le directeur général du *Crédit Agricole,* son ami Jean-Paul Huchon, conseiller de cette banque, Yves Lyon-Caen y fut directeur central chargé du crédit (juillet 1985), directeur des entreprises et président de l'*Union bancaire* (octobre 1986), puis il quitta le groupe (1987) pour rejoindre le directoire de la *Millerand's Bank* en tant que chargé des grandes relations et des produits. Ce diplômé de l'*IEP* et de l'*ENA* occupa le poste de directeur-adjoint du cabinet du Premier ministre Michel Rocard de 1981 à 1990, présida, de 1990 à 1993, le *Crédit National,* entra, au mois de mars 1994, à l'*Air Liquide* comme délégué général responsable de l'activité santé. Yves Lyon-Caen, membre de la fameuse famille juive Caën, autorisée à s'appeler Lyon-Caen par un décret du 21 janvier 1882, est le petit-fils du communiste Léon Lyon-Caen, président du *MRAP,* vice-président des *Juristes Démocrates,* et le fils du communiste Gérard Lyon-Caen, initiateur de l'*Union Internationale des Juristes Progressistes.* Il est, aussi affilié au *Siècle.*

LYON CAPITALE. Hebdomadaire (15 000 exemplaires) dirigé par Jean-Olivier Arfeuillère, rédacteur en chef (B.P. 1214, 69202 Lyon Cedex 01).

LYON MATIN. Quotidien animé par Xavier Ellie, P.-D.G., Bernard Saugey, adjoint, et Jean-Louis Dousson, directeur de la rédaction (14, rue de la Charité, 69002 Lyon).

Benoît LŒUILLET

Pierre-Antoine COUSTEAU

Un journaliste engagé (1932-1944)

Préface du Professeur Jean-Pierre COUSTEAU

Diffusion & Editions HENRY COSTON

L'étudiant niçois Benoît Lœuillet a écrit une thèse qui vient d'être publiée en livre (après avoir été acceptée, naturellement, par les examinateurs de la faculté). Ce livre a paru en décembre 2000, avec une préface du professeur Jean-Pierre Cousteau, fils du journaliste Pierre-Antoine Cousteau.

M

MADELIN Alain, avocat, né le 26 mars 1946 à Paris XIIe, cet ancien militant de la droite nationale, souhaitant faire une carrière politique, a rejoint le centre ; il anime actuellement *Démocratie libérale* et s'affirme chaque jour davantage comme le *leader* du libéralisme français. Cette évolution suscite l'admiration, et parfois la jalousie d'autres partisans tardifs du libéralisme, mais généralement très peu de sympathie dans les milieux de la Droite nationale, très attachée aux traditions et foncièrement hostile aux puissances d'argent. A cinquante-quatre ans, il peut se targuer d'un C.V. politique impressionnant : *Occident, Fédération des Etudiants Nationalistes* (animée par Amaury de Chaunac, journaliste sous le pseudonyme de Francis d'Orcival), *Fédération nationale des Républicains indépendants* (depuis 1988), membre du secrétariat national de la *FNRI* (1977), chargé de mission au cabinet de Claude Coulais, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (1977-1978), délégué national (1977-1985), délégué général (1985-1988), secrétaire général (1988-1989), vice-président (depuis 1990) du *Parti républicain,* membre de la commission des Affaires culturelles, familiales et sociales (depuis 1978), vice-président (1992-1998) du conseil régional de Bretagne, député *Union pour la démocratie française* (*UDF-PR*) d'Ille-et-Vilaine (1978-1986), réélu le 16 mars 1986, puis député *UDF* d'Ille-et-Vilaine (1988), réélu le 21 mars 1993, élu le 18 juin 1989 au Parlement européen (liste *UDF-RPR*), réélu le 13 juin 1999 au Parlement européen (liste *Union pour l'Europe*), président de l'*Institut Euro* 92 (depuis 1988), co-organisateur pour l'*UDF* des états généraux de l'opposition (1989), président de l'association *France-Corée* (1991), fondateur et président d'*Idées Action* (1993), ministre des Entreprises et du Développement économique (*PME*) (1993-1995), ministre de l'Economie et des Finances (1995), maire de Redon (depuis 1995), élu le 8 octobre 1995 député d'Ille-et-Vilaine, réélu le 1er juin 1997, inscrit au groupe *Démocratie libérale et indépen-*

magazine libertaire

Anarchie Now !
Pouget en B.D.
Du totalitarisme

N° 5 TRIMESTRIEL CULTURE

dants, président-fondateur (1997), président du *Parti républicain* devenu *Démocratie libérale, républicains indépendants et républicains* (1997). Auteur de : *Pour libérer l'école, l'enseignement à la carte* (1984), *Chers compatriotes... Programme pour un Président* (1994), *Quand les autruches relèveront la tête* (1995), *le Droit du plus faible* (1999).

MADELIN Henri, ecclésiastique, né en 1937. Entré à la Compagnie de Jésus (1957), il reçut les Ordres en 1967. Henri Madelin rejoignit le *Centre de recherches et d'action sociale* de Vanves en 1968, et le dirigea de 1973 à 1978. Provincial de France de la Compagnie de Jésus de 1979 à 1985, président du *Centre de Sèvres* de 1985 à 1993, puis aumônier national du *Mouvement des Cadres et Dirigeants Chrétiens,* il devint rédacteur en chef de la revue *Etudes* en 1995. Henri Madelin fut professeur à l'*IEP* de Paris. Curieusement, ce prêtre est affilié au *Siècle.*

MADIRAN Jean ARFEL dit. Aux précisions données sur les activités politiques et littéraires de cet écrivain et journaliste dans les tomes II et IV de notre *Dictionnaire,* nous ajouterons que cet homme, courageux et opiniâtre, mène à quatre-vingt ans passés un combat peu commun contre le Système, à la tête du quotidien *Présent,* tenu à bout de bras contre vents et marées depuis des années. Il est le maître écouté, le chef de file des nationalistes catholiques que la division de la vraie droite, après la scission du *FN,* risquerait de décourager.

MADRELLE Bernard, professeur, conseiller général et maire de Blaye, né le 27 avril 1944 à Saint-Seurin (Gironde). Elu député *PS* de Gironde le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 5 juin 1988 et 1er juin 1997. Mais le *parrain* des socialistes avait été assez piteusement battu en 1993 malgré les 500 000 F dépensés pour sa propagande électorale, magot fourni par les caisses de *CITRA, COCAE, SPIE, Beaudin Châteauneuf, Leduc* et autres « gros ».

MADRELLE Philippe, professeur de collège d'enseignement secondaire, ancien membre de l'Assemblée nationale, né le 21 avril 1937 à Saint-Germain-de-Cursac (Gironde). Devenu député le 13 novembre 1968, en remplacement de René Cassagne, décédé, il a été réélu les 11 mars 1973 et 19 mars 1978, président du Conseil général, maire de Carbon-Blanc. Elu sénateur de Gironde le 28 septembre 1980, il a été réélu les 24 septembre 1989 et 27 septembre 1998. Il est membre du groupe *socialiste.*

MAESSCHALK Marc, docteur et enseignant en philosophie. Ce « rouge chrétien » a vécu à Haïti où il a côtoyé des communautés ecclésiales de base et a participé à la création de l'*Institut Karl Lévêque.* Aujourd'hui à Bruxelles, il poursuit son enseignement orienté aux facultés universitaires Saint-Louis.

MAGAZINE LIBERTAIRE. Publication anarchiste illustrée dirigée par Luciano Loiacono secondé par Almudena Tebar. Collaborateurs : Jean-Jacques Gandini, Jacqueline Lamant et le dessinateur E. Pouget.

MAINE LIBRE (Le). Quotidien diffusant 52 000 exemplaires dans la

Sarthe. Directeur : Hervé De Goualle ; rédacteur en chef : Raymond Maudet (idem pour *le Maine Libre Dimanche* (28, place de l'Eperon, 72013 Le Mans Cedex 2).

MAITRON Jean (1910-1987), écrivain de gauche, auteur d'un dictionnaire de biographies, qui parut de 1964 à 1993 aux *Editions ouvrières*. C'est un ensemble de 103 000 notices d'hommes et de militants politiques, de syndicalistes et d'élèves, des anarchistes jusqu'aux démocrates ou progressistes chrétiens. Les derniers volumes (1914-1939) font resurgir tout un peuple militant dans sa richesse et sa diversité. Jean Maitron, homme de gauche, a cité maintes fois des confrères de droite, soucieux avant tout d'exactitude. Après sa disparition, un groupe de disciples et de confrères (appuyés par l'*Association des Amis de Maitron* que préside Madeleine Rebérioux) ont complété le *Maitron* par un volume de 226 *Biographies nouvelles* — c'est le titre de l'ouvrage, paru en 1997, toujours aux *Editions ouvrières* — sous la direction de Michel Cordillot, Claude Pennetier et Jean Risacher.

MALAUD Philippe, diplomate, né le 2 novembre 1925 à Paris. Attaché d'ambassade à Varsovie (1949), deuxième secrétaire à l'ambassade du Caire (1952), chargé de mission auprès du secrétaire général de l'*ONU* (1956), chef et directeur du cabinet de Maurice Couve de Murville (1958-1968), il fut secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Formation professionnelle lorsque ce dernier devint Premier ministre (juillet 1968), poste qu'il occupa jusqu'au mois de juin 1969. Philippe Malaud détint le poste de secrétaire d'Etat aux Réformes administratives (1971) le poste de ministre de l'Information (1972-1974). Président de la *Fédération mondiale des villes jumelées* (1975), il monta en 1979 la liste européenne *UDIP-FIDES* avec pour suivants Pierre Poujade et Jacques Médecin, mais subit un cuisant échec. Philippe Malaud fut néanmoins élu député européen, sur la liste de Simone Veil, en 1984, et le demeura jusqu'en 1989. Maire de Dompierre-les-Ormes en 1965, conseiller général de Saône-et-Loire en 1967, député de Saône-et-Loire en 1968, président du Conseil général de 1970 à 1979, président du *Centre National des Indépendants* de 1980 à 1987, puis à compter de 1992, il milite pour une union des Droites qui n'exclurait pas de son sein la droite lepéniste. Il est affilié au *Siècle*.

MALAVIELLE Patrick, formateur CFA, conseiller général et maire de La Grand'Combe, né le 10 octobre 1962 à Alès (Gard). Il fut élu député *PCF* du Gard le 1er juin 1997.

MALLIARAKIS Jean-Gilles, économiste, né le 22 juin 1944 à Paris. Militant au sein de groupes d'étudiants nationaux ennemis de la gauche, du communisme et défendant l'Algérie française dans les années 1960-1970, il collabora au *Miroir de l'Histoire* avec Jean-François Chiappe à la même époque. En 1976, il prit la tête de la *Librairie française* fondée par Gilberte Coston et fonda en 1983 les *Editions du Trident*. En 1976 encore, et jusqu'en 1991, il créa et anima un mouvement apolitique d'information et de formation de jeunes cadres militants contre le communisme et le mondialisme américain. C'est à cette époque

qu'il signa *Yalta et la naissance des blocs, Ni trusts ni soviets* et collabora activement à des revues comme *Jeune garde solidariste* ou *Troisième voie*. En 1992 il rejoignit la cause du *CDCA*, la *Confédération de Défense des Commerçants et Artisans*. Parallèlement, il étudia le problème de la Sécurité sociale et rédigea *L'Avenir de la Protection Sociale en France*. Depuis 1989, il dirige le *Libre Journal* de *Radio Courtoisie* et diffuse sa chronique téléphonique indépendante *En Toute Liberté*.

MAMAN André, professeur d'université, né le 9 juin 1927 à Oran (Algérie), au sein d'une famille séphardite, ancien membre du Conseil Supérieur des Français de l'Etranger. Il a été élu sénateur des Français établis hors de France le 27 septembre 1992 et s'est rattaché administrativement au groupe de l'*Union Centriste*.

MAMÈRE Noël, journaliste et maire de Bègles, né le 25 décembre 1948 à Libourne (Gironde). Cet ex-*PS* fut élu député *Radical, citoyen et vert* de Gironde le 1er juin 1997.

MANCHE LIBRE (La). Important hebdomadaire dont les 68 000 exemplaires sont diffusés dans le département de la Manche. Benoît Leclerc en est le « patron », avec le titre de P.-D.G. et de directeur de la rédaction ; il est assisté par Noëlle de Sonis, rédactrice en chef (rue de Coutances, 50950 Saint-Lô Cedex 09).

MANGIN René, enseignant, né le 24 novembre 1948 à Laxou (Meurthe-et-Moselle). Il fut élu député *PS* de Meurthe-et-Moselle le 1er juin 1997.

MANNEVILLE Gaston, forain, né le 18 avril 1892 à Paris VIe, mort en octobre 1945. Militant communiste dans le Calvados, il fut le principal agitateur communiste de la région de Dives. Arrêté le 1er juillet 1941, il fut condamné par la cour d'appel de Caen et condamné à cinq ans de prison, puis déporté en Allemagne, il mourut à son retour en France.

MARC Gabriel, statisticien, administrateur de l'*INSEE*, né le 1er janvier 1933 à Condé-les-Vouziers. Cette grande figure parmi les chrétiens de gauche, ex-président de l'*Action catholique des milieux indépendants*, du *CCFD* et des Etats généraux de l'Espérance, dirige actuellement les associations *Femmes et Hommes dans l'Eglise* et *Partenia 2000*. Il est également membre de la *Société des Amis de Témoignage chrétien*, du groupe recherche de la Mission de France et de *Paroles*. Il a signé *la Foi du croyant inconnu, Qu'ils soient un, Le développement en quête d'acteurs, Vivre avec les biens*. Il a également participé aux ouvrages *le Concile, 20 ans de notre histoire* et *le Rêve de Compostelle*. Membre de la rédaction de *Croyants en liberté* et *Foi et développement*, il écrit souvent dans *Golias, la Vie, la Croix*, des articles où il exprime son opposition à Jean-Paul II pour sa sanction envers Mgr Gaillot ou sa position sur la famille et la procréation. Favorable à l'immigration, il compte parmi ceux qui signèrent l'*Appel aux candidats républicains contre toute alliance avec le Front National*.

MARCHAND Jean-Michel, principal de collège et conseiller régional, né le 13 octobre 1947 à Thouars (Deux-Sèvres). Il fut élu député *Radical,*

citoyen et vert de Maine-et-Loire le 1er juin 1997.

MARCHANDISE Jacques, président de sociétés, né le 6 juillet 1918 à Paris. Sous-préfet en 1944, il devint chef de cabinet du ministre des Anciens combattants (1948), et fut chargé de plusieurs missions par les divers ministres de la France d'Outre-Mer avant d'être conseiller technique du Premier ministre Pierre Mendès-France. Jacques Marchandise entra chez *Péchiney* en 1955 ; il y occupa le poste de directeur délégué de 1971 à 1975. Puis il rejoignit le trust *Hachette*. Président-directeur général de celui-ci en 1976, Jacques Marchandise le quitta lorsque *Matra* s'en empara (1981), et fut, de 1982 à 1984, président-directeur général de *Frialco*. Il présida, de 1981 à 1993, le *Groupement de l'Industrie Chimique*, et, de 1982 à 1990, la *Fondation franco-américaine*. C'est un affilié au *Siècle*.

MARCHÉ Jean-Pierre, chef d'entreprise et conseiller général, né le 17 octobre 1936 à Niort (Deux-Sèvres). Elu le 12 juin 1988, il devint député *PS* des Deux-Sèvres le 3 mai 1992, en tant que remplaçant de Ségolène Royale, nommée membre du gouvernement. Il fut réélu le 1er juin 1997 et devint député *PS* des Deux-Sèvres le 5 juillet 1997, toujours en tant que remplaçant de Ségolène Royale, toujours ministre.

MARCOVITCH Daniel, médecin et conseiller de Paris, né le 31 janvier 1945 à Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* de Paris le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Daniel Vaillant, nommé membre du gouvernement.

MARÉCHAL (Le). Journal créé pour défendre la mémoire du maréchal Pétain ; cette publication trimestrielle est animée par Yann Clerc, l'ancien secrétaire général du *Figaro* et l'un des animateurs de l'*Union des Intellectuels Indépendants*, association longtemps présidée par Claude Adam, l'un des rares nationaux qui dit *Non à De Gaulle* en 1958 (*ADMP*, 6, rue Marengo, 75001 Paris).

MARGERIE Jacquin Emmanuel (de), diplomate, né le 25 décembre 1924 à Paris, décédé le 2 décembre 1991. Il fut successivement secrétaire d'ambassade à Londres (1955-1959), premier secrétaire de l'ambassade de Moscou (1959-1961), premier conseiller à l'ambassade de Tokyo (1967-1970), premier conseiller à l'ambassade de Washington (1970), ambassadeur en Espagne (1977-1981), en Grande-Bretagne (1981-1984), aux Etats-Unis (1984-1989). Epris d'art, Emmanuel Jacquin de Margerie occupa le poste de directeur des Musées de France (1975-1977), initia la création du musée d'Orsay, et, à sa retraite, dirigea la maison *Christie's Europe*. Il était affilié au *Siècle*.

MARGERIT Etienne, attaché commercial, né le 24 juillet 1935 à Bessamorel (Haute-Loire). Trésorier des *Goliards réunis*, il collabore également à *Golias*, affirmant ainsi sans détours ses tendances « rouges chrétiennes ».

MARGUERITTE Victor, écrivain, né le 1er décembre 1866 à Blida (Algérie), mort le 23 mars 1942 à Munstier (Allier). Fils de colons français ins-

tallés en Algérie peu après la conquête, il fréquenta les milieux littéraires et se lia d'amitié avec le pamphlétaire Laurent Tailhade et l'écrivain Maurice Barrès. Engagé dans l'armée, qu'avait illustrée son père le général Jean-Augustin Margueritte (1823-1870), et fait sous-officier, puis officier, il la quitta pour écrire en collaboration avec son frère Paul Margueritte (1860-1918), divers livres en faveur de l'union libre. Candidat radical-socialiste aux élections sénatoriales en 1907, il fut battu. Collaborateur du général Galliéni, il devint en 1915 le principal collaborateur de l'*Information universelle*, destinée aux lettrés d'Amérique du Sud, puis il entra au *Pays*, le journal d'Albert Dubarry. Sa conversion au pacifisme date de l'affaire Caillaux : son livre *Au bord du gouffre* parut en 1919.

MARIANI Thierry, cadre, conseiller général et maire de Valréas, né le 8 août 1958 à Orange (Vaucluse). Elu député *RPR* du Vaucluse le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

MARIANNE. Fondé par Jean-François Kahn, après son départ de *l'Evénement du Jeudi*, cet hebdomadaire n'a de singulier que sa présentation fouillie mais attirante. Bernard Morrot est le directeur de la rédaction. Philippe Cohen est à la tête du comité éditorial où siègent Philippe Petit et Philippe Chatenay. Le tirage dépasse 200 000 exemplaires, mais il faut déduire le « bouillon » (32, rue René-Boulanger, 75467 Paris Cedex 10).

MARIE-FRANCE — MARIE-CLAIRE. Ces deux publications féminines sont dirigées par Evelyne Prouvost-Berry, la fille de l'homme de presse disparu qui contrôlait *Paris-Soir, Paris-Midi, Match*, etc. avant la guerre — *Marie-Claire* étant un de ses périodiques le plus répandu. Evelyne Prouvost-Berry a repris *Marie-France*, son concurrent direct, après la mort d'Emilien Amaury, dont la fille avait tenté de succéder à la tête de quelques périodiques dont *Marie-France*. Les adversaires des Prouvost présentent ces revues, fort bien faites techniquement, comme des « déboussoleurs » de la femme française. Il n'empêche que le tirage de *Marie-Claire* frôle les 500 000 exemplaires ; *Marie-France*, qui a gardé la réputation que les Amaury lui avaient faite, diffuse 206 000 exemplaires. Le « *Groupe Marie-Claire* » publie également *Cosmopolitan, Famili, Avantages, Cuisines et Vins de France, 100 Idées Jardin*, etc., ce qui accroît son influence sur le public féminin (12, boulevard des Frères-Voisin, 92792 Issy-les-Moulineaux Cedex 9).

MARIE-JEANNE Alfred, professeur de mathématique, né le 15 novembre 1936 à Rivière-Pilote (Martinique), président du Conseil régional de la Martinique et maire de sa ville natale. Il fut élu député *Radical, citoyen et vert* de la Martinique le 1er juin 1997.

MARIN Jean, journaliste, né **Yves MORVAN** le 24 février 1909 à Douarnenez, décédé le 3 juin 1995. Après avoir été correspondant du *Petit Journal* et de *Paris-Midi* en Scandinavie (1935), il dirigea, de 1935 à 1939, le bureau londonien du *Journal*. Devenu l'adjoint du sous-directeur de l'*Agence Havas* à Londres (1939-1940), Jean Marin anima, de 1940 à 1943, l'émission de la *BBC* intitulée « *Les Français parlent aux Français* ». Revenu en France après la Libération, il fut membre de l'Assemblée consultative (1944-

La vérité sort parfois de la bouche de *Marianne*.

1945), et détint différents postes tant au Conseil général de la Seine qu'au Conseil municipal de Paris, avant de rejoindre la délégation française de l'*ONU* (1949-1951). Nommé directeur général (1957), puis président-directeur général de l'*Agence France-Presse* (1957), Jean Marin conserva cette fonction jusqu'en 1974. Ensuite, il fut administrateur de *Publicis SA*, administrateur d'*Inter-France Quotidiens*, administrateur de la *Société Spéciale d'Entreprise*, président de la commission de l'information de la *Croix-Rouge Française* (1973), membre du comité de patronage du *Centre d'Information Civique* (1979), président-directeur général de la *Société Télévision, Communication, Service*, administrateur de l'*Alliance Française*. Il était, en outre, affilié au *Siècle*.

MARIN-MOSCOVITZ Gilberte, conseillère générale, née le 22 juin 1937 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Elue le 5 juin 1988, elle devint député du Territoire-de-Belfort le 29 juillet 1988, en tant que remplaçante de Jean-Pierre Chevènement, nommé membre du gouvernement. Elle triompha le 1er juin 1997, et devint député *Radical, citoyen et vert* le 5 juillet 1997, toujours en tant que remplaçante de Jean-Pierre Chevènement, nommé membre du gouvernement.

MARINI Philippe, inspecteur des Finances (ED), avocat, président du Syndicat mixte de la Vallée de l'Oise et maire de Compiègne, né le 28 janvier 1950 à Paris. Il a été élu sénateur de l'Oise le 27 septembre 1992 et est membre du *RPR*.

MARION Paul, ancien dirigeant du *PPF* (avant-guerre), ministre de l'Etat français à Vichy (voir : *Sigmaringen*).

MARIOT Jean-Paul, conseiller général et maire de Port-sur-Saône, né le 2 avril 1948 à Vesoul (Haute-Saône). Il fut élu député *PS* de la Haute-Saône le 1er juin 1997.

MARJOLIN Robert, haut-fonctionnaire, né le 27 juillet 1911 à Paris. Avant guerre attaché à l'*Institut de Recherches Economiques et Sociales*, il rallia la Grande-Bretagne en 1941, puis partit pour les Etats-Unis (1943) et y devint, après Jean Monnet, le second chef de la *Mission Française d'Achats* (1944). Au lendemain de la Libération, cet ex-élève de l'*Université de Yale*, assuma la direction des relations économiques au ministère de l'Economie nationale (1945), occupa le poste de commissaire général-adjoint au *Plan* (1946-1947) et présida le groupe de travail du *Plan Marshall* (1947). Robert Marjolin fut aussi secrétaire général de l'*OCDE* (1948-1955), vice-président de la délégation française chargée de représenter la France dans les questions touchant le Marché Commun et l'Eurocom (1956-1957), vice-président de la commission exécutive du Marché Commun (1958) et candidat *SFIO* (malheureux) lors de l'élection législative de 1962. Il siégea en 1984 à l'*Institut des Sciences Morales et Politiques*. Robert Marjolin, qui est affilié au *Siècle*, fut également conseiller économique et financier chez *IBM*, *Amax*, *American Express* et *Air Products*.

MARLEIX Alain, journaliste, conseiller général et maire de Massiac, né le 2 janvier 1946 à Paris. Elu député *RPR* du Cantal le 21 mars 1993, il fut réélu le 25 mai 1997.

MARLIN Franck, maire d'Etampes, né le 30 septembre 1964 à Orléans (Loiret). Apparenté au *RPR*, il fut élu député de l'Essonne le 10 décembre 1995, en remplacement de Xavier Dugoin, élu sénateur.

MARNE (La). Marc et Jacques Rousseaux dirigent cet hebdomadaire de Meaux lu à 26 000 exemplaires (B.P. 27, 77102 Meaux Cedex).

MARRE Béatrice, préfète, née le 2 avril 1952 à Paris. Elle fut élue député *PS* de l'Oise le 1er juin 1997.

MARSAN Eddy, universitaire, né le 16 septembre 1963 à Tonneins (Lot-et-Garonne). Docteur en philosophie depuis sa soutenance de thèse le 22 janvier 1992 à l'Université de Toulouse Le Mirail, il a reçu, en 1994, le Prix *Georges Bastide* de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles Lettres de Toulouse, pour ses travaux philosophiques. Il a adhéré au *Front National* en mars 1986, et y a exercé les fonctions successives de Secrétaire départemental *FNJ* (à partir de 1987), puis de Secrétaire départemental *FN* (de mars 1991 à décembre 1998). Tête de liste du *Front National* en Lot-et-Garonne à l'occasion des élections régionales, il est élu au Comité régional d'Aquitaine le 22 mars 1992. Réélu en 1998, il est membre de la Commission Permanente du Comité régional depuis cette mandature. Tête de liste *FN* à l'élection municipale d'Agen en 1995, il est également conseiller municipal de cette ville. En décembre 1998, il suivit Bruno Mégret et fut donc exclu du *FN*. Membre du Comité National et Secrétaire départemental du *FN-MN*, puis du *MNR*, il fut présent sur la liste européenne de Bruno Mégret. Suspendu de ses fonctions de Secrétaire départemental du *MNR* en décembre 1999, il a été exclu du mouvement de Bruno Mégret pour « *refus d'appliquer la ligne de rassemblement national et républicain* ». Il est président de *l'Alternative Nationale*.

MARSAUDON Jean, ingénieur et maire de Savigny-sur-Orge, né le 3 mai 1946 à Paris. Elu député *RPR* de l'Essonne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

MARSEILLAISE (La). Quotidien régional contrôlé par les communistes qui ont dû s'associer à des gens de la gauche non-communiste pour consolider le journal. Son comité de direction se compose de Guy Hermier, le vieux parlementaire du *PCF*, Paul Biaggini, directeur général, Henri Cabel, directeur de la gestion, Christian Digne, rédacteur en chef, Jean-Pierre Donati, secrétaire général de la rédaction (17, cours Honoré-d'Estienne-d'Orves, B.P. 1862, 13222 Marseille Cedex 01).

MARSEILLAISE DU BERRY (La). Edition quotidienne de *l'Echo* dirigée par Marie-Thérèse Delattre (32, espace Voltaire, B.P. 152, 36003 Châteauroux Cedex).

MARSHALL Marcel, maire de Saint-Denis, membre de l'état-major du *PPF* (voir : *Sigmaringen*).

MARSIN Daniel, cadre supérieur de banque et maire des Abymes, né le 13 novembre 1951 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Il fut élu député de la Guadeloupe le 1er juin 1997, et s'est apparenté au groupe *socialiste*.

MARTIN Christian, chef d'entreprise, conseiller général et maire de Lué-en-

Beaugeois, né le 7 avril 1931 à Angers (Maine-et-Loire). Elu à l'Assemblée nationale le 21 mars 1993, il devint député *UDF* du Maine-et-Loire le 2 mai 1993, en remplacement d'Edmond Alphandery, nommé membre du gouvernement, et fut réélu le 1er juin 1997. On ignore si Christian Martin continue les bonnes relations de son prédécesseur avec les firmes « capitalistes » et bienfaitrices.

MARTIN Hughes, militant politique, né le 2 janvier 1942 à Mâcon. Elu député européen de *Démocratie libérale* en 1999, après plusieurs échecs sous l'étiquette gaulliste. Il fut, en effet, délégué aux questions électorales et membre du comité central de l'*Union des démocrates pour la Ve République*, où il représentait l'*UIP* et secrétaire de la fédération girondine du *RPR*, à partir de mai 1977.

MARTIN Philippe, viticulteur et maire de Cumières (Marne), né le 28 avril 1949 à Cumières. Elu député *RPR* de la Marne le 12 décembre 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

MARTIN-LALANDE Patrice, cadre administratif, conseiller général et maire de Lamotte-Beuvron, né le 2 décembre 1947 à Grenoble (Isère). Elu député *RPR* du Loir-et-Cher le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

MARTINEZ Jean-Claude, universitaire, né le 30 juillet 1945 à Sète. Professeur à Paris-II, il est l'une des têtes du *Front National*. Député européen, il appartient au Conseil régional et au Conseil municipal de Montpellier. C'est lui qui anime la presse paysanne du *FN*.

MARTINEZ Serge, homme d'affaires, trésorier du *Parti National Républicain*, issu de la scission du *Front National* de Jean-Marie Le Pen. *Le Canard enchaîné* (6 janvier 1999), parlant de Martinez, affirma que dire de « *ce lepéniste devenu mégrétiste qu'il a du coffre, c'est évidemment de son coffre-fort qu'il s'agit* ». Allié des 200 Familles, Serge Martinez est un adversaire déterminé des auteurs qui ont l'imprudence de clouer au pilori, dans leurs livres, les oligarchies financières. Un écrivain national connu en a fait l'expérience lorsque Serge Martinez était le directeur de *Minute* et refusa de parler du livre de cet auteur national dans l'hebdomadaire qu'il animait. Pour l'instant, il escompte appliquer le sacro-saint principe plouto-démocratique à la politique qu'il poursuit. On lui prête cette profession de foi : « *Je suis national-capitaliste* ».

MASCHETTO Bruno, banquier, né le 10 janvier 1934 à Londres. Il fut directeur des affaires internationales à la *Banque de l'Union Européenne* (1970), directeur général-adjoint chargé des affaires internationales et financières à la *Société Générale des Banques* (1975), directeur général d'*Al-Saudi Banque* (1938-1987), président-directeur général de la *Société Bordelaise de Crédit* (groupe *CIC*) et président de la *Société Foncière et Financière de Bordeaux* (1987-1989), et il siégea au comité central du *RPR* (1987). Au mois de juillet 1990, Bruno Maschetto devint chargé de mission auprès de la Direction du Trésor, au mois de décembre, ministre conseiller pour les Affaires financières, et conseiller financier pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. Conseiller commercial à la *DREE*, directeur régional du commerce exté-

rieur de la région limousine, cet affilié au *Siècle* présida le comité des banques de la *Chambre de Commerce franco-arabe* (1983), et occupa la fonction de trésorier à l'*Association Franco-Arabe*.

MASDEU-ARUS Jacques, ingénieur conseil et maire de Poissy, né le 7 août 1942 à Paris. Appelé le 5 avril 1988 à remplacer Robert Wagner, décédé, il fut ensuite élu député *RPR* des Yvelines le 12 juin 1988 et fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MASSE Marius, ingénieur des travaux publics de l'Etat et conseiller général, né le 15 avril 1941 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elu député *PS* des Bouches-du-Rhône le 21 juin 1981, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MASSERET Jean-Pierre, inspecteur principal des impôts, né le 23 août 1944 à Cusset (Allier), près de Vichy. Conseiller municipal de Metz, conseiller régional de Lorraine, sénateur de la Moselle, il fut président des élus socialistes et républicains de Lorraine. Il est maire d'Hayange, membre du Conseil de l'Europe et de l'Europe occidentale. Au *PS*, il occupe un siège au Bureau national. Il a été promu secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants en 1997.

MASSION Marc, inspecteur général honoraire des PTT, né le 12 novembre 1935 à Paris. Ancien membre de l'Assemblée nationale (devenu député le 24 juillet 1981, en remplacement de Laurent Fabius, nommé membre du gouvernement), conseiller général et premier adjoint au maire de Grand-Quevilly. Devenu sénateur de Seine-Maritime le 6 juillet 1995, en remplacement de Tony Larue, décédé, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du groupe *socialiste*.

MASSON Michel, imprimeur et animateur de la revue encyclopédique *l'Ecritoire*, né le 28 octobre 1938. C'est dans ses pages qu'il a publié ses premiers articles (1974). Très indépendant, il se proclame « *ni de droite, ni de gauche, ni d'ailleurs — où il faut, quand il faut* ».

MASSON Paul, préfet honoraire, président du Syndicat du Pays du Pithiverais et maire d'Estouy, né le 21 juillet 1920 à Ussel (Corrèze). Elu sénateur du Loiret le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du *RPR*.

MASSONI Philippe, préfet, né le 13 janvier 1936 à Marseille. Après avoir été commissaire à la préfecture de police de Paris en 1962, commissaire principal en 1971, il dirigea, aux Renseignements Généraux, le groupe Direction chargé de réprimer les actions subversives de l'extrême gauche marxiste-léniniste. Philippe Massoni travailla ensuite aux côtés du Premier ministre Jacques Chirac et du Premier ministre Raymond Barre, et occupa la fonction de contrôleur général de la police en 1978. Resté dans une ombre relative à partir de 1981, il cumula, en 1986, les postes de conseiller technique au cabinet Pandraud et de directeur des Renseignements Généraux. Philippe Massoni devint après tour à tour préfet de l'Aude, préfet de l'Oise, préfet de la région Auvergne. Revenu à Paris (1993) en tant que directeur du cabinet de Charles Pasqua, il fut promu préfet de police de Paris au mois d'avril, charge dont l'élection à la

présidence de la République de Jacques Chirac ne le dépossèda pas. Philippe Massoni dut de garder la même influence à travers tous les gouvernements au fait de son appartenance, parmi les hauts dignitaires, à la Franc-Maçonnerie : sous sa pression, Edouard Balladur consentit, lors de l'élection présidentielle de 1985, à venir parler à une tenue du *Grand-Orient de France*. Il est, aussi, affilié au *Siècle*.

MATHIEU Serge, diplômé d'études supérieures d'œnologie de l'Université de Dijon, viticulteur, né le 10 février 1936 à Crest (Drôme). Ancien membre de l'Assemblée nationale (devenu député le 9 juin 1974, en remplacement de Gérard Ducray, nommé membre du gouvernement), conseiller municipal de Corcelles-en-Beaujolais, maire honoraire de cette même ville. Elu sénateur du Rhône le 25 septembre 1977, questeur au Sénat, il a été réélu les 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

MATHIEU Véronique, agricultrice, née le 28 octobre 1955 à Nancy. Elue députée européenne, sous l'égide du *CPNT*, en 1999.

MATHIEU-OBADIA Jacqueline, médecin et conseillère régionale, née le 30 janvier 1935 à Paris. Elle fut élue député *RPR* des Alpes-Maritimes le 29 novembre 1988, en remplacement de Jacques Peyrat, ancien *FN*, élu sénateur.

CE DICTIONNAIRE DE BONNE FOI PEUT CONTENIR DES ERREURS OU DES OUBLIS. NOUS REMERCIONS LES LECTEURS QUI VOUDRONT BIEN NOUS LES SIGNALER.

MATHUS Didier, maire de Montceaux-les-Mines (Saône-et-Loire), né le 25 mai 1952 dans cette cité ouvrière. Elu le 12 juin 1988, il devint député *PS* de Saône-et-Loire le 29 juillet 1988, en tant que remplaçant de Pierre Joxe, nommé membre du gouvernement, et fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MATTEI Jean-François, professeur de médecine et conseiller régional, né le 14 janvier 1943 à Lyon (Rhône). Elu député léotardien des Bouches-du-Rhône le 3 décembre 1989, en remplacement de Jean-Claude Gaudin, élu sénateur. Et il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997 ; il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

MAURER Gilbert, enseignant et maire de Goetzenbruck, né le 29 mars 1952 à Ingwiller (Bas-Rhin). Il fut élu député *PS* de Moselle le 1er juin 1997 ; il avait été battu en 1993.

MAURICE Jean-Claude, journaliste, né le 9 juin 1943 à Paris Xe. Après des débuts prometteurs à *Paris-Presse,* il collabore à *Jours de France,* au *Monde* avant de devenir directeur de la rédaction du *Journal du Dimanche.* Jean-Claude Maurice est membre du comité éditorial du groupe *Hachette-Filipacchi Media.*

MAUROY Pierre, professeur de l'enseignement technique, né le 5 juillet 1928 à Cartignies (Nord). Ancien Premier ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 11 mars 1973, réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986 et 12 juin 1988), maire de Lille. Il a été élu sénateur

du Nord le 27 septembre 1992. Il appartient au groupe *socialiste*.

MAYER René, président de sociétés, né le 7 février 1927 à Tunis. Ingénieur des Ponts-et-Chaussées, il travailla, de 1952 à 1957, à Constantine, puis fut, de 1957 à 1962, directeur de l'Habitat et secrétaire de l'Aménagement du territoire à la délégation générale du gouvernement en Algérie, de 1962 à 1963 chef de la mission FAO et du Fonds Spécial pour le Péloponèse, de 1963 à 1967 adjoint au directeur de l'Aménagement foncier et de l'Urbanisme au ministère de la Construction, en 1967 chef du service régional de l'Equipement pour la région PACA. René Mayer devint ensuite président de l'*Association des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées et des Mines* (1971-1976), directeur général de l'*Institut géographique national* (1974-1979), directeur du *Centre scientifique et technique du bâtiment*. Passé dans le privé, il occupa le poste d'administrateur chez *Christian Dior* (1982-1985), présida le conseil de surveillance de la *Foncière et Financière Agache-Willot* (1982-1985), assuma la présidence honoraire de *Boussac-Saint-Frères*. Il est affilié au *Siècle*.

MAYOUX Jacques, président de sociétés, né le 18 juillet 1924 à Paris. Ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, ancien major de sa promotion à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, il rejoignit en 1952 l'Inspection des Finances et y occupa le poste de chargé de mission à la direction des recherches économiques, puis, en 1959, celui de secrétaire général-adjoint au comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Jacques Mayoux quitta les Finances en 1963 pour devenir directeur général du *Crédit Agricole* ; toutefois, quoiqu'ayant réussi à faire de cette société la première banque d'Europe, il fut remercié par Jacques Chirac en 1975. Alors, ainsi qu'il avait refusé en 1971 celle de la *BNP*, Jacques Mayoux refusa la présidence de la *SNIAS*, mais accepta, en 1978, la présidence du directoire de *Sacilor*. Président-directeur général de cette société en 1979, Jacques Mayoux l'abandonna en 1982 afin d'entrer à la *Société Générale*, qu'il présida du mois de juillet 1982 au mois de juillet 1986, date où, de nouveau, Jacques Chirac le congédia. Nommé président de la Chambre de Commerce France-Canada au mois de novembre 1986, Jacques Mayoux, après qu'Edouard Balladur l'eut chargé d'une mission relative à la privatisation des compagnies d'assurances, présida l'*OMF* en 1988 et 1989, et vice-présida la branche européenne de *Goldman Sachs*. Il est, ou fut, administrateur de *Pompey* (1981), de *Gaz et Eaux* (1980-1989), de *Cegos* (1978-1989), de *Canal-Plus* (1984-1986), d'*Olipar* et d'*Elf-Aquitaine* (1987-1994), d'*Eurocom* et de *Cerus* (1988), d'*Aussedat-Rey* (1989), et le président de l'*Oréal Finance* le prit comme conseiller de 1987 à 1989. C'est un affilié au *Siècle*.

MAYRET (MEREJKOWSKI), née FRYDLAND Lisette, banquier, née le 3 octobre 1925 à Paris. Secrétaire des engagements à la direction des agences provinciales de la *BNCI* (future *BNP*) pendant sept ans, elle travailla ensuite à la *Cegos*. Puis, passée à la *Compagnie financière* d'Edouard de Rothschild (1961), Lisette Mayret y fut tour à tour ingénieur conseil, secrétaire général, fondé de pouvoir, directeur cen-

tral au département banque. Albert Gazier recommanda cette diplômée de l'*IEP*, très ancrée à gauche, au Premier ministre Mauroy qui la plaça, en 1982, à la tête de la *Banque Hervet*. Congédiée quatre ans plus tard, Lisette Mayret siégea au Conseil Economique et Social. Elle est affiliée au *Siècle*.

MÉHAIGNERIE Pierre, ingénieur des Eaux et Forêts, né le 4 mai 1939 à Balazé. Il travailla successivement en Tunisie et à la direction départementale de l'Agriculture de Bordeaux. Il se présenta aux élections législatives de 1968, mais fut battu. Devenu conseiller technique du ministre de l'Agriculture, Jacques Duhamel (1968-1969), Pierre Méhaignerie suivit celui-ci au ministère des Affaires culturelles (1971-1972), fut élu député en 1973, puis, ayant fait voter pour Valéry Giscard d'Estaing, obtint en 1976 le secrétariat d'Etat à l'Agriculture. Ministre en 1977, toujours réélu député à partir de 1978, il présida en 1982 le *Centre des Démocrates-Sociaux*, et, la même année, le Conseil général d'Ille-et-Vilaine. Elu maire de Vitré, Pierre Méhaignerie vice-présida l'*UDF* à compter de 1984, occupa, lorsque la droite libérale revint au pouvoir, le poste de ministre de l'Equipement, du Logement et des Transports. Après avoir soutenu Raymond Barre, cet ancien major de sa promotion à l'Ecole Supérieure Agronomique fonda au sein du Palais-Bourbon l'*Union du Centre*, union qu'il présida jusqu'en 1991 et qui mena une politique d'opposition modérée. Il occupa la dernière place sur la liste de Simone Veil, lors des élections européennes de 1989. Promu Garde des Sceaux par le Premier ministre Edouard Balladur (1993), Pierre Méhaignerie manifesta une grande discrétion quand la Justice eut à s'intéresser aux activités de quatre ministres. Ce *démocrate-chrétien* est affilié au *Siècle*.

MEI Roger, instituteur, conseiller général et maire de Gardanne, né le 3 mai 1935 à Hyères (Var) Elu député *PC* des Bouches-du-Rhône le 20 octobre 1996 (en remplacement du financier Bernard Tapie, déchu de plein droit par décision du Conseil constitutionnel du 5 septembre 1996), Roger Meï fut réélu le 1er juin 1997.

MEILLEUR (Le). Hebdomadaire (200 000 exemplaires) dirigé par Alain Ayache (117, rue de La Tour, 75116 Paris).

MÉLENCHON Jean-Luc, né le 12 août 1951 à Tanger. Fils d'un receveur des PTT. Cet ex-membre du *Parti Communiste International* dirigea l'*UNEF-ID* et le cabinet du maire socialiste de Massy-Palaiseau, Claude Germon. Puis il devint premier secrétaire de la fédération *PS* de l'Essonne, conseiller général de Massy, entra ensuite au Sénat (1981) et y occupa le poste de secrétaire du groupe *socialiste* (1989). Adhérent très actif de la *Ligue des Droits de l'Homme*, de *SOS-Racisme*, des *Clubs Léo-Lagrange*, Jean-Luc Mélenchon fonda l'*Institut Simon-Bolivar*, la revue *A Gauche*, cofonda la *Gauche Socialiste* avec Noëlle Liedermann et Julien Dray. Il fut promu ministre délégué à l'Enseignement professionnel en mars 2000.

MÉNAGE Gilles, préfet, né le 5 juillet 1943 à Bourg-la-Reine. Directeur du cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne (1969-1970), directeur du cabinet du

préfet du Limousin (1970-1974), conseiller technique du secrétaire d'Etat aux Postes et Télécoms Pierre Lelong, puis chef du cabinet de celui-ci (1974-1975), chargé de mission au cabinet du préfet de Paris (1975-1977), directeur du cabinet du préfet et secrétaire général de la préfecture de Paris (1977-1981), cet ancien diplômé de l'*IEP* et de l'*ENA* devint, quoique d'opinion modérée, conseiller du président de la République François Mitterrand. Après avoir été directeur-adjoint du cabinet de celui-ci (1982-1988), Gilles Ménage fut promu préfet (1983) et, François Mitterrand réélu, il dirigea le cabinet présidentiel jusqu'en 1992. Ensuite il présida *EDF* (1992-1995). Après avoir été mis en examen (décembre 1994) dans « l'Affaire des Ecoutes de l'Elysée » et dans « l'Affaire de la Française des Jeux », il ne fut plus que chargé d'une petite mission relative au développement des relations industrielles, énergétiques et économiques de la France avec les pays de la Péninsule Arabique. Il est affilié au *Siècle*.

MENUT Guy, conseiller de gestion BTP et maire de Solliès-Toucas, né le 8 octobre 1944 à Toulon (Var). Il devint député du Var le 23 juillet 1999, au décès de Maurice Janetti, député *socialiste* du Var, dont il était le remplaçant.

MERCIER Michel, enseignant à la Faculté de Droit de Lyon, né le 7 mars 1947 à Bourg-de-Thizy (Rhône). Ancien membre de l'Assemblée nationale (devenu député le 24 mai 1993), président du Conseil général et maire de Thizy. Il a été élu sénateur du Rhône le 24 septembre 1995 et est membre de l'*Union Centriste*.

MERIA Jean, postier, né le 27 septembre 1909 à Nonza (Haute-Corse), mort le 23 décembre 1987 à Bastia. D'abord militant socialiste, puis communiste, il fut candidat du *PCF* à Bastia, aux élections cantonales, sans succès. Secrétaire général de l'*UD-CGT*, il anima les grèves et dirigea la manifestation du 1er mai 1937 à Bastia. Sous son autorité la *CGT* multiplia par six les adhérents de 1935. Ayant rejoint la Résistance, il fut étroitement surveillé par la police. Il réussit quelques « *coups fumants* », notamment dans le trafic d'armes pour la Résistance. Après la Libération, il reprit ses activités professionnelles à Bastia, entra au conseil municipal puis fonda le *Cercle des amis républicains*.

MÉRIEUX Alain, industriel, né le 10 juillet 1938 à Lyon. Directeur général (1963), président-directeur général (1967) de *Bio-Mérieux*, ce petit-fils du fondateur de l'*Institut Mérieux* est, depuis 1965, directeur des laboratoires de recherches et de production de vaccins et de sérums de l'*Institut Mérieux*, depuis 1967 président-directeur général de celui-ci. Son groupe, qu'à présent contrôle *Rhône-Poulenc*, tient la deuxième place dans la fabrication des vaccins et des sérums. Alain Mérieux administre, en outre, le *Centre Anti-Cancéreux Léon-Bérard*, *Rhône-Poulenc*, *Plastic Omnium*, la *CGIP*. Bien que devenu premier vice-président (*RPR*) du Conseil régional Rhône-Alpes (1986), il a été boudé par les électeurs de droite et n'a jamais été élu député. La fortune de cet affilié au *Siècle*, l'une des plus considérables de France, s'élevait en 1994 à 3 milliards.

MERMAZ Louis, professeur d'histoire, né le 20 août 1931 à Paris.

Secrétaire général de la *Convention des Institutions Républicaines* (1965-1969), puis membre du comité directeur du *Parti Socialiste,* et membre du secrétariat national de celui-ci (1974-1979, 1987), Louis Mermaz est maire de Vienne depuis 1971 ; il siégea au Conseil général de l'Isère de 1973 à 1975 et le présida de 1976 à 1985. Elu député *PS* d'Isère le 12 mars 1967, il fut réélu les 11 mars 1973, 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Cette personnalité du *PS,* malgré les *fonds* versés par des « gros » du département (*Campenon Bernard, Dumas, Mabillon frères, Colas, Eyraud et Beaux,* etc. : 362 000 F) avait été battu en 1993 par le démo-chrétien Bernard Saugey, maire de Saint-Just-de-Châleyssin, qui avait encaissé 431 000 F pour sa propagande électorale des grandes firmes (*SCREG, Dumas, Colas, Clinique Jeanne d'Arc...,*). Après avoir été ministre des Transports (mai-juin 1981), il présida l'Assemblée nationale jusqu'en 1986. De nouveau ministre des Transports de mai à juin 1988, il présida ensuite le groupe *socialiste* au Palais Bourbon de 1988 à 1990. Cet ex-assistant d'histoire contemporaine à la Faculté de Lettres de Clermont-Ferrand fut également ministre de l'Agriculture et de la Forêt (1990), ministre des Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement (1992). Louis Mermaz tenta vainement de lancer à Grenoble un quotidien intitulé *Bonjour* (1985). Il présida le groupe parlementaire d'*Amitié France-URSS* (1986-1988), initia l'association de soutien à François Mitterrand *Priorité d'Aujourd'hui,* présida l'*Association Mer du Nord-Méditerranée* de 1989 à 1994. Cet habile politicien appartint au *Groupe d'amitié France-Irak,* mais le quitta lors de la « Guerre du Golfe ». Auteur de plusieurs ouvrages d'histoire, il est affilié au *Siècle.*

MES DERNIERS CAHIERS ont bien été la dernière publication de François Brigneau. C'était une revue originale dont chaque numéro était consacré à un problème d'hier ou d'aujourd'hui, traité sans concession aux lubies de notre temps. Cette publication eut six séries : le dernier numéro, qui a paru quelques jours avant le procès Papon, présentait en détail le *Procès Xavier Vallat et la question juive,* pour le cinquantième anniversaire du procès de l'ancien commissaire général aux questions juives sous l'Etat français. Anne Le Pape était la directrice de la publication : elle a secondé François Brigneau avec intelligence jusqu'à la disparition de cette remarquable revue.

MESSAGER (Le). Hebdomadaire lié à *l'Essor Savoyard* et ayant le même dirigeant (voir à ce nom), son tirage atteint 28 000 exemplaires (B.P. 102, 74201 Thonon-les-Bains Cedex).

M 6 (80, avenue Charles-de-Gaulle, 92575 Neuilly-sur-Seine Cedex) est dirigé par Jean Drucker.

METZINGER Roland, conseiller pédagogique, né le 14 janvier 1940 à Montmorillon (Vienne). Il fut élu député *PS* de Moselle le 1er juin 1997.

MEUNIER Jacques, né en 1942, mort le 5 avril 1994. Il fut l'âme de Chiré pendant des lustres, bien qu'il fut peu connu des milliers de clients de cette organisation de vente de livres par correspondance. Avec lui, dit un condisciple de l'Université de Poitiers, « *c'est*

tout un pan de notre jeunesse étudiante qui s'en est allée... L'histoire d'un engagement exemplaire, souscrit à un âge où la plupart des jeunes d'aujourd'hui ne songent guère qu'à la prochaine sauterie ou au prochain rallye [1] ». A dix-huit ans, il s'était jeté à corps perdu dans la grande bagarre de l'Algérie française, et ses anciens compagnons de lutte se souviennent de son ardeur à défendre, à travers ce département français, l'Occident chrétien. A la tête de la *Fédération Générale des Etudiants de Poitiers,* puis de la *Fédération Nationale des Etudiants de France,* il affrontait la gauchiste *UNGF* et, pour ce faire, il s'était armé d'un journal percutant *Poitiers-Université,* qui n'avait pas son pareil. Il interrompit son cursus à la Faculté de droit de Poitiers après sa licence pour diriger une entreprise tout en soutenant le centre de Chiré dont la direction commerciale fut confiée à Jean Auguy, au goût et au sens des affaires très développés. Les entreprises de presse et d'édition ont souvent manqué d'un dirigeant faisant passer les intérêts commerciaux avant toute chose. Le choix était bon : le petit presbytère désaffecté de Chiré est devenu une importante entreprise commerciale avec pignon sur rue. Mais elle n'est plus tout à fait ce qu'avait souhaité Jacques Meunier, qui n'aurait jamais laissé le « fric » prendre le pas sur l'amitié et les convictions. Le succès rend souvent mégalomane... Cela peut, finalement, coûter cher à l'œuvre tout entière. Après la mort de Jacques Meunier en 1994, le frein nécessaire à tout véhicule rapide ne fut guère utilisé : c'est le drame de Chiré, hier encore centre culturel de la Droite traditionnelle.

1. Jean-Baptiste Geoffroy, *Cahiers de Chiré,* N° 9, 1994.

MEXANDEAU Louis, professeur agrégé et ancien ministre, né le 6 juillet 1931 à Wanquetin (Pas-de-Calais). Il milita d'abord au *Parti communiste* et rallia la *Convention des institutions républicaines* dont il devint l'un des dirigeants : il fut membre du Bureau politique et premier secrétaire de la Fédération du Calvados. Elu député *PS* du Calvados le 11 mars 1973, il fut réélu les 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MEYER Georges, président de sociétés, né le 21 septembre 1931 au Côteau. Ingénieur textile de formation, il fut, de 1957 à 1964, directeur des filatures *Prouvost* à Medellin (Colombie), ensuite administrateur (1965), vice-président-directeur général (1970-1987), président du conseil d'administration (1987) des *Galeries Lafayette.* Georges Meyer est président du *Palais de la Nouveauté.* Depuis 1991, il préside le nouveau groupe des *Nouvelles Galeries.* Il acheta (1,3 milliard) les parts que détenait l'ancien président de celles-ci. A la tête du quatrième groupe européen de grands magasins, il détient 99 % de *Monoprix,* 58 % d'*Uniprix,* 17 % des *Galeries Lafayette,* et contrôle huit supermarchés, une demi-douzaine d'*Inno* et le *Bazar de l'Hôtel de Ville.* Georges Meyer possède l'une des cinquante plus grosses fortunes de France. Rien qu'en 1995, il toucha personnellement 2,6 millions, plus 6 autres millions de revenus de capitaux. Naturellement, c'est un affilié du *Siècle.*

MEYER Gilbert, directeur de collectivité territoriale en disponibilité et maire de Colmar, né le 26 décembre 1941 à Dessenheim (Haut-Rhin). Elu député *RPR* du Haut-Rhin le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

MEYER Philippe, journaliste, né le 25 décembre 1947 à Germersheim (Allemagne). Etudiant mendésiste proche du *Mouvement du 22 mars* à la Faculté de Nanterre, il y organisa la première grève (1968). Docteur en sociologie, Philippe Meyer devint ensuite chercheur au centre de santé mentale du professeur Paumel (1970-1973), directeur d'études au *Groupe d'Etudes des Fonctions Sociales* (1973-1979), directeur-adjoint des *Journalistes en Europe* et directeur-adjoint du *Centre de Perfectionnement des Journalistes* (1979-1980). Puis il fut chroniqueur de télévision à *l'Express* (1980), présida l'association de télévision *L'Œil* (1981), occupa le poste de producteur délégué à *France-Culture* (1982), quelques mois, tout en collaborant à *Communication et Business,* celui de rédacteur en chef à *l'Express.* Philippe Meyer participa, fin 1986, à la montée du dossier de candidature de la *CTL* à *La Cinq,* créa un magazine de musique classique sur *M6* en 1987. Producteur à *France-Culture,* éditorialiste au *Point,* à *Ouest-France,* il signe aussi une chronique dans *l'Evénement du Jeudi.* Ph. Meyer professe à l'*Ecole des Sciences Politiques* au poste où enseigna Michèle Cotta. Il est affilié au *Siècle.*

MEYLAN Michel, assureur et maire de Bonneville, né le 27 janvier 1939 à Ferney-Voltaire (Ain). Elu député *UDF* de la Haute-Savoie le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

MEYSSAN Thierry, président du *Projet Ornicar* et du *Réseau Voltaire,* né le 18 mai 1957 à Talence (Gironde). Issu d'une famille catholique de droite, il côtoya le Renouveau charismatique avant de s'intégrer dans le milieu homosexuel. D'abord secrétaire général de la *Maison des homosexualités* d'Ile-de-France et responsable de sa revue *le Gai Bulletin,* il fonda ensuite en 1989 *Projet Ornicar,* association prônant *« la défense des droits de l'homme et du citoyen et l'abolition des discriminations sexuelles ».* Responsable du *Mémorial de la déportation homosexuelle,* il milita aussi au sein de l'*ILGA,* l'association internationale des gays et lesbiennes. En 1994, il créa le *Réseau Voltaire,* mouvement revendiquant la liberté d'expression et l'abrogation de l'amendement Jolibois sur la protection des mœurs et des mineurs. Membre du *Grand Orient de France,* il joue un rôle capital dans les dessous de la politique française. Secrétaire de la *Commission presse interne d'initiative républicaine,* il adhère également au *Parti Radical de Gauche* et signe les éditoriaux de sa revue *Tiers Etat.* Il collabore activement à *Golias,* la revue des « rouges chrétiens ».

MICAUX Pierre, expert forestier, né le 26 octobre 1930 à Vendeuvre-sur-Barse (Aube). Elu député *UDF* de l'Aube le 19 mars 1978, il fut réélu le 14 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MICHEL Jean, avocat, né le 28 janvier 1949 à Lapeyrouse (Puy-de-Dôme)

MILITANT

15 MARS 2000 - PRIX 20 F BIMENSUEL 33ème Année - N° 478 - ISSN 0026-3877

REVUE NATIONALISTE POUR LA DÉFENSE DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

JOSPIN PIEGE DANS LA COHABITATION ET POUR LES PRESIDENTIELLES ?

PIERRES EN PALESTINE CONFUSION EN CORSE DIFFICULTES SOCIALES AVEC SES ELECTEURS

dont il est devenu maire. Il fut élu *PS* du Puy-de-Dôme le 1er juin 1997.

MICHEL Jean-Pierre, magistrat et conseiller général, maire d'Héricourt, né le 5 août 1938 à Nîmes (Gard). Elu député de la Haute-Saône le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

MICHEL Rosa (Marie WACZIARG), sténo-dactylo, née le 4 janvier 1901 à Lodz (Pologne). Elle avait pris le pseudonyme de Rosa Michel en hommage à deux grandes révolutionnaires, Rosa Luxembourg et Louise Michel. Son père, ouvrier casquettier, ayant déserté de l'armée russe en 1900, se réfugia en France. Rosa Michel milita aux *Jeunesses socialistes,* puis aux *Jeunesses communistes.* Walter Ulbricht, dirigeant communiste allemand, fut son mari quelques années. Elle occupa un poste de responsable technique auprès du *Komintern* et fut journaliste à *L'Humanité,* aux *Cahiers du communisme* et à *France Nouvelle,* après la guerre.

MIDI LIBRE. Quotidien de gauche fondé à la Libération, dont Maurice Bujon fut longtemps le P.-D.G. José Frèches est aujourd'hui le P.-D.G., le précédent ayant acquis l'honorariat. Jean-Dominique Prétet est délégué général à la présidence du journal. Trois rédacteurs en chef : Robert Grosfilley, Roland Blanchi qui dominent la rédaction avec leur adjoint Roger Antech et le chef des informations générales, Gabriel Léon. Michel Pélemourgue, secrétaire général de la rédaction, a la haute main sur les informations régionales et locales. Henri Fabre est (à Paris, 280, boulevard Saint-Germain) le responsable des services *Midi Libre, l'Indépendant* et *Centre Presse* (Le Mas-de-Grille, 34063 Montpellier Cedex 2).

MIGAUD Didier, juriste, conseiller général et maire de Seyssins, né le 6 juin 1952 à Tours-Saint-Symphorien (Indre-et-Loire). Elu député *PS* d'Isère le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MIGNON Hélène, docteur en médecine, née le 26 juin 1934 à Toulouse. Elue député *PS* de la Haute-Garonne le 12 juin 1988, battue en 1993 par le centriste Hébrard de Veyrinas, elle prit sa revanche le 1er juin 1997.

MIGNON Jean-Claude, chef d'entreprise et maire de Dammarie-les-Lys, né le 2 février 1950 à Corbeil-Essonnes (Essonne). Elu député *RPR* de Seine-et-Marne le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MILITANT. Revue bi-mensuelle nationaliste créée en 1967 par Pierre Bousquet pour la défense de l'identité française. Son directeur actuel est Armande Bouquies, René Burande la seconde, en qualité de directeur administratif. En dépit de son tirage limité, *Militant* exerce une influence idéologique non négligeable dans le milieu de la Droite nationale. Pendant une courte période (1973-1974), *Militant* servit d'organe au *Front National,* qui était dépourvu de journal. A sa création, *Militant* était animé par trois anciens combattants du Front de l'Est : Pierre Bousquet (décédé en 1991), Henri Simon (décédé en 1997) et Jean Cas-

trillo (seul survivant). Pierre Pauty, directeur d'école (décédé à l'automne 2000) fut directeur de publication et rédacteur en chef (1967-1992) (BP 154, 75463 Paris Cedex 10).

MILLON Charles, conseiller juridique et fiscal, ancien ministre, conseiller régional et maire de Belley (Ain), né le 12 novembre 1945 à Belley. Elu député *Non-inscrit* de l'Ain le 19 mars 1978, il fut réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Ses démêlés avec les *Gaullistes* et les *Libéraux* l'ont amené à faire risette au *FN* et au *MNR* en vue des élections.

MINC Alain, inspecteur des Finances, né le 15 avril 1949 à Paris. Fils de Juifs polonais qu'avait envoyés à Paris l'*Internationale Communiste* (son père, Josef, fonda le journal du *PCF* en langue yiddisch *Naïe Presse*), il cosigna, alors très jeune, avec Simon Nora, le *Rapport sur la Télématique et l'Information de la Société Française.* Puis, cet ancien major de sa promotion à l'*Ecole Nationale d'Administration* fut directeur des services financiers (1978) et directeur financier (1982-1984) de *Saint-Gobain-Pont-à-Mousson.* Directeur de la *Compagnie de Saint-Gobain,* président-directeur général de *Cochery* et de *Bourdin et Causse* (1984-1986), Alain Minc perdit ces postes après avoir échoué dans le rachat de la *Générale des Eaux* et la reprise de *Bull* ; il rejoignit le groupe italien *Carlo de Benedetti* (1986), vice-présida *CIR International,* et occupa, tour à tour, le poste d'administrateur-directeur général et de vice-président de *Cerus.* Ayant dû quitter Carlo de Benedetti à la suite des résultats catastrophiques de ses tentatives de reprise des *Presses de la Cité* et de la *Société Générale,* et de rachat de la *Banque Duménil-Leblé* (six milliards de pertes), il présida *AM Conseil* à compter de 1991. Depuis 1995, il préside la *Société des Lecteurs du « Monde »,* et un peu plus tard prit la présidence du *Conseil de surveillance du Monde SA.* Alain Minc tenta de rendre *le Monde* pro-balladurien et inspira, sur la demande du Premier ministre Edouard Balladur, un rapport du *Commissariat Général au Plan.* Auteur de nombreux ouvrages relatifs à l'économie, à la sociologie, il participa largement à la création de la *Fondation Saint-Simon.* Alain Minc présida l'*Association des Amis de la Fondation Agir* contre l'exclusion de Martine Aubry. C'est, en outre, un affilié du *Siècle.*

MINGUET René, Alexandre, Marie, né le 28 janvier 1912 à Maillezale (Vendée), mort le 28 décembre 1991. Fils d'un gendarme, il fut d'abord charcutier puis fut embauché dans une entreprise de textile d'Elbeuf. Il milita à la *Jeunesse Ouvrière Chrétienne,* devint le président de la section locale d'Elbeuf et, bientôt, celui de la Fédération rouennaise de la *JOC.* Rédacteur en chef du journal *la Jeunesse Ouvrière,* il quitta la *JOC* pour la *CFTC* dont il fut le responsable départemental pour la Seine-Maritime. Après l'armistice, il fut nommé chargé de mission de l'*Office* des services sociaux et il devint le commissaire régional à la Jeunesse de Vichy. Il s'occupa ensuite de l'organisation et de la gestion des services sociaux patronaux. Naturellement, lorsque vinrent *« les temps noirs de la guerre civile »* baptisés « épuration », il connut bien des soucis, mais sa loyauté l'emporta et eut raison des odieuses calomnies.

Il devint l'un des cadres dirigeants de l'*Association pour la défense de la mémoire du maréchal Pétain* (*ADMP*). C'est à son initiative que fut restaurée la maison natale du Maréchal, à Cauchy-à-la-Tour. Il accepta aussi d'assumer la charge de directeur général de l'*ADMP*. Le président de l'association, lorsqu'il disparut, publia un article intitulé « *René Minguet, un chouan du XXe siècle* ».

MINNE Roger. Ce sexagénaire sportif est l'animateur du *Club de la Chouette*. Il est journaliste de la presse écrite et radio-télévisée depuis l'âge de vingt ans. Un journaliste qui le connaît bien résume ainsi sa pensée et son style : « *Minne fait réfléchir deux fois ; par ce qu'il dit, puis par la manière dont c'est dit. Cinglant, parfois insolent, mais toujours virilement tenu en laisse, souvent à lire entre les lignes* » (voir *le Cri de la Chouette*).

MINUTE. Hebdomadaire de droite fondé par Jean-François Devay en avril 1962. D'abord indécis sur la conduite à tenir dans ce journal fondé avec l'argent, notamment d'Edmond de Rothschild, Devay prit la défense de l'Algérie française, déjà très menacée. Son talent de journaliste et l'équipe qu'il réunit pour mener à bien son entreprise assura un grand succès au *Minute* nationaliste et populaire. La présence de François Brigneau, l'un des plus grands journalistes de notre temps, renforça l'équipe, le tirage grimpant en flèche. Puis ce fut la déconfiture. Un homme d'affaires se disant de droite, Martinez, reprit le journal, mais il hérissa la clientèle par son respect obséquieux de l'argent. Nouvelle faillite. Une tentative de re-lancement est en cours.

MIOSSEC Charles, cadre commercial, conseiller général et maire de Landivisiau, né le 25 décembre 1938 à Lanhouarneau (Finistère). Elu député *RPR* du Finistère le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

MITTERRAND François, né le 26 octobre 1916. Cet homme d'Etat est mort le 8 janvier 1996. On a beaucoup écrit sur François Mitterrand après sa disparition et même un peu avant. On parut découvrir alors qu'il avait été l'ami de cagoulards célèbres et très engagé à l'extrême-droite et qu'il ne rallia la gauche que sur le tard. A Vichy, il avait été décoré de la Francisque par le maréchal Pétain, et il avait donné au moins un article à *France,* « revue de l'ordre nouveau ». L'auteur de ce *Dictionnaire* l'avait écrit en 1958 dans son petit livre « *Cet homme est dangereux* ». Il n'empêche qu'un de ses biographes n'a découvert ses attaches avec la droite, avec des pétainistes, qu'il y a quelque temps, en oubliant de dire qui l'avait informé de ces détails. Quant à la fille adultérine qu'il eut il y a près d'un quart de siècle, on n'en a parlé bien après que *Minute* eut informé ses lecteurs de cette naissance clandestine. Les écrivains et journalistes informés sur les grandes — et les « gros » — de ce monde sont rares.. Et plus rares encore ceux qui ont le courage de se montrer indiscret à leur endroit. Les hommes publics sont intouchables. Du moins ils l'étaient avant que des « petits juges », souvent en jupon, les poursuivent. La liste des personnalités de gauche ou de droite mises en examen depuis quelques années s'allonge tous les jours. Pour le plus grand bien des

principaux intéressés, une amnistie viendrait arranger tout ça.

MITTERRAND Gilbert, assistant d'université et maire de Libourne, né le 4 février 1949 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Le fils du président de la République fut élu député *PS* de Gironde le 21 juin 1981 et réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Mais, brouillé avec son suppléant Noël Mamers, devenu maire de Bègles, il avait échoué en 1993. (Les firmes « capitalistes » lui avaient versé, pourtant, 290 000 F pour payer sa campagne électorale).

MITTERRAND Jacques, militaire, né le 21 mai 1918 à Angoulême. Sorti de l'Ecole de *Saint-Cyr* (1939), il servit dans l'Armée de l'Air, prit part aux campagnes de l'Atlantique, de France, d'Allemagne (1942-1945), d'Algérie (1958-1959) ; il se montra favorable à une force nucléaire française. Ce frère de François Mitterrand, duquel les opinions socialistes n'étaient point siennes, fut membre du groupe permanent de l'*OTAN* à Washington, où les colis qu'il adressait au général Challe emprisonné firent beaucoup jaser, commandant-adjoint des forces aériennes stratégiques (1965-1967), sous-chef d'état-major des Armées (1968-1970), commandant des forces aériennes stratégiques et membre du conseil supérieur de l'Air (1970-1972) ; puis, rendu à la vie civile, il fut conseiller auprès de l'administrateur général du *Commissariat à l'Energie Atomique* (1975). Président-directeur général de l'*Aérospatial* (1975-1983), président des *Industries Françaises Aéronautiques* (1981-1985), président de l'*Association Européenne des Constructeurs de Matériel,* président de l'*Office Général de l'Air* (1984-1993), cet affilié au *Siècle* administra, en outre, *Intertechnique, Turboméca, Hurel-Dubois, Labinal* et le *Groupement de Gestion Privée.*

MONCOMBLE Yann, écrivain, né le 1er juillet 1953 à Paris, décédé le 29 mai 1990 à Paris. Très jeune, il milita dans le mouvement nationaliste, à l'*Ordre nouveau,* puis au *Front National.* Archiviste né, il amasse, rassemble, trie et classe des monceaux de documents, d'imprimés électoraux ou de partis, qui formeront les éléments de base du Bureau de documentation anticommuniste qu'il songeait à créer. Mais comme un travail de ce genre n'a de chance de durer que si l'on se met au service d'un groupement ou si l'on utilise soi-même ces informations et ces renseignements, c'est la seconde possibilité qu'il choisit ; il sera donc écrivain. Sans appui dans l'édition, sans relations dans ce milieu fermé et déjà occupé par d'autres, que peut un auteur d'un livre non-conformiste qui veut à toute force le publier ? Il sera son propre éditeur, c'est-à-dire qu'il fera imprimer, à ses frais, l'ouvrage qui est prêt à être publié. Il a connu, quelques années plus tôt, étant étudiant, Henry Coston qui l'avait rencontré à la *Librairie Française* où il faisait ses achats de livres. Fondée en 1952, par Gilberte Coston, la *Librairie Française* était alors la seule librairie nationale. Secondée par Andrée Lempereur, l'épouse de l'écrivain diffusait sur place ou par correspondance, les livres de son mari et ceux d'auteurs non-conformistes comme Maurice Bardèche, André Figueras, Jacques Ploncard d'Assac, Saint-Paulien et beaucoup d'autres. Le premier livre de Yann Moncomble démasquait la *Trilatérale,*

que bien peu de gens connaissait. C'était un ouvrage interdit à un éditeur dépendant pour le crédit d'un banquier. Sur les conseils de Henry Coston, il fut son propre éditeur. Les conseils et les préfaces de l'écrivain permirent au jeune auteur de sortir son premier livre et les suivants. Parurent ainsi entre 1980 et 1990 : *La Trilatérale et les secrets du mondialisme, Les Vrais responsables de la Troisième Guerre mondiale, Du Viol des foules à la synarchie, La Maffia des chrétiens de gauche, Quand la grande presse est aux ordres de la finance, Les Professionnels de l'antiracisme, Le Pouvoir de la drogue dans la politique mondiale.* Ce dernier parut peu avant sa mort.

MONDE (Le). L'arrivée de Jean-Marie Colombani à la présidence et à la direction du journal fondé par Beuve-Méry, a profondément transformé ce quotidien vespéral. A l'austérité a succédé le sectarisme et l'esprit polémique. Le tirage, assez faible naguère, est monté en flèche. *L'O.J.D.* estime la diffusion à près de 400 000 exemplaires. Mais le vieux lecteur peut regretter le temps de Jacques Fauvet qui, lorsque l'occasion s'en présentait, savait donner un coup de chapeau à un adversaire décédé, ou à un confrère dans l'adversité. Jean-Marie Colombani, originaire de Dakar, où il naquit en 1948, n'a pas suivi la voie, moins franche, certes, mais plus courtoise de ses devanciers. Ancien journaliste à l'*ORTF*, il appartient au *Monde* depuis 1977. Affilié au *Siècle*, sa carrière au journal n'en a été que plus facile : rédacteur en chef en 1990, bras droit du directeur de la rédaction l'année qui suivit, il est aujourd'hui le « patron » du *Monde* assisté de Dominique Alduy, directeur général, Noël-Jean Bergeroux, directeur général-adjoint, Eric Pialloux, directeur exécutif auprès du directoire. Edwy Plenel, qui semble avoir conservé ses idées de jeunesse (il était alors affilié à la *Ligue communiste*, puis au *Front Communiste révolutionnaire*, et rédacteur à *Rouge* et à *Barricades*), est assisté par Thomas Ferenczi, Pierre Georges et Jean-Yves Lhomeau ; les deux Alain, Fourment et Frachon sont, le premier, secrétaire général de la rédaction, le second, rédacteur en chef. La rédaction est animée par Michel Kajman, Franck Nouchi et quelques autres journalistes recrutés principalement dans les milieux de la gauche. Il s'ensuit que *le Monde*, avec ses qualités d'information, est considéré comme le N° 1 médiatique de la « gauche caviar ». Il est vrai que le président de la *Société des lecteurs* est le financier Minc. Et nous ne parlons pas des actionnaires... (21bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05).

MONDE ET VIE. Revue bi-mensuelle fondée le 15 septembre 1972 et animée sans peur et sans crainte par la courageuse Claude Giraud avec Pierre de Place, Pierre de Villemarest et son épouse Danièle Martin, la fille d'un très vieil ami de Henry Coston (il fut aussi son médecin en 1935-1936), et qui occupe une place particulière et enviée dans les cercles traditionalistes. Thomas Molenar, professeur émérite de l'Université de Yale et professeur à l'Université catholique de Budapest apporte sa collaboration régulière à *Monde et Vie*. Depuis des années, la revue est le périodique le plus lu des militants et militantes du mouvement national chrétien (14, rue Edmond-Valentin, 75007 Paris).

www.lemonde.fr

56e ANNÉE – N° 17213 – 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE — MARDI 30 MAI 2000 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Monde

■ Brevets : guerre Europe - Etats-Unis
■ Emploi : 24 pages d'annonces classées

Extrême droite : ce n'est pas fini

● Les Français semblent décomplexés vis-à-vis de l'extrême droite depuis son éclatement ● Ils la jugent moins dangereuse mais sont plus nombreux à approuver ses idées ● Six Français sur dix estiment qu'il y a trop d'immigrés ● Le sondage annuel RTL-« Le Monde »-Sofres

L'ENQUÊTE sur l'extrême droite, menée régulièrement depuis 1983 par la Sofres pour *Le Monde* et RTL, témoigne, cette année, de la métamorphose qui est en train de s'opérer dans l'opinion publique. Divisée en deux partis rivaux – le Front national de Jean-Marie Le Pen et le Mouvement national républicain de Bruno Mégret –, affaiblie et largement absente du débat public depuis dix-huit mois, l'extrême droite apparaît aujourd'hui moins menaçante. A peine deux Français sur trois (62 %) jugent que le FN constitue un danger pour la démocratie, alors qu'ils étaient près des trois quarts (73 %) à porter ce jugement en mai 1999. Des chiffres pratiquement identiques sont constatés pour le MNR.

Mais, dans le même temps, les Français semblent décomplexés par rapport aux idées sur lesquelles Jean-Marie Le Pen a bâti ses succès pendant une quinzaine d'années. Ainsi, alors que les Français récusaient, traditionnellement, les idées du président du FN sur l'immigration, ils sont près de six sur dix (59 %) à estimer qu'« *il y a trop d'immigrés en France* », dès lors qu'elle ne sont plus estampillées du nom du leader d'extrême droite. De même, 64 % se disent favorables à un renforcement des pouvoirs de la police. Et jusqu'à 73 % estiment qu'« *on ne défend pas assez les valeurs traditionnelles en France* ». L'interdit semble donc en passe d'être levé sur une partie importante du socle idéologique qui a fait les beaux jours de l'extrême droite : défense des valeurs traditionnelles, crainte de l'immigration et sentiment d'insécurité. De même, l'affaiblissement de l'extrême droite et l'échec de sa gestion dans les villes conquises en 1995 transforme ses électeurs en une force d'appoint de plus en plus attractive aux yeux d'une partie de la droite, en particulier chez les sympathisants de Démocratie libérale et du RPR.

Lire page 8

France Télécom achèterait le britannique Orange pour 328 milliards

MICHEL BON, le PDG de France Télécom, était à Londres, lundi 29 mai, pour mettre la dernière main à la négociation engagée avec Vodafone pour le rachat d'Orange, troisième opérateur britannique de téléphonie mobile avec plus de 6 millions d'abonnés. Les discussions finales tournent autour du prix, estimé à près de 50 milliards d'euros (325 milliards de francs). S'il l'emporte, l'opérateur public français possédera 20 millions d'abonnés au téléphone mobile en Europe et effacera les revers subis depuis un an : Deutsche Telekom lui a soufflé le britannique One2One, le néerlandais KPN lui a subtilisé l'opérateur allemand E-Plus et le gouvernement espagnol l'a écarté de l'attribution des licences de téléphonie mobile de troisième génération.

Lire page 23

SPORTS

Françaises en tête

Cinq Françaises, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud, Julie Halard, Amélie Mauresmo (*à gauche sur la photo*) et Mary Pierce (*à droite*), figurent parmi les têtes de série du tournoi de tennis de Roland-Garros, qui commence lundi 29 mai. En football, l'équipe de France a poursuivi sa préparation de l'Euro 2000 en battant la Croatie. Le départ de Monaco du gardien des Bleus, Fabien Barthez, est désormais une certitude. Nos pages Sports, p. 29 à 3[illegible]

Enquête sur un « incorruptible »

ANCIEN croisé de la lutte contre la corruption, Alain Serieyx, ex-président de la chambre régionale des comptes (CRC) de Provence-Alpes-Côte d'Azur est, à son tour, confronté à la justice. Le parquet de Marseille s'interroge sur les raisons pour lesquelles la CRC n'a pas saisi la justice, en 1997, après avoir contrôlé les marchés de construction des lycées de la région. Une enquête préliminaire est aussi en cours, depuis 1998, sur les associations animées par M. Serieyx et vouées au développement de l'amitié franco-australienne. Ces associations étaient financées par des collectivités contrôlées par la CRC.

Lire page 12 et notre éditorial page 19

Le bonheur des enfants, à Grozny, c'est « quand il n'y a pas de ciel »

GROZNY
de notre envoyé spécial

Le regard fine, Bela Kassaeiva, directrice d'orphelinat, parle : « *Quand on demande aux enfants ce qu'est le bonheur, ils répondent : "C'est quand il n'y a pas de ciel"* », ce ciel dont sont maîtres les chasseurs bombardiers russes. Sur la place centrale de Grozny, immense champ de gravats, Issa Moualev, cantonnier, explique : « *Quand les gens reconstruisent leur maison, ils ne montent plus des étages, non, ils creusent le sol, ils s'enterrent.* »

A leur façon, Bela et Issa racontent les derniers mois de terreur. Passés les morts, passés les crimes et les pillages, tous deux sont comme tant d'autres civils tchétchènes, brisés et désemparés. Le futur ? « *Seul Allah le sait,* dit Issa. *Il n'y a plus de maîtres ici, les Russes ou les chefs de guerre, il n'y a plus de différence, c'est contre nous qu'ils se battent.* » Bela insiste : « *Vous pensez que nous, Tchétchènes, ne sommes qu'un seul peuple... Il y a quinze ans, nous étions fiers. Aujourd'hui, tout est perdu, le peuple est divisé.* »

Pour eux deux, cette deuxième guerre est venue sonner le glas d'un projet commun, l'indépendance. Bela et Issa y avaient cru. Ils ont soutenu Aslan Maskhadov puis l'ont élu président en 1996. « *Ce pouvoir a tout gâché, il n'a rien pu faire, il a laissé voler, tuer, enlever. Je n'ai pas reçu de salaire depuis 1994. On en a marre, on veut simplement vivre et pas partir dans les montagnes avec un fusil* », dit Issa. Avec quelques jeunes, Issa, responsable de l'entretien de ce bout de quartier rasé par les bombes, récupère des dallages demeurés intacts. Il n'y a pas d'outils, toujours pas de salaire, mais seulement un camion ZIL déglingué qu'il faut charger à la main. Issa fait une pause : « *Il n'y aura jamais de confiance dans les Russes, mais puisqu'ils sont là, qu'ils restent. Le pire du pire serait que la guerre reprenne. Ce sont nos enfants qui pourront à nouveau faire pousser la Tchétchénie.* »

Enfants de la guerre, dont les parents sont morts, ont disparu ou les ont abandonnés, ils sont trente-cinq à vivre dans le petit orphelinat que dirige Bela. Le groupe a fui Grozny, fin septembre 1999, pour s'installer dans deux pauvres bâtiments du village de Nadteretchnoie, là où est née la directrice, à trente kilomètres au nord-ouest de la capitale. Bela Kassaieva parle d'elle, de son premier mari, tué lors de la première guerre. « *Mon fils avait cinq ans, j'ai vu son cadavre et ceux de ses frères, les oreilles coupées* », dit-elle. En 1996, elle ouvre cet orphelinat à Grozny. Mais, originaire des territoires nord, considérés comme prorusses, elle et son établissement sont mis à l'index par le pouvoir tchétchène. « *On ne nous donnait rien, pas d'argent, pas de nourriture, aucune aide et on a tenté de me renvoyer.* » Une protection est finalement trouvée, sa vie se construit dans Grozny, un responsable de l'administration Maskhadov veut l'épouser. « *Il y a quelques semaines, il a été tué dans les montagnes où il se battait.* »

Après deux maris perdus, des années de guerre et de misère, Bela Kassaieva a décidé de travailler avec l'administration locale encadrée par les militaires russes. Elle estime que « *la nécessité est de vivre désormais en paix avec la Russie* ». « *Avant il n'y avait rien, maintenant il y a un peu* », dit-elle.

François Bonnet

Lire nos informations page 2

CHANSON

Les anciens de la vague latino

Les rythmes du 77e disque de Julio Iglesias (*photo*) sont en phase avec la déferlante latino dont il fut un précurseur. Autre grand ancien, Carlos Santana rencontre un succès qualifié de « *miraculeux* », mais en fait très explicable, avec son dernier album. Rencontre avec deux stars riches d'une carrière de trente ans. p. 3[illegible]

Thérapie de choc pour Nissan

CARLOS GHOSN

NOMMÉ il y a un an par Renault à la tête de Nissan, Carlos Ghosn a bouleversé les structures et les habitudes du constructeur automobile japonais. Dans un entretien au *Monde*, il souligne la nécessité de ne pas « *être complaisant* » et la volonté du personnel de s'en sortir.

Lire page 22

MAURICE G. DANTEC

LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS

Journal métaphysique et polémique

En Corse, une incertaine envie d'autonomie

LES CORSES souhaitent-ils, oui ou non, un statut d'autonomie ? Alors que le cycle des « lundis de Matignon » est ouvert et que pour José Rossi, président (DL) de l'Assemblée de Corse, Lionel Jospin doit « *prendre conscience* (que) *l'heure de vérité* » approche, plus personne, sur l'île comme sur le continent, ne sait vraiment à quoi s'en tenir. Lorsque le premier ministre a donné le coup d'envoi d'un dialogue tous azimuts, le 13 décembre 1999, lors de la première réunion avec l'ensemble des élus de l'île, une dynamique en faveur de l'autonomie avait semblé s'enclencher. Le ralliement le plus spectaculaire – même s'il était déjà amorcé depuis plusieurs mois – a été précisément celui de M. Rossi, tandis que le Conseil économique social et culturel, censé représenter la « société civile » et les forces vives de l'île, se prononçait aussi dans ce sens.

Trois mois plus tard, le 10 mars, le vote majoritaire de l'Assemblée de Corse en faveur de la motion semblée n'était pas au diapason de la population insulaire. Puis est venu un sondage, réalisé (par téléphone, auprès de 600 personnes, les 12 et 13 avril, par l'Institut Louis Harris) pour le mensuel *Corsica*, RCFM (Radio-France) et France 3. L'enquête d'opinion, très remarquée, indiquait une adhésion majoritaire des personnes interrogées, non seulement à la motion Zuccarelli, mais aussi à la personnalité de ses principaux signataires (*Le Monde* du 4 mai).

L'opinion corse s'est-elle retournée entre décembre et avril ? Ou bien un effet d'image a-t-il survalorisé, momentanément, un courant sans doute en progression, mais voué à rester minoritaire ? Sans doute peut-on prendre en compte divers éléments, qui se sont probablement combinés.

Premier élément de réponse : si la contradiction fait partie de la nature humaine, cet adage est particulièrement vrai en Corse – au moins dans l'apparence des comportements –, ce qui ne

PORTRAIT

Au bonheur de « l'Ex »

Valéry Giscard d'Estaing a longtemps porté le deuil de sa défaite du 10 mai 1981, de ce jour où « *les Français* », comme il dit, l'ont « *licencié* ». Le 10 mai 2000, sa proposition de réduire à cinq ans le mandat présidentiel a fait un triomphe. VGE est heureux. Et très méchant avec Jacques Chirac : « *Il finira comme Helmut Kohl...* » p. [illegible]

L'ennuyeux *Temps* a pour successeur un *Monde* souvent agressif.

MONDE LIBERTAIRE (Le). Hebdomadaire de la *Fédération anarchiste*, elle-même adhérente de l'*Internationale des Fédérations anarchistes*. Directeur de la publication : J. Toublet. Rédacteurs : Régis Boussières, Eric Gava, « *Lou Pobre* », Jacques Lesage, Jean-Pierre Levaray, etc. (en général, ce sont là des pseudonymes de militants). Maurice Joyeux consacra une partie de sa vie au *Libertaire*, puis au *Monde Libertaire*. Louis Lecoin était naturellement un ami du journal ; un film lui est consacré, réalisé du vivant de Lecoin le pacifiste, auquel ont participé Henri Jeanson, Georges Brassens, Yves Montant (145, rue Amelot, 75011 Paris).

MONOD Jérôme, président de sociétés, né le 7 septembre 1930 à Paris. Issu d'une puissante famille de banquiers protestants genevois dont Charles Maurras dénonça l'influence au début du XXe siècle, ce diplômé de l'*Institut d'Etudes Politiques* commença sa carrière en tant qu'auditeur à la Cour des Comptes. Il fut ensuite chargé de mission au cabinet du Premier ministre Michel Debré et, parallèlement, adjoint du directeur de cabinet du ministre de l'Aménagement du territoire Maurice Schumann (1959-1962). Puis, à la Délégation de l'Aménagement, Jérôme Monod occupa le poste de chargé de mission auprès du délégué (avril 1963), de délégué-adjoint (fin 1965), de délégué général (octobre 1968-août 1975). Devenu directeur du cabinet du Premier ministre Jacques Chirac (août 1975-août 1976), il refusa deux portefeuilles ministériels et suivit le futur président de la République lorsque celui-ci fonda le *Rassemblement pour la République* (*RPR*) (1976). Après avoir été secrétaire général du *RPR* (1976), Jérôme Monod rejoignit en 1979 la *Lyonnaise des Eaux* (*Pompes Funèbres Générales, Dumez, GTM, Travaux du Midi, Eau et Force, Degremont, Cofreth, Société des Eaux de Cambrai, de Douai, du Havre, de Picardie, du Nord, de l'Essonne*, etc.), y multiplia, durant quinze ans, le chiffre d'affaires par huit, et siégea, en 1986, dans huit conseils d'administration de sociétés privatisées ou sujettes du Pouvoir, parmi lesquelles l'*UAP*, l'*Agence Havas*, la *Compagnie de Suez*. Malgré sa puissance, il n'échappa toutefois pas à la justice : elle le condamna quand le juge Thierry Jean-Pierre mit en cause « *deux grands groupes français (responsables) de la corruption en France* » ; la *Lyonnaise des Eaux* eut à rendre des comptes sur l'attribution de marchés publics. Ancien président du *Siècle*, ancien rapporteur du *Club de Rome*, Jérôme Monod est membre du conseil d'administration de l'*Institut Français des Relations Internationales*, membre du groupe de *Bilderberg Group*, membre de l'*Hudson Institute* et, depuis 1992, il préside l'*European Round Table* qui réunit une quarantaine de très grands « patrons » européens.

MONORY René, garagiste, né le 6 juin 1923 à Loudun. Elu maire de sa ville natale (1959), conseiller général (1961), sénateur centriste de la Vienne (1968), fonction qu'il conserva toujours, ce propriétaire d'un très important garage fut ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (1977-1978), ministre de l'Economie (1978-1981) et, en tant que tel, créa les *Sicav* baptisées de son nom. René Monory fut aussi le président du Conseil général de la Vienne qui fit édifier le fameux parc de loisirs *Futuroscope*. Il fonda de même, François Mitterrand étant

La revue de Mme Claude Giraud occupe une place enviée dans le mouvement nationaliste chrétien.

président de la République, le mouvement *Défense-Epargne* (lequel tomba en léthargie dès 1984), et en 1983, le *Club des Démocrates*. Président du *Centre des Démocrates Sociaux* (1984-1992), René Monory, tout en étant discrètement affilié au *Siècle*, présida également, à partir de 1985, le Conseil de Poitou-Charente. Ministre de l'Education nationale au cours de la première cohabitation, il succéda, en 1992, à Alain Poher comme président du Sénat, poste où ses pairs l'ont réélu en 1995.

MONTAGNE (La). Quotidien régional (220 000 exemplaires) longtemps animé par le parlementaire Alexandre Varenne, socialiste et franc-maçon, et, de nos jours, par un état-major de gauche présidé par Jean-Pierre Caillard, P.-D.G., et comprenant Michel Habouzit et Jean-Loup Manoussi, directeurs généraux, ce dernier étant, en outre, le rédacteur en chef, Alain Védrine, administrateur délégué, ainsi que P.-J. Harmand, Ph. Vazeille, Pierre Géronde. L'édition dominicale a pour rédacteur en chef Jean-Loup Manoussi (déjà cité) (28, rue Marie-Ladeuil, 63003 Clermont-Ferrand).

MONTANÉ Yvon, proviseur et maire de Mauvezin, né le 27 avril 1937 à Fleurance (Gers). Il fut élu député *PS* du Gers le 1er juin 1997.

MONTBRIAL Thierry (de), professeur d'économie, né le 3 mars 1943 à Paris. Ce docteur en économie mathématique diplômé de l'Université de Berkeley chapeauta le centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères (1973-1979), fonda (1978) l'*Institut Français des Relations Internationales* duquel il tient toujours les rênes, présida le *Centre Franco-Autrichien pour le rapprochement économique en Europe*. Depuis 1974, Thierry de Montbrial est président du département des sciences économiques à l'*X*, depuis 1991, président de la *Fondation de l'Académie des Sciences Morales et Politiques* et président du département des sciences économiques à l'*Ecole des Sciences Politiques*, depuis 1993, président du conseil d'administration de la *Fondation des études de défense* que créa Pierre Joxe. Il dirige aussi la revue *Politique Etrangère* depuis 1979 et *IFRI Information* depuis 1978. Editorialiste au *Figaro*, Thierry de Montbrial siège, depuis 1991, au comité éditorial de cette publication, préside celui de la *Revue des Deux-Mondes*. Il appartient au conseil d'administration d'*IBM Europe*, au *Forum Economique Mondial* de Davos, au *Cercle du Bois de Boulogne*, à l'*Automobile Club de France*, et rédigea un rapport sur l'Energie pour le *Club de Rome* (1978). Thierry de Montbrial publia plusieurs ouvrages relatifs à l'économie et à la géo-politique. Il est affilié à la *Trilatérale*, au *Bilderberg Group* et au *Siècle*, ce qui le place au sommet du « gouvernement secret » du monde.

MONTCHARMONT Gabriel, professeur de lycée, conseiller général et maire de Condrieu, né le 7 avril 1940 à Autun (Saône-et-Loire). Elu député *PS* du Rhône le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997.

MONTEBOURG Arnaud, avocat à la Cour d'Appel de Paris, né le 30 octobre 1962 à Clamecy (Nièvre). Il fut élu député *PS* de Saône-et-Loire le 1er juin 1997.

MONTESQUIOU Aymeri (de), exploitant agricole, né le 7 juillet 1942 à

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
6 avril au 2 juin 2000

20 FF
130 FB

En finir avec l'ordre moral et la précarité

- Retour de l'ordre moral
- Jubilé : les marchands du temple
- L'Islam dévoilé
- La précarité mise à nu
- A qui profite la prison ?
- Luttes : chômeurs de Barbès, sans-papiers en Belgique, collectif des sans ticket
- Nouvel esprit du capitalisme
- Pour la démocratie directe
- Le Poulpe : interview de J-B Pouy
- Lutter et s'organiser

ISSN 0026-9433 - hors série N°14
T 6726 - 14 H - 20,00 F - RD

Les anarchistes ne ménagent pas plus la Gauche que la Droite.

Marsan (Gers). Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 16 mars 1986 et réélu le 28 mars 1993), il est conseiller général et maire de Marsan. Elu sénateur du Gers le 27 septembre 1998, il est membre du groupe du *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

MONTAGNE Jean-Paul, curé de Vernoux (Ardèche). Il collabora à *Golias 21* et signa l'éditorial « *Eglise romaine, es-tu bien l'Eglise du Christ ?* » de *Golias 24.*

MONTFORT Elisabeth, militante gaulliste, née le 29 juin 1954 à Nantes. Elue députée européenne *RPF* en 1999.

MONIQUET Claude, ancien journaliste (*Valeurs Actuelles, l'Express*). Proche du milieu sioniste, il est l'auteur des ouvrages : *Histoire des juifs soviétiques, Touvier, un milicien à l'ombre de l'Eglise* et *Histoire de l'espionnage mondial.* Il a également signé un article dans *Golias* sur Touvier.

MONTRÉ Marguerite, née **DARDANT,** le 15 novembre 1908 à Folies (Haute-Vienne), morte le 31 décembre 1955 à Paris XIIe. Employée municipale à Limeil-Brévannes, elle milita activement pour le *PCF.* Elle fut aussi la secrétaire de Georges Gosnat, chef communiste, chargé de la direction de *France Navigation* par le parti communiste. Au début de la guerre, elle fut l'agent de liaison de Jacques Duclos et de Benoît Frachon. Repérée par la police, elle fut arrêtée le 29 novembre 1941 par les services allemands et déportée en Allemagne dont elle revint le 25 avril 1945. Elle milita à l'*Union des Femmes Françaises,* dans les années qui suivirent la guerre et mourut à son domicile le 31 décembre 1955.

MORANGE Pierre, médecin généraliste et maire de Chambourcy, né le 8 septembre 1956 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Il devint député *RPR* des Yvelines le 3 février 1999, après le décès de Michel Péricard, dont il était le remplaçant.

MOREAU François, rédacteur en chef d'*Article 31.* Il est à l'origine de l'ouverture du dossier Touvier. Sa collaboration à l'ouvrage financé par le *B'naï B'rith* : *Les Droites nationales en France* lui a valu la reconnaissance de Monzat-Camus, propagandiste zélé du sionisme en France.

MOREAU Julien, Charles, cheminot, né le 30 juillet 1890 à Corzé (Maine-et-Loire), mort le 3 novembre 1963. Au retour de la guerre 14-18, où il fut blessé sur le front de la Marne, il devint cheminot (1919). Dans les années qui suivirent, il fut secrétaire du *Syndicat CGTU des Cheminots,* président de l'*Orphelinat des Cheminots* et secrétaire de l'*Union locale unitaire* de Saint-Nazaire. Il était aussi militant du *Parti communiste,* des *Amis de l'Union soviétique,* du *Secours Rouge International* et administrateur de la Confédération ouvrière *La Ruche nazairienne.* Il fut même le secrétaire-adjoint du bureau régional du *PCF* à Nantes. Après la Libération, il reprit une partie de ses responsabilités syndicales à la *CGTU.* Il était le père de Jean Moreau, rédacteur à *L'Humanité.*

MOREAU Louise, administratrice de sociétés, née le 29 janvier 1921 à Grenoble (Isère). Elue député *UDF* des

Alpes-Maritimes le 19 mars 1978, elle fut réélue les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 (grâce aux subsides de *SOGEA, Parachini* et de la *Société Paul Ricard,* 195 000 F) et 1er juin 1997.

MORILLON Philippe, militant UDF, né le 24 octobre 1935 à Casablanca (Maroc). Elu député européen sur la liste de son parti, en 1999.

MORIN André, officier et écrivain, né le 13 avril 1918 à Rully (Calvados). C'est durant sa captivité en Autriche que le goût de l'écriture vint à ce militaire, dont l'existence aura été mouvementée, avec des séjours en Extrême-Orient, au Maroc, en Algérie et en Allemagne. Membre sociétaire de l'*ADELF,* l'*Association des Ecrivains de Langue Française,* il a publié, une fois à la retraite, divers ouvrages sur les événements mondiaux auxquels il a participé.

MORIN Hervé, administrateur à l'Assemblée Nationale, conseiller général et maire d'Epaignes, né le 17 août 1961 à Pont-Audemer (Eure). Il fut élu député *UDF* de l'Eure le 29 novembre 1998, en remplacement de Ladislas du Luart (ancien actionnaire de la Société Anonyme éditant *La Libre Parole,* 1933), élu sénateur.

MORISSET Jean-Marie, directeur informatique et conseiller général, né le 18 août 1947 à Parthenay (Deux-Sèvres). Elu député *UDF* des Deux-Sèvres le 21 mars 1993 ; il fut réélu le 1er juin 1997.

MOSCOVICI Pierre, magistrat à la Cour des Comptes, né le 16 septembre 1957 à Paris. Cet ex-élève de l'*Ecole Nationale d'Administration* et de l'*Ecole des Sciences Politiques* milita au sein de la *Ligue Communiste Révolutionnaire.* Il rallia le *PS* en 1987 et, soutenu par Lionel Jospin, Claude Allègre, Dominique Strauss-Kahn, y devint secrétaire national, chargé des Etudes (mars 1990), puis trésorier (1992). Pierre Moscovici a été membre du cabinet du ministre de l'Education nationale Lionel Jospin, conseiller général, député du Doubs. Il fut promu ministre délégué aux Affaires européennes auprès du ministre des Affaires étrangères en 1997.

MOURGUES Michel (de), banquier, né le 17 février 1930 au Puy. Diplômé de l'*IEP,* il fut chargé de mission au cabinet du secrétaire d'Etat à la Marine Nationale (1956-1959) et remplit la même fonction au *Centre du Patronat Français* (1959). Michel de Mourgues devint ensuite assistant du directeur général de la société *Le Nickel* (1962-1963), chef de service au *CNPF* (1963-1967). Il fonda la *Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Indépendants, Artisans, Commerçants, membres des professions libérales* (1967), il occupa au *CNPF* le poste de directeur (1974-1979), puis celui de directeur général des Etudes Législatives (1979) et, en tant que tel, étudia quelles conséquences pourraient avoir les textes de loi sur les entreprises. Michel de Mourgues siégea au Conseil Economique et Social, section activités sociales (1976-1977). Il fut administrateur de la *BRED* (1988) et assura la présidence de celle-ci à partir du mois de mai 1995. Il est, aussi, affilié au *Siècle.*

MOUSSA Pierre, banquier, né le 5 mars 1922 à Lyon. Inspecteur des

Finances (1946-1972), conseiller technique dans le cabinet du secrétaire d'Etat aux Finances Robert Buron (1949), il suivit celui-ci au ministère des Affaires économiques (1950, 1953) et devint son directeur de cabinet à la France d'Outre-Mer. Cet agrégé de lettres, major de sa promotion à l'*Ecole Nationale d'Administration,* fut ensuite directeur des Affaires économiques et du Plan pour la France d'Outre-Mer (1955-1959), directeur des *Transports Aériens* (1959-1962), directeur du département Afrique de la *Banque Mondiale* (1962-1964), président de la *Fédération des Sociétés d'Assurances* (1966-1969). Pierre Moussa fut aussi administrateur de la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et y occupa, de 1978 à 1981, le poste de président-directeur général, poste dont il dut démissionner pour avoir, sans en avertir ses autorités de tutelle, placé hors de la nationalisation deux filiales étrangères. De 1980 à 1982, Pierre Moussa présida la commission des Finances du *CNPF.* Ayant fondé la *Société de Financement Pallas,* il présida, entre autres, *Finance et développement* (1982-1984), *Pallas Holdings* (1983-1992), *Dillon Read Ltd* (1984-1987), *Frandev* (1986-1990), *Pallas Finances* (1986-1989), *Cresvale Partners* (1987-1994), et nombre d'organismes internationaux de gestion financière émanant de *Pallas,* structure qui s'écroula au début des années 1990. Pierre Moussa présida également le *Prometheus Fund* (1993). Il a raconté une partie de son existence dans *La Roue de la fortune* et *Souvenirs d'un financier.* Il est un important affilié au *Siècle.*

MOUTON Claude, journaliste, né en 1932 à Mascara en Algérie. Membre du *MP 13* de Robert Martel, il a participé activement à la défense de l'Algérie Française. Il publia des articles dans *le Salut Public de l'Algérie Française* et dut vivre dans la clandestinité après le putsch manqué du 22 avril 1961. En septembre 1963, il quitta l'Algérie et fut condamné à quinze ans de prison pour « complot contre la sûreté de l'Etat ». En 1965, après des années de clandestinité, il fut arrêté dans le Pays Basque, condamné à deux ans de prison avec sursis (amnistié en 1966). Il a signé de nombreux ouvrages sur l'Algérie, parmi lesquels *Notre Dame de l'Atlas : un enseignement sur les événement d'Algérie.*

MOUTOUSSAMY Ernest, professeur de collège et maire de Saint-François (Guadeloupe), né le 7 novembre 1941 à Saint-François. Elu député de la Guadeloupe le 21 juin 1981, il s'est apparenté au groupe *communiste* ; il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

MOUTTE Jean, arboriculteur, né le 7 mai 1923 à La Crau d'Hyères (Var). Membre du Conseil d'administration de la *Fondation La Navarre,* spécialisée dans l'éducation des enfants et l'aide aux personnes âgées. Il a écrit *Le Chemin de vérité,* dans lequel il s'adresse à l'Eglise actuelle, en déplorant la France chrétienne d'autrefois, et *Le Chemin de vérité en politique. Valeur du Front national.*

MOUVEMENT DES CITOYENS. Fondé le 30 septembre 1992 à Belfort par Jean-Pierre Chevènement et Max Gallo. Le premier, devenu ministre, a cédé la présidence à Georges Sarre. Autres dirigeants : Pierre Guidoni, Didier Motchane, Paul Loridant. Journaux : *Citoyens Actualités* et *Citoyens en*

MNR

LES ECHOS DU MOUVEMENT NATIONAL EN DORDOGNE

Journal mensuel du Mouvement National Républicain

EDITORIAL

Chers amis,

La classe politique unanime s'est jetée dans le nouveau piège gauchiste du politiquement correct en ce qui concerne les prisons françaises.

1) Il y a trop de monde dans nos prisons surpeuplées ? Qu'à cela ne tienne ! Il est possible de renvoyer chez eux tous les délinquants étrangers qui effectuent leur peine en France ! Même les immigrés naturalisés ? Mais, oui ! Il suffit pour cela de "dénaturaliser" les criminels - comme le prévoit la loi - et de les renvoyer dans leur pays d'origine ! Vous verrez alors que la place ne manquera plus et que les budgets ainsi dégagés pourront être alloués à la justice qui en a tant besoin...

2) Nos prisons sont vétustes, les cellules et les blocs sanitaires doivent être repeints, de grands travaux de restauration sont nécessaires. C'est vrai, mais que je sache, la main d'oeuvre est abondante en prison ! Mettons donc au travail tous les délinquants qui refusent toute activité en détention et vous verrez - comme c'est le cas aux U.S.A - que non seulement les prisons seront propres et bien tenues, mais qu'en plus la réinsertion par le travail fera merveille ! Avec du courage et des convictions, voilà deux problèmes - la place et le confort - résolus pour des "gens" que personne n'a forcé à aller en prison !

Le deuxième fait de société que je voudrais aborder aujourd'hui - et c'est très politiquement incorrect, mais je m'en fous - c'est le cynisme des médias qui nous rebattent les oreilles avec le transfert de Nicolas ANELKA. Ce joueur, de très grand talent, il est vrai, a été tranféré pour 240 millions de francs (24 milliards de centimes) ! Il gagne 2 millions de francs (200 millions de centimes) par mois aprés impôts, sans compter les primes de match et les retombées publicitaires liées à l'utilisation de son nom ! Et, ces mêmes journalistes de télévi-

sion , bien payés eux aussi, ne consacrent pas un mot aux commerçants et aux artisans étranglés par les charges, pas une ligne aux retraités agricoles à 1200 francs par mois, pas un regard aux millions de salariés au SMIC ! Non, ce qui les intéresse, c'est ANELKA et ses milliards, ANELKA et sa banlieue, ANELKA figure emblématique de la réussite - méritée - d'un seul pour faire oublier à tous que la France se meurt...

Enfin, permettez-moi d'avoir une pensée émue pour nos courageux agriculteurs qui, en ces temps de moissons, travaillent 15 à 18 heures par jour pour un salaire de misére, quand ils en ont un, et qui disparaissent par milliers chaque année laissant notre pays en friche. Si j'étais PPDA ou Claire CHAZAL, je leur dirais d'arrêter de se tuer à la tache, de demander le RMI et... de regarder le foot - et ANELKA - à la télévision...

Léon-Pierre DURIN

P.S : N'hésitez pas à adhérer à l'association PROMOUVOIR qui défend nos enfants contre l'ordure et la pourriture dans lesquelles les fossoyeurs de la France veulent les faire tomber.

(voir supplément ci-joint).

SOMMAIRE

Page 1: Editorial
Page 2: Brèves - Paris P.D. ? - Statistiques
Page 3: Brèves - Etrange affaire Razali
Page 4: Brèves - Kosovo, mensonges
Page 5: Brèves - Kosovo, mensonges (suite)
Page 6: Brèves - Les turcs, ces inconnus (suite)
Page 7: Brèves - Courrier des lecteurs
Page 8: Brèves - Courrier des lecteurs
Page 9: Communiqués de presse
Page 10 et 11: Interview
Page 12 et 13: Culture de mort
Page 14: Vous avez dit "Dissidents"
Page 15: Divers - Annonces
Page 16: Achetez et lisez la presse amie

ECHOS DU MN EN DORDOGNE

Journal mensuel du MNR
Juillet - Août 2000 - N°31

Directeur de publication:
Léon-Pierre DURIN

Directeur de la rédaction:
Jacques HARDY

Maquette et photos :
Michel BOULFROY

Imprimé par L.A.G. Bergerac
Commission paritaire n°0704 P 11253
Dépôt légal à parution
Tirage 3 000 exemplaires
Adresse du journal:
La Grange d'Ormilly
24410 - St VINCENT JALMOUTIERS

mouvement (9, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris).

MOUVEMENT DES DÉMOCRATES. Parti fondé en 1974 par Michel Jobert (né le 11 septembre 1921 à Meknès, Maroc), énarque, ancien collaborateur de Georges Pompidou, ancien ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (71, rue Ampère, 75017 Paris).

MOUVEMENT DES RÉFORMATEURS. Issu de la fusion, en 1992, de diverses tendances démocrates et libérales, sous la direction de Jean-Pierre Soisson, centriste et franc-maçon, ancien ministre ; autour de ce dernier gravitent : Yvon Bourges, Gilbert Baumel, etc. (7, rue de Villersexel, 75007 Paris).

MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE INDÉPENDANT. Réunit des écologistes réfractaires à l'union avec le *PS* et la gauche. Fondé à Châtelguyon le 3 septembre 1994 par Antoine Waechter et ses amis (7, rue de Vertbois, 75003 Paris).

MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN. *(Voir annexe II en fin de volume.)*

MOUVEMENT POUR LA FRANCE. Fondé en 1994 par Philippe de Villiers, qui créera, plus tard, le *Rassemblement pour la France* (*RPF*) avec Charles Pasqua (voir *Rassemblement pour la France*).

MOUVEMENT POUR LE DÉSARMEMENT, LA PAIX ET LA LIBERTÉ. Groupement pacifiste et anticolonialiste, créé en 1963 sous le nom de *Mouvement contre l'armement atomique*. A l'origine du *Comité de soutien au peuple vietnamien*, il participa largement à l'action contre la guerre du Vietnam. Il soutint les déserteurs américains et organisa les assises nationales préparant la conférence mondiale de Stockholm. Il fait connaître ses idées à travers la publication de son journal *Alerte*. En 1982, avec l'appui de diverses associations, il a appelé à manifester contre l'arsenal nucléaire.

MOYNE-BRESSAND Alain, chef d'entreprise, conseiller général et maire de Crémieu, né le 30 juillet 1945 à Jallieu (Isère). Elu député *UDF* d'Isère le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants*.

MRP (anciens du). Cette association regroupe les anciennes personnalités de *Mouvement Républicain Populaire* (voir tomes précédents) fondé après la Libération avec les militants démocrates-chrétiens et l'appui des journaux comme *L'Aube* et *Ouest-France*. Animateurs de la tendance : sous la IIIe République : Auguste Champelier de Ribes, Robert Cornilleau, du *Petit Démocrate*, Raymond Laurent, Ernest Pezet, etc. Personnalités du *MRP* sous la IVe République : Edmond Michelet, Robert Buron, Alain Poher, Robert Lecourt, etc.

MULLER Jean-Marie, écrivain et philosophe, né en 1939 à Vesoul. Ancien officier de l'armée française, il fut objecteur de conscience pendant la guerre d'Algérie. A l'origine du *Mouvement pour une alternative non-violente*, il fut jugé pour avoir renvoyé son livret militaire au ministre de la Défense. Il a signé plusieurs ouvrages très musclés : *L'Evangile de la non-*

Editorial Page 1
De tout un peu Page 2 et 3
Notes de lecture Page 4
Page 5
Page 6 et 7
Page 8

EMND

Les Echos du Mouvement National en Dordogne

EDITORIAL

Chers amis.

*Comme l'explique brillamment Jacques HARDY en page 6 «**ALORS, CE SERA NON !**». Notre **NON** au referendum du 24 septembre sera notre façon à nous, **MNR**, de renvoyer dos à dos les deux complices de l'inféodation française aux lobbies de tout poil, les deux bradeurs de la souveraineté française (Nouvelle Calédonie, traité d'Amsterdam, Corse, Immigration Invasion), les deux mauvais larrons pour qui repentance rime avec décadence... de la France. Alors, ce sera **NON** à Chirac qui n'est ni un homme de droite ni un homme de droiture et **NON** à Jospin qui, par son alliance avec les communistes, a accepté d'endosser des dizaines de millions d'assassinats qu'il espère «camouffler» en tirant à vue sur Pinochet... Ces menteurs, ces révisionnistes «autorisés», ces girouettes politiques **se moquent comme de leur première liquette de l'avis des** Français. Ces tristes personnages **nous prennent pour des idiots utiles : renvoyons-leur le compliment** en allant voter **NON ! Ce sera le plus sûr moyen de «leur signifier leur congé»**.*

*Un autre moyen de faire comprendre à messieurs Chirac et Jospin qu'ils ont fini d'amuser la galerie, ce sont les élections municipales de mars 2001 où le **MNR** sera fortement représenté. Je pense que nous allons créer l'événement et en particulier en Dordogne avec nos listes conduites à PERIGUEUX par **Daniel GERY** et à BERGERAC par votre serviteur. Ces listes d'union des droites souverainistes, nationales et républicaines comptent des personnalités diverses dont certaines d'entre elles vont surprendre par leur engagement à nos côtés **car elles ont compris que le temps des divisions et de la diabolisation a cessé**. Ni Chirac ni Jospin n'ont plus les moyens et la crédibilité nécessaires pour empêcher les patriotes de se réunir et de barrer la route aux socialo-verdo-communistes ! Comme l'a écrit notre Président **Bruno MEGRET** nous n'avons pas l'intention de tirer la couverture à nous, nous voulons simplement que toutes les forces de droite de conviction fassent front contre l'ennemi commun représenté par **«l'anti-France»**. C'est ainsi que partout où un candidat de la vraie droite peut l'emporter, il peut solliciter le soutien du MNR. A ORANGE, nous aiderons Jacques BOMPARD, FN, à conserver sa mairie ; **à TOULON, nous refusons la division** qui pourrait faire perdre cette ville à Jean-Marie LE CHEVALLIER ; à EVREUX, c'est le responsable RPF qui fait liste commune avec Yves DUPONT, tête de liste MNR. **La digue anti-alliance des droites est rompue**, le flot va emporter comme de vulgaires sacs de sable ceux qui ne gouvernaient que par un terrorisme dont les ficelles sont tirées par plus malins qu'eux...*

*Chers amis, ce mois de septembre 2000 est celui de l'espérance, celui de la montée au combat, celui où le 15 nous irons à Aix-en-Provence défendre Catherine MEGRET poursuivie pour avoir aider, en priorité, les familles françaises, celui, enfin, où le 30 nous nous rassemblerons à Poitiers pour découvrir le programme de gouvernement du MNR, programme respectueux des lois de la république, mais programme de **restauration de la grandeur de la France**...*

Léon-Pierre DURIN

*P.S : Jean-Marie LE PEN vient de faire passer en conseil de discipline et **d'exclure du FN neuf conseillers municipaux de TOULON** qui ont refusé d'obéir à son ordre de renverser Jean-Marie LE CHEVALLIER. «Quis vult perdere, Jupiter dementat» (Celui qu'il veut perdre, Jupiter le rend fou...)*

violence, Le Principe de non-violence, parcours philosophique, Stratégie de l'action non-violente, Vous avez dit : « Pacifisme » ? et *Gandhi l'insurgé*, etc.

MURAT Bernard, consultant, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 28 mars 1993), vice-président du Conseil général et maire de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), né le 19 février 1946 à Brive-la-Gaillarde. Il a été élu sénateur de Corrèze le 27 septembre 1998 et est inscrit au *RPR*.

MUSELIER Renaud, médecin-directeur d'un établissement hospitalier privé, né le 6 mai 1959 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elu député *RPR* des Bouches-du-Rhône le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. A sa première élection, il bénéficia au second tour des voix socialistes, écologistes, communistes, centristes et libérales pour battre le national Ronald Perdomo.

MYARD Jacques, conseiller des affaires étrangères et maire de Maisons-Laffite, né le 14 août 1947 à Lyon (Rhône). Elu député *RPR* des Yvelines le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

Hebdo
National

ISSN 0761-8972 - M 2311 - France : 20 FF - N° 848 - Semaine du 19 au 25 octobre 2000
Belgique : 110 FB - Suisse : 6,80 FS - Grèce : 950 Dr. - USA : $ 8,00 - Italie : 8 500 Lires - Espagne : 825 Pts - Canada : 6,50 $can

JUIFS ET MUSULMANS LA DÉ INTÉGRATION

PAGES 4 ET 10

LE FRONT NATIONAL CONTRE LA CORRUPTION

M 2311 - 848 - 20,00 F

N

NAIR Sami, militant politique, né le 23 août 1946 à Tlemcen (Algérie). Elu député européen *MDC* en 1999.

NAOURI Jean-Charles, président de sociétés, né le 8 mars 1949 à Bône (Algérie). Ayant intégré l'Inspection des Finances à sa sortie de l'*Ecole Nationale d'Administration* en 1975, ce neveu du rabbin de Bône publia cette même année, sous le pseudonyme de *Jacques Vittori,* un ouvrage intitulé *Nationalisations,* ouvrage favorable aux idées de droite qu'il combattit plus tard. En 1980, Jean-Charles Naouri fut chargé de mission à la direction du Trésor et secrétaire général-adjoint du *Comité d'Orientation pour le développement des industries stratégiques.* Devenu secrétaire général de cette organisation (octobre 1981), secrétaire général du *Fonds Spécial d'adaptation industrielle,* secrétaire général du *Comité Interministériel pour le développement des investissements* et le soutien de l'Etat, il remplit ensuite la fonction de directeur du cabinet du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité sociale, Pierre Bérégovoy. Jean-Charles Naouri suivit Pierre Bérégovoy au ministère de l'Economie et des Finances (juillet 1984-mars 1986). Tombé en disgrâce, il n'occupa plus alors que le poste de chargé de mission auprès du directeur du Trésor, puis celui de sous-directeur des établissements de crédit à la direction du Trésor. N'ayant pu obtenir d'être chef de service Jean-Charles Naouri rejoignit le privé. Associé-gérant de la banque de David de Rothschild (mai 1987), il créa, soutenu par ce dernier et y engageant 250 millions de F, son propre fonds d'investissement en capital-développement, *Euris. Euris* réunit vite 500 millions de F, somme aussitôt investie dans des participations minoritaires, dans des rachats d'entreprises à crédit. En 1990, *Euris* était évalué à 3,5 milliards de F, en 1996 à 10 milliards. Jean-Charles Naouri refusa de prendre part au raid sur la *Société Générale,* mais acquit des actions pour *Euris* et pour son compte personnel. Il fut inculpé comme coupable du délit d'initié (1990) ; ses démêlés judiciaires ne l'empêchèrent pas de tenir, peu après, entre autres avec le holding central de

FN

NATIONAL Mantais

"Faire que ce qui est fort soit juste et que ce qui est juste soit fort "

Édition de Mantes la Jolie N° 108 — Juin - Juillet 2000

ÉDITO

Par le sang versé...

Lors de sa récente visite dans notre pays, le Chef de l'État Algérien a tenu à se rendre à Verdun pour honorer la mémoire des soldats originaires des départements d'Afrique Française du Nord, morts pour la France durant la Grande Guerre.

Fort bien ! Mais pourquoi a-t-il fallu que dès son retour à Paris, répondant à un journaliste qui lui demandait s'il accepterait de tendre la main aux Harkis, le Président Algérien déclare : « ...C'est comme si vous demandiez à un Résistant de serrer la main d'un Collabo... »

D'un coté, il y aurait donc des héros, et de l'autre des gens infréquentables... Pourtant les uns comme les autres avaient choisi de servir la France, leur patrie, et de lui rester fidèles jusqu'à accepter de mourir pour elle. En vertu du « droit du sol », les uns comme les autres étaient déjà français. Par leurs sacrifices et le sang versé, ils le resteront à tout jamais.

Les Harkis et leurs familles font partie intégrante de la Nation française. Tout propos désobligeant à l'égard de cette communauté, prise dans son ensemble, est offensant envers la France. Nos invités seraient bien inspirés de s'en souvenir !...

Hélène d'André
Conseiller Municipal

Français, réveillez-vous !

Avez-vous oublié le passé de votre pays ? Avez-vous oublié nos traditions, avez-vous oublié nos valeurs, nos droits mais aussi nos devoirs qui font de nous des Français ?

Si nos compatriotes ne réagissent pas maintenant, nous avons des inquiétudes sur le devenir de notre pays et sur l'avenir de nos enfants.

Voici quelques données qui font réfléchir : l'ensemble de la population immigrée dans notre pays, toutes catégories confondues (immigrés binationaux, africains du nord ou du sud, Asiatiques et de diverses autres origines) représentent de 8 à 9 millions de personnes.

Sachant que le taux de fécondité des autochtones est de 1,77 dans notre pays quand celui des femmes immigrées se situe à 4.5 (le record appartenant aux africaines sub-sahariennes, avec un taux de 6,9), il est probable que vers le milieu du XXIème siècle et pour la première fois de son histoire, la France comptera plus d'allogènes que d'autochtones. Avec toutes les conséquences économiques et culturelles que cela entrainera.

Nos compatriotes sont-ils prêts à les accepter ?

Les Français doivent payer de plus en plus d'impôts afin que les étrangers puissent « s'intégrer ». Des sommes énormes seront englouties pour assurer le social, la sécurité, le judiciaire, etc..

Avec le traité d'Amsterdam et l'Europe bureaucratique, nous perdons le droit d'être un peuple, d'inviter chez nous qui nous plaît sans que Bruxelles décide des quotas d'immigrés ou de réfugiés qui doivent entrer sur notre sol. Les flux migratoires sont à nos portes. Si rien n'est fait, on verra se multiplier les révoltes comme dans le sud de l'Espagne où le peuple d'agriculteurs ne supportait plus de devenir étranger chez lui.

L'insécurité dans nos banlieues, si elle n'était pas prise au sérieux, que ce soit à l'école, dans les transports urbains, ce serait à terme l'anarchie, voire la guerre civile.

Depuis longtemps, le Front National dénonce le laisser-aller des hommes politiques qui refusent d'aborder les vrais problèmes.

« Au lieu d'importer des africains, développons l'Afrique »

Notre Mouvement, avec son Président Jean-Marie Le Pen, propose :

- Le rétablissement du contrôle aux frontières.
- la réforme du droit d'asile
- la suppression des cartes de séjour de 10 a tacitement renouvelables.
- une politique des visas plus rigoureuse
- L'expulsion immédiate des clandestins et d étrangers délinquants.
- l'application de la préférence nationale
- La suppression du regroupement familial
- Le rejet du vote des étrangers.

Notre objectif, c'est protéger la France Ce combat sera dur. C'est ensemble que nous combattons et c'est ensemble que nous vaincrons.

Michel Geya
FN Rive Droi

Moulinex et de *Casino Rallye,* la première place dans la grande distribution. A travers le canal des multiples holdings *Euris,* il détient plus de 30 % des parts de *Moulinex* et de *Casino Rallye,* 29,5 % de celles de *Schneider,* 1, 65 % de celle de *Navigation Mixte,* de *Go Sport,* d'*Athlete's Food,* des *Quatre-Temps,* d'*Italie 2,* etc. Le patrimoine de Jean-Charles Naouri se chiffre à 150 millions de F. Ce puissant personnage est affilié au *Siècle.*

NATALI Paul, administrateur de sociétés, né le 13 novembre 1933 à Saint-Genies-Malgoire (Gard). Conseiller régional de Corse, ancien président du Conseil général, conseiller général, il a été élu sénateur *RPR* de Haute-Corse le 27 septembre 1998.

NATIONAL HEBDO. Hebdomadaire « politiquement incorrect », paraissant le jeudi ; lié au *Front National* et resté fidèle à Jean-Marie Le Pen. Jean-Claude Varanne est le directeur de la publication et Yves Daoudal, le directeur politique. Jean Mabire a la haute main sur la chronique littéraire, Jean Roderto, sur les informations. A la rédaction : René-Louis Duval, Nicolas Gauthier, Guy Lehideux, Michel Limier, Béatrice Péreire, Topoline, etc. En outre, *www.nationalhebdo.com* comprend un billet quotidien d'Yves Daoudal, une rubrique quotidienne qui donne au jour le jour des informations avec un éclairage particulier et des commentaires sur l'actualité la plus variée (6, rue Vauguyon, 92210 Saint-Cloud).

NATIONAL MANTAIS (Le). Journal trimestriel de droite dirigé par Jean-Louis d'André avec la collaboration d'Hélène d'André, conseiller municipal de Mantes (31, rue des Abattoirs, 78200 Mantes-la-Jolie).

NATIONAL 44. Lettre d'informations des nationaux de la Loire-Atlantique, animé par le conseiller régional Arnaud de Périer, ex-responsable du *Front National,* rallié en 1999 au *Mouvement National Républicain,* dont il est devenu le secrétaire départemental. (B.P. 38718, 44187 Nantes Cedex 4).

NATION ET RÉVOLUTION. Revue bimestrielle fondée en 1999, de tendances nationalistes et révolutionnaires, créée par Lucien Bernard. Dirigée par Gilles Feunière, entouré de ses collaborateurs : Karl White, Khalyah, Lucien Bernard, Stéphane Parédé, etc. (*Nation et Révolution,* BP 252, 13608 Aix Cedex 1).

NAUCHE Philippe, médecin hospitalier et conseiller général, né le 15 juillet 1957 à Brive (Corrèze). Il fut élu député *PS* de la Corrèze le 1er juin 1997.

NAYRAL Bernard, professeur de collège, conseiller général et maire de Capestang, né le 19 juillet 1941 à Montpellier (Hérault). Elu député *PS* de l'Hérault le 12 juin 1988, il ne fut réélu que le 1er juin 1997.

NAYROU Henri, journaliste, conseiller général et maire de La Bastide-de-Serou, né le 21 novembre 1944 à Suc-et-Sentenac (Ariège). Il fut élu député *PS* de l'Ariège le 1er juin 1997.

NÉDÉLEC Charles, Emile, menuisier, né le 19 janvier 1907 à Paris, mort le 22 mars 1944 à Paris. Dirigeant de la *Jeunesse communiste,* il devint en 1932 le secrétaire de la 8e Union régionale

NATION RévolutioN

Numéro 3 - Mai / Juin 2000 - 25 F.

ORGANE EUROPEEN
NATIONAL-TERCERISTE

contient

les suppléments détachables

NEMETON et NAPALM ROCK

National 44

ISSN 0297-2745

LETTRE D'INFORMATION DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

MENSUEL – N° 124 – NOVEMBRE-DECEMBRE 1999 – 6 F.

EDITORIAL

Après le choix de notre nouveau nom, de notre nouvel emblème (la feuille de chêne dans le drapeau tricolore, ci-contre), c'est aujourd'hui le chantier de la rénovation de notre programme que nous ouvrons – avant d'aborder, demain, celui de la préparation des prochaines élections municipales !

Fidèles en tout cas à six grands principes :

Le M.N.R. veut **défendre l'identité française**, face à la mondialisation qui provoque immigration, islamisation, américanisation...

Le M.N.R. veut **restaurer l'ordre** républicain, en assurant la sécurité et l'autorité de la loi pour tous.

Le M.N.R. veut **rétablir les libertés économiques**, en défendant ceux qui créent, qui entreprennent et qui travaillent.

Le M.N.R. veut **instaurer la fraternité** sociale, en protégeant les Français et en restaurant la préférence nationale.

Le M.N.R. veut **rétablir la fierté nationale**, en rendant sa souveraineté à notre pays, dans une Europe des nations.

Le M.N.R. veut **promouvoir les valeurs traditionnelles** qui fondent notre civilisation : respect de la vie, promotion de la famille, défense des libertés.

Plus particulièrement chargé, pour le programme, du chapitre relatif à la défense des libertés auxquelles nous sommes attachés : libertés publiques, liberté de pensée, d'être, d'agir, nous attendons votre avis (par écrit), vos idées et vos propositions !

Arnaud de PERIER
Secrétaire départemental du M.N.R.
Membre du Bureau national

CONTRE LA DÉSINFORMATION
RADIO MNR
01 41 54 19 40

SOMMAIRE

- p. 1, Editorial
- p. 2, Vu du M.N.R.
- p. 3, Dossier
- p. 4, Vie du M.N.R.
- p. 5-6, Région
- Encart

NATIONAL 44

BP 287 44- 44187 NANTES Cedex 4.
Abonnement 1 an (10 numéros) : 60 F.
Directeur de la Publication :
Arnaud de PERIER.
Dépôt légal à parution. I.P.N.S.
Numéro de Commission paritaire :
0104P10763.

UN NOUVEAU NOM, UN NOUVEL EMBLEME

MOUVEMENT NATIONAL REPUBLICAIN

MNR

15, rue de Crussol-75015 Paris- Tél: 01 56 56 64 34

AVEC BRUNO MEGRET

DEPLIANTS ET AFFICHES SONT DISPONIBLES *(voir p. 4)*

Lors du Comité national qui s'est tenu à La Baule, Bruno Mégret a annoncé la dénomination nouvelle du « Mouvement National Républicain ».

« Nouveau sur la scène politique, le M.N.R. doit faire connaître son identité propre. A cette fin, il doit s'affirmer comme le mouvement qui inscrira enfin les idées qui sont les nôtres dans la réalité contemporaine pour les porter au pouvoir. Il n'est bien sûr pas question de renoncer aux idées qui sont les nôtres, ni d'abandonner les points de notre programme qui font notre identité, comme la préférence nationale, car ils sont indispensables au redressement de la France !....

Pour nous, la République c'est la *res publica*, c'est-à-dire la recherche du bien commun. C'est aussi une série de principes conformes à notre programme et que bafoue la classe politicienne. C'est la souveraineté du peuple : or l'Etablissement remet en cause la volonté du peuple et soumet la France à une autorité fédérale européenne. C'est la liberté et notamment la liberté de pensée, d'expression, de réunion ; or jamais la chape de plomb du « politiquement correct » n'a autant pesé sur la vie intellectuelle et politique de notre pays. C'est l'égalité des droits entre citoyens ; la mise en œuvre de quotas pour les minorités et la préférence étrangère bafouent ce principe. C'est aussi l'autorité de la loi et donc l'ordre public ; qui peut parler d'une loi égale pour tous quand les banlieues sont appelées du terme révélateur de zones de non-droit ? Ce sont enfin les vertus civiques, qui condamnent sans appel la corruption que nous combattons. Le M.N.R. défend la République quand nos adversaires, qui s'en réclament, la mettent en cause... »

(suite p. 4)

CGTU, puis en 1936 secrétaire général de l'Union départementale de la *CGT* des Bouches-du-Rhône. Il appartint également au comité central du *PCF,* dont il fut membre (1929), puis suppléant (1936). Dans la Résistance, il dirigea l'action communiste dans le Limousin, puis à Paris. Il mourut dans la Capitale d'une hémorragie cérébrale. Il était le frère d'un aveugle de guerre qui avait rallié le *PPF* de Doriot peu avant la guerre.

NÉDÉLEC Emile, aveugle de guerre, rallié à Doriot, était un ancien militant communiste, longtemps vice-président de l'*Association Républicaine des Anciens Combattants,* la fameuse *ARAC,* courroie de transmission du *PCF,* longtemps l'homme de compagnie du *Kominten,* membre du comité directorial de *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

NEIERTZ Véronique, technicienne supérieure en informatique documentaire, ancienne ministre, conseillère générale, née le 6 novembre 1942 à Paris. Elue députée *PS* de Seine-Saint-Denis le 21 juin 1981, elle fut réélue les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

NÉRI Alain, retraité de l'Education nationale, conseiller général et maire de Beauregard-l'Evêque, né le 1er mai 1942 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Elu député *PS* du Puy-de-Dôme le 12 juin 1988, il fut battu en 1993, mais élu de nouveau le 1er juin 1997.

NEUWIRTH Lucien, administrateur de sociétés, né le 18 mai 1924 à Saint-Etienne au sein d'une famille de petits-bourgeois israélites. Appelé en Algérie comme officier de réserve (1958), membre du *Comité de Salut Public,* lequel contribua au retour de Charles De Gaulle au pouvoir, représentant permanent en Algérie du ministre de l'Information Jacques Soustelle, ce Franc-Maçon notoire tour à tour *UNR, UDR, RPF,* siégea jusqu'en 1981 à l'Assemblée nationale. Secrétaire général de l'*UNR* (1959-1962), Lucien Neuwirth déposa le projet de loi, inspiré par les Loges, autorisant la contraception (1965), projet qu'en 1967 concrétisa le vote de la majorité des députés, et soutint la *loi Veil* qui permit l'avortement. Lucien Neuwirth présida le Conseil général de la Loire, fonda le Club *Progrès et Humanisme* (1981), rallia, lors de la « *Guerre de l'Ecole Libre* », le Club para-maçonnique *Jules-Grévy,* présida le comité de soutien à Balladur (1995), mais opta néanmoins pour Jacques Chirac peu de temps avant l'élection présidentielle. Il est membre titulaire de la délégation française aux Assemblées du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe Occidentale, et sénateur de la Loire depuis 1983. Il est affilié au *Siècle.*

NICOLIN Yves, chargé de mission, né le 5 mars 1963 au Coteau (Loire). Léotardien connu, Yves Nicolin battit l'ancien ministre Jean Auroux, maire de Roanne et fut élu député de la Loire le 28 mars 1993 ; il fut réélu le 1er juin 1997 et est aujourd'hui membre de *Démocratie libérale et indépendants.*

NOEL (Mme André), directrice du *Bulletin d'André Noël* que publiait son mari, ancien député, mort en 1964. Avec courage, elle a pris une succession périlleuse : le général De Gaulle fit interdire le *Bulletin* en 1962 et ses

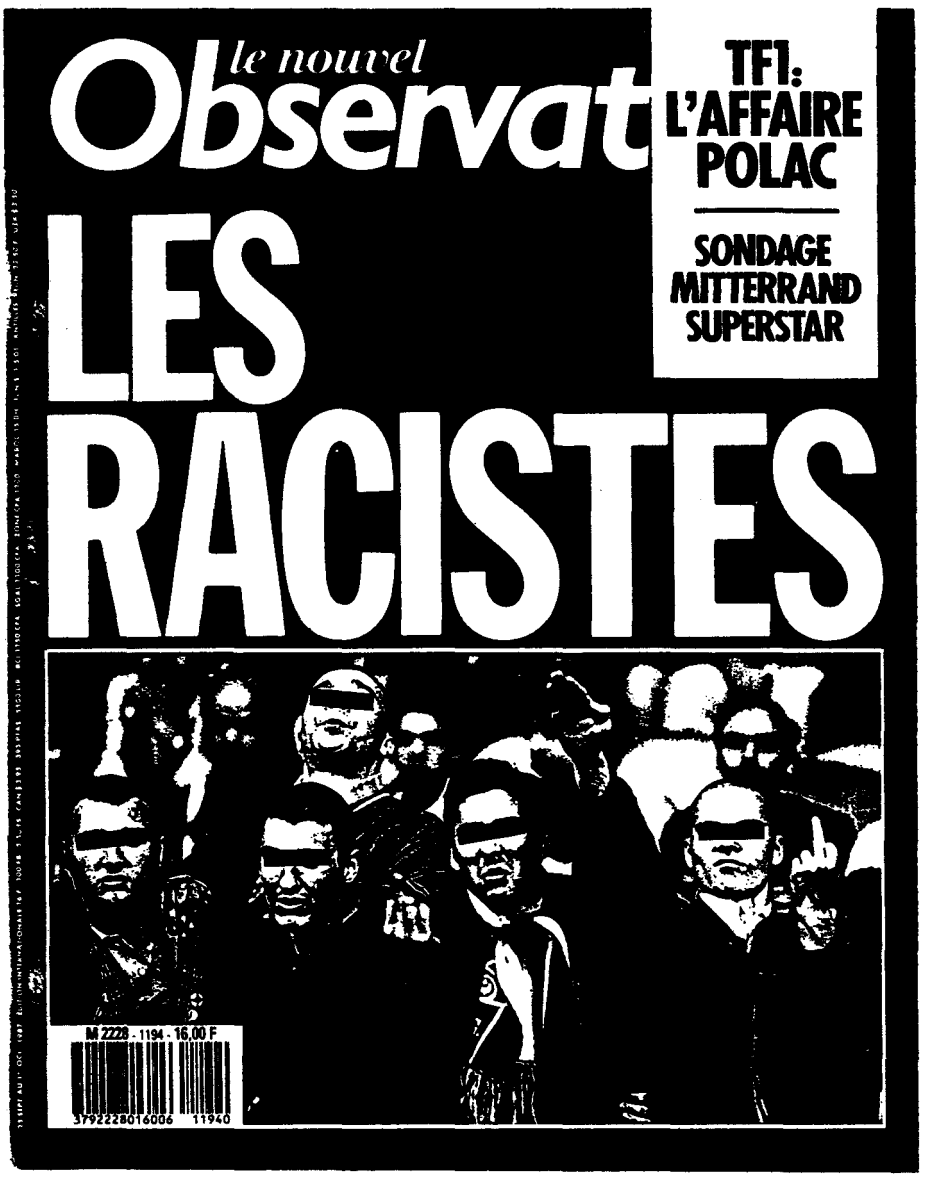
successeurs de gauche ou de droite goûtèrent guère la franchise de cette publication tirée à 5 000 exemplaires.

NOIR Michel, ingénieur-conseil, né le 19 mai 1944 à Lyon. Membre de l'*Union de la Jeunesse pour le Progrès*, il devint permanent du *RPR* dès 1964 et s'occupa du *Service d'Action Civique* (*SAC*). Michel Noir organisa la campagne de Louis Joxe à Lyon lors de l'élection législative de 1967, fut secrétaire fédéral du parti gaulliste dans le Rhône, dirigea le service d'ordre du *SAC* durant la manifestation du 31 mai 1968, lança l'éphémère société de conseil *European Business Service* (1972), créa l'école des cadres de l'*UDR* (1972), mena campagne en faveur de Jacques Chaban-Delmas (1974). Délégué national de l'*UDR* auprès de Jacques Chirac, d'Alexandre Sanguinetti, d'André Bord (1974-1976), cet ancien élève de l'*Ecole des Sciences Politiques* devint ensuite député du Rhône (1978, 1981, 1986, 1988), secrétaire à l'animation du *RPF* (1979-1981), cofonda le *Cercle* avec François Millon, Philippe Seguin et François d'Aubert. Quoiqu'ayant été promu ministre du Commerce extérieur en 1986, Michel Noir fut éloigné de la campagne présidentielle de 1988 par Jacques Chirac, et il s'employa, en compagnie de François Léotard, à former un groupe « rénovateur » *RPR-UDF* (les « *Quadra* »), puis, toujours aux côtés de François Léotard, monta la *Force Unie*. Les « *Quadras* » et *Force Unie* n'eurent de succès que dans les médias. Elu maire de Lyon (1989), Michel Noir croyant pouvoir faire cavalier seul, démissionna de son mandat de député, quitta le *RPR*, constitua le mouvement *Nouvelle Démocratie*. Réélu maire de Lyon en 1993, il dut toutefois, compromis dans plusieurs affaires financières, accusé de recel de biens sociaux, laisser la place à Raymond Barre en 1995. Michel Noir appartient au *Bilderberg Group* et est affilié au *Siècle*.

NON-CONFORMISTES (voir *Librairies non-conformistes*).

NORA Pierre, professeur d'histoire, né le 17 novembre 1931 à Paris. Ce fils d'un ami intime de Léon Blum fut professeur à la *Fondation Thiers* d'Oran, assistant, puis maître de conférences à l'*IEP*, directeur d'études à l'*Ecole des Hautes Etudes* (1978). Pierre Nora cofonda la collection *Archives* avec Christian Bourgois chez Julliard, fonda, aux *Editions Gallimard*, la *Bibliothèque des Sciences Humaines* (1966), la *Bibliothèque des Histoires* (1970), y dirigea la collection *Témoins* (1967). Avec Jacques Le Goff, Pierre Nora rédigea le manifeste *Faire l'Histoire* (1970), qui ouvrit l'ère de l'Histoire non-événementielle, « la Nouvelle Histoire » ; il créa la revue *Débat* et publia une suite de sept ouvrages d'histoire traitant des « *lieux de mémoires* ». Il est affilié au *Siècle*.

NORA Simon, frère du précédent, inspecteur des Finances, né le 21 février 1921 à Paris. Ex-militant communiste, ex-militant de la *SFIO* de la tendance piveriste (1939), il intégra l'inspection des Finances (1949), travailla ensuite avec le ministre des Finances Edgar Faure (1953-1954), puis avec le Premier ministre Pierre Mendès-France (1955-1956). Après avoir été directeur général du service économie et énergie de la *CECA*, Simon Nora revint à l'inspection des Finances et y publia un rapport sur la



L'hebdomadaire de la Gauche caviar est lu par les hommes d'affaires pressés.

gestion des entreprises du secteur public, rapport qui le sortit d'une relative obscurité (1966). Il devint délégué interministériel pour la télévision en couleur (1967-1971), chargé de mission pour l'ensemble des questions économiques et financières auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas (juillet 1969-août 1971), et lança pour celui-ci, avec Jacques Delors, l'idée de « *la Nouvelle Société* ». Le lendemain de la chute du Premier ministre, Simon Nora entra comme directeur général chez *Hachette,* fonda le journal *le Point.* Ayant démissionné (1974), il fut administrateur de la *Compagnie Luxembourgeoise* et, de nouveau revenu à l'inspection des Finances, rédigea un mémoire sur les industries agro-alimentaires (1974), un autre sur la réhabilitation de l'habitat (1975). Simon Nora fut également, de pair avec Alain Minc, chargé d'une mission de réflexion sur l'informatisation de la société française (1977), anima un groupe identique en 1977, dirigea, de 1982 à 1986, l'*Ecole Nationale d'Administration,* de laquelle il était l'un des anciens élèves. Mis à la retraite eu égard à son âge, Simon Nora présida le conseil de surveillance de la division française de la banque *Shearson Lehman Brothers* (1986), et assura la présidence d'*American Express* (1990). Membre de la *Fondation Saint-Simon,* il a aussi présidé *le Siècle* (1986-1990).

NORD-ÉCLAIR. Quotidien dirigé par Michel Prouvost, P.-D.G., et André Farine, directeur général-adjoint et directeur de la rédaction. Didier Husson est le rédacteur-correspondant à Paris (21, rue du Caire, 59052 Roubaix Cedex 01).

NORD-LITTORAL. Quotidien du Pas-de-Calais, dirigé par Pascal Dejean et « rédigé en chef » par Henri Desvignes (B.P. 108, 62102 Calais Cedex).

NORMANDIE MAGAZINE. Mensuel (20 000 exemplaires) dirigé par Christian Génicot, Catherine Forestier étant directrice de la rédaction (B.P. 414, 50004 Saint-Lô).

NOURRISSIER François, homme de lettres, né le 18 mai 1927 à Paris. Secrétaire général des éditions *Denoël* (1951-1952), ensuite rédacteur en chef de *la Parisienne* (1955-1958), il occupa le poste de conseiller littéraire aux éditions *Grasset.* Homme de droite fréquentant les compromettants « *Hussards* », il devint gauchisant en épousant la petite-fille d'un des banquiers de Rothschild. François Nourrissier retourna alors sa veste et devint critique littéraire à *Paris-Match,* à *Marie-Claire,* au *Nouvel Observateur.* Collaborateur d'*Information Juive,* du *Point* depuis la fondation de ce périodique, du *Figaro Magazine* depuis 1975, membre de l'Académie Goncourt depuis 1977, il devint secrétaire général de cette compagnie en 1983, et la préside depuis 1996. Il est affilié au *Siècle.*

NOUVEL OBSERVATEUR (Le). Hebdomadaire de la « gauche caviar » dirigé par Claude Perdriel, un ancien homme de confiance du baron Edmond de Rothschild, le plus riche de la célèbre famille de banquiers : du jour au lendemain, ce rothschildien rallia l'hebdomadaire de Claude Bourdet et adopta ses idées progressistes. Excellent homme d'affaires, Claude Perdriel, secondé par Jean Daniel, directeur de la rédaction, fit prospérer le journal dont le tirage atteint 480 000 exemplaires.

La rédaction, nombreuse et variée, compte notamment : Pierre Bénichou, Josette Alia, Jacques Julliard, Claude Weil, K.S. Karol, Françoise Giroud, Dominique Nora, et plusieurs douzaines de grands reporters, de rédacteurs en chef et de rédacteurs en chef-adjoints, de collaborateurs, à tel point que si chacun d'eux écrivait plus de dix lignes, il faudrait donner à ce journal copieux l'allure d'un bottin (10-12, place de la Bourse, 75002 Paris).

NOUVELLE ACTION ROYALISTE (NAR) (La). Mouvement royaliste populaire créé en 1971 par Bertrand Renouvin sous le nom de *Nouvelle Action Française*. Ce mouvement mène jusqu'en 1972 une violente campagne contre *Nouvelle Ecole* (*Nouvelle Droite*). En mai 1974, il présente son fondateur à l'élection présidentielle ; en mars 1977, treize listes aux élections législatives, et s'intitule en octobre *Nouvelle Action Royaliste* (*NAR*) ; puis soutient François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981. En 1982, la *NAR* forme le *Club Nouvelle Citoyenneté*, lieu de rencontre d'hommes et de femmes politiques venus d'horizons divers. En mars 1983, elle s'entend, à l'occasion des élections municipales de la capitale, avec les Jobertistes du *Mouvement Démocrate*, présente des listes *Paris Pour Tous*, et, en mars 1986, une liste dans le Maine-et-Loire aux élections législatives, puis s'associe, en juin, à l'appel de la *Ligue des Droits de l'Homme* contre le projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers sur le territoire français, adhère en octobre, au *Collectif contre la réforme du code de la nationalité*. En 1988, les *Nouveaux Royalistes* conseillent de voter pour François Mitterrand à l'élection présidentielle, en novembre, de voter « oui » au Rérérendum sur la Nouvelle-Calédonie. En novembre 1989, ils rallient le *Collectif 89 pour l'Egalité* favorable à l'octroi du droit de vote aux immigrés, et, en 1991, à l'instigation du président de la République, le regroupement mitterrandiste de Jean-Pierre Soissons, *France Unie*, mais le quitte quelques mois plus tard. En septembre 1992, la *NAR* préconise de voter « oui » lors du Référendum sur Maastricht. En mars 1993, elle s'oppose à la fois, durant les élections législatives, aux partis écologistes et au *Front National*, présente un candidat « symbolique » dans la circonscription de Philippe de Villiers, et, en mai 1994, recommande le vote blanc à l'élection présidentielle. Un Comité de douze membres, membres que désigne un Conseil National de trente-deux personnes élues par les adhérents, dirigent la *NAR*. Auprès de Renouvin — devenu conseiller économique et social (nommé par le Pouvoir) — siègent à la direction du mouvement : Gérard Leclerc (né le 14 juin 1942), Yvan Aumont (né le 19 mai 1938), Philippe Cailleux (né le 28 décembre 1954), Régine Judicis (née le 22 avril 1942). Un bimensuel, *Royaliste*, un trimestriel, *Cité*, un mensuel interne composent sa presse. (Le siège de la *NAR* se tient 17, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris).

NOUVELLE ÉCOLE. Revue théorique de la Nouvelle Droite, fondée en 1968. Parution trimestrielle, puis annuelle. Directeur : Alain de Benoist ; rédacteur en chef : Charles Champetier. Chaque numéro s'ordonne autour d'un thème central : psychologie, sociologie, archéologie, etc. (41, rue Barrault, 75013 Paris).

NOUVELLE RÉPUBLIQUE DES PYRÉNÉES (La). Quotidien lié à *la Dépêche du Midi,* précisément dirigé Jean-Michel Baylet, le « patron » du quotidien toulousain, l'un des radicaux de gauche les plus connus dans le Midi, assisté de Christophe Clément, directeur général, et Jean-Louis Toulouze, rédacteur en chef (B.P. 730, 65007 Tarbes Cedex).

NOUVELLE RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST (La). Quotidien régional dont le directoire est présidé par Jacques Saint-Cricq, David Bohbat en étant le vice-président et Christian Allory, membre. La rédaction est animée par Hervé Guéneron, rédacteur en chef. Jean-Marc Brosset et Pascal Arnaud, ses adjoints. Aux informations, Hervé Cannet. L'édition départementale est dirigée par Jean-Pierre Bel. Les questions politiques et de presse relèvent de Jean-Claude Arbona (B.P. 2029, 37020 Tours Cedex 1).

NOUVELLE SOLIDARITÉ. Publication bi-mensuelle (8 000 exemplaires) dirigée par François Calentier et « rédigée en chef » par Christine Bierre (8, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris).

NOUVELLES CALÉDONIENNES (Les). Quotidien (21 000 ex.) dirigé par Philippe Hersant et Benoît Luizet ; rédacteur en chef : Didier Fléaux (B.P. 179, Nouméa, Nouvelle-Calédonie).

NOUVELLES DE BRETAGNE (Les). Hebdomadaire diffusé à 17 000 exemplaires dans la région de Redon. Pierre Roussette et Stéphane Le Tyrant sont respectivement directeur et rédacteur en chef (28, quai Surcouf, 35600 Redon).

NOUVELLES DE FALAISE (Les). Journal bi-hebdomadaire, fondé en 1947, dirigé par Pierre Lenôtre, secondé par Richard Mesnildrey, rédacteur en chef (9, rue du Champ-Saint-Michel, 14700 Falaise Cedex).

NOUVELLES DE SABLÉ (Les). Hebdomadaire dirigé par Martine Laruaz ; rédacteur en chef : Raymond Saulnier (B.P. 4, route du Mans, 72301 Sablé-sur-Sarthe).

NOUVELLES DE TAHITI (Les). Quotidien dirigé par Philippe Hersant et Pascal Heems, la rédactrice en chef étant Muriel Pontarollo (B.P. 629, Papeete, Tahiti).

NOVELLI Hervé, Alexandre, industriel, né le 6 mars 1949 à Paris XVe, fils de François Novelli, chef d'entreprise, et de Mme, née Geneviève Drot. Conseiller du président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française (1977-1986), président des établissements Janton (depuis 1982), chef de cabinet d'Alain Madelin (ministre de l'Industrie), cofondateur et secrétaire général d'Euro 92 (1988), directeur à l'Omnium financier de Paris (groupe Total) (1990), conseiller municipal de Richelieu (1989-1995), de Joué-lès-Tours (depuis 1995), député de l'Indre-et-Loire (*UDF*) (1993-1997), ancien vice-président du groupe *UDF* à l'Assemblée nationale, conseiller général (1997), puis vice-président du conseil général de l'Indre-et-Loire (1998), député *DL* au Parlement européen. Auteur de : *Aider les PME, défis et réalités* (1994).

NUDANT Jean-Marc, gérant de sociétés et conseiller général, né le 20 janvier 1942 à Besançon (Doubs). Il

devint député *RPR* de Côte-d'Or le 29 novembre 1998, en remplacement de Louis de Broissia, élu sénateur.

NUNZI Jean-Paul, enseignant, conseiller général et maire de Moissac, né le 25 mai 1942 à Agen (Lot-et-Garonne). Appelé le 29 juillet 1988 à remplacer le radical de gauche Jean-Michel Baylet, nommé membre du gouvernement, il fut ensuite élu député *Radical, citoyen et vert* le 1er juin 1997.

La revue
NOUS LES FRANÇAISES

sans doute vous en êtes-vous aperçue, chère Madame, est bien différente de la presse féminine que vous trouvez chez le marchand de journaux.

C'est, avant tout, une publication faite pour l'éducation politique de ses lectrices et de ses lecteurs. Des journaux de mode, il y en a beaucoup. Il existe, Dieu merci ! des hebdomadaires et des revues qui défendent les idées nationales. **Nous, les Françaises** le fait et, en plus, s'applique à informer, à instruire celles et ceux qui lui font confiance, en insistant sur des faits peu connus, en présentant des personnages trop discrets, bref en révélant le côté caché des choses.

Publications H.C., B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18

O

OBADIA Alain, cadre de la RATP, né le 15 décembre 1949 à Paris. Elève de l'*Institut d'Etudes Politiques,* militant du *PSU,* ce fils d'un chauffeur de taxi et d'une poinçonneuse de la *RATP* prit part à la campagne présidentielle de Michel Rocard (1969), puis rallia le *PC* (1970). Entré au service marketing de la *RATP* (1971), il devint secrétaire général-adjoint du syndicat *CGT* des ingénieurs et cadres de la Régie, siégea au secrétariat national de l'*Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT* (1978) et au bureau exécutif de celle-ci (1978), fut son secrétaire général-adjoint (1979) puis son secrétaire général (1982), et intégra le bureau confédéral de la *CGT* (1982) comme responsable de la communication interne et externe de l'organisme. Alain Obadia démissionna, au mois de décembre 1992, du comité central du *PC,* mais demeura malgré tout au comité exécutif du Parti. Il s'affilia au *Siècle.* Chargé de mission auprès de la direction de la *RATP,* il appartient également au Conseil Economique et Social.

OBSERVATEUR (L'). Hebdomadaire du Nord, couplé avec *le Courrier* et *la Sambre,* tirant ensemble 33 500 exemplaires, et dirigé par Jean-Pierre Vitu de Kerraoul (B.P. 1, 59440 Avesnelles).

ŒUVRE FRANÇAISE (L'). Mouvement nationaliste fondé et dirigé par Pierre Sidos, ancien dirigeant de *Jeune Nation.* Travaillant surtout en profondeur, ce noyau dur du nationalisme méprise « l'électoralité » et s'emploie à former les cadres du mouvement national français. Fait paraître, lorsque le besoin s'en fait sentir, *Le Soleil,* journal de doctrine et d'action. Les procès et autres persécutions n'ont pas réussi à décourager Pierre Sidos et ses amis, nombreux dans les diverses tendances de la mouvance nationale et sociale (4 bis, rue Caillaux, 75013 Paris).

OH LA ! Hebdomadaire animé par Christophe Laffaille, directeur de la rédaction. Tirage annoncé : 370 000 exemplaires (123, Champs-Elysées, 75008 Paris).

L'Œuvre Française. Président : Pierre Sidos. 4 bis, rue Caillaux, 75013 Paris.

Accès au Domaine

PAR LE TRAIN

Voyage aller
Paris Gare de Lyon ⇒ Nemours Saint-Pierre
Dimanche 1er Octobre - *Départ Paris 11h15 - Arrivée Nemours 12h00*

Voyage retour
Nemours Saint-Pierre ⇒ Paris Gare de Lyon
Dimanche 1er Octobre - *Départ Nemours 17h36 - Arrivée Paris 18h44*

Une navette sera assurée entre la gare de Nemours Saint-Pierre et le lieu du Congrès.

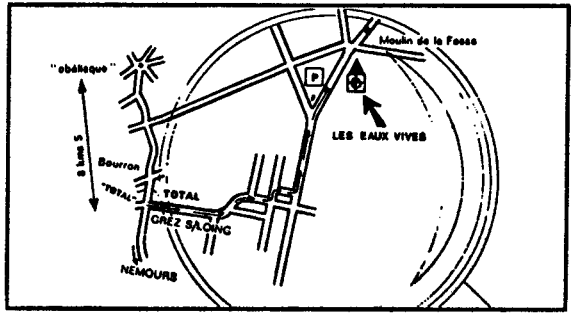
PAR LA ROUTE

Par l'Autoroute A6
En venant de Paris, prendre la sortie Fontainebleau ou Nemours
En venant de Lyon , prendre la sortie Nemours
Puis prendre la nationale N7 direction Grez-sur-Loing
Suivre les indications fournies par le plan ci-dessous

Par la nationale N7
Entre Fontainebleau et Nemours, suivre les indications fournies sur le plan.

Carte de la région: Carte Michelin n° 61 - Pli n°12.

En cas de problème, téléphonez au 06.60.90.36.43 ou 06.07.75.20.83



VIIème Congrès de l'Œuvre française

dans la région de

FONTAINEBLEAU

Aigle de Fontainebleau

sur le thème

L'UNITÉ DE LA FRANCE
Un nationalisme d'Espérance

Samedi 30 septembre - Dimanche 1er octobre 2000

L'ŒUVRE FRANÇAISE

4 bis rue Caillaux 75013 PARIS
Tél : 01.44.24.22.54

Aigle de St Jean situé au fronton de la basilique de Notre-Dame-de-Fourvière à Lyon.

Ami,

Vous trouverez sous ce pli votre carte d'adhérent 1999. Nous tenons à insister sur le fait qu' elle constitue une véritable carte d'identité française et symbolise votre appartenance à la Famille de France représentée par l'*Œuvre française*.

Le numéro d'ordre annuel attribué à votre carte correspond à une réalité pratique, aisément exprimable. Il s'agit d'une numérotation à huit chiffres. La lecture révèle, pour qui connaît le code correspondant, le millésime de votre année d'adhésion; la tranche d'âge à laquelle vous appartteniez à l'époque de votre adhésion; votre zone de residence; le dénombrement effectif des cartes délivrées dans l'année en cours. En complément s'appliquent des pastilles autocollantes exprimant, par l'utilisation de couleurs différentes, soit des participations à des activités marquantes, soit des mérites exceptionnels. Au dos de la carte se trouvent douze cases devant recevoir des timbres collants, à la marque de l'*Œuvre française*, sans aucune indication de valeur, mais de couleurs différentes, qui expriment ainsi discrètement les sommes versées: (Blanc=30 F ; Vert=50 F. ; Jaune=100 F. ; Rouge=500 F.) Soit une cotisation correspondante à un versement de UN franc par jour minimum, sans limitation maximale indiquée.

Chacune des douze cases est illustrée par une photographie d'un des maîtres du nationalisme français ou de celui de figures exemplaires d'autres nationalistes en Europe:

JANVIER
Henry COSTON (Né le 20 décembre 1910): Écrivain et journaliste - Auteur notamment du "*Dictionnaire de la politique française*" (4 volumes) et de très nombreux ouvrages dont "*Les financiers qui mènent le monde*"

FÉVRIER
Maurice BARDÈCHE (1909-1998): Écrivain et journaliste - Beau-frère de Robert Brasillach - Auteur notamment de "*Nuremberg ou la terre promise*", "*Lettre à un sénateur d'Amérique*", "*Qu'est-ce-que le fascisme?*", "*Sparte et les sudistes*".

MARS
Robert BRASILLACH(1909-1945): Écrivain, fusillé le 6 février 1945 - Auteur, en outre, des "*Poèmes de Fresnes*" écrits en prison et du livre "*Notre avant-guerre*".

AVRIL
Maurice BARRÈS(1862-1923): Écrivain - Auteur notamment du livre "*Scènes et doctrines du nationalisme*"

MAI
Charles MAURRAS(1868-1952): Écrivain et journaliste - Fondateur du journal et du mouvement "*L'Action française*" - Auteur notamment du livre "*Mes idées politiques*".

JUIN
Edouard DRUMONT(1844-1917): Journaliste - Fondateur du journal "*La Libre Parole*" - Auteur notamment de "*La France juive*" et "*La Fin d'un monde*".

JUILLET
Alexis CARREL(1873-1944): Chirurgien et physiologiste - Prix Nobel de médecine en 1912- Auteur des livres "*L'Homme cet inconnu*" et "*Réflexions sur la conduite de la vie*"

AOÛT
Léon DEGRELLE(1906-1994): Fondateur et chef du mouvement belge *Rex* - Auteur notamment du livre "*Les âmes qui brûlent*".

SEPTEMBRE
Philippe PÉTAIN(1856-1951): Maréchal de France - Vainqueur de Verdun - Initiateur de la *Révolution nationale*, Chef de l'*Etat français*.

OCTOBRE
Cornelîu CODREANU(1899-1938): Avocat - Fondateur du mouvement légionnaire roumain "*La Garde de Fer*" - Auteur des livres "*La Garde de Fer*" et "*Journal de Prison*"

NOVEMBRE
Marcel BUCARD(1895-1946): Héros de la guerre 14/18 - Fondateur et chef du "*Parti franciste*" - Fusillé le 19 mars 1946.

DÉCEMBRE
José Antonio PRIMO DE RIVERA(1903-1936): Avocat - Fondateur du mouvement "*La Phalange espagnole*". Exécuté le 20 novembre 1936 par les Rouges

Au sein de l'Œuvre française, les obligations d'un membre sont permanentes. L'usage constant est le refus de l'organigramme pompeux et de tout poste honorifique. Quiconque adhère ne doit compter se prévaloir d'aucune prérogative sociale ou professionnelle; chacun est estimé en fonction de son action et de sa valeur personnelle. Les responsabilités se prennent et s'assument suivant les mêmes principes. Le membre de l'Œuvre française, en toute occasion, doit montrer l'exemple d'une parfaite tenue morale et physique en ayant toujours à l'esprit que sur son attitude sera jugé l'ensemble des membres. Les mesures de propagande sont communes à toutes les fédérations et à tous les membres, et ne doivent répondre en aucune manière à une particularité locale ou à la spontanéité personnelle. Les tracts et les affiches de l'Œuvre française ne peuvent être distribués et apposés que par des membres de l'Œuvre française; tout comme ces mêmes membres ne peuvent distribuer et apposer que des tracts et des affiches de l'Œuvre française. Le siège central se refuse par avance d'être tenu pour responsable ou de s'engager après coup dans toute affaire provoquée par des initiatives locales ou privées contrediisant les règles définies de propagande et de l'organisation.

Le secrétariat du siège central reçoit les appels et les visites du lundi au vendredi de 14 h à 18 h
Métro: Ligne 7 - Station: Maison blanche

LA CHAPELLE-D'ANDAINE

Le PDG et le directeur des achats de Fléchard SA mis en examen

Lire en page 5

L'ORNE combattante

Edition "FLERS BOCAGE - ALENÇON"

59e année - N° 2836 - Numéro de commission paritaire : 66765 — Le numéro : 6,00 F - Jeudi 13 juillet 2000

ARRIVAGE IMPORTANT

ASTRA Edition 2000 et CORSA TOP

à partir de 49.900 F*

*Corsa Top 3 portes 1,0 l 4 cv, offre non cumulable, dans la limite des stocks disponibles

OPEL FLERS

D. BEDOUELLE 55, rue du Champ-de-Foire FLERS - Tél. 02.33.65.22.21

TINCHEBRAY

• Le grand comice prend forme

• Sœur Marie-Mad nommée dans le Jura

Lire en page 13

ST-PIERRE-D'ENTREMONT

Premier bilan pour la halte garderie

Lire en page 14

Nommé supérieur du séminaire interdiocésain de Caen

L'abbé Gicquel des Touches quitte l'Orne

Par décision des trois évêques de Séez, Bayeux et Coutances, l'abbé Loïc Gicquel des Touches, curé de la paroisse Saint-Pierre/Saint-Paul en Bocage depuis 1998 et professeur d'écriture sainte au séminaire de Caen depuis 1986, vient d'être nommé pour six ans supérieur du séminaire interdiocésain et directeur du Centre d'études théologiques. Une nouvelle étape dans la vie sacerdotale de cet Ornais, né à Alençon voilà 47 ans. Si cette nomination prend effet au 1er août prochain, l'abbé quittera définitivement ses paroissiens au retour des vacances d'été. Une messe d'au revoir est d'ailleurs prévue le dimanche 17 septembre. D'ici là, Loïc Gicquel des Touches passera le mois de juillet au presbytère de La Lande-Patry, puis il se rendra à Rome en août pour les JMJ (Journées Mondiales de la Jeunesse).

Depuis cette nouvelle, l'équipe pastorale qui l'entoure est dans l'expectative ne sachant pas quel prêtre sera désigné par le Conseil épiscopal pour lui succéder. *« Comme pour moi, ce sera sans doute le même rythme d'occupation du presbytère : 3 ou 4 jours la semaine. Il aura besoin du concours de tous et du dynamisme insufflé depuis 2 ans »* commente l'abbé. Lundi, une réunion avait lieu entre le curé et son équipe. L'occasion de dresser le bilan de ces deux années passées mais également d'accueillir sœur Philombre Ach qui arrive de Lassay-les-Châteaux pour prendre la succession de sœur Marie-Madeleine partie dans le Jura.

(lire en page 9)

Michel Morisseau

En septembre 1998, l'abbé Loïc Gicquel des Touches avait succédé à l'abbé André Gouël parti à Tinchebray après 19 ans passés à La Lande.

FAITS DIVERS

• Près de Vire, deux Flériens tués dans une collision

• Un Alençonnais meurt asphyxié dans son appartement

• Une Alençonnaise se tue en Vendée

Lire en page 5

FLERS

Des Flériens à l'expo universelle d'Hanovre

Lire en page 6

LITTÉRATURE

OISE HEBDO (L'). Journal paraissant une fois par semaine à Compiègne, dirigé par Vincent Gérard (26, rue du Harlay, 60200 Compiègne).

OLLIER Patrick, cadre de société, conseiller général et maire de La-Salle-les-Alpes-Serre-Chevalier, né le 17 décembre 1944 à Périgueux (Dordogne). Elu député *RPR* des Hautes-Alpes le 12 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

ONESTA Gérard, militant écologiste, né le 5 août 1960 à Albi. Elu député européen (*Verts*) en 1999.

OPINION INDÉPENDANTE DU SUD-OUEST (L'). Créé et dirigé pendant des années par Charles Arrivets et installé à Agen, en Lot-et-Garonne, cet hebdomadaire a viré de bord : de journal de droite, il est devenu opportuniste mais résolument antimarxiste. Hélène Didier est la directrice de la publication ; c'est elle qui, pour sauver le journal, a fait faire cette évolution au vieil organe de presse d'Arrivets (B.P. 475, 31010 Toulouse Cedex).

ORDIONI Pierre, ministre plénipotentiaire (E.R.), né le 9 février 1907 à Reims. Colonel honoraire de l'armée blindée cavalerie, docteur en droit et en histoire, évadé après avoir été fait prisonnier à Toul en juin 1940, il fut nommé à Vichy en novembre de la même année et fut directeur du cabinet du gouverneur Pagès, préfet d'Alger, en 1941, rejoignant une filière du S.R.-Air où il travailla à recueillir des renseignements pour l'état-major de l'armée américaine. Il s'engagea alors à ne pas révéler pendant cinquante ans des Secrets d'Etats qui auraient pu changer le cours de l'Histoire. Il commanda le 2e Régiment de Spahis algérien de reconnaissance en 1944 avant d'être porte-parole au Service de Presse du ministère des Affaires étrangères en 1946, puis conseiller diplomatique du ministre Kœnig et de ses successeurs.

ORNANO Paul (d'), ingénieur de l'*Ecole Centrale des Arts et Manufactures,* né le 1er août 1922 à Sainte-Marie-Sicché (Corse). Elu sénateur des *Français établis hors de France* le 2 octobre 1974, il a été réélu les 3 octobre 1977, 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est membre du *RPR.*

ORNE COMBATTANTE (L'). Hebdomadaire diffusant 17 500 exemplaires dans le département de l'Oise, animé par Jean-Marc Williotte, directeur et Serge Couasnon, rédacteur en chef (B.P. 18, 61101 Flers Cedex).

ORNE HEBDO (L'). Journal du groupe Méaulle diffusé dans le département de l'Orne à 11 400 exemplaires. Directeur : Bernard Méaulle, rédacteur en chef : Jean-Marie Foubert (9, rue Poulet-Malassis, 61000 Alençon).

ORTOLI François-Xavier, inspecteur des Finances, né le 26 février 1925 à Ajaccio. Ayant intégré l'inspection des Finances après sa sortie de l'*Ecole Nationale d'Administration* (1948), il appartint au cabinet du ministre des Affaires économiques (1951, 1953, 1957) avant d'occuper successivement le poste de directeur du marché intérieur de la Commission Européenne Economique (1958) et celui de secrétaire général du Comité Interministériel pour les questions de coopération économique européenne (1961). Conseiller technique de Georges Pompidou

L'Opinion

INDEPENDANTE

Habilité à publier LES ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES dans le département de la HAUTE-GARONNE

VENDREDI 7 JUILLET 2000 - 6,50 Frs

Le Gay pouvoir

LIVRE

PASCAL BRUCKNER CONTRE LE DEVOIR DE BONHEUR

EN PAGE 6

CONSEIL MUNICIPAL

Le budget supplémentaire de la ville est adopté sur fond de campagne électorale.

PAGE 2

CONSEIL REGIONAL

Midi-Pyrénées dans la course au Synchroton.

PAGE 2

PRÉSOMPTION D'INNOCENCE

Compte-rendu du colloque animé par l'Institut de Criminologie de Toulouse avec le Professeur ROUJOU DE BOUBÉE.

PAGE 3

FONDATION BEMBERG

Rudolf DIENER-DENES, le hussard de la peinture hongroise

PAGE 3

FOOT

Quand les élites découvrent le foot...

DER

D7173 - 2414

47e année - HEBDOMADAIRE - L'Opinion Indépendante - 1 Rue d'Alsace Lorraine - BP 475 - 31080 Toulouse Cedex 6 - TEL: 05 34 31 23 23 - Fax: 05 34 31 98 26

(1962), il fut ensuite directeur du cabinet de celui-ci à Matignon, François-Xavier Ortoli représenta le gouvernement auprès de l'*Agence Havas* (1967), et il fut commissaire général du Plan (1967), ministre de l'Equipement et du Logement (1967-1968), peu de temps ministre de l'Education nationale. Elu député *UDR* en 1968, François-Xavier Ortoli démissionna rapidement de son mandat pour devenir ministre de l'Economie et des Finances (1968-1969). Ministre du Développement industriel et scientifique (de 1969 à 1973), il présida la commission des Communications Européennes à Bruxelles. Cet affilié du *Siècle* remplit aussi la fonction de président-directeur général de *Total* et de la *Compagnie Française des Pétroles* jusqu'en 1990. Président du *CNPF International,* il œuvra aux créations du *SME,* de l'*Ecu,* et préside depuis 1996 l'*Association Ouest-Atlantique.*

OUEST-FRANCE. Quotidien démocrate-chrétien ayant remplacé le quotidien démocrate-chrétien *l'Ouest-Eclair,* frappé d'interdit en 1944, en raison de sa fidélité au Maréchal Pétain. Avec 783 000 exemplaires, il a le plus fort tirage des quotidiens français. François-Régis Hutin est le P.-D.G. de la société éditrice du journal, et Philippe Amyot d'Inville, le vice-président. L'équipe directrice se compose de Michel Nozière, directeur général ; Antoine de Tailé, directeur général adjoint, Jean-Paul Boucher, directeur délégué ; Gaëtan Lahaie, secrétaire général ; Didier Pillet, rédacteur en chef et ses adjoints : Daniel Floc'h et Claude Olivier ; Paul Goupil, Jean-Pierre Chapelle et Jean-Luc Evin, secrétaire généraux de la rédaction, Théo Le Diouron, directeur-adjoint des informations régionales. Sont plus spécialement chargés des questions politiques : Didier Eugène, Jean-Yves Boulic et Roland Godefroy. L'édition dominicale du quotidien est dirigée par Jacques Harduin et Yvon Lechevestrier (adresse : 35051 Rennes Cedex 09).

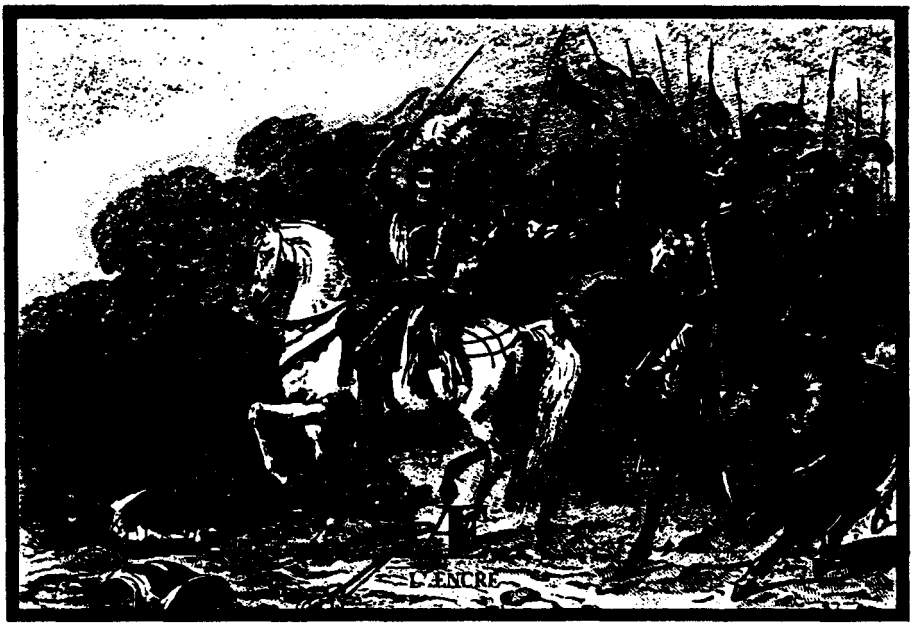
OURSIN (L'). Pamphlet mensuel d'opposition nationale — qui « pique mais ne blesse pas » — rédigé et dirigé par Claude Berger (BP 535, 83616 Fréjus).

OURY Didier, Henri, ingénieur des Mines, né le 5 novembre 1953 à Boulogne-Billancourt. Ingénieur à la direction interdépartementale de l'industrie de Bourgogne-Franche-Comté de 1978 à 1981, chargé de mission à temps partiel auprès du préfet de cette région et délégué de l'*Anvar* local, il fut, de juillet 1981 à juillet 1984, chargé de mission au cabinet du ministre de l'Economie et des Finances Jacques Delors, puis chef de service des réseaux-câbles *Portenseigne* (groupe *Philips*). Didier Oury intégra la présidence de la République au mois de juillet 1988. Il y occupa successivement le poste de chargé de mission et de conseiller technique pour les Affaires industrielles (janvier 1989). Ayant rejoint le secteur privé (1991), Didier Oury remplit la fonction de directeur général auprès du président de *Carnaud-Metalbox,* société où il siégea au comité exécutif et au directoire. Didier Oury quitta *Carnaud-Metalbox* (1993) afin de monter d'abord une structure d'investissement et de fusion-acquisition, et après de cofonder avec l'ancien délégué général de la *Chambre Syndicale des constructeurs automobiles* Yves Aubin la société *Fasa* (1994) et qu'aujourd'hui il préside. Il est affilié au *Siècle.*

OUTIN Bernard, instituteur et maire de Firminy (Loire), né le 26 janvier 1944 dans cette ville ouvrière. Il fut élu député *PCF* de la Loire le 1er juin 1997.

Jean SILVE de VENTAVON

CHRONIQUES D'HISTOIRE



P

PAECHT Arthur, magistrat municipal, né le 18 mai 1932 à Vienne (Autriche), de parents que les horreurs de la guerre arrachèrent à son affection. Il fut naturalisé français en 1948, étudia la médecine et exerça quelque temps en même temps qu'il militait à l'*UDR*. Elu député du Var sous l'étiquette du *Parti Républicain* (1978), il a été constamment réélu. Il devint aussi maire de Bandol. Le président Mitterrand en fit un ministre à l'Urbanisme, puis il remplaça Charles Hernu à la Défense (1986). *Le Matin,* quotidien éphémère de la gauche, l'attira : il en fut, en quelque sorte, le « superviseur » (de Villemarest *dixit*). Co-auteur d'un projet de loi portant création d'une « *délégation parlementaire sur le Renseignement* », il a provoqué quelques inquiétudes dans les milieux de la Droite nationale.

PAGANISME (voir page 376).

PAILLÉ Dominique, directeur d'hôpital, conseiller général, né le 28 mai 1956 aux Aubiers (Deux-Sèvres). Elu député *UDF* des Deux-Sèvres le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Il est maire de sa ville natale.

PAJON Michel, enseignant d'université et maire de Noisy-le-Grand, né le 30 juin 1949 à Drancy (Seine-Saint-Denis). Elu député *PS* de Seine-Saint-Denis le 25 février 1996, en remplacement de Christian Demuynck, élu sénateur ; il fut réélu le 1er juin 1997.

PANAFIEU Françoise (de), née le 12 décembre 1948 à Moyeuvre-Grande (Moselle). Fille de François Missoffe, ancien ministre gaulliste, petite-fille du maître de forges de Wendel, elle participa aux révoltes étudiantes : elle était même une des « enragés » de Cohn-Bendit en mai-juin 1968. Appelée le 1er avril 1986 à remplacer Alain Juppé, démissionnaire après avoir été élu le 16 mars 1986, elle fut élue député *RPR* de Paris les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

PANDRAUD Robert, inspecteur général de l'administration, né le 16 octobre 1928 au Puy-en-Velay (Haute-Loire) au sein d'une famille socialiste.

L'AUTRE HISTOIRE

Numéro 14. Troisième année. Mars 2000. 75 F.

MAÇONNERIE ET PAGANISME

La maçonnerie est-elle païenne ? page 3
Au début du XXe siècle, le publiciste catholique Arthur Preuss révélait au grand public les origines païennes de la Maçonnerie. Ce grand classique de la polémique chrétienne s'appuie exclusivement sur les documents maçonniques ce qui le rend d'autant plus irréfutable.

Le secret des maçons révélé ? page 12
Le professeur de littérature médiévale Jean-Claude Lozac'hmeur a découvert la généalogie secrète des rites maçonniques. Ses étonnantes trouvailles renforcent les thèses d'Arthur Preuss.

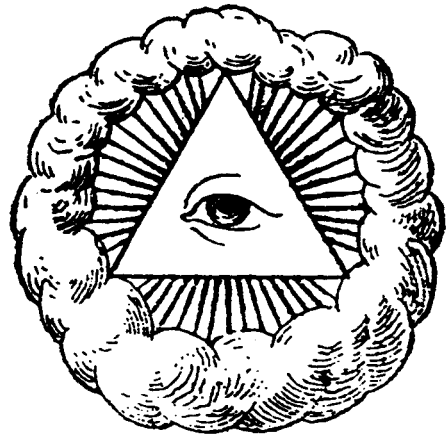
Réponses d'un maître maçon page 15
Il existe une maçonnerie traditionnelle qui ne s'intéresse pas à la basse politique et aux discussions dignes du café du commerce. Le vénérable d'une loge maçonnique répond à des questions très directes avec une étonnante franchise. De quoi secouer bien des certitudes.

Réponses d'un druidisant page 23
Les druides ont-ils disparu ? Oui, mais il reste des personnes qui se réclament d'une même sensibilité. Ces « druidisants » se veulent les héritiers d'une antique tradition et d'un souchage immémorial.

Réponse d'un chrétien page 29
Alors que les prêtres à la mode se précipitent dans les loges avec la bénédiction d'évêques égarés, il reste encore quelques clercs catholiques qui n'hésitent pas à rappeler les vérités de l'Église de toujours. Des propos caustiques et bien informés qui n'épargnent personne. Pas même notre revue.

La liberté d'expression en danger page 33
Au Canada, l'hystérie liberticide atteint de nouveaux sommets. Des universitaires réputés se mobilisent pour éviter l'adoption d'une nouvelle législation encore plus draconienne.

Et aussi : Brèves, pp. 14, 22 et 27 ; Le procès de David Irving, 28 ; Livres, pp. 39 à 41 ; le colloque du GRECE, p. 32 ; le procès d'Henry Coston, p. 37 ; Revues, pp. 42 à 45 ; Courrier des lecteurs, pp. 46 à 48.



Ci-dessus : le triangle maçonnique au centre duquel se trouve l'œil divin. Le triangle évoque les trois lumières de la franc-maçonnerie dont les rayons chassent les ténèbres. Pour de nombreux maçons, leur fraternité puise ses origines dans les bâtisseurs du temple de Salomon et de la Bible.
Et si la vérité était moins simple ?
Ci-dessous : au Canada, les futures lois « antiracistes » vont interdire aux journalistes d'informer le public des faits criminels pouvant porter atteinte à la considération de groupes identifiables comme, par exemple, ces danseurs tyroliens

Paganisme et Maçonnerie vont souvent ensemble. Mais il y a des exceptions ; par exemple : *La Grande Loge Nationale Française* enterre ses Grands Maîtres à l'Eglise et s'inserre dans les milieux « intégristes » et royalistes.

Il milita aux *Etudiants socialistes*, avec Michel Rocard avant de rejoindre le *RPR* et de fonder l'association *Sécurité et paix publique*. Son élection de député *RPR* de Seine-Saint-Denis le 16 mars 1986 aurait coûté autour de 5 millions. Cela l'aida à franchir un nouvel échelon : il devint ministre chargé de la Sécurité au côté de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. Il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il anime le journal gaulliste du département *Gagner pour la France*. Il nie énergiquement toute affiliation maçonnique.

PARISIEN - AUJOURD'HUI EN FRANCE (Le). La mort accidentelle (provoquée ?) d'Emilien Amaury, le « patron » de ce quotidien, créé à la Libération, a permis à ceux qui n'avaient cessé de vouloir le paralyser de prendre pied dans la maison. La fille d'Emilien Amaury ayant négligé de faire appel aux vrais amis (discrets) de son père pour l'aider à gérer la partie qui lui revenait dans l'héritage de l'empire de presse paternel, c'est son frère, Philippe, tenu en marge en raison de ses tendances et de ses relations, qui a pris la place. *Le Parisien libéré* est devenu l'un des fils de *Hachette*, le « trust vert », que dénonçait Emilien Amaury dans un de ses journaux, *Carrefour*. L'ennemi qu'avait dénoncé le père devint l'associé du fils. C'est tout un pan de mur de résistance à la dictature de l'argent qui s'effondrait. Les débris de l'héritage, côté Mlle Amaury, comme *Marie-France*, étaient également absorbés par d'autres requins de presse. S'appuyant désormais sur le *trust vert*, Philippe Amaury a conservé la présidence du *Parisien libéré*, qui, avec son succédané *Aujourd'hui en France*, diffuse 481 000 exemplaires chaque jour. Auprès de Philippe Amaury, Jacques Guérin est directeur général, Myriam Mulligner est chargée des relations publiques, Christian de Villeneuve est directeur de la rédaction, secondé par Jacques Espérandieu, directeur-adjoint, Patrick Blain, rédacteur en chef, Thierry Borsa, Caroline Brux, Dominique de Montvalon, Serge Grangé, Jean-Louis Champlat, une équipe répondant à ce qu'on attend d'elle (25, avenue Michelet, 93408 Saint-Ouen Cedex).

PARIS-MATCH. Magazine hebdomadaire qui se veut le successeur de *Match* d'avant-guerre, de l'industriel Prouvost. Alain Ginestar, un journaliste chevronné, est le directeur général de la rédaction. Plusieurs rédacteurs en chef le secondent : Anne-Marie Corre, Gilles Martin-Chauffier, Didier Rapaud, et leurs adjoints Laurence Masurel et Frédéric Musso. Tirage : 770 000 exemplaires (Immeuble Europe, 151, rue Anatole-France, 92598 Levallois-Perret Cedex).

PARIS-NORMANDIE. Quotidien régional (90 000 exemplaires) dont Philippe Hersant est le P.-D.G., Amaury Dewavrin, le directeur général, et Gilles Dauxerre, le rédacteur en chef (19, place du Général-de-Gaulle, 76187 Rouen Cedex).

PAROLES (Groupe). Association de laïcs diffusant ses prises de position à travers divers journaux comme *le Monde* et *la Croix*. Elle s'exprime en particulier sur l'euthanasie, la laïcité, l'avortement et la régulation des naissances ou la condamnation de Mgr Gaillot. Opposée à l'idée d'une Eglise détentrice de la Vérité, elle propose la mise en place d'un dialogue auxquels s'uniraient clergé et laïcs pour prendre des décisions les concernant.

PARRENIN Joseph, agriculteur et conseiller général, maire de Maiche, né le 16 mai 1941 à Trevillers (Doubs). Il fut élu député *PS* du Doubs le 1er juin 1997.

PARTENIA 2000. Association fondée en 1995, qui se donne pour but de faire évoluer l'Eglise vers une tendance plus démocratique et tolérante. Du nom du diocèse virtuel de Mgr Jacques Gaillot, elle se propose de continuer son œuvre et d'assurer sa défense. C'est elle qui reçoit son courrier et l'argent qui lui est adressé. Soucieuse de se faire connaître, elle diffuse son bulletin *Partenia 2000* et a participé au Ve Forum des communautés chrétiennes.

PARTI COMMUNISTE. Depuis la Libération, après semble-t-il avoir hésité à prendre le pouvoir par la force, le *PC,* né en 1920 de la scission du *Parti socialiste* au Congrès de Tours, profita de la situation créée par la guerre et la résistance, pour jouer la carte électorale à fond. Entrés au gouvernement — d'abord au Gouvernement Provisoire de la République Française, à Alger (deux membres : François Billoux et F. Grenier) — ils eurent cinq ministres dans le deuxième cabinet De Gaulle (sur 22) : Thorez, Croizat, Billoux, Marcel-Paul et Tillon. C'est l'époque du Tripartisme (alliance du *PC* avec le *PS* et les démo-chrétiens du *MRP*). Les communistes eurent 6 membres dans le gouvernement Gouin (et 2 sous-secrétaires d'Etat). Le cabinet G. Bidault en compta 7 et le gouvernement Ramadier 5 sur 27 ministres : c'est ce vieux militant socialiste qui les expulsa du gouvernement le 4 mai 1947. Dès lors, le *PC* est dans l'opposition et jouera un rôle actif dans les mouvements sociaux protestataires. Ses partisans, majoritaires à la *CGT* s'emparent de la Centrale syndicale et obligent Léon Jouhaux à démissionner du secrétariat général et à fonder une autre centrale syndicale *Force Ouvrière.* Les grèves se multiplieront en octobre 1948 au point que le ministre de l'Intérieur Jules Moch fit appel aux troupes stationnées en Allemagne pour juguler la contre-insurrection. Par l'intermédiaire de la *Banque commerciale pour l'Europe du Nord* (rebaptisée *Eurobank*), on découvre que les 227 millions qui ont renfloué *L'Humanité* ne proviennent pas de la générosité des travailleurs des pays de l'Est mais bien des caisses du Kremlin. C'est au cours d'un procès célèbre (procès Kravchenko) que l'on évoqua les camps de concentration soviétiques dont on ne parlait pas. Nous sommes en 1953 : les atrocités commises par Georges Guingouin en Limousin le font exclure. André Marty, autre « dur » du *PC* est exclu également ; le *PC* veut se refaire une virginité. L'année suivante (1954) Lecœur est expulsé du parti, mais Laurent Casanova et Marcel Servin sont seulement sanctionnés en 1961. Maurice Thorez, malade, malgré les soins attentifs des médecins des hôpitaux de Moscou, meurt le 11 juillet 1964. C'est Waldeck Rochet qui le remplace à la tête du *PC* (1964) ; en 1972, Georges Marchais (1920-1977), ancien travailleur en Allemagne, devient secrétaire général du parti. Entre-temps (1970), le professeur Roger Garaudy est exclu. Ce fut le point de départ d'une évolution qui conduira le professeur ex-communiste à prendre des positions antisionistes qui lui vaudront des sanctions judiciaires. Robert Hue succède à Georges Marchais. Le *PCF* est partie

prenante dans la gauche plurielle et participe au gouvernement. Cette coalition ne semble pas favorable au recrutement de militants communistes : les 814 000 adhérents de 1946 ne sont plus que 210 000 en 1998. Bien que n'ayant plus la haute main sur la *CGT* comme au lendemain de la Libération, le *PCF* exerce une très forte influence sur les Cégétistes qui contrôlent, eux-mêmes, en grande partie les mouvements sociaux. Sur le plan électoral il a beaucoup perdu. Où sont les 166 députés communistes de l'après Libération ? Mais, allié au *PS* et aux *Verts*, il participe au gouvernement Jospin et y compte trois membres comme ministres. Dirigé par le camarade Robert Hue, secrétaire national, qui a remplacé le camarade Georges Marchais à la tête du Parti pendant des lustres (voir tomes II, III et IV). Le bureau national actuel se compose de : Sylviane Ainardi, Claude Biard, Pierre Blotin, Alain Bocquet, Jean-Paul Bore, Nicole Borve, Jean-Marie Coppola, Michel Dufour, Jean-Jacques Grau, Marine Durlach, Jean-Claude Gayssot, Dominique Gradot, Maxime Gremetz, Michèle Guzman, Guy Hermier, Jacqueline Hoffmann, Roland Jacquet, André Lajoinie, Michel Laurent, Paul Lespagnol, Jean-Paul Magnon, Nicolas Marchand, Annick Mullighelio, Bernard Vasseur, Marie-France Vieux, France Wurtz, Pierre Zarka, directeur de *l'Humanité*, quotidien officiel du *PCF*, fondé par Jean Jaurès avec les fonds de riches dreyfusards (voir le tome Ier), et Robert Hue, secrétaire national (*PCF*, 2, place du Colonel-Fabien, 75019 Paris).

PARTI DE LA LOI NATURELLE. Fondé en 1992 et possédant des sections dans 80 pays. Secrétaire général : Gérard Laporte (19, rue des Ecoles, 95680 Montlignon).

PARTI DES FORCES NOUVELLES. Mouvement national fondé en 1974 par Pascal Gauchon et Alain Robert, proches de *Défense de l'Occident* et de son directeur Maurice Bardèche. La démission de ses deux fondateurs a ralenti puis mis fin aux activités du *PFN*.

PARTI DES TRAVAILLEURS. Organisation créée en 1991, regroupant divers courants de l'extrême gauche (trotskystes, communistes indépendants, anarcho-syndicalistes, socialistes révolutionnaires, etc.). *Informations ouvrières* est son organe de presse (87, rue du Faubourg Saint-Denis, 75011 Paris).

PARTI NATIONALISTE FRANÇAIS ET EUROPÉEN. Ce groupement fondé en 1984 par Claude Cornilleau, un militant nationaliste de toujours qui fut conseiller municipal de Chelles. A l'origine, ce groupement s'appelait *Parti Nationaliste Français* ; il modifia son nom en 1988. Sa devise est : *France d'abord, blanche toujours* et son hymne : *France, réveille-toi*. Son organe de presse : *Tribune nationaliste*. Le parti fut représenté par une forte délégation au *Congrès Nationaliste Européen* tenu à Anvers (Belgique). le 4 avril 1987. Plusieurs fois poursuivi pour « racisme », Claude Cornilleau tint bon. Son *PNFE* aussi. Cependant, l'union faisant la force, le *PNFE* fusionna avec l'ex-*FANE* de Marc Fredriksen, et *Le Marteau*, qui avait remplacé *Tribune Nationaliste*, deviendra *Le Flambeau*. Les persécutions eurent cependant raison de la combativité de Cornilleau. Au début

de 1996, il réunit en un banquet les membres et sympathisants du *PNFE* et leur annonça qu'il se retirait de la politique et passait la main à Erik Sausset.

PARTI NATIONAL RÉPUBLICAIN. Fondé en 1995, il a remplacé l'*Alliance Populaire* créée l'année précédente. Hostile au traité de Maastricht, il défend l'indépendance de la nation française. Président : Jean-François Touzé (20, rue de la Fédération, 75015 Paris).

PARTI POPULAIRE POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE. Issu des *Clubs Perspectives et Réalités* fondés par Valéry Giscard d'Estaing en 1965 et transformés en parti en 1995. Présidé par Hervé de Charette, il exprime ses idées libérales dans la publication *Forum* (250, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

PARTI POUR UNE ALTERNATIVE COMMUNISTE. Organisation fondée en décembre 1967 par des exclus du *PCF*. En sommeil depuis 1968.

PARTI RADICAL DE GAUCHE. Né d'une scission au sein du vieux *Parti radical,* illustré par Edouard Herriot, parlementaire de la IIIe et de la IVe République, l'un des chefs du *Cartel des Gauches* qui élimina du pouvoir le *Bloc National* en 1924. Les scissionnistes se regroupèrent au *Mouvement de la gauche radicale-socialiste* sous la présidence du député Robert Fabre, pharmacien à Villefranche-du-Rouergue. L'organisation devint en 1978 le *Mouvement des radicaux de gauche* et a pour président Michel Crépeau, maire de La Rochelle, affilié à la *Trilatérale* (dont il démissionna discrètement quand il découvrit les buts secrets). L'organisation devint le *Parti Radical de gauche,* présidé par Jean-Michel Baylet, le « patron » de la *Dépêche du Midi,* assisté de Bernard Castagnède, Yvon Collin, Michel Dary, Claudette Brunet-Lechenault, Bernard Charles, Joëlle Dusseau, André Sainjon, Michel Scarbonchi. Roger-Gérard Schwartzenberg, vice-présidents (13, rue Duroc, 75007 Paris).

PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE (PARTI RADICAL). Cette organisation politique, qui se flatte d'être le plus ancien parti de France, a joué un rôle prépondérant avant 1940, surtout au début du siècle. Discret sur le nombre réel de ses adhérents, on sait seulement que les affiliés de la Franc-Maçonnerie occupaient une place importante au *Parti Radical,* au moins 40 % des adhérents étaient des initiés du *Grand Orient* ou de la *Grande Loge*. Les chefs de gouvernement des années qui ont précédé la guerre de 1914-1918 étaient souvent des radicaux-socialistes (Combes, Clemenceau, Pelletan, Caillaux, Chautemps, les Sarraut, Delbos, etc.). Lors du vote demandé à l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940, la grande majorité des radicaux-socialistes votèrent pour le maréchal Pétain. Le nombre des adhérents du parti qui firent de la Résistance furent peu nombreux, mais influents (André Marie, Henri Queuille, Edgar Faure, Bourgès-Maunouri, etc). Ils jouèrent un rôle important après la Libération. Se joignirent à eux des personnalités radicales n'ayant pas fréquenté les maquis, tels Mendès-France et René Mayer ; les rejoignirent quelques habiles qui rompirent leur léthargie politique une fois les occupants partis. Pierre Mendès-France ne présida pas longtemps le gouvernement,

mais a laissé son empreinte. Sous la Ve République, Mendès-France et ses amis se trouvèrent dans l'opposition. A l'élection présidentielle de 1965, le parti soutint Mitterrand. A celle de 1974, c'est Giscard d'Estaing qui eut sa préférence. En récompense, deux sièges furent réservés à des radicaux dans le gouvernement Chirac. Par la suite, quelque fut la tendance générale, le *Parti Radical* contractant alliance avec l'un ou l'autre courant, obtint des ministères (1, place de Valois, 75001 Paris).

PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ex-MOUVEMENT DÉMOCRATE SOCIALISTE. Fondé par Max Lejeune, ancien ministre socialiste, las du sectarisme du *PS* et de ses alliés. Le parti est la résultante de la fusion de divers petits groupements politiques : *Mouvement Socialiste Libéral, Socialisme Démocratique, Socialisme pour les Libertés de la Démocratie, Mouvement des Jeunes Sociaux-Libéraux.* Principaux animateurs : André Santini, Patrick Trémège, Hervé Marseille, Charles Baur, Paul Alduy, Daniel Bernardet, Judith Kilfa, Kléber Lausteau, Jean Maran, Georges Mouly, Jean-Pierre Pierre-Bloch, Léonce Deprez. L'organisation annonce 7 000 membres ; mais elle compte de nombreux élus régionaux, départementaux et municipaux (191, rue de l'Université, 75007 Paris).

PARTI SOCIALISTE. Issu de la fusion, dans les années 1900-1905, de divers partis socialistes et ouvriers révolutionnaires, illustrés par Jules Guesde, Mathieu Bazille, Paul Lafargue, Jean Jaurès, Edouard Vaillant, Marcel Sembat, Paul Brousse, Jean Allemane, Arthur Groussin, René Viviani, Alexandre Millerand, Aristide Briand, etc. L'assassinat de Jean Jaurès, qui avait doté le *Parti Socialiste* d'un quotidien : *L'Humanité,* financé par des personnalités de la banque (voir *Les Financiers qui mènent le monde*) eut lieu le 31 juillet 1914 à la veille de la Première Guerre mondiale. Après la scission de Tours (1920), le *Parti Socialiste* posséda un quotidien *Le Populaire,* dont Léon Blum fut le leader avec Paul Faure. Pendant la guerre de 1914-1918, le parti prôna l'union sacrée et plusieurs de ses membres entrèrent au gouvernement. Dans l'entre-deux guerres, le *PS* participa à plusieurs coalitions grâce auxquelles il enregistra des succès électoraux : *Le Cartel des gauches* (1924), *Le Front Populaire* (1936). La plupart de ses élus de 1936 votèrent, le 10 juillet 1940, la confiance au maréchal Pétain. Cependant, une minorité participa à la Résistance. Après la Libération, le parti « s'épura » en chassant ceux de ses membres — nombreux — qui avaient suivi et aidé le gouvernement de Vichy. Il accepta l'entente avec les *communistes* et les *démocrates-chrétiens* (*MRP*). C'est le président Ramadier, un socialiste, qui chassa le *PC* du gouvernement. Sous la houlette de Guy Mollet, il poursuivit une politique chèvre-chou qui mécontenta une grande partie de ses militants. La guerre d'Algérie, suivie du retour de De Gaulle au pouvoir, amena Guy Mollet à faire voter pour le général et à accepter la nouvelle constitution. Ceux qui n'admettèrent pas ce « suivisme » fondèrent un nouveau parti, le *PSU,* qui s'appela d'abord le *PSA*. Daniel Mayer était la personnalité marquante de ce parti, puis ce fut Rocard. Pendant les onze années du gouvernement De Gaulle, le *PS* suivit le courant. Ce n'est qu'avec François Mitterrand qu'il reprit force

Cercle de Paris
41, rue Barrault
75013 PARIS

Paris, le 21/4/91

Le Président.

Cher(e) Ami(e),

Le Cercle de Paris tiendra son prochain dîner-débat dans le cadre du restaurant du SENAT le: 23
Jeudi 2~~4~~ Mai 1991 à 20 heures.
Accueil à partir de 19h.30

Notre Invité sera:
Monsieur Charles PASQUA, ancien Ministre,
Président du groupe R.P.R. du Sénat,
Président du Conseil Général des HAUTS de SEINE

Le thème retenu portera sur: IMMIGRATION - INTEGRATION
Enrichissement ou appauvrissement de notre Pays?

Tu trouveras ci-dessous un bordereau d'inscription à nous retourner avec le règlement avant le Mardi 14 Mai 1991 (délai de rigueur).
Nous attirons ton attention sur les conditions particulières qui nous sont imposées:
- Justification de l'identité et dépot de la liste des noms des participants cinq(5) jours ouvrés avant la date de la soirée.
- Remise à chaque invité d'un laissez-passer lui permettant l'entrée dans les lieux.
- En raison de la limitation des places disponibles, la priorité d'accès sera donnée aux membres du Cercle de Paris ainsi qu'aux premières inscriptions.

Dans l'attente du plaisir de te revoir, je te prie de croire, cher(e) Ami(e), à l'assurance de mes sentiments dévoués et très fraternels.

Claude AVISSE

.....

BULLETIN REPONSE A FAIRE PARVENIR AU CERCLE DE PARIS 41 rue Barrault
avant le 14 MAI 1991 75 013 PARIS

Nom:.....Prénom.....
Adresse personnelle.....
Profession:.....Téléphone:.....
OR.°.....OB.°.....AT.°.....
réserve:.....places à 225F.(adh) Réserve..... places à 250F.(n.adh)
-=- Chèque joint -=-
Aucun profane n'étant admis, prévoir dans le cas d'invités, un bulletin réponse par place. Merci!

Association loi 1901 à but non lucratif
Le CERCLE DE PARIS rassemble les démocrates et les républicains de toutes obédiences, désireux d'apporter leur contribution à la solution des grands problèmes de notre temps, dans un esprit de tolérance et d'humanisme.

Une invitation pour Charles Pasqua à aller parler chez les frères ∴.

CARREFOUR de L'AMITIÉ DE PARIS
N°12 DÉCEMBRE 1998

LE MOT DU PRÉSIDENT

« SOL INVICTUS »
Noël, le moment tant attendu pour offrir et partager.

« SOL INVICTUS », le renouveau pour le soleil et le Carrefour de l'Amitié et des idées de Paris.
1999, les trois neufs de la Transcendance. Votre fidélité, voila suffisamment de bonnes raisons pour travailler avec courage au développement du Carrefour de l'Amitié de Paris. Car si nous sommes heureux d'être ensemble, c'est aussi pour que chacun de nous, porte sa pierre à la construction d'un monde plus fraternel.

Le déjeuner de Mardi 22 Décembre. prochain, sera un moment exceptionnel, nous recevrons :

CHARLES PASQUA

Ancien ministre de l'intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Président du Conseil Général des Hauts de Seine.
Venez nombreux, et profitez de cette rencontre pour inviter un frère et une soeur. Faire connaître le Carrefour de l'Amitié de Paris.

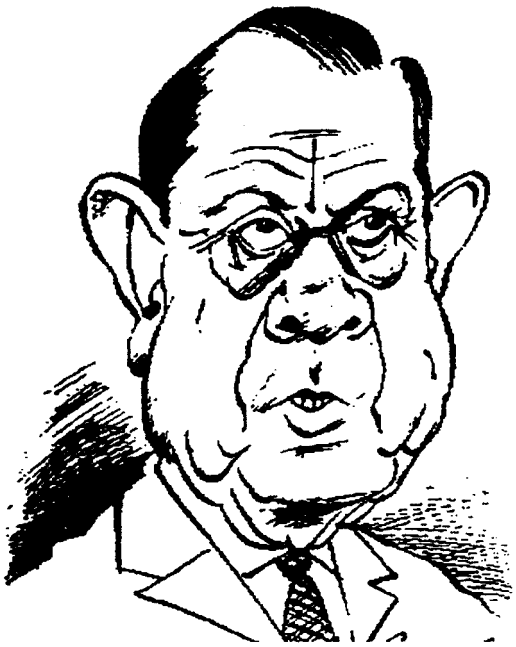
Henry JURQUET.

La célèbre fraternelle maçonnique *Le Carrefour de l'Amitié* (Cercle de Paris) a reçu le 22 décembre 1998, son ami Charles Pasqua, qui l'honore de sa présence, de temps en temps. Les liens maçonniques de Pasqua sont permanents.

JEAN-CLAUDE ROLINAT

"Les pasqualinades" suite...

PASQUA II



LE RETOUR...

PRÉFACE DE MARIE-CAROLINE LE PEN

BROCHURE ÉDITÉE ET DIFFUSÉE PAR L'A.F.D.I.N. (Association Française de Défense de l'Identité Nationale)

Les adversaires de l'ancien ministre ont la dent dure.

et vigueur. C'est lui qui refit l'unité socialiste. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République renforça naturellement le parti. Lionel Jospin devint rapidement le leader dans l'opinion socialiste ; il fut ensuite le premier secrétaire du parti (1996). Aujourd'hui qu'il est Premier ministre, c'est François Hollande qui lui a succédé. Il est entouré d'un bureau exécutif auquel appartiennent Claude Bartolone, Bertrand Delanoé, Georges Frèche, Pierre Mauroy, Louis Mermaz, Elisabeth Mitterrand, Paul Quilès, Catherine Tasca, Michel Vauzelle, etc. Le nombre des adhérents, depuis le renouveau du *PS* (Congrès d'Epinay, 1971), a beaucoup augmenté. Ils sont aujourd'hui environ 130 000. Leur influence dans la presse est importante, mais ils ne possèdent plus que *Vendredi, Terre et Travail, Communes de France, Le Poing et la Rose, Ecole et socialisme* (10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07).

PASCAL Pierre, poète, né le 16 janvier 1909 à Lille, décédé le 13 janvier 1990. Il fonda et dirigea les *Editions du Trident* et la revue politique humaniste *Eurydice*. Pendant la guerre, il assura le secrétariat du *Matin,* dirigea la rédaction de *la Voix de la France* et fut contrôleur à la radio à Vichy. En 1944, il passa en Allemagne avant de s'établir en Italie. C'est son amitié avec Mussolini qui lui fit avoir la vie sauve. Il s'est à nouveau adonné à son goût pour les lettres, mais ses textes sont le plus souvent restés à l'état de manuscrit. Il a écrit un *Discours sur les abominations de la nouvelle Eglise.* Il a aussi rédigé une biographie sur Maurras, dont il fut l'un des collaborateurs : *Maurras, Honoris Vindictae Sacrum* (1986). Exilé de France depuis la fin de la guerre, il fut chancelier de l'ambassade d'Iran auprès du Saint-Siège dix années durant.

PASQUA Charles, administrateur de sociétés, né le 18 avril 1927 à Grasse. Ancien représentant en pastis, puis directeur des ventes de la firme *Ricard* (1960), il prit la tête d'*Euralin* (1967), tout en militant activement au *SAC* [1] : il en fut le vice-président de 1965 à 1969, jusqu'au jour où il se brouilla avec le secrétaire général de cette organisation de combat gaulliste, Pierre Debizet, qui était trop « Algérie Française ». Ancien résistant, resté résistantialiste, il s'est donné pour tâche de purger la France des éléments nationalistes qui ont survécu aux épurations de 1944 et de 1962 ; d'où son hostilité féroce à l'endroit du *Front National* et des groupes traditionalistes, qu'il a fait spécialement surveiller étant ministre de l'Intérieur par son collaborateur Patrick Gaubert (né Goldenberg) membre de la *LICRA,* officiellement « *chargé de mission pour s'occuper des relations avec la communauté juive* » (*Actualité Juive,* 18 décembre 1987). Le retour au pouvoir du général De Gaulle lui permit de devenir député *UNR* des Hauts-de-Seine en 1968 ; mais pour cinq ans seulement ; battu en 1973, il fit un rétablissement en se faisant élire conseiller général, puis président de l'Assemblée départementale des Hauts-de-Seine et sénateur de ce département (1977). Toujours sous l'étiquette gaulliste (*UDR* puis *RPR*), il a pris la

1. Pierre de Villemarest, présentant Pasqua dans sa *Lettre d'information,* croit qu'« il est l'homme qui s'est cru Fouché » dans les années 1960, pour créer une police parallèle, le *S.A.C.,* dont les titres de gloire étaient la chasse aux Français qui voulaient le rester contre l'avis du président De Gaulle.

De la provocation pure et simple.

tête du groupe sénatorial de son parti (1980), mais n'a pu se faire élire à la présidence du Sénat contre Monory (après le départ de Poher). En revanche, il a retrouvé son fauteuil de président du Conseil général des Hauts-de-Seine. Entre-temps, de 1986 à 1988, il fut ministre de l'Intérieur du gouvernement Chirac. Emmanuel Ratier note, dans son *Encyclopédie politique*, que Pasqua a été à l'origine de plusieurs associations spécifiques comme *Solidarité et Défense des Libertés* (1981) ou l'*Union nationale des Cercles Jules-Ferry* (1984) dont le comité d'honneur comptait de nombreux Francs-Maçons. Sans qu'il soit possible d'affirmer qu'il est, présentement, membre de la *LICRA*, il appartient au *lobby* sioniste et a été fait membre d'honneur du Mossad, le service d'espionnage d'Israël. (« *A cette occasion*, écrit E. Ratier, *il devait recevoir le dernier modèle du pistolet-mitrailleur israélien Uzi.* ») Il ne semble pas que les « Européistes » lui aient gardé rancune de son attitude d'hostilité à l'endroit de Maastricht (avec Philippe Seguin), ni que les « antifascistes » veuillent se souvenir de ses déclarations à *Valeurs actuelles* (2 mai 1988) concernant le *Front National* qui, disait-il, « *sur l'essentiel, se réclame des mêmes valeurs que la majorité* ». C'était, évidemment, à une époque où les Gaullistes cherchaient à séduire les électeurs lepénistes. Pasqua se déclarait alors (avril 1986), hostile à l'immigration et souhaitait que « *la France cesse d'être un dépotoir* ». Son expulsion, par charter, de cent un Maliens, fit si mauvais effet qu'il changea aussitôt son fusil d'épaule ; il devait avouer au *Figaro* (10 juillet 1991) que « *le charter ne peut rien résoudre* ». Quant au *Front National*, ce « *parti raciste* », déclarait-il (*le Figaro*, 8 novembre 1991) « *il ne peut y avoir d'accord de gouvernement (avec lui) en raison du comportement de certains de ses dirigeants* ». Pour tenter de stopper les progrès incessants du *FN*, il s'est prononcé en janvier 1992 pour la création d'un parti unique de l'opposition auquel il était jusqu'alors hostile. Ayant souhaité la constitution d'« *une équipe restreinte, avec des hommes et des femmes dont aucun n'ait été, de près ou de loin, mêlé à des affaires ou soupçonné de quoi que ce soit* » (cf. *le Monde*, 1er avril 1993). Il fut naturellement ravi d'appartenir au gouvernement Balladur, qui fit mine d'oublier qu'il fut intimement mêlé à l'affaire du vrai-faux passeport d'Yves Chalier, héros du scandale de *Carrefour du développement*... Brouillé (présentement) avec le *RPR*, il s'est allié avec le député vendéen de Villiers pour créer le *RPF* dont il a pris la présidence. Mais cette union de la carpe et du lapin durera-t-elle ? M. de Villiers est l'élu des catholiques et M. Pasqua va plastronner dans les loges maçonniques condamnées depuis deux siècles et demi par le Saint-Siège...

PASSAGES. Magazine mensuel dirigé par un *comité éditorial* composé de Jacques Derogy, Hervé Le Bras, Charles Melman, Jean Elienstein, Tim, Topor, Alain Touraine, Emmanuel Le Roy-Ladurie, Serge Moscovici, Marthe Robert, René Frydman, Raphaël Hadas-Lebel, Alain Finkielkraut, William Klein, Elie Wiesel, Eymeric Deutch, Albert Memmi, Jean-Claude Casanova, André Azoulay, Patrick Jarreau, Benjamin Stora, Claude Cherki, Michel Wieviorka. L'importance numérique de cette sorte de comité directeur surprendra, mais explique la disparition de

Nuits Musiques Sans Frontières : deux soirées
Récital Claude Bolling - Lundi 17 juillet - BEAUJEU - 21 h - Théâtre
Didier Lockwood - Caroline Casadesus - Mark Foster et l'Orchestre des Pays de Savoie
Jeudi 20 juillet - ANSE - 21 h - Espace polyvalent
PARRAINAGE
CAISSE D'EPARGNE

Le Patriote Beaujolais
Mâconnais - Val de Saône
761 rue Nationale, BP 135, 69655 Villefranche Cedex - Tél. 04 74 60 69 97 - Fax 04 74 60 69 98
Vendredi 14 juillet 2000 - N° 255. - HEBDOMADAIRE - Prix : 6 F - 0,91 €

Retrouvez
la renommée
et ses marques
87 rue de la Sous-Préfecture.
Villefranche

Femme	Homme
JB Martin	Kenzo
Marco	Sebago
France Mode	Paraboot
P. Kaiser	Timberland
Arcus	Pellet
Hirica	Mephisto

Stock-car contre la police : la justice a frappé fort

Photo : Daniel Di Giovanni

Pour avoir, entre autres, pourchassé et agressé un véhicule de police, cinq jeunes Caladois ont été condamnés à de lourdes peines allant jusqu'à sept ans de prison ferme. Page 4

Tout l'été, le Patriote Beaujolais vous propose de résoudre diverses énigmes afin de retrouver la bâtisse de Simon le pêcheur.

A gagner, une aquarelle d'Allain Renoux. Page 20

Partenaire

L'information de la CCIVB en pages 9, 10 et 11

OUVERT le 14 juillet
Coup de balai sur le stock
jusqu'à -10 000 F par modèle
70 caravanes d'occasion - 4 modèles neufs
Révisées - Garanties - Prêtes à camper
SPORT PLEIN AIR
Tél. 04 74 67 00 70
RN 6 entre Anse et Villefranche (3 km)
Jusqu'au 31 juillet 2000
Mustang

cette publication que d'aucuns jugeaient trop non-conformiste. Parmi les rédacteurs, on remarquait : Elisabeth Weissman, Anne de Pindray, Alain Richemond, Nathalie Darzac, Dominique Missika et Claire Chazal, qui deviendra « speakrine » à la télévision, où elle est la remplaçante habituelle de Poivre d'Arvor (journal de *TF 1*). La rédaction de *Passages* était dirigée par Emile Malet, directeur de la publication, et Benoît Rayski, Bernard Ulmann étant leur conseiller. Parmi les dessinateurs figuraient : Tim, Topor, Wiliem, Pierre-Noël Bernard, Fabienne Rubin et quelques autres excellents *crayons*. Les chroniqueurs les plus connus apportaient une collaboration régulière au magazine : Guy Sitbon, Dominique Jamet, Henri Smolarski. La publication était éditée par la *Société anonyme Passages*, à laquelle participait, notamment, Jean-Pierre Pierre-Bloch, l'homme politique bien connu, fils de l'ancien président de la *LICRA*. Il se peut que malgré la générosité d'hommes d'affaires, le ton souvent provocateur du magazine ait fini par lasser les baillleurs de fonds... (*Passages*, 17, rue Simon Weil, 75013 Paris).

PATRIARCHE Paul, secrétaire général d'université retraité et maire de Novella, né le 19 novembre 1934 à Bastia (Haute-Corse). Elu à l'Assemblée Nationale le 1er juin 1997, il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

PATRIAT François, vétérinaire, conseiller général et maire de Chailly-sur-Armançon, né le 21 mars 1943 à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or). Elu député *PS* de Côte-d'Or le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

PATRIE Béatrice, née le 12 juin 1957 à Lorient. Elue députée *MDC* au Parlement européen en 1999.

PATRIOTE BEAUJOLAIS (Le). Hebdomadaire dirigé par Marc Chanot assisté par Michèle Moreau (B.P. 135, 69655 Villefranche-sur-Saône).

PAUL Christian, administrateur civil, conseiller général et maire de Lormes, né le 23 mars 1960 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Il fut élu député *PS* de la Nièvre le 1er juin 1997.

PAUL Daniel, instituteur et conseiller général, né le 16 août 1943 à Plourivo (Côtes-d'Armor). Il fut élu député *PCF* de Seine-Maritime le 1er juin 1997.

PAUTY Pierre, enseignant, journaliste (1930-2000). Instituteur, puis directeur d'école à Saint-Denis, il fit toute sa carrière dans l'Education nationale, tout en écrivant des articles dans la presse d'opposition. Il milita successivement au *Mouvement Poujadiste*, au *Parti Nationaliste Populaire*, au *Parti Nationaliste Français*, avant de participer à la création du *Front National* (1981) qu'il quittera pour prendre la direction, avec des amis nationalistes, de la revue *Militant*. En 1992, il revint au *FN* qu'il quitta en 1999 pour rejoindre le *MNR* de Mégret. Militant *national*, il n'avait jamais cessé d'être *social*, restant ainsi fidèle à sa famille limousine, patriote de gauche : il considérait qu'il n'y avait de « social » que dans le cadre « national ». Parmi les journaux et revues auxquels il collaborait, *Rivarol* et les *Ecrits de Paris*, occupaient la première place. Les fidèles lecteurs de ces organes nationaux ne liront plus, au bas d'articles à la fois mesurés et vigoureux, la signature *Denispierre* qui était le pseudo-

Tribune du Comité Pauvreté et Politique

n° 8

Document spécial

PAUVRETÉ POLITIQUE

Juin 1999

Document spécial

ISSN- 1277-4961-

ORGANE DE LIAISON ENTRE LES CITOYENS ET LE POLITIQUE

Pour une politique juste et efficace mise de bon gré au service de l'Homme, à commencer par le plus démuni

Une politique au service de l'Homme, à commencer par le plus démuni.

Pourquoi ? - Comment ?

Dégager les raisons profondes justifiant notre combat pour l'Homme, adresser notre message à ceux dont le métier est de travailler au bien commun, c'est à dire les Politiques, sont une tâche dont nous ne cessons de mesurer les difficultés, en même temps que nous est confirmée sa nécessité, et peut-être maintenant son urgence.

Les gouvernements successifs, et si nous avons parfois établi des constats de carence, nous n'avons jamais mis en cause leur bonne volonté, n'ont pas réussi à détruire cette pauvreté, première source de la misère morale et matérielle... Mais le champ de la destructuration sociale entraînant parfois la déchéance des personnes ne s'arrête pas au manque d'argent.

Nous évoquerons dans notre dossier quelques-unes des causes, bien connues, qui provoquent ces situations de misères qui atteignent tant de nos concitoyens, et en particulier, parmi les jeunes qui trouvent leur exutoire dans la violence ou, de plus en plus souvent, hélas, le suicide. Nous sommes persuadés qu'on ne réussira pas à résorber ces misères si on ne définit pas avec conviction le projet d'une politique faite pour l'Homme, en allant chercher d'abord le plus méprisé.

Sans prétendre résoudre le problème, ce dossier tente d'apporter un éclairage aux deux questions qu'il nous pose.

nyme adopté lorsqu'il était encore dans l'enseignement public. Pierre Pauty a été inhumé le 18 juillet 2000 dans son village corrézien de Treignac, entouré de l'affection des siens, de son épouse, de leurs enfants et de ses nombreux petits-enfants.

PAYS BRIARD (Le). Hebdomadaire dirigé par Jean-Baptiste Vincent (B.P. 9, 77521 Coulommiers Cedex).

PAYS D'AUGE (Le). Journal hebdomadaire lié aux *Nouvelles de Falaise,* et dirigé par Pierre Lenôtre, assisté de Robert Rocherand, rédacteur en chef. Son tirage atteint 14 300 exemplaires (B.P. 89, 14102 Lisieux Cedex).

PAYS DE FRANCHE-COMTÉ (Le). Edition quotidienne régionale du quotidien *l'Alsace.* Jean-François Sorbe est le responsable du journal (21, place Denfert, 25200 Montbéliard).

PAYS ENTRE LOIRE ET RHONE (Le.) Hebdomadaire lié au *Pays Beaujolais* (ensemble : 11 000 exemplaires), dirigé par Marie-Pierre Bouligand, assistée de Roland Denis, rédacteur en chef adjoint (14, place Victor-Hugo, 69170 Tarare).

PAYS MALOUIN (Le). Hebdomadaire dépassant le tirage de 8 300 exemplaires, dirigé par Philippe Amyot d'Inville (B.P. 183, 35409 Saint-Malo Cedex).

PAYS ROANNAIS (Le). Hebdomadaire fondé en 1945, dirigé par Pierre Bouligaud, président du conseil de surveillance, et Marie-Pierre Bouligaud, présidente du directoire et rédactrice en chef, assisté de Roland Denis pour la rédaction (12, rue de Sully, 42308 Roanne Cedex).

PAYSAN BIOLOGISTE (Le). Journal mensuel dirigé par Georges Racineux. Défend l'agriculture et les traditions françaises : « *Le paysan a deux clés d'or dans les mains, il est le premier docteur de la vie, et il est responsable du rythme des saisons.* » (5, rue de Rénac, 44143 Châteaubriant Cedex).

PAYS DE FRANCHE-COMTÉ (Le). Ce quotidien est une édition départementale de *L'Alsace,* qui paraît sous la responsabilité de Claude Mislin, secondé par Michel Vairetty (6, rue du Docteur-Fréry, 90000 Belfort).

PAYS GESSIEN (Le). Journal hebdomadaire dirigé par Alain Bodart secondé par Vianney Burnier, rédacteur en chef (9, rue de Genève, 01170 Gex).

PEILLON Vincent, professeur, né le 7 juillet 1960 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Il fut élu député *PS* de la Somme le 1er juin 1997.

PEIRO Germinal, instituteur, conseiller général et maire de Castelnaud-la-Chapelle, né le 15 septembre 1953 à Lézignan-Corbières (Aude). Il fut élu député *PS* de Dordogne le 1er juin 1997.

PÈLERIN MAGAZINE. Hebdomadaire catholique. Modernisé, il tire à 334 000 exemplaires, c'est-à-dire trois fois moins que *le Pèlerin* vieillot de nos grand-mères. L'état-major du journal est composé de : Alain Cordier, directeur, Pascal Ruffenach, directeur délégué, René Poujol, rédacteur en chef, et ses adjoints : Bernard Jouanne, Frédéric Mounier et Catherine Lalanne (3-5, rue Bayard, 75008 Paris).

PÉLISSARD Jacques, avocat et maire de Lons-le-Saunier, né le 20 mars

Permanences

mensuel n°370 - avril 2000 - 40 F

SE FORMER POUR AGIR

1946 à Lyon (Rhône). Elu député *RPR* du Jura le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

PELLETIER Jacques, agriculteur retraité, ancien ministre, ancien médiateur de la République, conseiller général et maire de Villers-en-Prayères (Aisne), né le 1er août 1929 dans cette ville. Elu sénateur de l'Aisne le 26 juin 1966, il a été réélu les 26 septembre 1971, 28 septembre 1980 et 27 septembre 1998. Il est membre de *Rassemblement Démocratique et Social Européen.*

PENNE Guy, professeur d'université et maire adjoint de Sainte-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), né le 9 juin 1925 à Bondy (Seine-Saint-Denis). Elu sénateur des *Français établis hors de France* le 28 septembre 1986, il a été réélu le 24 septembre 1995. Initié dans la Franc-Maçonnerie, il est membre du groupe *socialiste.*

PERBEN Dominique, sous-préfet, ancien ministre, maire de Chalon-sur-Saône, né le 11 août 1945 à Lyon (Rhône). Elu député *RPR* de Saône-et-Loire le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 21 mars 1993, 18 juin 1995 (à la suite de la démission de Jean-Paul Emorine) et 1er juin 1997.

PERCHE (Le). Le directeur de cet hebdomadaire normand est Philippe Amyot d'Inville, qui préside son directoire, secondé par Bruno Génult, directeur du journal (B.P. 13, 61400 Montagne-en-Perche).

PEREZ Jean-Claude, secrétaire de mairie, né le 31 mars 1964 à Carcassonne (Aude). Il fut élu député *PS* de l'Aude le 1er juin 1997.

PÉRIER Robert (de), né le 2 août 1930 près de Blois. Révolté par la condamnation du maréchal Pétain en août 1945, il n'a cessé depuis de combattre pour la cause de ce dernier. A dix-huit ans, il alla à sa rencontre à l'île d'Yeu, et la femme du maréchal, avec laquelle il s'était lié, lui remit de la part de son mari l'Ordre National de la Francisque. Il créa *L'Appel de Douaumont,* bulletin qui connut un vif succès, et fonda en 1972 l'*Association Nationale Pétain-Verdun,* pour réclamer le transfert des cendres du Maréchal à Douaumont. « *Nous savons,* écrivait Robert du Périer, *que la Providence veille sur notre combat et que nous conduirons un jour le Maréchal à Douaumont au milieu de ses soldats.* » Il a dénoncé les stratagèmes du procès dans son ouvrage : *Maréchal, nous voilà !* publié en 1992.

PERMANENCES. Mensuel fondé par Jean Ousset, un catholique soucieux de garder son image à cette Eglise que d'aucuns veulent corrompre. Il est dirigé par Me Jacques Trémolet de Villiers, qui fit preuve d'un grand courage en acceptant de défendre l'ancien milicien Touvier. Il est secondé dans sa tâche par de nombreux amis (49, rue de Renaudes, 75017 Paris).

PERNOT Jean-Pierre, ingénieur commercial et maire de Méry-sur-Oise, né le 25 juin 1947 à Clichy-sous-Bois (Hauts-de-Seine). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* du Val-d'Oise le 29 août 1999, en tant que remplaçant de Dominique Gillot, nommée membre du gouvernement.

PERRIN Francis, professeur, né le 17 août 1901 à Paris. Fils de Jean Perrin, professeur à la faculté des

Sciences de Paris, il fut reçu premier à l'agrégation de physique (1929), il professa à la Sorbonne (1935) et au Collège de France (1946-1972). De 1933 à la guerre, Francis Perrin s'occupa surtout de politique et fit des séjours en URSS. Il participa à la rédaction du programme du *Front populaire* et signa la pétition des *Intellectuels républicains au sujet des événements d'Espagne*. Pendant la guerre, il fut admis au second programme américain de la bombe atomique. Après la guerre, il préconisa le développement de l'énergie atomique, notamment dans la production de l'électricité, et il s'opposa à l'action de centaines de scientifiques mettant en garde contre le programme nucléaire civil en France. Il fut l'un des treize signataires du Manifeste du 18 juillet 1958 qui aboutit à la fondation de l'*Union des Forces Démocratiques*. Après avoir adhéré au *PSU* (1968), il rejoignit le *Parti socialiste* après le congrès d'Epinay.

PEROL-DUMONT Marie-Françoise, professeur et conseillère générale, née le 26 mai 1952 à Nedde (Haute-Vienne). Elle fut élue député *PS* de la Haute-Vienne le 1er juin 1997.

PERRIN-GAILLARD Geneviève, vétérinaire, née le 13 mai 1947 à Niort (Deux-Sèvres). Elle fut élue député *PS* des Deux-Sèvres le 1er juin 1997.

PERROTI Jacques, ecclésiastique. Attaché au diocèse de Nanterre et secrétaire de l'abbé Pierre, il est aussi vice-président et porte-parole de l'association des chrétiens homosexuels *David et Jonathan*. Il a signé *Un prêtre parle : je ne peux plus cacher la vérité*, où il revendique son homosexualité. Il a participé, avec Mgr Gaillot, au dîner-débat du 12 février 1990 *Les homosexuels, une chance pour l'Eglise et la société*, et organise, tous les ans, chez lui, une réunion où se rencontrent des ecclésiastiques homosexuels. Il compte parmi ceux qui diffusèrent la pétition pour le Contrat d'union sociale.

PERRUT Bernard, avocat, né le 24 janvier 1957 à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Elu député du Rhône le 1er juin 1997, il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants*.

PERSPECTIVES ET GESTION. Cette *lettre particulière de Bourse*, créée par le journaliste financier Ponge-Helmer, dirigée depuis la mort de ce dernier par son fils Georges Ponge-Helmer, a cessé de paraître. Son non-conformisme lui valait quelques solides inimitiés dans les milieux de la presse qui ne sont probablement pas étrangers à la fin de sa parution. Pour une publication financière, des articles comme celui qui suit, paru dans le numéro du 26 novembre 1999 (16e année - N° 936), pouvaient, en effet, détonner : « *De nos jours, la presse et plus généralement les médias* sont devenus un pouvoir : *le quatrième, le plus puissant, le plus invulnérable. L'astuce journalistique a consisté à suggérer à l'individu que c'est seulement avec l'âge de* l'Information *que l'homme a accédé à la pensée véritable. Les naïfs croient toujours qu'il s'agissait du droit de Voltaire ou des Encyclopédistes à publier ce qui leur plaisait, mais par ce biais on en est venu à affirmer que la presse — aujourd'hui les médias — est une catégorie des arts, des sciences, des lettres, de la philosophie, et on a conclu qu'imposer à un journal certaines limites dans sa libre expression équivalait*

à faire boire la ciguë à Socrate. On a ainsi assimilé la liberté des journaux aux exemples les plus exaltés de la liberté de penser. *Pourtant déjà du temps de Lammenais, il fallait de l'or, beaucoup d'or, pour disposer du droit de parler et parce qu'ils n'étaient pas assez riches, le pamphlétaire catholique pensait que* "le silence était promis aux pauvres". *Ce bâillonnement, que la censure prolétarienne ait ou non remplacé la censure censitaire, Goethe le pressentait lui aussi lorsqu'il écrivait :* "Libération de l'homme, je te salue ! Tu es la plus grande catastrophe de l'Histoire." *Effectivement, le système politico-social a réduit nos sociétés occidentales à une sorte de* "tribu globale" *déracinée, privée de ses élites naturelles comme de ses réflexes individuels les plus élémentaires. Qu'il s'agisse du mythe de la volonté générale ou de celui du prolétariat, tous deux participent* au même processus de massification, d'uniformisation des volontés. *Tous les moyens de communication entre les groupes sociaux, syndicats, partis politiques, tendent inévitablement à la soumission des masses, en les imprégnant de vagues concepts, de mythes mobilisateurs, d'une morale réduite à la seule force de son matérialisme primaire. Ce n'est pas notre confrère, le socialiste Guy Claisse, qui nous aurait démenti. Le tout premier il avait reconnu que si le parti socialiste a vu le jour à Epinay, c'est parce que d'abord "les médias ont façonné, jour après jour, année après année, avec la complicité bienveillante de la part des rédactions, l'image d'une force novatrice, jeune, ouverte", celle qui devait s'incarner dans le député-maire de Château-Chinon. Aussi faut-il accueillir avec un froid mépris toute controverse qui vienne à s'installer, à gauche et à droite, à propos de la liberté, du pluralisme de la presse. Depuis 1830, depuis 1848, elle rebondit de révolution en révolution, et, avec son humour très particulier, Georges Daninos nous avait finement prévenus que* "quand on ne jure plus que par la liberté du peuple, c'est qu'elle va passer par un mauvais quart d'heure". » (17, rue Barthélémy, 130001 Marseille.)

PÉRY Nicole, enseignante, née le 15 mai 1943 à Bayonne. Fille de Jean Duprat, contrôleur des PTT. Membre du *Parti socialiste* depuis 1971, secrétaire fédérale du *PS* (1974-1981), adjointe au maire de Ciboure (1977-1983), membre du Parlement européen (1981-1997), conseillère municipale de Bayonne (depuis 1983), conseillère régionale d'Aquitaine (1985-1994), députée des Pyrénées-Atlantiques (1997-1998), secrétaire d'Etat chargé des Droits des Femmes et de la Formation professionnelle (depuis 1998). ,

PESSINA Colette, enseignante, née le 11 août 1939 à Mascaro (Algérie), est vice-présidente des *Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer au service de la Nation* et elle préside la *Maison du Pied-Noir* à Cagnes-sur-Mer.

PÉTAIN Philippe, maréchal de France, chef de l'Etat français établi à Vichy (voir : *Sigmaringen*).

PETIT Louis, métallurgiste, né le 16 décembre 1884 à Saint-Ouen-sur-Loire (Nièvre), mort le 26 novembre 1958 à Imphy (Nièvre). Ardent militant communiste, il fut conseiller municipal et maire d'Imphy.

PETIT Pierre, médecin hospitalier de CHRU et maire de Morne-Rouge

(Martinique), né le 22 janvier 1930 à Morne-Rouge. Elu député *RPR* de la Martinique le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

PETIT BLEU DE LOT-ET-GARONNE (Le). Quotidien fondé en 1914 sous une forme modeste pour tenir au courant les Agenais de l'évolution du conflit qui venait d'éclater : c'était, en quelque sorte, un communiqué non-militaire donnant des précisions sur les opérations militaires. Peu à peu, ce « *petit bleu* » (alors synonyme de *télégramme*) s'est étoffé et a donné des nouvelles d'ordre général ou local. Depuis quelques années, le tirage de ce journal original tourne autour de 12 000/14 000 exemplaires. Ce dernier chiffre est celui du tirage de 1980, G. Grenouilleau étant directeur du journal. Aujourd'hui, ce petit quotidien original a pour P.-D.G. Bernard Maître, pour directeur délégué de la rédaction Pascal Lemoine et comme rédacteur en chef Maïthé Fayet (B.P. 162, 47005 Agen Cedex).

PETIT COURRIER DE LA CHRÉTIENTÉ (Le). Cette publication non-conformiste est bien renseignée sur les événements d'Outre-Atlantique et les agissements des maîtres secrets du monde. Elle compte des abonnés dans presque tous les pays (*SCBI*, 47, rue Clerc, 75007 Paris).

PETIT PARISIEN (Le). Quotidien reparut en Allemagne sous la direction de Claude Jeantet (voir : *Sigmaringen*).

PETIT ROYALISTE (Le). Revue bimestrielle fondée en 1995 par quelques élèves de l'Ecole Saint-Michel, près de Niherne, notamment : Thibault du Réau et Renaud de Sainte-Marie. Il est prévu que le directeur de la publication, Thibault du Réau, cèdera sa place à un de ses camarades de l'école, Louis-Marie Carlhian, à la rentrée d'octobre 2000. Les principaux collaborateurs de la revue sont au nombre de huit : Thibault du Réau, Etienne et Pierre-Edouard Geffroy, L.-M. Carlhian, François Souchon, Sébastien Gabard, Alexandre Lebret et Pierre de Gavriloft. « *Les anciens élèves restent, d'habitude, des rédacteurs à part entière, bien qu'ils n'occupent pas beaucoup de fonctions pratiques à cause de leur éloignement. Ils participent aussi activement à la diffusion de notre revue et fournissent des conseils, un soutien moral et "doctrinal" à leurs camarades.* » Ajoutons que cette publication originale est rédigée par des collaborateurs, dont « *les plus jeunes sont âgés de quatorze ans, tandis que les plus anciens n'excèdent pas les vingt-deux ans.* » (*Le Petit Royaliste*, Ecole Saint-Michel, Surins, 36250 Niherne).

PERTUS Edouard, officier (E.R.), né le 8 décembre 1923 à Philippeville (Algérie), d'une famille d'agriculteurs français installés en Afrique du Nord. Il a combattu dans la 3e DIA lors des campagnes d'Italie, de France et d'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale. Auteur de *Connaissance élémentaire de l'Islam*, il collabore aujourd'hui à plusieurs revues de la droite nationaliste et traditionaliste et adhère à l'*Action Familiale et Scolaire*.

PEULVAST-BERGEAL Anette, professeur, née le 21 août 1946 à Mantes-la-Jolie. Maire de sa ville natale, elle fut élue député *PS* des Yvelines le 1er juin 1997.

PEUPLE LIBRE. Hebdomadaire départemental, fondé en 1947 par des démocrates-chrétiens, dirigé par Bruno-Almoric (B.P. 116, 26100 Valence Cedex).

PEYREFITTE Alain, ministre plénipotentiaire honoraire, membre de l'Académie Française et de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, ancien ministre (1925-2000). Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 30 novembre 1958, réélu les 18 novembre 1962, 5 mars 1967, 23 juin 1968, 11 mars 1973, 12 mars 1978, 17 janvier 1982, 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 28 mars 1993). Il a été élu sénateur de Seine-et-Marne le 24 septembre 1995. Ecrivain lui-même, Alain Peyrefitte était le cousin de l'écrivain Roger Peyrefitte ; il ne connut pas le même succès littéraire, bien que ses livres sur la Chine fassent autorité malgré son poste de direction au *Figaro.*

PICARD Catherine, chargée d'éducation populaire et conseillère régionale, née le 14 août 1952 à La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine). Elle fut élue député *PS* de l'Eure le 1er juin 1997.

PIERRARD Pierre, docteur ès lettres et professeur émérite de l'Institut catholique de Paris. Il préside l'*Amitié judéo-chrétienne.* Il a participé aux *Etats généraux de l'Espérance* organisés à Saint-Ouen les 23 et 24 novembre 1991. Ses ouvrages abordent les thèmes des prêtres, du christianisme social et de l'histoire de l'Eglise. Ce chrétien de gauche a également rédigé la préface du livre *Les prêtres ouvriers, le cardinal Liénart et Rome.* Il était présent au colloque *Que sont devenus les chrétiens de gauche ?* organisé le 1er octobre 1994 par *Témoignage chrétien.*

PIERRET Christian, membre de la Cour des Comptes, né le 12 mars 1946 à Bar-le-Duc. Ce catholique de gauche représenta *Vie Nouvelle* au Congrès socialiste d'Epinay (1971), et, sorti de l'*Ecole Nationale d'Administration* (où il avait participé à la fondation d'une section *CFDT*), intégra le ministère de l'Economie et des Finances avant d'entrer à la Cour des Comptes. Au *PS,* Christian Pierret détint le poste de premier secrétaire de la fédération de Paris (1973-1976), siégea au comité directeur à compter de 1975, de 1981 à 1990 au bureau exécutif, remplit la fonction de secrétaire national aux collectivités locales, à l'urbanisme et à l'écologie, et, d'abord proche du *Ceres* de Jean-Pierre Chevènement, rallia Pierre Mauroy (1979), puis Laurent Fabius (1984). Toujours réélu député des Vosges (1978-1993), conseiller général de Saint-Dié-est (1979-1988), conseiller régional de Lorraine (1978-1988, 1998), rapporteur du Budget à l'Assemblée nationale (1981), président de la commission supérieure de la *Caisse Nationale de Prévoyance* (1986-1989), président de la commission de surveillance de la *Caisse des Dépôts et Consignations* à compter de 1988, successeur de Pierre Bérégovoy au sein du *Comité pour l'Union Monétaire Européenne* (1988), maire de Saint-Dié (1989), Christian Pierret présida, de 1991 à 1993, la commission des Finances au Palais Bourbon. Il co-fonda également, avec le député *RPR* Maurice Jeandon, le *Comité anti-raciste* de Saint-Dié, présida le groupe parlementaire d'amitié *France-Israël* (1988-

1993). Déféré devant les tribunaux à la suite de la faillite frauduleuse du *Comptoir des Inventions pour l'Automobile* (1986), Christian Pierret fut condamné en première instance, mais acquitté en appel. Il est, depuis 1991, actionnaire du cabinet *Lobbying Boury & Associés,* et, depuis 1993, vice-président du groupe *Accor.* Le Premier ministre Lionel Jospin le promut secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie en 1997. Ajoutons qu'il est affilié à la *Grande Loge de France* et au *Siècle.*

PINOTEAU (baron) Hervé, né à Paris en 1922. Il travaillait dans l'édition, puis il se consacra à la défense de la cause des ducs d'Anjou. Il a été notamment le secrétaire général de l'*Académie Internationale d'héraldique.* Collaborateur de *Présent* et d'*Itinéraires,* il reçut le grand prix national d'Histoire de l'Académie d'histoire (1990) et de nombreux autres prix réputés. Auteur de : *Etat présent de la Maison de Bourbon,* 1975, 1986, 1991, *Etat de l'Ordre de Saint-Esprit en* 1830, *Le sang de Louis XIV*, etc.

PINTAT Xavier, ingénieur, né le 15 mars 1954 à Bordeaux (Gironde). Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 28 mars 1993), conseiller général et maire de Soulac-sur-Mer. Il a été élu sénateur de Gironde le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

PIPON Jean, agriculteur, né le 23 mai 1920 à Douvre (Calvados). Il a été membre actif du syndicalisme agricole *FNSEA* à partir de 1946, avant de diriger la *FNSEA* d'Indre-et-Loire en 1963. En 1969, il a créé la *Fédération Française de l'Agriculture,* syndicalisme concurrent de la *FNSEA,* dont la politique envers la paysannerie l'avait écœuré. Il a signé *Le suicide collectif des paysans, 1958-1982.*

PLAGNOL Henri, maître des requêtes au Conseil d'Etat et conseiller général, né le 11 février 1961 à Paris. Il fut élu député *UDF* du Val-de-Marne le 1er juin 1997.

PLANTIN Jean-Robert, historien, ne le 23 juillet 1965 à Lyon. A obtenu une maîtrise d'histoire (1990) à l'université Lyon III avec un mémoire sur *Paul Rassinier,* puis un diplôme d'études approfondies (DEA) d'histoire à l'université Lyon II avec un mémoire sur *les épidémies du typhus exanthématique dans les camps de concentration nazis.* Pour y développer le problème, il a fondé, en octobre 1997 une revue *Akrideia* (45/3, route de Vourles 69230 Saint-Genis-Laval), avec la collaboration de Carlo Mattogno, Enrique Aynat, Mark Weber, Théodore J. O'Kelfe, Jean-Marie Boisdefeu et Robert Faurisson. Ce fut le début de ses ennuis judiciaires : il fut accusé d'avoir fait de la publicité en faveur de publications dangereuses pour la jeunesse (en fait, des revues *révisionnistes*) malgré une interdiction administrative. Condamné à 6 mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende plus 29 000 F de dommages-intérêts et frais d'avocats, à trois associations *antiracistes* plus confiscation des deux ordinateurs saisis lors d'une perquisition en janvier 1999. Puis il fut poursuivi en justice le 7 septembre 1999, en vertu de la loi Gayssot, parce qu'il avait publié des articles du révisionniste américain Mark Weber sur l'absence de chambres à gaz dans les camps de

Buchenwald et de Bergen-Belsen. Condamné à 6 mois de prison avec sursis et 30 000 F d'amende plus 16 500 F de dommages-intérêts et frais d'avocat (solidairement avec son imprimeur qui était également poursuivi) à deux associations. Il n'en poursuit pas moins ses études et recherches sur les événements qui marquèrent la Deuxième Guerre mondiale. Il le fait dans la revue *Akribeia* et par les éditions *Akribeia*. Celles-ci ont édité, en livre, la préface qu'Albert Paraz avait publié dans l'ouvrage de Paul Rassinier *Le Mensonge d'Ulysse*. Il y a ajouté un avant-propos du professeur Robert Faurisson. Les éditions *Akribeia* ont également publié *Comment naît un cycle de légendes* par Fernand van Langenhove. Les éditions *Akribeia* diffusent également des livres de Saint-Loup, Degrelle, David Irvin, Guy Sajer, Autant-Lara et Jean Mabire.

PLONCARD D'ASSAC Philippe, médecin, fils du doctrinaire du nationalisme français, président des *Cercles nationalistes français* (MBE 238, BP 5508, 83097 Toulon Cedex). Né en 1936, le docteur Philippe Ploncard, alors qu'il vivait avec les siens, près de Bruxelles, était le délégué du *Front National* pour la Belgique. Il rompit bien avant la scission Le Pen-Mégret et vint s'établir près de Toulon, où il a acquis une réputation de chirurgien exceptionnelle. A la tête des *Cercles nationalistes français,* il prend, en quelque sorte, la succession de son père Jacques Ploncard d'Assac, retiré lui aussi dans le Var. Ce qui l'amène à prendre la plume, pour exposer ses idées, dans *Le Nationalisme Français,* préfacé par Henry Coston, et vendu à la Librairie *La Licorne Bleue* (3 bis, rue Jules-Vallès, 75011 Paris).

POIGNANT Bernard, Georges, Eugène-Marie, enseignant, né le 19 septembre 1945 à Vannes (Morbihan). Ce fils d'un ouvrier boulanger, agrégé d'histoire et géographie, professa à l'Ecole normale de Quimper et à l'université de Bretagne occidentale. Socialiste militant, il fut secrétaire des Affaires étrangères du *PS* et membre du comité directeur de ce parti. Sa carrière politique est bien fournie : député socialiste du Finistère (1re circonscription : Quimper) (1981-1986 et 1988-1993), conseiller régional de Bretagne (1981-1988) conseiller municipal (1983), maire (depuis 1989) de Quimper, conseiller général du Finistère (1988-1989), président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (depuis 1993), élu au Parlement européen en 1999.

POIGNANT Serge, chargé de recherche au CNRS, conseiller général et maire de Basse-Goulaine, né le 1er novembre 1947 à Segré (Maine-et-Loire). Elu député *RPR* de Loire-Atlantique le 21 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

POINT (Le). Hebdomadaire fondé pour concurrencer *l'Express* : sa diffusion actuelle dépasse 320 000 exemplaires. Bernard Wouts, P.-D.G., représente les véritables actionnaires. Jusqu'ici, c'est une personnalité de la Trilatérale qui dirigeait le magazine : Claude Imbert, tout acquis aux ambitions de cette synarchie internationale. Il vient d'être éliminé, en raison de son âge, par un ancien du *Nouvel Observateur,* hier encore maître de la rédaction du *Figaro* : Franz-Olivier Giesbert. Bernard-Henri Lévy, homme d'affaires et journaliste, est l'une des « grandes signatures » du *Point,* avec

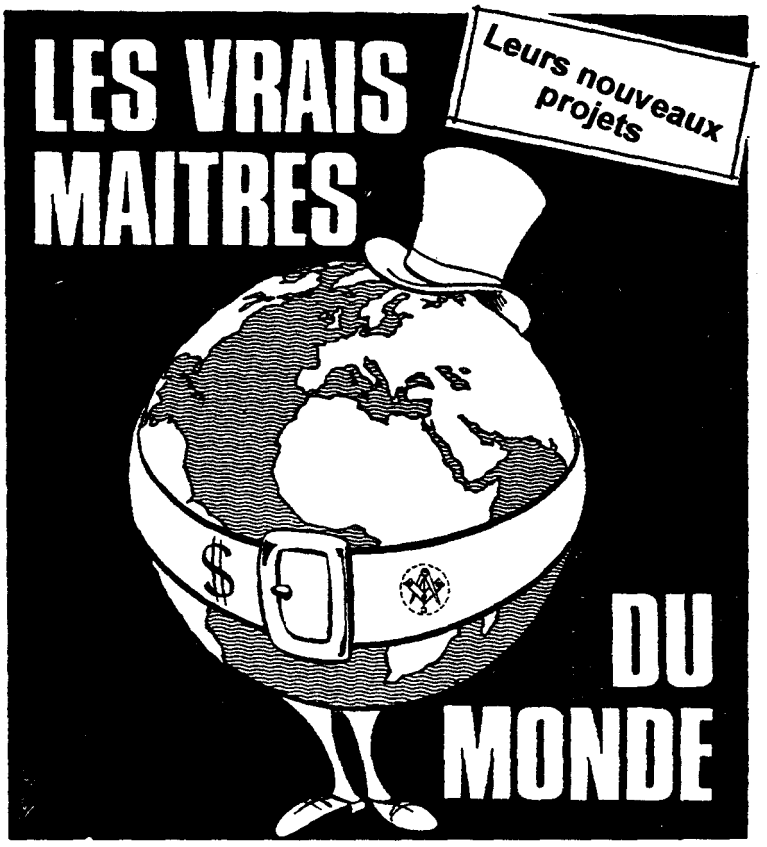
La menace démographique

Belgique-België
P.P.
1040 Bruxelles 4
1/4271

PRIX DU N°:
50 FB
ABONNEMENT:
2 ans :2.300 fb
1 an :1.200 fb
6 mois : 660 fb
cpte: 001-2884017-89

POLEMIQUE INFO
L'INFO POLITIQUEMENT INCORRECTE

N° 198 | 19 mai 2000 | 5ème année



BIMENSUEL - BUREAU DE DEPOT : BRUXELLES 4
E.R.: A.ESCADA - Rue de la Cible 48 - 1030 Bruxelles

Société d'édition et de diffusion de Polémique, sprl, 48 rue de la Cible, 1030 Bruxelles

Pour tout savoir
sur tout ce que l'on ne veut pas
que vous sachiez !

ses amis Guy Carcassonne et Philippe Meyer, Alain Duhamel et Luc Ferry étant les deux importants chroniqueurs.

POINT DE VUE (précédemment *Point de Vue - Image du Monde*). Magazine dirigé par Jean-Claude Cochi, secondé par Patrick Marescaux, rédacteur en chef. Tirage : 319 000 exemplaires (142, rue du Bac, 75007 Paris).

POINTS SUR LES I. Lettre confidentielle publiée par le journaliste Bernard Cabanes. Ce dernier, âgé de 75 ans, a annoncé le 24 décembre 1999 la suspension de cette publication. Ancien collaborateur et ami de feu Emilien Amaury, l'un des principaux directeurs de presse des années qui ont suivi la guerre, Bernard Cabanes fut la cible des adversaires cégétistes de son « *patron* » : c'est un homonyme qui fut tué à sa place. Courageux, voire téméraire, il ne céda pas à la menace et il poursuivit « l'œuvre de salubrité » qu'il avait entreprise au *Parisien Libéré* et dans la presse Amaury. Aujourd'hui que son patron est mort (accident ?) la presse Amaury est passée sous la coupe des ennemis du père de l'actuel directeur (Bernard Cabanes, B.P. 16, 91371 Verrières-le-Buisson Cedex).

POLÉMIQUE. Journal bimensuel d'action nationale, lu en Belgique et en France, fondé et dirigé par Alain Escada (né le 16 mai 1970 à Bruxelles), ancien rédacteur à *Contact Patriotique, le Pays de Bruxelles, Croisade,* etc. Formé politiquement par le lieutenant-général Janssens, le directeur de *Polémique* représente la tendance unitariste et catholique des nationalistes. La publication est soutenue par les militants des *Jeunesses Polémistes Nationalistes* (*G.J.P.N.*). (Adresse : A. Escada, rue de la Cible, 1030 Bruxelles).

POLITIS. Hebdomadaire (22 000 ex.) dirigé par Bernard Langlois. Denis Sieffert et Roger Tréfeu ont la haute main sur la rédaction, assisté par Jacques Bertin, rédacteur en chef adjoint. (2, impasse Delaunay, 75001 Paris).

PONCELET Christian, fonctionnaire (E.R.), né le 24 mars 1928 à Blaise (Ardennes). Ancien ministre, membre de l'Assemblée nationale (élu le 25 novembre 1962, réélu les 5 mars 1967, 23 juin 1968 et 4 mars 1973), président du Conseil général, maire de Remiremont, président du Sénat. Elu sénateur des Vosges le 25 septembre 1977, il a été réélu les 28 septembre 1986 et 24 septembre 1995. Il est inscrit au *RPR*.

PONIATOWSKY Ladislas, cadre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 16 mars 1986, réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997), ancien questeur de l'Assemblée nationale, vice-président du Conseil général, maire de Quillebeuf-sur-Seine, né le 10 novembre 1946 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Il est issu de la famille du maréchal de Napoléon, restée attachée à la Droite traditionaliste. Il a été élu sénateur de l'Eure le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants*.

PONS Bernard, docteur en médecine, ancien ministre, conseiller de Paris, né le 18 juillet 1926 à Béziers (Hérault). Elu député *RPR* de Paris le 12 mars 1967, il fut réélu les 30 juin 1968, 11 mars 1973, 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, mais il démis-

sionna le 1er avril 1986. Il fut à nouveau élu les 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 25 mai 1997.

PONTIER Jean, retraité du ministère de la Justice, conseiller général, né le 13 novembre 1932 à Nîmes (Gard). Elu le 1er juin 1997, il devint député *Radical, citoyen et vert* le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Jacques Dondoux, nommé membre du gouvernement.

POPULAIRE DU CENTRE (Le). Quotidien d'origine socialiste animé par le triumvirat Marcel Tourlonias, président, Jean-Pierre Caillard, directeur général, et Serge Joffre, directeur et rédacteur en chef. Tirage : 51 000 exemplaires (B.P. 541, 87001 Limoges Cedex).

POUJADE Robert, inspecteur général de l'Education nationale, ancien ministre et maire de Dijon, né le 6 mai 1928 à Moulins (Allier). Elu député *RPR* de Côte-d'Or le 12 mars 1967, il fut réélu les 23 juin 1968, 11 mars 1973, 19 mars 1978. Battu par le socialiste Roland Carraz en juin 1981, il redevint député les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

POULAT Emile, historien s'intéressant à la sociologie. Il a collaboré aux revues *ARM, Politica Hermética, Notre histoire* et *Concilium.* Il a signé de nombreux ouvrages parmi lesquels *L'Ere postchrétienne, Un monde sorti de Dieu, Cent ans d'histoire de la Croix, L'Appel de la JOC, Critique et mystique, La Galaxie Jésus, Liberté, laïcité, la guerre des deux France et le principe de modernité, L'antimaçonnisme catholique, Où va le christianisme ?,* etc. Selon *la Lettre aux catholiques amis des maçons,* ce chrétien de gauche favorise le rapprochement de l'Eglise catholique et des sociétés secrètes maçonniques.

POURTAUD Danièle, gérante de sociétés, née le 23 octobre 1951 à Châteaudun (Eure-et-Loire). Conseillère du XVIe arrondissement de Paris, elle a été élue sénateur de Paris le 24 septembre 1995. Elle est inscrite au groupe *socialiste.*

POZNER Vladimir, écrivain, né et mort à Paris (5 janvier 1905-19 février 1992). Issu d'une famille de juifs russes qui avait immigré à la fin du XIXe siècle, sa mère, originaire de Lithuanie, était venue en France pour y faire ses études de médecine à Montpellier. Son père, Salomon Pozner, originaire de Minsk, avocat en Russie tsariste, avait fui son pays pour raison politique. Vladimir Pozner collabora avant 1914 à *L'Humanité,* alors socialiste, puis prit la direction du bureau de presse de la *Jewish Colonisation Association.* Il se réfugia aux USA en 1940. Il fut, après la guerre, traducteur, scénariste (il est l'auteur du scénario de *Point du jour* de Louis Daquin) ; membre du *Parti communiste,* il joua un rôle important dans le lancement de la campagne en faveur des Rosenberg, condamnés aux USA pour espionnage. Ses œuvres, en nombre considérable, bénéficient de la sympathie de la grande presse, d'où une large diffusion.

PRÉCURSEUR (Le). Mensuel du *Parti « Français Chrétiens »,* que dirige depuis sa création, il y a une douzaine d'années, un militant chevronné de la cause nationale, Pierre Grandemange (BP 202, 74302 Orthez).

PRÉSENT

NUMÉRO 4702 **Samedi 18 novembre 2000** **15F**

ANTILLES-RÉUNION 24 F • TAHITI - NOUVELLE CALÉDONIE 705 FP • CÔTE D'IVOIRE 1050 CFA • BELGIQUE 97 FB.

La droite telle qu'elle se parle

La « conscience individuelle » est devenue l'alibi de Pilate. Sur les « sujets de société », les députés de la droite et du centre voteront « en conscience », c'est-à-dire n'importe comment, en ordre dispersé et dans tous les sens. Le 29 novembre, l'Assemblée nationale doit se prononcer sur l'allongement du délai légal de l'avortement, prévu par le projet de loi gouvernemental. « *Entière liberté de conscience est laissée aux députés* », déclare Jean-Louis Debré, président du groupe parlementaire chiraquien (RPR). Sur les autres sujets, il ne laisse pas aux députés la liberté de voter selon leur conscience ? Mais sur l'ensemble des « problèmes de société » les partis de droite sont embarrassés, parfois ils s'avouent à eux-mêmes qu'ils se sentent « piégés » : parce qu'en réalité ils n'ont ni morale ni doctrine commune, la « liberté » dont ils se parlent alors est synonyme d'indétermination.

Néanmoins la libre conscience-alibi qu'ils s'attribuent demeure strictement encadrée. L'intergroupe de l'opposition parlementaire a pris une décision dogmatique, résumée en ces termes par Jean-Louis Debré (*Le Monde* du 15 novembre) : « *Il n'est pas question de profiter de l'examen du texte* [du nouveau projet de loi] *pour remettre en cause la loi Veil sur l'avortement.* » Tiens donc ! Justement l'interdit que Martine Aubry avait promulgué au nom du gouvernement socialo-communiste.

Edouard Balladur a fort bien synthétisé ce que la droite parlementaire se dit à elle-même sur les « sujets de société » tels que l'avortement, la pilule du lendemain et en général la révision annoncée des lois bioéthiques (*Figaro* du 15) :

« Sur tous ces sujets, la droite doit faire preuve d'ouverture d'esprit et s'en tenir au principe de la responsabilité individuelle. Il est légitime que la loi proscrive des actes contraires à l'intérêt de la société. Pour le reste, laissons à chacun le soin de régler ses problèmes comme sa conscience l'y invite. »

Un tel discours ne se prononce donc pas seulement pour la liberté *de vote* des députés, mais très explicitement pour l'entière liberté *de comportement* de tous les citoyens, sans aucune loi restrictive. C'était déjà le fond de la pensée de Giscard d'Estaing, telle qu'il la confiait au *Nouvel Observateur* dès 1974, et qu'il dissimula partiellement à partir du moment où la mort de Pompidou lui ouvrait la voie à la présidence. Cette droite, toujours la même, est libérale en philosophie morale même chez ceux qui se croient catholiques en religion (privée), et elle ne reconnaît sur les « sujets de société » aucune autre référence que la *responsabilité* de chaque *conscience* : elle ne parle ainsi de conscience et de responsabilité *individuelles* que pour s'en laver les mains.

La loi ne doit alors interdire, comme l'énonce Balladur, que « ce qui est contraire à l'intérêt de la société ». Pour cette droite-là, ne sont donc pas *contraires à l'intérêt de la société* les avortements en masse, les atteintes à l'autorité parentale et à la structure de la famille. L'« intérêt de la société » lui paraît essentiellement d'ordre économique. La « vraie différence entre la droite et la gauche » est simplement celle-ci, dit Balladur : « D'un côté, le contrat librement conclu entre les différents acteurs économiques ou sociaux, de l'autre, la réglementation imposée par l'Etat. » Il est vrai que les socialistes rêvent sans cesse d'un supplément de réglementation, tandis que la droite libérale en revient toujours plus ou moins au « renard libre dans le poulailler libre ». C'est important. Ce n'est pas tout. Edouard Balladur se présente comme le personnage le plus convenable de la droite parlementaire ; le plus sérieux, le plus réfléchi. Et voilà à quoi se limitent ses convictions politiques. Les « problèmes [dits de] société » sont abandonnés aux préférences individuelles, comme la couleur d'un manteau, le choix d'un vin, d'une voiture, d'une opinion, d'une religion ou d'une autre. Sous la seule mais impérative réserve, toutefois, de ne pas « revenir en arrière »...

On s'est ainsi laissé imposer médiatiquement l'idée que les « problèmes de société » ne sont pas des problèmes gravement politiques, mais des sujets secondaires et facultatifs. Il faudra sans doute, mais dans quel délabrement général, l'arrivée d'une autre génération pour comprendre à nouveau que le plus décisif en politique, c'est la santé, et que la santé politique dépend de la vie des familles, du culte des métiers et de la piété nationale.

Jean Madiran

Pascal Sevran viré parce que **trop** français ?

Le couperet est tombé : à la fin de l'année, l'émission quotidienne de Pascal Sevran, « La chance aux chansons », un rendez-vous populaire vieux d'une quinzaine d'années, aura cessé de vivre. Ainsi en a décidé la patronne de France 2, Michèle Cotta, tout récemment *promotionnée* chevalier – ou doit-on dire « chevalière » – de la Légion d'honneur : nous allons être sevrés de Sevran.

« La chance aux chansons » était, dans un paysage audiovisuel dit français, la dernière émission où l'on pouvait entendre de la belle chanson française. Applaudir d'élégantes danses de salon. Voir et complimenter les fanfares de nos armées. Retrouver Georgette Lemaire, Daniel Guichard, Yvette Horner, les rois de l'accordéon, les cadors de la gambille. Se payer un coup de musette. Rêver dans les guinguettes.

Cette émission – qui fait des audimats de rêve – était un îlot de résistance, un havre de France, un golfe clair dans un océan pourri où, de M6 à MCM, c'est un déferlement de rap, de techno, de hip hop, de bouzingues déments baptisés musique. On y parlait français, on y chantait français, on y pensait français et quand, à l'occasion, on allait voir du côté des rythmes latinos, c'était pour retrouver les meilleurs moments du tango, du paso doble, de la rumba, du mambo, de la bossa nova.

Une telle provocation – et quotidienne s'il vous plaît – n'était plus tolérable. Ce Sevran franco-français, parolier de talent, amoureux de musiques qui parlent au cœur et au corps, faisait tache dans un univers bigarré et obligatoirement multiculturel. Ses heures étaient comptées. Cent fois on avait programmé sa disparition. Cent fois on avait retardé sa mise à mort tant sa popularité – celle d'un grand professionnel – est grande.

On explique : « Sevran, "La chance aux chansons", c'est ringard ». Ringard, le mot qui tue. L'étiquette infamante que l'on vous colle à la peau comme on vous colle à un mur. *Ringards* les Brassens, Trénet, Ferré, Brel, Dumont, Dudan, Sablon, Mireille, Dalida, Piaf, Reggiani, Vaucaire, Patachou, Montand, Lemarque, Dassary, Delyle, Mestral, Claveau, Pills, Marjane, Reda Caire, Lumière, Damia, Chevalier, Rina Ketty, Ray Ventura, Berthe Sylva, Fréhel que Pascal Sevran honorait avec ferveur et tendresse. *Modernes* les Nique Ta Mère et leurs misérables épigones...

Cotta, Quota. Il ne restait plus grand chose, à la télévision, de la spécificité musicale française. C'était encore trop. Pascal Sevran viré. Parce que *trop* français. On aurait tort de ne traiter cette nouvelle *que* comme un simple fait divers.

Olivier Malentraide

A DÉCOUVRIR SUR INTERNET : www.racismeantiblanc.bizland.com/

Le terrible livre de Bruno Gheerbrant : "Le Racisme antiblanc"

C'EST sur Internet que l'on peut lire – et si vous n'avez pas Internet, faites-le tirer sur papier par quelqu'un « branché » – le livre, le terrible livre de Bruno Gheerbrant, *Le Racisme antiblanc*.

L'idée de ce livre – serein, sans esprit de polémique inutile, carré – est venu à Gheerbrant un jour où il s'est posé ces questions :

– Pourquoi étais-je si prompt à identifier et à lutter contre le racisme dont les membres d'autres groupes ethniques peuvent être victimes et si incapable d'identifier celui qui me visait ? Pourquoi étais-je toujours prêt à me laisser marcher sur les pieds par des individus appartenant à d'autres groupes ethniques par peur de passer pour « raciste » ? Si le racisme ne se limitait pas à une agression physique ou à des insultes, pourquoi était-il si difficile d'identifier, de dénoncer et de combattre le racisme dont j'étais fréquemment victime à des degrés divers ?

Au terme de sa réflexion, Bruno Gheerbrant en est arrivé à comprendre qu'il existait « un racisme très particulier dans ses croyances et dans ses modes opératoires » : le racisme antiblanc :

– Dans la France d'aujourd'hui, les Blancs sont les principales victimes des crimes inter-ethniques dont une bonne part sont – ou présentent tous les signes – des crimes et des agressions racistes.

D'où ce livre. Conçu en quatre parties :

– décrire, définir et nommer les manifestations du racisme antiblanc ;

– analyser – et c'est, à notre sens, la partie la plus forte de cet essai – le livre de Tahar Ben Jelloun, *Le Racisme expliqué à ma fille* ;

– quelques vérités bonnes à rappeler – et passées sous silence – sur l'esclavage ;

– comprendre qui profite du racisme antiblanc ; expliquer pourquoi les questions raciales sont devenues l'objet incontournable de la politique française ; expliquer pourquoi une famille politique a décidé de *racialiser* le débat social dans notre pays.

« J'espère qu'en refermant ce livre, écrit Gheerbrant, quelques lecteurs auront appris à mieux comprendre, à identifier et à nommer les manifestations d'une haine qui se cache sous les appels au "respect", à la "tolérance", et qui est devenue, pour des raisons politiques, un racisme acepté, légitimé et encouragé dans notre société : le racisme antiblanc. »

Nous reproduisons en encadré quelques extraits de « chansons » interprétées par le groupe de rap Ministère Amer. Ce groupe n'est pas un groupe clandestin. Il a pignon sur rue et toute sa place dans les rayons « musique » de la FNAC ou de Virgin Megastore.

Ce type de racisme, écrit Gheerbrant, « de plus en plus répandu, de plus en plus virulent, n'est ni dénoncé, ni combattu – quand il n'est pas encouragé – parce que certains ont intérêt à l'instrumentaliser, soit pour en tirer un bénéfice politique, soit pour en tirer un bénéfice économique, soit pour en tirer quelques privilèges raciaux ». Et de conclure :

– Si, dans le combat contre le racisme antiblanc, il faut garder en tête qu'on ne se grandit pas en écrasant les autres, il devient urgent d'avoir, à l'esprit que se mettre à genoux ne grandit pas les autres.

Alain Sanders

Extraits de « chansons » du groupe de rap Ministère Amer

« Quelle chance d'habiter la France / Dommage mon petit que ta mère ne t'ai *(sic)* rien dit sur ce putain de pays / Où 24 heures par jour et 7 jours par semaine / J'ai envie de dégainer / Sur des f.a.c.e.s. d.e.c.r.a.i.e. / Face de craie / bien placées / qui m'empêchent de m'exprimer... »

« Pan ! dans tes dents / Je m'adresse à toi petit blanc / Je baise ton gouvernement. / Tu me diras / « Pourquoi tant de Haine ? » / avec ta sale haleine / je te dirais / ta mère / ta sœur / cette chienne / kiffe l'Afrique / ma trique / ma ziq / logique / elle veut un négroïde... »

« De sa fille il en a marre, veut la casser comme un jeu avec un couch-un blond aux yeux bleus. »

« Que va-t-il se passer au village des visages pâles si mal ? Je les fous dans mon zoom zoom / Boum ! Boum ! dans Pim et Pam et Poum / Les Gentils Gnomes / anéantir / ... »

La France continue d'importer des viandes d'animaux nourris aux farines carnées

Nous le soulignions ces derniers jours, la France, malgré les propos gouvernementaux sur la sécurité alimentaire et le principe de précaution, continue à faire commerce de viandes européennes nourries aux farines animales (*Présent* du 16 novembre). La question qui se pose dès lors, et que notamment de plus en plus de professionnels et de consommateurs se posent, est de savoir à quoi il sert d'interdire ce type de farines dans notre pays, si elles peuvent entrer tout de même par l'intermédiaire des bêtes qui les ont consommées ?

Le cas est particulièrement flagrant pour le porc et la volaille. L'année dernière nous avons importé – les chiffres sont énormes, quand on pense surtout aux difficultés de nos paysans... – 323 800 tonnes de porcs, principalement d'Espagne, du Danemark et des Pays-Bas, et 120 000 tonnes de volailles, de Belgique et des Pays-Bas.

Le gouvernement ne veut pas supprimer ces importations, arguant du fait qu'on n'a pas détecté, chez ces animaux, d'encéphalopathie spongiforme... bovine. Mais il avoue surtout qu'un arrêt des importations se heurterait aux règlements communautaires.

Autrement dit, qu'il a les mains liées par son Europe, qui nous force à acheter de la viande dont nous ne voulons pas dans nos champs (... ou nos batteries). Le premier principe de précaution consisterait dès lors à se débarrasser de cette étouffante technocratie !

Certes, le Parlement européen

suite page 2

Olivier Mirande

N° 16.979 - 4,50 F soit 0,69 €

JEUDI 13 JUILLET 2000 ★

Votre NOUVEL UNIVERS
BOULE PUB DISCOTHEQUE
MACHINES A SOUS

LA PRESSE DE LA MANCHE

PREMIER QUOTIDIEN DE LA FRANCE LIBÉRÉE

Quotidien d'information départemental. 9, rue Gambetta - B.P. 408 - 50104 CHERBOURG CEDEX - Téléphone 02 33 97 16 16 (lignes groupées)

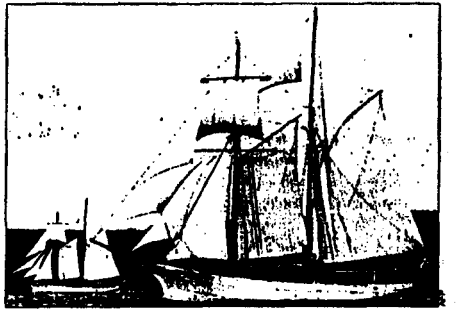
ARTISTIC PHOTO
Joël LEHUBY
VOS PHOTOS EN DOUBLE
pour 10F de plus
12, quai Alexandre-III - cherbourg

La redevance en question

Impôts « archaïque, injuste et coûteux à gérer », la redevance audiovisuelle est sérieusement mise à mal dans le rapport final de la Mission d'évaluation et de contrôle. Le rapporteur en propose la suppression à l'horizon 2002 : le débat est ouvert.

Page 25

LA PRESSE DE LA MANCHE
paraîtra demain vendredi 14 juillet



Brest 2000 : toutes voiles dehors

Page 4

Programme Cœlacanthe

PRÉEL Jean-Luc, chef de service hospitalier, né le 30 octobre 1940 à Caen (Calvados). Elu député *UDF* de Vendée le 5 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

PRÉSENT. La dessinatrice Chard est l'un des piliers du quotidien *Présent*. Ses caricatures provoquent la colère des adversaires et, aussi, celle de la Justice, qui a souvent condamné son courage et son esprit. Fondé en janvier 1982, ce quotidien était dirigé par Jean Madiran, le chef de file des traditionalistes chrétiens, et François Brigneau, le grand polémiste de la presse nationaliste. Ce dernier quitta le journal en 1986. Le journal éprouva une grande perte : Pierre Durand, directeur administratif depuis 1983, décéda brusquement : il avait été agressé le même jour que Henry Coston. Modeste d'aspect — *Présent* paraît cinq fois par semaine sur quatre pages — il s'imposa par son sérieux et son courage. Il est, depuis la disparition du *Méridional* de Marseille, le seul quotidien de la Droite française. Le boycott permanent qu'il subit de la part des grands confrères, lesquels s'obstinent à l'ignorer, et du gouvernement (de droite ou de gauche), qui réduit les subventions à la presse, nuisent à son développement, l'absence de publicité oblige son administration à jouer les équilibristes : le manque d'argent se fait cruellement sentir. Depuis la crise du mouvement national et le découragement dans les milieux de la vraie droite qui s'ensuit, c'est par miracle que *Présent* existe encore. A quatre-vingts ans passés, Jean Madiran, aidé par son équipe, fait face avec courage et abnégation. Autour de lui, outre Chard (citée plus haut), se dressent face à l'adversaire : les deux sœurs de Zita, Georges-Paul Wagner, Jean Cochet, Yves Daoudal, Rémi Fontaine (5, rue d'Amboise, 75002 Paris).

PRESSE D'ARMOR (La). Hebdomadaire fondé en 1877 et dirigé par Philippe Moutier, la rédaction ayant pour chef responsable Christian Bouzois (B.P. 12, 22501 Paimpol).

PRESSE DE GRAY ET DE VESOUL (La). Diffuse chaque semaine 15 000 exemplaires dans la région. Directeur : Eric Lejeune (40, rue Paul-Morel, 70000 Vesoul).

PRESSE DE LA MANCHE (La). Quotidien fondé le 3 juillet 1944 et dirigé par Marcel Clairet, président du directoire, assisté par Albert Bodin, chargé de la gestion et de la publicité. La rédaction est dirigée par Philippe Lebarillier et Jean Levallois. Le président du conseil de surveillance est un homme de presse connu, déjà à la tête de plusieurs journaux : Philippe Amyot d'Invile (B.P. 408, 50104 Cherbourg Cedex).

PRESSE-OCÉAN. Quotidien fondé en 1945, présidé par Christian Coustal, dirigé par Christian Coissieu et « rédigé en chef » par Etienne Charbonneau assisté par Gérard Royer. Son édition hebdomadaire *Presse Océan Dimanche* a pour rédacteur en chef Etienne Charbonneau (B.P. 22418, 44024 Nantes Cedex).

PRÉVOST Philippe, historien, né le 23 février 1935 au Havre. Diplômé d'études supérieures de droit romain et d'histoire du droit, il est aussi licencié en Histoire et a soutenu sa thèse de doctorat *La France et le Canada, d'une après-guerre à l'autre (1918-1944).*

Sainte Victoire
LA PROVENCE Libérée
56e année
SAMEDI 15 JUILLET 2000
n° 2909 - 5 F

Météo

METEO FRANCE

On l'ignore peut-être : 78 personnes, essentiellement des ingénieurs et techniciens supérieurs travaillent sur le site d'Aix-en-Provence de Météo-France. Celui-ci fait partie de la Direction interrégionale Sud-Est de l'établissement public qui exerce ses compétences sur le Languedoc-Roussillon, la région PACA et la Corse. On y reviendra.

Nous publions pour l'heure les records de température enregistrés à Aix depuis 38 ans par Météo-France. Le tableau ci-dessous montre que l'été 2000 n'est pas particulièrement "fou" en la matière.

Voici, première colonne à gauche, les mois de l'année. Au milieu, les records de chaleur en degrés Celsius, puis, entre parenthèses, le jour et l'année du record. Colonne de droite, les mêmes indications, mais concernant les records de froid.

Bonnes vacances...

Maxence

Les records

Jan	18.9° (3/1971)	-14.4° (9/1985)
Fév	22.5° (11/1986)	-17.4° (1/1963)
Mar	25.2° (2/1970)	-12.5° (7/1971)
Avr	27.4° (2/1967)	-4° (10/1970)
Mai	31.2° (1/1962)	-1.1° (4/1967)
Juin	33.5° (9/1972)	3.2° (8/1969)
Juil	40.3° (6/1965)	6° (18/1970)
Aoû	37.9° (26/1966)	4° (25/1969)
Sep	33.2° (30/1974)	1.7° (29/1968)
Oct	29.9° (30/1997)	-3.6° (30/1974)

Club de la croisière Marseille-Provence

En attendant le nouveau terminal

Fondé en 1996 par la CCI Marseille-Provence, la Ville de Marseille et le Port Autonome de Marseille, le Club de la Croisière assemble l'ensemble de la filière économique et institutionnelle de Marseille concernée par le développement de cette activité. Véritable outil de développement de la fréquentation des opérateurs de croisière, son action couvre trois domaines : la promotion de l'escale et du départ Marseille, l'accueil des passagers à quai et dans la ville, l'adaptation des installations et des services portuaires :

- la promotion de l'escale et du départ Marseille par la création et la diffusion d'outils d'information à l'intention des professionnels et du grand public (guides, plaquettes, site internet...), par l'action commerciale auprès des armateurs, par la participation à des salons professionnels et grand public.
- l'accueil des passagers par la mise en place d'un dispositif d'accueil et d'animation en gare maritime à chaque escale (marché provençal, labellisation des taxis, hôtesses de l'Office de Tourisme de Marseille, points navettes en centre ville...), et par la coordination et l'information des opérateurs impliqués dans le déroulement des escales à Marseille (professionnels, Port, Douane, Police, Aéroport, gare ferroviaire,...).
- l'accueil des navires, par l'amélioration permanente des installations et des services portuaires et par l'organisation d'accueils spécifiques, notamment lors d'escales inaugurales.

La saison 1999

En 1999, Marseille a accueilli 156 escales de navire (24 navires) et quelque 150 000 passagers. Au delà des chiffres, cette saison connaît l'avènement dans le port provençal des plus grands opérateurs de croisières : le Groupe Carnival, leader mondial, avec le développement en 1999 des escales des navires de la Compagnie Costa Croisières (2 navires hebdomadaires : Costa Classica et Costa Romantica), et les escales de la Compagnie Holland America Line (HAL).

La Compagnie Royal Caribbean International (RCI) avec le nombre croissant de ses escales (Splendour of the Sea et Legend of the Sea). On constate aussi la fidélité des armateurs Renaissance Croisière, MSC Croisière et Festival Croisières.

La saison 2000

Au 31 janvier 2000, le programme prévisionnel des escales dépassait 180 escales et laissait de prévoir 300 000 passagers, avec un renforcement très net de la ville de ligne (embarquement/débarquement).

Parmi les nouveautés de la saison 2000 à Marseille, on notera un grand choix de croisières au départ de Marseille : Nouvelles Frontières a programmé pour 2000, 14 croisières au départ de Marseille à bord de Van Gogh ; Pleasure Croisière, opérateur montpellien, proposera entre mars et octobre 19 croisières en

(Lire la suite page 2)

Ville d'eau, ville d'art

Après l'incendie, Cézanne revint

Après avoir évoqué la semaine dernière les premières " saisons " d'Aix, nous indiquons ci-dessous et p.2 comment l'incendie dévastateur de Sainte Victoire en 1989 allait entraîner la réhabilitation de la montagne et de... l'image de Cézanne

Les dix années qui vont conduire à l'An 2000 et au 21è siècle seront très interessantes au niveau culturel, patrimonial et touristique. Elles vont se traduire par la mise en oeuvre de quelques grands équipements, par la consolidation de vocations propres à la ville, par la définition d'objectifs plus affirmés pour franchir ce cap. Rapidement, Aix va se donner plusieurs atouts culturels de grande importance :

- la réalisation totale de la "Cité du livre" grâce à son extension sur les "Petites Allumettes".
- la confirmation d'une discipline appréciée : la Danse.

Danse

Déjà bien implantée à Aix depuis plus de 20 ans, cette discipline va recevoir une aide providentielle avec l'arrivée du Ballet "Préljocaj" écarté d'une ville varoise ! Cette installation d'abord provisoire, va accélérer la réalisation en cours du Centre chorégraphique national du Sextius Mirabeau. Le Patrimoine aixois est également en train de soulever un nouvel intérêt largement partagé. Une émulation s'est développée et concerne à la fois les secteurs public et privé. Elle touche les quartiers anciens, les places, les rues, mais aussi les immeubles privés. L'intervention du règlement du secteur sauvegardé, des opérations sectorielles dans l'ancienne ville, le travail de l'Atelier du Patrimoine sont à ce sujet des éléments moteurs orchestrés par les pouvoirs publics. Malgré ça, les aixois dans une large majorité, sentent que le Cours Mirabeau est en train de leur échapper. Un arrangement doit être trouvé entre Beauté et Commerce, les deux pouvant parfaitement aller de pair. La réponse sera peut-être donnée par la réfection entreprise du Cours Mirabeau, grande oeuvre s'il en est à l'articulation entre le 20ème et le 21ème siècle. Mais revenons un peu en arrière. Un élément à l'origine désolant, a aussi apporté à la ville une aide forfuite en 1989. Il s'agit du grave incendie, dévastateur de Sainte Victoire. Il fut par la force des choses, par la volonté des édiles et de ses vrais adorateurs, déclencheur à la fois de la réhabilitation du massif et de l'image de Cézanne. La grande exposition de 1980, organisée au Musée Granet a confirmé l'attrait et l'image très forte de Cézanne dans le monde entier. Comme à l'époque l'a exprimé un élu dans le discours inaugural de l'exposition: "Cézanne est venu au secours de Sainte-Victoire". Ce mouvement s'est élargi quelques années plus tard, grâce à une exposition Cézanne présentée successivement à Paris, Londres et Philadelphie.

Elle a permis à Aix de lier d'intéressants contacts notamment avec les U.S.A. Inutile de dire que les spécialistes aixois du tourisme sauront fortement utiliser "ce phénomène". Ce n'est pas un hasard si actuellement les rues d'Aix sont fréquentées par des touristes venus du monde entier.

Un Aixois déjà ancien...

Cézanne est associé à Aix à la grande réussite des salles de cinéma créées par Marcel Guillaume. Le fils de ce dernier, Jean-Marie (ci-dessus à droite), a encore développé les activités de son groupe, faisant de la cité une capitale cinématographique, pour le plus grand plaisir des Aixois (à gauche Jacques Agopian, adjoint à la communication. Photos Henri Ely - Aix)

Dans son livre *La condamnation de l'Action française vue à travers les archives du ministère des Affaires étrangères,* il explique les raisons politiques de cette condamnation.

PRIGENT Robert, ouvrier électricien, né le 24 novembre 1910 à Saint-Pol-sur-Mer (Nord), mort le 19 juillet 1995. Militant jociste, syndicaliste, il fut député *MRP* du Nord (1945-1951) et ministre de la Population et de la Santé publique, dans divers cabinets, entre 1945 et 1947.

PRINTZ Gisèle, conseiller général, adjoint au maire de Serémange-Erzange (Moselle), née le 27 juin 1933 dans cette localité. Elle est devenue sénateur de Moselle le 11 septembre 1996, à la suite du décès de Charles Metzinger. Elle est membre du groupe *socialiste.*

PRISMA PRESSE SNC. Groupe de presse dominé par des hommes d'affaires allemands, présidé par Axel Ganz, et éditant l'important *Capital,* magazine mensuel, ainsi que *Management, Ça m'intéresse, Voici, Prima, Femme actuelle, VSD, Femme, Cuisine gourmande,* etc. (6, rue Daru, 75008 Paris).

PROGRÈS (Le). Quotidien (409 000 exemplaires, dirigé par Xavier Ellie, la rédaction étant assurée par J.-L. Dousson, directeur de la rédaction, Jean-Claude Lardy, rédacteur en chef, assisté de Yves-Michel Gillet, Francis Viailly, etc. (93, avenue du Progrès, 69681 Chassieu Cedex).

PROGRÈS DE CORNOUAILLE (Le). Journal hebdomadaire fondé en 1945, lié au *Courrier du Léon,* dont Paul Ferac est le rédacteur en chef commun (B.P. 1349, 29103 Quimper Cedex).

PRORIOL Jean, ancien cadre, conseiller régional, né le 25 novembre 1934 à Beauzac (Haute-Loire) dont il est maire aujourd'hui. Elu sénateur le 22 septembre 1974, il fut ensuite élu député de Haute-Loire le 12 mars 1978 et réélu les 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Il appartient au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

PROJET ORNICAR. Association fondée en 1989 par Thierry Meyssan, qui lutte pour la défense des « droits de l'homme et l'abolition des discriminations sexuelles ». Ce lobby édite des dossiers spéciaux auxquels collaborent entre autres : Peter Ashman, Andrée Buchmann, Harlem Désir, Jean-François Hory, Thomas Nordmann, Léon Schwartzenberg ou encore Bernard Stasi. Il a diffusé ses idées dans *la Lettre d'information du projet Ornicar* à laquelle succédèrent les *Notes d'information du Réseau Voltaire.*

PROVENCE (La). Quotidien né de la fusion du *Provençal* socialiste et du *Méridional* national, fondés en 1944, racheté habilement par des « *neutres* » et fusionné de force avec le premier sous le titre actuel. Ce journal rayonne sur les départements de la Côte d'Azur et des Alpes. Il est dirigé par Ghislain Le Leu, P.-D.G., Jean-Paul Louveau, directeur général, Roland Bonnefoy, directeur général-adjoint, Pierre Paolini, secrétaire général. Paraissant être l'homme de confiance du véritable propriétaire, Louis Dreyfus est directeur financier. La rédaction est animée par Laurent Gilardino, René Gérard, René

Serra, rédacteur en chef, et les adjoints de ce dernier : Marie-José Lembo et Jean de Sartène. Marc Froman est le P.-D.G. de la régie publicitaire *Eurosud* (248, avenue Roger-Salengro, 13902 Marseille Cedex 20).

PROVENCE LIBÉRÉE (La). Journal hebdomadaire dirigé par Max Juvénal, un homme politique de gauche bien connu dans les milieux socialistes (B.P. 14, 13601 Aix-en-Provence Cedex 1).

PUBLICATEUR LIBRE (Le). Hebmadaire dirigé par Pierre Boullé (B.P. 14, 61700 Domfront).

PUEL Hugues, théologien français à l'index (selon *Golias*). Economiste, membre de l'université de Lyon-II, il dirige la revue *Economie et humanisme*. Dans *Le Rêve de Compostelle,* il a rédigé le chapitre *Les Enjeux éthiques de l'économie*. Il était présent au débat *La Nouvelle évangélisation, la vision européenne de Jean-Paul II,* organisé à Lyon.

PUJO Pierre, directeur de journal, né le 19 novembre 1929 à Boulogne-Billancourt. Fils de Maurice Pujo, compagnon de Charles Maurras et rédacteur en chef du quotidien *L'Action Française*. Pierre Pujo a débuté dans le journalisme politique en 1962, à *AF Université* et fut porté à la direction d'*Aspects de la France* après la mort de Xavier Vallat. Président des comités directeurs de *L'Action Française,* il dirige aujourd'hui *L'Action Française 2000,* qui a pris la place d'*Aspects de la France*. L'*Association professionnelle de la presse monarchique et catholique* le compte parmi ses dirigeants.

En lisant régulièrement

NOUS, LES FRANÇAISES

vous pourrez compléter les informations publiées dans ce dictionnaire.

HENRY COSTON

est le directeur de cette publication

(B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18).

Q

QUATRE VÉRITÉS (Les). Hebdomadaire national, dont Alain Dumait, conseiller de Paris, est le directeur. La rédaction du journal est animée par Jean Roussel, rédacteur en chef, qui est assisté de Stéphane Buisson, secrétaire de rédaction. *Les 4 Vérités* prônent l'union des droites françaises : « *Loin des états-majors,* écrit Alain Dumait dans son éditorial du 2 octobre 1999, *l'entente à droite va de soi.* » Il n'a pas été entendu, mais c'est devenu le *leitmotiv* des *4 Vérités* et de beaucoup de Français qui regrettent les divisions de la Droite française (BP 101, 75223 Paris Cedex 05).

QUENTIN Didier, ministre plénipotentiaire et conseiller général, né le 23 décembre 1946 à Royan (Charente-Maritime). Il fut élu député *RPR* de la Charente-Maritime le 1er juin 1997.

QUEYRANNE Jean-Jack, professeur de droit, né le 2 novembre 1945 à Lyon. Militant de la *Fédération de la gauche démocratique et socialiste* et secrétaire de l'*UNEF* en 1967, il rallia le *PS* en 1969. Responsable départemental du *Ceres* dans le Rhône (1975), Jean-Jack Queyranne rejoignit la majorité du *Parti Socialiste* (1976), devint conseiller général (1979), député (1979, 1986, 1988), dirigea le secteur culturel de la *Fédération des Elus Socialistes et Républicains* (1979), fut rapporteur à l'Assemblée nationale de la loi sur l'Audiovisuel (1983) et des lois ultérieures sur la Presse. Au *Parti Socialiste,* chargé de mission sur la décentralisation culturelle en 1981, en 1983, secrétaire national-adjoint à la Culture, membre du comité directeur, il préside le groupe des députés adhérents aux *Droits Socialistes de l'Homme,* occupa, de 1985 à 1993, le poste de porte-parole du gouvernement. Jean-Jack Queyranne, secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer auprès du ministre de l'Intérieur en 1997, remplaça Daniel Vaillant comme secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement au mois d'août 2000. Il est maire de Bron depuis 1989 et est affilié au *Siècle.*

QUILÈS Paul, ingénieur, ancien ministre, maire de Cordes-sur-Ciel, né le

Publication anti-bourrage de crâne

Communiquez avec nous
- soit par courrier électronique
- soit en allant sur notre site Internet.
Vous gagnerez du temps
et vous nous en ferez gagner!
Si nous publions votre lettre, nous
n'aurons pas besoin de la ressaisir!

Les 4 Vérités
HEBDO

Sommaire

La note des 35 heures sera salée 2
par Bernard Piard
Chiffres Significatifs

Le marché est moins malhonnête que l'État 3
par Bernard Trémeau
Divers faits

Votre opinion nous intéresse 4

Quand Le Pen refusa un accord avec Chirac 6
par Claude Reichman

L'écologisme : nouveau totalitarisme 7
par Guy Millière
Médias

La chronique politique 8
d'Alain Dumait

« Quand un marin ne sait où aller, aucun vent ne lui est favorable. »

Sénèque

Éditorial

Jean Rouxel

La constitution américaine est inébranlable!

Aux États-Unis, et en particulier en Floride, le suspense continue. Il résulte du caractère exceptionnellement serré des scores obtenus par les deux candidats, George Bush et All Gore.

Mais c'est ainsi. Et une telle situation peut se produire dans tout autre pays et d'ailleurs dans beaucoup d'autres circonstances.

Cette actualité est surtout l'occasion, pour l'opinion publique française, et plus encore pour les médias qui l'abreuvent, de manifester leur méconnaissance et leur incompréhension profondes pour l'Amérique et ses institutions.

Pour nos commentateurs patentés, l'incertitude ne peut résulter que de fraudes, comme nous en sommes si familiers chez nous ou dans les pays où nous avons exporté nos soi-disant principes démocratiques. Or, à ce jour, et malgré les incitations des excités des deux camps, de leurs juristes stipendiés, aucune fraude n'a été signalée dans aucun état des États-Unis!

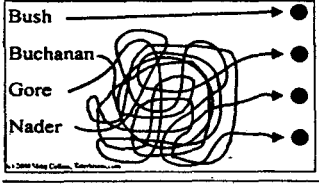
Certes il y a cette affaire du bulletin de vote un peu confus distribué aux électeurs d'un comté de la Floride (et que résume avec beaucoup d'humour le petit dessin ci-dessous qui circule sur Internet). On dit que plusieurs milliers d'électeurs, croyant voter pour Gore, auraient voté pour Buchanan. Mais on ne dit pas que des centaines de milliers d'autres électeurs ont effectivement voté pour Gore et pas pour Buchanan. L'ambiguïté était la même pour tout le monde. Il y a peut-être là matière à changement et à modernisation mais certainement pas matière à annulation.

Les journalistes français et autres membres de la classe parlante ont surtout du mal à se faire à l'idée que les États-Unis sont une fédération. Le président des États-Unis n'est pas élu par la nation américaine, qui d'ailleurs n'existait pas au moment où la Constitution fut écrite, mais par les États de l'Union. La loi pure et dure de la majorité ne peut jouer qu'à l'intérieur de chaque État. Changer cela, c'est changer la constitution américaine dans ses fondements et c'est ce que les citoyens américains ne veulent certainement pas.

Il est possible qu'All Gore obtienne, sur l'ensemble des États-Unis, un plus grand nombre de voix que son concurrent républicain. Mais une grande majorité d'États se sont prononcés pour ce dernier. Et il suffit d'une courte majorité de grands électeurs pour que George Bush devienne un président légitime.

Toujours prisonniers de nos manies, on imagine que, cet épisode terminé, les Américains vont immédiatement entamer le grand chantier de leur réforme constitutionnelle. Changer la présentation du bulletin de vote, pourquoi pas. Mais changer les principes constitutionnels, certainement pas! Car, comme le notait déjà Rivarol, « la meilleure loi n'est pas la plus juste, mais la plus fixe »! ❖

Élections présidentielles, État de Floride
Suivre la flèche et perforer le point approprié



Le dessin de Miège

Samedi
18 novembre 2000
N° 282

Les 4 Vérités 2000 ©
(CPPAP N° 55328)
Tél.: 01 56 81 08 38
Fax: 01 44 27 02 22
http://www.les4verites.com
(webmaster: Alaric Brel-Lefebvre)
e-mail: 4verites@cybercable.fr
Publication hebdomadaire
Siège social: 85, bd St Michel
75005 Paris – SARL de presse
Abonnements: 4 Vérités
DIP – 70, rue Compans – 75019 Paris
Directeur-gérant responsable
de la publication: Alain Dumait
Rédacteur en chef: Jean Rouxel
Le numéro 7,50 F
Abonnement 40 numéros 299 FTTC
Abonnement de soutien à partir de 500 F
Personnes morales (entreprises ou administrations): 1 000 F HT, TVA à 2,10 % en sus
Exemplaire gratuit sur simple demande écrite
Imprimerie: IDG, 91 Montgeron
Fichiers déclarés à la CNIL (N° 672024)

Vacances? *le «Quotidien de Paris» paraît chaque jour en août !*

Le Quotidien de Paris

fondé en 1974 par Philip[illegible] Tesson n°6030 N°CPPAP 55387. Directeur: Nicolas MIGUET -Jeudi 10 août 2000-

Indépendant, bien informé, impertinent

Le fait décrypté du jour:

AUBRY : UN HOLD'UP À 75 MILLIARDS DE F.

✔ LE SECRET DE LA NON APPROBATION PAR MARTINE AUBRY DE L'ACCORD ENTRE LE MEDEF ET LA CFDT (ENTRE AUTRES) SUR LA RÉFORME DU CHOMAGE EST TRES BASSEMENT UN INTÉRET MATÉRIEL. MARTINE AUBRY MISE SUR LA FIN DE L'UNEDIC, QUI SERAIT REMPLACÉE PAR UN ETABLISSEMENT PUBLIC À CARACTERE ADMINISTRATIF, GÉRÉ PAR DES AMIS (POLITIQUES) À ELLE. COMME L'ASSURANCE CHOMAGE ENCAISSE DAVANTAGE D'ARGENT QU'ELLE NE PAYE DE PRESTATIONS, CELA FERAIT ENCORE UNE «CAGNOTTE» DE PLUS DE 75 MILLIARDS DE FRANCS QUI SERAIT ALORS REVERSÉ DANS LES BUDGETS PUBLICS. C'EST LE VIEUX PRINCIPE : NATIONALISER LES GAINS, PRIVATISER LES PERTES. A PART CELA, ON VA NOUS BASSINER DÉBUT SEPTEMBRE AVEC UN «PROGRAMME DE BAISSE DES IMPOTS».

ATTENTION: vous pouvez recevoir sur votre fax *Le Quotidien de Paris* du lendemain ou poser vos questions à Nicolas Miguet: *APPELEZ DES 14H00 CHAQUE JOUR LE* : **0836-70-49-99** PUIS SUIVEZ LES INDICATIONS DE L'OPÉRATEUR.

L'Editorial, *par Nicolas Miguet*

Durant l'été, les «affaires» ne prennent pas de vacances.

Dire qu'il n'y a qu'une petite dizaine de juges qui osent s'occuper de ce qui dérange, sur cinq-cent soixante ! Ils devraient avoir de quoi s'occuper a&u fil des mois. Il y en a pour tous les goûts. A hasard : Séguin pourrait voir quelques rappels amusants en provenance d'Epinal, sans compter que les quittances (très bon marché) du loyer qu'il (sous) paye à la ville de Paris pour un bel appartement situé porte d'Auteuil pourraient être publiés à l'occasion. Cela ferait désordre pour «monsieur Propre». Ségolène Royal (compagne de François Hollande) a des ennuis de personnel ... pas payés, ce qui fait «tache» lorsque l'on a comme fond de commerce électoral le «socialisme». La bonne vieille histoire des salaires fictifs de Lionel Jospin est enterrée depuis le 13 juillet 1998. Au lendemain de la victoire de la France lors de la Coupe du Monde de Football, le procureur de la République de Paris a estimé dans son «rejet de plainte», qu'il n'y avait pas matière à poursuite parce que, si, de 1993 à 1997 yo-yo a touché des salaires sans travailler et des primes de présence sans être présent «il n'avait pas conscience de faire des actes répréhensibles». Ben voyons! Nous sommes gouvernés par un bénet et personne ne nous le dit au «journal de 20 heures». Il est utile de rappeler que le «proc» en question n'est autre que l'ancien directeur de cabinet d'Henri Nallet, garde des sceaux de François Mitterrand, qui essaya d'enterrer l'affaire Urba et fut trésorier officiel de la campagne de Mitterrand en 1988. Rien que des gens indépendants, comme le Sérillon de la télé.Voilà que Jospin se retrouve empêtré avec des «emplois fictifs». Deux personnes furent payées à temps complet de 1993 à 1995 par le Comité Départemental de Développement Economique de Haute-Garonne pour faire tout autre chose que du développement local. A Matignon, les mauvaises langues disent que c'est Fabius qui a filé le dossier au Canard Enchaîné... pour se venger de l'affaire Bernardini (Bouches-du-Rhône). Voilà encore qu'Henri Emmanuelli va être «persécuté» dans l'affaire Destrade. Amusant, non? **N. Miguet**

Le Quotidien de Paris, Imprimerie: GNM SA Paris Edité par Le Quotidien de Paris Editions sa au capital de 476 876,16 euros RCS Paris 399 939 370 00017, siège BP226, 27132 Verneuil/avre Bureaux: 63, bd de Courcelle 75008 PARIS- Service abonnement: 01 44 29 64 64 Fax: 01 44 29 75 99. Abonnement annuel: 3500 Francs. ISSN 0223 5722 ce numéro peut comprendre, pour les abonnés concernés, un supplément encarté relatif à leur abonnement. Le Quotidien de Paris est habilité à publier les annonces légales sur les départements 75,78 et 92. Chaque jour, le conseil boursier par téléphone: 08-36-70-29-99, dès 13h30. Directeur de la rédaction et de la publication: Nicolas MIGUET, dépôt légal à parution.

CORSE

Paris au pied du mur

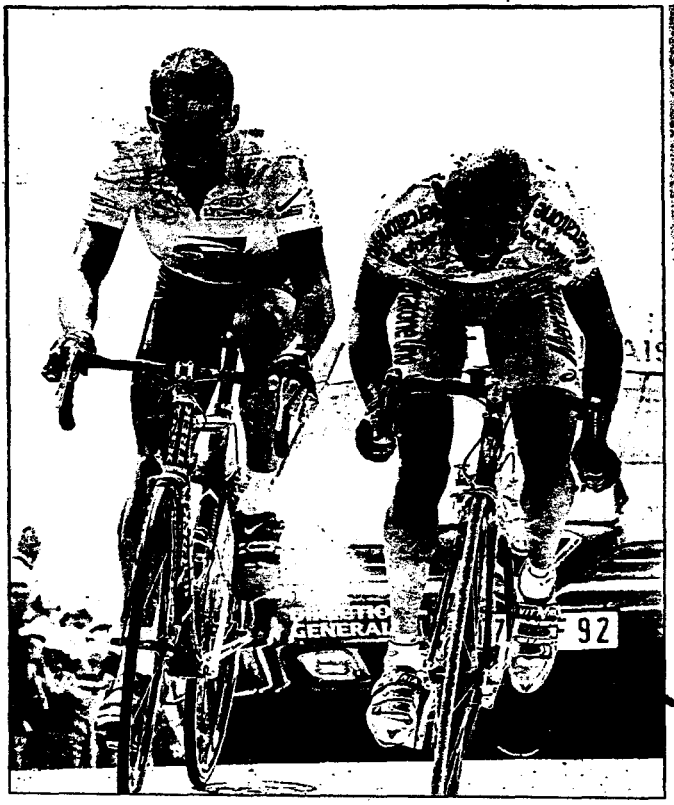
Pris au mot par une large majorité d'élus de l'Assemblée territoriale corse, le gouvernement doit trancher l'avenir institutionnel de l'île.

PAGE 60

Le QUOTIDIEN

DE LA REUNION ET DE L'OCEAN INDIEN

N° 7391 - 24e année — Prix : 5,00 F (0,76 Euro) — vendredi 14 juillet 2000



Mont Ventoux

DUO AU SOMMET

Marco Pantani et Lance Armstrong, les deux derniers vainqueurs du Tour, ont dominé leurs adversaires hier dans l'étape mythique du mont Ventoux. Au sommet de la montagne chauve, l'Américain, maillot jaune, a eu l'élégance de ne pas disputer la victoire d'étape au meilleur grimpeur du monde.

PAGES 48 ET 49

SAINT-LOUIS

Le maire condamné

Le maire de Saint-Louis a été reconnu coupable de prise illégale d'intérêt dans le dossier du déclassement en zone constructible de son terrain à La Rivière. Le tribunal de Saint-Pierre, qui avait examiné le 29 juin dernier cette affaire, a rendu hier son délibéré et a condamné Guy Etchéve à trois mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende.

PAGE 5

VOLCAN

Réouverture de l'Enclos

Le préfet de la Réunion a décidé hier soir de rouvrir l'Enclos du volcan. L'accès à la récente éruption de la Fournaise reste néanmoins impossible, le mauvais temps ayant empêché le balisage du sentier. L'observatoire volcanologique a par ailleurs baptisé le nouveau cratère de Piton Pérvédi.

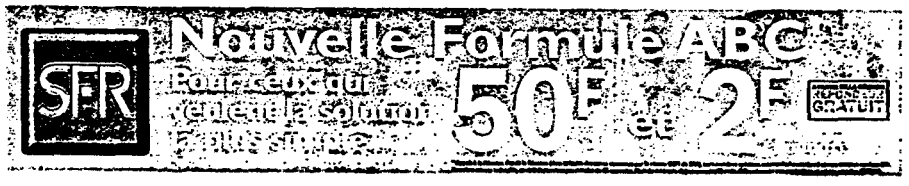
PAGE 3

CORSAIR

Le chef est une femme

Chez Corsair, le chef de l'escale Réunion-Roland-Garros est une femme. Huguette Idmont est la première nommée dans cette fonction au sein de sa compagnie, mais aussi la première à occuper ce poste à l'aéroport de Sainte-Marie.

PAGE 10



Deux « quotidien » ? On se dispute ce titre qui fit le bonheur du *Cartel des Gauches* sous la IIIe République.

27 janvier 1942 à Saint-Denis-du-Sig (Algérie). Elu député *PS* du Tarn le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

QUOTIDIEN DE LA RÉUNION (Le). Journal diffusé chaque jour à 34 000 exemplaires, dirigé par Maximin Chane Ki Chune et « rédigé en chef » par Jean-Louis Rabou (97712 Saint-Denis Massag Cedex 09).

HENRY COSTON

MES ANNEES DE LUTTE CONTRE L'IMPOSTURE

UN MAITRE DU NATIONALISME

Commentaire de Jean Silve de Ventavon

PETIT DICTIONNAIRE DE LA PRESSE LIBRE

PUBLICATIONS H.C.

R

RACINEUX Georges, directeur de journal, né le 15 mars 1922 à Martignac-Richaud (Ille-et-Vilaine). Hostile aux trusts, principalement alimentaires, ce défenseur de la Nature et de la Vie est partisan de l'agriculture biologique. Pour défendre ses idées, il a créé *Le Paysan biologiste* et organisé dans la paysannerie la défense de la culture naturelle, excluant les produits chimiques (engrais, pesticides) qui brûlent la terre et empoisonnent le consommateur. Catholique fervent, il place son action sous le patronage de l'Eglise traditionnelle. Son courage lui vaut des haines tenaces parmi les profiteurs de l'agriculture industrielle et conformiste.

RACISME. Une récente enquête (cf. *Le Monde*, 16 mars 2000) a révélé que le nombre des « racistes », ou prétendu tels, est en progression depuis dix ans : « *La Commission nationale consultative des droits de l'homme réalise cette enquête annuelle depuis dix ans. 29 % des sondés déclarent ne pas être racistes du tout...* » Plus de 6 Français sur 10 déclarent qu'il y a « *trop de personnes étrangères aujourd'hui en France* ». 70 % trouvent « *gênante la présence de personnes originaires de pays non européens* ». *Le Monde* ajoute que près de sept personnes sur dix se jugent plus ou moins racistes. Ce sont les principales conclusions de l'enquête annuelle de la *Commission nationale consultative des droits de l'homme* (*CNCDH*) sur le racisme en France, qui fut remise le 15 mars au Premier ministre. Comme par hasard, se réunissait le 18 mars les Assises nationales de la citoyenneté à la Grande Arche : 1 000 jeunes issus des quartiers chauds en présence de Lionel Jospin et de plusieurs ministres. « *La photographie ainsi délivrée montre une augmentation inquiétante d'un mal qui se banalise* », commentait *Le Monde*. Quelques jours plus tard, Lionel Jospin, Premier ministre, lui-même marié à une Polonaise, annonçait des mesures de répression contre les « racistes ».

RADIO-COURTOISIE. Poste d'émission qui se veut indépendant des partis et des oligarchies financières. Fondé et animé par Jean Ferré, qui créa, dans

les années 50 le premier magazine « news » : *C'est-à-dire* (dont la formule a été reprise depuis par *l'Express, le Point* et autres magazines). Malgré des difficultés de tous ordres, *Radio-Courtoisie* atteint des centaines de milliers d'auditeurs nationaux à Paris et en province. Outre les personnalités invitées, Anne Brassier, Claude Giraud, Pierre de Villemarest, Serge de Beketch, sont notamment, les chroniqueurs les plus suivis (*Radio-Courtoisie,* 116, boulevard Murat, 75016 Paris. Fréquences : Paris 95.6, Caen 98.8, Chartres 104.5, Cherbourg 87.8, Le Havre 101.1).

RADIO-FRANCE. Jean-Marie Cavada est le P.-D.G. de *Radio-France.* Il a sous ses ordres Jean-Luc Hees, directeur de *France-Inter,* Pascal Delannoy, directeur de *France Info,* et Laure Adler, directrice de *France Culture.*

RADIO FRANCE INTERNATIONALE (RFI). Installée à Paris, cette station à diffusion internationale est dirigée par Jean-Paul Cluzel, P.-D.G., et Benoît Paumier, directeur général. L'information est placée sous l'autorité de Gilles Schneider, que Claude Mesguich seconde pour les « *opérations spéciales* ». Les émissions en langue étrangère sont dirigées par Etienne Calaburg.

RADIO - TÉLÉ - LUXEMBOURG. Très écoutée en France — un peu moins depuis que Philippe Bouvard a quitté l'émission de l'après-midi : *Les grosses têtes* — *RTL* est dirigée par Jacques Rigaud, P.-D.G., Philippe Labro, vice-président-D.G., Stéphane Duhamel, directeur général de l'antenne. Gérard Mazerolle dirige l'information et est chargé de mettre sur le gril les personnalités interviewées, notamment devant le *Grand Jury RTL-Le Monde.*

RAFFARD DE BRIENNE Daniel, né en 1927 à Saint-Quentin. Bénévole à la Croix-Rouge en 1944 et combattant des Forces Françaises de l'Intérieur, il a ensuite participé aux congrès internationaux destinés à construire l'Europe. Il milite aujourd'hui tous azimuts et a rédigé de nombreuses plaquettes parmi lesquelles *Lex orandi : la nouvelle messe et la foi, Cheminant vers la vérité : éléments de réflexion apologétique, Le deuxième étendard : éléments de réflexion politique,* ou encore *Des hommes sous la Révolution : contribution à la célébration d'un bicentenaire.*

RAFFARIN Jean-Pierre, consultant en entreprises, ancien ministre, né le 3 août 1948 à Poitiers (Vienne). Ancien membre du Parlement européen (élu le 18 juin 1989 et réélu le 12 juin 1994), président du Conseil régional de Poitou-Charentes, adjoint au maire de Chasseneuil, il a été élu sénateur de la Vienne le 24 septembre 1995, et réélu le 21 septembre 1997, à la suite de la démission de Guy Robert. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

RAIMOND Jean-Bernard, ambassadeur de France et ancien ministre, né le 6 février 1926 à Paris. Elu député *RPR* des Bouches-du-Rhône le 28 mars 1993 ; il fut réélu le 1er juin 1997.

RAINCOURT Henri (de), agriculteur, président du Conseil général et maire de Saint-Valérien (Yonne), né le 17 novembre 1948 dans cette localité. Il a été élu sénateur de l'Yonne le 28 septembre 1986 et réélu le 24 septembre

1995. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

RALITE Jack, journaliste, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 4 mars 1973, réélu le 12 mars 1978), maire d'Aubervilliers, né le 14 mai 1928 à Châlons-en-Champagne (Marne). Il a été élu sénateur de Seine-Saint-Denis le 24 septembre 1995. Vieux militant marxiste, il est membre du groupe *Communiste Républicain et Citoyen.*

RAMOND Françoise, secrétaire générale de l'*Action catholique générale féminine.* En collaboration avec le *Groupe épiscopal pour les communautés chrétiennes* et à la demande de Gaston Pietri, elle réalisa une étude sur *Les Femmes en responsabilité dans l'Eglise,* prônant l'exercice d'un ministère par celles-ci. Elle était présente à la rencontre des délégués diocésains de *Jonas* en juin 1990 et participe à la rédaction du supplément *Jésus.*

RANDA Philippe, journaliste et éditeur, fils du romancier Peter Randa, le n° 1 du *Fleuve Noir,* jusqu'à sa mort dans un accident de voiture. Romancier lui-même, Philippe Randa publie la revue *Dualpha,* bimestrielle (voir : *Dualpha*).

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉPUBLIQUE. Le parti gaulliste *RPR* s'est d'abord appelé *Union Gaulliste pour la IVe République,* puis *Rassempour la Ve République,* puis *Rassemblement du Peuple Français, Centre National des Républicains Sociaux, Union pour la Nouvelle République, UNR-UDT* (fusion avec l'*Union Démocratique du Travail*). Après le ralliement de plusieurs notabilités (dont Maurice Schumann), l'*Union des Démocrates pour la Cinquième* devint le plus important parti gaulliste (secrétaire général : Robert Poujade). L'*UDR* (*Union pour la Défense de la République*) fut fondée en juin 1968, au lendemain des événements de mai ; Robert Poujade en fut le secrétaire général. Conservant ses initiales, le mouvement gaulliste adopta un nouveau nom : *Union des Démocrates pour la République* ; René Tomasini devint le secrétaire général. Après Alain Peyrefitte et Alexandre Sanguinetti, Jacques Chirac fut le secrétaire général (1974). Des injures furent proférées à l'adresse de Sanguinetti et de Chirac : « *Traîtres, salauds, tartuffes* » par les gaullistes rassemblés au Conseil national de l'*UDR.* Chaban-Delmas se refusa de prendre parti. La motion finale soutint Chirac. Le conflit interne parut se calmer et le *Rassemblement pour la République* (*RPR*) vit le jour le 5 décembre 1976 lors des assises extraordinaires réunies à Paris. Après « l'appel de Cochin » lancé de son lit d'hôpital par Chirac, l'influence de celui-ci grandit. Cependant, elle ne suffira pas à empêcher les dissensions autour de l'Europe. Deux notables gaullistes, Seguin et Pasqua, étaient pour le *Non à Maastricht.* La victoire *RPR-UDF,* aux législatives de mai 1993 calma le jeu pour quelque temps : Seguin obtint 95 % des voix. Mais d'autres problèmes allaient brouiller les cartes. L'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République fut un succès pour le *RPR,* mais la dissolution de l'Assemblée nationale qui suivit (mai-juin 1997) conduisit la droite parlementaire à une défaite : le *RPR* n'obtint que 22,77 % des voix. L'arrivée de la gauche au pouvoir, avec un gaulliste à l'Elysée,

FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES D'EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N°84 **50 F**

du 15 au 29 février 2000

- PORTRAIT : **Francis Rol-Tanguy** (p.1-2)
- POLITIQUE : (p.3-4)
- LOBBIES : (p.5-9)
- DOSSIER : **Les Français au Forum International sur l'Holocauste de Stockholm** (p.6-7)
- ETRANGER : (p.8)
- DOCUMENT : **La brillante réussite de l'Euro** (p.9)
- KIOSQUE : (p. 10-11)
- POLITIQUEMENT INCORRECT : (p.12)

INDEX

Angeli C. p.3
Attali J. p.9
Belotsch S. de ..p.12
Bernheim N. p.5
Blanc C. p.2
Bouderd A. p.10
Boulaux D. p.9
Burgsburg D. p.4
Chirac J. p.5
Chombeau C. ..p.10
Cohen R. p.3
Cotton H. p.2
Delrez D. p.9
Fabius T. p.3
Finkielsztain N. p.4
Finkielkraut A. p.12
Fiserman C. p.2
Gaubert P. p.3
Gayssot J.-C. p.1
Gemie O. p.11
Godino R. p.3
Guland O. p.10
Haider J. p.4
Hajdenberg H. p.6
Halter C. p.4
Hue J.-J. p.11
Houziaux A. p.9
Imbert C. p.4
Ismalowicz E. ..p.10
Joppin L. p.6
Kamenbou A. p.12
Kessler D. p.6
Lellouche P. p.4
Lepage C. p.5
Mallet A. p.4
Moscovici P. p.6
Nallet H. p.3
Pisar S. p.6
Prinor A. p.11
Rabin L. p.5
Ries R. p.4
Rol-Tanguy F. ...p.1
Samuels S. p.6
Sautter C. p.4
Schallenburn X. p.3
Spitzer J.-P. p.3
Svorny Y. p.8
Tapie B. p.2
Valls J.-C. p.10
Villon P. p.1
Wieviorka A. p.7
Wiltzenne J.-M. p.4

PORTRAIT — FRANCIS ROL-TANGUY

Henri Rol-Tanguy : un nom qui continue à symboliser, en tout cas aux yeux du PC, la résistance communiste, nombre de résistants communistes largement aussi authentiques ayant été éliminés, purge après purge. L'un de ses fils, Francis, tout aussi communiste que le reste de la dynastie, accède à la direction de l'activité fret de la SNCF après avoir été le directeur de cabinet du ministre des Transports, Jean-Claude Gayssot.

Francis **Rol-Tanguy** est l'archétype d'une spécialité qu'on croyait réservée aux pays du bloc soviétique : l'héritier d'une dynastie communiste. Il est d'abord le fils du colonel Rol-Tanguy, figure mythique de l'historiographie résistancialiste.

Henri Rol-Tanguy (1) est né le 12 juin 1908 à Morlaix (Finistère). En réalité, à sa naissance, il s'appelait **Georges René Henri Tanguy** et ce n'est qu'après la guerre qu'il adjoindra son « nom de guerre » (il nous a été impossible de trouver trace de l'enregistrement légal d'un changement de nom pour lui et ses enfants). Fils d'un marin de l'Etat (qui deviendra officier marinier), **Georges Tanguy**, et d'une repasseuse, **Mathilde Bizien**, il devient ouvrier métallurgiste en 1922. Employé, à Paris, chez Talbot et Renault, il devient rapidement secrétaire des jeunes métallos de la CGTU ainsi que trésorier de la Jeunesse communiste de l'usine d'O en 1925. Déjà membre du Parti communiste, il participe à la création de la cellule d'entreprise de Renault créée en avril 1924. Délégué d'usine, il devient permanent durant le Front populaire.

Considéré comme un élément prometteur, il est alors envoyé en Espagne dans les Brigades internationales. Employé à la sécurité des transports du quartier général des B.I., il est rapidement promu « commissaire de brigade » (en l'occurrence, la 14e brigade), c'est-à-dire commissaire politique. « Il se serait conduit, écrit **Philippe Robrieux** dans le 4e tome de son *Histoire intérieure du Parti communiste*, selon plusieurs témoins, dont celui de **Roger Codou**, comme un fanatique. »

A son retour en France, en novembre 1938, il reprend son poste à la direction du syndicat des métallurgistes CGT, épousant peu après, en avril 1939, **Cécile Le Bihan**, elle-même fille d'un militant communiste **François le Bihan** (qui mourra en déportation), dont il aura quatre enfants. Mobilisé en 1939, il devient sous-lieutenant bien que soutenant le pacte germano-soviétique et les consignes données par le Parti communiste. Démobilisé en août 1940, il aura été cité à l'ordre du régiment pour son courage. Après l'offensive allemande de juin 1941, il passe dans la clandestinité et s'engage dans la résistance. En juin 1944, il est nommé par le COMAC chef régional des FFI d'Ile de France, se trouvant alors placé sous les ordres du chef d'état-major des FFI national, le communiste **Pierre Villon** (de son véritable nom **Roger Salomon Ginzburger**). A ce titre, il lance l'insurrection de Paris le 19 août 1944, dénonçant la trêve signée le lendemain par le Conseil national de la résistance et le commandant du Gross Paris **Von Choltitz**. L'insurrection provoquera la mort de 2 800 Allemands, 900 FFI et 600 civils français.

Ici se place une légende de la geste communiste, complaisamment rapportée dans de nombreux ouvrages : c'est le « colonel » Rol-Tanguy qui aurait reçu la reddition de Von Choltitz, signant l'acte de reddition avant même le général **Leclerc**. En réalité, comme l'expliquent notamment **Gérard Le Marec** et **Suzanne Zwang** dans *Paris 39-45*, la reddition de Von Choltitz se produisit à la préfecture de police et le document sera signé en l'absence de tout photographe par Leclerc exclusivement, même si Rol-Tanguy était présent. Le commandant allemand ayant été ensuite emmené à la gare Montparnasse, c'est alors que Rol-Tanguy, furieux d'avoir été évincé, obtiendra de signer l'exemplaire de Leclerc, ayant obtenu l'onction gaulliste via le « général » **Jacques Chaban-Delmas**, en présence de **Maurice Kriegel** (dit **Kriegel-Valrimont**), ce qui explique que l'exemplaire conservé par Choltitz de sa reddition ne comporte pas la signature du responsable communiste (cf notamment *La Vie ouvrière*, 27 août 1984 où Rol-Tanguy admet - difficilement - ce fait).

Nommé lieutenant-colonel d'active, il fera toute la campagne d'Allemagne dans la 1re Armée française libre et sera cité à l'ordre de la division pour son courage. Il opte alors, selon les consignes communistes, pour une carrière dans l'armée, mais la guerre froide le fera rapidement écarter de toute fonction en rapport avec la réalité, ne commandant que durant quelques mois le 27e régiment d'infanterie puis la 7e demi-brigade. Considéré comme l'un des plus hauts responsables de l'entrisme communiste dans

(Suite page 2)

Le journaliste Emmanuel Ratier publie une lettre confidentielle qui bouscule tous les tabous.

(*Faits et Documents*, B.P. 254-09, 75424 Paris Cedex 09.)

augurait de graves conflits, qui ne se produisirent pas jusqu'ici. Mais le *RPR* ne sort pas grandi de l'épreuve, bien que son chef spirituel fut président de la République. Dans son état-major, le *RPR* compte plusieurs notabilités gaullistes : Bernard Pons, Jacques Toubon, Philippe Seguin, Nicolas Sarkozy, Alain Juppé, Edouard Balladur, Alain Devaquet, Frank Borotra, etc. Le mécontentement grandit dans le rang : jusqu'où ira-t-il ? (123, rue de Lille, 75007 Paris).

RASSEMBLEMENT SOCIAL ET LIBÉRAL. Mouvement fondé en 1997 présidé par Corinne Barrière, candidate aux élections régionales de mars 1998 (*RSL*, 10, rue Gracieuse, 75005 Paris).

RATIER Emmanuel, journaliste, né le 29 septembre 1957 à Avignon. Militant du mouvement nationaliste à Rouen dès 1973, il a aussi été responsable du *Front de la Jeunesse* de Normandie, mouvement proche du *Parti des Forces Nouvelles* et a dirigé le bimestriel nationaliste européen *Balder*. Il a en outre fondé et dirigé le journal de l'*Union des Etudiants de droite, Réplique*. Il fut candidat suppléant *UDF* contre le communiste Roland Leroy en Seine-Maritime. Dans la ligne de Henry Coston, il a constitué une importante documentation sur la politique française. Il a successivement collaboré au *Figaro Magazine*, à *Valeurs Actuelles*, à *Magazine-Hebdo*, à *Minute* et sa *Lettre bleue*, à *Spectacle du Monde*, au *Crapouillot* et aux *Dossiers de National Hebdo*. Retourné dans le groupe d'Alain et Elisabeth Lefebvre à partir de 1989, il a dirigé les rédactions de *Questions de Sécurité sociale, L'Officiel protection sécurité, Tendance Sociale et Syndicale, La Tribune Parlementaire* et *La Lettre de Magazine-Hebdo*. Il a publié *L'Encyclopédie de la politique française, 1981-1992, L'Encyclopédie des pseudonymes* ou encore *Le Vrai visage de Patrick Gaubert*.

RAUSCH Jean-Marie, administrateur de sociétés, ancien ministre, maire de Metz, né le 24 septembre 1929 à Sarreguemines (Moselle). Elu sénateur de Moselle le 22 septembre 1974, il a été réélu les 25 septembre 1983 et 27 septembre 1992. Il est rattaché administrativement au groupe du *Rassemblement Démocratique et Social Européen*.

RAYNAUD DE LAGE Guy, professeur de lettres, né le 5 décembre 1905 à Périgueux (Dordogne), mort le 27 décembre 1993 à Royat (Puy-de-Dôme). Pendant la guerre, il soutint la Résistance en qualité de syndicaliste clandestin et fut membre du Comité de Libération de Saint-Cloud. Il devint l'un des « patrons » du syndicat général de l'Education Nationale.

REBILLARD Jacques, agriculteur et conseiller général, né le 24 février 1954 à Strasbourg (Bas-Rhin). Il fut élu député *Radical, citoyen et vert* de Saône-et-Loire le 1er juin 1997.

RECOURS Alfred, inspecteur départemental de l'Education nationale, conseiller général et maire de Conches-en-Ouche, né le 19 mars 1945 à Mostaganem (Algérie). Elu député *PS* de l'Eure le 12 juin 1988, il fut élu de nouveau le 1er juin 1997.

RECUEIL. Revue publiée par le *Fonds Européen Léon Degrelle*, fondée

Recueil

Organe du Fonds européen
Léon Degrelle.

La jeunesse a définitivement repoussé loin d'elle le culte des mythes de la démocratie.
" Droite ", " Gauche ", " Extrême-droite ", "Extrême-gauche ", ce sont là des mots qui pour elle n'ont plus de sens.

C'est une terminologie de guerre civile. Elle ne veut plus connaître qu'une réalité commune à tous, supérieure à tous : la Patrie.

Jean Denis

Cinquième année * N° 6 * 15 juin 1999.
Nonante-troisième anniversaire de Léon Degrelle.

en décembre 1996 par Jean-Robert Debbaudt et Marc Van Besien. Paraît trois fois par an sous la direction de Jean-Robert Debbaudt. Chaque numéro contient des études et écrits de feu Léon Degrelle ou sur *Rex* (*FELO*, BP 8, B-1440 Braine-le-Château, Belgique).

RÉFLEXIONS CHRÉTIENNES. Publication dirigée par Violette d'André qui poursuit le combat avec *Roc* (voir à ce nom), depuis la mort de son époux (3, rue Pasteur, 78000 Houilles).

REFONDATIONS. Fondé en avril 1991 par les trente signataires d'un appel aux hommes de gauche, invités à « refonder » la gauche, jugée inefficace. Parmi les signataires, on remarquait : Charles Fitterman, Anicet Le Pors, Georges Montaron, directeur de *Témoignage Chrétien*, Claude Quin, etc.

REFFA Jean-Louis, administrateur de sociétés, né le 11 août 1941 à Nice. Polytechnicien et ingénieur des Mines, ce fils d'un ingénieur italien du Tessin (cf. E. Ratier) fut directeur au Plan, « patron » de *Pont-à-Mousson*, a pris pied dans l'économie de nombreux pays (*Saint-Gobain, L'Air liquide, Suez*, etc.), il est devenu l'image inquiétante d'un super-mondialiste avide, il préside l'*Institut d'histoire de l'industrie* et figure parmi les « gros » au *Siècle*, dont il est l'un des administrateurs. Catholique, peu soucieux du respect des principes chrétiens, il se révèle l'ami d'éléments foncièrement anti-chrétiens et mondialistes. Ce qui explique qu'il se soit prononcé en 1992 pour Maastricht. Connu comme l'un des plus hauts salaires de l'industrie française (4 millions et demi de francs par an), il réunit sans peine autour d'une bonne table les personnalités en vue du Tout-Paris (cf. *L'Express* du 2 mai 1991). *La Lettre d'informations* de Villemarest a publié la liste des membres de l'*European Round Table*, où Jean-Louis Reffa figure en bonne place.

RÉFORME. Hebdomadaire protestant fondé en 1945 (Tirage : 7 500 exemplaires). Directeur : Jean-Luc Mouton ; rédacteur en chef : Rémy Hebding (53-55, avenue du Maine, 75014 Paris).

REGARDS. Mensuel communiste (18 000 exemplaires) dirigé par Henri Malberg (né en 1930), membre du *PCF* depuis 1946, ancien membre du bureau de la Fédération (communiste) de Paris. Il est secondé par Michel Laurent, directeur de la publication, et par Jacques Perreux, directeur de la rédaction (15, rue Montmartre, 75001 Paris).

RÉGIONAL (Le). Journal hebdomadaire très répandu dans les Bouches-du-Rhône et les départements limitrophes. Jacques Riccobano est directeur de la publication, Jean-François Ballester, rédacteur en chef et Nicole Kert, secrétaire générale (B.P. 122, 13653 Salon-de-Provence Cedex).

REITZER Jean-Luc, cadre d'entreprise, conseiller général, né le 29 décembre 1951 à Altkirch (Haut-Rhin), ville dont il est devenu maire. Elu député *RPR* du Haut-Rhin le 5 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

REMY Maurice, comédien, interprète principal des *Pirates de Paris*, de Michel Daxiaf (Alain Laubreaux), et de

Renouveau

L'hebdo de toute la Haute-Loire

VENDREDI 14 JUILLET 2000 – N° 2967 (58e année) Le n° 6,70 F (1,02 €)

Tél. 04 71 02 91 41 – Fax 04 71 02 00 58 - 1 an : 340 F (51,83 €) (+ 20 F Hors Département)

ROI DE L'OISEAU

Les 15e Fêtes Renaissance du Roi de l'Oiseau se dérouleront du 14 au 17 septembre. Plein de nouveautés attendent les festivaliers.

Lire en page centrale

FESTIVALS

Les festivals se poursuivent cette semaine. Le festival du rire accueillera Les Chevaliers du Fiel. Les Musicales continueront avec le concert exceptionnel de Cristina Branco. Enfin, les rues du Puy seront animées par le festival Folklorique.

Lire en page centrale

NTC

Ysingeaux a été choisi comme terre d'essai pour la mise en place de Boucle locale radio : le téléphone par voie hertzienne.

Lire en page 4

Aux correspondants

En raison d'un mouvement de grève à la Poste, les textes des correspondants ne sont pas parvenus dans le temps imparti.

Dans la mesure du possible, ils seront publiés dans la prochaine édition.

En visite en Haute-Loire, le président du Sénat, Christian Poncelet, a encouragé les maires du département dans leurs actions.

Lire en dernière page.

Nous allons d'urgence aux Super SOLDES chez

Meubles CHANUT Liste de Mariage

2 magasins centre ville

15-25, bd Saint-Louis - 43000 LE PUY-EN-VELAY

films antimaçonniques, animateur de l'émission « *Le Rythme du Temps* » (avec Robert Le Vigan et Bergeron), militant du *PPF* de Doriot et *speaker* à *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

RENAISSANCE (La). Journal bi-hebdomadaire normand, fondé le 20 juin 1944, lié au bi-hebdomadaire *Le Bessin*, tous deux appartenant au trust Hersant. Les deux publications sont dirigées par Philippe Hersant et Jean-Marie Willatte (27, rue Saint-Malo, 14402 Bayeux Cedex).

RENAISSANCE (La). Hebdomadaire diffusant 6 600 exemplaires en Saône-et-Loire, dirigé par Yves de La Gorce, P.-D.G., assisté de Jean-Pierre Laveder, rédacteur en chef (13, rue des Deux-Ponts, 71600 Paray-le-Monial).

RENAISSANCE (La) (voir *La Savoie*).

RENAISSANCE DU LOIR-ET-CHER (La). Hebdomadaire fondé le 1er avril 1947, dirigé par Bernard Cattanéo, le rédacteur en chef étant Vincent David secondé par Manuela Damon, rédactrice départementale (3, rue d'Artois, 41005 Blois Cedex).

RENOULT Daniel, correcteur d'imprimerie, né le 18 août 1880 à Paris, mort le 17 juillet 1958 à Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Membre du *Parti socialiste SFIO,* il fut l'un des fondateurs du *Parti communiste,* il appartint à son comité directeur (1920-1922), fut adjoint au maire de Montreuil de 1935 à 1940, et, après la guerre, il fut maire de cette ville de 1945 à sa mort, ainsi que conseiller général de la Seine. Il collabora à *La Lanterne.* Très violent, il voulait assassiner Alphonse XIII lors d'une de ses visites en France.

RENOUVEAU (Le). Hebdomadaire fondé en 1944, dirigé par Georges Bonnet et « rédigé en chef » par Bruno Brouchiquan (25, rue de la Gazette, 43005 Le Puy-en-Velay Cedex).

RÉPONSE A TOUT. Publication mensuelle (406 000 exemplaires) dirigée par Alain Ayache. Rédacteur en chef : Caroline Ayache, assistée par Raymond Pronier (117, rue de La Tour, 75116 Paris).

RÉPUBLICAIN (Le). Hebdomadaire de l'Essonne (29 400 exemplaires OJD) dirigé par Philippe Hersant, Jacques Richard étant directeur de la rédaction et Jacques Mione, rédacteur en chef (BP 76, 91002 Evry Cedex).

RÉPUBLICAIN (Le). Hebdomadaire diffusé à 18 000/20 000 exemplaires principalement dans l'arrondissement de Marmande. Fondé en août 1944, il est dirigé par Alain Marchi, lequel était en 1980 le directeur de la publicité du journal, Evelyne Jean-Baylet (de *la Dépêche du Midi*) étant la P.-D.G. (B.P. 24, 47201 Marmande Cedex).

RÉPUBLICAIN DE LOT-ET-GARONNE (Le). Hebdomadaire marmandais dirigé par Alain Marchi (BP 24, 47201 Marmande Cedex).

RÉPUBLIQUE DE SEINE-ET-MARNE (La). Répandu à 37 000 exemplaires dans le département, cet hebdomadaire est animé par Jean-Pierre Bonis, P.-D.G., et Michel Prigent, rédacteur en chef (B.P. 22, 77001 Melun Cedex).

LIBOURNE

Une enseigne multimédia en ville

de Saint-André-de-Cubzac à Sainte-Foy-la-Grande... de Créon à Coutras

LE RESISTANT

57e ANNEE

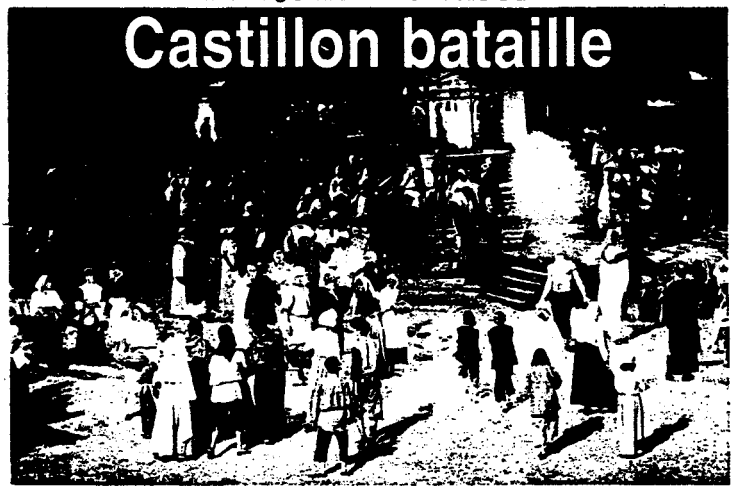
N° 2851/Vendredi 14 Juillet 2000/6,50 F

0,99 EURO

ELECTROMENAGES
Meillan
Vente: 05.57.51.78.82
Dépannage rapide: 05.57.51.48.33
43, Rue Montesquieu LIBOURNE

DU 20 JUILLET AU 13 AOÛT

Castillon bataille



◆Du 20 juillet au 13 août Castillon revit sa Bataille au travers de 11 représentations. La grande fresque historique jouée par des bénévoles ramènera le public à l'époque moyenâgeuse.

(lire en page centrale)

Tour Pataraet
Grands vins de Bordeaux
Les vignobles Pascal.
TOUS LES JOURS de 11H à 19H sauf Mercredi
CHÂTEAU MONVOISIN BORDEAUX
St-Emilion Route de Castillon (450m sur la droite après le Carrefour de Sansonnet) 05 57 24 69 95

Montagne
«Les Imaginaires du Vin»

Libourne
Qui était le Duc Decazes

Espiet
La fête des secrétaires

Sainte-Terre
6e Festival du bon goût

Abzac
Festival de la sculpture

SPORTS

✔ **Duathlon :** Deux Libournais au Mondial

✔ **ASL Escrime :** Champion de France !

RÉPUBLICAIN LORRAIN (Le). Quotidien de Metz diffusé à 177 000 exemplaires dans toute la Lorraine de l'est. Claude Puhl est le président-directeur général et Mathieu Puhl, directeur général. La rédaction est dirigée par Maurice Padiou assisté de Georges Jacquot et Vincent Manuguerra. Philippe Waucampt dirige le bureau parisien (73, Champs-Elysées, 75008 Paris). Le siège social et les imprimeries sont à Metz (57777 Metz Cedex 9).

RÉPUBLIQUE DES PYRÉNÉES (La). Journal quotidien (31 000 ex.) dirigé par Jean-Pierre Cassagne, P.-D.G., assisté par Patrick Durieu, secrétaire général. Le directeur de l'information, Ph. Tugar, est commun aux deux quotidiens *Eclair-Pyrénées* et *la République des Pyrénées* (6-8, rue Despourrins, 64040 Pau Cedex).

RÉPUBLIQUE DU CENTRE (La). Quotidien régional (57 000 ex.) dirigé par Jacques Camus, directeur de la rédaction et Jean Chamayou, directeur de la gestion, assistés par Denis Léger, rédacteur en chef (B.P. 93035, 45403 Fleury-les-Aubrais Cedex).

RÉPUBLIQUE ET DÉMOCRATIE. Groupe fondé par J.-P. Prouteau en 1978. Son président, Paul Estienne, affirme réunir 80 clubs (considérés comme barristes) (21, rue du Rocher, 75008 Paris).

RÉSEAU VOLTAIRE. Groupement fondé le 31 janvier 1994 par Thierry Meyssan, dans les locaux du Parlement européen. C'est un des principaux lobbies agissant pour la libération de la drogue et les déviations sexuelles. Il compte environ 300 adhérents directs, mais surtout une cinquantaine d'associations (*Licra, Mrap*), de nombreux appuis politiques (*Les Verts*, le *Parti socialiste* en particulier, *Radical* et le *PC*) ainsi que plusieurs parlementaires français signataires du projet de *Contrat d'union sociale*. Pour obtenir des informations, il agit en réseaux souterrains et les diffuse dans ses *Notes d'information du Réseau Voltaire* et dans *Droite - Extrême-Droite*. Il a participé à la contestation du financement public du voyage du pape en France, à l'action des sans-papiers de Saint-Bernard en mettant à leur disposition un service spécial. Siégeant à Saint-Denis, le bureau est aujourd'hui constitué de Thierry Meyssan (président), Yves Frémion et Pierre-Louis Marger (vice-présidents), Jean-Claude Ramos (secrétaire général), Elisabeth Barget (secrétaire général-adjoint), Michel Sitbon (trésorier), Bernard Célérier (trésorier adjoint).

RÉSISTANCE. Publication bimestrielle dirigée par Christian Bouchet, professeur à Nantes et animateur successivement de plusieurs revues nonconformistes (*Résistance !*, Ars Magna, BP 60426, 44004 Nantes Cedex 1).

RÉSISTANT (Le). Hebdomadaire fondé en 1944, dirigé et « rédigé en chef » par François David (B.P. 219, 33506 Libourne Cedex).

RESTAURATION NATIONALE (La). Cette association royaliste, partisan du comte de Paris, a été fondée par les animateurs du journal *Aspects de la France* (devenu *L'Action Française*), qui entendaient poursuivre, après la Libération, l'œuvre de Charles Maurras et Léon Daudet. Le fils de Maurice Pujo, le rédacteur en chef du

Résistance !

Bimestriel des Résistants au Nouvel Ordre Mondial et à la Pensée Unique-Septembre/Octobre 2000 N°11-20 Francs

IMMIGRATION : 63% FRANÇAIS PENSENT COMME NOUS

Unité Radicale

L'Action

Bretagne

FRONT DE LIBÉRATION DE LA BRETAGNE

à l'Ouest du nouveau

Entretien avec

Eddy Mar[illegible]n

QUELQUES PRISES DE POSITION

• Michel de BOÜARD

ancien déporté à Mauthausen, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Caen, membre du Comité d'histoire de la 2e guerre mondiale, membre de l'Institut, comparant les écrits des théoriciens de l'holocauste aux études révisionnistes :

« Il y a, d'une part, énormément d'affabulations, d'inexactitudes, obstinément répétées, notamment sur le plan numérique, d'amalgames, de généralisations et, d'autre part, des études critiques très serrées pour démontrer l'inanité de ces exagérations. »

• Arno J. MAYER

professeur à l'université de Princeton, juif et ami de Pierre Vidal-Naquet :

« Les sources pour l'étude des chambres à gaz sont à la fois rares et douteuses. (...) En général, ce qu'on sait est fondé sur les dépositions des fonctionnaires et des bourreaux nazis dans des procès d'après-guerre et sur la mémoire des survivants et des spectateurs. Il s'agit là de témoignages à tester soigneusement, car ils peuvent être influencés par des facteurs subjectifs d'une grande complexité. »

• Jean TULARD

professeur d'histoire à la Sorbonne (Paris IV), parlant, au cours d'une interview, du professeur Faurisson :

« Il y a une démonstration très rigoureuse qu'il présente, très logique – évidemment c'est quelqu'un formé par l'université, c'est parfaitement argumenté – et qui montre qu'il ne pouvait pas y avoir de chambres à gaz dans les camps de concentration, du moins ceux qu'il a vus. »

• Alain DECAUX

historien, ministre, parlant de M. Roques et de sa thèse:

« L'homme le mieux informé actuellement sur l'affaire Gerstein. Tous les chercheurs devraient tenir compte de ses travaux. (...) un travail remarquable »

PRINCIPAUX RÉVISIONNISTES FRANÇAIS

Paul RASSINIER
(1906-1967)
Ancien déporté résistant,
ancien député socialiste,
fondateur du révisionnisme historique,
poursuivi et condamné en justice,
dénoncé comme nazi

Robert FAURISSON
Professeur d'université
continuateur, en France, de Paul RASSINIER,
condamné en justice,
victime de multiples agressions et d'une tentative d'assassinat, dépossédé de sa chaire d'enseignement

Henri ROQUES
Auteur d'une thèse sur les «confessions» de Kurt Gerstein,
déchu de son titre de docteur sur ordre du ministre des Universités

En France, les révisionnistes ne peuvent pas tenir de conférences. Ils sont interdits de médias : leurs droits de réponse sont rarement acceptés. Leurs adversaires leur proposent, au choix, le tribunal, la prison, l'asile, l'hôpital ou la morgue.

Aujourd'hui, faute de pouvoir contester scientifiquement les thèses révisionnistes, on édicte des lois répressives pour interdire toute recherche historique sur le sujet.

FAITES VOUS UNE OPINION PAR VOUS MÊME

- Paul RASSINIER : Le mensonge d'Ulysse, Ulysse trahi par les siens
- Robert FAURISSON : Mémoire en défense, Réponse à Pierre Vidal-Naquet
- André CHELAIN : La thèse de Nantes et l'affaire Roques
- Serge THION : Vérité historique ou vérité politique ?

A lire également:

- les 8 numéros de la collection des Annales d'Histoire Révisionniste, à commander à La Vieille Taupe, BP 9805, 75224 Paris Cedex 05
- le n° 1 de la toute nouvelle Revue d'Histoire Révisionniste, actuellement en kiosque au prix de 60 F ou à commander à :

R.H.R. BP 122 – 92702 COLOMBES CEDEX

FAUT-IL INTERDIRE LES RÉVISIONNISTES ?

A AUSCHWITZ IL EST MORT :

8 000 000 de personnes,
selon un document officiel de la République française (Office de Recherches des crimes de guerre)

5 000 000 de personnes,
selon le journal «Le Monde» (20 avril 1978)

4 000 000 de personnes,
selon le monument de Auschwitz-Birkenau

3 000 000 de personnes,
selon les «confessions» de Höss (ancien commandant du camp d'Auschwitz)

1 600 000 personnes,
selon Yehuda Bauer (directeur de l'Institute of Contemporary Jewry, Université hébraïque de Jérusalem)

1 433 000 personnes,
selon le journal «Le Monde» (1er septembre 1989)

1 250 000 personnes,
selon Raul Hilberg (auteur de « La destruction des juifs d'Europe » – 1988)

850 000 personnes,
selon Gerald Reitlinger (auteur de «The Final Solution» – 1953)

Les archives soviétiques récemment ouvertes par M. GORBATCHEV donnent le chiffre de **74 000 morts.**

Est-il interdit de se poser des questions ?

quotidien *L'Action Française* jusqu'en août 1944, Pierre Pujo, est la clef de voûte de l'organisation et de sa presse. Me Georges Calzant, ancien chef des Camelots du roi avant la guerre, participa activement à cette renaissance, d'abord en publiant plus ou moins clandestinement *Les Documents Nationaux* (titre d'un périodique d'*Action Française* des années 30) qui s'appela successivement *Presse Libre, Paroles Libres, L'Avenir Français,* etc. Ce mouvement se heurte présentement à l'hostilité à peine cachée de l'entourage du prince, qui entend modifier la doctrine de Maurras jugée rétrograde, donc gênante pour la restauration monarchique en l'an 2000.

REVEAU Jean-Pierre, né le 27 juillet 1932. Rédacteur à *National-Hebdo,* dont il est également membre du conseil d'administration, il appartient aux cadres dirigeants du *Front National* (bureau exécutif, bureau politique) et est le trésorier national du mouvement. Personnalité marquante de la Droite nationale et populaire, il est élu *FN* à Lyon, conseiller de Paris et conseiller régional.

RÉVEIL DE L'ARIÈGE (Le). Bimestriel de droite dirigé par Michel Duchochois (Domaine d'Arbiech, 09400 Tarascon-sur-Ariège).

RÉVEIL DE NEUFCHATEL (Le). Hebdomadaire (14 500 exemplaires), *le Réveil* est dirigé par Thierry Radiguet assisté par Bertrand Alépée, rédacteur en chef (B.P. 100, 76270 Neufchâtel-en-Bray).

RÉVEIL DU VIVARAIS ET DE LA VALLÉE DU RHONE (Le). Journal hebdomadaire fondé le 12 septembre 1944 par des démocrates-chrétiens. Il est dirigé par Daniel Misery (B.P. 51, 07102 Annonay Cedex).

RÉVEIL NORMAND (Le). Hebdomadaire de la famille Méaulle (12 600 exemplaires), dirigé par Bernard Méaulle, secondé par Philippe Bigot, rédacteur en chef (16, rue des Emangeards, 61300 L'Aigle).

RÉVISIONNISME. L'histoire officielle est-elle la véritable : les révisionnistes le nient.

REVUE LORRAINE POPULAIRE (La). Cette belle publication est, en quelque sorte, l'organe de liaison des nationaux de la région de Nancy, notamment des admirateurs du grand Lyautey, qui possèdent déjà un *Bulletin d'information de la Fédération et de l'Association Nationale Maréchal Lyautey.* L'animateur de ces publications, Jean-Marie Cuny, est l'objet de brimades qui n'ont pas l'air de le décourager. Il publie également, depuis 1995, *Le Royal-Lorrain* (93, Grande Rue, 54000 Nancy).

REVUE UNIVERSELLE (La). La publication fondée jadis par Jacques Bainville a un successeur : *La Revue universelle des faits et des idées,* laquelle paraît tous les trois mois. On y défend les idées que *L'Action Française* propageait (7, rue Léon-Bonnet 75016 Paris).

REYMANN Marc, directeur d'un centre de formation, né le 7 juin 1937 à Strasbourg (Bas-Rhin). Appelé le 2 avril 1986 à remplacer Adrien Zeller, démissionnaire, il fut ensuite élu député *UDF* du Bas-Rhin le 12 juin 1988 et

réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

REYNAUD Marie-Line, conseillère technique au centre d'information sur le droit des femmes, née le 17 juillet 1954 à Barbezieux (Charente). Elle fut élue député *PS* de la Charente le 1er juin 1997.

RIBOUD Christophe, administrateur de sociétés, né le 22 avril 1950 à New York, mort le 30 août 1995. Fils unique du fameux brasseur d'affaires Jean Riboud, et neveu d'Antoine Riboud, qui dominait, dans les années 60-80, tout un secteur de l'industrie française. Christophe Riboud occupait un poste de P.-D.G. de l'*IFOP* et il participa à l'aventure de *La Cinq* (5e chaîne de télévision) avec son ami Jérôme Seydoux, puis il s'acoquina avec l'escroc Robert Maxwell en vue de racheter *Le Provençal.* Plus heureux avec *Libération,* il en est devenu actionnaire. Il est, en outre, l'un des commanditaires de *SOS-Racisme.*

RICHARD Alain, conseiller d'Etat, né le 29 août 1945 à Paris. Cet ancien militant de l'*UNEF* rallia le *PSU* (1962) où il appartint au bureau national avant d'adhérer au *PS* (1974) et d'y siéger d'abord au comité directeur (1979), ensuite au bureau exécutif. Spécialiste des questions électorales, Alain Richard, considéré comme le premier juriste du *Parti Socialiste,* occupa dans ce parti le poste de secrétaire national aux élections (1992-1993). Maire de Saint-Ouen-l'Aumône depuis 1977, président du syndicat d'agglomération de Cergy-Pontoise, député du Val-d'Oise de 1978 à 1993, rapporteur du Budget à l'Assemblée nationale de 1988 à 1993, maître des Requêtes nommé conseiller d'Etat en 1993, sénateur (1995), Alain Richard fut promu ministre de la Défense en 1997. Il est affilié à la *Trilatérale* et au *Siècle.*

RICHEMONT Henri (de), avocat, ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 28 mars 1993), vice-président du Conseil régional de Poitou-Charentes, maire d'Etagnac, né le 6 décembre 1946 à Paris. Il est membre du *RPR* et a été élu sénateur de Charente le 27 septembre 1998.

RIGAL Jean, médecin généraliste, né le 28 juin 1931 à Rodez (Aveyron). Elu député de l'Aveyron le 30 novembre 1980, en remplacement de Robert Fabre, démissionnaire en raison de sa nomination comme Médiateur, il fut élu de nouveau les 21 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

RIGAUD Jean, ingénieur, né le 15 novembre 1925 à Saint-Rambert-d'Albon (Drôme). Elu député du Rhône le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 malgré l'appui financier de son parti et de diverses firmes (362 000 F). Il est aujourd'hui inscrit à *Démocratie libérale et indépendants.*

RIMBERT Patrick, professeur et conseiller général, né le 20 juillet 1944 à Blain (Loire-Atlantique). Il fut élu député *PS* de la Loire-Atlantique le 1er juin 1997.

RINCHET Roger, enseignant retraité, né le 16 juin 1933 à Planaise (Savoie). Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 12 juin 1988), conseiller

Spécial 16 pages

Les Olympitres de la pourritique

La Corse entre mafieux et Maçons

Procès, censure : pastis en Provence

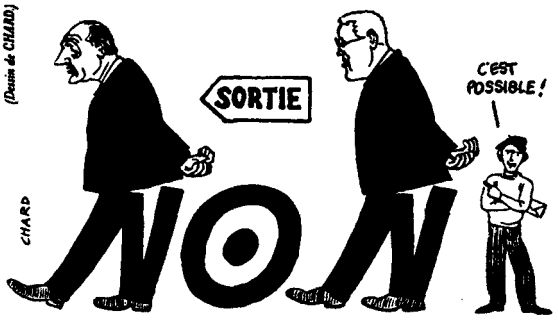
Retour au Vietnam : de la peste rouge au Sida

RIVAROL

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir"

N° 2495 HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE 22/9/2000

QuinquenNON !



C'EST sans doute la première fois dans notre histoire républicaine qu'aux yeux de ses organisateurs comme des commentateurs, la réponse à un référendum paraît compter moins que le taux de participation au scrutin. Du coup, tous les électeurs généralement conscients et organisés mais hostiles à la réduction du mandat présidentiel, ou furieux d'être interrogés sur ce point fumeux alors qu'on leur refuse la parole sur des sujets combien plus importants pour eux, s'interrogent. Pour faire échec aux princes qui, toutes étiquettes confondues, nous gouvernent si mal, le TSO (tout sauf oui) s'impose évidemment. Mais comment rendre le message le plus bruyant et le plus efficace possible ?

LES abstentionnistes seront évidemment les plus nombreux, mais restera à distinguer les partisans de l'« abstention active » préconisée par Robert Hue (et certains de nos amis) des abstentionnistes « structurels » dont, à mesure que notre pays se communautarise et s'analphabétise, la masse est de plus en plus impressionnante dans une dérive à l'américaine qu'aggravera d'ailleurs ce 24 septembre l'ouverture de la chasse — une particularité cette fois bien française.

AUTRE école : celle qui entend profiter de ce scrutin accessoire pour faire reconnaître le vote blanc ou encore exiger un référendum sur un sujet lui tenant à cœur : l'arrêt de l'immigration alors que l'Intifada enflamme à nouveau les banlieues, le rétablissement de la peine de mort (comme, dans une lettre ouverte à Jacques Chirac, le demande M. Yves Piette, conseiller municipal de Sourzac mais surtout père inconsolable d'une enfant dont l'étrangleur a recouvré la liberté moins de sept ans après son crime), le statut de la Corse, la réforme du système scolaire, l'équité pour les harkis, voire la baisse des taxes sur les carburants, plébiscitées par 88 % de nos compatriotes dans un grand élan transcourants. Toutes causes — plus ou moins — légitimes, mais ces bulletins aux objectifs si divers ne risquent-ils pas de s'annuler les uns et les autres et de ne traduire finalement qu'un mécontentement diffus, trop multiforme pour qu'en tiennent compte ceux auxquels s'adressent les coups de semonce ?

RESTE le non, mal vu parce que *a priori* ultra-minoritaire et connoté d'« extrême droite » : les trop rares Français s'intéressant à leurs institutions seraient en effet massivement favorables à l'adoption du quinquennat, décrété par les arbitres des élégances politiques plus « *moderne* » et mieux adapté « *aux exigences de la vie actuelle* » même si l'on ne voit pas très bien en quoi ni pourquoi. Les abstentionnistes arguant déjà de ces « exigences » pour justifier leur umophobie, la logique voudrait qu'à l'inverse on espaçât autant que faire se peut les scrutins pour éviter de les banaliser. Et pourquoi ne pas renoncer tout bonnement à l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, disposition instituant un système bâtard, paralysant l'ensemble de la vie politique et faisant du président un éternel candidat à sa propre succession, contraint de sacrifier sans cesse l'action à l'image, la navigation au long cours au cabotinage — pardon : au cabotage — médiatique ? Une situation désastreuse, qui empirera encore avec l'adoption du quinquennat, en attendant l'annualat comme le dit plaisamment Le Pen, puisqu'il n'y a pas de raison de s'arrêter en si bon chemin.

D'où les réticences croissantes des Français devant le jeu de dupes. Face à ce désamour, Matignon et surtout l'Elysée ont anticipé une forte abstention et fourbissent déjà des arguments pour théoriser et minimiser le phénomène. Mais quel choc si, au soir du 24 septembre, le non si marginal au printemps dernier franchissait la barre des 30 % ! Quel désaveu pour les apprentis-sorciers qui avaient offert ce référendum aussi biaisé que coûteux (700 millions de francs contre 1 million seulement si la réforme avait été soumise au congrès — cf. M. Poniatowski sur Radio-Courtoisie le 18/9) aux citoyens comme on tend un hochet à un enfant ! « *Si le oui l'emporte, ce sera une victoire pour le Premier ministre mais avec une abstention supérieure à 55 %, ce sera une défaite pour le président de la République* », avait déclaré François Hollande à l'université d'été du PS. Mais une abstention record associée à un oui si maigrichon qu'il en deviendrait résiduel, ce serait une déroute pour les deux cohabitants, un camouflet pour tout le

RIVAROL.

● Suite page 2.

N° 2495 du 22 SEPTEMBRE 2000

Belgique : 130 FB
Canada : 5,25 $
Suisse : 5 FS

M 2536 - 2495 - 20,00 F

Le doyen de la presse française anti-marxiste et européenne reste en tête des hebdomadaires de la Droite. (1, rue d'Hauteville, 75010 Paris.)

général et maire de Montmélian. Elu sénateur de Savoie le 25 septembre 1977, il a été réélu le 24 septembre 1995. Il est membre du groupe *socialiste.*

RIVAROL. Depuis cinquante ans et plus, *Rivarol* tient tête au Système. A Mallavin, Pierre Dominique et Maurice Gaït a succédé Camille-Marie Galic — que ses amis appellent familièrement « *Mademoiselle Rivarol* », tant elle fait corps avec son journal et les idées défendues par lui — secondée par deux autres femmes de conviction : Mme Versais et la dessinatrice Chard, elle a fait de cet hebdomadaire le moniteur de la droite qui n'oublie pas, qui reste fidèle à l'idéal que personnifiait le maréchal Pétain aux yeux des « épurés » et de leur famille. Tout un groupe de nouveaux, de jeunes, de non-conformistes sont venus rejoindre les vétérans. Sans argent, *Mademoiselle Rivarol* fait des prodiges. Même ses adversaires — à condition qu'ils soient sincères — reconnaissent que son journal est mieux qu'un rempart : c'est un coin enfoncé dans l'édifice de la faible République que le Général est venu consolider en 1958 (1, rue d'Hauteville, 75010 Paris).

RIVASI Michèle, professeur d'IUFM, née le 9 février 1953 à Montélimar (Drôme). Elle fut élue députée de la Drôme le 1er juin 1997 et s'est apparentée au groupe *socialiste.*

RIVIÈRE Emmanuel, ingénieur AM, né le 15 mai 1855 à Toulouse, mort le 30 novembre 1918 à Blois. Catholique de gauche, il fonda *L'Echo du Centre,* ainsi que la *Fédération des travailleurs chrétiens du Centre et de l'Ouest* et, avec la collaboration de son ami l'abbé Jean de Saint-André, ardent sillonniste, il fonda le 15 mai 1917 l'hebdomadaire *L'Ami Français.*

RMC-MOYEN-ORIENT. Jean-Paul Cluzel, président, et Benoît Paumier, directeur général, la dirige, secondés par Patrice Cavelier, directeur général-adjoint, et Bechara El-Bonn, directeur de l'antenne.

ROATTA Jean, conseiller général, né le 13 décembre 1941 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elu député des Bouches-du-Rhône le 16 mars 1986, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.* Sa candidature, en 1993, reçut des appuis financiers assez considérables : 49 000 F d'amis divers, autant du *PR* et 443 000 F de grandes sociétés financières ou industrielles (*Lagardère, Purmet, Scortica, Compagnie générale de restauration, Gréoux immobilier, Streichenberger,* etc.).

ROBE Emile. Ce journaliste belge est l'un des confrères le plus lu dans les milieux non-conformistes français : il publie, en effet, *Bec et Ongles,* une revue très originale fondée en 1970, où sont reproduits des photos et des documents concernant, le plus souvent, les événements du front de l'Est en 1941-1945. Né en Belgique au début de l'année 1928, Emile Robe est libraire-archiviste depuis les années 50. Il fut un militant des jeunesses réxistes en 1936-1938, à une époque où dans la région qu'il habitait 6 électeurs sur 10 votaient pour *Rex.* Ses écrits actuels concernent aussi les mouvements politiques européens de la guerre, sur lesquels il donne une profusion de renseignements tirés des archives souvent

du 12 août 2000
au 18 août 2000

ROC

N°1522
34e année

Regard chrétien sur le cinéma et la télévision

CINÉMA

J Amazone
A Bloody angels
GA Confort moderne
GA 10 bonnes raisons pour te larguer
J Fréquence interdite
GA Kennedo
Ø Mars à table !
T Mon chien Skip
Ø Stand by
J Trop tard
A Un de trop
A Un possible amour

PROCHAINES ANALYSES

GA Célibataire (le)
J En pleine tempête
A/Ø Paris
GA Happy Texas
GA X men

Apparitions à Fatima, dimanche 13, sur France 3, à 15h30.

SEMAINE DE TÉLÉVISION

(pages 2 à 15)

Mon chien Skip.

ROC

par Gabrielle Fonval

Encore un effort !

Ils seront, sans doute, plus d'un million et demi de jeunes, rassemblés sous la houlette de Jean-Paul II, pour célébrer à Rome l'anniversaire du Christ, en cette année jubilaire. Evénement sans précédent (qui peut se vanter de rassembler autant de jeunes du monde entier ? Et tous les deux ans encore !) pour le monde, pour les chrétiens et pour les jeunes, les XVes Journées Mondiales de la Jeunesse ne semblent pas devoir plaire à la ménagère de moins de 50 ans. C'est du moins ce que l'on peut déduire de l'absence totale (si l'on excepte l'émission du Jour du Seigneur, cahier des charges oblige !) de retransmission de cette manifestation exceptionnelle, toutes chaînes confondues. La célébration du centenaire de la reine mère d'Angleterre a, sans doute, été jugée plus «vendeur» pour les annonceurs que les JMJ !

Pourtant, cet événement sera relayé, dans notre pays, par les prières de tous ceux qui n'ont pas pu se rendre à Rome (soit parce qu'ils en étaient empêchés, soit parce qu'ils n'étaient pas invités, ayant largement dépassé l'âge où l'on peut être qualifié de «jeune». Mais est-ce que ces «priants» représentent un marché pour les annonceurs ?

C'est l'une des plus grande fête du christianisme. Un fête qui, depuis l'origine, a été célébrée dans toute la chrétienté avec un faste sans précédent. La fête de l'Assomption est la fête majeure de la Vierge, fête d'obligation, comme fête de dévotion. Elle concerne tous les catholiques, même ceux qui ne sont pas pratiquants et qui se souviennent, sans doute, des cérémonies de leur enfance. Pourtant, cette fête majeure ne doit pas concerner la ménagère de moins de 50 ans, car toutes les chaînes de télévision (sauf France 2 et ses émissions religieuses, cahier des charges oblige !) font comme si ce jour n'était qu'un jour férié comme les autres. Vous pouvez vérifier dans les programmes, entre «La bête», «Ma femme s'appelle reviens», la soirée Alain Delon, «La carte aux trésors», la soirée thématique sur le Biennale de Bonn, «Les derniers jours de Pompéi», «Zone interdite» consacré au désir d'enfant ou «Génial ! Mes parents divorcent», rien ne permet de penser, à la simple lecture des programmes de télévision, que les chrétiens de France fêtent, avec la solennité qui convient, la Vierge Marie.

Seule France 3, deux jours avant, diffuse un excellent téléfilm (que nous ne saurions trop vous recommander, tant il est respectueux et accessible, même aux petits, ce qui est très important), consacré aux apparitions de Fatima. Encore qu'on puisse se demander pourquoi cette œuvre, signée d'un Français, Daniel Costelle, a attendu neuf ans (elle date de 1991) pour trouver sa place dans la grille des programmes. Sans doute est-ce la récente révélation du troisième secret de Fatima qui en est la cause, les médias étant friands de tout ce qui ressemble, de près ou le loin, à un mystère.

Dans le même temps, on assiste à une offensive sans précédent de films militants, traitant de l'homosexualité, de films avec de vraies scènes porno (comme pour mieux faire sauter le dernier verrou de ce que d'aucuns osent appeler la censure et qui n'est que la protection de l'enfance), de films attaquant les chrétiens, le pape ou l'Eglise, bref de films outrageusement agressifs pour une large fraction de l'opinion, qui sortent en salles de cinéma (ce qui signifie que toute la presse en parle) et qui vont ensuite passer à des heures de grande écoute à la télévision (cf. «Pédale douce», rediffusé actuellement sur Canal +, alors qu'il a déjà été diffusé sur une grande chaîne hertzienne).

Qui nous fera croire que «Baise-moi» ou «Recto/verso» intéressent davantage de monde que les JMJ, qui attireront, d'après les estimations les plus prudentes, plus de 70 000 Français à Rome !

Allons, Messieurs les programmateurs, encore un petit effort et vous allez réussir à intéresser la ménagère de moins de 50 ans (d'autant que, d'après les spécialistes, la ménagère intéressante commence à avoir plus de 50 ans !).

ROC
3, rue Pasteur - 78000 Versailles - Tél. 01 39 66 38 49 - Fax : 01 39 13 38 89.
Prix au numéro : 10,00 F - Abonnement : 450 f/an - CCP : 43 300 31 W La Source (à l'ordre des Editions Bayard) - ISSN : 0033.703 X - Hebdomadaire - Inscription à la CPPAP : 56.198 - Dépôt légal à parution.
Pour toute correspondance et tout changement d'adresse, SVP pour trois de rapidité : prière d'indiquer de façon très lisible votre nom et votre adresse (l'adresse ET la nouvelle) et de joindre, la dernière, une enveloppe timbrée pour la réponse.
Directeur de la publication : Pierre d'André.

privées. Il compte de nombreux abonnés en France et il annonce régulièrement les ouvrages publiés chez nous et pouvant intéresser les Belges aussi bien que les Français (Emile Robe, rue du Page, 61, 1050 Bruxelles 5).

ROBERT Olivier, journaliste, né en 1955. Diplômé du Centre de formation des journalistes, il a été à l'*Associated Press* et au *Matin de Paris*. Il collabore actuellement à *la Vie*, journal dans lequel il a exprimé son opposition aux militants « pour la vie » (antiavortement).

ROBIEN Gilles (de), agent général d'assurances et de crédit, et maire d'Amiens, né le 10 avril 1941 à Cocquerel (Somme). Elu député *UDF* de la Somme le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Les groupes industriels et financiers lui ont apporté leur appui, notamment : *Groupe K Finance SA, SAUR Bouygues, Razel, Nord France Reconstruction,* etc : 180 000 F (il fut le seul candidat ainsi subventionné dans la 2e circonscription).

ROBIN-RODRIGO Chantal, directrice départementale au C.I.F. et conseillère générale, née le 4 août 1948 à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône). Elue le 1er juin 1997, elle devint député *Radical, citoyen et vert* des Hautes-Pyrénées le 21 novembre 1998, en remplacement de Jean Glavany, nommé membre du gouvernement. Ce dernier, bien que socialiste, a encaissé des sommes rondelettes (240 000 F en 1993) de *SAUR Bouygues, Méridien, Pailhes TP,* etc.

ROBINSON Henri, né **HARRY Léon,** le 8 mai 1897 à Saint-Gilles (Belgique). Ce membre fondateur de l'*Internationale Communiste des Jeunes* (1919), fut au sein du Kominform le délégué de la *Jeunesse Communiste Française* (1922). Chargé de la direction d'un « appareil » de renseignement en France en 1940, il fut trahi par l'un des siens et arrêté par les Occupants qui le déportèrent en Allemagne où il mourut.

ROC. Sous ce titre paraît depuis des années une revue spécialisée qui, chaque semaine, jette un regard chrétien sur le cinéma et la télévision. Pierre d'André, décédé récemment, en était le directeur. Depuis sa disparition, sa veuve, Violette d'André, poursuit son œuvre, sans faiblir (3, rue Pasteur, 78800 Houilles).

ROCARD Michel, Louis, Léon, inspecteur général des finances, né le 23 août 1930 à Courbevoie (Hauts-de-Seine), fils d'Yves Rocard (1903-1992), professeur. Enarque, ancien secrétaire national de l'Association des étudiants socialistes, il fut inspecteur des finances (1958). Ayant réprouvé la tiédeur du *Parti socialiste,* il adhéra au *PSU* et en fut le secrétaire national (1967-1973). Candidat malheureux à l'élection présidentielle (1969), mais élu député des Yvelines (1986), il quitta le *PSU* et rejoignit le *Parti socialiste* où il fit carrière. Député-maire de Conflans-Sainte-Honorine, il devint ministre du Plan (1981-1983), de l'Agriculture (démission en 1985), puis Premier ministre (1988-1991). Il entra au Sénat et appartint au groupe européen en 1999, toujours sous l'égide socialiste. Auteur de nombreux livres dont : *la Convention collective des métaux de Belfort-Montbéliard* dans l'ouvrage collectif *Expériences françaises*

d'action syndicale ouvrière, les Partis politiques français (sous le pseudonyme de Jacques Malterre et en coll.), *le PSU et l'avenir socialiste de la France* (1969), *Des militants du PSU présentés par Michel Rocard* (1971), *Questions à l'Etat socialiste* (1972), *Un député pour quoi faire ?* (1973), *le Marché commun contre l'Europe* (en coll., 1973), *l'Inflation au cœur* (en coll., 1975), *Parler vrai* (1979), *A l'épreuve des faits. Textes politiques 1979-1985* (1986), *Le cœur à l'ouvrage* (1987), *Un pays comme le nôtre. Textes politiques 1986-1989* (1989), *les Moyens d'en sortir* (1996), *l'Art de la paix* (essai, 1998).

ROCCA SERRA Louis-Ferdinand (de), cadre bancaire, premier vice-président du Conseil général, président de l'Association départementale des Maires, maire de Lévie, né le 7 février 1936 à Mâcon (Saône-et-Loire). Devenu sénateur de Corse du Sud le 20 février 1994, à la suite du décès de Charles Ornano, il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du groupe des *Républicains et Indépendants.*

ROCHETTE Claude, né le 29 janvier 1937 à Cherchell, en Algérie, président du *Mémorial de Notre-Dame d'Afrique* et du *Souvenir du 26 mars 1962,* il est vice-président de l'association *Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer au service de la Nation* qui a organisé un grand rassemblement les 10, 11 et 12 juin 2000 à l'hippodrome de Cagnes-sur-Mer.

ROD Didier, militant écologique, né le 7 juin 1950 à Poissy. Elu député européen (*Verts*) en 1999.

RODET Alain, économiste et maire de Limoges, né le 4 juin 1944 à Dieulefit (Drôme). Elu député *PS* de Haute-Vienne le 21 juin 1981 ; il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il avait été, en 1993, le seul des députés de gauche du département à résister à la vague « anti-socialiste ». Il est vrai que ce « survivant » avait été largement financé, pour sa campagne électorale, par son parti (108 000 F) et par les groupes « capitalistes » (575 000 F) (dont *SCREG Ouest* et *Colas*). L'adversaire de ce curieux « socialiste », Camille Gentier, n'avait reçu pour sa campagne que 40 000 F de sociétés diverses et 20 000 F de l'*Union patronale limousine.* (Cf. *L'Argent et la Politique*).

ROGEMONT Marcel, cadre et conseiller général, né le 3 janvier 1948 à Coye-la-Forêt (Oise). Il fut élu député *PS* d'Ille-et-Vilaine le 1er juin 1997.

ROHAN Josselin (de), administrateur civil (E.R.), né le 5 juin 1938 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Président du Conseil régional de Bretagne, vice-président de l'Association départementale des Maires, maire de Josselin. Elu sénateur du Morbihan le 25 septembre 1983, il a été réélu le 27 septembre 1992. Il est membre du *RPR.*

ROMAN Bernard, administrateur territorial, né le 15 juillet 1952 à Lille (Nord). Il fut élu député *PS* du Nord le 1er juin 1997.

ROME Yves, conseiller en formation continue, conseiller général et maire de Bailleul-sur-Thérain, né le 25 avril 1950 à Marvejols (Lozère). Il fut élu député *PS* de l'Oise le 1er juin 1997. Il avait été battu en 1993 malgré l'aide

Rouge

HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE — IVe INTERNATIONALE

N° 1879
8 JUIN 2000

- Les négociations Unedic PAGE 4
- Le congrès de la LCR PAGES 8,9 ET 14
- La Marche mondiale des femmes PAGE 13
- Au Sud-Liban PAGE 12
- Fujimori, « Basta ! » par Hugo Blanco PAGE 16

Battre les projets du Medef

Tous unis pour les droits des chômeurs

Les négociations patronat-syndicats ont levé toute ambiguïté : la « refondation sociale » chère au baron Seillière est une entreprise de démolition des droits des chômeurs et des salariés, de généralisation de la précarité. Une mobilisation unitaire s'impose pour riposter à ce coup de force. La journée du 13 juin doit en donner le coup d'envoi.

→ FAITS ET

Les trotskystes ont une presse qui rappelle *L'Humanité* des années 25-30.
Ils ne cèdent rien aux mous du P.C.F.

financière (410 000 F) apportée à sa caisse électorale par les sociétés *Forclum, Y. Lefebvre, Quille, SOGERIC,* etc.

ROSEAU Gilbert, biologiste au CNRS et conseiller général, né le 1er août 1942 à Cherchell (Algérie). Il fut élu député *PS* de l'Hérault le 1er juin 1997.

ROSNOBLET Marcel, ouvrier serrurier, né le 17 décembre 1908 à Mulhouse (Haut-Rhin), mort le 29 novembre 1973 à Strasbourg. Militant socialiste, puis communiste, il fut président du syndicat cégétiste du Bâtiment (Mulhouse) et secrétaire de la Région communiste d'Alsace, député et membre du comité central du *PC.*

ROSSI José, juriste, ancien ministre, président de l'Assemblée de Corse, né le 18 juin 1944 à Ajaccio (Corse-du-Sud). Elu député de Corse-du-Sud, il fut réélu les 28 mars 1993, 10 septembre 1995 et 1er juin 1997. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.* C'est un affilié du *Siècle* et de la *Grande Loge Nationale Française.*

ROSTOLAN Michel (de), ancien député, né le 8 mars 1946 à Montargis. A l'origine du *Cercle Renaissance,* il collabora au *Centre National des Indépendants et Paysans* jusqu'à en être vice-président. Député *CNIP-Front National* en 1986, il est également délégué national du *Front National,* président du *Comité national de soutien à l'élection de Jean-Marie Le Pen,* conseiller municipal de Saint-Michel-sur-Orge depuis 1989, conseiller régional d'Ile-de-France depuis 1992. Secrétaire général de la *Société française de géopolitique* et de *SOS-Droits de l'Homme,* il préside *Renaissance-Vie,* est membre de la *Société d'économie politique,* de l'*Alliance nationale population et avenir* et de l'*Association pour la recherche et l'information démographique.* Il a signé *Lettre ouverte à mon peuple qui meurt.*

ROUDY Yvette, journaliste, ancienne ministre et maire de Lisieux, née le 10 avril 1929 à Pessac (Gironde). Elue député *PS* du Calvados le 16 mars 1986, elle fut réélue les 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

ROUERGAT (Le). Hebdomadaire départemental, fondé en 1944, lié à *la Croix du Midi* et dirigé par Jean-Pierre Vittu de Kerraoul (B.P. 225, 12002 Rodez Cedex).

ROUGE. Hebdomadaire trotskyste, organe central de la *Ligue Communiste Révolutionnaire* dont Alain Krivine est le porte-parole habituel. Jean-Louis Enet est le directeur de la publication qui est éditée par la SARL *La Brèche,* Michel Buisson est rédacteur, avec Christian Picquet, Dominique Mezzi, Emmanuel Sieglmann, Malika Aïcha, Sophie Zafari et quelques autres militants du parti (*La Brèche-Diffusion,* 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil).

ROUGER Jean, médecin, né le 10 avril 1940 à Authon (Charente-Maritime). Il fut élu député *PS* de la Charente-Maritime le 1er juin 1997.

ROUGES CHRÉTIENS. Le journaliste Auguste Cavalier appelait ainsi les catholiques de gauche, avant la guerre. Le sujet a été abordé depuis dans *Infiltrations ennemies dans l'Eglise,* ouvrage collectif (Edith Delamare,

Léon de Poncins, etc.) et dans *Les Chrétiens de gauche* publié par Emmanuel Ratier (*Faits et Documents*, 1998). De Paul Abel à Bernard Yvernogeau, il y passe en revue les personnalités catholiques liées à la gauche, naguère anticléricale, de nos jours infiltrées dans les cercles paroissiaux et les organisations catholiques. Il désigne comme agent de liaison de ces *Rouges Chrétiens* des années 90 la revue *Golias*. Très engagée, cette revue a fait l'objet d'une mise en garde de la Confrérie des évêques de France le 11 mars 1998 qui en vient *« à se demander en quel sens cette revue peut prétendre au titre de catholique »*.

ROUQUET René, électromécanicien et maire d'Alfortville, né le 15 février 1946 à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne). Elu sénateur le 24 septembre 1995, il devint député *PS* du Val-de-Marne le 24 juillet 1981, en tant que remplaçant de Joseph Franceschi, nommé membre du gouvernement. Il fut ensuite appelé le 10 mars 1988 à remplacer Joseph Franceschi, décédé, avant d'être réélu les 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

ROURE Martine, militante politique, née le 28 septembre 1948 à Lyon. Elue députée européenne socialiste en 1999.

ROUSSEAU Claude, maître de conférences à la Sorbonne, né en 1936 à Morlaix (Finistère). Spécialiste de philosophie morale et politique, il est l'auteur des ouvrages *Machiavel, le Prince, Les Illusions de l'Occident, Les Illusions républicaines* et de nombreux articles parus dans *Item, la Pensée catholique, la Légitimité* ou encore *Réaction,* dans lesquels il étudie le socialisme et la démocratie chrétienne en ce qu'ils manifestent l'abandon de la spiritualité en Occident.

ROYAL Ségolène, avocate, née le 22 novembre 1953 à Dakar, mère de quatre enfants de son union avec François Hollande. Cette ancienne élève de l'*IEP* et de l'*ENA,* devint en 1982 chargée de mission à la présidence de la République pour les Affaires sociales et l'Environnement, en 1992, ministre de l'Environnement, en 1997, secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement scolaire, au mois de mars 2000 ministre délégué à la Famille et à l'Enfance. Ségolène Royal est députée des Deux-Sèvres depuis 1988, conseiller général et conseillère municipale de Niort.

ROYALISTE. Bimensuel royalo-socialiste, organe de la *Nouvelle Action Royaliste*. Le siège de ce périodique, fondé en 1971, se trouve 17, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris. Il a pour directeur général Yvan Aumont, né à Paris le 19 mai 1938, pour directeur politique Bertrand Renouvin, pour principaux collaborateurs Gérard Leclerc et Luc de Goustine. *Royaliste* n'accepte pas de publicité. Son tirage, deux fois par mois, atteint 10 000 exemplaires.

RU (Nouvelles Chrétiennes). Hebdomadaire de l'*Union des Nations de l'Europe chrétienne* fondé en 1997. Les dépêches de *RU-Nouvelles chrétiennes* sont traduites en quatre langues dont le russe et sont envoyées aux rédactions sur demande. Sous la direction de Winfried Wuermeline, la rédaction comprend, essentiellement : Jean Graff, Irina Kone, Lucie Zander et Bernard Donnet (*UNEC,* BP 144, 95210 Saint-Gratien).

RULLEAU Jean-Marc, ecclésiastique, né le 10 mai 1952 à Saint-Etienne. Professeur de théologie au séminaire Saint-Pie X à Ecône (Suisse), ce prêtre ordonné par Mgr Lefebvre en 1982 collabore à *Controverses* et au *Sel de la terre*. Il a signé *Modernisme et Catholicité*.

Les Francs-Maçons sous la Francisque

L'histoire secrète de l'Occupation et de la Résistance

Il y a une dizaine d'années, Henry Coston publiait un dossier particulièrement étoffé, d'une documentation incontestable et, d'ailleurs, incontestée, sur l'activité des loges maçonniques au temps de Vichy.

Ce livre de 256 pages était signé d'un pseudonyme collectif : ARGUS. En fait, ce dossier bourré de précisions, de noms et de références, était l'œuvre de trois spécialistes de la question maçonnique et des sociétés secrètes : Henry Coston, cheville ouvrière de cet énorme travail, à qui Jacques Bordiot (décédé quelques années plus tôt) et Claude Wacogne, ancien collaborateur lui aussi de Henry Coston, (décédé depuis), avaient remis une partie de la documentation utilisée.

Pour répondre aux nombreuses demandes d'amies et d'amis ayant appris que cet important ouvrage était l'œuvre de Henry Coston et soucieux de l'acquérir, une édition a été faite en 1999. Illustré de photos et de documents inconnus, ce beau volume, remanié, a pour titre :

LES FRANCS-MAÇONS SOUS LA FRANCISQUE

Naturellement, les lecteurs qui auraient acquis l'édition d'ARGUS (parue en 1988) ne doivent pas la commander, sauf s'ils désirent un nouvel exemplaire de ce formidable dossier, DÉDICACÉ PAR HENRY COSTON (à préciser).

Envoyez 140 F (+ port 30 F) à Henry Coston, en précisant à quel nom le volume doit être dédicacé.

S

SABLES-VENDÉE JOURNAL (Les). Hebdomadaire de tendance démocrate-chrétienne, dirigé par Philippe Amyot d'Inville, vice-président-directeur général du quotidien *Ouest-France*. Diffusion : 10 800 exemplaires (BP 29, 85101 Les Sables-d'Olonne).

SACLIER DE LA BATIE Gérard, agriculteur retraité, né en 1925 à Chanteloup, en Nivernais. Il fonda en 1953 le *Centre d'Entraide Généalogique* et le présida pendant dix-sept ans. En 1956, il créa l'*Association Générale des Légitimistes de France,* dont il devint le secrétaire général et, l'année suivante, il fonda *la Gazette Royale,* organe de l'association. Il présida *la Vendée Sancerroise* qu'il avait fondée en 1954. Très attaché à la défense de la messe tridentine, il a créé le *Comité de Coordination des Associations Catholiques* et en assura longtemps la présidence. En 1979, il fonda avec des amis l'*Union des Cercles Légitimistes de France.* Il est l'auteur d'*Essai généalogique sur les familles de Brézé de la Chaise et Terrier de la Chaise* et de *Vendée sancerroise, 1796.* Son fils, Hugues, lui a succédé (fin 1995) à la présidence de l'*UCLF* et à la direction de *la Gazette Royale.*

SAIFI Tokia, militante politique, née le 11 juillet 1959 à Hautmont. Elue députée européenne de la *Démocratie Libérale* (*DL*) en 1999.

SAINT-ANTONIN Colette, professeur de lettres retraité, issue de la Faculté catholique de Lyon, née le 15 août 1927 à Bordeaux. Cette chrétienne de gauche, ex-vice-présidente des *Goliards réunis* est une militante gauchiste acharnée (extrême-gauche puis gauche). Elle participe à la rédaction de *Golias.*

SAINT-EXUPÉRY Antoine (de), natif de Lyon (1900-1944) dans un milieu aristocratique, d'un père inspecteur d'assurances, le comte Jean-Marie de Saint-Exupéry, et d'une mère originaire de Provence. Le jeune Antoine fit ses études chez les Jésuites, puis chez les marronistes. Ayant échoué au concours d'entrée à l'Ecole navale, il se dirigea vers la section architecture de l'Ecole

PONS 23

VIENS RENCONTRER WILLY !

HAUTE SAINTONGE

VENDREDI 14 JUILLET 2000 N° 28

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS REGIONALES — 7,50 F • 1,14 €

12 AV. GAMBETTA- BP 96 - 17503 JONZAC CEDEX - TEL 05 46 48 00 48 - FAX 05 46 48 49 84 - E-MAIL : Hebdo.Haute.Saintonge@wanadoo.fr

PUBLIE LES INSERTIONS LEGALES ET JUDICIAIRES SUR LE DEPARTEMENT DE LA CHARENTE MARITIME

LA FORÊT DES FORÊTS 7

DU PIN SUR LA PLANCHE

Pour la première fois depuis la tempête, des élus et responsables du Poitou-Charentes se sont réunis à Jonzac pour ces premières assises sur la forêt. On le sait, la tempête a provoqué des dégats considérables dans tout le massif forestier et nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la véritable volonté d'agir au niveau de l'Etat. Avec la présence du Préfet de Région, du Président du Conseil Régional Poitou-Charentes, de Claude Belot, Président du Conseil Général, des présidents d'organisations forestières, on a pu enfin se parler en face. Un dialogue sans concession, une administration parfois gênée, mais désormais les choses avanceront dans le bon sens.

ACADEMIES MUSICALES 9

APRES SAINTES, PHILIPPE HERREWEGHE CHEZ J-S. BACH...

Samedi 15 juillet, aura lieu le premier concert des Académies Musicales de Saintes, ville qui propose chaque été cinq siècles de musique. Le programme 2000 ne, décevra pas les mélomanes, il comportera de nombreux temps forts dont le concert final où sera jouée "La Passion selon Saint-Matthieu" de Bach. Le chef d'orchestre Philippe Herreweghe répond à nos questions...

TOP JEUNES 22

RENDEZ-VOUS AVEC LA GLISSE

SAINTES 8

LES RAISONS DU DIFFEREND ENTRE SOS RACISME ET ISABELLE PICHARD

Le + grand choix
Les prix les + bas !
Vous remboursons la différence si vous trouvez moins cher ailleurs*
*sur présentation et dans un rayon de 50 km.

hi-fi/télé/vidéo/ménager/micro
LEADER
entre nous on se comprend !
JONZAC
Centre Commercial E. LECLERC
Tél. 05.46.48.56.00.
Service Après-Vente 05 46 48 56 02

Supérieure des Beaux-Arts. Parti au service militaire en 1921, il passa son brevet d'aviation et fut pilote sur la ligne Toulouse-Casablanca avant de servir sur les lignes de Patagonie où il accomplit des missions souvent dangereuses. Sa renommée d'aviateur et d'écrivain — *Vol de nuit* est un chef-d'œuvre — incita la presse à l'avoir comme collaborateur (*Paris-Soir*). En 1939, il fait, avec l'académicien Henry Bordeaux, un voyage en Allemagne pour se faire une idée du national-socialisme ; il visite même l'école des chefs à Berlin en compagnie d'Otto Abetz. Après la défaite de 1940, il se rallie au Maréchal Pétain. Le communiqué n° 506 de l'*Œuvre Française* indique qu'il fit partie du *Comité du Rassemblement pour la Révolution nationale* en 1940, mais cet homme d'action fort peu germanophile s'exila en 1941 aux Etats-Unis qui le déçurent profondément ; la plupart des Français ayant gagné l'Amérique avant lui s'y chamaillaient outrageusement. Son *Pilote de guerre*, publié là-bas en 1942, eut un succès énorme, de même que sa *Lettre à un otage* parue en 1943. Son appel à la réconciliation des Français paru dans le *New York Times Magazine* fut assez mal accueilli par les exilés volontaire de New York, notamment par Jacques Maritain avec qui il eut une dispute très violente. Il avait souhaité, un moment, que les Américains exercent leur autorité militaire en Occident.

SAINT-JOSSE Jean, militant *CPNT*, né le 22 mars 1944 à Coarrazé (64806). Elu en 1999 député européen sous l'égide de son mouvement des chasseurs et pêcheurs.

SAINT-PAULIEN (Maurice-Yvan SICARD) est l'auteur de nombreux livres qui, tous, méritent le prix littéraire... qui n'est pas venu, par souci du « politiquement correct » cher aux jurys littéraires. Son *Histoire de la Collaboration*, livre épuisé, paru il y a un quart de siècle, va, dit-on, être réimprimé par un jeune éditeur, dont le courage brave tous les conformismes.

SAINT-PIERRE François, écrivain, né le 19 mars 1917 à Paris. Ce diplômé de l'Ecole des Sciences politiques, chevalier de Saint-Grégoire-le-Grand, est lauréat de l'Académie française pour son livre *France, sois ce que tu es*. Encouragé par trois cardinaux, il fut secrétaire général du *Mouvement d'aide au Logement* et a travaillé à la *Caisse d'Allocations familiales*. Soutenu par la Secrétairerie d'Etat du Vatican, il est aujourd'hui secrétaire général de l'*Association des Ecrivains catholiques de langue française*.

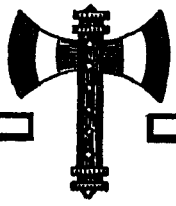
SAINTE-MARIE Michel, professeur et maire de Mérignac, né le 18 août 1938 à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques). Elu député *PS* de la Gironde le 11 mars 1973, il fut réélu les 19 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988 mais fut battu, en 1993, par le léotardien Pierre Favre. Il prit sa revanche le 1er juin 1997.

SALAN Georges, médecin, né le 15 novembre 1901 à Roquecourthe (Tarn), mort le 5 février 1981 à Albi (Tarn) (frère du général Raoul Salan). Membre du *Parti communiste* de 1925 à 1935, puis de nouveau pendant l'Occupation et après la Libération. Responsable du *MUR* en 1944, il fut déporté. Ses amis l'envoyèrent siéger à l'Assemblée Consultative provisoire

Saint-Paulien

HISTOIRE DE LA COLLABORATION

L'ESPRIT NOUVEAU



Saint-Paulien (Maurice-Yvan Sicard) a publié une *Histoire de la Collaboration* parue il y a quelques lustres. Un jeune éditeur s'apprête à en faire un nouveau tirage.

en 1945. A la fin de sa vie, il fut dirigeant d'associations espérantistes.

SALLES Rudy, avocat, né le 30 juillet 1954 à Nice (Alpes-Maritimes). Il fut élu député *UDF* des Alpes-Maritimes le 12 juin 1988 et réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il avait triomphé en 1993 grâce aux voix socialistes, écologistes, communistes qui s'étaient portées sur son nom contre Jean-Marie Le Pen.

SAMBRE (La) (voir *L'Observateur*).

SANDERS Alain, journaliste, né le 29 janvier 1947 à Salé (Maroc). Il fait ses débuts dans la presse de droite en 1969 : c'est *Aspects de la France* qui publia ses premiers articles. Il sera, par la suite, rédacteur à *Spectacle du Monde, Minute, Bédésup, National-Hebdo* et *Présent*, le quotidien de la droite française que dirige depuis sa création, Jean Madiran, le *leader* de la droite traditionaliste. Tour à tour éditorialiste et grand reporter, il occupa dans la presse nationale une place enviée par ses jeunes confrères, dont il est le conseil et le guide.

SANDRIER Jean-Claude, chimiste et conseiller régional, né le 7 août 1945 à Gannat (Allier). Il fut élu député *communiste* du Cher le 1er juin 1997.

SANTINI André, maître de conférences à l'université, ancien ministre, maire d'Issy-les-Moulineaux, né le 20 octobre 1940 à Paris. Elu député *UDF* des Hauts-de-Seine le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Cet anti-capitaliste de salon n'a pas eu les scrupules de son maître à penser, Max Lejeune : il a empoché en 1993 les 415 000 F que lui versèrent la *Générale de chauffe, Gallet Delage,* les *Laboratoires Logeais,* les *Paveurs de Montrouge, SOGEPARK,* et autres gros. Il est vrai que, contrairement à Max Lejeune, il n'est pas un ennemi du « Gros Argent ». Il est en effet un haut maçon du *Rite Ecossais,* secte maçonnique favorable au grand capital.

SAPIN Michel, magistrat, né le 9 août 1952 à Boulogne-Billancourt. Membre du *Parti Socialiste* dès 1975, cet ex-élève de l'Ecole des Sciences Politiques et de l'Ecole Normale Supérieure ne resta magistrat que quatre mois. Député de la première circonscription de l'Indre (1981), ensuite des Hauts-de-Seine (1986, 1988), il appartint au comité directeur du *PS* depuis 1987, et s'y montra successivement favorable à Jean-Pierre Chevènement et à Michel Rocard. Vice-président de l'Assemblée nationale (1988), Michel Sapin présida la commission des Lois, fit voter la loi amnistiant les chefs politiques, fut secrétaire d'Etat à la Justice chargé de la réforme du Code Pénal et de la Justice (1991), ministre de l'Economie et des Finances (1992), conduisit la liste socialiste lors de l'élection régionale de 1992, siégea au conseil de politique monétaire de la *Banque de France* (1994-1995). Le Premier ministre Lionel Jospin en fit un ministre de la Fonction publique au mois de mars 2000. C'est un affilié du *Siècle.*

SARIANI Simon, ancien député, membre de l'état-major du *PPF* de Jacques Doriot (voir : *Sigmaringen*).

SARKOZY Nicolas, avocat, né le 28 janvier 1955 à Paris XVIIe, fils de Paul Sarközy de Nagy-Bocsa (son père, propriétaire terrien en Hongrie, qui émigra vers la France en 1949 et fut naturalisé

français 17 ans plus tard), publicitaire, et de Andrée Mallah, avocate. Inscrit au barreau de Paris, il s'associa aux avocats Leibovici et Claude (1967). Militant gaulliste, il fut élu au comité central du *RPR* (1977) et occupa ensuite les postes suivants : délégué national des jeunes du *RPR* (1978-1979), président du Comité national des jeunes de soutien à Jacques Chirac candidat à la présidence de la République (1981), élu en 1977 conseiller municipal, puis maire (depuis 1983) de Neuilly-sur-Seine, membre du bureau et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine (1985-1988), conseiller régional d'Ile-de-France (1983-1988), élu député des Hauts-de-Seine le 5 juin 1988, réélu le 21 mars 1993, inscrit au groupe du *Rassemblement pour la République,* secrétaire national du *RPR* (1988-1990), secrétaire général adjoint du *RPR* (1990-1993), ministre du Budget (1993-1995), porte-parole du gouvernement (1993-1995), chargé d'exercer les fonctions de ministre de la Communication (1994), élu le 25 septembre 1995 député des Hauts-de-Seine, réélu le 25 mai 1997, inscrit au groupe du *Rassemblement pour la République,* membre (depuis 1995) du bureau politique du *RPR,* secrétaire général du *RPR* (1998), élu le 13 juin 1999 au Parlement européen (liste *l'Union pour l'Europe*). Auteur de : *Georges Mandel, moine de la politique* (1994), *Au bout de la passion, l'équilibre* (1995).

SARLOT Joël, vétérinaire et conseiller général, né le 5 juillet 1946 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Elu député *UDF-PR* de Vendée le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997 et est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

SARRAUTE Claude, journaliste, née le 24 juillet 1917 à Paris XVIIIe. Fille de la romancière Nathalie Sarraute, disparue en 1999. Mariée en troisième noces au journaliste Jean-François Revel, de l'Académie française. Ancienne élève de l'Ecole alsacienne, elle fut comédienne (1949-1952), puis journaliste au *Sunday Express* — où elle mit à profit sa licence d'anglais — avant d'entrer au *Monde* en 1954 ; elle y resta quarante ans. Parmi ses livres les plus remarqués : « *Allô Lolotte, c'est Coco* », confirma son esprit caustique, dont elle fit étalage à l'émission « *Les Grosses Têtes* » de Philippe Bouvard. Elle a fait partie de l'équipe de Laurent Ruquier à *Europe 1,* qu'elle « considère comme son fils » (déclaration à *Tribune Juive,* du 13 janvier 2000). Elle revendiquait hautement sa judaïcité, qui compte beaucoup pour elle ; bien que non-croyante, elle porte à son cou une chaîne à laquelle est accrochée une étoile de David. « *Je dois l'avouer, les Allemands m'ont rendue raciste. Si j'apprends que quelqu'un que je n'aime pas est juif, ça m'ennuie.* »

SARRE Georges, inspecteur central des Postes, ancien ministre, conseiller de Paris, né le 26 novembre 1935 à Chénérailles (Creuse). Aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert,* il fut élu député de Paris le 21 juin 1981 et réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

SAUGUES Odile, dessinatrice en construction mécanique et conseillère générale, née le 26 janvier 1943 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Elle fut élue député *PS* du Puy-de-Dôme le 1er juin 1997.

SAUMADE Gérard, maître de conférences en sciences économiques et maire de Saint-Mathieu-de-Tréviers (Hérault), né le 3 mai 1926 dans cette localité. Elu député de l'Hérault le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

SAUTTER Christian, inspecteur des Finances, né le 9 avril 1940 à Autun. Administrateur de l'*INSEE* (1967-1971), il travailla ensuite au Japon. A son retour en France, Christian Sautter réintégra l'*INSEE* où il fut rattaché à la direction de la statistique de 1973 à 1975, et, de 1975 à 1978, à la direction des synthèses économiques. Après avoir été directeur adjoint (1978), puis directeur du *Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales* (1980-1981) et collaboré au *Centre d'Analyse et de Précision* du ministère des Affaires étrangères (1978-1981), ce polytechnicien, membre du *Ceres,* devint conseiller technique chargé des questions internationales au secrétariat général de l'Elysée (1981-1982), secrétaire général-adjoint de la présidence de la République (1982), inspecteur général des Finances au tour extérieur. Christian Sautter dirigea la logistique de la nouvelle campagne présidentielle de François Mitterrand (1988). Une seconde fois secrétaire général-adjoint de la présidence de la République, il occupa, en 1990, la fonction de préfet de la région Ile-de-France, mais le Premier ministre Edouard Balladur l'en démit en 1993. Revenu aux Finances, Christian Sautter soutint la candidature de Lionel Jospin durant la campagne présidentielle de 1995, et succéda, comme ministre de l'Education nationale, à Claude Allègre lors du remaniement ministériel du mois de mars 2000. Christian Sautter fonda un centre de recherches sur le Japon à l'*Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.* Il a publié deux ouvrages consacrés à ce pays : *Les Dents du dragon* et *Le Prix de la puissance.* Il est affilié au *Siècle.*

SAUVA Arsène, tailleur, né le 19 juillet 1839 à Taillard (Hautes-Alpes), mort en 1896 à Paris. Syndicaliste, il prit part aux combats de la Commune à Paris (1870-1871) et se réfugia aux Etats-Unis, où il se fixa, participant à la direction du mouvement socialiste américain et au rapprochement des socialistes de France et des Etats-Unis. Il était, entre-temps, revenu s'établir à Paris, où il mourut.

SAUVADET François, journaliste, conseiller général et maire de Vitteaux, né le 20 avril 1953 à Dijon (Côte-d'Or). Elu député *UDF* de Côte-d'Or le 28 mars 1993 (ayant battu le président des *Radicaux de gauche,* J.-F. Hory, grâce aux susbsides de grosses firmes), il fut réélu le 1er juin 1997.

SAVARY (voir *Gazette du Quercy*).

SAVOIE (La). Hebdomadaire couplé avec *la Renaissance* et *l'Echo des Vallées* (4 000 exemplaires) dirigé par Alain Bodart (B.P. 745, 73007 Chambéry Cedex).

SCHNEIDER André, principal de collège et maire d'Hoenheim, né le 3 janvier 1947 à Strasbourg (Bas-Rhin). Il fut élu député *RPR* du Bas-Rhin le 1er juin 1997.

SCHNEIDER Philippe, directeur de journal, né le 18 février 1957 à Laxou (Meurthe-et-Moselle). Il a débuté dans le journalisme en 1982, à la rédaction de *La Lorraine Royaliste* qu'il dirige. Il appartient à l'*Association professionnelle de la Presse monarchique et catholique,* il préside l'*Union des sections royalistes lorraines* et il est membre du conseil d'administration de la *Restauration nationale*. Son épouse, Hélène Schneider, trésorière de *La Lorraine royaliste,* est née Royal ; c'est la cousine germaine de la ministre socialiste Ségolène Royal.

SCHREINER Bernard, professeur d'enseignement général de collège, conseiller général, né le 30 août 1937 à Brumath (Bas-Rhin) dont il est devenu maire. Elu député *RPR* du Bas-Rhin le 12 juin 1988, il fut réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

SCHWARTZENBERG Roger-Gérard, professeur de droit, né le 17 avril 1933 à Pau. Il enseigna d'abord à la Faculté d'Orléans, puis à Paris II (1970) et y devint directeur-adjoint du département des Sciences Politiques. Ce diplômé de l'*IEP,* diplômé en droit, prit part à l'élaboration de la Charte des Libertés chère à François Mitterrand, adhéra au *Mouvement des Radicaux de gauche* (1976) et en fut le délégué général, le vice-président (1978), le président par intérim (juillet 1981), enfin le président (octobre 1981-1983). Député européen (1979-1984), secrétaire d'Etat chargé des Universités (1984-1986), député du Val-d'Oise, maire de Villeneuve-Saint-Georges, Roger-Gérard Schwartzenberg fut professeur à l'*IEP* (1989), et fournit de nombreux articles à plusieurs journaux, dont *l'Express* et *le Point.* Il fut promu ministre de la Recherche au mois de mars 2000. Roger-Gérard Schwartzenberg a publié *L'Etat spectacle, essai sur et contre le Star Système en politique,* livre qui inspira beaucoup les situationnistes. Il est affilié au *Siècle.*

SCHWEITZER Louis, inspecteur des Finances, né le 8 juillet 1942 à Genève, au sein d'une famille calviniste réputée : il est le fils de Pierre-Paul Schweitzer, l'ancien directeur général du Trésor, puis du Fonds monétaire international. Membre du *Parti socialiste* depuis de longues années — on trouve son affiliation en 1981 — il fut le collaborateur du ministre Fabius. Il occupa le poste de directeur adjoint puis directeur (1987) de la planification et du contrôle de gestion. Directeur général de la *Régie Renault* (1990) à la place de Raymond Lévy, il anime les réseaux Fabius. Il appartient à la *Trilatérale,* au *Siècle* et à l'*European Round Table* (cf. Villemarest) ainsi qu'au *Bildenburg Group* (cf. E. Ratier).

SEGUIN Philippe, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, ancien ministre et ancien Président de l'Assemblée nationale, né le 21 avril 1943 à Tunis (Tunisie). Elu député *RPR* des Vosges le 19 mars 1978, il fut réélu les 21 juin 1981, 16 mars 1986 (mais démissionna le 1er avril 1986), 12 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Ses ambitions parisiennes auront-elles l'appui sûr et loyal du *RPR* ?

SEMAINE DE NIMES (La). Hebdomadaire dirigé par Jacky Rémond, Didier Thomas-Radux étant le rédacteur en chef (21, rue Séguier, 30000 Nîmes).

SEMAINE DES LANDES (La). Animée par Christian Aguerre, rédacteur en chef et directeur de la publication (7, rue des Archives, B.P. 40104 Dax Cedex et 21, rue Frédéric-Bastiat, 40000 Mont-de-Marsan).

SEMAINE DES PYRÉNÉES (La). Hebdomadaire (4 700 exemplaires) dirigé par Nadine Boyer et Pierre Garderes (B.P. 536, 65005 Tarbes Cedex).

SEMAINE DU PAYS BASQUE (La). Hebdomadaire bayonnais animé par Christina Aguerre, directeur de la publication et rédacteur en chef (B.P. 617, 64106 Bayonne).

SEMEUR-HEBDO (Le). Journal auvergnat (11 300 exemplaires) animé par Williams Captier, directeur de la publication et rédacteur en chef (B.P. 201, 63006 Clermont-Ferrand Cedex 1).

SEPT-ARTE (La) (8, rue Marceau, 92785 Issy-les-Moulineaux Cedex 9) est placée sous un Conseil de surveillance présidé par Bernard-Henri Lévy, assisté de Daniel Toscan du Plantier, vice-président ; Jérôme Clément préside son directoire, assisté de Sylvie Jézéquel, Laurence Engel, Angélique Oussedik. Aux programmes se trouvent Pierre-André Boutang, Georges Goldenstern, etc.

SEPT MAGAZINE. Hebdomadaire antillais dirigé par Jacques Canneval. Tirage : 15 000 exemplaires (27 Jarry, 97122 Baie-Mahault).

SERGENT Michel, enseignant, ancien membre de l'Assemblée nationale (devenu député le 25 avril 1983, en remplacement de Guy Lengagne, nommé membre du gouvernement), conseiller général, président de l'Association départementale des Maires, maire de Desvres (Pas-de-Calais), né le 27 décembre 1943 à Desvres. Il a été élu sénateur *socialiste* du Pas-de-Calais le 27 septembre 1992.

SERVET Claude (de son vrai nom **RETCHISKY David),** ouvrier tailleur, né le 22 juin 1904 à Odessa (Russie), mort le 3 février 1944. Il adhéra au *Parti communiste* à Genève (Suisse) en 1923 et il créa, avec Schoner, les *Jeunesses communistes.* Vivant constamment sous des pseudonymes, il utilisa successivement, entre 1923 et 1937, le faux nom de : Jean Claude, Marcel Chavannes, Claude Anet, Claude Servet, Marcel Fabre, Bugnet. Il fut chef des *Jeunesses communistes* dans la région parisienne et il appartint au comité central du *PC.* Il eut des démêlés au sein du parti avec Loriot, Maurice Paz et le fameux « capitaine » Albert Trein. Son action semi-clandestine, l'obligeait à changer de nom et de domicile ; il fut arrêté et emprisonné pour provocation à la désobéissance de militaires. A sa sortie de « tôle », il fut envoyé à l'Ecole léniniste internationale de Moscou. Ce sont Henri Barbé et Henri Lozeray qui vinrent le chercher (1930) pour travailler à l'*agit-prop* centrale en restant dans la clandestinité. Il fut condamné à six mois de prison pour falsification de livret militaire. Interné comme suspect en 1939, il profita des désordres pénitentiaires de 1940 pour s'évader. Dès octobre 1940, il reprit ses activités et, en 1943, on le retrouve dans l'Yonne à la tête d'une formation secrète communiste. Il mourut à l'hôpital de Chartres, une balle dans le ventre et une autre dans la poitrine.

SERVIEN Henri, professeur d'histoire-géographie en enseignement secondaire, né en 1942 à Melle (Deux-Sèvres). Il publia ses premiers articles dans *Poitiers Université* et rédigea les éditoriaux de *Lectures Françaises*. Historien spécialisé dans les guerres de Vendée et excellent pédagogue, il a publié *Petite histoire de France, Petite histoire des guerres de Vendée* et *Petite histoire des colonies et missions françaises*, ouvrages destinés à la jeunesse et plusieurs fois couronnés par des prix littéraires.

SERVIN Marcel, cheminot, né le 20 octobre 1918 à Versailles, mort le 26 octobre 1966 à Talange (Moselle). Lecteur assidu de *L'Humanité*, il adhéra aux *Jeunesses communistes* en 1934. Après avoir participé à la campagne antimilitariste du *PC*, il fit un stage à l'école centrale des *J.C.* d'où il sortit premier en juillet 1936. Il affronta les trotskystes au sein des syndicats de cheminots. Pendant la guerre, il fut adjoint à la direction du *Front National communiste*. Il fit, après la Libération, une ascension rapide dans le parti : comité central, bureau politique, commission des cadres, etc. C'est lui qui évinça André Marty et Charles Tillon du parti. Après sa conversation avec Khrouchtchev (juin 1956), il marqua sa volonté de faire prendre au *PCF* un « tournant » favorable aux vues du Premier soviétique sur le plan économique et social. Mais à l'automne 1960, il se heurta au comité central et dut faire son *autocritique*. Cela le conduisit à sa propre élimination des sphères supérieures du parti. Mais on lui confia un poste secondaire en Moselle, où il mourut peu après.

SETZEPFANDT Dominique, gérant du personnel à la *SNCF*, né le 27 septembre 1958 à Mantes-la-Jolie. Il a collaboré à *Lectures Françaises* et aujourd'hui à *Sous la Bannière*. Il est l'auteur de *François Mitterrand Grand Architecte de l'Univers, La symbolique maçonnique des Grands Travaux de François Mitterrand.*

SEUX Bernard, agent technique supérieur à la Sécurité sociale et maire de Béthune, né le 1er mars 1947 à Béthune (Pas-de-Calais). Il fut élu député *PS* du Pas-de-Calais le 19 mai 1996 par suite de la démission de Jacques Mellick, et réélu le 1er juin 1997.

SÈVE Patrick, historien et maire de L'Hay-les-Roses, né le 14 mai 1952 à Clichy (Hauts-de-Seine). Candidat *PS* élu le 12 juin 1988, il devint député du Val-de-Marne le 13 juin 1989, à la suite du décès de Pierre Tabanou ; il fut réélu le 1er juin 1997.

SICARD Maurice-Ivan, journaliste, chef du service de presse du *PPF* [1], rédacteur à *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

SICRE Henri, inspecteur central des impôts, conseiller général et maire de Céret, né le 26 juin 1935 à Rabat (Maroc). Elu député *PS* des Pyrénées-Orientales le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

SIDOS Pierre, journaliste, né le 6 janvier 1927 à Saint-Pierre-d'Oléron. Fils

1. M.-I. Sicard (dit Saint-Paullien) a publié, après la guerre, plusieurs ouvrages dont l'un, *Soleil des morts* faillit « décrocher » le Goncourt. Le plus connu de ses livres politiques semble être *Histoire de la Collaboration* (en réédition).

d'un fusillé des années de la Libération, il opte, tout jeune, pour le nationalisme, et, sa vie durant, milite à la tête d'organisations et de publications qui placent la France et les Français au-dessus de tout. Il est, avec son frère François, le fondateur de *Jeune Nation*. Après sa dissolution au retour du général De Gaulle (1958), l'*Œuvre Française* lui succéda. Emprisonné pendant la guerre d'Algérie, Pierre Sidos reprit aussitôt libéré le combat à la tête du nouveau groupe. Malgré les trahisons, il ne se décourage pas et constitue, avec *l'Œuvre Française*, le noyau dur où se recruteront les cadres de diverses formations.

SIÈCLE (Le). Emmanuel Ratier, qui lui a consacré un gros livre, fort documenté, considère qu'il s'agit du « *Club le plus puissant de France* » ; il fait penser à cette synarchie qui occupait, sous l'Etat français, une place éminente dans l'administration du pays et dans le monde des affaires et de la politique. Les activités du *Siècle*, ces dernières années, ont confirmé qu'il était le premier cercle français d'influence dans tous les domaines : politique, économique, média, justice ; il exerce son pouvoir discrètement, voire secrètement, à tel point qu'il est rarement mis en cause dans la presse. C'est une sorte de franc-maçonnerie qui paraît négliger le domaine des idées pour ne se soucier que de la conquête des hommes. D'où la présence d'hommes politiques de toute tendance parmi les plus marquants des affiliés du *Siècle*. Son fondateur, Georges Bérard-Quelin, un ancien de la presse de l'Occupation — il fut secrétaire général de la rédaction du quotidien populiste *La France au Travail* en 1940-1941, puis l'animateur de l'Agence *Correspondance de Presse*, dont les informations « inspirées » étaient reprises par les journaux des deux zones —. Emprisonné en 1944 par les Allemands, pour une affaire assez trouble, il fut libéré par les Alliés et il se fit admettre dans la Franc-Maçonnerie, ce qui lui ouvrit quelques portes nouvelles, notamment dans la presse et l'administration (on trouvera dans *Au cœur du pouvoir* d'Emmanuel Ratier, tout en détail). Bérard-Quelin disparut en 1990 [1]. Mais *Le Siècle* poursuit l'œuvre entreprise. Nous nommons dans ces pages quelques-unes des personnalités secrètement affiliées au *Siècle*.

SIEGEL Maurice (1919-1985), militant socialiste dans sa jeunesse, il fut secrétaire général du quotidien de la *SFIO, le Populaire*, puis directeur des informations de *Paris-Presse* et de *France-Soir*. Passé de la presse écrite à la presse parlée, il fut le P.-D.G. d'*Europe 1* pendant treize années. Evincé du poste radiophonique, il lança en 1977 l'hebdomadaire *VSD* avec l'aide financière d'Antoine Riboud et celle de Jean Gorini, son beau-frère. Son fils, François Siegel, lui a succédé comme P.-D.G. de la Société éditrice de l'hebdomadaire *VSD*.

SIGMARINGEN. Le *Sigmaringen* de 1944-1945 rappelle le *Coblence* des émigrés de 1793 [1]. Avec beaucoup de

1. Comme nombre de Francs-Maçons influents, Georges Bérard-Quelin fut enterré religieusement. La messe fut dite par un ami des Francs-Maçons, le père Six, le 8 février 1990, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin de Paris.

1. Les Editions M. Vallée ont réédité, il y a quelques années, les listes des « *émigrés de 1793* » établies pour les recherches policières, par la Convention (les 3 gros volumes de cette réédition sont toujours en vente).

nuances, bien sûr : les millions de Pétainistes et de partisans de la Révolution nationale qui se réfugièrent en Allemagne fuyaient, eux aussi, les fusillades et les massacres. Combien sont-ils, ces hommes, ces femmes, ces vieillards et ces enfants qui ont été massacrés au cours des mois qui ont suivi la Libération ? 105 000 comme l'avouait le ministre de l'Intérieur Tixier, en 1945 ? Ou 40 000 comme l'indiquait l'écrivain Aron après une enquête minutieuse effectuée sur place — sans aide administrative, les officiels lui refusant de prendre connaissance des dossiers de police et de gendarmerie, voire même les registres de décès des services municipaux d'état civil ? Petite ville du Bade-Wurtemberg, Sigmaringen abritait le château des Hohenzollern, où le maréchal Pétain, emmené de force en Allemagne, résida du 9 septembre 1944 au 21 avril 1945. Il y fut rejoint par Pierre Laval, et par une foule de fonctionnaires du gouvernement de Vichy qui avaient abandonné parents et maison pour sauver leur vie. C'est à Sigmaringen que l'ambassadeur Fernand de Brinon constitua et dirigea la *Commission Gouvernementale* française et c'est au château de Sigmaringen, autour de lui, que se retrouvèrent les derniers partisans de la Révolution nationale. Auprès du maréchal Pétain ou de Pierre Laval, dernier chef du gouvernement de Vichy, ou de Fernand de Brinon, se regroupèrent : Marcel Déat, chef du *RNP*, Joseph Darnand, chef de la *Milice française*, Jacques de Lesdain, de l'*Illustration*, les ministres Gabolde et Abel Bonnard. Il y avait, aussi, Jean Luchaire, ancien président de la presse « occupée », Paul Marion, Pierre Constantini, chef de la *Ligue française*, Jean Masson, qui s'occupaient des prisonniers, le général Debeney, Bruneton, et quelques dizaines d'autres. Accompagné de son fidèle Jean Le Can, Jacques Doriot, chef du *Parti Populaire Français*, lui, résidait à Mainau, petite île du lac de Constance ; c'est au château qu'était installé l'état-major du *PPF* dont Victor Barthélémy, Simon Sabiani, Marcel Marshall, Louis Beau, Christian Lesueur, Albert Baugras. Tandis que Jean Héritier, Edouard Schneider, Mme Castellot, Henri Jamet « collaient » à Alphonse de Chateaubriant, ancien directeur de *La Gerbe*, qui s'était fixé à Garmish-Parten-Kirchen. Les journalistes exilés, presque tous *PPF*, animaient *Radio-Patrie*, poste d'émission créé à Bad-Mergentheim, où il occupait les anciens locaux de *La voix du Reich*. C'est André Algarron qui était le directeur politique de *Radio-Patrie ;* il eut de fréquents conflits avec le contrôleur allemand Haëjs qui entendait que ce poste français fut la suite de *Radio-Paris*, ce que contestait Algarron. Jean-Hérold Paqui, qui avait une grande autorité sur *Radio-Patrie* en raison de ses liens d'amitié avec Algarron et de sa réputation d'orateur acquise à *Radio-Paris* (après le départ de son devancier René-Louis Jolivet, éditorialiste de ce poste), affirmait que *Radio-Patrie* était une création française. Il était soutenu par Jacques Doriot. « *Nous sommes des partisans français, non allemands*, disait Jean-Hérold Paqui (cf. *Souvenirs*). *Nous ne faisons pas la révolution allemande, mais une politique française* (...). *Si quelqu'un doit nous payer, ce ne peut être que Doriot. Nous ne signerons jamais le moindre papier, contrat ou reçu nous enchaînant d'une façon quelconque à l'Administration de la Rundfunk* » (l'Office allemand de la radio). Autour

Courrier de Rome

Informations Religieuses - Documents - Commentaires - Questions et Réponses

sì sì no no

«Que votre OUI soit OUI, que votre NON soit NON. tout le reste vient du Malin» (Mt 5,37)

Année XXXIV n° 227 (417) Mensuel - Nouvelle Série Octobre 2000

Le numéro 20 F

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE "TROISIÈME SECRET DE FATIMA" RÉVÉLÉ

En juin dernier a été rendu public le Troisième Secret de Fatima dans le texte suivant :

« J.M.J.

La troisième partie du secret révélé le 13 juillet 1917 dans la Cova da Iria-Fatima.

J'écris en obéissance à Vous, mon Dieu, qui me le commandez par l'intermédiaire de Son Exc Rév.me Monseigneur l'Évêque de Leiria et de Votre Très Sainte Mère, qui est aussi la mienne.

Après les deux parties que j'ai déjà exposées, nous avons vu sur le côté gauche de Notre-Dame, un peu plus en hauteur, un Ange avec une épée de feu dans la main gauche ; elle scintillait et émettait des flammes qui, semblait-il, devaient incendier le monde ; mais elles s'éteignaient au contact de la splendeur qui émanait de la main droite de Notre-Dame en direction de lui : l'Ange, indiquant la terre avec sa main droite, dit d'une voix forte : **Pénitence ! Pénitence ! Pénitence!** Et nous vîmes dans une lumière immense qui est Dieu : "Quelque chose de semblable à la manière dont se voient les personnes dans un miroir quand elle passent devant" un Évêque vêtu de Blanc, "nous avons eu le pressentiment que c'était le Saint-Père". Divers autres Évêques, Prêtres, religieux et religieuses monter sur une montagne escarpée, au sommet de laquelle il y avait une grande Croix en troncs bruts, comme s'ils étaient en chêne-liège avec leur écorce ; avant d'y arriver, le Saint-Père traversa une grande ville à moitié en ruine et, à moitié tremblant, d'un pas vacillant, affligé de souffrance et de peine, il priait pour les âmes des cadavres qu'il trouvait sur son chemin ; parvenu au sommet de la montagne, prosterné à genoux au pied de la grande Croix, il fut tué par un groupe de soldats qui tirèrent plusieurs coups avec une arme à feu et des flèches ; et de la même manière moururent les uns après les autres les Évêques, les Prêtres, les religieux et religieuses et divers laïcs, hommes et femmes de diverses classes et catégories sociales. Sous les deux bras de la Croix, il y avait deux Anges, chacun avec un arrosoir de cristal à la main, dans lequel ils recueillaient le sang des Martyrs et avec lequel ils irriguaient les âmes qui s'approchaient de Dieu.

Tuy - 3-1-1944 ».

Dans l'exposé, ci-après, de quelques réflexions que nous inspire ce texte, nous ferons constamment référence à l'opuscule *Le Message de Fatima* (supplément à *L'Osservatore Romano* n° 147 des 26-27 juin 2000), opuscule dû à la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, qui comprend, outre le texte du Troisième Secret, une *"Présentation"* sous la signature de Tarcisio Bertone, Secrétaire de la dite Congrégation, la première et la deuxième partie du "Secret" et l'« Interprétation du "Secret" », comprenant à son tour une lettre de Jean-Paul II à Sœur Lucie, la relation de l'entretien qu'a eu Sœur Lucie le 27 avril dernier avec Monseigneur Bertone représentant du Pape, le discours prononcé à Fatima par le cardinal Sodano et un *"Commentaire théologique"* du cardinal Ratzinger, Préfet de la Congrégation pour la Foi.

Un "quatrième secret" ?

Nous n'avons pas de raisons de douter de l'authenticité substantielle du texte publié, au contraire — pour notre part nous le trouvons digne de foi pour diverses raisons de critique — nous dirons — aussi bien interne qu'externe, et aussi parce que Lucie dans sa lettre du 12 mai 1982 à Jean-Paul II écrit :

« La troisième partie du secret se réfère aux paroles de Notre Dame : "Sinon [la Russie] répandra ses erreurs à travers le monde, provoquant des guerres et des persécutions de l'Église. Les bons seront martyrisés, le Saint-Père aura beaucoup à souffrir, diverses nations seront détruites" (13.07.1917). La troisième partie du secret est une révélation symbolique qui se réfère à cette partie du Message, conditionnée par le fait que nous acceptions ou non ce que le Message lui-même nous demande : "Si l'on accepte mes demandes, la Russie se convertira et on aura la paix ; sinon elle répandra

d'André Algarron et de Jean-Hérold Paqui se groupaient : Pierre-Antoine Cousteau, Lucien Rebatet, M.I. Sicard, Ralph Soupault, Henri Lèbre, Tony Guédel, Claude Jeantet, Villette dit Dorsay, Jean Azéma, Emile Nédélec, Robert-Julien Courtine, Jean Lousteau, Pierre Morand, Maurice Rémy. De son côté, Claude Jeantet faisait reparaître *Le Petit Parisien* tandis que Jean Luchaire lançait *La France* et que Marcel Bucard tentait de regrouper les militants francistes disséminés à travers le grand Reich. Lorsque Jacques Doriot fut tué sur la route dans sa voiture personnelle, par un avion qu'on ne retrouvera jamais, la plupart de ces exilés se retrouvèrent au cimetière de Mengen où le grand Jacques reposera désormais, sa mort marquant la fin de la Révolution nationale.

SIMON Auguste, Roland, tourneur-mécanicien, né le 15 septembre 1902 à Bordeaux, mort le 17 juin 1987 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). Ce militant actif des *Jeunesses communistes* (membre du comité central), fut accusé d'être compromis avec le groupe *Barbé-Celor*. Il était membre du rayon de Saint-Denis lorsque le comité central prit une résolution hostile à sa présence. Il suivit Jacques Doriot et devint un membre dirigeant du *PPF* fondé par ce dernier. Secrétaire de la section de Saint-Denis du jeune parti doriotiste et responsable du comité de diffusion du *Cri du peuple* pour Saint-Denis. Arrêté le 15 mars 1946, il fut condamné par la Cour de justice de la Seine pour ses activités politiques pendant l'Occupation.

SINCLAIR Anne, née **SCHWARTZ,** épouse **STRAUSS-KAHN,** née le 15 juillet 1948 à New York. Fille de Robert Schwartz, autorisé (décret du 3 août 1949) à changer de nom et à adopter celui de *Sinclair* qu'il portait dans la Résistance (directeur de *Radio-Levant* à Beyrouth). Amie de jeunesse de Laurent Fabius, elle fut mariée au journaliste Ivan Levaï avant d'épouser le ministre Strauss-Kahn et de cesser sa collaboration régulière à la télévision où elle occupa le petit écran de *TF1,* plusieurs années durant. Son remariage n'étonna personne : elle a constamment fait preuve d'hostilité pour ce qui est national et de sa sympathie pour les hommes de gauche. N'oublions pas qu'elle a été décorée de la médaille d'or du *B'naï B'rith* (cf. *L'Arche,* juillet 1987). Son âge l'a écartée du petit écran, mais elle reste un personnage influent dans les coulisses de *TF1,* et son affiliation au *Siècle* et à la *Fondation Saint-Simon,* deux puissantes et discrètes sociétés, ne fait que renforcer sa position dans le monde médiatique et politique où, cependant, elle n'a pas que des amis.

SIPRIOT Pierre, écrivain, né le 16 janvier 1921 à Paris. Après une licence de Lettres et un diplôme d'études supérieures de philosophie, il produisit des émissions télévisées éducatives, littéraires et historiques. Il collabora aux revues *Nouvelles littéraires, Galerie des Arts, Valeurs actuelles, Spectacle du Monde, Rhône Alpes* et *La Table Ronde.* Il fut aussi directeur littéraire (*Plon, Hachette, Corti, Le Livre de Poche classique*) avant de diriger les informations du *Figaro littéraire* et *Les Cahiers du Rocher.* Chevalier de l'ordre national du Mérite, il est aussi Officier des Arts et des Lettres et reçut de nombreux prix pour ses ouvrages littéraires et historiques.

SI SI NO NO (voir page 451).

SMITS Jeanne, journaliste, née le 6 septembre 1962 à Londres. D'origine néerlandaise, établie en France depuis l'âge de dix-sept ans, elle est l'épouse d'Olivier Figueras, le fils de l'écrivain nationaliste bien connu, qui occupe dans la presse de droite l'une des premières places. Elle a débuté dans la presse en novembre 1987 : c'est à *Présent* qu'elle a donné ses premiers « papiers ». Elle publie dans les colonnes de ce quotidien des articles sur les affaires judiciaires et, de temps en temps, s'occupe aussi de la télévision.

SOC PRESSE. Ce groupe de presse, dont Robert Hersant (décédé) fut l'animateur, est aujourd'hui dirigé par Yves de Chaisemartin, P.-D.G., et Christian Grimaldi, vice-président directeur général. *Le Figaro - l'Aurore* qui paraissent chaque matin, couronnent l'ensemble qui comprend : les suppléments *le Figaro-Magazine, Madame Figaro, Figaro-Magazine Méditerranéen, TV Magazine, Paris Turf,* etc. et les journaux régionaux : *Presse Océan, le Courrier de l'Ouest, le Maine Libre, Nord-Eclair, le Dauphiné Libéré, le Progrès, Lyon Matin, le Bien Public, le Journal de Saône-et-Loire* et le quotidien belge *le Soir* de Bruxelles (celui-ci en coédition).

SOFFRAY Jacques, théologien, né le 11 septembre 1932 à Meximieux (Aisne). Ce prêtre-ouvrier, présent à la rencontre de Pommeray de Pentecôte 1991, franc-maçon, est administrateur des *Goliards réunis.* Il collabore à *Golias* et a participé à la publication du *Trombinoscope des Evêques* édité par celui-ci.

SOHET Jo, officier, né le 26 janvier 1930 à Médéa (Algérie). Il a combattu en Indochine et en Algérie, où il commandait une Harka parachutiste. Il quitta l'armée après l'abandon des catholiques tonkinois et des Harkis en 1962 et finit par créer sa propre entreprise avant de prendre sa retraite en 1993. Chevalier de la Légion d'Honneur et médaillé militaire, il poursuit aujourd'hui sa lutte à travers des ouvrages comme *Le Rossignol de Tib-Harine* et *Guetteur, qu'en est-il de la nuit ?*

SOISSON Jean-Pierre, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, ancien ministre, président du Conseil régional de Bourgogne, né le 9 novembre 1934 à Auxerre (Yonne). Elu député de l'Yonne le 30 juin 1968, il fut réélu les 4 mars 1973, 19 mars 1978, 21 juin 1981, 16 mars 1986, 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Bien que franc-maçon, il s'allia au *FN* et il reçut une aide financière importante de divers trusts. Il appartient aujourd'hui au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

SOIXANTE-HUITARDS, nom donné aux insurgés estudiantins de 1968, bientôt rejoints par des éléments communistes. Ils étaient aussi appelés *« les enragés »*. Certains ont vu dans ces manifestations violentes une réplique à l'attitude du général De Gaulle, l'année précédente, à l'égard d'Israël — ce peuple *« sûr de lui-même »* — en raison du nombre de jeunes juifs qui déclenchèrent et animèrent ce début de révolution : Cohn-Bendit, Alain Geismar, Kouchner, Roland Castro, etc. ; mais l'appel du président De Gaulle au général Massu (qui n'eut pas à intervenir) et la manifestation monstre

SOUS LA BANNIÈRE

En choisissant le titre de ce Bulletin, nous avons voulu placer celui-ci "Sous la Bannière" de Sainte Jeanne d'Arc, et faire nôtre son esprit : soumission au règne social et politique de Notre Seigneur Jésus-Christ et à sa Très Sainte Mère, Marie Reine. Tels sont les emblèmes de la bannière de l'héroïne nationale, spécialement voulus dans le semis des fleurs de lys, parce que le Christ est Roi de France et Marie Reine de France, et que notre patrie ne retrouvera son identité que par le Roi, "Lieutenant du Christ", sacré à Reims sous la bannière de Jeanne.

"Sous la Bannière", nous voulons donc promouvoir la foi catholique sur ses assises spirituelles et temporelles, contribuer à élargir ici-bas les frontières du royaume de Dieu et mener le combat contre la révolution, de toutes nos pauvres forces, avec la grâce de Dieu.

Messire Dieu Premier Servi.

BIMESTRIEL
N° 88
MARS
AVRIL
2000

SOMMAIRE

SOUS LA BANNIERE DE JEANNE — *A. Loubier*
Jeanne d'Arc au bûcher — 2

CRISE DE L'ÉGLISE — *Monseigneur Williamson*
QUO VADIS ? — 4

CRISE DE L'ÉGLISE — *Phazaël*
L'immutabilité de l'Eglise — 8

HISTOIRE ET POLITIQUE — *A. Loubier*
L'origine des thèses concordataires de Vatican II — 10

HISTOIRE DE L'ÉGLISE — *Phazaël*
Jean-Paul II et les protestants — 19

ACTUALITÉ — *Alain Kérise*
L'an 2000, sous le signe de Fatima — 28

ACTUALITÉ — *Adrien Loubier*
Réflexions introductives sur l'incinération — 30

OPÉRATION M.S.H.
Encart publicitaire — entre pages 16 et 17

"In omni patientia et doctrina" *"Parcere personis, dicere de vitiis"*

Les croisades. Des remparts de Jérusalem jaillit la croix lumineuse du Golgotha. Pierre l'Ermite l'adore à genoux et les bras levés ; le pape Urbain II, déployant la bulle de la croisade, en fait le signe de ralliement. Derrière lui viennent Godefroi de Bouillon, tenant à la main la couronne de paille, la seule qu'il consentit à porter ; saint Bernard, un père de la Merci, un chevalier du Temple, et saint Louis, à cheval, montrant la couronne d'épines, entouré de veuves, d'orphelins et d'aveugles qu'il avait dotés, et suivi du sire de Joinville, son historien.

Projet de peinture murale du siècle dernier.

aux Champs-Elysées des gaullistes auxquels s'étaient joints des milliers de personnalités et de militants nationaux furent des ripostes assez inquiétantes pour calmer les « enragés ». Trente ans plus tard, Arlette Laguiller, « leader » des trotskistes de la *Lutte ouvrière*, ne leur pardonnait pas d'avoir rallié les partis « bourgeois » et « tourné » à ce point. Les *soixante-huitards* se sont singulièrement assagis. Le docteur Bernard Pacreau, animateur des nationaux de Brest, le notait dans son journal *L'Hermine*. Le citant, *Nous, les Françaises* (n° 2) passait en revue les plus connus : Alain Geismar est inspecteur général de l'Education nationale et collaborateur du ministre ; Daniel Cohn-Bendit est, à la fois, élu municipal en Allemagne et député européen ; Serge July dirige le quotidien *Libération* ; Bernard Kouchner, après s'être fait élire sur la liste des *Verts* allemands, est devenu ministre ; l'architecte Roland Castro empoche des millions dans la construction d'édifices publics ; Guy Sorman émarge aux caisses les mieux remplies, chez M. le Premier ministre (Juppé), puis chez M. Hersant et à bien d'autres, depuis. Le virulent gauchiste Henri Weber, après avoir bavé sa haine dans *Rouge* en 1968-1976, a rejoint le camp du socialiste millionnaire Fabius, pour pouvoir s'asseoir dans un fauteuil de sénateur. L'énarque Alain Minc, encaisse ici et là : *Saint-Gobain, Cochery, de Benedetti, Arrus*, même au *Monde*, comme président de la Société des lecteurs ; Michel Bon, énarque, a fait successivement ses choux gras à *Unicrédit* (président), au trust de la distribution *Carrefour* (président), à *France-Télécom* (président), et, naturellement, à l'inspection des Finances (inspecteur général), sans parler des jetons de présence aux *Ciments Lafarge*, chez *Bull*, à *Havas*, etc., et de juteuses indemnités à la *Banque de France* (conseiller), de l'*Institut du commerce et de la consommation*, de l'*Institut Mendès-France* et de l'*Institut Pasteur*. On pourrait aussi, ajouter à la liste du journal brestois, Cohn-Bendit, qui a fait une carrière politique en Allemagne et souhaite la poursuivre en France — il vise, paraît-il, la mairie de Paris et ses avantages financiers — et sa chère camarade *« enragée de 68 »*, étudiante en sociologie, arrière-petite-fille de Wendel, sous son nom de jeune fille, Françoise Missoffe, qui a fait carrière au *RPR* sous son nom de femme mariée, de Panafieu ; elle est retournée d'où elle venait. Repus, ils sont tous maintenant bien au chaud, dans le giron de cette société qu'ils prétendaient f... en l'air, il y a trente ans.

SOMMET Jacques, jésuite, auteur de *L'Honneur de la liberté*. Ce chrétien de gauche collabore à *Etudes* et à *Incroyance et foi*. Ancien résistant déporté à Dachau, il est interviewé sur Touvier dans *Golias 29* où il déclare : *« Dans l'Eglise, on manque souvent à la vraie charité par manque d'intelligence. »* Il est un opposant au *Front National* qu'il rapproche du nazisme. Le 28 mai 1994, il a participé au colloque *Chrétiens, Francs-Maçons : que construire ensemble ?*

SOUPAULT Ralph, le « dessinateur du Maréchalat » à *Je suis partout*, avant la Libération, et à *Rivarol* dans les années qui suivirent la guerre, collaborateur de *Radio-Patrie* (voir : *Sigmaringen*).

SOUS LA BANNIÈRE. Dirigée par

l'éditeur catholique A.-M. Bonnet de Viller, paraît en Berry une revue lue dans la France entière où elle compte des abonnés fidèles : *Sous la bannière* ; sa librairie vend par correspondance les œuvres des auteurs amis, et procure des livres rares (d'occasion) à ses fidèles clients, rassemblés par le mot d'ordre original : « *Voulez-vous lire autre chose que France Presse, Havas, Rothchild, Worms et compagnie ? Alors abonnez-vous à ce qui reste de presse véritablement libre, c'est-à-dire indépendante. En ces temps d'oppression, la liberté se paie.* » (*Editions Sainte Jeanne d'Arc,* Les Guillots, 18260 Villegenon).

SPECTACLE DU MONDE (Le). Luxueux magazine fondé par Raymond Bourgine (décédé), un adroit animateur de presse, à la fois dirigeant du *Comité Tixier-Vignancour* (Algérie Française) et affilié à la Franc-Maçonnerie. C'est un ancien président des *Etudiants de France,* Amaury de Chaunac, dit François d'Orcival, qui est devenu le directeur de la publication et l'est resté malgré les changements successifs de propriétaire. Tirage : près de 50 000 exemplaires (10, place du Général-Catroux, 75858 Paris Cedex 17).

STIRBOIS Marie-France, née le 11 novembre 1944 à Paris VIIIe, d'une mère emprisonnée la même année par les Allemands au Bordio et décorée de la Croix de Guerre avec Palmes. Responsable de la *Fnef,* elle a fondé en 1968 à Nanterre, en opposition à la grève, le *Mouvement des anglicistes indépendants.* Membre du *Front National* (depuis 1977) où son mari, Jean-Pierre, décédé dans un accident de voiture, assumait les fonctions de secrétaire général, elle fut candidate suppléante en Seine-Saint-Denis contre Georges Marchais aux élections législatives de mars 1978. Membre du conseil général d'Eure-et-Loir en 1994 et sixième sur la liste « *Allez la France* » du *Front National,* elle a été élue député au Parlement européen de Strasbourg la même année. Président d'honneur des *Amis de National Hebdo,* elle dirige aussi la publication *A l'écoute de l'Eure-et-Loir* et a signé l'ouvrage *La France des terroirs et des clochers.*

SUCHOD Michel, diplomate et conseiller général, né le 10 mai 1946 à Paris. Elu député de Dordogne le 30 novembre 1980, en remplacement de Michel Manet, élu sénateur ; il fut élu de nouveau les 21 juin 1981, 12 juin 1988 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Radical, citoyen et vert.*

SUD-OUEST. Quotidien modéré ayant pris la place de *la Petite Gironde* qui, ayant paru pendant l'Occupation, reste enfouie au cimetière des journaux interdits. Son influence est considérable dans toute la région grâce à ses éditions multiples et à son supplément hebdomadaire *Sud-Ouest Dimanche.* Jean-François Lemoine est le P.-D.G., assisté par Pierre Jeantet, directeur général, Joël Aubert, directeur général-adjoint, et Jean-Paul Brunel, directeur de la rédaction. Dans l'état-major du journal figure, en outre, Pierre Veilletet, rédacteur en chef, Jean-Claude Felon et Yves Harté, rédacteurs en chef adjoints, Michel Frindel, Alain Bastardie et Paul Meunier, secrétaires généraux, Jean-Noël Cadoux, chef du service des informations générales, Pierre-Marie Cortella, rédacteur en chef de l'édition dominicale. A Paris, l'agence est dirigée par Jean-François Bège (place

Jacques-Lemoine, 33094 Bordeaux Cedex).

SUD-RADIO. Antenne toulousaine dirigée par Pierre-Yves Revol et Frédéric Courtine. Alain Meyer étant le directeur des programmes.

SYROS (Editions). Maison d'édition qui a publié, en collaboration avec *Golias*, une biographie de Jacques Gaillot et un ouvrage de Clévenot. Elle est surtout connue pour *J'accuse*, sa collection d'ouvrage traitant entre autres de la drogue, de la torture ou la famine, de la prostitution enfantine, avec le soutien d'*ONG*, comme *Amnesty International* ou *Cimade*.

T

TAITTINGER Frantz, président-directeur général de sociétés, né le 9 juin 1951 à Reims (Marne). Elu député *RPR* des Hauts-de-Seine le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Avant d'être député, Frantz Taittinger était dans les affaires. Fils de Jean Taittinger, patron de la chaîne hôtelière du *Louvre* et de la chaîne *Martinez*, il est le petit-fils de Pierre Taittinger, fondateur des *Jeunesses Patriotes*, président du conseil municipal de Paris sous l'Etat Français. Pour financer son élection de 1993, Frantz Taittinger reçut 165 000 F versés par la *Nouvelle Société Féraud* et la *SA Aprest de restauration.*

TAMAYA Michel, enseignant et maire de Saint-Denis-de-La-Réunion, né le 19 décembre 1944 à Sainte-Marie (La Réunion). Il fut élu député *PS* de La Réunion le 1er juin 1997.

TAPIA Bernard William, retraité de la presse. Issu d'une famille d'Afrique du Nord, dont le grand Rabbin Eisenbeth mentionne le nom d'origine espagnole — sans doute remontant au XVe siècle — dans son ouvrage sur les Juifs d'Afrique du Nord (paru à Alger en 1936). Il préside le *Pied-Noir Club International*, ainsi que *les Anciens combattants Pieds-Noirs d'Afrique du Nord* et est vice-président des *Français d'Afrique du Nord et d'outremer au service de la Nation.*

TARDY René, ancien responsable d'associations. Il fut l'un des dirigeants de l'*Action catholique ouvrière* et signataire de l'*Appel aux chrétiens Travail, chômage, solidarité.* Il signa le 19 juin 1979 l'acte de vente permettant au *Comité catholique contre la faim et pour le développement* d'acquérir un immeuble (1 230 m²), rue Jean-Lantier dans le Ier arrondissement de Paris.

TARN INFOS. Hebdomadaire de Castres (5 000 exemplaires) dont Michel Demelen dirige la rédaction (B.P. 309, 81105 Castres).

TARN LIBRE (Le). Hebdomadaire départemental (23 000 exemplaires) dirigé par Jean-Pierre Boyé (B.P. 24, 81027 Albi Cedex 9).

TASCA Catherine, haut-fonctionnaire, née le 13 décembre 1941 à Lyon. Fille du fondateur du *Parti Communiste Italien* (qui signe Rossi des livres contre le communisme), elle intégra la direction des Arts et Lettres du ministère des Affaires culturelles en tant que chef des Maisons de la Culture, puis devint tour à tour chef de service au secrétariat général des groupes centraux des Villes Nouvelles, directeur de la Maison de la Culture de Grenoble (1973-1977), chargée de mission à l'*Office National de Diffusion Artistique* (1977-octobre 1978), administrateur général de l'*Ensemble Intercontemporain* de Pierre Boulez (1978-1982). Directeur administratif du Théâtre des Amandiers de Nanterre de 1982 à 1986, cette ancienne élève de l'*Ecole Nationale d'Administration* et de l'*Ecole des Sciences Politiques* fut placée pour neuf ans, par la président de la République François Mitterrand, à la tête de la commission nationale de la Communication et des Libertés. Promue, au retour de la gauche au pouvoir, ministre de la Communication, elle créa le *Conseil Supérieur de l'Audiovisuel* ainsi qu'en 1989 la présidence commune des chaînes de télévision publiques, occupa le poste de secrétaire d'Etat à la Francophonie et de responsable de l'action audiovisuelle et du *Conseil Audiovisuel de la France* (mai 1991), ensuite, avec les mêmes attributions, celui de secrétaire d'Etat à la Francophonie. Catherine Tasca remplit également la fonction de conseiller auprès du président de *Canal Plus* André Rousselet, et lui succéda, fin 1993, à la présidence du conseil d'administration de *Canal Horizons*. Elle fut nommée ministre de la Culture au mois de mars 2000. C'est une solide affiliée au *Siècle*.

TAUBIRA-DELANNON Christiane, économiste et membre du Parlement européen, née le 2 février 1952 à Cayenne (Guyane). Elue député *PS* de Guyane le 28 mars 1993, elle fut réélue le 1er juin 1997.

TAUGOURDEAU Martial, docteur en médecine, né le 14 décembre 1926 à Beaufort-en-Vallée (Maine-et-Loire). Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 11 mars 1978, réélu les 16 mars 1986 et 12 juin 1988), président du Conseil général d'Eure-et-Loir et maire de Tremblay-les-Villages. Elu sénateur d'Eure-et-Loir le 24 septembre 1989, il a été réélu le 27 septembre 1998. Il est membre du *RPR*.

TAVEAU Emmanuel (du), CHALARD (de), prêtre, né le 26 décembre 1950. Entré au séminaire d'Ecosse en 1970, il fut ordonné prêtre le 29 juin 1976. Depuis 1985, il publie le journal *Si Si NoNo* en Italie et depuis 1988, il fait paraître *le Courrier de Rome ;* le premier est imprimé en langue italienne ; le second a plusieurs éditions : française, allemande, anglaise, espagnole et portugaise (BP 156, 78000 Versailles Cedex).

TAVERNIER Yves, directeur de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques et maire de Dourdan, né le 20 octobre 1937 à Lyon (Rhône). Elu député *PS* de l'Essonne le 21 juin 1981, il fut réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988 et 1er juin 1997.

TAZDAIT Djida, aide-soignante, née le 8 avril 1957 à Fenai El Kseur (Algérie). Cette chrétienne de gauche est une ancienne députée européenne des *Verts*. Elle a fondé et préside l'association *Jeunes Arabes de la banlieue*

lyonnaise et a signé un article dans la revue de la gauche *Golias 25* à ce sujet.

TEISSIER Guy, administrateur de biens et conseiller général, né le 4 avril 1945 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Elu député des Bouches-du-Rhône le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il est aujourd'hui membre du groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

TÉLÉGRAMME DE BREST ET DE L'OUEST (Le). Quotidien fondé en 1944, est animé par un état-major composé de Jean-Pierre Coudurier, P.-D.G., Edouard Coudurier, directeur général, Hubert Coudurier, directeur de l'information, Jean-Yves Chaim, directeur délégué, Marcel Quiviger et Olivier Clech, rédacteurs en chef, Yvon Bodin, secrétaire général de la rédaction, Anne-Yvonne Paugam et Louis-Roger Dautriat, rédacteurs en chef adjoints (B.P. 243, 29205 Morlaix - Bureau à Paris : 73, avenue des Champs-Elysées).

TÉLÉVISION FRANÇAISE JUIVE (TFJ). Création nouvelle, cette station émet depuis le 8 septembre 1999 : journaux d'information, émissions culturelles pro-sionistes, émissions économiques favorables au mondialisme, occupent la première place. « *Dédiée au peuple du livre* — lisez : au peuple juif — TFJ *n'est pas pour autant une chaîne religieuse* », tient à préciser son principal animateur, Ghislain Allon. Michaela Heine, Eviline Chiche, Jacky présentent, certes, les personnalités juives du monde du spectacle, des médias, du sport, reçoivent les acteurs de la vie économique et du monde de la finance ; l'émission « gros plan » met sur le gril un invité de choix. *TFJ* émet en plusieurs langues en fonction de ses lieux de réception. Après la France et l'Europe, elle se penchera plus particulièrement sur Israël, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Le comédien Jean Benguigui est de la partie. Il est question également, pour atteindre un plus vaste public, d'utiliser *Canal Satellite. Tribune Juive* confirmait le 20 avril 2000, que *TFJ* (qu'il ne faut pas confondre avec *Radio J*) souhaite « *rassembler tous les juifs de France* ».

TÉMOIGNAGES. Quotidien réunionnais (6 000 exemplaires) dirigé par Jean-Marcel Courteaux, le rédacteur en chef étant Lucien Bledinger (B.P. 1016, 97828 Le Port Cedex).

TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN. Hebdomadaire (30 000 exemplaires) le plus connu des journaux catholiques de gauche. Fondé dans la clandestinité en 1941, il fut longtemps dirigé par Georges Montaron. Le journal connut une crise lors de la Guerre des Six Jours : toute la publicité lui fut enlevée parce qu'il avait condamné l'agression israélienne. Le journal est aujourd'hui dirigé par Bernard Ginisty. Pierre-Luc Séguillon préside le conseil de surveillance et Michel Cool est rédacteur en chef (49, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris).

TENDANCES. Lettre politique et financière publiée par Joseph-Michel Vilà. Son originalité réside dans les sujets abordés, rarement traités dans la grande presse (J.-M. Vilà, BP 204, 66002 Perpignan).

TERRADE Odette, fonctionnaire, conseiller municipal d'Orly, née le

21 février 1949 à Grassac (Charente). Elle devint sénateur du Val-de-Marne le 13 juin 1997, en remplacement de Claude Billard, élu député. Elle est membre du groupe *Communiste Républicain et Citoyen.*

TERRAS Christian, enseignant, né le 28 août 1951 à Aubenas (Ardèche). Membre de la *JEC* dans sa jeunesse, il y a subi l'influence de Marcel Légaut, rouge chrétien prônant un christianisme révolutionnaire et libérateur. Après avoir fait son service en coopération au Niger, auprès de l'évêque de Bobo Dioulasso et de son groupe *Eglise en recherche,* il créa une communauté de base à Saint-Vallier en 1974. Il étudia ensuite la théologie à l'*Institut catholique* de Lyon pour rentrer au séminaire où il se lia à des théologiens progressistes comme Henri Bourgeois ou Henri Denis. Abandonnant la prêtrise, ce rouge chrétien se consacra à l'enseignement de l'économie dans un lycée technique. Il fonda et dirigea alors la revue contestataire de la hiérarchie ecclésiastique (recommandée par *Tribune juive*) *Golias,* à laquelle collaborent de nombreux chrétiens de gauche. Cette revue sera condamnée en 1996 pour avoir taxé sans fondement d'antisémitisme un enseignant lyonnais. Il a lancé en France la pétition autrichienne *Nous sommes l'Eglise,* revendiquant le sacerdoce des femmes et le mariage des prêtres. Administrateur du *Réseau Voltaire,* il est un proche de Thierry Meyssan. Il participe régulièrement à des meetings d'extrême-gauche et a notamment pris la parole à celui organisé en novembre 1995 sur l'*Irrésistible montée de l'extrême-droite à Orange.* Il a également rédigé le chapitre sur Roger Garaudy dans l'ouvrage collectif *Négationnistes : les chiffonniers de l'histoire.* On lui doit aussi le *Trombiniscope des Evêques.*

TERRAS Fernand, pompier, né le 17 octobre 1952 à Aubenas (Ardèche). Frère de Christian Terras, ce rouge chrétiens est un actif aux *Goliards réunis.*

TERRAS Luc, collaborateur de *Golias,* en particulier *Golias reporter.* Frère de Christian Terras, le chrétien de gauche Luc Terras a signé le *Petit atlas des Eglises africaines pour comprendre l'enjeu du christianisme en Afrique.*

TERRASSE Pascal, directeur de maison de retraite et conseiller général, né le 26 octobre 1964 à Bagnols-sur-Cèze (Gard). Il fut élu député *PS* de l'Ardèche le 1er juin 1997.

TERRE VIVAROISE. Hebdomadaire régional dirigé par Claude Ollier, également rédacteur en chef. Très lu dans les bourgs et les campagnes de l'Ardèche. Tirage : 11 000 exemplaires OJD (Le Berlioz, BP 132, 07104 Annonay Cedex).

TERRIER Gérard, ingénieur, conseiller général et maire de Maizières-les-Metz, né le 1er février 1948 à Verdun (Meuse). Il fut élu député *PS* de Moselle le 1er juin 1997.

TERROT Michel, avocat, né le 18 décembre 1948 à Lyon (Rhône). Appelé le 2 avril 1986 à remplacer Michel Noir, démissionnaire, il fut élu député *RPR* du Rhône le 12 juin 1988 et réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

TF1. Cette chaîne de télévision est dirigée par Patrice Le Lay, un digni-

taire de la *Grande Loge Nationale Française,* qui est président-directeur général de la société propriétaire de *TF1* et de *TF1 Publicité.* Etienne Mougeotte, un « homme de métier », est vice-président et directeur général de l'antenne. Auprès d'eux, Jean-Pierre Morel, directeur général-adjoint, s'occupe de l'administration et des finances, Nonce Paolini, directeur général-adjoint, est chargé des relations humaines. Emmanuel Florent, également directeur général-adjoint, a la responsabilité du développement et de la diversification. Pierre Martaing est directeur des technologies, et Jean-Michel Counillon est secrétaire général de l'ensemble. L'ex-Mme Levaï, épouse actuelle de l'ancien ministre Strauss-Kahn, connue sous le pseudonyme d'Anne Sinclair, a quitté le petit écran de *TF1* pour occuper un poste plus discret, mais influent, *la stratégie et le développement de l'information du groupe* ; elle a le titre de directrice-adjointe. La direction de l'information de la chaîne est confiée à Robert Namias, le chef direct de Claire Chazal, de Patrick Poivre d'Arvor, de Jean-Claude Narcy que connaissent bien les téléspectateurs du journal de *TF1.* Charles Villeneuve est l'un des directeurs des « opérations spéciales », et Jean-Marc Sylvestre, le spécialiste de l'économie. On retrouve Robert Namias et Charles Villeneuve à l'émission *Le droit de savoir.* Le personnel est nombreux. Tous les chefs de service ne peuvent être cités (1, quai du Point-du-Jour, 92656 Boulogne Cedex).

THIEN AH KOON André, chef d'entreprise et maire de sa ville natale, né le 16 mai 1940 à Le Tampon (La Réunion). Député *non inscrit* de La Réunion depuis le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 21 mars 1993 et 25 mai 1997.

THIÉRACHE (La). Journal hebdomadaire couplé avec *Nord-Est-Hebdo,* dont Jean-Pierre Vittu de Kerraoul est directeur de la publication (BP 13, 02140 Vervins).

THOMAS Jean-Charles, prélat, né le 16 décembre 1929 à Saint-Martin-des-Noques en Vendée. Fils d'un géomètre expert, il passa par le Petit séminaire de Chavagnes-en-Tailliers et le Grand séminaire de Luçon. Il devint prêtre à sa sortie de l'Université grégorienne et du séminaire de Rome et autres « moules à prêtres ». Pour un motif resté mystérieux, il fit une carrière fulgurante : à peine ordonné prêtre (1953), il devint vicaire aux Sables-d'Olonnes, vicaire épiscopal de Luçon, évêque auxiliaire de Dax, évêque d'Ajaccio et évêque coadjuteur de Versailles en une trentaine d'années. Il apportera son soutien à Mgr Gaillot évincé d'Evreux, et fréquentera les loges maçonniques, notamment *L'Amitié latine de Rite Ecossais* (27 mars 1996). L'organe de la *Grande Loge de France* a publié (n° 89, 1993) l'une de ses conférences. Il est l'un des prélats qui prêchent la réconciliation avec la Franc-Maçonnerie condamnée par le Saint-Siège.

THOMAS Jean-Claude, docteur en chirurgie dentaire et conseiller général, né le 16 mars 1950 à Paris. Elu député *RPR* de la Marne le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il fut aidé par plusieurs grandes firmes de la région.

TIBERI Jean, magistrat, ancien ministre, maire de Paris, né le 30 janvier

1935 à Paris. Elu le 30 juin 1968, il devint député *RPR* de Paris le 13 août 1968, en tant que remplaçant de René Capitant, nommé membre du gouvernement. Il fut réélu les 11 mars 1973, 16 novembre 1976 (après la démission de Monique Tisné), 12 mars 1978, 14 juin 1981, 16 mars 1986, 5 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Les ennuis de toutes sortes que connaît le ménage Tiberi permettront-ils à un concurrent également *RPR*, de prendre la place de Tiberi à la mairie de Paris ? Si c'est le cas, nous dirons qu'il est une victime du Système. La corruption et les trafics électoraux étaient déjà monnaie courante avant « l'affaire Tiberi » (voir *Les Financiers qui mènent le monde*, paru en 1955 et réédité 26 fois). Mais la discrétion observée sur ces révélations couvrait les manigances des élus.

TIMSIT Alain, officier (ER), né le 26 février 1940 à Alger, au sein d'une famille dont l'ancien Grand Rabbin d'Alger note les origines marocaines : « Le nom de famille Timsit est attesté au Maroc dès la première moitié du XVIe siècle » (*Les Juifs de l'Afrique du Nord* par le Grand Rabbin Eisenbeth, Alger, 1936, page 181). L'attachement du colonel Timsit aux pays nord-africains s'explique d'autant mieux que ses ancêtres étaient déjà présents outre-Méditerranée lorsque vinrent s'y installer les Français. Ancien colonel des Troupes Marines parachutistes installé aujourd'hui à Villeneuve-Loubet, il préside l'association *Français d'Afrique du Nord et d'outre-mer au sein de la Nation* (voir à ce nom).

TINCQ Henri, journaliste, né en 1945. Il a débuté à *la Croix*, comme rédacteur, responsable de la rubrique sociale, pour poursuivre au *Monde*, en tant que chef de la rubrique religieuse. Dans *Tribune juive*, il a déclaré déplorer que Rome n'ait pas reconnu Israël. Ce chrétien de gauche affirmé préside l'*Association des journalistes d'information religieuse*. Il a reçu la Plume d'or de *Golias* en 1993.

TOURAINE Marisol, maître des requêtes au Conseil d'Etat et conseillère générale, née le 7 mars 1959 à Paris. Elle fut élue député *PS* d'Indre-et-Loire le 1er juin 1997.

TOURNIER Jean-Loup, président d'association, né le 25 novembre 1929 à Paris. Fils de l'avocat habituel de la *SACEM*. Il devint, lui-même, directeur de la *SACEM* et il créa le *Bureau interprofessionnel de la musique*, qu'il présida de 1986 à 1990. Il est, en outre, président du *Groupement européen de sociétés d'auteurs et de compositeurs* et des *Jeunesses musicales de France*. Cette position justifie grandement son affiliation au *Siècle*.

TOURRET Alain, avocat et maire de Moult, né le 25 décembre 1947 à Boppard (Allemagne). Il fut élu député *Radical, citoyen et vert* du Calvados le 1er juin 1997.

TOUTES LES NOUVELLES. Le plus lu des hebdomadaires des Yvelines (22 000 exemplaires). Directeur de la rédaction : Dominique Laurent ; rédacteur en chef : Christophe Decottignies (4 bis, avenue de Sceaux, 78035 Versailles Cedex).

TRAPENARD Alain, magistrat, né le 22 juin 1930 à Paris. De la Cour des comptes au Musée d'Orsay, à l'orchestre de Paris, il passa par la Chambre

des comptes de Haute-Normandie. Ce mélomane occupe une situation hors du commun ; il est affilié au *Siècle*.

TRAUTMANN Catherine, née le 15 janvier 1953 à Strasbourg. Cette socialiste proche de Michel Rocard siégea au Parlement de Strasbourg (1984), à l'Assemblée nationale (1986), occupa deux mois un poste de secrétaire d'Etat. Battue à l'élection législative de 1988, elle revint à l'Assemblée nationale en 1995, fut deux fois maire de Strasbourg (1988, 1995), mais démissionna au profit de son adjoint Norbert Engel lorsque le Premier ministre Lionel Jospin la promut ministre de la Culture (1997), fonction où la remplaça Catherine Tasca au mois de mars 2000. Favorable au vote des immigrés, Catherine Trautmann est membre de la *Ligue des Droits de l'Homme*.

TRÉGOR (Le). Hebdomadaire fondé en 1970 et dirigé par Philippe Moutier, assisté de Bernard Rubin, rédacteur en chef (B.P. 133, 22302 Lannion Cedex).

TREMBLAY Emmanuel, docteur en médecine, né le 29 mars 1920 à Tourly (Oise). Après avoir longtemps exercé, il est aujourd'hui titulaire de la Chaire de démographie historique et comparée à l'Ecole des hautes études politiques, sociales et internationales de Paris. Engagé dans la recherche médicale, il a aussi présidé les associations *Laissez-les vivre - SOS futures mères, Europa Pro Vita* et est à l'origine de *Pro Vita international*. Il a également fondé et dirigé *Cartel pour le respect de la vie, Union syndicale des médecins pour le respect de la vie* et *Union syndicale des professions de santé pour le respect de la vie*. Il est l'auteur de *Laissez-les vivre, Non au génocide* et *L'affaire Rockfeller. L'Europe occidentale en danger*. Il est également vice-président de *Réformes et liberté* et du *Cercle civique Européen*.

TRÉMOLET DE VILLERS Jacques, avocat, né le 6 septembre 1944 à Mende (Lozère). Absent aux consultations électorales, cet avocat au Barreau de Paris (depuis novembre 1966) est, à droite, l'un des hommes qui comptent. Il est, en effet, outre le rédacteur en chef de la revue *Permanences*, l'animateur de l'*Office international des Œuvres de Formation Civique*, le fondateur et président de l'*Institut Culturel et Technique d'Utilité Sociale* (*ICTUS*) qui occupent une place importante dans les milieux catholiques de droite. L'actualité le porta sur le devant de la scène lors du procès Touvier : il fut, en effet, le courageux défenseur de l'ancien pétainiste jugé, sous la pression des organisations juives, en cour d'assise, un demi-siècle après les faits. A propos de Raoul Follereau, le défenseur des lépreux, et avant-guerre, le champion, en France, de la latinité, Me Trémolet de Villers écrivait dans *Le Maréchal* (N° 184, 1996) : « *Les années les plus sombres de notre Histoire ne sont pas ce que l'on croit.* » C'est en 1943, que la vie de Raoul Follereau bascula : « *Le chantre de la civilisation méditerranéenne va devenir d'un coup l'apôtre de la charité.* » L'article de Trémolet de Villers se termine ainsi : « *La violente amour que nous portons à la France ne nous fera pas reculer devant un terrorisme culturel imbécile.* » Jacques Trémolet de Villers a publié une dizaine de volumes, sur Touvier naturellement puisqu'il le défendit jusqu'au bout, mais d'autres

transmettre

REVUE MENSUELLE POUR L'ÉDUCATION CHRÉTIENNE DES ENFANTS

N° 22 – SEPTEMBRE 2000 – 30 F

SOMMAIRE

ANCIENS NUMÉROS 2

DOSSIER :
PREMIERS PAS AVEC DIEU 3
Les parents, premiers éducateurs dans la foi
Premiers pas dans la prière
Denis Sureau
Premiers pas dans la foi
Caroline Gouriet
Organiser un groupe d'éveil à la foi
Madeleine de Gourcuff

LES MOTS DE LA FOI 9
Catéchèse / Catéchisme
Monothéisme

LA QUESTION D'ELODIE 10
Le chemin vers Dieu et la catéchèse
Marie Vermeille

Sélection de catéchismes
..... pages 11 à 14

DESSINS 15
Gédéon / Déborah
Sainte Hélène

HISTOIRE À RACONTER 17
Par ce signe, tu vaincras !
Francine Bay

EXPLIQUER LE CREDO 19
L'Eglise (1) : les Pasteurs
Abbé Hervé

HISTOIRE SAINTE 22
Les Juges (1) : Déborah et Gédéon
Madeleine Russocha

ENCART : CATALOGUE TRANSMETTRE

Pour la Foi de nos enfants

EDITORIAL *Denis Sureau*

ON RACONTE QU'UN GRAND SOUCI AGITAIT SAINT DOMINIQUE : *"Que vont devenir les pauvres pécheurs ?"* En fondant l'Ordre des Frères prêcheurs – les dominicains –, il créa un puissant levier d'évangélisation. Vous aussi, que vous soyez parent, grand-parent ou catéchiste, vous vous posez certainement la question : *"Que vont devenir nos enfants ? Comment leur transmettre la foi catholique que nous avons reçue ?"*

C'est bien parce que cette question est vitale pour les âmes que *Transmettre* se développe, avec pour vocation d'aider concrètement tous ceux qui sont concernés par l'éducation chrétienne des enfants (spécialement les plus jeunes) : parents, grands-parents, catéchistes, parrains et marraines, prêtres, éducateurs...

Chaque mois, la revue *Transmettre* vous propose :

- Des conseils spirituels et pédagogiques pour soutenir la prière et vivre le temps liturgique.
- Des enseignements fondamentaux à faire partager aux enfants (explication du Credo, du Pater...).
- Des articles sur des problèmes éducatifs et l'éveil religieux des tout-petits.
- Pour les enfants : des dialogues sur les questions qu'ils se posent, des vies de saints, des carnets de prières, des dessins à compléter et à colorier pour favoriser l'assimilation des articles.
- L'Histoire sainte, pour faire connaître la Parole de Dieu.

Dans le prolongement de la revue, *Transmettre* publie aussi des livres d'éveil à la foi, à la prière et aux sacrements (voir notre dépliant-catalogue ci-joint). Son service de librairie par correspondance vous propose également des ouvrages sérieux de formation religieuse (voir notre sélection pages 11 à 14 de ce numéro).

Pour être certain de recevoir le prochain numéro, **abonnez-vous** (ou réabonnez-vous) sans tarder. Il vous suffit de nous retourner le bulletin réponse ci-joint. Profitez-en pour commander les livres et les catéchismes qui vous serviront cette année.

Un dernier mot pour les grands-parents ou les parrains et marraines : vous pouvez vous aussi contribuer à transmettre efficacement la foi qui vous fait vivre. Comment ? En offrant un abonnement ou des livres à vos enfants, petits-enfants et filleuls. En nous aidant aussi, par vos dons, afin de nous faire mieux connaître et de permettre d'abonner gratuitement des familles aux revenus modestes. ✝

livres, sur l'immigration par exemple, dont *Les Fleurs d'Ulysse*, couronné par la ville de Toulon.

TRIBUNE (La). Hebdomadaire rayonnant sur une partie de la Drôme, le sud de l'Ardèche et le nord du Vaucluse. Directeur : Alain Renaud ; rédacteur en chef : Philippe Cahn (B.P. 29, 26216 Montélimar Cedex).

TRIBUNE DES ALPES-MARITIMES (La). Hebdomadaire niçois fondé en 1970 à l'intention des milieux économiques de la Côte d'Azur. Rédacteur en chef : Jacques Bruyas (15, rue Alexandre-Man, 06359 Nice Cedex 04).

TRIBUNE JUIVE. Revue bi-mensuelle dirigée par Jean-Pierre Allali. Lue par les sionistes modérés de la communauté au sein de laquelle sont diffusés 12 000 exemplaires (29, rue du Faubourg-Poissonnière 75009 Paris).

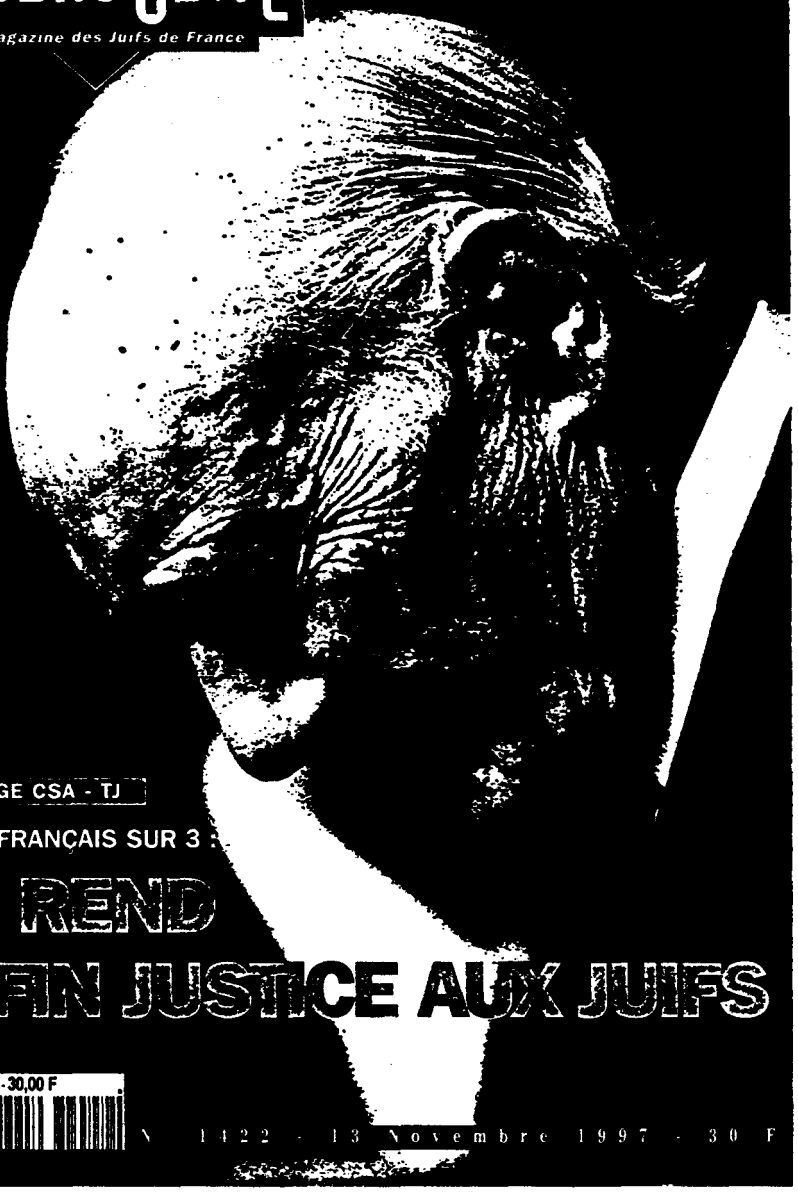
TRICHET Jean-Claude, président de banques, né le 20 décembre 1942 à Lyon. Membre du *PSU* à Nancy pendant la guerre d'Algérie, il intègre l'*ENA* et en sort inspecteur des finances en 1968. Aligné sur le *Parti socialiste*, il n'en fut pas moins nommé conseiller technique de René Monory, puis de Giscard d'Estaing de 1978 à 1981. Ce socialiste eut la charge de sous-directeur des relations financières au Trésor de 1981 à 1986. Devenu président du *Club de Paris* qui contrôle les finances des Etats lourdement endettés, ce « *haut magistrat surdoué* » (*Le Monde* dixit) appartient à *la fondation Saint-Simon*, au *Bilderburg Group*, et suit régulièrement les rencontres du Forum de Davos. Il est, en outre, affilié au *Siècle*. Devenu le collaborateur d'Edouard Balladur, ministre de l'Economie, sur la recommandation du ploutocrate Jacques Friedman (voir à ce nom) il passe pour le fonctionnaire le plus puissant de la République, depuis qu'il a été nommé directeur du Trésor. Il poursuit ses fonctions avec Rocard, Edith Cresson, puis Bérégovoy. Principal négociateur français à Maastricht. Il a été, ces années-là, assure *L'Express* (16 septembre 1993), à tous les carrefours de la Haute Finance et de la Haute Administration. Il est au pinacle en devenant le gouverneur de la *Banque de France*. C'est un affilié du *Siècle* depuis 1994.

TRIGANO Gilbert, administrateur de sociétés, né le 16 juillet 1920 à Saint-Maurice (Val-de-Marne). Issu d'une famille séfarade d'Algérie (cf. Rabbin Eisenbeth, *Les Juifs d'Afrique du Nord*, Alger, 1936). Pendant la guerre, il vécut dans la zone nord avec son frère, André Trigano, futur député de l'Ariège. Rentré à Paris, après la Libération, il collabore à *L'Avant-Garde* et à *L'Humanité*, puis entre dans l'entreprise familiale de tentes de camping. Il s'associe à Gérard Blitz qui est son client pour les surplus américains vendus par Trigano, et Blitz devient le P.-D.G. de la *Société des villages de vacances*, créé ensemble en 1959. Ensemble, ils créent le *Club Méditerranée*, dont Edmond de Rotschild devient l'un des principaux actionnaires. Administrateur de nombreuses sociétés, annexées aux filiales du *Club*, il a pris en 1992 la présidence de la Maison de la France. Bien que son influence ait fléchi, il est affilié au *Siècle*.

TRIGANO Shamuel, maître de conférences à l'université de Paris X-Nanterre et directeur du Collège des études

Tribune juive
Le magazine des Juifs de France

Bernard-Henri Lévy :
« NETANYAHOU EST
LE PIRE ENNEMI D'ISRAËL »



SONDAGE CSA - TJ

POUR 2 FRANÇAIS SUR 3 :

ON REND ENFIN JUSTICE AUX JUIFS

M 2772 - 1422 - 30,00 F

N° 1422 - 13 Novembre 1997 - 30 F

juives de l'*Alliance israélite universelle*. Responsable de *Pardès*, revue d'études juives, il a signé *Le récit de la disparue, essai sur l'identité religieuse du politique, Demeure oubliée, genèse religieuse du politique, Philosophie de la Loi* et *Un exil sans retour ? Lettres à un Juif égaré*. Il a en outre coordonné l'ouvrage *La société juive à travers l'histoire*.

TROCMÉ Etienne, professeur et conférencier, né en 1924. Ce chrétien de gauche a écrit dans de nombreuses revues et signé nombres d'ouvrages, parmi lesquels *Le Livre des Actes et l'histoire, La Formation de l'Evangile selon saint Marc, Jésus de Nazareth vu par les témoins de sa vie* et *L'Histoire du christianisme de ses origines à 325*. Il compte parmi ceux qui signèrent l'appel pour la liste européenne socialiste en 1984.

TRON Georges, agent public des collectivités locales et maire de Draveil, né le 1er août 1957 à Neuilly-sur-Seine. Elu député *RPR* de l'Essonne le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997.

TROP D'IMMIGRÉS - LA FRANCE AUX FRANÇAIS. Association nationaliste animée par Louis Girard, un combattant solitaire qui veut réveiller les Français. Louis Girard mène sa campagne sans souci des poursuites judiciaires qui pleuvent sur sa personne (BP 24, 95170 Deuil-la-Barre).

TRUCHE Jean-Michel, magistrat, né le 1er novembre 1929 à Lyon. Sa carrière le conduisit de Dijon où il fut juge suppléant, à Paris où après avoir été nommé procureur général, il fut porté à la plus haute fonction judiciaire comme président de la Cour de cassation en 1996. Naturellement, il est affilié au *Siècle*.

TRUPIN Odette, inspectrice d'académie, née le 5 février 1935 à Rabat (Maroc). Elle fut élue député *PS* de la Gironde le 1er juin 1997.

TUBIANA Michel, avocat au barreau de Paris, né en 1943, membre actif de la *Ligue des Droits de l'Homme* depuis 1978, vice-président de l'association née de l'affaire Dreyfus ainsi que de la *Fédération internationale des L.D.H.* Il remplace Me Henri Leclerc qui devient président d'honneur. Les premières déclarations du président Tubiana ont été faites pour demander au gouvernement la régularisation des *sans papiers : « Ils sont une blessure à nos consciences »*.

TUNC André et Suzanne. André Tunc, universitaire, est né le 3 mai 1917 à Meaux (Seine-et-Marne). Ancien avocat à la cour d'appel de Paris, ce chrétien de gauche est l'auteur d'ouvrages juridiques, en collaboration avec sa femme Suzanne, née Fortin, parmi lesquels *Jalons, dits et écrits d'André Tunc, La Responsabilité civile, Le Droit américain des sociétés anonymes, Le Droit anglais des sociétés anonymes, Le Droit des Etats-Unis* et *Pour une loi sur les accidents de la circulation*. Suzanne Tunc, docteur en droit et en théologie, a signé *Brève histoire des femmes chrétiennes* et *Les Femmes au pouvoir, deux abbesses de Fontevraud aux XIIe et XVIIe siècles,* ouvrages dans lesquels elle prône le sacerdoce des femmes.

TURINAY Anicet, instituteur, conseiller général et maire de Gros-Morne

(Martinique), né le 18 avril 1945 à Gros-Morne. Il fut élu député de la Martinique le 28 mars 1993, en tant qu'apparenté au *RPR*, et fut réélu le 1er juin 1997.

TYRODE Joseph, technicien, conseiller général et maire de Mandeure, né le 24 décembre 1943 à Mouthier-Haute-Pierre (Doubs). Elu le 1er juin 1997, il devint député *PS* du Doubs le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de l'ambitieux et habile Pierre Moscovici, le fils du psycho-sociologue d'extrême gauche Serge Moscovici, nommé membre du gouvernement.

U

UEBERSCHLAG Jean, chirurgien-dentiste et maire de Saint-Louis, né le 29 mai 1935 à Folgensbourg (Haut-Rhin). Elu député *RPR* du Haut-Rhin le 16 mars 1986, il fut réélu les 5 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

ULLMO Yves, haut fonctionnaire, né le 13 septembre 1932 au sein de la communauté israélite parisienne. Cet énarque a été le collaborateur du ministre Jean Fontanet, puis il a été chargé de mission au Commissariat général au Plan (1963), et directeur de son service économique (1967-1973), avant de diriger les synthèses économiques de l'INSEE (1973-1978). Les années suivantes, il fut directeur des affaires économiques de l'OCDE (1978-1981). La gauche victorieuse le nomma commissaire général au Plan (1981-1984), puis secrétaire général du Conseil National du Crédit. Affilié au *Siècle* (1990), la société discrète qui rappelle la *Synarchie* des années 30-40, il est considéré comme l'un des censeurs du Système, qui a favorisé son ascension. Dernière promotion : conseiller aux actes de la Cour des comptes.

ULRICH Maurice, conseiller d'Etat, né le 6 janvier 1925 à Paris. Il a débuté en 1948 au Haut-Commissariat de France au Cambodge. Il eut ensuite divers postes importants aux Affaires étrangères, au Marché Commun et fut le collaborateur de Michel Debré, d'Olivier Guichard et d'autres personnalités politiques. Sur la recommandation d'Edouard Balladur il entra à la mairie de Paris comme directeur général de l'Information et de la Communication, avant de devenir directeur de cabinet de Jacques Chirac à Matignon. Il l'est devenu à l'Elysée, après l'élection de Jacques Chirac aux présidentielles. Il est membre du *Siècle* depuis 1982. Détail qui ne manque pas de saveur : sa fille appartient au bureau politique du *Parti communiste internationaliste* (Boussol-Lambert).

UNGER Gérard, publicitaire, né le 24 octobre 1946 à Paris. Fils d'immigrés juifs polonais, après sa licence

• **Somme-Vesle** Page départementale

Une violente collision fait deux morts

• **Reims** Page départementale

Deux papys au tribunal pour vol de jouets

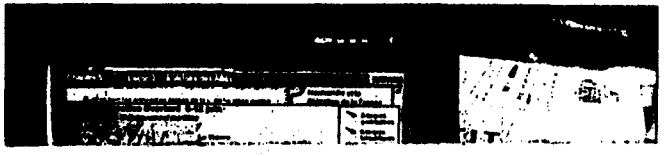
l'union

Givet : veillée d'armes en attendant lundi

Après une première séance de négociations, hier, au ministère de l'Emploi, les 153 ouvriers de Cellatex à Givet, liquidée le 5 juillet, maintiennent l'occupation de l'usine. Ils attendent les prochaines discussions lundi, avec le préfet et les représentants des ministères. Ceux-ci doivent annoncer des mesures précises. D'ores et déjà, un reclassement prioritaire a été proposé aux salariés licenciés.

Page 11

Un cartable léger qui fera le poids



Index

Aujourd'hui

Vendredi 14 juillet 2000
196e jour de l'année
Fête Nationale

Prévisions complètes de Météo France en page 20

Bonjour

• A quelque chose malheur est bon », a-t-on l'habitude de dire. Ce sera peut-être le cas en ce qui concerne la grande tempête de décembre. E.D.F. va investir, en quinze ans, cinquante milliards de francs pour reconstruire l'ensemble du réseau.
La somme est importante ; pourtant, elle ne représente qu'un centime par kilowattheure consommé. Mais, surtout, les travaux vont concerner, pour une bonne part, l'enfouissement de ...

• **Flames**

Les tourments de l'abbé Féron

Depuis des années, l'abbé Féron s'occupe de la paroisse de Flames. Un sacerdoce qu'il exerce avec courage d'autant qu'il est victime de harcèlement voire de violences. L'affaire a été évoquée lors de la dernière audience du tribunal correctionnel de Reims.

Page D

• **Œnologie**

La Champagne parmi les meilleurs

Le concours des œnologues de France, les Vinalies, a permis de sélectionner les vins de haute expression des régions vinicoles de France. La région Champagne a obtenu 62 crus, millésimes et appellations primés.

Page départementale

• **Cyclisme**

La Côte des Blancs retrouve la petite reine

Deux ans après l'abandon de Paris-Epernay, la capitale du champagne renoue avec le cyclisme à travers un circuit de trente kilomètres, à couvrir quatre fois dans la Côte des Blancs, qui devrait sourire aux grimpeurs.

Page 19

• **Tennis**

Du beau monde au Mesnil-sur-Oger

en droit, il devient attaché de direction au marketing d'*Havas* puis fait une brillante carrière dans la publicité (*Publicis*). Après la victoire de la gauche, ce membre du *Parti socialiste* gravit les échelons dans le domaine radiophonique (*Radio Monte-Carlo, Radio Caraïbes Internationale*). Son *patron* politique, Laurent Fabius, le fait nommer président de la *Sofirad* (1984). *Publicis* l'accueille en 1988 comme conseiller du président Maurice Lévy. Sur le plan politique, il est toujours au *PS* et il est vice-président de la *LICRA*. A ses relations-là, s'ajoutent ses fréquentations avec *Le Siècle* depuis 1993.

UNIK Pierre, écrivain, né le 5 janvier 1909 à Paris, mort en 1945. Fils d'un tailleur juif polonais. D'abord surréaliste, il milita au *PCF* de 1927 à sa disparition. Il fut secrétaire de rédaction au *Commun* en 1934-1935, puis rédacteur en chef du magazine communiste *Regards* de 1936 à 1939. Il avait, autour de 1926, collaboré à *L'Etudiant d'avant-garde* et, anonymement, à *La Révolution surréaliste*. Il fut animateur de la *Ligue anti-impérialiste* et *des Travailleurs sans Dieu*. C'est sans doute pour cette raison que le cinéaste Luis Buñuel l'avait pris avec lui en 1933, et que Jean Renoir fit de même en 1936. A la fin de la guerre, prisonnier d'un Stalag, il s'évada ; il se perdit dans les montagnes et ne fut jamais retrouvé.

UNION (L'). Quotidien marnais fondé le 12 avril 1944 et couplé avec *l'Ardennais*, tirant ensemble 130 000 exemplaires. Sous la houlette de Daniel Hutier, P.-D.G. et directeur de la publication, fabriquent le journal : Michel Grenouilloux, rédacteur en chef, Hervé Chabaud, directeur départemental, Eric Dosnon, chef des informations générales, et Sébastien Lacroix, chef des informations économiques et sociales (87-89, place Drouet-d'Erlon, 51063 Reims Cedex).

UNION DE DÉFENSE DES COMMERÇANTS ET ARTISANS (UDCA). L'ex-Mouvement Poujade qui inquiéta le Pouvoir aux élections de 1956 (il avait obtenu 2 600 000 voix) ne fait guère parler de lui de nos jours, mais il conserve la confiance de millions de Français moyens. Il est représenté au *Conseil Economique et Social* et appartient à la *Confédération Européenne des Indépendants* (La Vallée Heureuse, 12300 Labastide-l'Evêque).

UNION DES CERCLES LÉGITIMISTES DE FRANCE (UCLF). Cette association, créée par Gérard Saclier de la Bâtie et déclarée le 30 août 1983 avait son siège à Chanteloup-des-Bois, près de Cosne-Cours-sur-Loire. Le fondateur présidait l'association, assisté de Mme Rosset de Salency, trésorière. Depuis fin 1995, le fils du fondateur, Hugues Saclier de la Bâtie, a succédé à son père à la tête de l'organisation, comme président, secondé par Pierre Coëtquen, vice-président, et Mme Duranceau, secrétaire. Depuis avril 1984, l'*UCLF* possède un journal, *La Gazette Royale*, qui a repris le titre du journal du même nom fondé en 1957 (*UCLF*, Route de Gençay, 86160 Champagné-Saint-Hilaire).

UNION DES DÉMOCRATES POUR LE PROGRÈS. Mouvement gaulliste de gauche, animé par Paul Aurelli et

Didier PATTE
Rédacteur en Chef :
Guillaume LENOIR
Secrétaire de Rédaction :
Franck LE DUN
Imprimerie spéciale
du Mouvement Normand
Le Gab. Les Bruyères
27290 Ecquetot
Service Abonnements :
Emma DAVESNE
☎ 02 32 42 65 57
Fax modem : 02 32 57 58 66

I.S.S.N. : 0243-5650
Commission Paritaire : 55579

Juil./Août 99

n° 226

Voyage à l'intérieur du Mouvement Normand

En page 3

l'unité normande

Organe de Presse du Mouvement Normand - E. mail : « Unite.Normande@wanadoo.fr »

10 Frs

ÉDITORIAL DE GUILLAUME LENOIR

Pause de l'été, veille de combat

La *répétition* est le point de départ de la tradition: pour la deuxième année consécutive, le numéro de juillet/août de *l'Unité Normande* ne sera servi qu'aux seuls abonnés. Il en sera désormais ainsi. C'est un moment privilégié pour l'équipe de rédaction et la direction du Mouvement Normand d'entrer en relations directes avec tous ceux qui nous font l'honneur de nous soutenir dans la lutte maintenant trentenaire que nous avons engagée pour faire renaître une vraie Normandie. C'est l'occasion aussi d'inventorier nos forces et de nos faiblesses, d'entrer au cœur du Mouvement Normand, à qui ses trente années d'existence confèrent une sorte de maturité. Il ne s'agit pas pour autant d'étaler dans un numéro spécial une autosatisfaction, qui serait déplacée puisque nos objectifs sont loin d'être atteints. Il s'agit de faire le point, aussi bien sur nos instances et organes de réflexion et de décision, et d'inciter nos lecteurs et militants à s'engager dans tel ou tel secteur d'activités normandes, d'apporter les compétences que chacun d'eux possèdent et qui, trop souvent, sont méconnues de nous, les dirigeants. Si vous avez adhéré au Mouvement Normand et si vous êtes abonnés à *l'Unité Normande*, voire à *Culture Normande*, c'est qu'il y a une raison, qui ne réside pas seulement dans la justesse de notre ambition pour la Normandie. Chacun d'entre vous - et pour des motifs qui vous sont personnels, mais que nous aimerions connaître sans être indiscrets - rêve d'une Normandie idéale, déplore sans doute son état actuel, souhaite un destin pour cette «province qui, autrefois, conquit des royaumes».

L'an passé, nous vous avions interrogé sur notre principal vecteur, *l'Unité Normande*. Vous avez pu lire les conclusions de cette enquête de lectorat dans une de nos dernières livraisons. Cette année, nous ne ferons pas une enquête auprès de vous , il n'y aura nul questionnaire, mais nous souhaitons passionnément qu'à la lecture de ce numéro spécial de l'été, sorte de voyage au centre du Mouvement Normand, vous nous écriviez. Pour nous faire part de suggestions, pour nous dire que, dans tel ou tel domaine, vous pouvez nous apporter votre concours, pour vous engager dans tel ou tel groupe de réflexion (c'est la raison pour laquelle nous allons expliquer le pourquoi de nos instances, les buts de nos directorats, le thèmes de nos présentes campagnes et/ou réflexions). Profitez, chers lecteurs et amis, de la pause de l'été pour vous préparer aux combats de demain: nous avons besoin de votre aide.

Une aide financière, d'abord : nos moyens sont limités. Notre efficacité en dépend. Sachez qu'un abonnement nous permet de servir l'abonné et un destinataire gratuit (les Élus de Normandie, les décideurs, les sympathisants) et que c'est d'abord ainsi que nous progressons. Une aide technique, ensuite : nous communiquer des noms et adresses de sympathisants que nous pourrons démarcher, nous expédier des coupures de presse ou des informations pour nourrir nos rubriques, pour soulever les problèmes d'actualité ou les questions insolites que, d'ordinaire, on cache à l'opinion publique. Une aide militante, enfin : il faut distribuer des tracts, constituer des sections, participer aux instances, exprimer là où l'on se trouve le point de vue du Mouvement Normand, rendre compte... C'est à une véritable mobilisation que nous vous invitons.

Le moment est bien choisi. Nos idées avancent. Nos propositions s'imposent ou sont retenues... Au cours des mois écoulés, nous avons pu constater que des syndicats, des milieux économiques, des mouvements associatifs ou culturels ne concevaient plus l'avenir de la Normandie autrement que dans sa globalité. Les milieux politiques remettent le métier à l'ouvrage et s'interrogent sur la pertinence de l'apartheid normand. Chacun comprend que l'estuaire stricto-sensu a deux rives et que la Directive Territoriale d'Aménagement concerne trois départements. Certains sont conscients que le grand estuaire (Cherbourg - Vernon - Dieppe) englobe la plus grande partie de la Normandie et qu'il s'agit d'un des enjeux les plus prometteurs de la France... Certes, la Normandie est malade aujourd'hui, en déclin relatif par rapport aux régions voisines. La division en est la cause. Mais elle recèle des atouts qu'il est urgent de mettre en valeur et qu'il serait criminel de la part des Élus de négliger.

Au moment où l'Armada du Siècle rappelle à plus de dix millions de personnes que Rouen est un port bien placé, performant, spécialisé, où le rassemblement de navires pour Le Havre 1999 met en évidence la puissance du premier port normand (Que sera-ce quand Port 2000 sera réalisé ?), où Cherbourg prépare l'arrivée des «fastships», où Caen, Dieppe, Fécamp, Granville, Le Tréport connaissent des progressions intéressantes et significatives, on constate que la Normandie retrouve, avec ses racines, sa vocation maritime. Voilà l'essentiel.

Nous ne négligeons rien, ni son agriculture à laquelle s'offre l'opportunité de la qualité, des AOC gratifiantes, ni ses industries de pointe, ni son activité culturelle, ni le Pôle Universitaire Normand. Nous savons que la Normandie a une carte à jouer en étant l'interface entre Paris et le reste du Monde, entre le Bassin de Londres et le Bassin Parisien, qu'elle est terre d'échanges et de passage, nous savons tout cela et nous entendons le magnifier et faire partager ces ambitions, nos ambitions, à l'ensemble de nos compatriotes.

Notre conception du régionalisme est ouverte. Notre avenir est sur l'eau. Le grand large nous appelle et Internet doit être l'un des moyens d'appréhender le monde. Si nous le voulons, nous pouvons entrer avec confiance dans le XXIème siècle. À nous de jouer !

POLÉMIQUES

RÉUNIFICATION

Lettre ouverte à Alain Le Vern

Lire en page 2

SOUSCRIPTION

Échelle 1/3

ANNÉE

RICHARD COEUR DE LION

Comme nous l'avions fait en 1987 (Neuvième centenaire de Guillaume Le Conquérant), en 1989 (Huitième centenaire de la disparition d'Henri II Plantagenet), nous commémorons cette année la fin tragique du règne de Richard Coeur de Lion en éditant un auto-collant, dont vous trouverez ci-dessus la maquette.

Passez déjà les commandes : 10F à l'ordre de l'ODIN 27. Le Gab. Les Bruyères. 27290 Ecquetot.

Reproduction même partielle des textes et illustrations strictement interdite sans accord écrit préalable.
L'Unité Normande est diffusée chaque mois à trois mille exemplaires sur la Normandie.

http://perso.wanadoo.fr/unite.Normande/

Yves Deniaud (8, rue des Prouvaires, 75001 Paris).

UNION DES INTELLECTUELS INDÉPENDANTS. Longtemps présidé par Claude Adam, l'un des rares nationaux à avoir dit « *Non à De Gaulle* » en 1958, alors que déjà l'association se gangrenait, l'*Union des Intellectuels Indépendants* est, aujourd'hui, dirigée par Philippe Luyt, un journaliste national, ferme dans ses convictions et compréhensif avec l'adversaire sincère. Pour le cinquantenaire de l'*Union*, il organisa une émouvante cérémonie au *Cercle Interallié* le 27 juin 2000, qui marqua la volonté des adhérents à poursuivre la tâche entreprise par les Montigny et les Isorni (11, rue de Castellance, 75008 Paris).

UNION POUR LA DÉMOCRATIE FRANÇAISE (UDF). Créée en 1978, ce rassemblement de modérés, de libéraux, de radicaux-socialistes et de démocrates-chrétiens représente le *centrisme*. C'est le groupe qui fédère, mais les adhérents directs sont acceptés (*Perspectives et Réalités*). L'*UDF* est représentée au Parlement par de nombreux sénateurs et députés. En 1978, ses candidats réunirent 5 836 000 suffrages aux législatives ; aux élections législatives suivantes (1981), ils obtinrent 4 733 000 voix et à celles de 1986 : 4 434 000. Cela représente autour de 16 % des suffrages. En 1997, cette proportion était tombée à 14 %. L'*UDF* n'en a pas moins une très forte audience grâce aux *leaders* : Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, René Monory, François Léotard, Pierre Méhaignerie, André Rousinot, Alain Lamassoure et Gilles de Robien (son porte-parole), sans parler des maires de grandes villes (133 bis, rue de l'Université, 75007 Paris).

UNION POUR L'EUROPE FÉDÉRALE. Mouvement fédéraliste créé en 1996 pour reprendre la voie tracée par Henri Frenay. Président : Albert Giordani (*UEF*, 160, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris).

URI Pierre, économiste, né le 20 novembre 1911 à Paris, décédé le 21 juillet 1992 dans cette même ville. Considéré comme l'un des fondateurs de l'Europe, il rattrapa le temps perdu, sous l'Etat français, dont les lois sur les juifs l'avaient écarté de toute charge officielle. Il fut le conseiller de Jean Monnet et appartint au contre-gouvernement de François Mitterrand. Mais là durent se borner ses ambitions. Affilié au *Bildenburg* et au *Siècle*, il fut sa vie durant l'un des inspirateurs discutés de la politique française.

V

VACHET Léon, exploitant agricole et conseiller régional, né le 29 décembre 1932 à Châteaurenard (Bouches-du-Rhône). Elu député *RPR* des Bouches-du-Rhône le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. L'aide des « gros » de la région ne lui a pas fait défaut : outre les 158 000 F fournis par le *RPR* à ce gaulliste, la caisse électorale de celui-ci fut « arrosée » de 290 000 F par *Ricard, H. Parent, Fruitex, Quintoli, Chavagnas,* etc.

VACHEZ Daniel, employé de banque et maire de Noisiel, né le 3 octobre 1946 à Lyon (Rhône). Il fut élu député *PS* de Seine-et-Marne le 1er juin 1997.

VAILLANT Daniel, biologiste, né le 19 juillet 1949 à Cormes (Nièvre). Membre du *Parti Socialiste* dès 1966, suppléant de Lionel Jospin, son ami, lors de l'élection législative de 1981, il devint responsable des fédérations au comité directeur du *PS,* et dirigea la campagne présidentielle de Lionel Jospin en 1995. Depuis 1995 maire du XVIIIe arrondissement de Paris, Daniel Vaillant fut promu ministre délégué aux Relations avec le Parlement en 1997, et succéda, au mois d'août 2000, à Jean-Pierre Chevènement comme ministre de l'Intérieur.

VAILLANT François, ecclésiastique, rédacteur en chef d'*Alternatives non-violentes,* il adhère à l'*Association des théologiens pour l'étude de la morale.* Rouge chrétien, il a publié *La Non-Violence, essai de morale fondamentale, Les Eglises contre la bombe ?, La Non-Violence dans l'Evangile* et un article dans *Golias 33* sur le même sujet.

VAILLAUD Jean, ingénieur, né le 15 février 1935 à Paris. Diplômé de l'Ecole nationale supérieure du pétrole, il est l'une des personnalités marquantes du monde des affaires, principalement celles qui touchent au pétrole (*Total, Technik*) ; il fréquente le *Siècle.*

VALADE Jacques, professeur d'université, né le 4 mai 1930 à Bordeaux (Gironde). Doyen honoraire de la Fa-

Jean-Claude VALLA

L'EXTRÊME DROITE DANS LA RÉSISTANCE

(seconde partie)

LES CAHIERS LIBRES D'HISTOIRE
N°3

culté des Sciences de Bordeaux, ancien ministre, ancien membre de l'Assemblée nationale (devenu député le 21 octobre 1970, en remplacement de Jacques Chaban-Delmas, nommé membre du gouvernement)), conseiller régional, vice-président de la Communauté urbaine de Bordeaux, conseiller municipal de Bordeaux, vice-président du Sénat. Elu sénateur de Gironde le 28 septembre 1980, il a été réélu les 24 septembre 1989 et 27 septembre 1998. Il est membre du *RPR*.

VALEURS ACTUELLES. Revue fondée par Raymond Bourgine, au temps de son « association » avec Paul Lévy, d'*Aux Ecoutes*. Lus par une clientèle fidèle de bourgeois, les 49 000 exemplaires hebdomadaires de *Valeurs actuelles* regroupent un important contingent de nationaux. Le nouveau propriétaire de la revue appartient aux « 200 Familles » : Serge Dassault a confié à son fils Olivier Dassault la présidence du conseil de surveillance. François d'Orcival a conservé, de même qu'au *Spectacle du monde* (voir à ce nom), son poste de directeur, mais Olivier Dassault est devenu le « patron ». Tirage : 93 000 exemplaires. Parmi les rédacteurs connus et appréciés du public, on remarque : Eric Branca, Frédéric Pons, Fabrice Madouas, Bruno de Cessole, Henri Marque, etc. (10, place du Général-Catroux, 75858 Paris Cedex 17).

VALLA Jean-Claude, journaliste, né le 16 mars 1944 à Roanne (Loire). Militant national dès l'âge de dix-huit ans, il appartint à la *Fédération des Etudiants Nationalistes* et fut le responsable de la section de Lyon de la *FEN* en 1963-1965. Ses premiers articles parurent dans les *Cahiers Universitaires*, dirigés par Amaury de Chaunac (François d'Orcival) et *Europe Action*. Il fut ensuite rédacteur à *L'Echo de la Presse*, de Noël Jacquemart, à *Valeurs Actuelles* et à *Spectacle du Monde* de Raymond Bourgine, à *Historia* et au *Miroir de l'Histoire*, à *Eléments* (fondateur), au *Figaro Magazine* (directeur de la rédaction), au *Choc du Mois*, à *La Lettre de Magazine Hebdo*, etc. Cofondateur du *GRECE* en 1968 (démission en 1986). Depuis peu, il anime les *Cahiers Libres d'Histoire*, dont le premier numéro est consacré à *La Cagoule*, si peu connue et si souvent calomniée.

VALLÉE DU LOIR (Écho de la).

VALLINI André, avocat, conseiller général et maire de Tullins (Isère), né le 15 juillet 1956 à Tullins. Il fut élu député *PS* d'Isère le 1er juin 1997.

VALYNSEELE Joseph, historien, né le 11 mai 1924 à Tourcoing (Nord), décédé le 22 mars 1997. Il a publié une généalogie historique en seize volumes principalement consacrée aux noms de famille liés aux deux Empires, enrichie de notes biographiques et de tables alphabétiques des noms cités, qui en font un véritable dictionnaire des XIXe et XXe siècles. Il est aussi l'auteur des ouvrages *Les Laborde de Monpezat et leurs alliances*, et, avec Christophe Brun, *Les bâtards de Louis XV et leur descendance*. Il a participé au *Dictionnaire Napoléon* dirigé par Jean Tulard et a coordonné l'ouvrage collectif *La généalogie. Histoire et pratique* publié par *Larousse*. Il a collaboré à la *Revue des deux mondes*, au *Souvenir napoléonien*, à *Revue et Institut Napoléon*, au *Bulletin de la société de l'histoire du protestan-*

Quatre vingt dix huitième année
Numéro 2358
Vendredi 24 Mars 2000
Prix 4,20 F
0,64 Euro
Directeur de Publication
AVELINE
Commission Paritaire
des Papiers de Presse N° 71410

L'ÉCHO de la Vallée du Loir

Vallée du Loir

REDACTION ADMINISTRATION
13, Avenue des Déportés 72340 LA CHARTRE SUR LE LOIR
☎ 02 43 44 40 62 Fax 02 43 79 06 69

HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATIONS ET D'ANNONCES
La publication des Annonces Légales et Judiciaires, actes des Sociétés et cession de Fonds de commerce, est autorisé dans notre journal pour l'arrondissement du Mans, par arrêté préfectoral

Parution le Vendredi

TARIFS ABONNEMENTS
1an 190 f - 28,98 € 2 ans 347 f - 52,88 € 3 ans 486 f - 74,08 €

Les Chais de Beauregard
A COURDEMANCHE ① 02 43 44 80 06 EAU- BIERES - FRUITES
Vin en Vrac et Bouteilles
- PARTICULIERS - CHR
- ASSOCIATIONS - Caisse Frigo - Pressions - à Louer + Stands
Ouverts Tous les Jours - Fermés du Samedi Après-Midi au Lundi Soir
PROMOTION sur les caisses plastique pour ranger votre cave

L'ÉCLIPSE PIZZERIA - CRÊPERIE
Pizza à emporter
Tous les soirs du Mercredi au Dimanche
① 02 43 44 45 01
4, rue de la gare - Pont de Braye

Patrimoine Confort
Service de Proximité
Spécialisé dans l'Entretien intérieur et extérieur des Résidences Secondaires
Accueil - Renseignement
6, rue Carnot - La Chartre sur le Loir ① 02 43 44 12 12

PROFIL MINCEUR
MINCIR EN GROUPE OU EN PARTICULIER
IMPASSE ST GILLES
BESSÉ SUR BRAYE
① 02 43 54 23 28
TOUS LES MARDIS
SALLE ST GILLES
14 h 30 - 15 h 45 - 17 h - 18 h 15
19 h 15 - 20 h 30

L'homme 72
Puce - Moto
LES CARCOUILLES

A Partir du 1er Avril - La Chartre sur le Loir
Dépôt Vente
et meubles neufs
«Au Petit Bonheur»
10, rue Nationale ① 02 43 46 88 51
Ouverture vendredi, samedi, dimanche et jours fériés
de 10 h à 12 h 30 - 15 h à 19 h

LA P'TIT' BOUFFE
CRÊPERIE - RESTAURANT
CREPES & GALETTES GASTRONOMIQUE
MENUS & PLATS DU JOUR
5bis boulevard Mermoz (face a Stoc)
41800 Montoire sur le Loir ☎ 02 54 85 04 28

ECOMAT
Tous Matériaux
de construction
et décoration

«La Prairie» Bessé sur Braye
☎ 02 43 35 98 39 Fax 02 43 35 27 96
Ouvert tous les jour
8 h - 12 h - 13 h 30 - 18 h
Le samedi 8 h 30 - 12 h

Restaurant de La Volonière
72340 PONCÉ SUR LE LOIR
① 02 43 79 01 63 - Fax 02 43 46 69 19
Changement de Propriétaire
réouverture le 1er Avril
Yves et Monique Bourreau
Vous accueilleront
Cuisine traditionnelle Restaurant Traiteur Vente à emporter

Lycée Professionnel Privé
NAZARETH
Ruillé sur Loir
① 02 43 44 44 30
Métiers de la vente
Contrôle sanitaire
PORTES OUVERTES
1er et 2 Avril de 14 h à 18 h
Après une 3e se former à un métier porteur d'emploi
le BEPA Vente de produits frais
Nos Filières : 4ème et 3ème préprofessionnelles, CAPA employé familial
BEPA Services aux personnes, CAPA et BEPA Vente de produits frais
STA Services en milieu rural.
Accueil possible après les classes de 5ème, 4ème, 3ème et 2de

Cagnotte
Lionel Jospin a annoncé sur TF1 que la cagnotte fiscale de l'an 2 000 évaluée à 50 milliards de francs serait utilisée pour 10 milliards au profit des victimes de la tempête et de la marée noire (5 milliards). Pour les lycéens (2 milliards), pour l'éducation nationale (1 milliards) et la police de la ville (700 MF). Les 40 milliards restant seront dédiés à la baisse des impôts réduction de 11 milliards de la taxe d'habitation, (600 F par famille en moyenne); réduction des impôts sur le revenu de 11 milliards de francs pour les deux tranches les plus basses, baisse d'un point de 20,6 à 19,6 %) de la TVA dès le mois d'avril.

Droite
Les présidents des trois principales formations de droite, Michèle Alliot-Marie (RPR), François Bayrou (UDF) et Alain Madelin (DL) ont affiché à Paris leur volonté de parvenir à des candidatures d'union pour les municipales et les législatives.

Corse
Lionel Jospin a annoncé devant l'Assemblée Nationale qu'il recevrait le 6 avril les élus corses qui lui présenteront les deux motions sur l'avenir de l'île qu'ils ont votées. Deux numéro vont, "disponible à la fin de mois d'avril", permettra "de répondre individuellement aux jeunes touchés par des discriminations", en matière de discrimination pour le travail ou le logement, le plaignant ne sera plus obligé d'en apporter la preuve mais il reviendra désormais au juge de l'employeur d'après les critères du

Madagascar
Une épidémie de choléra a fait près de 1500 morts à Madagascar, favorisée par les fortes inondations ayant fait au moins 137 morts, après les passages du cyclone Eline et de la tempête tropicale Gloria.

Taiwan
Tableau les premières du gouvernement

Jospin en première ligne

C'est sur ici même que Lionel Jospin était avant tout compter pour sortir le temps gouvernementale de la zone de perturbations où elle a été poussée par la gauche de divers mécontentements. L'affirmation du Premier ministre selon laquelle, pour l'éducation comme pour

ginal que Lionel Jospin, le 16 mars TF1, a annoncé, d'une part des baisses de taxes et d'impôt (TVA ramenée 20,6% à 19,6% diminution de la t d'habitation, aménagements pour les c catégories les plus basses de l'in sur le revenu) et, d'autre part l'octro prévoit nouveaux fonds milliards

tisme français, ainsi qu'à *Aspects de la France,* l'*Intermédiaire des chercheurs et curieux* ou encore à *Généalogie - Magazine.* Il a reçu le prix de l'Académie des Sciences morales et politiques et, à trois reprises, celui de l'Académie française. Lorsque la mort le surprit, il travaillait au livre le plus marquant de sa vie : un ouvrage colossal sur *Les Rothschild,* que sa veuve, qui fut sa collaboratrice pendant des années, a entrepris de terminer et de faire paraître.

VANDEPUTTE Benoît, ecclésiastique et journaliste à *la Croix.* Résolument chrétien de gauche, il dirige également le bulletin *Amitiés dominicaines* des amis de la Province de France ; ses écrits lui ont valu la *Plume d'or de Golias.*

VAN LUNEN-CHENU Marie-Thérèse, née en 1931. A l'origine de l'association *Femmes et Hommes dans l'Eglise,* elle incarne le mouvement féministe dans les cercles catholiques et milite pour le sacerdoce des femmes. Elle a signé, à ce sujet, de nombreux articles dans des revues et ouvrages français ou étrangers.

VANNSON François, technicien en lunetterie, né le 20 octobre 1962 à Epinal (Vosges). Elu député *RPR* des Vosges le 28 mars 1993 avec l'aide financière de diverses firmes (*Général du bâtiment, Bove, Tissage de la Moulène Thillot,* etc.), il fut réélu le 1er juin 1997.

VAQUIÉ Jean, né en 1911 à Bordeaux. Spécialiste de la réforme liturgique, la gnose et la subversion dans l'Eglise, il a publié en 1947, sous le pseudonyme de Jean Gonthier, *Malédictions et Bénédictions,* recueil de textes prophétiques et mystiques. Dès 1963, il s'opposa farouchement au pape, à la nouvelle liturgie et publia *La Révolution liturgique* en 1971. Il est l'auteur des ouvrages *Le Retour offensif de la Gnose, Réflexions sur les ennemis et sur la manœuvre* et *Abrégé de démonologie.*

VARAGNAT Henri, Alphonse, Auguste, tourneur sur métaux, né le 6 mai 1901 à Paris VIe, mort le 3 avril 1952 à Bondy (Seine-Saint-Denis). Entré aux *Jeunesses socialistes* en 1919, il rejoignit le camp communiste après le congrès de Tours. Secrétaire général du *PC* pour la région parisienne. Il fut condamné en 1930 à 3 000 F d'amende et deux ans de prison pour un article antimilitariste du *Prolétaire de Drancy,* dont il était le directeur-gérant. Fait prisonnier sous l'uniforme français pendant la guerre, il fut libéré le 13 juillet 1941. Sous le faux nom de Amont, il milita dans la résistance communiste. Déporté à Mauthausen, il rentra en France en mai 1945. Elu conseiller municipal de Bondy en 1947 et en 1948, il disparut en 1952.

VAR-MATIN. Quotidien toulonnais (88 000 exemplaires) dirigé par Michel Comboul (P.-D.G.), Hubert Perrin (rédacteur) et Dominique Dabin (directeur départemental (11, rue Mirabeau, 85000 Toulon).

VASSEUR Philippe, dont le *Dictionnaire* a parlé dans ses précédents tomes, député *UDF* du Pas-de-Calais, a démissionné le 31 décembre 1999. Cet homme de droite paraît dégoûté de la politique qu'on lui faisait faire.

VAUCHEZ André, professeur de collège, conseiller général et maire de Tavaux, né le 24 avril 1939 à Arinthod (Jura). Il devint député *PS* du Jura le 5 juillet 1997, en tant que remplaçant de Dominique Voynet, nommée membre du gouvernement.

VAUCLUSE-MATIN. Edition départementale du *Dauphiné libéré,* animée par Philippe Lambert (B.P. 134, 84007 Avignon Cedex).

VAUZELLES Michel, avocat, né le 15 août 1944 à Montélimar. Ancien élève des Jésuites, il militait, lorsqu'il était étudiant, dans les mouvements de droite avec Williams Abitbol et Patrick Devedjian. Inscrit au barreau de Paris en 1968, il appartint au cabinet du ministre Chaban-Delmas, dont il anima le comité pour l'élection présidentielle, avant d'inviter ses amis à voter au second tour pour François Mitterrand. Il est alors exclu de l'*UDR* et adhère au *PS*. Son mariage avec Sylvie Fauvet, fille du directeur de la rédaction du *Monde,* facilita grandement sa carrière. 1981 le retrouve directeur adjoint du cabinet de François Mitterrand et porte-parole de l'Elysée. Nommé préfet (1985), il est élu député socialiste des Bouches-du-Rhône l'année suivante ; (réélu en 1988). Ayant battu Valéry Giscard d'Estaing, il est élu président de la Commission des Affaires étrangères (1989) grâce à des voix gaullistes anti-giscardiennes et il devient ministre de la Justice de François Mitterrand (1992-1993). On lui reprocha d'avoir freiné les procédures visant des membres du *PS*. Battu aux législatives de 1993, il se fit élire maire d'Arles (1995). Sa flatteuse parenté, l'appui de Mitterrand ont, certes, aidé son ascension politique ; mais son affiliation à la maçonnerie (*Grande Loge de France*) et au *Siècle* ont singulièrement facilité sa carrière politique.

VAXÈS Michel, conseiller d'orientation psychologique et maire de Port-de-Bouc, né le 14 novembre 1940 à Marseille (Bouches-du-Rhône). Il fut élu député *PCF* des Bouches-du-Rhône le 1er juin 1997.

VEDRINE Hubert, Yves, Pierre, avocat, né le 31 juillet 1947 à Saint-Sylvain-Bellegarde (Creuse). Après avoir travaillé quelques mois au ministère de la Culture, il intégra les Affaires étrangères, puis devint successivement conseiller au secrétariat général de la présidence de la République (juin 1981), poste auquel s'ajoute celui de Maître des Requêtes au Conseil d'Etat (1986), puis de porte-parole du gouvernement et de secrétaire général de la présidence de la République (1991-1995). Pierre Vedrine fut promu ministre des Affaires étrangères en 1997.

VEIL Simone, née **JACOB.** Magistrat, née le 13 juillet 1927 à Nice. Arrêtée le 30 mars 1944, puis déportée à Auschwitz avec sa mère et l'une de ses sœurs. Libérée par les troupes britanniques le 15 avril 1945 à Bergen-Belsen où elle avait été transférée entre-temps (son nom de jeune fille figure dans la première édition du *Mémorial Juif de France* de Serge Klarsfeld, dans la liste des déportés Juifs gazés par les Allemands. Une rectification a été faite depuis). Licenciée en droit et diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, elle fut conseiller technique du Garde des Sceaux René Pleven (1969), puis secrétaire général du Conseil supérieur de la Magistrature (1970), poste refusé

d'ordinaire aux membres du gauchiste *Syndicat de la Magistrature* (dont elle faisait partie). Sa nomination dans le gouvernement Chirac, comme ministre de la Santé, fut une surprise (1974). Quand on sut qu'elle devait faire voter aussitôt à l'Assemblée nationale la loi autorisant le crime d'avortement, on comprit mieux pourquoi elle avait été imposée à ce poste (avec les voix de la gauche, elle put faire passer la loi « Veil »). Maintenue en place dans le gouvernement Barre, qui suivit, elle se fit élire au Parlement européen, le 10 juin 1979. La même année, elle fut portée à la présidence de cette assemblée, avec une majorité de trois voix, grâce aux quatre voix des députés néo-fascistes du *MSI* italien (élue contre le candidat *RPR*, Christian de La Malène). Elle conserva la présidence jusqu'en janvier 1982, date à laquelle elle fut remplacée par un socialiste néerlandais, « à la suite des manœuvres du *RPR* » (*Encyclopédie Ratier*). Tête de liste d'une coalition *RPR-UDF-CNI*, elle obtint près de 43 % de suffrages en juin 1984. Dès lors, elle s'employa à prendre la tête des « européistes », mais ne réussit qu'à se faire élire président du groupe libéral du Parlement européen (1984), puis à se hisser au bureau politique de l'*UDF* (1986). Décidée à conduire une liste européenne d'opposition (juin 1989), elle se heurta à l'hostilité des giscardiens et des chiraquiens et n'obtint que 8,42 % des suffrages ; dès lors, elle dut renoncer à la présidence du groupe libéral, qui échut à Giscard d'Estaing. Pacifiste à ses heures, Simone Veil se déchaîna en faveur de l'intervention française en janvier 1991 dans la guerre du Golfe, cette « *guerre juste et utile pour nos intérêts* ». Elle était déjà dirigeante du fameux trust financier international *Robeco*, affiliée à la *Trilatérale*, en même temps que membre de la *LICRA*, de la *Wiso*[1] et « patronne » de la loge féminine *Anne Franck* du *B'naï B'rith* (cf. *Tribune Juive*, 24 novembre 1989). Ses relations avec la Franc-Maçonnerie datent d'une bonne dizaine d'années : le 28 avril 1983, elle a pris la parole devant les FF.·. et SS.·. de la *Loge Paris* au siège du *Grand Orient de France* (en tenue blanche *fermée*). Son influence est considérable : s'il existe un *lobby Veil* — Edouard Balladur devait en avoir concience, ce qui explique sa « tendresse » pour la séduisante Madame Veil, nommée premier ministre d'Etat — c'est-à-dire *deuxième personnage de son gouvernement* — ce doit être le fameux *Club Vauban*. Fondé en 1984 par Antoine et Simone Veil dans leur luxueux appartement de la place Vauban, en face des Invalides, c'est une sorte de *Trilatérale* en réduction, à l'échelle française. Concurrent discret du *Siècle*, il réunit des politiciens de droite et de gauche, et peut ainsi servir de passerelle entre libéraux et socialistes : la cohabitation avant la lettre[2] ! La toile d'araignée *Vauban* recouvre le gouvernement Balladur et relie d'importants ministères à Simone Veil elle-même. Sont, en effet, affiliés au *Club Vauban* : Pierre Méhaignerie, Garde des Sceaux, ancien ministre de la Justice, Jacques

1. Elle retrouve à cette association de femmes sionistes l'épouse de son collègue et ami Jacques Toubon.
2. Les socialistes Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn (l'époux d'Anne Sinclair), Michel Vauzelle, Bernard Kouchner, Jean-Louis Bianco, Henri Nallet, y rencontrent Raymond Barre, Jean-Pierre Soisson, Philippe Seguin, Lionel Stoléru, Bernard Stasi et quelques autres gaullo-libéraux, dont sept ministres de Balladur.

Toubon, François Bayrou, Nicolas Sarkozy, Alain Carignon, François Fillon et Bernard Bosson, tous anciens ministres. Il paraît que l'on avait songé à Simone Veil pour le ministère de la Justice. Mais Balladur s'est souvenu à temps des réflexions d'icelle à propos de Barbie : n'a-t-elle pas déclaré un jour (6 janvier 1986) qu'il eut mieux valu que « Barbie fut exécuté sommairement plutôt que d'être jugé ». Singulière mentalité pour un Garde des Sceaux : il valait donc mieux la laisser à la Santé où elle s'est couverte de gloire en 1974 ! (Loi sur l'avortement.) « Le très catholique Balladur n'a pas peur des avorteuses », disait un journaliste envieux. Ayant perdu son portefeuille de ministre en 1995, ses bonnes relations avec les puissants lui permit de se raccrocher aux branches : elle devint président du Haut Conseil à l'Intégration (1997-1998) et elle fut nommée membre du Conseil Constitutionnel (depuis 1998). Faute de mieux, elle fait publier par des éditeurs complaisants la liste de ses « distinctions ». Cette liste, la voici : Chevalier de l'ordre national du Mérite, Grand officier de l'Ordre de l'Empire britannique, Médailles de l'éducation surveillée et de l'administration pénitentiaire, Docteur honoris causa de l'université de Princetown (1975), de l'Institut Weizman (1976) et de l'université hébraïque de Jérusalem (1980), de l'université de Bar Ilan (1980), de l'université de Cambridge (1980), de l'université de Georgetown (1981), de Yeshiva university de New York (1982), de l'université libre de Bruxelles (1984), des universités de Yale (Etats-Unis) (1980), d'Edimbourg (Grande-Bretagne) (1980), d'Urbino (Italie) (1981), de Sussex (Grande-Bretagne (1982), de Brandeis (Etats-Unis) (1989), de Glasgow (Grande-Bretagne) (1995), de Pennsylvanie (Etats-Unis), (1997) ; Prix Athènes de la Fondation Onassis (1980), prix Monismanie (Suède, 1978), prix Charlemagne (1981), prix de la fondation Louise Weiss (1981), prix Louise Michel (1983), prix Jabotinsky (1983), prix du courage quotidien (1984), prix de la Fondation Eleonore et Franklin Roosevelt (1984), Living Legacy Award (San Diego, 1987), prix Johanna Lowenherz (1987), prix Thomas Dehler (Munich, 1988), prix de la Fondation Klein (Philadelphie, 1991), prix Truman pour la paix (Jérusalem, 1991), prix Giulietta (Vérone, 1991), prix Atlantida (Barcelone, 1991), médaille d'or du *B'naï B'rith* (Washington, 1993), médaille d'or de l'association Stresemann (Mayence, 1993), prix Obiettivo Europa (Milan, 1993), prix Henrietta Szold (Miami, 1996), médaille d'or de la santé pour tous de l'Organisation mondiale de la santé (1997).

VENNER Fiammetta, historienne, née au Liban (se dit fille d'une championne du monde de judo). Membre du cercle de Pierre-André Taguieff, *Sexe et Race* et de la *Coordination des associations pour la défense de l'avortement et de la contraception,* cette rouge chrétienne est également adhérente de l'association féministe *Les Maries-Jeannes* et signataire de la pétition *Notre corps nous appartient.* Elle est l'auteur des ouvrages *L'Opposition à l'avortement, du lobby au commando, L'Extrême-droite et les Femmes* avec Claudine Lesselier, *Le Guide des sponsors du Front National et de ses amis,* et a participé à l'ouvrage collectif anti-*Front National* : *Alerte Citoyens !* Elle a signé dans *Golias* l'article *Quand les*

traditionalistes font réciter la leçon avec Caroline Fourest.

VENTILLARD (Publications Georges). Groupe de presse comprenant notamment *Système D, Almanach Vermot, Sono Magazine,* etc. Présidente-directrice générale : Paule Ventillard, secondée par Jean-Louis Parbot (2-12, rue de Bellevue, 75019 Paris).

VERDIER Jean (du), général (CR), né en 1932 à Tours, d'une famille limousine originaire de Brive. Il a servi trente-trois ans dans l'Armée de l'Air, en particulier aux Forces Aériennes Stratégiques et dans le Transport Aérien Militaire. Il était à Colomb-Béchar durant la guerre d'Algérie, à Djibouti à la veille de l'indépendance et réalisa de nombreuses missions dans toute l'Afrique. Il est également ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs, breveté de l'Ecole Supérieure de Guerre Aérienne et possède encore d'autres titres militaires. Il a publié *La Noblesse du Bas-Limousin et la Révolution* et *Eléments de réflexions sur la défense de la France.*

VERGÈS Paul, ancien journaliste, né le 5 mars 1925 à Oubone (Thaïlande). Ancien membre de l'Assemblée nationale (élu le 2 janvier 1956, il a été réélu les 16 mars 1986 et 28 mars 1993), ancien membre du Parlement européen (élu le 10 juin 1979), président du Conseil régional, président du Syndicat Intercommunal de La Réunion. Il a été élu sénateur de La Réunion le 14 avril 1996, en remplacement d'Eric Boyer, déchu de son mandat sénatorial par le Conseil Constitutionnel. Il est membre du groupe *Communiste Républicain et Citoyen.*

VERGNIER Michel, directeur d'école, né le 25 novembre 1946 à Ennery (Moselle). Il fut élu député *PS* de la Creuse le 1er juin 1997.

VERNAUDON Emile, géomètre et maire de Mahina, né le 8 décembre 1943 à Papeete (Tahiti). Elu député de Polynésie française le 26 juin 1988, il fut réélu le 18 mai 1997 ; il est inscrit au groupe *Radical, citoyen et vert.*

VEYRET Alain, chirurgien et conseiller général, né le 16 décembre 1953 à Alger (Algérie). Il fut élu député *PS* de Lot-et-Garonne le 1er juin 1997.

VIAL Robert, chrétien de gauche acharné, il édite *Prospective Rhône-Alpes,* une lettre politique utilisée par *Golias* dans sa revue de presse.

VIDALIES Alain, avocat et conseiller général, né le 17 mars 1951 à Grenade-sur-l'Adour (Landes). Elu député *PS* des Landes le 12 juin 1988, il fut réélu le 1er juin 1997. Il avait été battu par le gaulliste Louis Lauga en 1993.

VIE (La). Cet hebdomadaire s'appelait à l'origine *la Vie catholique* (les *Infiltrations ennemies dans l'Eglise* raconte en détail l'histoire de cette publication qu'illustra Mme Sauvageot). Quand vint la mode de la discrétion chez les catholiques conciliaires, on supprima le crucifix de la manchette et du titre de *la Croix. La Vie catholique* avait déjà fait disparaître « *catholique* » de son titre. *La Vie* diffuse 237 000 exemplaires par semaine. A son état-major figurent notamment Jean-Claude Petit, P.-D.G. et direc-

TRADITIONS POPULAIRES, TECHNIQUES, COLLECTIONS
HISTOIRE, CURIOSITÉS, BIBLIOPHILIE, ART DE VIVRE
COUTUMES, BEAUX-ARTS, ETHNOGRAPHIE, SCIENCES

LE JOURNAL DE LA VIEILLE FRANCE

VIEUX PAPIERS & VIEUX BOUQUINS

M 4832 - 38 - 25,00 F - RD

Sept. - Oct. 2000
Bimestriel
7e année

n° 38

25 F

SOMMAIRE

Costumes et médailles des élus du peuple
Le télégraphe Chappe
Les transports routiers
L'ex-libris & l'estampe
Petites annonces
bourses, expos, bibliographie
questions-réponses, etc.

Illustration de couverture :
Costume des Cinq-Cents

Les conventionnels n'eurent pas de costume officiel. Ils s'habillaient à leur guise, se contentant pour se distinguer du reste des citoyens de ceindre une écharpe tricolore, mais ils crurent nécessaire de décréter un costume pour leurs successeurs, les membres du Conseil des Cinq-Cents. Ceux-ci se hâtèrent d'en adopter un autre, non sans avoir spécifié au préalable que «toutes les matières et étoffes employées aux costumes des fonctionnaires seraient du cru de la République ou des fabriques nationales.»
De quoi se composait ce costume ? D'une tunique blanche à parements bleus, d'une ceinture bleue, d'un manteau rouge doublé en étoffe de cette couleur, bordé extérieurement de bleu avec des broderies en or, de bas blancs, bottes noires et d'une toque bleue aux plumes tricolores.

Suite p.2

PERMANENT... SUR 16 PAGES :
LE DICTIONNAIRE DE LA VIEILLE FRANCE
MOTS ET CHOSES D'AUTREFOIS

teur de la publication, Dominique Gerbaud, directeur de la rédaction, Jean-Pierre Allaux et Jean-Claude Grenier rédacteurs en chef (163, boulevard Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17).

VIE CATHOLIQUE (Publications). C'est la revue *la Vie*, ex-*Vie Catholique* qui constitue le pilier du groupe fondé par Mme Sauvageot, catholique de gauche, décédée d'un accident de voiture en Corse. Le groupe édite, outre l'hebdomadaire *la Vie* : *Croissance, Télérama, Famille Magazine, Notre Histoire, Ulysse* et une quinzaine d'autres publications sous la firme *Fleurus Presse*, par exemple, ou en coordination avec des groupes de même tendance (catholique de gauche), comme *Bayard Presse* et *Ouest France* (163, boulevard Malesherbes, 75017 Paris).

VIE CORRÉZIENNE (La). Hebdomadaire de tête de la région de Brive, dirigé par Bernard Cattanéo. Vincent David est son rédacteur en chef ; ce dernier est secondé par Gérard Damien, chargé des pages départementales (8, rue Maréchal-Brune, 19316 Brive-la-Gaillarde Cedex).

VIE NOUVELLE (La). Hebdomadaire diffusant 3 500 exemplaires dans la Savoie. Dirigeants : Joseph Escoffier, président, Pierre Fontanel, directeur général et Philippe Rével, rédacteur en chef (B.P. 927, 73009 Chambéry Cedex).

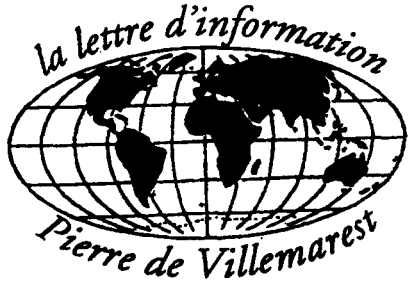
VIE QUERCINOISE (La). Hebdomadaire du Lot dépendant de *la Croix du Midi* que dirige Jean-Pierre Vittu de Kerraoul, P.-D.G. du groupe régional de *la Croix* de Toulouse (51, cours de la Chartreuse, 46003 Cahors Cedex).

VIER Jacques, professeur honoraire à l'Université de Haute-Bretagne, historien et critique littéraire. Il est l'auteur d'une trentaine d'ouvrages, parmi lesquels *La Comtesse d'Agoult et son temps, Histoire de la littérature française* et une série de *Littérature à l'emporte-pièce*. Il a également tenu la rubrique de critique littéraire dans *L'Homme Nouveau* et *La Pensée Catholique*.

VIGO Jean, cinéaste, né le 24 avril 1906 à Paris, mort le 5 octobre 1934, repose au cimetière de Bagneux ; il était le fils de Miguel Almereyda, l'un des « héros » de l'affaire du *Bonnet rouge* (pendant la Première Guerre mondiale). L'enfance du futur cinéaste fut ballotée de meetings antimilitaristes à la splendide villa de Saint-Cloud, que son père occupait, entouré de domestiques. Après la mort (étranglé dans sa prison) de Vigo Almereyda, le jeune Jean Vigo fut scolarisé sous un faux nom. Dès l'âge de vingt-sept ans, il abandonna l'anarchisme paternel pour se rapprocher du *Parti Communiste*, et devint une « huile » de l'*A.E.A.R.*, la fameuse *Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires*, créait à Nice, en 1930, le ciné-club *Les Amis du cinéma*. Son film : *Zéro de conduite* fut interdit. Malgré tout, les hommes de gauche considèrent ses films comme « incomparables », dignes d'un Jean Renoir ou d'un Abel Gance.

VILA Jean, chef de publicité et maire de Cabestany, né le 21 décembre 1941 à Lacourt (Algérie). Il fut élu député du *PCF* des Pyrénées-Orientales le 1er juin 1997.

CENTRE EUROPÉEN D'INFORMATION



XXIXème année

13 février 2000

n°2

FRANCE
- De *Drom* à *Katia la Rousse*, dans les antichambres de la République.
- La vigilance de Jacques Chirac.

AUTRICHE
- L'Autriche et le totalitarisme européiste.
- Quand Moscou dédouanait "les petits nazis".
- En Europe, un contre-courant s'amorce.

RUSSIE
- Le Poutine que ne veulent pas voir les occidentaux :
- L'entourage direct.
- Les actes
- La vraie biographie.
- "La grande oreille".

MONDIALISME
- Le Parlement des "managers" à Davos.
- Connivences des industriels européens avec Washington.
- La liste de leur "Club"

A SAVOIR...
- Le Mur de Berlin, grâce en partie à la RFA..
- John McCain est-il le héros qu'on prétend ?.
- Une base chinoise aux Bahamas.
- Moscou et Pékin réarment Téhéran.
- *Le Wall Street Journal.*

Parution mensuelle

Siège social : LA VENDÔMIÈRE - 27930 CIERREY
Tél. : 02.32.67.00.24 - Fax : 02.32.67.49.69

Lettre confidentielle de Pierre de Villemarest.

VILGIER Philippe, docteur d'Etat ès sciences politiques, né en 1950 dans une famille d'origine saintongeaise. Il enseigne aux cadres des entreprises le droit du travail, l'histoire sociale et les stratégies syndicales. Il a écrit dans *Impact, Les Ecrits de Paris, Présent, Chrétienté-Solidarité* et au *Choc du mois.* Il est, en outre, l'auteur de *La Droite en mouvement, Nationaux et Nationalistes 1961-1981, Les Droites dans la rue, Nationaux et Nationalistes sous la IIIe République, De Le Pen à Le Pen, Nationaux et Nationalistes sous la Ve République* et *Guide de l'homme de droite à Paris.*

VILLARD René, capitaine, né le 6 septembre 1923 à Alger, fils d'Arsène Villard, combattant de Verdun. Engagé dans l'Armée de l'Air, il participa aux campagnes du Maroc, du Sénégal, du Mali, de France et d'Algérie. Il prend part au mouvement patriotique algérois, notamment aux manifestations du 6 février 1956 contre la venue à Alger de Guy Mollet et du général Catroux. Membre du Comité de Salut Public d'Alger, il lutte contre l'abandon de l'Algérie préparée par le général De Gaulle. Il était présent sur les barricades d'Alger (janvier 1960), ce qui lui valut un premier mandat de recherche. Il est le créateur des premiers maquis Algérie Française en février 1961. Entré dans la clandestinité, il est le co-fondateur des Commandos Z et du Front Nationaliste. Finalement arrêté et séquestré, il fut abattu après Michel Leroy, le 20 janvier 1962, à Fort-de-l'Eau, à l'issue d'une opération politico-policière, mise en œuvre au plus haut niveau de la République. Ceux qui l'appréciaient et l'aimaient ont constitué la *Société des Amis de René Villard,* présidé par Jacques Villard (siège social : 112, rue des Cévennes, 34280 Carnon ; secrétariat : 1, Ferme de Chaumont, 02860 Monthenault).

VILLEFRANCHOIS (Le) (anciennement : *Les Nouvelles du Rouergue*), journal hebdomadaire dirigé par Alain Marsan (B.P. 137, 12201 Villefranche-de-Rouergue Cedex).

VILLEMAREST Pierre (FAILLANT de), journaliste, écrivain, né le 10 décembre 1922 à Châlon-sur-Saône (Saône-et-Loire). A peine âgé de dix-huit ans, il entra dans la Résistance aux côtés de Jean Cavailles et d'Emmanuel d'Astier de La Vigerie, et créa avec eux (septembre 1940) un réseau : *la Dernière colonne,* qui devint l'année suivante : *Libération.* Il fut l'un des cadres de l'Armée secrète qui opérait dans le Vercors. Jusqu'en 1950, il fut officier de renseignement stratégique *Kléber Galien,* en poste en Allemagne et en Autriche. Devenu journaliste en 1951, il fut rédacteur à l'*International News Service,* puis à l'*A.F.P.* A la même époque et pendant de longues années, il collabora à *Combat, Paris-Presse, L'Aurore, Le Figaro, Valeurs actuelles, La Vie française, Spectacle du monde, Historia, Monde et Vie.* Il est toujours l'un des principaux rédacteurs de ce dernier. Son action en faveur de l'Algérie française lui valut condamnation et emprisonnement. Depuis 1970, il dirige le *Centre Européen d'information* (*C.E.I.*) qui édite sa *Lettre confidentielle,* unique en son genre tant par le nombre des nouvelles inédites que par la sûreté de ses informations (*C.E.I.,* La Vendomière, 27930 Cierrey). Pierre de Villemarest est aussi l'auteur d'une trentaine de volumes ou de brochures sur les des-

Un Sancerrois au sommet du Tour (PAGE 13)

LA VOIX du Sancerrois

N° 29 - 56e année

S E - JEUDI 20 JUILLET 2000

MAIRES

La succession à Méry-ès-Bois

(Page 10)

A Tracy : Paul Mollet est décédé

(Page 10)

JAZZ

Elle l'a, Ella la Mignonne

La première de « Musique aux caves » a remporté un formidable succès à Sancerre. Après l'orchestre Café Liégeois, on prévoit la venue des... Haricots Rouges, en 2001.

(Page 20)

Le concert de jazz s'est clôturé par un « bœuf » mémorable.

14 JUILLET

L'incroyable pique-nique

(Page 12)

CE WEEK-END

A Sancerre : les vins du Languedoc invités

(Page 2)

A Jars : 10e foire de la Madeleine

(Page 9)

FRANCE-ÉCOSSE

Aubigny à kilt ou double

Les traditionnelles fêtes franco-écossaises, à Aubigny-sur-Nère, ont réuni des gaillards du clan Mac Hulloth et de fringants grenadiers belges. Histoires pacifiques.

Ah, si les guerres se gagnaient au tir à la corde...

sous de la politique mondiale et les activités occultes du communisme international. Au titre de vétéran de la lutte secrète, il préside l'*Association des Anciens des services spéciaux de la Défense nationale.*

VILLIERS Philippe (de), chef d'entreprise, ancien ministre et président du Conseil général, né le 25 mars 1949 à Boulogne (Vendée). Appelé le 2 juin 1987 à remplacer Vincent Ansquer, décédé, il fut ensuite élu député *Non inscrit* de Vendée le 5 juin 1988 et réélu les 21 mars 1993 et 1er juin 1997. Avec le sénateur Charles Pasqua, il a fondé le *RPF*, visiblement pour concurrencer à la fois le *FN*, le *MNR* et le *RPR*.

VIOLLET Jean-Claude, assistant technique des travaux publics de l'Etat, né le 9 juin 1951 à Ruelle-sur-Touve (Charente). Il fut élu député *PS* de la Charente le 1er juin 1997.

VIREBEAU Georges. Sous ce pseudonyme, Henry Coston a publié de nombreux articles dans *Lectures Françaises* ainsi que des livres politiques. Virebeau est le nom de la propriété que ses parents avaient acquise après la guerre de 14-18 et où Henry Coston a passé sa jeunesse jusqu'à la dévaluation de 1926, Poincaré *regnante*, qui réduisit de 80 % la fortune des rentiers de l'époque. La vente de cette propriété correspond à l'interruption des études du jeune homme qui devint employé de banque, à quinze ans et deux mois.

VIRION Pierre, né le 27 janvier 1899, décédé le 27 mai 1988 à Paris. Après avoir été enseignant, puis précepteur de don Aspero Colonna, prince assistant au Trône Pontifical, il entra dans la banque et les transports, fut membre du *Conseil Supérieur des Transports* puis secrétaire général du *Comité des élections consulaires de Paris.* Spécialiste de l'étude des mouvements occultes, il collabora, avant la guerre, à la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes* et fit de nombreuses conférences dans les milieux nationalistes, en particulier à *L'Action Française.* Après la guerre, il participa, avec le général Weygand, à la fondation et à la direction de l'*Association Universelle des Amis de Jeanne d'Arc.* Il a collaboré aux revues *Le Corporatisme, Aspects de la France, La Pensée Catholique, Les Ecrits de Paris* et *Les Amis de Jeanne d'Arc.* Il est l'auteur de divers ouvrages parmi lesquels *La Banque et le régime corporatif, Civilisation, notre bien commun, Le Christ qui est roi de France, Mystère d'iniquité, Bientôt un gouvernement mondial, Le Complot, Le Mystère de Jeanne d'Arc et la politique des nations.*

VISSAC Guy, commerçant retraité, vice-président du Conseil régional d'Auvergne et maire de Langeac (Haute-Loire), né le 31 décembre 1933 à Langeac. Membre du *RPR*, il a été élu sénateur de la Haute-Loire le 27 septembre 1998.

VIVERET Patrick, animateur d'associations, né en 1948. Diplômé du Capes de philosophie, il a dirigé la *Jeunesse étudiante chrétienne* et a adhéré au *Mouvement du 22 mars* à Nanterre. Membre du *PSU*, il a dirigé sa revue *Tribune socialiste* avant d'être rédacteur en chef de *Faire* et d'*Intervention.* En 1988, le Premier ministre Michel Rocard le chargea d'évaluer les politiques publiques. Il a dirigé le *Centre international Pierre Mendès-*

LA VOIX DES FRANÇAIS

N° 26
Mai 2000

Journal de l'Association VOIX DES FRANÇAIS - RENAISSANCE 95

Association (Loi de 1901), indépendante de tout parti politique, pour une résolution de nos problèmes d'immigration conforme aux volontés du peuple français et dans des conditions moralement et humainement irréprochables.

BP 23 - 92201 NEUILLY/SEINE - Cedex - ☎ et Fax : 01 42 67 22 05

COMITE D'HONNEUR de *l'Association* : Général Paul ARNAUD de FOIARD, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Médaille militaire, Grand Croix de l'Ordre National du Mérite - M. Marc BLANCPAIN, Commandeur de la Légion d'Honneur - M. Philippe BOURCIER de CARBON, Président - M. Michel CARAGE, Compagnon de la Libération, Commandeur de la Légion d'Honneur, Vice-Président - M. Albert CHAMBON, Ancien Ambassadeur de France, Grand Officier de la Légion d'Honneur - Professeur François Georges DREYFUS, Professeur à la Sorbonne - M. Augustin JORDAN, Ancien Ambassadeur, Compagnon de la Libération, Commandeur de la Légion d'Honneur - Mme Jean MOTTIN, épouse de Jean MOTTIN (†) Conseiller d'Etat - Princesse Armand-Louis de POLIGNAC - Général de Corps d'Armée Jean SALVAN, Grand Officier de la Légion d'Honneur - M. René SERVOISE, Ancien Ambassadeur, Officier de la Légion d'Honneur - M. Vladimir VOLKOFF, Ecrivain - M. Henri YRISSOU, Inspecteur Général des Finances honoraire, Commandeur de la Légion d'Honneur, Médaille de la Résistance.

Chers Amis,

• Ce numéro est principalement consacré à notre **ASSEMBLEE GENERALE qui aura lieu le SAMEDI 17 JUIN 2000 de 10 h 30 à 12 h 30 au THEATRE DE NEUILLY SUR SEINE, 16 AVENUE CHARLES DE GAULLE, salle des expositions (2ème étage).**

Un buffet (très simple) suivra la réunion, comme l'an dernier.

Venez les plus nombreux possible, vous ne le regretterez pas si l'on en juge par l'ambiance très sympathique et chaleureuse de l'an dernier.

Retournez-nous le bulletin joint vous permettant de répondre à notre invitation.

• Nous avons eu plusieurs questions d'auditeurs de Radio-Courtoisie sur l'initiative prise par M. Alexandre CHABANIS de fonder un Front de Libération Nationale (FLN) pour organiser en septembre des Etats Généraux du peuple français, pour demander un référendum sur l'immigration.

Il est évident que nous ne pouvons qu'approuver, soutenir et encourager toute personne qui prend des initiatives convergentes avec notre combat.

Mais M. Alexandre CHABANIS nous connaît, puisqu'il a assisté à notre manifestation du Trocadéro en novembre 97, et s'il a lancé son opération sans nous en parler, nous étions fondés à penser qu'il préférait travailler sans nous, donc à ne pas lui imposer une collaboration dont il n'a pas exprimé le souhait.

Mais à la suite d'un appel d'une de nos adhérentes, qui lui a posé la question, il nous a appelé et je lui ai demandé de bien vouloir participer à notre prochain Conseil d'Administration, en présence du Président de notre Comité d'Honneur, afin d'examiner ensemble dans quelles conditions nous pourrions l'aider à réaliser son opération très audacieuse et ambitieuse.

• Je reviens encore une fois sur le désespoir de ceux de nos adhérents qui nous écrivent pour nous soutenir et nous disent : « Ce que vous faites est formidable, mais c'est trop tard, nous n'y croyons plus, c'est foutu ».

Or, M. l'Ambassadeur SERVOISE, membre de notre Comité d'Honneur, vient de nous rappeler que, selon un récent sondage Louis Harris, 70 % des Français partagent notre opinion sur notre politique d'immigration, ce qu'ils expriment en « trouvant gênante la présence de personnes originaires de pays non européens » (Termes du sondage).

Mais j'ajouterai ceci :

Dans notre Histoire, nous avons connu trois fois une situation d'occupation : au début du 15ème siècle, fin de la guerre de cent ans, dans la période 40-45, et aujourd'hui.

On constate que chaque fois le peuple s'est réparti entre une petite minorité de « résistants », une grosse majorité d'attentistes prudents, et une forte minorité de « collabos », dénonçant les « résistants », les agressant, voire les persécutant, les censurant en les interdisant de parole et d'écrit, et les insultant : en 40-45 ils étaient des « terroristes », aujourd'hui ils sont des « racistes-xénophobes ».

Les deux premières fois, les « résistants » ont gagné et les « collabos » ont perdu. Il en sera de même aujourd'hui. Mais nous n'aurons pas de Jeanne d'Arc. Nous n'aurons pas non plus de débarquement allié. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, mais nous pouvons le faire car il y a dans le peuple français des ressorts profonds qui se révéleront avant qu'il ne soit trop tard.

Soyez assurés chers amis de nos sentiments les plus chaleureux.

Paul LAMBERT

Amis de PARIS et de la proche banlieue ! Les actions de l'Association se multiplient.
Nos bénévoles demandent votre aide, quelques heures par mois, pour divers travaux simples de secrétariat.
Appelez vite le 01 42 67 22 05 - MERCI - L'ambiance est conviviale...

Amis de « VOIX DES FRANÇAIS » : Vous pouvez désormais écouter RADIO COURTOISIE, OU QUE VOUS SOYEZ EN EUROPE, grâce au satellite TPS.
Pour toutes informations, téléphonez au 0 803 803 000

France en 1996 et a signé divers ouvrages parmi lesquels *Attention Illich.*

VOICI. Hebdomadaire populaire à fort tirage (648 362 exemplaires OJD) dont Jacques Colin est le rédacteur en chef (6, rue Daru, 75379 Paris Cedex 09).

VOISIN Gérard, garagiste, conseiller général et maire de Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire), né le 18 août 1945 à Mâcon (Saône-et-Loire). Elu député de Saône-et-Loire le 28 mars 1993, il fut réélu le 1er juin 1997. Il est inscrit au groupe *Démocratie libérale et indépendants.*

VOISIN Michel, expert-comptable et commissaire aux comptes, conseiller général et maire de Replonges (Ain), né le 6 octobre 1944 dans cette ville. Elu député *UDF* de l'Ain le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

VOIX (La). Journal hebdomadaire, uni à l'hebdomadaire *le Bocage.* A la tête de ces deux journaux se trouvent Philippe Hersant, directeur de la publication, Jean-Marie Willatte, directeur (que nous avons vu à *la Renaissance* et au *Bessin*) et Serge Couasnon, rédacteur en chef (B.P. 150, 14503 Vire Cedex).

VOIX DE L'AIN (La). Hebdomadaire fondé en 1944, à la Libération, dirigé par Bernard Bienvenu, le rédacteur en chef étant Pascal de Broissis (B.P. 88, 01003 Bourg-en-Bresse Cedex).

VOIX DE L'AISNE (La). Edition départementale du quotidien *La Voix du Nord,* dont Bruno Walter est le responsable (10, boulevard Henri-Martin, 02100 Saint-Quentin).

VOIX DES FRANÇAIS (La). Publication mensuelle fondée en 1998 par l'association *Voix des Français - Renaissance 95.* Editorialiste : Paul Lambert. Se proclamant indépendant de tout parti politique, elle souhaite le rassemblement des Français : « *pour suivre une immigration enfin contrôlée, pour une Europe des nations et pour la souveraineté des Etats contre le mondialisme* » ; *la Voix des Français* organise des réunions pour y exposer ses idées (B.P. 23, 92201 Neuilly-sur-Seine Cedex).

VOIX DU CANTAL (La). Hebdomadaire catholique appartenant au groupe de *la Croix du Midi.* Jean-Pierre Vittu de Kerraoul est le directeur de la publication et président-directeur général de la société éditrice (BP 317, 15004 Aurillac Cedex).

VOIX DU JURA (La). Hebdomadaire animé par Jean-Pierre Vittu de Kerraoul, directeur de la publication, et Matthieu Cazenave, directeur délégué, assistés par Jacqueline Montali, rédactrice en chef (B.P. 173, 39005 Lons-le-Saunier Cedex).

VOIX DU NORD (La). L'état-major de ce quotidien diffusé dans la région à 330 000 exemplaires se compose de Jean Houcke, président du conseil de surveillance, Jean-Louis Prévost, président du directoire, André Soleau et Jean-Louis Olivaux, vice-présidents, Philippe Caron, rédacteur en chef. Son bureau parisien (73, avenue des Champs-Elysées) est dirigé par Marcel Marsal ; Jean-François Peumery s'occupe de la politique intérieure, et Daniel Huard suit les débats parlementaires (8, place du Général-de-Gaulle, 59023 Lille Cedex).

Réinventons l'Europe

Daniel Cohn-Bendit
et Dominique Voynet

Madame, Monsieur,

Le 13 juin prochain, vous choisirez l'Europe du 21e siècle. Si l'Union européenne a prouvé son utilité, elle se heurte aujourd'hui à ses propres limites. Réduite à un grand marché doté d'une monnaie unique, elle ne sait pas faire face aux défis du chômage et de la pauvreté croissante. Les désastres écologiques tels que la vache folle, la pollution de l'air et de l'eau ou les déchets nucléaires se multiplient.

Nous voulons donner à l'Europe plus de poids dans les grandes négociations internationales pour contrebalancer le modèle américain et la mondialisation néolibérale. Plus de poids politique aussi pour éviter d'autres guerres comme celle du Kosovo. L'Europe de paix à construire doit s'élargir à l'Est, privilégier la prévention des conflits, créer un corps civil de paix et élaborer une politique de défense commune.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'une Europe plus forte et plus démocratique. Pour cela, nous défendons l'Europe fédérale, avec un parlement doté de vrais pouvoirs, une Commission responsable, une transparence accrue du fonctionnement de ses institutions...

Notre projet pour l'Europe tient en quelques mots : une Europe plus généreuse dans un monde solidaire, une Europe sociale, une Europe écologique. Pour nous, L'Europe est un projet de civilisation. Ni eurobéats, ni eurosceptiques, nous voulons réinventer l'Europe. Commençons par la rendre aux citoyens !

Le 13 juin, à vous de choisir l'Europe de demain. Le vert sera la couleur du 21e siècle.

Daniel Cohn-Bendit et Dominique Voynet

L'ÉCOLOGIE
LES VERTS

ÉLECTIONS EUROPÉENNES
13 JUIN 1999

L'association de la carpe et du lapin.

VOIX DU SANCERROIS (La). Hebdomadaire berrichon fondé en 1944, dirigé par Jean-Pierre Caillard et « rédigé en chef » par Michel Ragon (17, rue aux Juifs, 18300 Sancerre).

VOIX PROTESTANTE (La). Publication mensuelle (6 000 exemplaires) dont le rédacteur en chef est Didier Weill (14, rue de Trévise, 75009 Paris).

VOYNET Dominique, Marie, Denise, médecin-anesthésiste, né le 4 novembre 1958 à Montbéliard. Anti-nucléaire, féministe, tiers-mondiste, cette fille d'un père socialiste-chevènementiste et d'une mère *CFDT* milita très tôt dans le mouvement écologiste, dont elle devint le porte-parole (1991) et d'où, s'ancrant au *PS*, elle évinça Antoine Waechter. Dominique Voynet fut conseiller régional de 1992 à 1994. Le Premier ministre Lionel Jospin la promut ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (1997).

VSD. Publication hebdomadaire fondée par le journaliste socialiste Siegel (voir à ce nom), animé aujourd'hui par Jean-Pierre Caffin, Thierry Bretagne et Hervé Deguine. La fluctuation du tirage explique les changements opérés depuis le début (15, rue Galvani, 75017 Paris).

VUILLAUME Roland, ingénieur-conseil, né le 12 avril 1935 à Vaux-et-Chantegrue (Doubs). Elu député *RPR* du Doubs le 30 novembre 1980, en remplacement d'Edgar Faure, élu sénateur, il fut élu le 21 juin 1981 et réélu les 16 mars 1986, 12 juin 1988, 21 mars 1993 et 1er juin 1997.

VUILQUE Philippe, directeur de clinique et conseiller régional, né le 29 janvier 1956 à Charleville (Ardennes). Il fut élu député *PS* des Ardennes le 1er juin 1997.

W

WAGNER Georges-Paul, avocat, né le 26 février 1921 à Paris. Il a été secrétaire de la *Conférence du stage* en 1948, membre du *Conseil de l'Ordre du barreau de Paris* de 1970 à 1974 et président de l'*Union nationale des avocats* entre 1974 et 1976. Il a dirigé l'*Institut de la politique nationale,* a activement collaboré à la *Restauration nationale* et a présidé, en 1970, la *Nouvelle Action Française,* qu'il quitta en 1974. Depuis 1982, il publie régulièrement des articles remarqués dans *Présent.* Il a été élu député *Front National* des Yvelines en 1986, ce qui lui a permis d'écrire *La Comédie parlementaire, avril 1986- juillet 1987.*

WARHOUVER Aloyse, enseignant et maire de Xouaxange, né le 26 février 1930 à Hoff (Moselle). Elu député *PS* de Moselle le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 et 1er juin 1997. Il appartient aujourd'hui au groupe *Radical, citoyen et vert.*

WARNIER Philippe, ancien journaliste (*la Croix, Témoignage chrétien, Images du mois, Journal de la paix*), né en 1935 à Boulogne-Billancourt. Ce chrétien marxisant, ancien scout de France, membre de *Vie nouvelle* et du groupe *Paroles* fut un des signataires de *Lutter autrement, Désirer un enfant* et fut à l'origine de l'*Appel aux chrétiens, Travail, chômage, solidarité.* Il a également rejoint la fédération des groupes *Témoignage chrétien, Notre Combat, Equipes enseignantes, Action catholique universitaire* et *JEC* en vue de fonder le mouvement *Chrétiens pour le socialisme.* Membre des *Groupes d'action municipale,* il a aussi adhéré au *PSU,* à la *CFDT,* puis au *PS.* Revendiquant une « Eglise démocratique et totalement libérée », il a autant contesté les encycliques de Jean-Paul II que l'attitude de Mgr Lefebvre. Il est l'auteur des ouvrages *Le phénomène des communautés de base, la Foi d'un chrétien révolutionnaire, Marx pour un chrétien, Nouveaux témoins de l'Eglise, Enquête sur les communautés de base, Pour une Eglise pluraliste, La décision, Saint-Merri, nouveaux visages d'Eglise* et *Le Diaconat tout simplement.*

WARSMANN Jean-Luc, ancien directeur de mutuelle, conseiller général et maire de Douzy, né le 22 octobre 1965 à Villiers-Semeuse (Ardennes). Elu le 28 mars 1993, il devint député *RPR* des Ardennes le 12 décembre 1995, en remplacement de Claude Vissac, décédé, et fut réélu le 1er juin 1997.

WEBER Jean-Jacques, journaliste et conseiller général, maire de Sausheim, né le 20 avril 1940 à Thann (Haut-Rhin). Elu député *UDF* du Haut-Rhin le 12 juin 1988, il fut réélu les 28 mars 1993 (contre le *FN* Michel Thevenot, avec l'aide financière d'une quarantaine de firmes), et 14 décembre 1997. Il avait auparavant été proclamé élu le 1er juin 1997, mais cette élection avait été annulée par décision du Conseil Constitutionnel du 23 octobre 1997.

WILTZER Pierre-André, maître des requêtes au Conseil d'Etat et conseiller régional, né le 31 octobre 1940 à Agen (Lot-et-Garonne). Elu député *UDF* de l'Essonne le 16 mars 1986, il fut réélu les 12 juin 1988, 28 mars 1993 et 1er juin 1997.

Y

YAMGNANE Kofi, ingénieur des Mines, ancien ministre, conseiller général et maire de Saint-Coulitz, né le 11 octobre 1945 à Bassar (Togo). Il fut élu député *PS* du Finistère le 1er juin 1997.

YONNE RÉPUBLICAINE (L'). Quotidien tiré à 40 000 exemplaires et dirigé par Joël Loubert, P.-D.G., et Alain Boulonne, directeur général, Gérard Delorme étant le rédacteur en chef (8-12, avenue Jean-Moulin, 89025 Auxerre Cedex).

Z

ZIMMERMANN Marie-Jo, professeur certifié et conseillère régionale, née le 29 avril 1951 à Creutzwald (Moselle). Suppléante de Jean-Louis Masson, dont l'élection fut annulée par décision du Conseil constitutionnel du 16 décembre 1997, elle fut élue député *RPR* de Moselle le 1er février 1998.

ZUCCARELLI Emile, directeur de sociétés, né le 4 août 1940 à Bastia. Vice-président de l'Assemblée Corse hostile au concept de « peuple corse », maire de Bastia, il occupa le poste de ministre des Postes et Télécommunications (1992-1993). Membre du *Grand Orient de France,* Emile Zuccarelli est l'un des principaux leaders du *Parti Radical-Socialiste.* Il fut promu ministre de la Fonction publique, de la Réforme de l'Etat et de la Décentralisation en 1997.

ANNEXE I

UNE DYNASTIE : DEUX PRETENDANTS

La Révolution de 1830 permit au duc d'Orléans de s'emparer du trône que Charles X occupait depuis la mort de Louis XVIII, tous deux frères du roi-martyr et héritiers de la couronne.

Louis-Philippe Ier, roi des Français, bien que considéré comme un « *usurpateur* », ouvrait toutes grandes, aux Orléans, les portes royales. Avec la disparition du comte de Chambord, héritier de Charles X, s'était éteinte la lignée des *quarante rois qui en mille ans firent la France*. C'est, du moins, ce que pensaient, démoralisés, les *légitimistes* qui n'acceptaient pas ce qu'on appelait « *la réconciliation* », celle du comte de Chambord, héritier légitime, avec le comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe « *l'usurpateur* ». L'hostilité entre « *Légitimistes* » et « *Orléanistes* » divisait le parti royaliste si profondément que dans les dernières années du XIXe siècle les activités monarchistes, principalement dans les provinces, se bornaient — en dehors des élections — à assister, le 21 janvier, date anniversaire de l'exécution de Louis XVI, à la messe célébrée pour le repos de l'âme du roi.

Composée en majeure partie de bourgeois fortunés, la faction orléaniste jouissait d'une influence plus grande que le clan légitimiste que formaient les familles nobles de province, déjà plus ou moins attirées par des alliances matrimoniales fructueuses avec l'autre camp. C'est alors que parut *L'Action Française*, mouvement nationaliste né de l'affaire Dreyfus, converti au royalisme par Charles Maurras. Les progrès incessants faits par ce nouveau mouvement réveillèrent, dans les professions libérales et chez les étudiants, le sentiment royaliste. Le sort que les Français avaient réservé au dernier roi légitime n'incitait guère les autres Bourbons à prétendre à la couronne.

N° 56

S.A.R. le Prince
Henri Philippe
Pierre Marie
d'ORLÉANS
Et
S.A.R. la Duchesse
Marie-Thérèse
Nadejda Albertine
Rose Philippine
Marguerite
Christiane Hélène
Josèphe Martine
Léopoldine
de WURTEMBERG

Séparation de corps : Séparation de corps [illegible] par jugement rendu le [illegible] mil neuf [illegible] par le Tribunal de Grande Instance de Paris, première chambre, première section. Ordonnance de non-conciliation en date du dix-huit [illegible] mil neuf [illegible] [illegible] Signé [illegible]

Le cinq Juillet mil neuf cent cinquante sept, à dix heures, devan; nous ont comparu publiquement en la maison commune : Son Altesse Royale le Prince Henri Philippe Pierre Marie d'ORLÉANS, étudiant né à Woluwé-Saint-Pierre, Province de Brabant (Belgique) le quatorze juin mil neuf cent trente trois, vingt quatre ans domicilié à Dreux, Domaine de Dreux, et résidant à Louveciennes (Seine et Oise) 12 route de Marly, fils de Son Altesse Royale le Prince Henri Robert Ferdinand Marie Louis Philippe d'ORLÉANS, Comte de Paris et de Son Altesse Royale la Princesse Isabelle Marie Amélie Louise Victoire Thér)se Jeanne d'ORLÉANS et BRAGANCE, son épouse, tous deux sans profession; domiciliés à Dreux, Domaine de Dreux et résidant à Louveciennes, 12 route de Marly, d'une part. Et Son Altesse RoyAle la Duchesse Marie-Thérèse Nadèjda Albertine Rose Philippine Marguerite Christiane Hélène Josèphe Martine Léopoldine de WURTEMBERG, sans profession, née à Altshausen, Province de Wurtemberg (Allemagne) le douze novembre mil neuf cent trente quatre, vingt deux ans, domiciliée à Altshausen et résidant à Anet (Eure et Loir) au château, fille de Son Altesse Royale Philippe Albert, Duc de WURTEM:ERG et de Son Altesse Impériale et Royale l'Archiduchesse Rose d'Autriche, son épouse, tous deux sans profession, domiciliés à Altshausen, château d'Altshausen, d'autre part. Les futurs époux déclarent qu'un contrat de mariage a été reçu le trois Juillet mil neuf cent cinquante sept par Maître Barette, notaire à Paris (septième arrondissement) Boulevard Saint Germain. Son Altesse Royale le Prince Henri Philippe Pierre Marie d'ORLÉANS et SOn Altesse Royale la Duchesse Marie-Thérèse Nadèjda Albertine Rose Philippine Marguerite Christiane Hélène Josèphe Martine Léopoldine de WURTEMBERG ont déclaré l'un après l'autre vouloir se prendre pour époux et Nous avons prononcé au nom de la loi qu'ils sont unis par le mariage. En présence de Sa Majesté Paul Premier, Roi des Héllènes à Athènes, Palais Royal, Son Altesse Royale Don Juan de Bourbon, Comte de Barcelone à Estoril, Portugal et Son Altesse Royale le Duc Louis de Wurtemberg, Château d'Altshausen, SOn Altesse Royale le Duc Charles de Wurtemberg, Château d'Altshausen, témoins majeurs qui, lecture faite, ont signé avec les époux et Nous, Maurice Gabriel Viollette, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre, Médaillé de la Résistance française, Ancien Ministre, Ancien Gouverneur Général de l'Algérie, Député honoraire, Avocat honoraire, Maire de Dreux, Officier de l'Etat Civil

Marie Thérèse de Wurtemberg — Henri d'Orléans

Paul R. — Juan Conde de Barcelona

Louis Duc de Wurtemberg — Charles Duc de Wurtemberg

[illegible signature]

Ce fut donc le duc d'Orléans, fils du comte de Paris, qui apparut à Maurras et ses amis comme le prétendant souhaité. Le prince s'était fait remarquer, en maintes circonstances, comme un homme courageux. N'avait-il pas, à moins de vingt ans, bravé les autorités en débarquant à Paris pour passer « lui aussi » le conseil de révision ? Jeté en prison, le duc d'Orléans fut naturellement libéré peu après et reconduit à la frontière comme indésirable. La *loi d'exil* lui était applicable et, en voulant être incorporé dans l'armée, comme les Français de son âge, le jeune duc avait commis un délit. Cette volonté d'être, malgré tout, soldat français, lui valut le sobriquet de « *prince gamelle* » que les républicains lui accolèrent alors. Plus tard, en pleine affaire Dreyfus, il devait faire à San Remo un discours mettant au pilori « *la fortune anonyme et vagabonde* », que Maurras avait lui-même dénoncée, à maintes reprises.

Décédé en 1926, le duc d'Orléans eut pour successeur son cousin, le duc de Guise, plus attiré par les travaux agricoles que par la politique. C'est son fils, Henri d'Orléans, comte de Paris, qui sera l'*homme politique* de la lignée.

Sa mort, le 19 juin 1999, loin de simplifier les affaires de la dynastie des Bourbons, semble devoir, au contraire, les compliquer singulièrement. Pour les militants de *L'Action Française*, qui forment le gros bataillon du mouvement monarchiste d'aujourd'hui, c'est un désastre. Certes, les rapports du prince avec Charles Maurras et Léon Daudet furent souvent très tendus. En 1910, déjà, le « *prince gamelle* » avait manifesté de l'humeur à l'endroit de ses turbulents sujets ; la création de *Courrier Royal*, en 1935, par le jeune prince Henri, avait refroidi les rapports entre les doctrinaires de l'*A.F.* et le comte de Paris. Le désir évident du prétendant Orléans à se concilier les bonnes grâces des politiciens de la IVe République — notamment lors du mariage, à Dreux en 1957, du fils aîné du comte de Paris ; la cérémonie officielle, à la mairie, fut présidée par Maurice Viollette, qui, ceint de son écharpe tricolore, unit civilement le comte de Clermont et la duchesse de Wurtemberg ; étaient présents des invités, parmi lesquels plusieurs politiciens centristes ou de gauche. On était loin des « *quatre Etats confédérés* » dénoncés par Maurras... Viollette, le républicain franc-maçon, renouait, en quelque sorte, avec les traditions de la famille d'Orléans, qui avait eu, dans le passé, des accointances marquées avec les francs-maçons, que Maurras condamnait. Le duc d'Orléans, Philippe Egalité, qui vota la mort de son cousin Louis XVI, était Grand-Maître du *Grand Orient de France*. Depuis le fameux discours de San Remo (1898) prononcé par le duc d'Orléans en pleine affaire Dreyfus, la rupture était complète avec ces « *quatre Etats confédérés* » condamnés par le rénovateur de l'idée monarchiste. Hormis les contacts pris par le comte de Paris, sous

VILLE DE BORDEAUX

ETAT CIVIL

MARIAGE

_____ • Section

N° _____

Année _____

CERTIFICAT DE CELEBRATION CIVILE

Le mariage de Monsieur SON ALTESSE ROYALE

le PRINCE d'ORLÉANS COMTE de

CLERMONT Henri Philippe Pierre Marie

et de Mad

Micaëla Anna Maria

COUSINO

a été célébré en cette Mairie le 31 octobre 1984

L'Officier de l'Etat Civil,

l'Occupation, avec des clandestins du *Grand Orient* dissous et interdit, la position du prétendant de la branche d'Orléans était claire. En apprenant que le nouveau comte de Paris est, non seulement un ami de la Maçonnerie, mais un affilié de l'une des obédiences maçonniques les plus influentes (en raison de ses attaches avec les loges anglo-américaines) les fidèles que *L'Action Française* avait ralliés à la monarchie sont désemparés. Les autres nationaux ne le sont pas moins.

Ceux de la Droite nationale, qui font l'honneur à ce *dictionnaire* de le lire attentivement depuis qu'il existe, n'ignoraient pas les liens étroits du comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, avec la *Grande Loge Nationale Française* : dans le tome IV du *Dictionnaire de la Politique Française* (pages 148-151), ils avaient pu lire ces lignes :

« *CLERMONT* (*Henry, Philippe, Pierre, Marie d'ORLEANS*, comte de). — Fils aîné du comte de Paris et d'Isabelle d'Orléans-Bragance, né en exil, à Woluwe-Saint-Pierre, près de Bruxelles, le 14 juin 1933, marié à Dreux, le 5 juillet 1957, avec Marie-Thérèse, duchesse de Wurtemberg, fille du chef de la maison royale de ce pays. Considéré par les fidèles de son père comme Dauphin de France en 1940, après la mort de son grand-père, le duc de Guise, il participa à la vie errante de sa famille, mais fut autorisé (1947), malgré la loi d'exil, à venir étudier au lycée Longchamp (appelé depuis Montesquieu) de Bordeaux, puis après l'abrogation de la loi d'exil par le Parlement (1950), à poursuivre ses études à l'Institut d'études politiques de Paris.

« Le prince fit son service militaire en Algérie, au 4e Régiment de Chasseurs à cheval — réputé être continuateur de *Clermont cavalerie* — et, comme "lieutenant d'Orléans", il fut affecté à l'E.-M. de la Défense nationale, à Paris, avant d'aller dans un régiment en Allemagne et enfin à l'E.A.A.B.C. de Saumur, pour terminer en Corse (janvier 1968).

« Entré dans le monde des affaires, le comte de Clermont fut, après un stage dans une banque, directeur des relations extérieures à la *Société rhodanienne d'investissements internationaux* (Genève). Plus tard, il s'associa avec un jeune et dynamique milliardaire, Paul-Loup Sulitzer, ex-roi du porte-clés, ce qui fit dire au prince, non sans malice : "*Paul-Loup et moi formons une association de rois*" (*Paris-Match*, 3 avril 1979). De cette entente est née la *Société civile des créations du prince Henri-Pierre d'Orléans* — le prénom de Pierre étant ajouté pour qu'il n'y ait pas de confusion possible avec son père, Henri, comte de Paris.

« Artiste en *design*, le prince est également créateur du parfum *Lys bleu*. Renouant avec d'anciennes traditions de famille, celle de Louis de Bourbon-Condé, comte de Clermont, et celle de Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, duc de Chartres, puis d'Orléans (Philippe Egalité), qui furent

Michel GAUDART de SOULAGES
Hubert LAMANT

DICTIONNAIRE DES FRANCS-MAÇONS FRANÇAIS

Préface d'Henri Prouteau, 33e
Introduction de Jean-Pierre Bayard, 33e

JCLattès

Les quatre dignitaires de *La Grande Loge Nationale Française* ont participé à ce livre fort documenté.

Grands Maîtres de la Franc-Maçonnerie française, le prince Henri s'est fait initier à son tour.

« La cérémonie eut lieu à Neuilly-sur-Seine, le 10 janvier 1979, à la loge *Persévérance* n° 27 (*Grande Loge Nationale Française*). Par la suite, il s'est affilié à la loge *Saint Jean-aux-Trois-Chardons* n° 90. Depuis cette époque, il a lancé une lettre trimestrielle qu'il signe : Henri de France et que publie le *Centre d'études et de recherches sur la France contemporaine*, trait d'union "entre l'esprit que chacun de nous fait quotidiennement vivre en lui-même et notre environnement".

« Il semble attiré par la littérature et il a publié, en 1979, *Les mémoires d'Oulou le chacal*, pour lequel il eut quelques difficultés avec la nièce d'un M. de Preux qui prétendait qu'il s'agissait d'une contrefaçon (un arrangement a mis fin à la querelle judiciaire, Cf. *Le Monde*, 13 février 1980, p. 11).

« Le prince Henri d'Orléans a reçu de son père le titre de comte de Clermont (Clermont-en-Beauvaisis), le 30 juin 1957, à la veille de son mariage, en souvenir d'anciens Bourbons : "Le titre de comte de Paris devra toujours revenir au chef de la maison de France, et le titre de comte de Clermont à son fils aîné. Il convient de remarquer que ce sont deux titres d'Ile-de-France, mais l'un et l'autre ne sont que des titres 'd'attente', qui ne correspondent pas aux armes et aux dignités de ces deux personnages." (Meurgey de Tupigny). »

LE COMTE DE PARIS PREVIENT SES FIDELES

Evoquant sa succession, le comte de Paris publiait, le 3 décembre 1981, ce *message* dans l'hebdomadaire monarchiste *Aspects de la France* :

« La maison de France connaît actuellement des difficultés, qui sont ressenties et comprises dans les familles françaises dont elle est l'image ; elle n'échappe pas à notre grave crise de civilisation.

« Certains de ses princes témoignent d'un faible souci de remplir pleinement leurs devoirs et de respecter les exigences morales de leur Etat. Cela m'attriste profondément et me conduit à m'adresser, dès à présent, aux Français qui sont témoins de mon action.

« Mon fils aîné, le comte de Clermont, est appelé à venir après moi dans l'ordre dynastique, selon la règle inéluctable de notre tradition royale ; son fils aîné, le prince François de France, devrait lui succéder, mais

PRÉFECTURE de POLICE
- 9 FEV. 2000
SOUS DIRECTION
ADMINISTRATIVE du CABINET

BUREAU DE L'INSTITUT DE LA MAISON ROYALE DE FRANCE

Président : Prince Henri d'Orléans, Comte de Paris, Duc de France, né le 14 juin 1933 à Bruxelles (Belgique) de nationalité française, 74, Rue des Cévennes 75015 PARIS. Sans profession.

Présidente : Micaëla d'Orléans, Princesse de Joinville, Duchesse de France, née Quinones de Leon le 30 avril 1938 à Vichy (Allier), de nationalité française, 74, Rue des Cévennes 75015 PARIS. Sans profession.

Vice-Président : Comte Thierry de Montaigu, né le 29 août 1948 à Paris (16ème), de nationalité française, 6, rue Oudinot 75007 PARIS.Directeur Général de Société.

Trésorier : Madame Nicole Richert, née le 10 avril 1950 à Paris (20ème), de nationalité française, 38 Bis, Rue de Coulanges 94370 SUCY EN BRIE.Gérante de Société.

Secrétaire Général : Melle Sylvie de BOEL, née le 3 août 1956 à TOULOUSE (Haute Garonne), de nationalité française, 40, Rue François Miron (Paris 4ème). Chargée de Mission.

Paris le 4 Fcvr 2000
Le Secrétaire Général
Sylvie de Boel

Me Gaudart de Soulages a quitté la vice-présidence pour devenir le secrétaire particulier du comte de Paris.

François est depuis sa naissance un handicapé profond incapable d'exercer une responsabilité quelconque. Ce malheur même l'exclut de la succession.

« C'est donc tout naturellement au prince Jean de France qu'il appartiendra d'incarner la tradition royale et d'en assumer, lorsque les circonstances l'y inviteront, les charges et les devoirs. Il s'y sera préparé au plus tôt, entouré et guidé par la comtesse de Clermont qui l'aura formé à assimiler ses devoirs et à les mettre en pratique afin d'incarner l'espérance pour la France. Si le prince Jean de France ne devait pas avoir de fils, la succession dynastique serait recueillie par son frère cadet le prince Eudes de France et sa postérité mâle. »

Notez l'allusion au fait que le ménage du prince traverse de cruelles épreuves. Sur cinq enfants, le fils aîné, François, et une fille, Blanche, s'avèrent handicapés mentaux. Le comte de Clermont ne vit pas avec sa femme et une séparation de corps fut prononcée (23 février 1977). Depuis cette époque, la comtesse de Clermont vit à Dreux et s'occupe, tout en travaillant dans une librairie parisienne, de l'éducation des enfants, dont deux sont dans une institution spécialisée (elle est tutrice légale de ces deux derniers).

Déjà, en avril 1979, le comte de Paris, se plaignant d'un manque d'esprit politique de certains de ses enfants, avait déclaré : « Mon fils aîné mène une vie que je regrette et qui est parfaitement oisive. Il a une femme charmante et il a cinq enfants, dont deux handicapés. Je ne critique pas mon fils de vivre avec quelqu'un d'autre.

» On peut faire ce que l'on veut, mais on ne laisse pas tomber sa famille et surtout des enfants malades. On n'a pas le droit. Je ne pardonne pas ça. J'ai heureusement, dans mes petits-enfants, deux garçons charmants et merveilleux : Jean et Eudes. Ils représentent mes espérances dans la génération suivante. »

Le comte de Clermont a été tenu en marge de la création de la *Fondation Saint-Louis* par son père [1] alors que sa femme, la comtesse de Clermont, y figure parmi les dirigeants, en compagnie du duc d'Orléans, autre fils du comte de Paris. Pour éviter cependant toutes mauvaises interprétations, le comte de Paris avait publié un communiqué réaffirmant que le comte de Clermont est toujours son successeur (3 janvier 1978).

Enfants du comte et de la comtesse de Clermont :

1) Marie, Isabelle, Marguerite, Anne d'Orléans, née à Boulogne-Billancourt le 3 janvier 1959 ;

2) François, Henri, Louis, Marie d'Orléans, né à Boulogne-Billancourt le 7 février 1961 ;

1. D'où son idée d'*Institut de la Maison Royale de France* dont il est le président.

3) Blanche, Elisabeth, Rose, Marie d'Orléans, née à Ravensburg (Wurtemberg) le 10 septembre 1962 ;

4) Jean, Carl, Pierre, Marie d'Orléans, né à Boulogne-Billancourt le 19 mai 1965 ;

5) Eudes, Thibaut, Marie, Joseph d'Orléans, né à Paris VIIIe le 18 mars 1968.

***

Ces précisions, données en 1982, ne soulevèrent aucune émotion dans les milieux monarchistes : le comte de Clermont n'était, à tout prendre, qu'un éventuel dauphin pour les Orléanistes. Quant aux légitimistes, ils ne se firent pas l'écho de ces révélations, comme s'ils voulaient les ignorer.

Aujourd'hui, maurrassiens et partisans des « Bourbons directs » se sont réveillés. *Le Libre Journal* de Serge Beketch leur a mis sous les yeux les preuves imprimées des activités maçonniques du prince. Celui-ci a fondé une loge royaliste pour les FF .·. sympathisants, et organise, avec un écrivain et avocat maçon connu, un *Institut de la Maison Royale de France* sur le modèle de l'*Institut de la Maison de Bourbon* qu'a fondé, il y a plusieurs années, le duc de Beaufremont. Cette double activité, maçonnique et royaliste, sourit aux « démocrates » de la *Grande Loge Nationale Française* mais consterne les nationalistes d'*A.F.* et inquiète les lecteurs d'*Infiltrations ennemies dans la Droite nationale et populaire* qui n'avaient pas cru tout à fait à l'origine maçonnique des divisions du *Front*.

— Si le plus vieux parti de droite, a, à sa tête, un Franc-Maçon actif, secondé par un vice-président également « fils de la veuve », pourquoi douterions-nous des révélations de cette brochure boycottée à qui-mieux-mieux ?

Cela nous conduit à parler des descendants de la branche aînée, celle du duc d'Anjou, porté sur le trône espagnol sous Louis XIV.

Si *Le Figaro* a présenté récemment à ses lecteurs ébahis l'héritier direct des Capétiens, il est bien le seul grand quotidien à l'avoir fait. L'Histoire est là, qui démontre que la dynastie des Bourbons est aussi représentée par le jeune duc d'Anjou.

Parlons d'abord de son père disparu. Né à Rome le 20 avril 1936, Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou et de Cadix, est décédé le 30 janvier 1989 à Beaver Creek (Etats-Unis). Diplomate et avocat (non pratiquant), ce petit-fils du roi d'Espagne Alphonse XIII, de nationalité française, était l'aîné de la famille capétienne, précise l'historien Jean Silve de Ventavon dans une note qu'il nous a adressée, ce *dictionnaire* étant déjà sous presse. Notre informateur précise que, Français de nationalité, le prince prit part à la politique, de multiples fois : il stigmatisa publiquement la loi Veil,

la contraception, l'immigration, l'abandon de l'Algérie, le Mondialisme. Le duc d'Anjou et de Cadix résuma ainsi sa position au mois de mars 1988 :

« *Une famille comme la mienne n'a d'autre raison d'être que de servir. C'est ce que nous* (les Capétiens) *faisons depuis mille ans et plus avec, je crois, un bilan plutôt positif. En tant que chef de cette famille, je suis dans les mêmes dispositions que les Aînés qui m'ont précédé. Je suis, comme eux, disposé et prêt à servir, non pas pour assouvir je ne sais quelle ambition, mais parce que c'est la tradition de ma famille et que j'en suis le chef.*

« ... *Mon avenir ne me préoccupe pas, mais celui de la France, de l'Europe, de la Chrétienté, de la Civilisation occidentale.* »

Il avait épousé Marie-Carmen Martinez-Bordiu y Franco, la petite-fille du généralissime Franco. Pour les légitimistes, roi de France et de Navarre, Alphonse II, le duc d'Anjou et de Cadix, trouva la mort dans un accident de ski.

Son fils, Louis-Alphonse de Bourbon, duc d'Anjou et de Bourbon, étudiant en droit financier, est né le 25 avril 1974 à Madrid.

Devenu l'Aîné de la famille capétienne quand son père mourut, il ne cesse comme celui-ci, parallèlement à ses études, de rappeler, lors de nombreuses conférences, que la Monarchie « *garantit une certaine humanité du pouvoir, avec à la tête de l'Etat, la présence d'une figure symbolique, emblématique, qui incarne la continuité historique de la Nation, son indépendance extérieure, en se situant au-dessus des partis et des intérêts particuliers.* »

De droit, Grand Maître des *Ordres du Saint-Esprit et de Saint-Michel*, membre titulaire de la *Société des Cincinnati*, il fut reçu *Bailli Grand Croix de l'Ordre de Malte* le 24 juin 2000, dignité dont seuls jouissent les chefs d'Etat de facto ou de jure.

Aux yeux des légitimistes, Louis-Alphonse de Bourbon, aîné des Capétiens, est le roi de France et de Navarre Louis XX.

Il existe donc bien deux prétendants : l'un, dignitaire de la Maçonnerie du Rite Ecossais, descendant du régicide Philippe Egalité, ancien Grand Maître du *Grand Orient de France*, et du « roi des Français » Louis-Philippe Ier, « usurpateur » du trône ; et l'aîné des Capétiens, hier encore inconnu des monarchistes eux-mêmes, vers qui se tournent des Maurrassiens ulcérés de se voir trahis par le fils du comte de Paris.

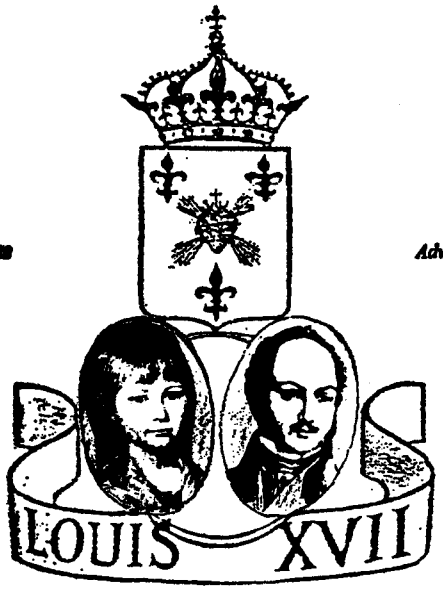
La science pourrait fournir un troisième prétendant si elle révélait, sans erreur possible, que Naundorf était bien le jeune Louis XVII, échappé miraculeusement à ses bourreaux.

3ème Trimestre 2000 N° 40 10 août 1845

SPECIAL ADN "CŒUR LOUIS XVII?"

BULLETIN DE
L'INSTITUT LOUIS XVII

In Hoc Signo Vincis *Adveniat Regnum Tuum*



Le ROI est VIVANT!

Louis XVII n'est pas mort au Temple, il a une descendance.
Aujourd'hui son arrière petit-fils se bat pour rétablir la vérité historique.

PERIODIQUE D'INFORMATION TRIMESTRIEL

Organe de Soutien
à
S.A.R. Mgr Charles-Louis-Edmond de Bourbon et à son fils S.A.R. Hugues de Bourbon

Si la science révèle que Louis XVII n'est pas mort au Temple
et qu'il s'est appelé Naundorf...

ANNEXE II

UN IDEAL :

DEUX MOUVEMENTS

Sous la IIIe République les partis de droite étaient nombreux et divisés. Les *Croix de Feu et volontaires nationaux* du colonel de La Rocque, étaient numériquement les plus importants. La *Solidarité Française,* fondée par le parfumeur François Coty, comptait au soir du 6 février 1934 près de 200 000 adhérents et était soutenue par la presse *cotyste, L'Ami du Peuple,* quotidien, et *Le Figaro,* dont le tirage était très loin d'atteindre celui d'aujourd'hui. Le *Parti Franciste,* de Marcel Bucard, regroupait quelques milliers de militants fascistes, très combattifs ; *Le Franciste,* hebdomadaire, était son organe officiel. *Les Jeunesses Patriotes,* de Pierre Taittinger, comptaient quelques milliers de militants intrépides qui cognaient sur les cocos lorsque ceux-ci cherchaient à leur interdire la vente à la criée du *National.* Enfin, il y avait *L'Action Française,* mouvement du nationalisme intégral que son doctrinnaire Charles Maurras avait rallié à la monarchie ; le quotidien *L'Action Française,* était dirigé par Léon Daudet, Charles Maurras et Maurice Pujo, le père de Pierre Pujo, l'actuel directeur de *L'Action Française-Hebdo.*

L'entente entre ces mouvements ne se réalisait que dans certaines circonstances. L'affaire Stavisky les jeta dans la rue, en janvier-février 1934, sans pour autant les fédérer ou les rapprocher. Seule tentative : la création du *Front National* pour résister au *Front Populaire.*

La dissolution des ligues (fin 1934) conduisit les uns et les autres à modifier leur aspect extérieur : le *Parti Social Français* regroupa les partisans larocquistes, le *Parti Républicain Social* fit de même avec *les Jeunesses Patriotes* de Taittinger, le *Parti Franciste* devint le *Parti Unitaire* ; *L'Action Française* se sentant plus visée regroupa ses adeptes dans des formations locales, ayant chacune un nom différent. Un nouveau mouve-

ment, le *Parti Populaire Français,* fondé par l'ancien communiste Jacques Doriot, qui unit dans son sein des anciens *P.C.*, des anciens de l'*A.F.* (Jeantet), des anciens *V.N.* larocquistes (Pucheu) et des milliers de déçus venus des partis dissous. Passons sur les diverses tentatives d'union (voir les tomes précédents du *Dictionnaire*).

Dans l'ensemble, ces formations se rallièrent au maréchal Pétain et se sont dissoutes, hormis le *Parti Populaire Français* qui poursuivit ses activités en zone Nord mais se transforma, pour la zone Sud, en simple hebdomadaire, *L'Emancipation Nationale.* Maurice-Yvan Sicard et Victor Barthélemy, ses animateurs, siégeaient alors à Marseille. La réunification s'opérera par la suite, et Barthélemy et Sicard revinrent à Paris, rue des Pyramides, central national du *P.P.F.*

Naturellement, les communistes et leurs alliés dans la Résistance, firent interdire et dissoudre ces formations qui avaient soutenu le maréchal Pétain. Les partis nationaux furent ainsi absents de la scène politique des années durant. L'un des premiers à secouer la férule résistantialiste fut *Jeune Nation* des frères Sidos. Il y eut nombre de tentatives — et quelques réussites éphémères — pour redonner leur place aux nationaux. Finalement, c'est le *Front National* qui réussit à sortir de l'ornière : Jean-Marie Le Pen, qui venait du Mouvement Poujade où il s'était révélé grand orateur, en devint le président. Une succession de faits, généralement peu connus — comme le coup de tonnerre de Dreux préparé par Jean-Pierre Stirbois et sa femme Marie-France Stirbois, née Charles —, fit du petit parti un mouvement très important que le *B'naï B'rith,* notamment, voulut écraser. Les coups venus de l'extérieur ne firent que renforcer le *Front,* et l'adhésion de Bruno Mégret, « venu d'ailleurs », organisateur émérite, transforma le petit parti qu'il était resté pendant plusieurs années en un grand mouvement bien encadré, représenté dans les assemblées régionales et totalisant aux élections 12 à 15 % des suffrages.

N'ayant pu « l'avoir » du dehors, on « *mit le paquet* » à l'intérieur même du *Front.* C'est ici que les opinions divergent sur l'origine du « conflit des chefs » et sur la scission intervenue en 1998. Les torts sont des deux côtés, disent les uns, tandis que d'autres accusent Le Pen ou Mégret. Ce qui est certain, c'est que la scission a singulièrement amoindri le mouvement national tout entier et découragé, par dizaines de milliers, les électeurs — sinon les militants — des deux groupes désormais rivaux. L'auteur d'une brochure curieusement boycottée accuse les affiliés des sociétés secrètes infiltrés tout exprès dans le *Front National* des années 1990. L'un d'eux, devenu l'organisateur des manifestations du *F.N.*, affilié à la *Grande Loge Nationale Française,* était parvenu à neutraliser le *Dictionnaire de la Politique Française* jugé dangereux pour la Maçonnerie en raison de la place qu'il occupait, dès 1980, dans les bibliothèques publi-

ques et privées. L'*affaire du Dictionnaire* apparaît comme une répétition générale avant la grande offensive de 1998 (voir l'*introduction* au début de ce livre).

Il est bien évident que la réconciliation des deux clans n'est possible que si l'on arrive à découvrir l'ennemi caché qui, pendant des mois, a excité les uns contre les autres, les amis de Le Pen et ceux de Mégret. Certes, des fautes graves purent être reprochées à l'un ou à l'autre camp. Mais qui avait intérêt à envenimer les choses, donc à détruire l'unité du *Front* et, si possible, à précipiter sa chute ?

La majorité des lecteurs de *Infiltrations ennemies dans la Droite nationale et populaire* n'ont pas cru à l'explication donnée par l'auteur. Ce sont eux qui, peut-être, ont raison. Mais la récente prise en main du mouvement monarchiste par un prince d'Orléans, affilié à la Maçonnerie, secondé par un maître du barreau, écrivain à ses heures, également dignitaire de la *Grande Loge Nationale Française,* ne fait que renforcer les soupçons. D'autant plus que l'un des derniers livres du maçon royaliste, est très officiellement présenté conjointement par le *Très Illustre Frère* Henri Prouteau, 33° ∴ du Rite Ecossais, et le *Très Illustre Frère* Jean-Pierre Bayard, lui aussi 33° ∴ du Rite Ecossais, qui recommandent le *dictionnaire* écrit avec un autre *frère,* Hubert Lamant, dont on ignore la nuance politique.

Nous avons horreur de la calomnie, mais notre respect de la vérité nous met dans l'obligation de bousculer les tabous.

⁂

Ceci dit, ce serait commettre une erreur et une injustice que de soupçonner l'un ou l'autre des hauts responsables du *F.N.* ou du *M.N.R.* : leur position est connue, ils l'ont l'un et l'autre affirmée plusieurs fois. Mais peut-on en dire autant des hommes politiques qui les entourent ? Jean-Marie Le Pen a condamné l'action occulte des sociétés secrètes et son rival, Bruno Mégret, a démenti avec force l'accusation de maçonnisme portée contre lui. Les deux formations ont fait connaître leurs principaux adeptes lors de sélections européennes dernières. Vous en trouverez une liste importante dans les documents électoraux que nous reproduisons. Ce sont les cadres du *Front National* et du *Mouvement National Républicain.* Lorsque nous aurons rappelé les dates de fondation, 1972 pour l'un, 1999 pour l'autre, nous aurons dit ce qu'il importe de savoir de ces deux partis politiques, frères ennemis pour combien de temps encore ?

⁂

Infiltrations ennemies dans la droite nationale et populaire

A QUI PROFITE LE CRIME ?

LES SCISSIONS DANS L'HISTOIRE DES PARTIS

PUBLICATIONS HENRY COSTON

PRIX : 50 Francs

Présentons maintenant les deux présidents :

LE PEN Jean-Marie, éditeur de disques (*S.E.R.P.*), né le 30 juin 1928 à La Trinité-sur-Mer, fils unique de Jean-Marie Le Pen, patron pêcheur, né le 29 septembre 1901 dans cette même localité bretonne, tué accidentellement le 30 avril 1937, et de son épouse, Anne-Marie Hervé, couturière, née le 22 janvier 1904 à Locmariaquez. Le futur président du *Front National* fut adopté par la Nation (21 décembre 1942). Marié avec Pierrette Lalanne (née le 10 septembre 1935), mariage dissous le 22 octobre 1985. (Pierrette Lalanne avait épousé précédemment à Paris VIIIe le 26 octobre 1956 un entrepreneur de spectacle Claude Giraud, mariage dissous le 13 janvier 1960.) Du mariage de Jean-Marie avec Pierrette sont nées trois filles : a) Marie-Caroline (Neuilly-sur-Seine, le 23 janvier 1960), mariée en 1987 avec l'antiquaire Jean-Pierre Gendron (Lille, 9 mai 1953), par l'abbé Jean-Marc Gendron, du diocèse de Lille, frère jumeau de Jean-Pierre ; b) Yann (Neuilly-sur-Seine le 18 novembre 1963), mariée le 23 mars 1987 avec Didier Zink (Rabat le 20 novembre 1950) ; c) Marion dite Marine (Neuilly-sur-Seine le 5 août 1968). (Cf. Joseph Valynseele). La vie politique de Jean-Marie Le Pen commence au quartier Latin où il est étudiant en droit : il préside la *Corporation des Etudiants en Droit de Paris* (1948-1951) qui est « de droite ». Au retour du service militaire (sous-lieutenant au Ier bataillon étranger en Indochine), où il rédigeait, aussi, le périodique du Corps expéditionnaire français (1956), il milite au mouvement Poujade et anime les sections de jeunes (*U.D.J.F.*). Candidat poujadiste, il est élu député de la Seine (2 janvier 1956), puis, après le retour du général De Gaulle, il est réélu député (mais cette fois « indépendant ») de la Seine et le restera jusqu'en 1962. Il rejoint Tixier-Vignancour et devient secrétaire général du *Comité Tixier-Vignancour* (1964-1965). C'est en 1972, qu'il fonde avec des amis *Le Front National,* qui restera un « groupaillon » méprisé publiquement par Simone Veil, jusqu'au coup de tonnerre de Dreux provoqué par les activités nationales de Jean-Pierre Stirbois et de sa femme, Marie-France Charles, voisins du ménage Coston et d'Alain de Benoist, à Ecluzelles, coquet village situé à 6 km de Dreux, sur la route de Maintenon. Ce fut le début du développement du *F.N.* que le *B'naï B'rith* tenta de limiter en faisant jurer aux partis du centre et de la droite libérale de ne jamais s'allier aux lepénistes. Au contraire, pour arrêter la montée du *F.N.*, des alliances avec la gauche furent préconisées pour empêcher l'élection des candidats nationaux en groupant les suffrages communistes-socialistes-centristes-libéraux-gaullistes, au second tour, sur le nom du candidat de gauche resté en lice. Cela réussit plusieurs fois, mais à la longue...

A la suite de l'héritage d'Hubert Lambert, riche industriel disparu encore jeune, Jean-Marie Le Pen, sorti des ennuis financiers, put se consacrer à sa tâche de président. Il est possible que ce soit là le début des contestations qui conduisirent à la scission. L'assurance que donne la richesse engendre des conflits qu'il est difficile de juguler, surtout lorsque des agents habiles excitent les uns contre les autres des militants parfaitement inconscients du rôle qu'on leur fait jouer. La crise du monde national risque de durer encore quelque temps. La réconciliation Le Pen-Mégret nous semble impossible, mais celle des cadres et des militants des deux fractions sera facilitée par la découverte du pot-aux-roses, c'est-à-dire de la manœuvre des émissaires secrets de la *Grande Loge Nationale Française*, parmi lesquels on découvre avec surprise des « intégristes » zélés.

Le parti lepéniste dispose d'une presse assez largement diffusée dont *National Hebdo* et quelques périodiques dont le fac-similé figure dans ce volume. (Siège social du *F.N.* : 6, rue Vauguyon, 92210 Saint-Cloud.)

⁂

MÉGRET Bruno, André, Alexandre, haut fonctionnaire, né le 4 avril 1943 à Paris XVIe. Fils du conseiller d'Etat Jacques Mégret et de son épouse, née Colette Constantinides ; marié le 11 septembre 1982 avec Catherine Rascovsky, devenue maire de Vitrolles. Après ses études (Lycée Louis-le-Grand, Université de Berkeley, en Californie), il fit Polytechnique, devint ingénieur des Ponts-et-Chaussées et sortit Master of Science de l'Université de Californie. Il fut conseiller technique du ministre de la Coopération (1979-1981), et occupa plusieurs postes dans l'administration (1981-1986), puis appartint à diverses organisations politiques avant d'être élu député du *Front National* de l'Isère (1986-1988), et vice-président du groupe parlementaire *F.N.* puis délégué général du parti lepéniste (1989-1999). Il occupa plusieurs sièges : Parlement européen, Conseil régional de Provence-Côte d'Azur, conseiller du maire de Vitrolles, avant la scission du *F.N.* et la création du *Mouvement National* devenu le *Mouvement National Républicain*, dont il est le président. Il est aussi le président d'honneur des *Comités d'Action Républicaine* (*C.A.R.*) qu'il animait avant son entrée au *F.N.* Il a exposé ses idées personnelles dans plusieurs livres, dont *Demain le chêne* (qui donna son titre au journal du *M.N.R.*, *Le Chêne*), *La Nouvelle Europe*. Son tout dernier livre : *Le Chagrin et l'Espérance* explique son évolution « *du F.N. au M.N.R.* ». Son opposition à la personne de Jean-Marie Le Pen, qui n'a pas supporté les critiques, l'a conduit à se séparer du président du *Front National* et de ses amis. La brouille paraît irrémédiable. L'affrontement des deux fractions aux élections européennes se traduisit par une chute du total des voix des électeurs nationaux.

Tandis que Jean-Marie Le Pen permettait à sa liste, ornée d'un De Gaulle, comme sorti d'une trappe, de dépasser les 5 % permettant d'avoir des élus, le parti de Bruno Mégret ne put franchir ce seuil : il n'eut pas d'élus et l'aide gouvernementale aux partis ne lui fut pas accordée ; d'où la gêne financière du *M.N.R.* qui fut surmontée avec courage et persévérance par le président et ses partisans : « ***Le M.N.R.***, écrit Bruno Mégret dans son dernier livre, ***est le mouvement qui rendra possible le rassemblement de tous ces électeurs insatisfaits qui aspirent à être représentés avec force pour assurer le redressement de notre pays.*** » (Siège social du *M.N.R.* : 15, rue de Cronstadt, 75015 Paris.)

BULLETIN DE VOTE

LISTE L.E.P.E.N. - FRONT NATIONAL

Avec Jean-Marie LE PEN

Pour une France libre changeons d'Europe !

FN

1. Jean-Marie LE PEN

Député au Parlement européen, Président du Groupe des Droites Européennes,
Président du Front National, Ancien député de Paris,
Président du groupe FN au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Croix de la Valeur militaire

2. Charles de GAULLE

Avocat international,
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris,
Député au Parlement européen.

3. Jean-Claude MARTINEZ
Professeur agrégé des facultés de droit (Paris II).
Questeur au conseil régional du Languedoc-Roussillon,
Ancien président du Cercle national des agriculteurs de France.
Député au Parlement européen

4. Bruno GOLLNISCH
Docteur en droit public, avocat.
Professeur de japonais à l'université de Lyon.
Doyen honoraire de faculté.
Secrétaire général du Front National.
Député au Parlement européen, Conseiller municipal de Lyon

5. Carl LANG
Kinésithérapeute.
Délégué général du Front National.
Président du groupe FN au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais
Député au Parlement européen.

6. Marie-France STIRBOIS
Député au Parlement européen.
Conseiller général d'Eure-et-Loir.
Conseiller municipal de Dreux.

7. Bernard ANTONY
Président de l'association « Chrétienté Solidarité ».
Député au Parlement européen.
Président du groupe FN au conseil régional de Midi-Pyrénées.

8. Fernand LE RACHINEL
Industriel
Député au Parlement européen.
Conseiller général de la Manche.
Meilleur Ouvrier de France
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

9. Samuel MARECHAL
Directeur de la communication
Ancien directeur du Front National de la Jeunesse
Président du groupe FN au conseil régional [illegible]

10 Sid Ahmed YAHIAOUI
[illegible]
Conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur
[illegible]
[illegible]
[illegible]

11. Dominique CHABOCHE
Vice-président du conseil régional de Haute-Normandie.
Conseiller municipal de Rouen.
Vice-président du Front National.
Médaille d'argent de la Marine marchande.
Médaille de vermeil de sauvetage.

12. Martine LEHIDEUX
Présidente du groupe FN au conseil régional d'Ile-de-France
Vice-présidente du Front National.
Ancien député européen.
Présidente fondatrice du Cercle national Femmes d'Europe.

13. Yvan BLOT
Ancien élève de l'E.N.A..
Président du Cercle « Nation et humanisme »
Député au Parlement européen.
Conseiller régional d'Alsace.

14. Jean-Michel DUBOIS
Chef d'entreprise.
Conseiller régional d'Ile-de-France (Val-d'Oise).
Conseiller municipal d'Enghien-les-Bains.
Président du syndicat des commerçants FNFM

15. Eric PINEL
Député au Parlement européen.
Président de l'association « France Europe Écologie »
Ancien vice-président du conseil régional de Haute-Normandie.

16. Marie-Claude BOMPARD
Mère de famille.

17 Jean-Pierre REVEAU
Conseiller de Paris. Conseiller régional d'Ile-de-France.
Délégué général du Cercle national des retraités et pré-retraités.
Lieutenant parachutiste Tunisie Algérie.

18. Myriam BAECKEROOT
[illegible]
Mère de famille nombreuse.
Conseiller régional d'Ile-de-France (Yvelines).

19. Martial BILD
Secrétaire général adjoint du Front National
Conseiller régional d'Ile-de-France (Seine-Saint-Denis)
Conseiller municipal de [illegible]

20. Huguette FATNA
Cadre commercial.
Déléguée nationale des territoires et départements d'Outre-Mer

21. Lydia SCHÉNARDI
Gérante de société.
Diplômée de la Chambre de commerce britannique
Conseiller régional d'Ile-de-France (Val-de-Marne)

22. Alain JAMET
Licencié en droit.
Questeur au conseil régional du Languedoc-Roussillon.
Conseiller municipal de Montpellier.
Croix de la Valeur militaire à l'ordre [illegible]
Croix du combattant.

23. Michel de ROSTOLAN
Fondateur du groupe d'études parlementaire pour l'accueil de la vie
Ancien député de l'Essonne.
Conseiller régional d'Ile-de-France.

24. Albert PEYRON
Chirurgien-dentiste.
Ancien député. Conseiller régional des Alpes-Maritimes.
Conseiller municipal de Cannes.
Président du Cercle national [illegible]

25. Jean-Jacques SUSINI
Docteur en médecine.
DEA en sciences économiques, [illegible]
Conseiller régional des Bouches-du-Rhône.

26. Jacques COLOMBIER
Président du groupe FN au conseil régional d'Aquitaine
Conseiller municipal de Bordeaux.

27. Pierre DESCAVES
Docteur en sciences économiques
Conseiller régional de Picardie.
Conseiller général de l'Oise, Conseiller municipal de [illegible]
[illegible]

28. Marie-Christine ARNAUTU
Chef d'entreprise
Conseiller régional d'Ile-de-France
[illegible]

Pour être valable, ce bulletin ne doit comporter aucune rature.

LISTE L.E.P.E.N. - FRONT NATIONAL

Avec **Jean-Marie LE PEN**

Pour une France libre changeons d'Europe !

FN

29. **Jean-Claude VARANNE**
PDG en société de presse,
Conseiller régional de Haute-de-Lens,
Conseiller municipal de Hauts-le-Mile,
Croix de guerre T.O.E.

30. **Charles CAVIN**
Directeur de société,
Candidat régional en Bourgogne, Conseiller municipal de Chalon.

31. **Marie-Christine BOUTONNET**
Cadre d'entreprise,
Conseiller régional Midi-Pyrénées

32. **Dominique SLABOLEPSZY**
Chef d'entreprise,
Conseiller régional du Nord.

33. **Stéphane DURBEC**
Conseiller régional des Bouches-du-Rhône,
Conseiller d'arrondissement de Marseille.

34. **Louis LE GUILLET**
Fondé pouvoir d'assurances,
Délégué national du Cercle des Français de l'étranger

35. **Sophie MONTEL-SENNERICH**
B.T.S. d'hôtelier-restaurateur,
Conseiller régional de Franche-Comté,
Conseiller municipal de Besançon.

36. **Jehan VIALATEL**
Ingénieur

37. **Jean-Romée CHARBONNEAU**
Employé de banque,
Conseiller régional de Poitou-Charentes.

38. **Micheline BRUNA**
Directrice administrative d'une PME,
Conseiller régional d'Ile-de-France,
Conseiller municipal d'Asnières.

39. **Jean-François JALKH**
Journaliste,
Conseiller régional d'Ile-de-France,
Ancien député de Seine-et-Marne, Conseiller municipal de Meaux.

40. **Jacques HENRIOT**
Conseiller régional d'Aquitaine,
Conseiller municipal de Pau,
Officier de l'Ordre National du Mérite.

41. **Jean d'OGNY**
Conservateur de musée,
Conseiller régional de la Région Centre.

42. **Guillaume VOUZELLAUD**
Avocat,
Conseiller municipal des Sables d'Olonne,
Secrétaire départemental du FN Vendée.

43. **Robert HEMMERDINGER**
Ancien industriel,
Vice-président du Comité national des Français Juifs,
Croix de guerre, Médaille de la Résistance,
Grade de contrôleur général

44. **Michèle CARAYON**
Conseiller régional des Bouches-du-Rhône,
Conseiller municipal de Marseille.

45. **Paul-Louis ROUS**
Ingénieur,
Président du Comité national des agriculteurs du Front

46. **Joëlle LOMBARD**
Secrétaire général du Cercle national Femmes d'Europe.

47. **Michel GUINIOT**
Délégué national au secteur des fédérations du FN,
Conseiller régional de Picardie, Conseiller municipal de Reims.

48. **Liliane BOURY**
Professeur des cadres de l'enseignement public,
Conseiller régional Rhône-Alpes,
Conseiller du 7e arrondissement de Lyon.

49. **Ronald PERDOMO**
Avocat,
Ancien député,
Conseiller régional des Bouches-du-Rhône,
Conseiller municipal de Marseille.

50. **Bruno SUBTIL**
Directeur d'agence de voyages,
Président du groupe FN au conseil régional de Champagne-Ardenne.

51. **Brigitte NEVEUX**
Pupille de la Nation,
Secrétaire départementale du Front National (69).

52. **Guy HERLORY**
Ancien chef de service de radiologie,
Ancien député de la Moselle,
Président du groupe FN au conseil régional de Lorraine.

53. **Wallerand de SAINT-JUST**
Avocat au barreau de Paris,
Conseiller régional de Picardie,
Conseiller municipal de Soissons,
Vice-président de l'association «Chrétienté-Solidarité».

54. **Marie-Estelle PREJEAN**
Conseiller municipal de Bondy,
Conseiller régional d'Ile-de-France,
Présidente du rassemblement national des Corses,
Pharmacien responsable de «SOS enfants d'Irak».

55. **René BOUIN**
Avocat,
Président du groupe FN au conseil régional de Bretagne.

56. **Eric IORIO**
Assistant parlementaire,
Conseiller régional du Pas-de-Calais.

57. **Serge LAROZE**
Ingénieur de l'aéronautique,
Conseiller régional Midi-Pyrénées.

58. **Éliane de la BROSSE**
Mère de famille,
Conseiller général du Var,
Maire-adjoint de Toulon.

59. **Hugues PETIT**
Universitaire,
Conseiller régional Rhône-Alpes,
Président de la «Ligue pour la vie».

60. **Alain LEROY**
Professeur de droit fiscal,
Conseiller régional Poitou-Charentes.

61. **Dominique MARTIN**
Directeur général de société,
Conseiller régional Rhône-Alpes,
Conseiller municipal de Cluses.

62. **Régis de la CROIX VAUBOIS**
Consultant,
Conseiller régional de la Nièvre.

63. **Michelle DEVERT**
Secrétaire départementale du FN Haute-Marne.

64. **Guy GEORGE**
Enseignant,
Conseiller municipal de la province sud de Nouvelle-Calédonie.

65. **Michel DUCHOCHOIS**
Agent général d'assurances (ret.),
Secrétaire départemental du FN de l'Ardèche.

66. **Max JANIN**
Métreur-vérifier,
Conseiller régional de Languedoc-Roussillon,
Conseiller municipal de Nîmes.

67. **Brigitte LECOEUR**
Sage femme,
Conseiller régional Ile-de-France (suppléant).

68. **Thierry GOURLOT**
Conseiller régional de Lorraine,
Conseiller municipal de Metz.

69. **Bénédicte de COUDENHOVE HUBAULT**
Mère de famille nombreuse.

70. **Jean-Lin LACAPELLE**
Cadre commercial,
Conseiller régional de la région Centre.

71. **Joëlle MELIN**
Docteur en médecine,
Conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Présidente du syndical Force nationale santé.

72. **Jean-Luc de TROGOFF**
Ingénieur en agriculture bio,
Conseiller régional des Côtes d'Armor.

73. **Olivier WYSSA**
Avocat,
Conseiller régional de l'Ain.

74. **Pascaline MOREAU**
Conseiller municipal de Verdun.

75. **Charles PERROT**
Industriel,
Conseiller régional de la Loire

76. **Marie-Christine de PENFENTENYO**
Conseiller régional du Rhône
Conseiller municipal d'Ecully.

77. **Guillaume LUYT**
Directeur du Front National de la Jeunesse

78. **Françoise GROLET**
Mère de famille nombreuse,
Conseiller régional d'Aquitaine.

79. **Jean VERDON**
Conseiller régional d'Indre-et-Loire,
Président du groupe FN à la région Centre

80. **Patrick SIMPATICO**
Informaticien,
Conseiller régional du Haut-Rhin.

81. **Joël CHEVAL**
Enseignant en marketing,
Conseiller régional de la Drôme
Conseiller municipal de Bourg-de-Péage

82. **René FAUROT**
Cadre commercial,
Ancien combattant en AFN.

83. **Jean-René SOUÊTRE**
Chevalier de la Légion d'honneur,
Croix de la Valeur militaire, 5 citations.

84. **Nadine EPHREM-BELLIER**
Conseiller régional du Vaucluse,
Conseiller municipal de Caderousse.

85. **Olivier SIMONOT**
Grand invalide de guerre,
Commandeur de la Légion d'honneur,
Croix de la Valeur militaire, 13 citations.

86. **Jean-Baptiste BIAGGI**
Avocat honoraire à la Cour d'appel de Paris,
Ancien conseiller régional de l'Assemblée de Lorse,
Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945,
Médaille de la Résistance.

87. **Roger HOLEINDRE**
Journaliste, Ecrivain, Grand Reporter,
Vice-Président du Front National,
Président des cadres de l'armée de l'air,
Officier Mérite, Croix de guerre 1939-1945, Croix de la Valeur militaire

Pour être valable, ce bulletin ne doit comporter aucune rature.

BULLETIN DE VOTE

Élection des représentants français au Parlement européen - 13 juin 1999

EUROPÉENS D'ACCORD

FRANÇAIS D'ABORD

MÉGRET

L'AVENIR

1. Bruno MÉGRET - 50 ans, marié, 2 enfants
Polytechnicien - Ingénieur des Ponts-et-Chaussées - Conseiller régional de Provence - Député français au Parlement européen

2. Serge MARTINEZ - 55 ans, 1 enfant
Chef d'entreprise - Conseiller municipal de Nîmes - Conseiller régional de Languedoc-Roussillon

3. Jean-Yves LE GALLOU - 50 ans, marié, 4 enfants
ENA - Inspecteur de l'administration - Conseiller régional d'Ile-de-France - Député français au Parlement européen

4. Marie-Caroline LE PEN - 39 ans, 2 enfants
Gérant de société - Conseiller régional d'Ile-de-France (Hauts-de-Seine)

5. Franck TIMMERMANS - 43 ans, marié, 3 enfants
Formateur - Ancien syndicaliste de l'édition - Conseiller régional d'Ile-de-France (Seine-Saint-Denis)

6. Jean-Claude BARDET - 58 ans, marié
Docteur en droit - Conseiller de direction - Conseiller régional de Lorraine (Meurthe-et-Moselle)

7. Martin PELTIER - 48 ans, marié, 4 enfants
Écrivain et journaliste - Responsable d'une association de défense des produits du terroir (Bourgogne)

8. Gérard FREULET - 49 ans, 2 enfants,
Chef d'entreprise (hôtellerie) - Ancien député - Conseiller municipal de Mulhouse - Conseiller général du Haut-Rhin - Conseiller régional d'Alsace

9. Pierre VIAL - 56 ans, marié, 3 enfants
Maître de conférences à l'université de Lyon - Conseiller municipal de Villeurbanne - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Rhône)

10. Jean-François GALVAIRE - 61 ans, marié, 3 enfants
Avocat à la Cour - Conseiller régional de Poitou-Charentes (Charente-Maritime)

11. Denis de BOUTEILLER - 46 ans, marié, 2 enfants
Cadre bancaire - Conseiller municipal de Rillieux-la-Pape - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Rhône)

12. Mireille d'ORNANO - 47 ans, mariée, 5 enfants
Assistante médicale - Présidente d'une association caritative - Médaille de la Famille française - Conseiller régional de Provence (Alpes-de-Haute-Provence)

13. Yves DUPONT - 41 ans, marié, 5 enfants
École Normale Supérieure (Saint-Cloud) - Professeur agrégé de physique - Président d'une association nationale de défense des locataires - Conseiller municipal d'Évreux - Conseiller régional de Haute-Normandie (Eure)

14. Olivier PICHON - 49 ans, marié, 5 enfants
Professeur agrégé d'histoire - Président du Mouvement pour un enseignement national - Conseiller municipal de Garches - Conseiller régional d'Ile-de-France (Hauts-de-Seine)

15. Jacques LAFAY - 73 ans, marié, 2 enfants
Médecin - Membre fondateur du Collège européen de médecine - Conseiller d'arrondissement de Paris - Officier de la Légion d'honneur - Croix de guerre 39-45 - Croix du combattant volontaire de la Résistance

16. Damien BARILLER - 32 ans, marié, 1 enfant
Directeur de rédaction - Conseiller municipal d'Aix-en-Provence - Conseiller régional de Provence (Bouches-du-Rhône)

17. Louise ALAUX - 44 ans, mariée, 2 enfants
Cadre administratif - Membre d'une association familiale (Hauts-de-Seine) .

18. Philippe COLOMBANI - 44 ans, marié, 3 enfants
Directeur d'un institut de formation - Conseiller régional d'Ile-de-France (Yvelines)

19. Gilles PENNELLE - 36 ans, marié, 3 enfants
Professeur d'histoire - Conseiller municipal de Rouen - Conseiller régional de Haute-Normandie (Seine-Maritime)

20. Claudine DUPONT-TINGAUD - 56 ans, mariée, 5 enfants
Assistante réalisatrice TV-Cinéma - Médaille de la Famille française - Conseiller régional de Bretagne (Finistère)

21. Jean-Pascal SERBERA - 41 ans, marié, 2 enfants
Médecin généraliste - Secrétaire de l'Académie des poètes classiques de France - Conseiller municipal de Toulouse - Conseiller régional de Midi-Pyrénées (Haute-Garonne)

22. Jacques OLIVIER - 37 ans, 2 enfants
Cadre administratif - Conseiller régional d'Ile-de-France (Essonne)

23. Léon-Pierre DURIN - 49 ans, marié
Agriculteur - Ancien cadre bancaire (Dordogne)

24. Agnès BELBÉOCH - 49 ans, 3 enfants
Adjoint administratif - Responsable d'une association de protection de la vie animale - Conseiller régional du Centre (Indre-et-Loire)

25. Arnaud de PERIER - 40 ans, marié, 2 enfants
Assistant parlementaire - Conseiller régional des Pays de la Loire (Loire-Atlantique)

26. Philippe EYMERY - 47 ans, marié, 4 enfants
ESSEC - Chef d'entreprise - Capitaine de réserve (RI) - Conseiller municipal de Dunkerque - Conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais (Nord)

27. Anne-Marie DELBÉ - 54 ans, mariée, 1 enfant
Comptable - Conseiller municipal de Sedan - Conseiller régional de Champagne-Ardenne (Ardennes)

28. François-Régis TAVEAU - 39 ans
Conseiller financier - Conseiller municipal de Médignac - Conseiller régional d'Aquitaine (Gironde)

Pour être valable, ce bulletin ne doit comporter aucune rature.

29. Olivier MORIZE - 50 ans, marié
Gérant de société (BTP) - Lieutenant-colonel de réserve de l'Armée de l'air - Conseiller municipal de Brest - Conseiller régional de Bretagne (Finistère)

30. Philippe SCHLEITER - 26 ans
Chef d'entreprise (commerce) - Responsable des jeunes du Mouvement national

31. Monique DELCROIX - 38 ans, mariée
Professeur de mathématiques (Oise)

32. Jacques MAYADOUX - 45 ans
Gérant de société (coiffure) - Conseiller municipal de Vichy - Conseiller régional d'Auvergne (Allier)

33. Antoine ORABONA - 43 ans, marié, 3 enfants
Pharmacien - Conseiller régional du Limousin (Haute-Vienne)

34. Sophie OLIVIER LESPAGNON - 38 ans, 5 enfants
Hôtesse de compagnie aérienne - Conseiller municipal de Ris-Orangis - Conseiller régional d'Ile-de-France (Essonne)

35. André CLAVEL - 48 ans, marié
Conseil en communication - Conseiller municipal d'Oyonnax - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Ain)

36. Jean-Étienne NORMAND - 68 ans, marié, 1 enfant
Principal de collège (H) - Conseiller régional de Franche-Comté (Jura)

37. Marie-Claude ROUSSEL - 55 ans, mariée, 3 enfants
Agricultrice - Conseiller municipal de Marseille - Conseiller régional de Provence (Bouches-du-Rhône)

38. Yves DUPRÈS - 50 ans, marié, 2 enfants
Professeur d'histoire et géographie - Conseiller régional de Basse-Normandie (Calvados)

39. France PRENAT - 58 ans, mariée, 4 enfants
Artisan-taxi - Conseiller régional d'Aquitaine (Landes)

40. Jean-Pierre GOST - 50 ans, 2 enfants
Comptable - Conseiller municipal de Nice - Conseiller régional de Provence (Alpes-Maritimes)

41. Anne-Marie KERLÉO - 47 ans
Professeur de lettres classiques - Conseiller régional de Bretagne (Morbihan)

42. Marie-Christine MONTASTIER - 44 ans, mariée, 3 enfants
Infirmière - Conseiller municipal d'Annecy (Haute-Savoie)

43. Denis DAUDE - 50 ans, 2 enfants
Directeur de formation - Conseiller municipal de Vernouillet - Conseiller régional du Centre

44. Jean-Marc BRISSAUD - 54 ans, marié, 3 enfants
Fonctionnaire européen - Conseiller régional de Franche-Comté (Haute-Saône)

45. André BONNET - 42 ans, marié, 8 enfants
Juge administratif - Ancien auditeur de l'IHEDN (Vaucluse)

46. Alice BRUGUE - 41 ans, mariée, 2 enfants
Agricultrice - Eleveur de vaches allaitantes (Cantal)

47. Maurice ÉTIENNE - 52 ans, marié, 3 enfants
Gestionnaire de concession automobile - Conseiller municipal de Montargis - Conseiller régional du Centre (Loiret)

48. Jean-Claude MANIFACIER - 55 ans, marié, 2 enfants
Professeur à l'université des Sciences et Techniques de Montpellier - Conseiller régional de Languedoc-Roussillon (Hérault)

49. Gérard LLILIO - 58 ans, marié, 2 enfants
Chirurgien-dentiste - Conseiller municipal de Saint-Just-Saint-Rambert - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Loire)

50. Maryse BESSE - 62 ans, mariée, 2 enfants
Conseiller régional de Languedoc-Roussillon (Pyrénées-Orientales)

51. Nadège SAINTOMER - 35 ans
Assistante commerciale - Conseiller régional de Midi-Pyrénées (Haute-Garonne)

52. Carol METTETAL - 28 ans
Auditeur financier (Morbihan)

53. Dominique MICHEL - 38 ans, marié, 2 enfants
Notaire assistant - Conseiller municipal de Toulon - Conseiller général du Var

54. Claude MOREAU - 59 ans
Polytechnicien - Chef d'entreprise (PME) - Conseiller régional de Bourgogne (Yonne) - Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de la Valeur militaire

55. Stéphane BOURHIS - 29 ans
Responsable associatif - Conseiller municipal de Herxheim - Conseiller régional d'Alsace (Bas-Rhin)

56. Jacques FOURNY - 67 ans, marié, 2 enfants
Marcyeur (ER) - Conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais (Pas-de-Calais)

57. Flavia BURIDANT - 31 ans, mariée, 1 enfant
Infirmière - Conseiller régional de Nord-Pas-de-Calais (Nord)

58. Pascal BESNARD - 41 ans, marié, 3 enfants
Technicien dans l'aviation civile - Responsable du Mouvement national à la Réunion (DOM-TOM)

59. Vanessa BICKERS - 30 ans, mariée, 2 enfants
Notaire assistant (Hautes-Alpes)

60. Annick VEILLEROT - 41 ans, 1 enfant
Agent commercial - Conseiller municipal de Bourg-en-Bresse - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Ain)

61. Jean-Marie NICOLAY - 66 ans, marié, 4 enfants
Lieutenant-colonel (H) de l'Armée de l'air - Conseiller municipal de Montigny-les-Metz - Conseiller régional de Lorraine (Moselle) - Médaille militaire - Chevalier de l'Ordre national du Mérite

62. Françoise DUCHAUSSOY - 45 ans, mariée, 3 enfants
Secrétaire - Conseiller régional de Haute-Normandie (Seine-Maritime)

63. Georges RACT - 45 ans, marié
Professeur indépendant - Conseiller municipal de Chambéry - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Savoie)

64. Liliane FLOIRAS - 41 ans, mariée, 2 enfants
Négociatrice en immobilier - Conseiller régional de Bourgogne (Côte-d'Or)

65. Paul PETITDIDIER - 67 ans, marié, 2 enfants
Chef d'entreprise (ER) - Conseiller municipal des Sables-d'Olonne - Conseiller régional des Pays de la Loire (Vendée)

66. Philippe MILLIAU - 51 ans, marié, 1 enfant
HEC - Cadre commercial - Conseiller régional d'Ile-de-France (Seine-Saint-Denis)

67. Bernard FREPPEL - 64 ans, marié
Lieutenant-colonel (ER) - Conseiller municipal d'Epinal - Conseiller régional de Lorraine (Vosges) - Chevalier de la Légion d'honneur

68. Nicole MINA - 53 ans, 3 enfants
Institutrice - Conseiller régional de Rhône-Alpes (Savoie)

69. Béatrice VELLIEUX - 46 ans, mariée, 3 enfants
Préparatrice en pharmacie - Responsable d'association (Isère)

70. Jacques GÉRARD - 64 ans, marié, 1 enfant
Cadre de direction (ER) - Conseiller régional d'Ile-de-France (Seine-et-Marne) - Croix du combattant

71. Jean-Philippe MOTTE - 34 ans, marié, 3 enfants
Cadre administratif - Conseiller régional des Pays de la Loire (Maine-et-Loire)

72. Virginie BARLEMONT - 28 ans
Étudiante en 3e cycle d'histoire - Conseiller régional de Lorraine (Moselle)

73. Louis ROUYER - 46 ans, marié, 3 enfants
Surveillant de l'infrastructure (Défense nationale) - Maire de Vilosnes Haraumont - Conseiller régional de Lorraine (Meuse)

74. Jean-Claude DROUOT - 48 ans, 2 enfants
Fonctionnaire - Conseiller régional de Champagne-Ardenne (Haute-Marne)

75. Jacques GUARESCHI - 45 ans, 1 enfant
Agriculteur - Eleveur de porcs (Gers)

76. Manuel GUERRERO - 61 ans, marié, 2 enfants
Lieutenant-colonel (H) - Conseiller municipal de Novella (Corse) - Officier de la Légion d'honneur

77. Eddy MARSAN - 35 ans, marié
Docteur en philosophie - Conseiller municipal d'Agen - Conseiller régional d'Aquitaine (Lot-et-Garonne)

78. Patrick BROCARD - 51 ans
Docteur vétérinaire - Conseiller régional de Picardie (Oise)

79. David SALVAGNAC - 26 ans
Étudiant en droit - Responsable associatif (Aveyron)

80. Stéphane DUCHENE - 28 ans
Juriste - Conseiller régional de Champagne-Ardenne (Marne)

81. Béatrice LE NESTIC - 33 ans, mariée, 4 enfants
Gérant de société (Vienne)

82. Hubert de ROUGÉ - 70 ans, marié, 3 enfants
Retraité - Responsable d'une association catholique (Paris)

83. Claire JOUËT - 25 ans
Étudiante en histoire - Présidente du syndicat universitaire Renouveau étudiant (RE)

84. Jean-Pierre COHEN - 57 ans
Écrivain et journaliste (Paris)

85. Georges MASSELOT - 87 ans, marié, 3 enfants
Lieutenant-colonel (H) - Commandeur de la Légion d'honneur - Croix de guerre 39-45 et TOE - Croix de la Valeur militaire - 15 citations - 4 blessures

86. Jean LUCIANI - 72 ans, marié, 2 enfants
Colonel (H) - Conseiller municipal de Nogent-sur-Marne - Commandeur de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite - Croix de guerre TOE - Croix de la Valeur militaire - Résistant FFI

87. Daniel SIMONPIERI - 47 ans, marié, 3 enfants
Conseiller financier - Maire de Marignane - Conseiller général des Bouches-du-Rhône

EUROPÉENS D'ACCORD
FRANÇAIS D'ABORD
MÉGRET
L'AVENIR

Cet ouvrage, composé sur Linotype,
a été achevé d'imprimer
sur les presses typographiques de la S.A.I.G.
37, rue Bronzac 94240 L'Haÿ-les-Roses

Numéro d'impression : 248
Dépôt légal : décembre 2000